



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°04 - SESSION ORDINAIRE 2016-2017

Coopération au développement:  
- déclaration  
- débat  
Société d'impact sociétal (SIS)

p. 90  
p. 92  
p. 102

Plurilinguisme dans le système éducatif  
Sommaire des séances publiques n°8 et 9  
Sommaire des questions parlementaires

p. 117  
p. 128  
p. Q85

8<sup>e</sup> séance  
9<sup>e</sup> séance

Mercredi 23 novembre 2016  
Jeudi 24 novembre 2016

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



## Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme à la Chambre



*M. Zeid Ra'ad Al Hussein entouré du Président de la Chambre et de membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la délégation parlementaire auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.*

Les enjeux concernant les droits de l'homme au Grand-Duché, les crimes perpétrés et la violation des droits de l'homme en Syrie et dans le monde étaient au cœur de l'échange de vues entre le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, M. Zeid Ra'ad Al Hussein, les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et

de l'Immigration et ceux de la délégation parlementaire luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 20 janvier 2017.

### Soutien pour la poursuite juridique des crimes de guerre en Syrie

L'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé la création d'un groupe de travail

chargé de préparer des dossiers sur les crimes de guerre commis en Syrie, ce qui permettra la poursuite en justice des responsables de ces crimes, a expliqué le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

Ce mécanisme international et indépendant sera financé de manière volontaire, d'où son appel aux députés et au Gouvernement luxembourgeois d'aider financièrement les enquêtes

et les poursuites contre les responsables de ces crimes de guerre.

«L'impunité est l'un des plus grands dangers pour nos valeurs», a souligné le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, qui s'est engagé à faire un appel au Gouvernement luxembourgeois pour soutenir ce mécanisme.

Le Président du Parlement a également rappelé que la Chambre des Députés avait adopté à l'unanimité, le 22 décembre 2016, une motion appelant le Gouvernement luxembourgeois «à soutenir les efforts déployés au niveau de la communauté internationale en vue de traduire en justice les auteurs des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité perpétrés à Alep, en Syrie et en Irak.»

### Montée du populisme et conflits autour du monde

La montée du populisme en Europe ainsi qu'aux États-Unis et les tensions politiques dans le monde (Philippines, Venezuela, etc) qui risquent d'avoir des effets désastreux sur les droits de l'homme étaient également des sujets évoqués lors de l'échange de vues avec les députés.

### Reconnaissance juridique pour personnes transsexuelles et intersexuées

Suite à un entretien avec des représentants de la société civile luxembourgeoise, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a abordé plusieurs enjeux touchant aux droits de l'homme au Luxembourg, notamment les discours de haine dans les réseaux sociaux et les questions d'une fiscalité équitable.

Un autre objectif est celui de la reconnaissance juridique des personnes transsexuelles et intersexuées.

Un projet de loi introduisant un cadre légal pour résoudre cette question sera bientôt déposé à la Chambre, a assuré le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel.

## Un échange sur l'attractivité de la place financière

Les pratiques parlementaires pour assurer et renforcer l'attractivité de la place financière luxembourgeoise, en particulier depuis l'annonce de la Grande-Bretagne de sortir de l'Union européenne, était au cœur d'un échange de vues entre plusieurs députés luxembourgeois et une délégation du Sénat français le 19 janvier 2017.

Le Président de la Commission des Finances et du Budget, M. Eugène Berger, a accueilli son homologue du Sénat, Mme Michèle André, ainsi que le rapporteur général de la commission respective, M. Albéric de Montgolfier, à la Chambre des Députés.

Les députés luxembourgeois MM. Eugène Berger, Claude Haagen et Laurent Mosar ont explicité la démarche de la commission parlementaire en charge des finances dans ce domaine.

Ils ont décrit le défi du travail législatif concernant un nombre croissant de directives européennes à transposer en droit national, des textes qui se caractérisent par une complexité grandissante.

Concernant le Brexit annoncé, les députés luxembourgeois se sont montrés confiants des atouts de la place financière luxembourgeoise. Ils ont partagé avec les sénateurs français la crainte que les négociations avec la Grande-Bretagne conduisent à un blocage généralisé à Bruxelles.

Un des objectifs de la visite des sénateurs était de sonder les intérêts des partenaires européens afin que l'Europe continentale puisse «montrer un visage cohérent».



*(de gauche à droite) M. Claude Haagen, M. Eugène Berger, Mme Michèle André signant le Livre d'or de la Chambre, M. Albéric de Montgolfier, M. Laurent Mosar*

Réception de Nouvel An à la Chambre des Députés

## Priorité donnée à la participation citoyenne



Le Secrétaire général présente ses vœux de Nouvel An au Président de la Chambre, aux membres du Bureau et de l'Administration parlementaire ainsi qu'à la presse parlementaire.



M. Mars Di Bartolomeo et M. Claude Frieseisen



Le personnel de l'Administration parlementaire et les représentants de la presse formaient un auditoire intéressé.

«Nous avons besoin d'un Parlement fort pour répondre aux défis complexes de la société», a déclaré le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen, lors de ses vœux aux députés membres du Bureau et de la Conférence des Présidents, à la presse parlementaire et au personnel de l'Administration parlementaire, le lundi 9 janvier 2017.

Au cours de son discours, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a tenu à souligner: «En tant que représentants des citoyens nous avons plus que jamais le devoir d'écouter et d'expliquer qu'il n'existe pas de solutions toutes faites pour résoudre les problèmes complexes.» «Nous devons faire preuve de conviction, de patience et d'engagement pour défendre les valeurs de notre démocratie et de l'État de droit», a-t-il encore expliqué.

En 2017, la Chambre des Députés poursuivra ainsi ses efforts pour développer davantage la participation

citoyenne. Les consultations des citoyens en vue d'une future Constitution ainsi que la «success-story» des pétitions publiques en sont des exemples.

S'y ajoutent les efforts concernant l'éducation à la citoyenneté tout comme des formations proposées aux enseignants, les visites, les débats entre députés et jeunes ou encore l'organisation d'une «Journée des portes ouvertes» - la prochaine est prévue au printemps 2018 -, des démarches qui donnent la possibilité aux citoyens d'être en contact direct avec l'institution et ses représentants.

La réception de Nouvel An à la Chambre des Députés était également l'occasion de passer en revue les grands dossiers législatifs de l'année 2016 et d'évoquer les réformes qui marqueront l'année 2017 au Parlement luxembourgeois, notamment celle concernant la nationalité, le divorce, les services de secours, le RMG ou encore la réforme du secteur hospitalier.

## Audience de Nouvel An au Palais grand-ducal



© Cour grand-ducale / Charles Caratini

LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse ainsi que LL.AA.RR. le Grand-Duc héritier et la Grande-Duchesse héritière accueillent le Président du Parlement, M. Mars Di Bartolomeo, et la Vice-Présidente, Mme Simone Beissel

À l'occasion du Nouvel An, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et les membres du Bureau ont été reçus en audience au Palais grand-ducal.



Le Président de la Chambre, M. Mars Di Bartolomeo, remet une pétition d'Amnesty International Luxembourg à Mme Ermira Akhundova, députée azerbaïdjanaise.

## Visite azerbaïdjanaise

Les relations bilatérales, la situation des droits de l'homme ainsi que celle de la société civile et la liberté de presse étaient au cœur de l'échange de vues, le 19 janvier 2017, entre une délégation du groupe d'amitié parlementaire Azerbaïdjan-Luxembourg et les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

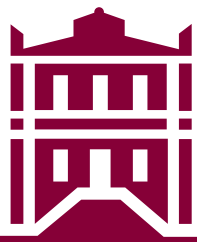
Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a remis à Mme Ermira Akhundova, chef de la délégation azerbaïdjanaise, une liste avec les noms de 160 détenus politiques ainsi qu'une pétition d'Amnesty International Luxembourg demandant la libération de deux hommes condamnés à dix ans de prison pour avoir écrit un graffiti ironique à caractère politique.

Le conflit arméno-azerbaïdjanais - conflit du Haut-Karabakh, territoire principalement peuplé d'Arméniens

mais faisant juridiquement partie de l'Azerbaïdjan -, ayant entraîné plus d'un million de réfugiés majoritairement azerbaïdjanais, a également été évoqué lors des discussions. Dans ce contexte, la délégation azerbaïdjanaise a insisté sur la nécessité d'éviter une approche à «double standard».

Une bonne intégration des 86 Azerbaïdjanais résidant au Luxembourg ainsi que les récents développements économiques du pays ont été au cœur d'une deuxième entrevue entre les membres de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et la délégation azerbaïdjanaise.

Diversifier l'économie du pays - une économie basée jusqu'à présent sur le pétrole - en favorisant le développement d'autres secteurs clés, comme celui du tourisme ou de la logistique, est une des priorités pour l'Azerbaïdjan.



### Gestion du domaine public fluvial

6530 - Projet de loi

concernant la gestion du domaine public fluvial et portant

a) modification

\* de la loi modifiée du 28 juillet 1973 portant création d'un service de la navigation,

\* de la loi modifiée du 31 mars 2000 concernant l'administration et l'exploitation du port de Mertert,

\* de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau,

\* de la loi modifiée du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale, et

\* de la loi modifiée du 28 juin 1984 portant réglementation de la police de la navigation intérieure, des sports nautiques et de la natation; et

b) abrogation

\* des articles 1<sup>er</sup>, 2 et 5 de l'arrêté du Directeur exécutif du 13 nivôse an V (2 janvier 1797) sur la navigation et les chemins de halage;

\* de la loi du 6 frimaire an VII de la République une et indivise (26 novembre 1798) relative au régime, à la police et à l'administration des bacs et bateaux sur les fleuves, rivières et canaux navigables;

\* de l'arrêté royal du 3 mai 1817 concernant la navigation et le flottage sur les rivières du Grand-Duché; et

\* de la loi du 29 janvier 1890 concernant l'aliénation des terrains faisant partie du domaine public dans la Moselle et la partie navigable de la Sûre, ainsi que des anciens lits de ruisseaux abandonnés

Le projet de loi 6530 a pour objet, d'une part, la création d'un cadre légal en matière de gestion du domaine public fluvial et, d'autre part, le renforcement des missions de gestion de la flotte fluviale luxembourgeoise et les pouvoirs de sanction du Service de la navigation. Pour ce faire, la loi entend préciser les conditions de l'usage public, les dispositifs de protection, les modalités d'administration et les outils de gestion et de valorisation de ce patrimoine commun.

Le texte vise à compléter la loi modifiée du 28 juillet 1973 ayant porté création d'un service de la navigation rattaché directement au ressort des transports en précisant ses missions. Ces missions, se limitant actuellement à la gestion et à la surveillance infrastructurelle et l'exercice des fonctions de police sur le condominium germano-luxembourgeois, sont complétées par celle de gestionnaire de la flotte fluviale. Les pouvoirs des agents sont étendus pour permettre une intervention efficace sur un bateau. Parallèlement, le pouvoir de recourir à des sociétés de classification est introduit.

En même temps, la loi modifiée du 14 juillet 1966 sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale est adaptée pour tenir compte des exigences de qualité qui s'imposent aux bateaux de navigation intérieure demandant une inscription sur les registres d'immatriculation au Luxembourg (exigence d'une assurance RC obligatoire et conditions d'âge du bateau pour une première immatriculation) et ce dans un objectif d'éviter tout reproche de pavillon de complaisance.

Dans le cadre du programme des actions positives, auquel peuvent participer les entreprises à titre volontaire, la fixation d'objectifs concrets en matière d'égalité entre hommes et femmes dans la prise de décision sera dorénavant un critère d'éligibilité pour l'obtention de l'agrément ministériel.

Dans le même cadre, la preuve d'un contrôle de l'égalité des salaires dans les entreprises sera dorénavant également un tel critère.

Dans son programme de 2013, le Gouvernement s'était engagé à modifier «la loi sur le financement des partis politiques en introduisant l'obligation pour les partis politiques de garantir un quota de 40% du sexe sous-représenté sur les listes de candidatures sujettes au financement des partis. Des sanctions financières seront prévues en cas de non-respect des minima imposés. La loi entrera en vigueur pour les prochaines élections législatives».

L'article 2 du projet de loi 6892 aura désormais pour objet de transposer la volonté du Gouvernement d'améliorer la parité politique, étant donné que même si les femmes participent aux élections (communales, législatives, européennes) autant que les hommes, elles restent très minoritaires parmi les élus.

La sanction financière prévue au présent projet de loi pour non-respect du quota évoqué ci-haut est prévue de manière progressive, proportionnellement au nombre de candidats du sexe sous-représenté. Plus un parti s'écarte du seuil minimal de 40 % plus grande sera la sanction financière à supporter.

Pour ce qui est des élections législatives nationales et européennes à venir, le financement sera ainsi adapté proportionnellement au nombre de candidats du sexe sous-représenté.

Dépôt par Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances, le 14.10.2015

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

26.04.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

08.11.2016 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

17.11.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

22.06.2016 Présentation et examen du projet d'avis sur le volet du projet de loi concernant directement le Code du travail

28.06.2016 Adoption d'amendements parlementaires

Vote en séance publique: 24.11.2016

Loi du 15 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n° 264, page 4670

### Lycée de Clervaux: offre scolaire

7011 - Projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux

Le projet de loi sous rubrique vise à élargir l'offre scolaire du futur lycée «Edward Steichen», créé par la loi du 13 juin 2013. L'offre scolaire du lycée sera ainsi complétée par la division supérieure de l'enseignement secondaire et par les cycles moyen et supérieur de l'enseignement secondaire technique.

En effet, l'article 2 la loi du 13 juin 2013 précitée se limite au cycle inférieur de l'enseignement secondaire technique, y compris le régime préparatoire, et à la division inférieure de l'enseignement secondaire, de sorte que les futurs élèves se verront obligés de continuer leur cursus dans un autre établissement scolaire. Force est de constater que le départ de nombreux élèves ne contribue ni à une répartition plus équilibrée de la population scolaire croissante, ni à une réduction des distances des transports scolaires.

Il est ainsi proposé que le lycée «Edward Steichen», qui ouvrira ses portes à la rentrée 2018-2019, puisse offrir aux futurs élèves la perspective de pouvoir achever leurs études dans leur lycée de proximité.

Par ailleurs, le présent projet de loi se propose de créer une structure d'accueil pour les élèves à besoins spécifiques. Cette structure sera attachée comme annexe au nouveau lycée de Clervaux. En effet, le projet «Sproochenhaus VTT» (Verhalen, testen an trainéieren), sis à Wilwerwiltz, serait une structure d'accueil qui, à l'instar du projet «Izegerstee VTT», encadrerait des élèves de onze à 15 ans souffrant de sévères troubles de comportement, et qui ont déjà épuisé les offres de leurs écoles et les mesures individualisées réalisables dans le cadre de l'école régulière. Les premiers élèves sont attendus pour la rentrée 2018-2019. Il convient de souligner que l'objectif de ce projet est de réintégrer le plus rapidement possible ces élèves vers une classe régulière, après un séjour maximal de deux ans dans cette structure.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 05.07.2016

Rapporteur: M. Edy Mertens

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

19.10.2016 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

26.10.2016 Désignation d'un rapporteur

16.11.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 24.11.2016

Loi du 23 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n° 296, page 6174

### Égalité des chances

6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

Dans son programme de 2013, le Gouvernement nouvellement en place s'était engagé à abolir les inégalités salariales entre femmes et hommes «par la force de la loi».

Par le biais du projet de loi 6892, des dispositions relatives à l'égalité salariale entre hommes et femmes seront désormais inscrites dans la loi, au Code du travail, éléments déjà esquissés dans la proposition de loi 6611 relative à l'égalité salariale entre hommes et femmes, déposée par Monsieur le Député Lucien Lux en septembre 2013 et reprise par Madame la Députée Cécile Hemmen en mars 2014.

Avec l'introduction d'un nouveau Chapitre V au Titre II du Livre II du Code du travail, intitulé «Égalité salariale entre les hommes et les femmes», tout employeur doit assurer l'égalité

de salaire entre les hommes et les femmes pour un même travail ou pour un travail de valeur égale.

L'employeur qui, à l'avenir, ne respectera pas cette obligation inscrite au nouvel article L. 225-1 du Code du Travail sera puni d'une amende de 251 à 25.000 euros, et au double de l'amende en cas de récidive.

Toutefois, le projet de loi 6892 n'a pas comme unique vocation d'inscrire l'égalité salariale entre les hommes et les femmes dans la loi. Il a aussi comme objectifs de:

- simplifier les procédures administratives du Plan d'action pour l'égalité des femmes et des hommes et du Programme des Actions positives, ainsi que de

- tendre vers la parité en politique par le biais de quotas.

Les demandes pour une majoration de certaines aides à l'embauche de personnes appartenant au sexe sous-représenté ne seront plus soumises pour avis au STATEC, mais seront directement adressées au Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, ceci pour accélérer et simplifier la procédure administrative.



## Éducation nationale: adaptations législatives

### 2019 - Projet de loi portant modification

**1. de la loi modifiée du 16 août 1968 portant création d'un centre de logopédie et de services audiométrique et orthophonique;**

**2. de la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée;**

**3. de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement post-primaire;**

**4. de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1992 portant 1. création d'un établissement public pour le développement de la formation professionnelle continue et 2. fixation des cadres du personnel des Centres de formation professionnelle continue;**

**5. de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;**

**6. de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;**

**7. de la loi modifiée du 22 mai 2009 portant a) création d'un Institut national des langues; b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise;**

**8. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État**

L'objectif du présent projet de loi consiste en la mise en conformité des textes législatifs réglant l'Éducation nationale par rapport aux impacts de la réforme dans la Fonction publique, entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2015, tout en tenant compte des spécificités qui sont propres à l'Éducation nationale.

L'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit les nouvelles dispositions en matière de développement professionnel, de gestion des objectifs et d'appréciation des compétences professionnelles et personnelles. Le système de gestion par objectifs est mis en œuvre par cycle de trois années sur base d'une série d'éléments comprenant le programme de travail de l'administration, l'organigramme, la description de poste, l'entretien individuel du fonctionnaire avec son supérieur hiérarchique ainsi que le plan de travail pour chaque fonctionnaire. La loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental a introduit au niveau de l'enseignement fonda-

mental le plan de réussite scolaire qui peut être considéré sous certains aspects comme précurseur au programme de travail de l'administration contenu dans la réforme de la fonction publique votée six années plus tard.

Depuis lors, il n'y a pas que les écoles de l'enseignement fondamental à s'être engagées dans un processus de développement de la qualité scolaire à travers un plan pluriannuel. La majorité des lycées se sont lancés sur la même voie, en adoptant des plans de développement de l'établissement scolaire. À la différence de l'enseignement fondamental ou encore de l'Institut national des langues qui connaît un plan triennal, les initiatives en question n'ont pas encore de base légale. Qui plus est, elles doivent également avoir leur entrée dans les services de l'Éducation différenciée, dans le Centre de logopédie et dans le Centre national de formation professionnelle continue.

Un des objectifs du présent projet de loi est d'ancrer les plans en question, qui sont censés constituer l'équivalent du programme de travail prévu à l'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 précitée, dans la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques, respectivement dans les lois portant sur l'Éducation différenciée, le Centre de logopédie et le Centre national de la formation professionnelle continue.

L'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 précitée indique comment le fonctionnaire est associé à la gestion par objectifs et, plus concrètement, à la mise en œuvre du programme de travail de l'administration. Le supérieur hiérarchique mène avec tous les fonctionnaires de son service un entretien individuel qui portera essentiellement sur la réalisation du plan de travail individuel pour la période de référence écoulée et sur son travail pour la période de référence à venir pour contribuer à la réalisation du programme de travail de l'administration.

Comme l'enseignement ne représente pas une administration «classique» mais une institution où des enseignants encadrent et éduquent des élèves, la contribution des enseignants au programme de travail de son établissement ne saurait être appréciée selon des schémas qui ont été élaborés pour les services administratifs de l'État. Le présent projet de loi tient compte de cette situation particulière avec un ajout aux différentes lois organiques du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, précisant que pour l'application des dispositions de l'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 précitée, les entretiens individuels sont remplacés par un entretien collectif ayant lieu en début de la période de réalisation du plan de développement scolaire, plan qui correspond à la période de référence de trois années.

à l'entrée en vigueur du projet de loi. Il est attendu que l'évolution structurelle des recettes du secteur communal corrigera cette diminution temporaire au plus tard à partir de 2022. Les communes concernées seront «indemnisées» pour cette perte éventuelle par rapport aux avoirs disponibles pour l'année budgétaire 2015 par un apport financier supplémentaire de la part du budget de l'État. Le montant de cette mesure de compensation transitoire pour les années budgétaires suivant l'entrée en vigueur de la future loi est déterminé annuellement dans la loi budgétaire. Le Gouvernement suivra l'évolution des recettes des communes pour dresser un bilan cinq ans après l'entrée en vigueur de la loi pour prendre les mesures adaptées le cas échéant.

Le projet de loi innove par la création d'un seul et unique FDGC qui regroupera les recettes provenant de l'ICC et du FCDF, déduction faite du produit de la participation directe d'une

commune au produit en impôt commercial communal généré sur son territoire. Seul le montant forfaitaire du futur FDGC figurera dans la loi budgétaire.

Au niveau de la répartition du produit de l'ICC au niveau de l'intéressement direct des communes, il faudra considérer à l'avenir deux valeurs:

Tout d'abord, chaque commune pourra retenir un maximum de 35% de son produit généré sur son territoire.

Le solde sera affecté au FDGC et sera distribué suivant les cinq critères suivants:

- la population ajustée 82%
- les emplois salariés 3%
- l'indice socio-économique 9-10%
- les logements sociaux 0-1%
- la superficie ajustée 5%.

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 29.08.2016

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

07.07.2016 Présentation du projet de loi

14.07.2016 Examen du projet de loi

17.11.2016 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

01.12.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.12.2016

Loi du 14 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n° 257, page 4614

## Salaire social minimum

### 2085 - Projet de loi portant modification de l'article L. 222-9 du Code du travail

Aux termes du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article L. 222-2 du Code du travail, le niveau du salaire social minimum est fixé par la loi.

Le paragraphe 2 de l'article précité oblige à cette fin le Gouvernement à soumettre, tous les deux ans, à la Chambre des Députés un rapport sur l'évolution des conditions économiques générales et des revenus, accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi portant relèvement du niveau du salaire social minimum. Sur base de ce rapport, le Gouvernement a la faculté de proposer un relèvement du salaire social minimum.

Ainsi, le présent projet de loi a pour objet l'adaptation des taux du salaire social minimum à l'évolution du salaire moyen pendant les années 2014 et 2015.

L'indicateur déterminé conformément à la méthodologie retenue accusant une progression

de 1,4 pour cent, l'augmentation du salaire social minimum sera de 1,4 pour cent au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

L'article 1<sup>er</sup> fixe le montant du SSM mensuel pour salariés non qualifiés à 251,54 euros au nombre 100 de l'indice pondéré du coût de la vie. À l'indice de 775,17 au 1<sup>er</sup> janvier 2017, ledit SSM mensuel sera de 1.949,86 euros.

Le taux horaire correspondant sera de 11,2709 euros (indice 775,17).

Conformément à l'article L. 222-4 du Code du travail, le niveau du SSM pour salariés qualifiés, définis conformément à l'article en question, est majoré de vingt pour cent. Le montant mensuel correspondant du SSM pour salariés qualifiés sera de 301,85 euros (indice 100) respectivement de 2.339,84 euros (indice 775,17).

À l'indice 775,17, les montants mensuels du SSM augmentent donc respectivement de 26,90 euros (salaire social minimum non qualifié) et de 32,28 euros (salaire social minimum qualifié).

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 26.07.2016

Rapporteur: M. Claude Lamberty

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Président: M. Lex Delles):

18.10.2016 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

30.11.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.12.2016

Loi du 15 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n° 263, page 4664

## Réforme des finances communales

### 2036 - Projet de loi portant création d'un Fonds de dotation globale des communes et modifiant

- la loi modifiée du 1<sup>er</sup> mars 1952 modifiant certaines dispositions relatives aux impôts directs;

- la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

- la loi modifiée du 22 décembre 1987 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1988;

- la loi modifiée du 6 février 2009 por-

### tant organisation de l'enseignement fondamental

Le projet de loi a pour objet d'amorcer la réforme des finances communales prévue par le programme gouvernemental. Cette réforme a deux grands objectifs: celui de garantir le financement des communes par des recettes non affectées stables et celui de mettre en place des critères nouveaux de péréquation transparents et équitables.

Le projet de réforme prend en compte les objectifs de l'aménagement du territoire, stimule le processus de fusion entre communes et la création d'emplois et incite les communes à créer des logements locatifs sociaux.

Certaines communes pourront voir diminuer leurs recettes ajustées par rapport aux recettes précédentes de l'année budgétaire 2015 suite

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 28.10.2016

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: M. Georges Engel):

21.11.2016 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

30.11.2016 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 07.12.2016

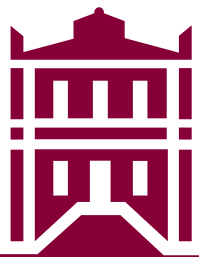
Loi du 15 décembre 2016

Mémorial A: 2016, n° 265, page 4682



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





## Sommaire

- Ouverture de la séance publique
  - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat
  - Déclaration: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
  - Débat: Mme Nancy Arendt, M. Marc Angel (intervention de M. Roy Reding), M. Gusty Graas, M. Claude Adam (intervention de M. Fernand Kartheiser), M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner, M. Marcel Oberweis
  - Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire (intervention de Mme Nancy Arendt)
- Question élargie n°19 de Mme Taina Bofferding au sujet du phénomène du «mobbing» au travail
  - Mme Taina Bofferding - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
- 6831 - Projet de loi portant création des sociétés d'impact sociétal et modifiant
  - la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,
  - la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,
  - la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et
  - la loi modifiée du 16 octobre 1934 relative à l'impôt sur la fortune
  - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel
  - Discussion générale: M. Aly Kaes, M. André Bauler, M. Gérard Anzia, M. Roy Reding (intervention de Mme Nancy Arendt), M. Marc Baum
  - Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire (interventions de M. Roy Reding)
  - M. Roy Reding (parole après ministre)
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6914 - Projet de loi modifiant les annexes 1 et 3 du Code du travail
  - Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Frank Arndt
  - Discussion générale: M. Aly Kaes, M. Claude Lamberty, M. Gérard Anzia, M. Marc Baum
  - Prise de position du Gouvernement: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Nicolas Schmit et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

### 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Guddé Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung op a froen d'Regierung direkt, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech mengen, den Här Kooperationsminister spuert sech d'Kommunikatiounen op fir den Débat, deen elo direkt kënn, zu deem mer och direkt kënnen iwwergoen. Haut de Mëtteg presentéiert den Här Kooperationsminister, den Här Romain Schneider, seng Deklaratioun iwwert d'Kooperatioun an d'Entwécklungshëllef an uschlëssend féiert d'Chamber den Débat, wéi mer et gewinnt sinn.

Ech géif mer och erlaben, d'Membere vum Corps diplomatique hei ze begrëissen: Bien-venue! An ech ginn direkt d'Wuert un den Här Kooperationsminister weider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

### 2. Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Merci, Här President. Här President, Mesdames et Messieurs les représentants des missions diplomatiques, Dir Dammen an Dir Hären!

Ech géif haut hei eigentlech gäre mat enger vläicht erstaunlecher Ausso ufänken, an zwar där, dass an de Grondprinzipie vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef alles d'selwecht bleift an eisen Objektiv weider dora besteet, eise Budget an all eis Capacitéite fir de Kampf géint d'Aarmut an der Welt anzusetzen.

An aneren Zäite wier dat eng langweilig Ausso. An heitegen Zäiten ass d'ës net nëmme eng positiv Positioun, mä eng gutt, ganz gutt Nouvelle fir all déi, deenen et net esou gutt geet an déi eis Solidaritéit dréngend brauchen. Mir stinn zu eisem Programm, deen d'Regierung sech ginn huet, fir 1% vun eisem RNB an d'Entwécklungshëllef an d'humanitär Hëllef ze investéieren, well et ass eis moralesch Obligatioun, well et ass eis global Responsabilitéit a well et ass eise globalen Interessi.

Mir applizéiere weider d'Additionalitéit vun de Klimafong an rechnen an der effentlecher Entwécklungshëllef keng Dépenses u fir den Accueil vu Réfugiéien zu Lëtzebuerg. Dat ass e politesche Choix, zu deem mir stinn an deen och am AidWatch-Rapport vun 2016 vu CONCORD ervirgehewe gouf. Lëtzebuerg steet hei ganz uewen op der Lëscht vun der reeller Entwécklungshëllef, déi net kënschtlech opgeblosse ass.

A verschiddenen Debatten an der Europäescher Unioun an an enger Rei Memberstaaten ass dat, wat eis richtig schéngt, net méi esou evident. Énnert dem Drock vun der Migratioun, déi eis 2015 an Europa méi massiv erreicht huet, ginn eng Rei vun Engagementer a Fro gestallt. D'Lëtzebuerger Présidence vum Conseil 2015 huet hei opgepasst. Ech soe besonnesch dem Minister Asselborn a senger Équipe vun der Immigratioun hei villmoos Merci fir d'ës Aarbecht.

Mir fuere weider, op allen Niveauen ze soen, dass d'Migratiounssituatioun natierlech en Element vun der Entwécklungshëllef an der humanitärer Hëllef ass, mä mir nuancéieren de Message. D'Aktioun géint d'Aarmut sinn eis Missioun. Aarmut a Perspektivlosegkeet kënnen Facteure sinn, déi d'Leit obligéieren, fir hir Hee-

mecht ze verlossen. Dofir ass et wichtig, mat der Entwécklungshëllef besonnesch der Jugend Perspektiven ze schafen. Dat maache mer iwwer eis Programmen an de Partnerlänner an der Gesondheet, an der Educatioun an an der Formation professionnelle.

Mä d'Leit sinn oft op der Flucht wéinst villen anere Facteuren, wéi zum Beispill a Syrien, am Irak oder Afghanistan. Mir maache keng Entwécklungspolitik mat deem eenzigen Objektiv, d'Migratioun ze verhënneren. Migratioun sinn et nach ëmmer ginn a mir wëssen och, dass mat dem Wuesstum vun der Bevëlkerung zum Beispill an Afrika et weider grouss Migratiounspheänomeener wäerte ginn. De President vum Senegal huet viru Kuerzem ennerstrach, dass nëmme 15% vun de Migranten aus Afrika an Europa ginn an dass de Retour vu Gelder vun der Diaspora fir säi Land e Revenu ass, op deen hien net ka verzichten.

Et ginn ebe keng einfach Solutiounen fir d'ës grouss Froe vun der Migratioun an et kann ee se net kuerzfristeg beäntweren. Den Trust-Fong, deen d'Europäescher Unioun um Sommet vu La Valette opgesat huet, probéiert zesumme mat de Partnerlänner de grouse Spagat ze maachen tëschent de Laangzäitrealitéiten um Terrain an de kuerzfristige Wënsch an Europa. Lëtzebuerg fiert weider hei, déi richtig Arbitragen ze fuerderen. Nom leschten Europäesche Conseil huet eise Premierminister nach eng Kéier kloer gesot, dass d'effentlech Entwécklungshëllef fir de Kampf géint d'Aarmut agesat muss ginn. Et ass eben Zäit, d'Évidenzen ze widerhuelen an dofir och effentlech anzestoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa mir an de Prinzipie vun der effentlecher Entwécklungshëllef bleiwen, wat mir sinn, heescht dat net, dass mir net un eisen Instrumenter Verbesserung maachen, fir eis un den neie Kader vum Agenda 2030 unzupassen a fir méi effikass en général ze sinn. Den Agenda 2030 mat senge 17 nohaltegen Ziler, gekoppelt mat de Resultater vum Juli 2015 zu Addis Abeba iwwert de Finanzement vum Développement, stellen eisen neie Kader duer. D'zoou kommen nach d'Engagementer vun der COP21 vu Paräis, mä och d'Konferenz vu Sendai an de Sommet humanitaire mondial vun Istanbul.

Duerch seng Globalitéit a seng Universalitéit bréngt den Agenda 2030 den Développement an een neien Zäitalter, wou d'Entwécklungshëllef, mä och all aner Politicken aus hire Siloen eraus iwwert den Tellerrand kucken mussen, wéi dat eent mat deem aneren zusemmepasst, wéi dat Zesummepill gutt oder schlecht Effekter huet, global, bei eis, mä och an den Entwécklungslänner.

D'ës nei Superkohärenz vun de Politicke fir d'nohaltege Entwécklung d'äerf net vergiessen, fir och ëmmer erëm e speziell A op d'Entwécklungslänner ze werfen, op déi fragillst, op déi vulnerabelst Länner a Leit. Keen d'äerf an der neier Démarche op der Streck bleiwen. D'Entwécklungspolitik muss sech also och méi opmaachen, fir Dialoger ze féieren, déi manner traditionell sinn.

Esou zum Beispill muss mer operationell kucken zesumme mat der Ministerin Dieschbourg, wéi mer géint de Klimawandel, den Objektiv 13 vum Agenda 2030, virginn. Mir muss mer der Ministerin Mutsch klären, wéi den Objektiv 5 vun der Chancéglichheet ëmgesat gëtt. Mir mussen och den Nexus Sécherheet an Entwécklung praktesch definéieren, mat deene Limitten, déi de Comité d'aide au développement vun der OCDE fir d'effentlech Entwécklungshëllef gesat huet.

Mam Minister Gramegna siche mer méi Konvergenzen tëschent de Lëtzebuerger Interventiounen an den Entwécklungsbanken an eise bilaterale Partnerlänner a Partneriater. Mir gi verschidden Engagementer bewusst zesummen un, mat regionale Programmer, zum Beispill an Zentralamerika an am Beräich vun der Stärkung vun eegene Steierressourcen an de Partnerlänner. Bilateral Steieraccorde mat eise Partnerlänner sinn hei e wichtige Bausteen.

D'Ëmsetze vum Agenda 2030 heescht fir mech, dass d'Entwécklungshëllef och en Deel gëtt vun alle sektorielle Politicken. Innenpolitik an Aussepolitik sinn net méi separat ze kucken. An deem neie Gefüge muss jiddwereen nach seng Plaz richtig fannen, ouni deem aneren op d'Féiss ze trëppelen. Zu Lëtzebuerg geet dat extrem gutt. D'aktiv Präsenz vu verschiddene Ministeren op deene leschten Assisèe vun der Kooperatioun ass hei eng Demonstratioun vun d'ësem neien Denken an Handeln.

An der Europäescher Unioun ass d'ës Démarche och amgaangen ëmgesat ze ginn, duerch eng éischt Proposition, déi gëschter erauskoum iwwert den Agenda 2030, an eng aner Proposition fir en neie Konsensus iwwert d'europäesch Kooperatiounspolitik. Hei wäerten déi verschidden Instrumenter a Modalitéite vun d'ës EU-Politik nei definéiert ginn. Dorënner fällt och d'Programmation conjointe tëschent der EU an de Memberstaaten.

Mir gesinn dat positiv. Mir wëllen et net weider als eng volontär Démarche ugesinn. Och wäert missen diskutéiert ginn, ob weider Fonds fiduciaires ënnert der Gestiou vum der Europäescher Kommissioun dat richteg Finanzinstrument sinn, fir d'europäesch Entwécklungspolitik viruzedriewen. Mir sinn do net esou sécher. Dorunner gekoppelt ass d'Propos iwwert d'Zukunft vun dem Accord vu Cotonou. Den nächste Méindeg hunn d'Entwécklungsministeren zu Bréssel eng éischt Diskussionsronn heirwuer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op der Basis vun deem neien internationalen europäesche Kader vun der Entwécklungspolitik muss och d'Lëtzebuerger Kooperatioun hir Strategien iwwerschaffen. Ech muss zuginn, dass mir dat e bëssen ënnersch haten, wat d'ës Paradigmewissel wierklech bedeit. Eng Adaptatioun vun eise Strategie geet net einfach duer. Mir brauchen eng nei generell Strategie, déi eis Ziler, eis Methoden an eis Prioritéite beschreift, mä och eise Zesummeschaff mat deenen anere Secteuren, wéi Finanzen, wéi Ëmwelt, wéi Gesondheet an esou weider. Mir wëllen eis generell Strategie bis Enn Januar fäerdeg hunn. D'ës wäert mat eisen ONGe beschwat gi souwéi mat de Kollege Ministeren. An ech wäert si natierlech och der zoustänneger Chamberskommissioun virstelle kommen.

An eiser genereller Strategie muss mer festleeën, wéi mer dat Thema vun de Partnerlänner uginn. Sait Januar 2016 hu mir eis Konzentration op manner Partnerlänner, a prioritär op déi am mannsten entwéckelt Länner, verstärkt.

Mir hu keng laangjäreg indikativ Programmer méi mat Vietnam an El Salvador, well mer mat d'ës Länner als „pays à revenu moyen“ eng aner Relatioun wëlle kréien. Eis Exit-Strategien aus deenen zwee Länner si ganz verschidden, jee no Interessi op béide Säiten. Mä a béide Fäll gi mer net vun haut op muer alles op. Verschidden Interventiounen ginn an deenen nächste Joren eréischt zu Enn bruecht a konsolidéiert.

Am Vietnam gëtt eis laangjäreg Relatioun mat der Finanzopsicht an eis Formationsoffer am Finanzberäich iwwert d'ATTF, elo House of Training, esou verankert, dass mer wäit iwwert d'Kooperatioun eraus bilaterale Partner bleiwen. Nei Beräicher vu bilateraler Kooperatioun ginn ausgebaut, zum Beispill am Changement climatique oder mat der Lëtzebuerger BioBank.

Am Salvador fuere mer weider, eisem Partnerministère seng Relatiounen mat de lokalen ONGen ze stärken, well mir gleewen, dass eng Stärkung vun der Zivillgesellschaft am Opbau vun enger Demokratie indispensable ass. A genau do wëlle mir nach weiderhëlfen. De Salvador sicht bewusst, sech un Experienze vun anere Länner aus der Region, wéi zum Beispill Mexiko, ze orientéieren, fir d'Rad net all Kéiers nei ze erfannen. An d'ës Süd-Süd-Kooperatioun, déi iwwerens op der Konferenz vun Addis ervirgestrach ginn ass, kënnen mir mat vill manner Mëttele wéi an engem PIC dem Salvador genauou behëlleflech sinn, fir d'ës Échangé vun Experienze matzefinanzéieren.

D'ës ass fir mech de Modell, wéi effentlech Entwécklungshëllef mat vill manner Mëttele a mat Egemëttele vum Partnerland d'Differenz ka maachen. Ech freeë mech, am Fréijoer am Salvador mat mengem Kollege Miranda d'ës Modell vun enger anerer bilateraler Relatioun ze stärken.

Mir sinn am Moment also op siwe Partnerlänner, fënnf a Westafrika, eent a Südostasien an eent an Zentralamerika.

Mir wëllen eis effentlech Entwécklungshëllef prioritär op PMAe konzentriieren, esou wéi dat och an de Konklusiounen vun der Konferenz vun Addis vum Juli 2015 an um Sommet vun 2015 zu New York festgehale ginn ass. A mir bleiwen an d'ës Länner prioritär an de soziale Secteuren, déi fir eis d'Basis vun engem Développement sinn, deen all Einzelne mathält, esou wäit dat am Agenda 2030 ënnert dem Motto „leave no one behind“ festgeschriwwen ass.



Oft ginn ech gefrot, ob mir nei Partnerlänner wellen identifizéieren an enner wat fir enge Kritären. Ech schléissen net aus, nei Partnerlänner ze designéieren, à condition, dass et PMAen oder fragill State sinn, dass mir eng Valeur ajoutée fir den Développement vun deem Land kenne bréngen - well mir si jo awer e klengen Akteur an engem grouse Spill - an dass mer d'Méiglechkeet hunn, fir als Ministère a mat eiser Agence Lux-Development op der Plaz präsent ze sinn, fir eis Projekten ze begleeden.

Eng existéierend Experienz vun eisen ONGen an engem Land ass bei dëser Démarche ee Facteur, dee mer och wäerten a Betruecht zéien. En eventuell Partnerland muss natierlech an deen néidege Basiskader geschafen hunn, wat seng soziale a seng wirtschaftlech Entwécklung ubelaangt, a bereet sinn, seng Gouvernance nom ODD 16 ze gestalten. A fragile Länner oder a Länner, déi aus déiwe Krise kommen, heescht et och, dës Gouvernance mat ze schafen. Eng préliminaire Etüd pro eventuellem neie Partnerland muss gemaach ginn, wou dës Facteure jee no Fall gekuckt ginn.

Am Moment si mir am Myanmar amgaangen, en éischte Projet ëmzesetzen an een zweeten ass an der Preparatioun. Mir kucke mat den Autoritéiten, ob mir e gemeinsamen Nenner fannen. Mir wëlle jo konform no de Prinzipie vun der Effikasitéit als Partner schaffen an op eng Demande äntworten. De Minister Jean Asselborn huet viru Kuerzem am Myanmar éischt Gespréicher gefouert. An ech wäert och an der éischter Halschent 2017 sur place sinn, fir weider Gespréicher ze féieren an dës Gespréicher och ze verdeiwen.

Ech ginn éifers gefrot, firwat mir nach an Zentralamerika präsent sinn. Een Deel vun der Äntwert ass déi nei Relatioun mam Salvador, mä och d'Kontinuatioun vun eiser Ennerstëtzung fir d'nicaraguanesch Bevëlkerung. D'politisch Situatioun an deem Land ass net einfach no de leschte Wahlen. Mä och a Länner op anere Kontinenter hate mer schwéier politesch Kontexter. Mir mussen dann eis Modalitéiten a Prioritéiten de Gegebenheeten upassen. Dozou gehéieren och Aktiounen mat der lokaler Zivilgesellschaft a mam Privatsecteur.

Mä au-delà vun dese punktuellen Ursachen ass et fir mech indispensabel, dass d'Lëtzebuurger Kooperatioun an deenen dräi Kontinenten Afrika, Asien a Latäinamerika präsent ass. Déi ganz verschidden Aarbechtsweisen a Gouvernancemodeller erlaben eis, Problemer méi global unzegoen. Eis diplomatesch Präsenz ass och eng Bereicherung fir eis aussepolitisch Aarbecht iwwert d'Kooperatioun eraus.

Här President, all eis Partner an der Kooperatiounspolitik, dat heescht, déi aner Ministären, eis prioritär Partnerlänner, d'international Organisatiounen an national an international ONGe souwéi och de Privatsecteur wäerten an der neier genereller Strategie hir Plaz kréien. Ech géif an deem Kontext gären eng Kéier méi an den Detail vun eise Relatiounen mat de multilateralen Agencen agoen. Verschiddeger vun hinnen hunn eng normativ Roll, wéi d'International Organisatioun vun der Aarbecht oder d'Weltgesundheitsorganisatioun, nientem hirem operationellen Aarm um Terrain.

An deene leschte Joren hu mir eng manner héich Unzuel vu Projekte mat den Agencé gemaach, mä dofir méi grousser an där Projete, déi direkt mam Hauptobjektiv vu jiddwer Agence zesammenhängen. Esou hu mer e grouse Programm mat der Weltgesundheitsorganisatioun iwwert d'Stärkung vun de Gesondheetssystemer, dee besonnesch Westafrika betrëft a säit Kuerzem och de Laos. Duerch esou e fundamentale Projet konnte mer indirekt mathëlfen, dass d'Ebolakris sech am Mali net verbreet huet.

Dëse multilaterale Programm ass och komplementar zu eise bilaterale Gesondheitsprogrammer am Laos an am Senegal ze gesinn. Alles passt ënnert den Objektiv vun dem universellen Accès zu Gesondheitsservicer. Mam PNUD schaffe mir am Beräich vun der Gouvernance an der Dezentralisatioun.

An eise Programmes indicatifs de coopération mat de Partnerlänner si jee no Fall 10% bis 20% vun der ganzer Enveloppe fir multilateral Akteure reservéiert. Hei ass Komplementaritéit gesicht. Esou zum Beispill ass am Cap-Vert an am Senegal de BIT derbäi, fir op eise bilaterale Programmer vu professioneller Formatioun opzebauen an hiert Wëssen a Virgoen eranzebréngen, wann et ëm d'Insertion professionnelle geet, fir dass déi jonk forméiert ginn an och eng Aarbecht duerno fannen. Am Mali ass d'FAO derbäi als Akteur bei de ländlechen Entwécklungsprogrammer.

Mat deenen Agencen, déi eis am nooste stinn, hu mir e multiannuellen Accord de partenariat stratégique ofgeschloss, deen, niest de grouse Programmer, eist Engagement zu den Theme vun all Agence previsibel a virun allem transparent mécht. 30% ongeféier vun eiser APD ginn

u multilateral Partner. An dat ass och de Ratio, dee mer wellen an Zukunft bäibehalen.

Verschidde vun deenen Accorde sinn amgaangen, nei diskutéiert ze ginn. Mat dese besonneschen Organisatiounen hu mir all Joer Consultatiounen, fir iwwer hir Prioritéiten ze schwätzen an de Point ze maachen iwwert d'Programmer, déi mir finanzéieren. Mir encouragéieren d'Agencen, op Lëtzebuerg ze kommen a vun hirer Präsenz ze profitéieren, fir all d'Lëtzebuurger Akteuren ze gesinn oder zu Lëtzebuerg international Sitzungen ze halen. Den UNFPA huet esou viru Kuerzem a Präsenz vum Directeur exécutif seng Suppliers Conference zu Lëtzebuerg gehalen a parallel dozou hate mir eis Consultatiounen.

Mat den Agencé finanzéiere mer och nach en zousätzleche Programm, fir jonk Lëtzebuurger Résidenten an de Programm JPO, Junior professional officer, eranzebréngen. Dat erlaabt Lëtzebuerg, e bessert Verständnis vun deenen Organisatiounen ze kréien, an dese Jonken, vläicht eng professionell Zukunft do ze hunn. Et ass wichteg, als Bailleuer an als Lëtzebuurger Land dës Präsenz op internationalem Parquet an deenen Agencen ze hunn.

Niest de Ministären, den Agencen an de Partnerlänner sinn natierlech och d'ONGen e ganz wichteg Facteur vun der Lëtzebuurger Entwécklungshëllef, deen an der genereller Strategie genannt muss ginn. 16% ongeféier vun eiser APD gi vun ONGen ëmgeseit. Dëst sinn a verschiddene Beräicher a Länner lokal ONGen, wéi zum Beispill an de palästinenseschen Territoiren oder a Westafrika mat der regionaler ONG Enda Tiers-Monde an hirem Réseau.

Mir hunn och verschiddegen ONGen e Mandat ginn, fir Programmer ëmzesetzen, déi besonnesch gutt passen, wéi de Programm vun SOS Faim iwwert den Accès vu klenge Baueren zu Mikrofinanzinstrumenter am Burkina Faso an am Mali. Am Kosovo hu mir och e Mandat un d'Caritas ginn, fir déi Vulnerabelst am Norden an am Süde vum Land ze errechen.

De Gros vum Budget fir d'ONGe gëtt awer an de Kofinanzement vun de Projekte vu Lëtzebuurger ONGe gesat, déi en Agrément vum Ministère hunn. Dat sinn der am Moment net manner wéi 93. Viru Kuerzem huet nach eng nei ONG den Agrément kritt.

Mir hunn an deene leschte Joren eng Rei Ännerungen an dës Zesammenaarbecht bruecht, y compris iwwert den Zukunftspak. Bei deenen eenzelne Projete hu mir säit 2016 en Appel à projets agefouert, fir déi bescht Projete ze selektéieren an ze finanzéieren. D'Kritäre fir dës Selektioun sinn zesumme mat dem Cercle festgeluecht ginn. Contrairement zu deem, wat ee kéint mengen, sinn déi bescht Projete vu relativ klengen ONGen, déi haaptsächlech mat Bénévolleur schaffen, erageerecht ginn. Derneient sinn d'Accords-cadres vereinfacht ginn an hirem administrativen Oflaf. Sécher ass do an Zukunft nach méi ze maachen.

Den Taux de cofinancement soll ab 2017 no Lännergruppe gestaffelt ginn, fir all Projete an deenen ärmste Länner an de Partnerlänner zu 80% ze kofinanzéieren. Den Taux fir aner Entwécklungslänner soll op 60% gesat ginn. D'Ausnam sinn hei awer Projete, déi d'Zivilgesellschaft als solch stäerken, déi dann och mat 80% kofinanzéiert ginn. Well och a Schwellesslänner wéi Indien oder Brasilien ass et méi wéi jee indispensabel, d'lokal Zivilgesellschaft an hirem Rôle an dese Sociétés ze stäerken, an dëst zum Beispill am Interesse vun indigene Vëlker.

E Kompromëss war hei am Joer 2015 mam Cercle des ONG fonnt ginn, deen elo ëmgeseit gëtt. Den Deel vum Kompromëss iwwert d'Reduktioun vun Kofinanzement vun den administrativen Käschte vun den ONGen ass schon am Règlement grand-ducal vun 26. Oktober publizéiert ginn. Lues awer sécher a besonnesch erëm am Budget 2017 gi schlussendlech d'Moyene fir d'Sensibilisatiounsaarbecht vun den ONGen zu Lëtzebuerg an d'Luucht, wann och no an no, dass mer iergendwann eng Kéier déi 2% wäerten errechen.

Dir Dammen an Dir Hären, e Partner an der Entwécklungspolitik, dee mir eréischt säit Kuerzem bewusst méi abezéien, ass de Privatsecteur, d'Entreprises hei zu Lëtzebuerg an an eise Partnerlänner. D'Konferenz vun Addis huet kloer hire Rôle ënnerstrach, mä och de Sommet vum September 2015 zu New York an och de Sommet humanitaire mondial.

De Rôle vun de multinationale Firme gëtt oft ugesprochen, mä mir schwätzen net genuch direkt mat dese wichtege Akteuren um Terrain. Investissementer vun hinne kënnen Wuessentum an Aarbechtsplaze schafen, mä leider awer och d'Land an natierlech Ressourcen accaparéieren. Hir Steiere si wichteg Einnahme fir Entwécklungslänner, mä am Steierberäich brauchen eis Partnerlänner Capacitéiten, notament iwwert de Kader BEPS, fir dës Besteuerung och mat Succès kënnen ze maachen.

Ech si besonnesch frou gewiescht, dass de Michel Wurth fir ArcelorMittal Lëtzebuerg un eisen Assisen deelgeholl huet an erklärt huet, wéi dës Sociétéit an den Entwécklungslänner probéiert, zum nohaltegen Développement bäizesteieren.

Kleng a mëttelgrouss Betriber hunn awer och an den Entwécklungslänner eng wichteg Roll ze spillen. Fir se ze encouragéieren, op nei Marchéen ze goen, huet d'Lëtzebuurger Kooperatioun am Abrëll, esou wéi virun engem Joer annoncéiert, d'Business Partnership Facility mat engem Budget vun enger Millioun Euro am Joer, an dat fir dräi Joer, lancéiert.

De Privatsecteur muss an esou engem Projet mindestens 50% kofinanzéieren. D'Secteuren, déi mer viséieren, sinn d'ICT, FinTech, Bio-Health an Ecolnnovation. Dëst sinn also ganz innovativ Beräicher, déi eng Plus-value fir jiddweree schaffe kënnen. Déi éischt Selektioun vun dëser Facilitéit ass grad op en Enn komm. Vun 20 Dossiere sinn der am Endeffekt véier zrëckbehale ginn: um Cabo Verde, am Senegal an am Burkina Faso.

D'Facilitéit ass eng Aart a Weis, fir Betriber op Entwécklungslänner opmierksam ze maachen a si ze encouragéieren, mat un dem Développement deelzehuelen. Esou schaffe mer Synergie mat engem Effet de levier vun onsen éffentleche Gelder aus. Eng aner Méiglechkeet bidde d'Wirtschaftsmissionen, wéi déi, déi d'Statssekretärin Francine Closener en marge vun der Visitt vum Grand-Duc am Cabo Verde gemaach huet, an dat Ufank 2015, oder déi vun der Chambre de Commerce am Februar 2016 an de Senegal an duerno an Äthiopien.

Mir wäichen net vun eiser Positioun of, wat d'Aide non liée ubelaangt, mä mir hunn och keng dépasséiert ideologesch Position de principe géint de Privatsecteur. Dat wär net am Interesse vun den Entwécklungslänner.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, mir wäerten duerch déi nei Démarche vum Agenda 2030 manner thematesch a sektoriell Strategie brauchen. Eis dräi horizontal Themen - Gouvernance, Genre an Ëmwelt/Klima - sinn duerch den Agenda 2030 largement couvéiert a brauche keng spezifesch Strategie méi, fir sécherstellen, dass dës Themen an all eisen Aktiounen mataféissen. D'Diskussioun op deenen Assisen huet dat däitlech zum Ausdruck bruecht.

Eis prioritär Secteure vu Gesondheet, Éducation/Formation professionnelle a lokalen ländlechen Développement bleiwen eis Prioritéiten a brauchen hire Référentiel. Wichteg Domänen, wéi d'Mikrofinanz oder ICT, sinn hei éischer Hëllefsmëttele wéi en eegene Secteur. Beim dësjäregem Prix européen de la microfinance ass zum Beispill ervirgehewe ginn, wéi Kanner a Jugendlecher aus aarme Familjen awer kënnen Accès zu Éducatioun kréien iwwert d'Mikrofinanzmesuren. Genausou kënnen Schoule besser équipéiert ginn oder Proffe besser forméiert ginn. Dee grouse Fokus läit hei ëmmer bei de Meedercher a bei de Fraen.

Duerch hir spezifesch Prinzipie muss och d'humanitär Hëllef eng eege Basis behalen, mä déi soll un d'Resultater vum Sommet humanitaire mondial ugepasst ginn. Mir hu jo am Mee zu Istanbul op deem Sommet eng Rei vun Engagementer zesumme mat anere Länner geholl, déi et elo géllt ëmzesetzen. Villes, wat zu Istanbul recommandéiert ginn ass, hu mir schonns an eiser Praxis, wéi multiannuell Engagementer fir d'Agencen, fir dass si schnell a Krisensituatiounen um Terrain kënnen sinn an net fir d'Éischt op Fonge waarde müssen. Déi nei multiannuell Accords de partenariat stratégique mat den humanitären Agencé si bal fäerdig verhandelt a wäerte wa méiglech nach dëst Joer ënnerschriwwen gi fir d'Period ab 2017.

Am Grand Bargain, deem mir zu Istanbul bäigetruede sinn, hu mir och versprochen, méi direkt mat den ONGen am Süden ze schaffen. Si sinn oft déi, déi an hire Communautéiten nach do sinn an hëllef, wann anerer, all anerer net méi kënnen, wéi am Irak, am Jemen oder a villen Deeler vu Syrien. Mir hu speziell Engagementer geholl, fir zum Beispill Leit mat Handicap a Projekte besser ze berücksichtegen an och méi an d'Preventioun vu méiglechen Krisen ze investéieren. Ech si frou, dass mir mat de Lëtzebuurger humanitären ONGen eng Charte ënnerschriwwen hunn, fir gemeinsam dës Engagementer am Respekt vun den humanitären Prinzipie vun Indépendance, Impartialitéit an Neutralitéit ëmzesetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, nientem der generell an de sektorielle Strategie brauche mer Dokumenter, déi eis Interventionsmethode weider kodifizéieren. Ech hu mir säit engem Joer eng Evaluatiounspolitik, déi eis Virgeesensweis an deem Beräich beschreift, ginn. Ech si stolz, dass eisen Engagement an eng méi strukturéiert Evaluatiounspolitik Resultater weisen. Zesumme mat eiser Agence Lux-Development hu mir am Senegal säit Mee eng Revue à mi-parcours gemaach vun dem PIC an all

senge Programmer, fir eis Interventionsmethode besser ze kalibréieren a schonns elo ze kucken, wéi en nächste PIC kéint ausgesinn, an dat an engem komplette Partenariat mam Senegal. D'Appropriatioun an d'Benotze vun den nationale Prozedure ginn hei groussegeschriwwen, genau wéi d'Konzentratioun op eng limitéiert Zuel vu Secteuren an eng gutt Koordinatioun mat deenen anere Bailleuren, déi op der Plaz sinn.

Mir wäerten ab Januar 2017 d'Présidence vum MOPAN, dem Multilateral Organization Performance Assessment Network hunn. An deem Réseau sinn all déi grouss Donateurs, fir zesummen Evaluatiounen vu multilateralen Akteuren ze maachen. Lëtzebuerg ass Member säit 2014 an iwwerhëlt elo d'Présidence vu Südkorea. Eis Missioun wäert doranner bestoen, d'Finalisatioun vun deenen éischten zwielef Rapporten ze maachen, dorënner Unids an d'Banque africaine de développement, an den zweeten Tour ulafen ze loosse mat dem PNUD an der Weltgesundheitsorganisatioun.

En anert Dokument, wat eis Methode soll verbesseren, ass de Plan d'action fir d'Effikasitéit vum Développement, dee mer säit 2014 hunn. Dëse Plan d'action, deen 2016 ausleeft, ass amgaangen ausgewäert ze ginn. Ufank 2017 wäerte mer en neien ausschaffen, dee souwuel den Agenda 2030 wéi d'Resultater vun der Konferenz vun Nairobi Ufank Dezember iwwert d'Effikasitéit a Betruecht zitt an dës Prioritéiten zu senger mécht. Paräis, Busan, Mexiko an elo Nairobi sinn d'Etape vun dëser internationaler Démarche fir méi Effikasitéit.

Wéi gutt an effikass mir schaffen, gëtt 2017 och vum CAD vun der OCDE gepréift, wou d'Lëtzebuurger Entwécklungshëllef nees eng Kéier der sougenannter „peer review“ ënnerstellt gëtt. Dëst ass eng déif gräifend Analyse iwwert d'Quantitéit, awer och d'Qualitéit vun onser APD, iwwer ons Politik a Strategien an deem Beräich, mä och iwwert d'Manier, wéi mer organiséiert sinn, iwwer ons Modalitéiten, iwwer ons Partnerschaften. D'Transparenz gëtt och ënnert d'Lupp geholl genauou wéi onse globalen Effort fir den Développement, dat heescht, d'Kohärenz vun all onse Politicken, déi en Impakt op d'Entwécklungslänner kënnen hunn.

Ech wëll op dëser Plaz all de Membere vum Comité interministériel pour la coopération au développement Merci soen, dee sech an deene leschte Jore ganz aktiv fir dës Kohärenz vun de Politicken agesat huet an och d'Avisen dozou publizéiert huet.

Här President, ech hunn dës alljärelech Orientéierungsdebatte benotzt, fir iwwer eis Basisprinzipien ze schwätzen, déi net changéieren, awer och vill iwwer eis Methoden, eis Strategien a Partenariater, déi adaptéiert ginn. Ech si mer ganz bewusst, dass dat relativ techesch ass a plazeweis och theoretisch.

Dir wäert lech froen: Firwat sech esou vill mat Instrumenter beschäftegen, wann 120 Milliounen Leit vun humanitärer Hëllef ofhängeg sinn, wa 65 Milliounen Leit op der Flucht sinn, wa Milliounen Kanner net an d'Schoul ginn an nach Milliounen Meedercher zwangsbestuet ginn, an dat am Kanneralter? Ech kéint säitelang Zuelen an Témoignagen iwwer Misären an Drame bréngen, grujelech Situatiounen a verzweifelt Choixen beschreiwen, déi gemaach musse ginn. De Bilan vun all deem ass dramatesch.

Mir geet et drëms, Solutiounen ze bréngen. Dofir muss mäi Punkt sinn, fir lech ze soen, wéi mir eise Budget an eis Capacitéit besser, méi schnell a méi geizilt kënnen notzen an ëmsetzen, fir dass all Euro do ukënnt, wou e soll, a fir dass en Impakt huet op déi ärmsten a vulnerabelst Leit.

Ech wëll och, dass nohaltege Capacitéiten opgebaut ginn, fir dass d'Entwécklungslänner ëmmer besser sech selwer hëllef kënnen. Et ass wesentlech, dass all eis Politicken zu deem Zil och bäidroen.

Dofir schaffe mir, meng Équipe um Ministère, eis Leit um Terrain, Lux-Development an d'ONGen, d'Volontairen a Professioneller. Trotz Sécherheitsrisiken, trotz Terrorismus, trotz Militärputschen, trotz Zika, trotz Malaria, trotz Dengue a villem méi schaffe si, fir dëst Zil zesummen ze errechen! Mir si stolz op si!

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Kooperatiounsminister. An d'Wuert huet elo d'Madamm Nancy Arendt fir d'CSV.

**Débat**

**► Mme Nancy Arendt (CSV).** - Merci, Här President. Wéi ëmmer, wann ech mer am Virfeld Gedanke maache fir meng Ried hei, hunn ech mech vun deem engen oder anere Lidd inspiréiere gelooss, déi mech un dee ganze Misär an d'Ongerechtegkeeten an der Welt erënneren a wou een heiansdo keng Wierder méi huet, wat alles op eiser Aerd geschitt. D'Billen vun deem klengen Aylan, liefflos um Strand, mam Gesiicht no ënnen, de verstëbste Jong zu Aleppo, dee sai Brudder verluer huet an engem bombardéierte Spidol, Joosse keen onbereiert an et si Momenter fir d'Éiwegkeet.

Mir dierfen net ofstumpfen a mir musse motivéiert bleiwen, eis Engagementer halen a konsequent eng kohärent a qualitativ nohaltege Entwécklungsplaz weiderféieren, mat all hiren Dausende vun Hëllef op deene verschidde Plazen hei am Land an an der wäiter Welt, deenen ech direkt am Ufank wéilt e grouse Merci soe fir hiren dagdeeglechen Engagement, dee si um Terrain an deenen ëmmer méi geféierleche Situatiounen a Konditiounen leeschten.

Här President, d'Marlene Dietrich huet an engem Lidd aus de 60er Jore gesungen: „Sag mir, wo die Blumen sind. Wo sind sie geblieben? Sag mir, wo die Blumen sind. Was ist geschehen? Wann wird man je verstehen? Wann wird man je verstehen?“ An da weider: „Sag mir, wo die Gräber sind. Was ist geschehen? Wann wird man je verstehen? Wann wird man je verstehen?“ An et huet mat kenge Wierder op eng ganz einfach Aart a Weis kloergemaach, wat déi dramatesch Konsequenz vu Kricher sinn: Mammen, déi op hir Jonge waarden, déi ni méi heemkommen, op kenger Säit. Dramatesch Erliebnisse, déi fir ëmmer an éiweg am Kapp hänke bleiwen. Milliounen Mënschen op der Flucht, unni ze wëssen, wat se erwaart, an eng Welt, déi ni méi d'nämlechte wäert sinn, fir keen.

An et schéngt mer, wéi wa mer nach ëmmer näischt verstanen hätten, well a Syrien, an net nëmmen do, stierwen nach ëmmer all Dag onschëlleg Mënschen, well diplomatesch Léisungen einfach net gräifen oder extrem lues sinn. An dat ironeschweis am Jorhonnert vun der Kommunikatioun a vun der Informatioun!

An et ass och net méi ze verstoen, wann all Spillregelen ausser Kraaft gesat ginn, Spideeler bombardéiert ginn a Kanner als mënschlech Zilscheif benotzt ginn a Mënscherechter permanent mat Féiss getréppelt ginn.

Médecins Sans Frontières hunn an hirem Bilan drop higewisen, datt an de Krichsregiounen ëmmer méi nief dem eigentleche Feind och d'Hëllefstrukture getraff oder souguer gezielt bombardéiert ginn. D'lescht Joer si bei Loftattake 75 Strukture vu Médecins Sans Frontières getraff ginn. An Amnesty International huet hirsberäit betount, datt, soulaang wéi déi Krichsverbriechen net ophéieren, wou Spideeler a Schoule bewusst viséiert sinn, déi humanitär Lag an Hëllef sech net verbessere kann, egal wéi vill Sue mer dran investéieren.

D'Interpretatioun vun deem Lidd passt also leider och nach haut an de Kontext, a mir sinn am Moment an der gréisster humanitärer Kriszenter dem Zweete Weltkrich. Am Mëttemier, wat zum gréisste Graf ginn ass, sinn der UNO no eleng d'Joer 2015, wann 4.000 Mënschen, dorënner vill Kanner, am Waasser erdrong, déi versicht hunn, virun der Aarmut fortzelafen a Richtung Europa. Den traurege Rekord ass also elo scho gebrach. An d'Joer ass nach net eriwwer!

125 Milliounen, de Minister huet et virdu scho betount, si weltwäit op Hëllef vu baussen ugewisen an iwwer 60 Milliounen Mënschen, dat ass ongeféier d'Bevëlkerung vu ganz Frankräich, si wéinst Hunger, Aarmut, Verfolgung a Krich weltwäit op der Flucht. Vill vun hinnen, datt wesse mer alleguerten, mussen um Wee ënner schreckleche Konditiounen hiert Liewe loossen. Kanner, déi net méi an d'Schoul kënnen goen an domadder hir Zukunft an hir Perspektiven ewechgeholl kréien, a vill vun hinnen, déi vill ze vill fréi stierwen, well d'Politik et net fäerdigbruecht huet, Rou an déi Géigenden ze kréien!

Här President, d'Entwécklungsplaz ass a bleift also en absolute Must. An och, wa mer scho vill Etappe gewonnen hunn am Kader vun de Millennium Goals, mussen mer erkennen, datt et niewent eiser klassescher Entwécklungsplaz, wou mer eis op verschidde Secteuren an op e puer gezielt Länner konzentréieren, net méi duergeret an datt mer méi wäit, méi global, méi kohärent musse weiderfueren, datt d'Politike vernetzt an iwwergräifend sinn, an datt eisen

Asaz nohaltege muss gestalt ginn. Et muss Raum fonnt gi fir eng modern Entwécklungsplaz, déi jiddweree matabegräift a wou jiddweree, ob räich oder aarm, wäiss oder schwaarz, un der Muecht oder net, muss mathëlfen a sai Bäitrag leeschten, fir datt herno eis Ziler erreicht kënnen ginn a virun allem, datt et deenen, deenen et manner gutt geet, endlech ka besser goen.

D'Zusammespill vun deene verschiddene Politike muss méi an de Mëttelepunkt gesat ginn, wann een hautdesdaags vun Entwécklungsplaz schwätzt, an dofir begrësse mer am Kontext vun der Agenda 2030, datt déi elo en universelle Charakter huet, dat heescht, net nëmme just déi aarm Länner, mä och déi räich matabegräift sinn. Eng Politik, déi inklusiv an nohaltege soll sinn an déi keng Persoun zrëckléisst a wou mer en plus all wëssen, datt eis traditionell Ressourcen net fir ëmmer an éiweg illimitéiert wäerte sinn. Wa mer dese 17 Objektiv mat hiren 169 Zilsetzungen also eng Chance wëlle ginn, dann huet d'Siloden keng Plaz méi! A mir mussen eis gezielt Indicateure ginn, wou mer mat eise Politike stinn a wat nach alles muss gemaach ginn, fir datt se besser ginn.

Besonnenesch begrësse mer der Regierung hiren Effort am Kampf géint de Klimawandel. Lëtzebuerg zielt zu deenen néng Länner an der Europäescher Unioun, déi tëschent 2013 bis '14 an deem spezifesche Beräich 35% méi ausginn hunn. An dat ënnerstëtze mir als CSV ganz daitlech! Well et gëtt keng Kooperatiounspolitik unni Klimapolitik. De Marco Schank ass gëscht nach eng Käier dorobber agaangen. Dat huet och, mengen ech, elo deen Allerschte verstanen. A mir fannen et och gutt, datt d'Klimapolitik - de Minister huet et och virdu schonn ugedeit - net ënner de Budget vun der Kooperatiounspolitik gezielt gëtt, mä separat behandelt gëtt.

Am Rapport, deen an der UNO-Klimakonferenz zu Marrakesch vun der Weltbank virgedroe ginn ass, steet dran, datt eleng duerch d'Naturkatastrophe 26 Milliounen Leit all Joer an d'Aarmut falen. D'Veereent Natioune schätzen iwwer 17 Milliounen d'Käschten, déi d'Naturkatastrophe mat sech bréngen, op 300 Milliarden Euro. An des Zuel wär nach total ënnerschat. Si rechnen eischer mat bis zu 520 Milliarden, also bal dat Duebelt vun deem, wat ugeholl gëtt. Do gesäit een, wéi wichteg datt d'Klimapolitik gëtt an datt ee se net méi kann négligéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Enn September waren zu Lëtzebuerg d'Assises de la coopération. Am Mëttelepunkt dovunner stoung déi realistesch Ëmsetzung vun der Agenda 2030. D'extrem Aarmut an den Honger sollen a 15 Joer der Vergaangenheet ugehéieren. Den Accès op Erziéung souwéi d'Gläichberechtigung tëschent de Geschlechter mussen fir jiddweree garantiéiert sinn.

Net erstaunlech ass, wéi vill vun deenen Ziler gelinkt sinn un d'Fraen an hir Entwécklung an der Gesondheet, der Educatioun, der Aarbechtswelt, an der Promotioun vun hire Rechter; eppes, wou mir als Partei an der Vergaangenheet ëmmer erëm drop opmierksam gemaach hunn. E bessert Émgoe mam Waasser a modern, nohaltege Energie fir jiddweree sollen de Klimawandel stoppen, d'Ökosystemer schützen, eis Bëscher an d'Biodiversitéit erhalen. Jiddweree soll e Recht op Aarbecht hunn a virun allem responsabel mam Verbrauch vun eise Ressourcen ëmgoen.

D'Regierung huet d'lescht Woch en Accord mat véier lëtzebuergeschen ONGe fonnt, fir eng Konventioun ze ratifizéieren, déi d'Rechter vun de Grundfräiheete vun einheimesche Vëlker schützen soll. Mir begrëssen dat ausdrécklech, well domadder net nëmmen d'Mënscherechter geschützt ginn, mä och d'Klima, Bëscher a Biodiversitéit.

D'Ziler, Här President, sinn allerdinge dat eent, d'Ëmsetzung ass nach eppes anescht. En düstert Kapitel wäert näamlech nach riicht weider dat si vun der Hongersnot, wat nach ëmmer op der Kipp steet. Nach ëmmer sinn 800 Milliounen Mënschen ënnerernäert, wat virun allem bei de Kanner fatal Konsequenz mat sech bréngt, well se duerch déi chronesch Ernërnërung Wuesstumsverzögerungen hunn an déi d'Kannerstierflechkeet ënner fënnf Joer extrem eropdreift. Jéngsten Aschätzungen no ass dese konsequente Manktum vu Liewensmittel d'Ursaach vu 45% vun den Doudesfälle ënner fënnf Joer. 45%!

Et ass eng „himmelschreiende Ungleichheit und Ungerechtigkeit nach wie vor in dieser Welt“, seet d'Barbel Dieckmann, Presidentin vun der Welthongerhëllef, well déi meeschte Fäll aus Kriseregionen a Konflikeregionen ze verzeche sinn.

Länner, déi wierklech besuergniserregend sinn, sinn hirem Bericht no d'Zentralafrikanesch Republik, den Tschad, Jemen, awer och Länner wéi Haiti, nom Hurricane Matthew, Syrien, Libyen, Sudan, alles Länner, wou bewaffnet

Konflikter sinn. Dofir begrësse mir och, datt 15% vun der Entwécklungshëllef an déi humanitär Krise flëssen, well et sinn näamlech déi mënschlech Konflikter an d'Naturkatastrophen, nief de korrupte Regierungen, déi d'Haaptursachen ausmaachen, firwat Kanner hir Zukunft ewechgeholl kréien. An d'Politik, d'Wirtschaft an d'Zivilgesellschaft mussen sech nach vill méi ustengen, wa mer gären eng besser Welt fir eis Kanner hätten!

Här President, am Avant-projet vun Unicef-Rapport vun deem Joer steet dran, datt Milliounen Kanner, soubal se op der Welt sinn, engem schwéiere Schicksal ausgeliewert sinn an dat, well se - ënner Gänsefüßercher - „de Pech“ huten, op enger bestëmmter Plaz oder als Meedche gebuer ze ginn. D'Kanner an der Subsahara risquéieren zwielfmol méi fréizäitig ze stierwe wéi déi Kanner an de räiche Länner. 90% vun de Kanner, déi un extremer Aarmut leiden, wäerte sech och an deem Raum konzentréieren.

Fir nëmmen eleng e puer Zuele vun eisen Zilänner ënner d'Lupp ze huelen: Den Niger, Här Minister, steet op der zweeter Plaz, de Mali op der drëtter an de Burkina Faso op der néngter Plaz vun deene Länner, déi déi gréisste Kannerstierflechkeet hunn. Déi Länner, déi am meeschten dovun betraff sinn, sinn och déi, wou et keng Gebuertenhëllef gëtt a wou d'Kanner keng schoulesch Erziéung kréien.

Am Rapport vun der Unicef steet, datt mer, wann net elo agéiert gëtt, risquéieren, ëmmer nach bal 70 Milliounen Kanner virun hirem fënnfnefte Gebuertsjoer ze verléieren, dovunner eleng 3,6 Milliounen am Joer 2030, dat Joer also, wou déi nei Entwécklungsziler auslafe sollen.

Iwwer 60 Milliounen Kanner, déi an d'Schoul misste goen, risquéiere keng schoulesch Educatioun ze kréien. 38% vun de Kanner hu weder liesen nach schreien oder rechner geléiert, wat fatal fir hir Zukunft ass. A gewëssenen afrikanesche Länner setzen an enger Klass an der Moyenne 72 bis 90 Schüler an oft musse sech do dräi Kanner ee Schoullbuch deelen. Wéi soll dann do nach e Schoulmeeschter eens ginn?

A ville Länner kënnen och d'arméiert Konflikter d'Kanner net méi an d'Schoul goen, well grouss Deeler um Bildungssystem zesummegebrach sinn. Bis d'Joer 2030 sinn no Informatiounen vun der Unesco weltwäit bal 70 Milliounen zousätzlech Enseignantent néideg, fir de Kanner eng héichwärtig Formation an de Schoulen unzibidden. An Afrika, südlech vun der Sahara, ass de Manktum un Enseignantent an gréissten. 17 Milliounen Schoulmeeschteren a Léierinne missten an de Grundschoulen an am Secondaire do agestalt ginn.

Et kéint ee sech dowéinst d'Fro stellen, ob net méi Suen an d'Bildung misste flëssen, well mir sinn am Moment bei just 2% vun der internationaler Hëllef. Lëtzebuerg huet Gott sei Dank ganz vill Projeten, déi mat deem dote Sujet ze dinn hunn. An dofir si mer selbstverständlech schrecklech dankbar.

En neie Fong, „Education cannot wait“, huet als Zil, Flüchtlingkanner bis zu fënnf Joer laang hir Bildung ze finanzéieren, well déi meescht vun hinne jo net vun haut op muer nees zrëck an hiert Heemechtsland kënnen goen a wärend där Zäit selbstverständlech eng kontinuéierlech Educatioun brauchen. Dee Fong erméiglecht hinnen, eng Basisbildung ze kréien. Dat soll och eng Flicht fir déi Kanner ginn, fir hinnen an der Generatioun duerno eng Chance fir d'Zukunft op hirem schwéiere Wee ze ginn.

Natierlech héiert dat sech um Pabeier ëmmer méi einfach un, wéi et an der Praxis ass. An ech mengen, hei wär all Land gefuerdert. An ech mengen och, datt hei Lëtzebuerg sai Match ze maache weess.

D'est erënnt mech un en aneren Titel vun engem Lidd vun Herbert Grönemeyer: „Kinder an die Macht“, well een nëmmen de Kanner Muecht ka ginn, wa se eng Ausbildung an eng Perspektiv kréien. An dat zielt virun allem och bei deem nächste Kapitel, d'Gewalt géint Kanner a Fraen!

Här President, 750 Milliounen Frae gi weltwäit virun hirem Erwuessenalder, een Drëttel souguer virun hirem 15. Joresalter bestuet, also quasi versklaavt. Zwangsbestietnisser zielt d'Madam Sandra Visscher, Direktesch vun der Unicef Lëtzebuerg, zu engem grouse Problem.

All Joer gi 15 Milliounen Kanner virun hirem 18. Gebuertsdag zwangsbestuet; oft mat Männer, déi vill méi al si wéi si selwer. Gezwongen an a vill ze fréie Geschlechtsverkéier ass ganz oft net nëmme mat gesondheetleche Komplikatiounen verbonden, mä vill ze fréi Schwangerschaften bréngen mat sech, datt weltwäit 70.000 Meedercher un de Konsequenzen all Joer stierwen. Dohier de Motto vun der Unicef, dee mer besonnenesch gutt gefält an zoutreffend ass: „Wenn Mädchen Mädchen sein dürfen, haben wir alle gewonnen“.

Et muss een awer och hei soen, datt verschidde Kooperatiounsprojete ganz villes scho bewierkt hunn an datt d'Zuel vun deene Meedercher daitlech erofgaangen ass, déi ze fréi a forcéiert bestuet gi sinn, virun allem déi ënner 15 Joer. Trotzdem bleift d'est eng heefeg Praxis, virun allem a Regione wéi Südasien, Latäinamerika, der Karibik an der Subsahara.

Fir nach eng Käier just op déi lëtzebuergesch Zillänner ze kommen: Eng Etüd vun enger ONG Girls Not Brides, déi sech fir d'Rechter vun de Meedercher asetzt, weist, datt am Niger 75% vu Mannerjärege bestuet ginn, an dat Land steet domadder op éischer Plaz. Am Mali sinn et der ëmmerhin nach 55% an am Burkina Faso 52%.

D'Bestietnisser vu Kanner ass allerdinge e Problem vu grousser Komplexitéit. D'ONG Human Rights Watch huet festgestallt, datt vill Programmer an Etüden erausgestallt hunn, datt, wann een effikass géint dese Phänomene wéilt virgoen, da muss ee mat enger Kombinatioun vu verschiddenen Approchen erugeen, näamlech net nëmmen an der Educatioun, mä zungläch och am Gesondheetsberäich, an der Justiz, an der Wirtschaft, an der allgemenger Politik vun de betraffene Länner.

Dozou gehéiert d'sexuell Opklärung selbstverständlech, wat an deene verschiddene Regione guer net esou einfach ass. Ganz dacks sinn näamlech jonk Meedercher guer net am Bild, wat Sexualitéit bedeit, a ginn dovunner aus, datt hir Roll doranner besteet, méiglechst fréi a vill Kanner ze kréien. Dat ass eng Selbstverständlechkeet bei ganz ville jonke Meedercher. A genee déi krass Onwëssenheet do soll global gebrach ginn, iwwerall op der Welt.

**(Interruption par la présidence)**

Här President? Den Här Engel?

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Neen.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Ah, pardon! Ech hat geduecht, e wéilt eppes soen.

**(Interruption par M. Henri Kox)**

D'Meedercher si ganz oft engem extreme sozialen an och wirtschaftlechen Drock an hirer Communautéit ausgat. Et muss een also d'Elteren an déi ganz Communautéit mobiliséieren an informéieren iwwer d'Riske vun ze fréie Bestietnisser. Oft ginn d'Elteren de Wee, fir hir Meedercher fréi ze bestueden, well se mengen, datt se se domat virun der Gewalt an der Aarmut schützen kéinten, a se iwwerzeegt sinn, wa se esou fréi bestuet sinn, datt se wéinstens a Sécherheet wäeren. Also, wat méi fréi, wat besser, och fir d'Famill; esou ass leider d'Opfaassung vu ganz ville Familljen. An dat ass komplett falsch!

Wann een also wéilt d'Eltere mat an d'Boot kréien, da gi Sensibilisatioun an Informatioun net duer. Déi Famillje brauchen eng sozial, finanziell Ernërnëtzung, zum Beispill ënner der Form vun engem Mikrokredit, fir sech domadder zousätzlech Vei kënnen ze leeschten oder méi Som kënnen anzekafen, fir méi ze produzéieren an domadder sécherzestellen, datt se fir all hir Kanner finanziell kënnen opkommen.

Nief de Sensibilisatiounscampagnen an de kloren, konkreten Ernërnëtzungsmaassnahmen fir d'Famillje mussen awer och déi reliés Autoritéiten, déi a ville Länner nach den Toun ugin, matwierken. An et muss e legislative Kader d'Bestietnis vu Mannerjärege verbidden. Mä och domadder ass et net gedoen, well a ganz ville Länner sinn d'Bestietnisser vu Mannerjärege um Pabeier zwar verbueden, an trotzdem ass dat eng gängeg Saach. Hei muss d'Kontroll vum Stat also garantiéiert ginn, fir datt se sech un hir Gesetz halen, wa se dann och endlech Gesetzter an deem dote Beräich hunn, an och déi international Konventiounen musse respek-téiert ginn.

Elo huet eng Seniorcheffin aus engem Distrikt aus dem Land Malawi 850 Zwangsbestietnisser einfach annulléiert, Honnerte vu Meedercher an d'Schoul geschéckt a geféierlech Sexualritualer verbueden. Wéi si selwer seet: „If they are educated, they can be and have anything they want.“

An deem Kontext wollt ech den Dokter Mukwege erwäne fir dat, wat e mécht, deen als engagéierte Fraendokter iwwer 5.000 Meedercher a Fraen net just physisch betreit, andeem e se zesummebitzt, nodeem se vergewaltigt gi sinn, mä och psychologisch betreit a probéiert hinnen ze hëlfehen, de Wee nees zrëck an d'Gesellschaft ze fannen a sech ze reintegréieren. Hien huet eis opgekläert, wéi massiv des Vergewaltigungen a sengem Land, dem Kongo, zouhuelen, net nëmme bei de Fraen, mä virun allem bei de Kanner, Meedercher haaptäschlech, ënner fënnf Joer. A wéi Papp gezwonge ginn nozekucken, wann hir Fraen, hir Meedercher, jo, souguer Puppelcher vergewaltigt ginn! Do stécht eng regelrecht Planifikatioun hannendrun, fir füttzemaache fir d'Liewen, fir onbrauchbar ze maachen a ganz



Generatiounen ze traumatiséieren, wat een als regelrecht, esou seet hien, Krichswaff bezeechne kann.

Den Dokter Mukwege sot: «Les femmes sont considérées comme une marchandise, comme un objet et le business se fait sur le corps de ces femmes.» Dat ware seng Aussoen, déi mech zum Denken ustoussen, wéi hei d'Bild vun der Fra an eiser Gesellschaft vermëttelt gëtt. A mir hoffen och do, datt d'Madamm Mutsch an den Här Braz sech och hei un d'Kohärenz vun de Politiken erënneren, wa se Gesetzter an deemem Kontext léigféieren.

Den Dokter Mukwege seet, wéi wichteg och hei nei Gesetzter wären, déi dës Geschäft um Kierper verbidden an déi de Viol konsequent condemnéieren. Dat muss ee sech emol virstellen: Am Kongo ass, trotz all dese Vergewaltigungen, déi dagdeeglech stattfannen, nach ni - nach ni! - e Mann veruertelt ginn, datt en e Kand, e Meedchen oder eng Fra vergewaltigt huet! An de Sacharowpräisträger vum Joer 2014 ass sech sécher, datt, wann et esou e Gesetz géif ginn, wat eng Nulltoleranz mat haarde Strofe fir déi Dote géif aussprieden, och endlech d'Mentalitéit géif änneren. Hie mengt: «Il faut tirer un trait rouge comme on l'a fait chez les armes biologiques», datt hei d'Gesetzter genausou schlëmm musse condemnéieren, wéi wann et eng Massevernichtungswaff wär, well et zerstéiert, a sengen Aen näamlech genausou schlëmm.

An ech erlabe mer, Här President, ze soen, datt ech sai Message, deen en eis ginn huet, besonnesch staark fannen, well hie grad als Mann duerch d'Welt reest an dovunner iwwerzeegt ass, datt hien net nëmme mam Skapell Fraen nees zesummeffléckt, mä datt et virun allem wichtig ass, op dës esou schrecklech Problematik an op déi liewenslaang Konsequenzen opmierksam ze maachen, fir weltwäit ze sensibiliséieren.

Ech wéilt him nach eng kéier am Numm vun alle Fraen a Meedercher Merci soen an - och esou, wéi eise President dat an der Sitzung derbäigesot huet -, Merci och am Numm vun alle Männer!

Här President, de Pressesprecher vun Unicef Lëtzebuerg huet gesot, datt all fënnf Minutten e Kand duerch Gewalt op eiser Äerd stierft, well et mëssbraucht, verkaaft, verklaaft gouf, als Kannerzaldot muss déngen - rezenteweis steigt d'Zuel vun deenen, déi „geziicht“ ginn, fir sech an d'Luucht ze sprengen an anerer mat an den Doud ze rappen -, oder well se permanent an onméiglechen a geféierleche Konditiounen musse schaffen. Jonk Meedercher a Frae sinn alt erëm besonnesch beträff.

D'Beschneidung, en Thema, op dat ech ëmmer nees erëm wëll pochen, géllt als eng vun deene geféierlechste Gewaltformen u kleng Meedercher. Weltwäit mussen der Unicef no 200 Millioune Fraen a Meedercher dës Form vu Gewalt iwwer sech ergo loossen. All zéngt Sekonn muss e Meedchen un där schrecklecher Tradition leiden. Dat bedeit fir déi Betreffend eng extrem Qual, physesch an och psychesch Cicatricen.

Unicef Lëtzebuerg ënnerstëtzt elo dowéinst an Äthiopien e Projet, fir Preventiounsmoossenamen a medezinesch Versuergung fir d'Affer unzabidden an och Gynäkologien op der Plaz ze forméieren. An och hei zielt déi nämleche Devise vun der schoulescher Erziéung nieft der gesondheetlecher Basis als Haaptkonditioun, fir d'Kanner aus der Gewaltspirale erauszekréien. All Sou, deen an d'Education investéiert gëtt, kennt mat Sécherheet em dat Villfacht eraus!

Bis 2035 brauch d'Welt 13 Millioune méi Personal am Gesondheitsberäich. Dat ass a ganz ville Länner ëmmer nach e grouse Problem. Am Niger, eent vun onsen Zillänner, gëtt et manner wéi dräi Dokter, Infirmiären oder Hiewamme fir 10.000 Awunner. Et geet also net nëmme mat Suen duer, neen, et muss Strukturen an deene Länner opgebaut ginn an et muss selbstverständlech och Personal do sinn.

Den 3. November hat de Minister Schneider Besuch vum Direkter vum Bevelkerungsfong vun de Vereenten Natiounen, fir ënner anerem iwwert de Planning familial am Kader vun der Agenda 2030 ze diskutéieren an huet en Accord ënnerschriwwen, fir e Programm iwwer e puer Joer matzeënnerstëtzen, wou et drëms geet, d'Rechter an d'Gesondheet vu mannerjärege Fraen am Niger ze promouvéieren an hien demokratesche (veuillez lire: demografesche) Wuesstum esou besser ze meeschteren. E bessere Gesondheitszougang, eng besser Education, notament fir d'Familjeplanung, ass a bleift elementar fir des Fraen, fir méi Entscheidungschancen am Liewen ze hunn.

Mir sinn dofir besonnesch dankbar, Här Minister, datt eist Land bei deem Fong do matmécht, deen als Zil huet, d'Meedercher virun

der Gewaltspirale ze schützen an hir Roll an der Gesellschaft ze stäerken.

Här President, Lëtzebuerg huet d'lescht Joer 0,95% vum RNB an d'Entwécklungshëllef afléisse gelooss. Dat ass leider net méi déi magesch Grenz vun 1%, déi mir eis scho virun e puer Joer ginn hunn an déi eis op déi éischt Plaze vun de Länner bruecht huet, déi proportional budgetär am meeschte fir d'Kooperatiounshëllef bäisteieren. De Minister huet eis an der Kommissiounssézung am Summer awer erkläert, dës war op eng Reevaluatoum vum RNB zréckgefieren, déi staatlech Hëllef wär an der Quantitéit net erogaangen, an et war och d'lescht Joer bei 325 Milliounen Euro bliwwen. Dat war jo och deen absolute Minimum, dee mir eis vorgeschriwwen haten. An do hale mir och ganz staark drop als CSV, datt des magesch Grenz net ënnertraff wäert ginn.

Mir wäeren natierlech méi frou gewiescht, wa mer och d'lescht Joer nees op 1% bliwwen wäeren, sief et nëmme fir d'Symbolik vum Message, fir och emol déi aner Länner drun ze erënneren, hiren Deel ze erfüllen, dee scho säit 1970 fixéiert gouf: mindestens 0,7% vum RNB an d'Entwécklungshëllef ze stiechen. Däitschland huet e klengen Effort gemaach an ass 2015 ëmmerhin op 0,5% komm, wat awer nach ëmmer net duergéet. D'Belsch geet souguer lues zréck a läit nach just bei 0,42%. Bei de franséischen Nopere geet den Trend och no ënnen, si steiere just nach 0,37% bäi. Holland huet et nees op 0,7% gepackt genausou wéi d'Veereenegt Kinnekräich.

Viru Schweden muss en den Hutt ganz einfach hiewen, well et dat eenzegt Land ass, wat ëmmer op éischter Plaz louch an d'lescht Joer souguer ganz däitlech zougeluecht huet, mat 1,41%. Allerdéngs muss en awer och desen Taux e bësse relativéieren.

De Minister gesinn ech schon nicken.

**(Hilarité)**

Voilà! Et sollen näamlech Länner ginn, déi en Deel vun hirer Entwécklungshëllef benotzen, fir d'Klimapolitik oder d'Versuergung an d'Ennerbréngung vun de Flüchtlingen ze managen. Esou stoung an engem Artikel ze liesen, datt d'Schwäiz 20%, Holland 27%, jo, a Schweden 30% vun hirem Entwécklungsbudget opgebraucht hunn, fir d'Flüchtlingsproblematik ze géieren. Wann dat also wierklech stëmmt, da muss en déi Generositéit do e bësse méi genau ënnert d'Lupp huelen, well da gëtt et ëmmer méi schwéier, de Prozentsaz vum Effort ze vergläichen. Wann hei Saachen an de Kooperatiounsbudget erafléissen, déi net an all Land d'nämlecht sinn, jo, dann ass jo kee richtege Verglach méi méiglech.

Mat engem äänleche Problem si mer awer och elo konfrontéiert, wat d'Situatioun vun der Sécherheet vun eise Leit an eise Partnerlänner Mali a Burkina Faso ugeet a wou en Deel vun de Sue fir d'Sécherheet vun eise Leit muss gebraucht ginn, fir zum Beispill Gebaier ze iwwerwaachen. Also ech mengen, et stellt kee Mënsch a Fro, datt och déi Leit, déi fir eis am Asaz sinn, musse protégéiert ginn. De Risiko ass just deen, datt en Deel vun deem, wat mir haut ënnert dem Deckmantel vun der Entwécklungspolitik finanzéieren, net méi direkt un d'Leit oder an d'Projete selwer fléisst.

Mir stellen hei absolut net a Fro, datt och sécherheets- a klimarelevant Froen oder Aspekter elementar wichtig si fir d'Entwécklungspolitik, selbstverständlech! Mä mir bedauern awer, datt hei net méi Transparenz geschafft gëtt an datt - well dat, esou fäerte mir, weidergeet - an e puer Joer d'Entwécklungshëllef risquéiert, vun hirem eigentleche But ofzekommen an net méi fir de Kampf géint d'Aarmut gebraucht kéint ginn. Do muss mer also wierklech oppassen.

Här President, et gëtt keng effikass Entwécklungshëllef ouni eng Cohérence des politiques. Déi muss am Mëttelpunkt vun der Entwécklungspolitik stoen. An dat heescht, datt en déi ganz Politik ëmmer erëm muss frësch iwwerdenken a permanent evaluéieren an adaptéieren, fir ze verhënnern, datt Entscheidungen an engem Beräich vun der Politik déi positiv Fortschreiter an anere Beräicher nees futtimaachen. Sou misst bei all Gesetzesprojekt eng Luucht ugoen, déi weist, wa mer net kohärent mat eisen Entwécklungsziler wäeren.

Dee fréiere Lëtzebuergesch UNO-Ambassadeur, de Jean Feyder, fuerdert scho säit Joren op internationalem Niveau eng méi kohärent Wirtschaftspolitik an datt et géllt opzepasst, datt déi verschidden Intérête besser openeen ofgestëmmt sinn. Hien huet an deem Kontext gesot, datt et wichtig wär, datt en de klengen Entrepreneuren a Baueren an de concernéierte Länner hir eege Wettbewerbsfähigkeet net däerf ewechhuelen, andeems europäesch Produkter bei hinne méi bëlleg verkaaft ginn, wéi si hir eege Produkter op hire Marché brénge kënnen. Wéi soss solle se selwer aus dem Misär eraus-

kommen, wa mir Politicke fërderen, déi genee de Konträr bewierken?

Hei géllt et zum Beispill och opzepasst, datt et bei Handelsverträge mat Dréttweltlänner net zu enger Diskriminatioun oder Benodeelegung vu lokale Produzente kënn. An deem misst an der Zukunft konsequent a systematesch Rechnung gedroe ginn. Leider trifft bei den Accorden oft d'Wirtschaftswelt op déi vun der Entwécklungshëllef, an do géllt et opzepasst, datt mer kohärent bleiwen.

Et ass natierlech net einfach, eng Balance ze fanen tëschent deene verschiddenen Intéréiten, déi am Spill sinn. Mir brauchen dofir méi équilibréiert wirtschaftlech Normen, siefen dat Handelsverträge oder Zollnormen, fir datt déi lokal Produktioun konkurrenzfähig bleift net nëmme op dem lokale Maart, mä fir datt se och e besseren Zougang zum Weltmarché kritt.

E gutt Beispill ass dat vum Commerce équitable, deen an deene leschte 15 Joer sech enorm déelopéiert huet. D'Venten aus dem fairen Handel representéieren elo ewell iwwer 6 Milliarden Euro d'Joer. Dës Progressioun geet op eng gutt Informatioun zréck an op de Wëllen och vun de Leit, déi lokal Produzenten an den Entwécklungslänner besser ze ënnerstëtzen. Vill Leit sinn haut besser informéiert wéi dat nach viru 15 bis 20 Joer de Fall wor. Si consomméieren och anescht, méi ethesch a méi nohalte.

An d'Chambre setzt jo och ëmmer méi, nieft de regionale Produkter, op déi d'Madamm Hansen ëmmer esou pocht, zanter e puer Joer op d'Fair-Trade-Produkter, op déi den Här Zeitmet an ech ëmmer esou pochen.

Mir fannen et also begréissenswäert...

**(Interruptions diverses)**

An nach ganz vill anerer heibannen, selbstverständlech!

► **Plusieurs voix.** - Aah!

**(Hilarité)**

► **Mme Nancy Arendt** (CSV). - Dir lauschtert awer no allequerten!

**(Hilarité et interruptions)**

Maja, ech mierken.

Ech fannen et begréissenswäert, datt e puer Ministären, Verwaltungen a Gemengen de fairen Handel an hirer Akafspolitik konsequent asetzen. E batteren Nogoschmaach bleift awer, well et nach ëmmer kee Gesamtbilan vun der Regierung gëtt, welch a wéi vill vun eise staatlechen Infrastrukturen an Zwëschenzäit konsuméieren oder net.

Léif Kolleegen a léif Kolleginnen, ech hat am Ufank scho gesot, datt de Cercle des ONG déi Lëtzebuergesch Entwécklungshëllef global ze schätze weess an der Regierung eng bonne Note ausgestallt huet. Sou begréisst de Cercle des ONG, datt hien elo als aktiven Observateur am Comité interministériel pour la coopération au développement vertrauden ass, hie bedauert awer zugläch, datt ee sech déi néideg Mechanismen nach net ginn huet fir eng effikass Koordinatioun vun de verschiddene Politikfelder, déi systematesch d'Kohärenz vun de Politiken iwwerprüeft, evaluéiert an och kontrolléiert. Den CID geet dem Cercle des ONG net duer, fir d'Cohérence des politiques ze iwwerwaachen. Zum Beispill huet en nëmme e konsultative Charakter, säin Avis muss also net onbedéngt a Betruecht gezu ginn.

De Cercle fuerdert des Weideren d'Regierung op, déi sougenannten „fiches d'impact“, déi sech d'Regierung selwer an hirem Programm virginn huet, duerchzeziehen. An ech wöllt de Minister froen, ob och schonn eng Étude d'impact gemaach ginn ass a wou mer mat deene Fiche-d'impacten dann dru sinn.

Riseg Kritik gouf et och vum „Votum Klima“ uganks November, deen nach eemol d'Investitiounspolitik vum Pensiounsfong ugeprangert huet; e Sujet, deen och den Här Wagner gëschter bei der Debatt iwwer Marrakesch opbruecht huet. D'Ëmweltministesch Carole Dieschbourg hat och séier Stellung dozou geholl a sot, datt et just nach 1,11% aus dem Pensiounsfong wär, deen aus der Kuelen- an Atomenergie kéim, an datt dat kéint ganz gestrach ginn.

Si huet op eng Analys higewisen, déi den Här Schneider sollt gemaach hunn a wou konkret Piste géifen ugezeechent ginn. Wéi wäit si mer mat där Analys, Här Minister? A wéi gedenkt d'Regierung, d'Investitiounspolitik an Zukunft do nach besser ze gestalten, fir datt mer och elo do kohärent sinn tëschent der Entwécklungspolitik an der Investitiounspolitik hei zu Lëtzebuerg?

Här President, den Här Minister huet et och ugeschwat: Och de Privatsektor schéngt ëmmer méi e groussen Impact an der Entwécklungshëllef ze kréien. Och hei misst en d'Wier-

kung vun där Form vu finanzieller Hëllef genee ënnert d'Lupp huelen an oppassen, datt mir domadder Positives op béide Säiten erreechen. Mikrofinanz, alternativ Energien - e Sujet, deen dem Marcel Oberweis däermoossen um Häerz läit -, just fir déi puer ze nennen, hunn enormen Entwécklungspotenzial an et soll een de private Secteur nach méi encouragéieren, fir sech an Entwécklungsprojeten anzesetzen.

Den däitschen Entwécklungsminister Gerd Müller huet an deem Kontext gesot, datt d'privat Engagement e risegt Potenzial nach hätt. Zum Beispill kéinten däitsch Fime kleng afrikanesch Betriber op d'Been hëllefen, net onbedéngt elo mat vill Geld, mä mat Savoir-faire a Form zum Beispill vu Partnerships, wou se e Conseil kéinte ginn, fir eppes Konkretes a Wäertschöpfendes opzebauen. An dat kann een och selbstverständlech am Beräich vun Klimawandel maachen, wou sech privat Entreprisé fir d'Allgemengheet asetzen. Sou Saache missten einfach méi gefërdert ginn. Dir maacht dat och, Här Minister. Mir si frou doriwwer.

An och am Kontext vun der Entwécklungshëllef kéint ee solche Firmen da mat Leeschtungen entgéintkommen. Et ass op alle Fall eng Iwwerleeung wäert. An dofir musse mer kucken, wéi sech dann och elo déi Iddi, déi Der och genannt hutt vum Business Partnership Facility, wéi déi sech entwéckelt. Dese Projet ass jo mat enger Millioun Euro vum Stat virgesinn, dee gespeist gëtt, fir Lëtzebuergesch Entrepreneuren ze encouragéieren, datt mer méi kohärent mat eiser Kooperatiounspolitik bleiwen.

Här President, ech wöllt positiv ophalen. D'Welt ass global gesinn, trotz ville Krisen, besser ginn. D'extrem Aarmut, d'Kannerstierflechkeet an och d'Mammestierflechkeet sinn trotz Bevelkerungswuesstum em d'Halschent zréckgaangen. Fir d'éischte kéier liewe manner wéi 10% an der absolutter Aarmut. Et gi méi Kanner wéi jeemools virdun, déi liesen a schreie kënnen. An 91% vun der Weltbevölkerung hunn Zougang zu verbessertem Drénkwaasser. Fir déi éischte kéier an der Geschicht gëtt et méi Demokratié wéi diktatoresch Regimmer. An awer bleift vill ze dinn.

Mir sollten dofir eis de Mut net huele loossen, well mir kënnen jo op déi däitlech Progrésen, déi zënter den Zilsetzung vum de Millennium Goals gemaach gi sinn, zréckkucken. An dat motivéiert eis, fir weider drun ze schaffen. Mir mussen all zesumme matupaken, responsabel mat eise Ressourcen ëmgoen, am Respekt mam Mënsch a mam Déier! A jiddweree muss op seng Aart a Weis mathëllefen a sech ëmstellen a sai Bäitrag leeschten, wa mer gären eng besser Welt hätten.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Arendt. An nächste Riedner ass den Här Marc Angel vun der LSAP.

► **M. Marc Angel** (LSAP). - Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, léif Kolleginnen a Kolleegen, chers amis du corps diplomatique, ech wëll direkt dem Minister Merci soe fir säin Engagement fir d'Kooperatiounspolitik a fir seng exzellent Ried. An ech wëll och all den Akteure vun der Lëtzebuergesch Kooperatioun, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, mä awer och an de Partnerlänner, an och eise Partner all Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi all Joers gemaach gëtt.

Ech sinn als LSAP-Sprecher hei houfreg, dass mer, wa mer de Budget vun eise Land erstellen, all Joers 1% aschreie fir d'Entwécklungszesummenaarbecht. Et gëtt Joren, deemno wéi d'Entwécklung ass, wou mer licht driwwer sinn, an et gëtt Joren, wou mer licht drënner leien. Mä ech mengen, mir sinn do nach ëmmer un der Spëtzt vun alle Länner hei an Europa.

Mir bleiwen och, wat d'Politik vun der Entwécklungszesummenaarbecht ubelaangt an och vun der Action humanitaire ugeet, a ganz spannenden Zäiten. Mir sinn um europäeschen, mä och um nationale Plang amgaangen, déi grouss Défien ëmzesetzen, déi op internationalem Plang am Joer 2015 décidéiert goufen. Dat sinn d'Konferenz vun Addis Abeba iwwert de Financement vum Développement, d'Konferenz vun New York, wou d'Agenda 2030 geschriwwen ginn ass, d'COP21 a souguer d'COP22, mä och dës Joer nach de Sommet global iwwert d'Aide humanitaire zu Istanbul am Mee 2016.

Wa mer déi Engagementer, déi mer zesumme mat alle Länner geholl hunn op deene grouse Konferenzen, ëmsetze wëllen, da kënnen mer net weidermaachen, wéi mer bis elo weiderge-



maach hunn. All Akteuren aus der Kooperationspolitik mussen aus dem Silodenken erauskommen.

Här Minister, ech hunn aus Ärer Ried héieren, dass mer hei zu Lëtzebuerg d'Aerm vun eisen Hiemer a vun eise Blusen eropgestrépt hunn, fir dës Défien unzagoen. Mir si prett, nei Weeër ze goen. An trotzdeem, hutt Der gesot, wëlle mer bleiwen, wat mer sinn. An ech mengen, dat ass och richteg, well mer eis bei deene grouse Prinzipie vun eiser Kooperatioun trei bleiwen. Mir bleiwen eis trei, wat d'Effikassitéit ugeet, mir bleiwen eis trei, wat d'Kohärenz ugeet, wat eis Zouverlässigkeet ugeet a wat eis Eierlechkeet ugeet.

Zur Effikassitéit wollt ech soen, déi spigelt sech jo erëm am Plan d'action pour l'efficacité de l'aide au développement 2014-2016. Dee leeft elo of. Dee muss evaluéiert ginn an och weidergeschriwwen ginn. A mir wäerten als Kommissioun hei an der Chamber do och de Suivi maachen. An ech sinn och iwwerzeegt, wéi gesot, dass mer, wat d'Kohärenz ubelaangt, eis trei bleiwen. De Comité interministériel pour la coopération au développement, dee koom am Joer 2015 sechsmol zesummen, e koom och d'Joer oft zesummen. An d'Kohärenz ass méi wéi jee wichtig, och duerch d'Agenda 2030.

Här Minister, Dir hutt an Ärer Interventioun vun der „Superkohärenz“ geschwat. An ech mengen, dat ass d'Erausfuerverdung vun der Zukunft. Dofir sinn ech frou, dass elo d'Commission interdépartementale pour le développement durable geschafte ginn ass.

2015 hu mer also eng ganz Rei Engagementer geholl a mir si prett, fir déi ëmzesetzen: d'Co-hérence des politiques, dat hu mer och nach gëschter erlieft, wéi d'Ministesch Dieschbourg hei war an iwwert d'Cop22 bericht huet, de Klimaschutz. Si huet et gesot: „Et ass wichtig, dass ech als Umweltministesch zesumme muss schaffen mam Finanzministère a mam Kooperationsministère“; sou huet si gesot, dat ass wichtig.

Genau wéi et och wichtig ass, Här Kooperationsminister, dass Dir - an dat hunn ech gelies an och héieren - enk zesummeschafft mat anere Ministère, enner anere och dem Finanzministère. Besonnesch déi Kooperatioun mam Finanzministère, mengen ech, ass wichtig, well awer, wann een d'Rapporte liest, bal 10% vun eiser Aide publique au développement iwwert de Finanzministère verschafft ginn. An et freet mech dofir, ze liesen, dass duerch dat verstärkt zesummeschaffe vun deenen zwee Ministère d'Kontributioun vu Lëtzebuerg zu deenen Entwécklungsbanke méi no bruecht ginn zu den Ziler vun eise PICen.

Et gëtt oft kritiséiert, dass déi Kontributioun fir d'Bretton-Woods-Institutiounen verluere Gelder wäeren. Ech mengen, d'Entwécklungsbanke spillen awer eng wichteg Roll, well se verschidene Länner awer Zougang zu Kreditter ginn. A mat deene Kreditter kënnen déi Entwécklungslänner Schoule bauen. An et ass gutt, dass an deene Länner Schoule gebaut ginn, finanziéiert iwwer e Projet vu klassischer Entwécklungshëllef, mä et ass och gutt, dass et Schoule gëtt an deene Länner, déi si selwer kënnen bauen.

Mir sinn, fir op d'Charakteristiken zréckzekommen, och en zouverlässige Partner: Zouverlässigkeet vis-à-vis vun den ONGen, déi hei zu Lëtzebuerg eng wichteg Roll spillen. Dofir hu mer jo och deen neie Projet de loi 7082, wou mer de Financement nach eng kéier..., wou Der zu engem Accord koom sidd mat den ONGen iwwert dee Financement. Dat ass, mengen ech, wichtig. Mir sinn zouverlässig, well ugesi vun eise Partner.

An ech war frou, dass Der an Ärer Ried, Här Minister, déi multilateral Beziéungen an der Kooperatioun ugeschwat hutt, well och do, bei deene si mer en zouverlässige Partner. An do kann ech lech aus perséinlecher Erfahrung Témoignagë ginn - Dir hutt mech jo ernannt dozou, dass ech soll bei Unids eng flott Roll spillen als „champion“, wéi si dat nennen, fir déi nei Strategie 90-90-90 - an do mierken ech, wéi mer do als Lëtzebuurger considéiert ginn. An net nëmmen, well mer Geld ginn, well mer e fiabele Geldgeber sinn, mä och well mer um Punkt vun der Verdeidigung vun de Mënsherechter zum Beispill eis och do setzen an och do déi multilateral Partner ënnerstëtzen.

Also, wéi gesot, eist Engagement ass net nëmmen e finanziellt Engagement, mä et ass och e politesch Engagement, a besonnesch andeem mer d'Mënsherechter verdeidigen. Zum Beispill bei Unids geet et dréms, fir sech anzesetze fir d'Sexworker, fir Leit, déi an de Prisonen setzen, fir Leit, déi sech Droge spréizen

an esou weider. An ech mengen, dat ass flott ze héieren, dass eis Aarbecht an eisen Asaz appréciéiert ginn.

En anere Bewäis, dass mer fiabel sinn, ass, dass verschidde Partner hei Konferenzen organisieren. Dir hutt et gesot, de Bevelkerungsfong, den UNFPA, deen hat d'lescht Woch eng Konferenz hei, wou och hiren Direkter hei war. An ech mengen, och eng vun den Entwécklungsbanke wäert an deenen nächsten Deeg eng Konferenz hei organisieren. Och dat ass en Zeechen, dass mer fiabel sinn.

An ech wollt op den Entwécklungsfong zréckkommen, well et jo awer och wichtig ass, deen Nexus Entwécklung a Populatioun unzeschwätzen. Do freet et mech, dass mer do Fonge vu 6,4 Milliounen 2016 am Budget hunn an d'nächst Joer souguer nach eropginn op 6,7 Milliounen. An et freet mech, dass dat op enger Säit thematesch Kontributiounen sinn - d'Santé maternelle, d'Lutte contre fistules an och d'Approvisionnement mat Produkter fir d'Santé reproductive - an op där anerer Säit Kontributiounen mat Länner. An dat sinn da Länner wéi Senegal, El Salvador, Laos, Niger.

An ech mengen, dat ass och erëm e Bewäis vun der Kohärenz. Mir sinn, wat déi thematesch Kontributiounen ubelaangt, genau an eise Strategien, wéi mer se definéiert hunn, an et sinn op där anerer Säit d'Länner, déi mer mam Fonds, mam Populatiounsfonds sponseren an der Kohärenz, well et déi Länner sinn, déi mir eis als Zillänner ginn hunn.

Transparenz charakteriséiert eis Politik awer och, well mer ganz vill publizieren a ganz vill kommunizieren. Ech mengen, de Rapport, deen Dir all Joers hei an der Chamber virstellt an dann der Press virstellt, dat ass eng Minn, eng Goldminn vun Informatiounen. Mir hunn och d'Publikatiounen vum Cercle vun den ONGen, déi am Développement zoustänneg sinn, an och de Rapport vu Lux-Development, alles dat si wonnerbar Informatiounsquellen a si bewiesen d'Transparenz vun der Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik.

Dir kومت jo ganz oft bei eis an d'Kommissioun, Här Minister: Och déi PVen, déi jo öffentlich sinn, vun eise Kommissiounssitzungen, och déi bewiesen, dass mer ganz transparent sinn. An aus deene kritt een och wäertvoll Informatiounen iwwert d'PICen, wéi déi weidergefouert ginn, iwwert d'Commission de partenariat. Et gëtt verschidde Leit, déi kritisieren, et géife keng Informatiounen ginn dozou. Dat kann een alles noliesen, wann een d'PVen, d'Procès-verbaux liest vun eise Kommissiounssitzungen. An ech mengen, dat ass gutt.

A besonnesch och interessant ass, wann een op den Internet geet vun Ärem Ministère an et kuckt ee sech d'Rapporte vum Comité interministériel pour le développement un, och déi si public a ganz transparent. An do féint een och ganz vill Informatiounen.

Transparenz huet awer och net nëmmen domat ze dinn, wat ee publizéiert, mä och wann ee Geleeënheete schafft, wou d'Leit sech kënnen austauschen. Mir hunn déi Geleeënheeten hei an der Chamber, wou mer mat lech eis austauschen, wou mer eis mat eise Partner austauschen. Wann nämlech Visite sinn aus eise Partnerlänner, komme si bei eis an d'Kommissioun.

Mir kënnen eis austauschen hei an der Chamber mat den ONGen. Ech mengen, dat ass ganz wichtig. An en plus hu mer dat formidable Instrument vun den Assisë vun der Kooperatioun kreéiert, wou een deem anere Ried an Antwort ka stoen, wou mer Froe kënnen stellen, wou keen Thema tabu ass. An ech mengen, och dat beweist, wéi transparent mer wëllen an onser Entwécklungszesummenaarbeitspolitik virgoen.

Ech wollt zur Transparenz nach eng lescht Remarque maachen. Ech war frou, wéi mer den 22. September an der Kommissioun - mir hate jo eng Commission jointe organiséiert tëschent der aussepolitischer Kommissioun an hirer Dimension Développement mat der Umweltkommissioun, wou Dir, Här Minister, an och d'Umweltministesch do waren a wou mer och iwwert d'Commission interdépartementale pour le développement durable geschwat hunn -, wéi mer do och gewuer gi sinn, dass déi Rapporte vun där Kommissioun och wäerte public sinn an all Mënsch zougänglech sinn.

Ech hu gesot, eis Politik ass och éierlech, eis Kooperatiounspolitik: éierlech, well mer Partnerschaft ganz grouss schreiwene, éierlech, well mer net fuddelen, wat d'Budgeten ubelaangt. An deem 1% - an et ass gesot ginn, mä ech fannen, et ass terribel wichtig ze ënnersträichen - ginn d'Klimagelder net ageschriwwen. Ech mengen, mir hate jo gëschter déi Debatt hei mat der Madamm Dieschbourg.

Mir sinn och éierlech, well - et ass och scho gesot ginn an ech wëll et kuerz nëmmen uschn

den - déi ganz Gelder, déi mer kéinten ee Joer laang aschreiwe fir den Accueil vun de Refugiéen, dat maache mer net!

A mir sinn éierlech, well mer ganz kloer soen, dass sech d'Lutte géint d'extrem Aarmut wéi e roude Fuedem duerch eis Politik zitt. An ech mengen, de Fait, dass mer d'Gesondheet, d'Éducation, d'Formation professionnelle an den Développement rural esou héich schreiwene an als esou wichtig empfangen, dat ass de Bewäis, dass mer eis wierklech am Kampf géint d'Aarmut hei befanen. An dass mer ville jonke Leit Perspektiv ginn, fir Aarbechtsplazen ze fannen, fir e bessert Liewen ze hunn, fir sech net ze radikaliseren a fir vläicht net dee geféierleche Wee vun der Migratioun unzagoen.

Mä mir sinn awer och éierlech...

#### **(Interruption)**

...vun der Migratioun unzagoen. Vun der Immigration, vun der Migratioun...

► **M. Roy Reding (ADR).** Dass se net an d'Ausland musse goen.

► **M. Marc Angel (LSAP).** Ech schwätze vun deene ville Leit, déi a Länner wéineg Perspektiven hunn an och a geféierleche Krichsgebieder liewen, déi mussen aus hire Länner flüchten. Entre autres.

Mä ech fannen, mir ginn deene Leit och vill Perspektiven. An dat ass wichtig. Mä mir sinn éierlech, dass mer soen, dass den Développement net garantéiert, dass d'Leit net aus hire Länner fortginn. Esou éierlech muss een och sinn an dat kënnen soen!

Ons Kooperatiounspolitik ass och éierlech am Émgang, wat dee wichtige Nexus vun Développement a Sécurité ugeet. Entwécklung a Sécherheet, mir wëssen et, dat geet Hand an Hand. Et gëtt keng Entwécklung ouni Sécherheet. An et gëtt och keng Sécherheet ouni Entwécklung. A mir niieren och net, an dofir, fannen ech, si mer och éierlech, mir niieren dat och net, dass et deen Zusammenhang gëtt. Mä mir plaidieren awer och net derfir, wéi anerer dat maachen an anere Länner, dass Entwécklungsgelder an Défensgelder verméscht kënnen ginn.

D'Relatioun Développement a Sécherheet ass wichtig! An et ass och en Deel vun de 17 Objectifs du développement durable. Et ass den Objectif 16, d'Förderung vu friddlechen an integrative Gesellschaften. A besonnesch am Zil 16.a gëtt ausdrécklech gefuerdert, dass déi zoustänneg Institutiounen, wéi zum Beispill d'Police, beim Capacitéitsopbau op allen Niveauen ze ënnerstëtze sinn, fir Gewalt ze vermeiden, fir d'Lutte géint den Terrorismus an d'Kriminalitéit ze ënnerstëtzen, an dat besonnesch an den Entwécklungslänner.

D'EU-Kommissioun hat an deem Kontext de 5. Juli nei Virschléi gemaach, fir d'Sécherheet an den Entwécklungslänner ze verbessern. Do gëtt et deen Instrument contribuant à la stabilité et à la paix, den IcSP, dee gëtt erweidert an dee seet, dass mer an de Partnerlänner kënnen d'Akteure vun Sécherheessektor besser ënnerstëtzen, fir dass si besser gewappnet sinn, fir och Krise selwer kënnen ze prevenieren, also d'Preventioun ze maachen an awer och déi Krisen ze bewältegen. Et geet dréms, also wéi gesot, dat hëlleft jo dann och zur Stabilitéit an de Partnerlänner.

Wéi d'Europäesch Kommissioun déi Kommunikatioun publizéiert huet, ass eng gewësse Panik opkomm. Verschidde Medien hunn natierlech net ganz nuancéiert bericht, am Ausland virun allem, an dunn ass et zum Gefill komm, wéi wann elo massiv hei Entwécklungsgelder géifen an d'Défense an an d'Sécherheet eriwergoen.

Ech mengen, ech hunn och dunn direkt eng Question parlementaire gestallt, de 7. Juli, zwee Deeg no där Kommunikatioun. An ech war ganz frou, wéi ech d'Antwort kritt hu vun eise Minister, an ech wëll e puer Saachen aus där Antwort zitieren.

An ech zitieren, de Minister äntwert mer: «Dans ce contexte, le Luxembourg, ensemble avec d'autres États membres, est vigilant pour que l'APD reste vouée au développement et à l'éradication de la pauvreté.» Lëtzebuerg huet zu Bréssel ëmmer am Kontext vun där sougenannter „approche globale“ - an déi Approche globale gëtt et jo scho säit 2004 - plaidéiert, ëmmer dat richteg gesot. An ech zitieren weider aus där Antwort op meng Question parlementaire: «Nous avons, dès le début de l'approche globale, plaidé vigoureusement pour que d'éventuels fonds APD restent „dacables“, c'est-à-dire respectent les critères d'éligibilité (...) tels que fixés par le CAD», Comité d'aide au développement vun der OECD.

An am Kader vun deem Instrument contribuant à la stabilité et à la paix huet Lëtzebuerg sech och an der Consultation publique, déi d'Kommissioun lancéiert hat, an engem Non-Paper derfir ausgeschwat, dass et besser gewiescht

wär, d'Europäesch Unioun hätt sech e speziescht Instrument ginn am Kader vun der PSDC, vun der Politique de sécurité et de défense commune, dat wär besser gewiescht.

A Lëtzebuerg, a mir weisen och drop hin, also de Minister weist och drop hin an där Antwort op déi Question parlementaire, dass, wann et elo zu der Revue à mi-parcours kënt 2017 zum europäesche Budget, dass do déi Fro nach eng kéier opgeworf gëtt. An ech mengen, mir sinn hei um richteg Wee. Lëtzebuerg plaidéiert do dat Richteg. Mir sinn also éierlech.

An ech kann och nach als Erfahrung elo soen: Mir haten de Mëtten vun eng Auer eng aussepolitisch Kommissioun am Volet Défense zesumme mam Défenseminister Etienne Schneider, wou mer de Budget vun der Défense gekuckt hunn, an et huet mech gefreet, dass do och véier Milliounen dra si fir d'Capacity building a Partnerlänner an dass am Budget vun der Défense eng Millioun virgesinn ass, fir d'Stabilitéit a Länner ze garantieren, déi aus Konflikter erauskommen. Dat heescht, dass och dee Ministère sech d'Objectifs du développement durable ugekuckt huet, besonnesch den Objectif 16. An ech mengen, dat si Gelder, déi do ugerechent ginn an net an Ärem Budget, Här Minister.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir bleiwen ons trei, mir sinn effikass, kohärent, zouverlässig, transparent an éierlech. Mä dat heescht awer net, dass mer fäerten, op nei Weeër ze goen. An Dir hutt et och gesot: Mir mussen op nei Weeër goen! A mir haten ni Angscht, nei Weeër ze goen. Am Passé hu mer ugefaangen an der Finance inclusive ze schaffen, d'Microfinance. Wa mer dee Courage deemoos net gehat hätten, wäere mer haut net do Leaderen an deem Domän.

An dann, ech hunn dat ganz kloer och matkritt, wéi ech d'lescht Woch an der Europäescher Investitiounsbank war, beim Präis vun deem 7. European Award an der Microfinance. An ech mengen, wann een do mat de Leit, déi aus alle Länner hiergereest sinn, schwätzt, da kann ee soen, da kënnen mer richteg houfreg op eis Aarbecht sinn.

#### **(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

Mir mussen also nei Weeër goen. An ech wëll och zitieren den Här David Nabarro, dee jo Invité op den Assisë war. Den Här Nabarro ass de Conseiller spécial vum Secrétaire général vun der UNO fir de Programm vum Développement durable vun der Agenda 2030. An en huet e Saz gesot, deen, mengen ech, wichtig ass, en huet gesot: „All Länner sinn elo Entwécklungslänner. An all Länner hunn eng Responsabilitéit, fir der extremer Aarmut en Énn ze setzen. All Länner hunn eng Responsabilitéit, fir géint d'Inegalitéiten an d'Ongerechtkeete virzegoen. An all Länner hunn eng Responsabilitéit, fir onse Planéit ze schützen.“

Am Kader vun dëser neier Agenda ass effektiv Reengineering ugesot. Den Här Nabarro huet och drun ernëert, an dat ass och schonn e puermel hei gesot ginn, dass all d'Akteuren, déi öffentlich an déi net öffentlich, aus deem Silodenke mussen erauskommen. An en huet dofir och a senger Ried besonnesch déi Business Partnership Facility begréisst, déi Dir, Här Minister, jo virgestallt hutt am Abrëll 2016. D'Virriedner si schonn drop agaangen.

Ech mengen, des Initiativ ass net nëmmen eng Antwort op d'Agenda 2030, et ass och eng konkret Émsetzung vun de Konklusiounen aus der Konferenz vun Addis Abeba, wou de Privatesektor als wichtige, incontournable Vecteur identifizéiert ginn ass, fir d'Objectiver vum Développement durable ze kofinanzieren.

Lokalen ekonomesche Wuesstum ass wichtig, fir dass Entwécklungslänner Aarbechtsplaz schaffe kënnen an esou och nohalteg d'Liewensbedéngunge fir hir Populatioun verbessere kënnen. An dofir, mengen ech, ass déi Business Partnership Facility eng gutt Saach. Et ass eng Finanzhëllef. Et ass e Kofinanzement 50/50. An et d'äerf een net méi wéi 200.000 Euro kriegen vum Stat. An ech mengen, et si jo och ganz interessant Secteuren do definéiert - ICT, Bio-Health, FinTech, Ecolnnovation - a privilegiéiert ginn och déi Länner, eis Partnerlänner, eis Pays cibles. An ech mengen, dat ass wichtig.

Muer stëmme mer hei of iwwer e Projet de loi vun der SIS, vun der Société d'impact sociétal. Och fir déi Gesellschaften kann esou eng Business Partnership Facility wichtig ginn. Dir hat et gesot, Här Minister, de Cap-Vert niewent dem El Salvador, Dir hutt gesot, am El Salvador gi mer nei Weeër an och um Cap-Vert, wou mer de Fonds de diversification des relations économiques kreieren. Ech mengen, dat ass och wichtig. Deen ass geschafte gi fir en Transfert de technologie, fir en Transfert vum Savoir-faire vu Lëtzebuurger Betriber a Richtung vun Cap-Vert. Besonnesch erfolgräich si mer hei am Domän vun den erneierbaren Energien. An déi Pisten, mengen ech, mussen och weiderverfollegt ginn.



Dass mer net stoe bleiwen, beweist awer och, wéi d'Letzebuurger Regierung déi Agenda 2030 wëllt ëmsetzen. Mir haten den 22. September, wéi gesot, déi gemeinsam, also déi Commission jointe tëschent der Ëmweltkommission an der aussepolitischer Kommission an hirer Dimension développement. An ech mengen, et ass och wichteg, dass mir als Chamber do agebonne ginn, an awer och, dass d'Société civile do agebonne gëtt.

Fir elo emol reng bei der Coopération au développement ze bleiwen, huet et mech gefreet ze liesen, an dat hu mer jo och haut héieren, dass Der am Ministère amgaange sidd, Är Stratégie générale ze aktualiséieren a se eben ze adaptéieren op déi nei 17 Ziler.

Wat d'Ëmsetzen hei zu Letzebuerg ubelaangt, ass, mengen ech, vill geschafft ginn. A mir sinn och gewuer ginn an där Kommissioun, vun der Madamm Dieschbourg gewuer ginn, dass geschafft gëtt ganz fläisseg un engem neie Plan national pour le développement durable, och fir an deem Kader deene 17 ODDe Rechnung ze droen.

Dofir mécht och déi Commission interdépartementale pour le développement durable, déi jo am Juni dëst Joer en neit Mandat kritt huet, fir d'Éischt emol en État des lieux zesumme mat allen implizéierte Ministären. An dës Aarbecht soll am éischte Semester 2017 ofgeschloss ginn. Deen Datum muss och respektéiert ginn, well ons Regierung sech engagéiert huet fir eng fräiwëlleg Presentatioun virun den Nations Unies am Juli 2017. A mir hunn och versprach kritt, dass mer als Chamber virun där Presentatioun an enger Commission jointe Environnement an aussepolitesch Kommissioun matagebonne ginn, fir dass mir als Parlamentarier och d'Méiglechkeet hunn, do Kontributiounen ze maachen.

An ech mengen, natierlech ass et och wichteg, dass hei net nëmme d'Politik - Regierung a Parlament -, mä och d'Société civile agebonne gëtt. Dofir ass och de Conseil supérieur pour le développement durable, deen och am Juni en neit Mandat kritt huet, do. An ech si sécher, dass niewent deem Conseil supérieur och de Cercle des ONG do e Wuert wäert matschwätzen.

Wann ech schwätze vun neie Weeër, den Här Nabarro huet et gesot, mir mussen all nei Weeër goen. Dofir war ech och frou, dass eis ONGe bereet sinn, nei Weeër ze goen. Op den Assises de la coopération ass et jo ëmmer flott, dass een Nomëtteg de Cercle des ONG d'Fräiheet huet, d'Agenda selwer ze definéieren. A si haten do als Thema den Dialog tëschent den Akteure vun der Entwicklungszusammenarbeit zu Letzebuerg iwwert de Rôle vun den ONGen an enger neier Welt, an engem aneren Ëmfeld. Et waren zwou ganz interessant Presentatiounen vun enger indescher Mam an engem belschen Här, déi sech mam Thema: «Comment doivent changer les ONG au nord et au sud?» beschäftegt hunn, wat ganz interessant war.

An ech freeë mech och schonn, d'nächst Joer, wa mer d'ONGen invitéiere wéi all Joers an d'Kommissioun, fir hir Konklusiounen ze kucken, wéi si och versichen ëmzedenken an och si versichen, wéi mir alleguer, aus dem Silodenken erauszekommen.

Déi nei Weeër, déi maache mer jo net eleng hei zu Letzebuerg, mä déi maache mer och am Kontext vun der Europäescher Unioen. An och dofir suivéiere mer an eiser aussepolitischer Kommissioun jo ganz no all déi KOM-Dokumenten, déi erauskommen. An de Minister huet et scho gesot: Gëschter huet d'Europäesch Kommissioun nees dräi Dokumenter publizéiert.

Bei deem éischten Dokument handelt et sech effektiv ëm déi nächst Schrëtt, fir eng nohalteg europäesch Zukunft ze kréien. Do explizéiert d'Kommissioun, wéi se hir zéng Prioritéiten, déi si sech virun e puer Joer ginn huet, uglaicht un déi 17 Développementenziler. An am zweeten Text, do geet et ëm d'Erneuerung. An ech mengen, dat ass en Dossier, deen och fir eis wichteg ass ze suivéieren. Dofir hu mer eis an eiser Présidence jo och agesat: d'Erneuerung vun der Partnerschaft mat den AKP-Länner, mat den 79 AKP-Länner. Et ass also de Post-Cotonou-Dossier, deen do ugeschwat gëtt. An och do geet et drëm, wéi d'Europäesch Unioen an d'AKP hir Relatioun kënnen an eng nohalteg Phas erabrénge.

An enger drëtter Kommunikatioun vun der Kommissioun, do geet et ëm den New European Consensus on Development. An do geet et natierlech och ëm d'Upassung vun deem Consensus, deen et jo scho säit Jore gëtt, wéi dee sech adaptéiert un d'Agenda 2030. An d'Aarbecht an der Kommissioun wäert eis do net ausbleiwen.

Och gëschter huet Eurostat e ganz interessante Rapport publizéiert iwwert den Développe-

ment durable, wou en en Aperçu gëtt iwwert d'Situatioun an der Europäescher Unioen an och Informatiounen gëtt, wéi déi aktuell Situatioun an den europäesche Memberlänner ass am Hibleck op d'Ëmsetzung vun de 17 Objectifs du développement durable.

Vu dass mer grad bei der europäescher Politik sinn, wollt ech och drun erënneren, dass am September den European External Investment Plan fir Drëttlänner kreéiert ginn ass. Dëst neit Instrument, dat soll dozou bäidroen, dass d'Investitiounen an Afrika an awer och an der europäescher Noperschaft sollen ugekuerbelt ginn. An den Haaptobjekt sinn d'Verbesserung vun de sozialen a vun den ökonomeschen Infrastrukturen an d'Förderung vun de klengen a vun de mëttlere Betriber. Et stinn 3,35 Milliarden Euro zur Verfügung. Déi kommen aus dem EU-Budget, deelweis awer och aus dem Fonds européen pour le développement a si sollen Investissementer bis zu 44 Milliarde mobiliséieren.

Et fonctionnéiert genausou, wéi de Juncker-Plang um europäeschen Niveau soll fonctionnéieren. Sou soll hei dee Projet an eise Partnerlänner fonctionnéieren. An dat läit total an der Logik vun Addis Abeba, wou et jo op enger Säit drëms geet, déi verschidde finanziell Instrumenter vun der APD besser ze kombinéieren, mä och Kreditter a Garantien ze ginn, fir dass d'Aide publique au développement Privatgelder unzitt, an anerersäits, besser Politicken ze froe vun eise Partnerlänner, dass si och eege Recettë kënnen kreéieren, dass si eng besser Fiskaliteit hunn an déi richteg Steierpolitik kënnen maachen an dass se och besser ginn am Kampf géint d'Korruptioun.

Erlaabt mer, Här Minister a léif Kollegeen, kuerz och op d'Action humanitaire anzegoen. Et ass interessant, am Rapport 2015 dat ganz Kapitel 7 ze liesen. Mir ginn Äntwerten. Letzebuerg huet am Joer 2015 Äntwerte ginn op déi grouss Kris, humanitär Kris an Westbalkan am Kontext vun der Flüchtlingkris. Mir hunn Äntwerte ginn am Joer 2015, wat déi humanitär Sécherheetskris an deem ganze Bassin ronderëm de Lac Tchad ubelaangt. Ech mengen, dat ass ganz wichteg. Dat kann een alles do noliesen. Mir ënnerstëtzen dat natierlech.

Ech wollt op de Sommet vun der Action humanitaire, deen zu Istanbul stattfonnt huet, deen éischte Wortsommet zu deem Thema, agoen, an do waart Dir jo do, Här Minister, och mat eise Premierminister, mam Xavier Bettel. Et hunn 9.000 Leit do deelgeholl, Statscheffen. Et war e risege Sommet, deen och genausou wéi d'Agenda 2030 preparéiert ginn ass iwwer dräi Joer laang. All déi grouss Konferenzen - dat wëll ech och emol eng kéier soen, well do gëtt oft gesot, déi géifen an enger Dunkelkammer preparéiert ginn; dat ass net esou -, do war e breeden, e laange Prozess vun der Preparatioun, en inklusiv Prozess, deen dräi Joer laang gedauert huet.

An ech mengen, d'Resultater vun deem Sommet loosse sech weisen a si sinn och wichteg, well d'Situation humanitaire war nach ni esou schlëm wéi elo: 60 Milliounen déplacéiert Mënschen op der Äerd, 125 Milliounen Mënsche sinn op Aide humanitaire op dëser Welt ugewise. Dat si meeschtens Opfer vu Krichskonflikter, vu Klimakrisen a vun natierleche Katastrophen.

Dofir ass et esou gutt, dass op deem Sommet zu Istanbul esou vill Engagementer geholl gi sinn. An ech wëll op déi 45 ganz konkret Engagementer agoen, déi Letzebuerg zesummen, kollektiv oder eezel geholl huet. An ech mengen, de Minister huet eis jo och déi Lésch ausgedeelt, wéi en an der Kommissioun war. Ech wollt der e puer ervirsträchen.

Ee ganz wichteg, dat éischt Engagement ass, dass mer eise Budget vun der Aide humanitaire héijen, 5% bis d'Joer 2018, fir dass mer vun 2015 40 Milliounen op 2018 44 Milliounen kommen. Och d'Engagement 8, mengen ech, ass ganz wichteg. Ech hunn et scho gesot, dat ass, dass mer d'Klimagelder net mixe mat Développementsgelder.

Da gëtt et en Engagement, dat och ganz wichteg ass, wou Letzebuerg sech verpflichtet, mat senge fénnef nationale Partner eng Charte humanitaire ze maachen. Dat sinn d'Caritas, Care, d'Croix-Rouge, Handicap International a Médecins Sans Frontières. Déi Charte ass scho gemaach ginn. Déi ass och schonn der Kommissioun presentéiert ginn. Also Respekt! Dat war am Juni scho fäerdeg. Ech mengen, dat ass wichteg ervirzesträchen.

D'Engagement 16, d'Direktfinanzéierung fir lokal Institutionen bis 2020 eropzebréngen, mengen ech, ass wichteg, an och d'Engagement 17, dass mer eis engagéieren an der Recherche an an dem Développement, wat d'Risk reduction ueegt oder d'Vulnerabilitéit, fir déi ze reduzéieren. An dat maache mer a Kollaboratioun mam Internationale Roude Kräiz. Dat fannech ganz wichteg. Ech fannen et wichteg,

d'Engagement 18, dass mer 2,5 Milliounen bis 2020 engagéiere fir de Projet No Lost Generation Initiative fir d'Kanner a jonk Leit a Syrien.

Mä ech fannen et wichteg, dass mer an deenen Engagementer net nëmme finanziell Engagementer agaange sinn, mä och politesch Engagementer, dass mer soe fir déi Konventiounen, déi mer ënnerstëtze géint d'Cluster-Munitioun, géint d'Mines antipersonnel, dass mer, wa mer mat eise Partner am Dialog sinn, eis engagéieren, si ze encouragéieren, all déi Texter ze ratifizéieren.

Mir setzen eis och an - an dat kascht keng Suen, mä dat kascht just diplomatescht Gefill an dat kascht Engagement -, den Droit humanitaire international ze promovéieren weltwäit. An ech mengen, mir hunn am Ministère des Affaires étrangères elo e Focal point agericht. A schonn eleng, wann een eise Rapport kuckt, déi exzellent Kollaboratioun, déi mer als Kooperationsminister mat Handicap International hunn an deem dote Thema, wat den Droit humanitaire international ubelaangt, wat déi vill Victime vun de Bombardementer a Syrien an an anere Krichsgebitter ueegt, dat ass och en Témoignage dovun, dass mer dat Engagement do net nëmme um Pabeier hunn, mä dass mer dat och wëlle konkret ëmsetzen.

E wichteg Engagement ass d'Engagement 41, wou Letzebuerg wäert all d'Efforten ënnerstëtze vun onparteieschen humanitären Akteuren, fir en Dialog ze engagéiere mat de sougenannten „groupes armés non étatiques“. Fir wat ass dat wichteg? Ma dat ass wichteg zum Beispill, wann ee kuckt, wéi d'Situatioun zu Aleppo ass, wou d'Humanitäre guer keen Accès hunn. Do kann een net mat engem Stat verhandelen. Do muss een heiansdo mat deene Groupes armés non étatiques verhandelen. An ech mengen, et ass wichteg, dass mer do hëllefen, fir eis do ze engagéieren, fir dass do d'Humanitären, déi onparteiesch humanitären en Accès kréien, fir deene Leit ze hëllefen.

Ech mengen dofir, dass all déi Efforten, déi mer maachen an der Verteidigung vun Droit humanitaire international eng gutt Saach sinn. An ech war ganz frou ze héieren, dass dee Rapport vun Handicap International iwwert déi Bombardementer a Syrien zu New York vun eise Ambassador bei den Nations Unies presentéiert ginn ass uganks September an dass do iwwer 150 Leit am Sall waren. Ech mengen, dat ass en Zeechen, wéi engagéiert Letzebuerg ass an deem dote Kader.

An e lescht Engagement ass dat 47., wat den Gender ueegt. Ech mengen, d'Madamm Arendt huet vill doriwwer geschwat. Ech ka mech do ganz kuerz faassen. Ech fannen et gutt, dass mer eis engagéieren, de Call to Action on Protection from Gender-Based Violence in Emergencies ze ënnerschreien. Alles dat si Schrëtt, déi an déi richteg Richtung ginn.

D'Madamm Arendt huet och d'APEn ugeschwat, d'Accords de partenariat économique. Ech mengen, et ass ganz wichteg, säit 2005 schwätze mer déi ëmmer un a soen: „Do muss mer vigilant sinn.“ Mä mir mussen awer och oppassen, dass mer net esou maachen, wéi wann an deene leschte Joren an deem Kontext guer näischt geschitt wär.

Dir kennt lech erënneren, déi Thematik ass ugaangen ënnert der Barroso-I-Kommissioun. Do war den Här Mandelson Kommissär. An den Här Louis Michel, wann ech mech net iren, war Entwécklungskommissär. An déi APEn, déi ware schrecklech, déi hate wierklech nëmme eng Dimensioun Handel, an d'Dimensioun Développement war wierklech ganz kuerz komm.

Du kouw et zur Barroso-II-Kommissioun. Do ass et schonn e bësse besser gaangen. An elo an der Juncker-Kommissioun gëtt och nach versicht, déi Texter ze verbesseren. Mir mussen deen Dossier am A behalen! Mir mussen deen Dossier am A behalen, well et ass näamlech wichteg.

Ech wëll awer och drun erënneren, dass ee muss oppassen, dass mer net ze vill ideologisch an deen Dossier eruginn. An ech wëll drun erënneren, dass fir déi meescht vun deenen 79 AKP-Länner Europa deen éischten Handelspartner ass. Déi 79 AKP-Länner representéieren awer nëmme knapp 5% vum Commerce extérieur vun der EU, soudass déi Angscht virun der Iwwerschwemmung vun europäesche Produkter, an Afrika zum Beispill, dass een dat awer och an deen dote Kontext vun deenen doten Zuele muss ersetzen. Dat heescht awer net, dass mer dat einfach sollen duerchwénken. Mir mussen an deem dote Kontext vigilant bleiwen.

A fir d'LSAP ass et ganz wichteg, dass déi AKP-Länner an deem Kader vun deenen Accords de partenariat économique hir asymmetresch Regimier deelweis behale kënnen, fir dass déi Länner och hir sensibel Produite schützen kënnen.

An, wat och wichteg ass, mir sollen an deem ganze Kontext och d'Afrikaner als Partner seriö

huelen an net maachen, wéi wa si net verhandele kéinten! Mir hu jo oft déi Partner hei an eiser Kommissioun setzen, an da schwätze mer dat Thema un. An dann erkläre se eis, wéi se négociéiert hunn, wéi se et fäerdegbruecht hunn, Verbesserungen ze maachen. Si hunn nach net alles erreecht. A mir hoffen, dass se och nach besser Saachen nach weider erreche kënnen.

Et si jo elo e puer Länner, déi mat der Signature blockéieren. Dat gëtt jo eng Méiglechkeet, fir nach zu Verbesserungen ze kommen. Mä et soll een net vu vieren alles dat veruerteelen, well et ass och wichteg, dass et zu engem Développement économique an deene Länner kënn.

Mir kënnen net nëmme en Afrika hu mat nëmme Klengbaueren, mir mussen och en Afrika hunn, wou eng lokal Economie sech kann opbauen. A wat mer besonnesch gefält, eppes, wat ech ganz positiv fanne bei deenen APEn, dat ass dee Facteur vun der regionaler Zesummenaarbecht. Et ass esou, wéi mir et an Europa als Letzebuerg fäerdegbruecht hunn, duerch regional Zesummenaarbecht eis ekonomesch besser ze entwëckelen. An ech mengen, dofir soll een net virveruerteelen, mä et soll ee ganz vigilant bleiwen.

Fir ofzeschlüsse wollt ech nach soen, Här Minister: Ech hunn an Är Ried ganz apprécieert, dass Der iwwert d'Kritären, wéi mer d'Partnerlänner auswielen, geschwat hutt. Dat war ganz interessant. An ech fannen et och wichteg, dass Der ënnerstrach hutt, wéi wichteg et ass, dass mer op deenen dräi Kontinenter präsent bleiwen: Afrika, Asien a Latäinamerika, well et do, wéi Der genau gesot hutt, dräi verschidde Methode gëtt. An dat erlaabt eis, déi global Vue ze behalen. An ech fannen et och gutt, dass Der déi Plus-value ugeschwat hutt, déi eis Ambassaden, déi mer do hunn, hu fir eis allgemeng Letzebuurger Diplomatie.

Als Konklusioun freeën ech mech als LSAP-Spreecher, dass mer zu Letzebuerg kloer Linnen hunn an der Coopération au développement an och an der Action humanitaire. Mir bleiwen onse Prinzipien trei a mir ginn d'Défie vun der Agenda 2030 selbstbewusst un. D'Letzebuurger Kooperationspolitik ass a bleift un richteg Wee. Si ass modern. A si verfält weder der Bondieuserie caritative nach dem Populisme tiers-mondiste.

Villmools Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, Présidente de séance.- Merci dem Här Angel. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Madamm Presidentin. Dir Damm an Dir Härren, Excellences, Här Minister, «Le bonheur est la seule chose qu'on soit certain d'avoir lorsqu'on l'a donné.» Dës impressionnant Wieder goufe vum Raoul Follereau geschriwwen. An dat ass och gutt, fir dësen Débat am Fong geholl richteg anzestëmme. Et gëtt eis näamlech emol d'Geleehheet, och sech Gedanken ze maachen iwwer eis Problemer, déi mir an deem klengen Mikrokosmos hunn. Vlächicht kënnen mer de Wäert vum Bonheur dann och an Zukunft erëm besser ze schätze wëssen.

Wa mer haut iwwer Länner diskutéieren, wou ganz vill Leit Hunger leiden, wou Fraen oft net elementar Rechter hunn, wou Kanner ni eng Schoul vu banne gesinn hunn, wou et un elementaren hygieneschen Infrastrukture feelt, da missten engem jo normalerweis d'Aen opgoen an et misst een nach méi animéiert sinn, fir u sech deenen ze hëllefen, déi net vill respektiv näischt hunn.

Deen Débat vun haut, wéi gesot, kann derzou bäidroen, misst derzou bäidroen, fir en anere Bléck op d'Welt ze werfen an déi Welt emol ze gesinn, wéi se leider oft ass, wierklech ass, an zwar, datt ronn eng Milliard Leit zum Beispill ënner Ernærung leiden. Dat si jiddefalls Gedanken, déi mir net hunn, mir mussen ganz anerer féieren: Mir maachen eis Gedanken, wat mer mat deem iwwerflëssegessen lessen ze maachen hunn.

An der Mënscheit si schonn oft sech ambitiéis Ziler gesat ginn. Ech erënneren hei un d'Millennium Goals. Leider goufen der vill net erreecht. Mir hunn eis elo erëm nei Ziler gesat mat der Agenda 2030. Och do soll een d'Erwaardunge vlächicht net ze vill héichschrauwen, well d'Vergaangenheet eis jo awer gewisen huet, datt et eis oft trotzdem un deem néidegen Invest gefeelt huet, fir déi Ziler och ze errechen.

17 Punkte sinn do virgesinn. Ech zitieren der zum Beispill dräi: «*éliminer la pauvreté dans le monde*», «*réduire les inégalités dans les pays*» oder «*conserver et exploiter de manière durable les océans*». Dat sinn ouni Zweifel ganz nobel Ziler. Ech hoffen allerdéngs, dass do och Doten nokommen!

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll mech a menger Interventioun hei op e puer Kärpunkte limitéieren vum der Lëtzebuerger Entwécklungspolitik an och vum der Politike humanitaire, virun allem Klimaschutz, Sensibiliséierung, de Rôle vum den ONGen, eis Zillänner, d'Migratioun an de Stellwärt vum der Entwécklungs- an humanitärer Politik am Allgemengen.

Datt eng direkt Relatioun tëschent Kooperatiounspolitik a Klimaschutz besteet, ech mengen, dat ass net méi aus der Welt ze rieden. Mir wëssen, dass duerch d'Ärderwärmung ganz vill Leit d'Substanz praktesch verléiere vum hirer Existenz. Mir sollen eis och do guer kënnen Illusiounen higinn: Dat wäert als Konsequenz hunn, dass och an deenen nächste Jorzéngten ëmmer méi Leit an eis Regione wäerte kommen. Kee Wonner, well déi Leit oft keng Perspektiv méi hunn. An duerfir ass et evident, dass mussen grousse Efforte gemaach ginn, besonnesch eben an eise Breeden, fir eng Reduktioun vun CO<sub>2</sub>-Emissiounen unzestriewen.

Wann een elo d'Wahl analyséiert, déi an Amerika iwwert d'Bün gaangen ass, dann natierlech kënnt erëm éischer Skepsis héich. Hoffentlech - hoffentlech! - iert ee sech, besonnesch an engem Moment, wou awer aner grousse Länner, an ech denken hei virun allem u China, sech bewegen.

China mécht dat mat Sécherheet net aus philanthropesche Grënn. China huet en extrem grousse Problem mat der Loftqualitéit. Et brauch een nëmmen op Peking ze goen, da gesäit een, wat do lass ass. Do sinn d'Leit frou, wann et reent, well dat dréit dozou bäi, dass d'Smoggefor ofhélt. Dat sinn natierlech engersäits déi vereelten industriellen Anlagen, déi dozou bäidroen, anersäits awer och d'Kuelenindustrie.

2016 ass zwar nach net eriwwer, mä et kann een elo scho soen, dass en neien Hëtzerrekord opgestallt gi wäert, an zwar läit d'Temperatur, d'Duerchschnittstemperatur dann 1,2 Grad méi héich wéi an der preindustrieller Period. Dat sinn Zuelen, déi d'Organisation météorologique mondiale ugekënnegt huet. Hire Rapport ass nach net definitiv, e kënnt ufanks des Joers eraus, mä dorunner wäert wahrscheinlech näischt méi änneren. An dann hu se och behaapt, dass d'Konzentratioun vun Zäregas an der Atmosphär nach ni - nach ni - esou héich war, wéi dat de Moment de Fall ass.

Da sinn och aner schlëmm Prognosen, déi eis mat op de Wee bruecht gi sinn, an zwar vum der Weltbank. Si soen, dass all Joers 26 Millioune Leit an d'Aarmut falen duerch ebe wéi gesot de Klimawandel an dass doduerch Schied entstinn an Héicht vu 484 Milliarden Euro! Do si mer also allegerue gefuerdert, och Lëtzebuerg selbstverständlech, obwuel mer eng Rei gutt Notte kritt hunn, wat eis Klimaschutzpolitik ubelaangt. Ech denken un d'Kooperatioun mat der EIB, ech denken un eis gréng Fongenindustrie. Och d'Hëllef mat eise Partner an der Klimafro gétt ervirgestrach. Dat wëllt awer net heeschen, dass mer eis Hausaufgabe gemaach hunn, bien au contraire, et steet nach villes un. Ech denke besonnesch och un d'Erneuerung oder d'Notzung vun alternativen Energien.

D'COP22 zu Marrakesch ass eriwwer. Gëschter hate mer en Débat hei, do ass ee ganz vill Interessantes gewuer ginn. Et schéngt jo esou, wéi wann de Bilan dach relativ gutt gewiescht wär. Vlächicht war et eng wichteg Symbolik, dass ebe grad déi Reunioun do um afrikanesche Kontinent stattfonnt huet, well et dierf ee jo net vergiessen - an dat ass jo dat, wat absurd ass -, dass d'Afrikaner u sech fir 4% zoustänneg si vum der Emissioun vun CO<sub>2</sub>-Gasen, dass et op där anerer Säit awer just dee Kontinent ass, deen am meeschten drënner ze leiden huet.

Jiddefalls ass et och interessant, dass 30 afrikanesche Länner sech zesummedoen hunn, fir am Fong geholl hir Klimapolitik och ze adaptieren an doduerch hir Agrarpolitik kënnen ze verbesseren. Well et dierf een net vergiessen, et gétt gerechent, dass bis d'Joer 2025 zwee Drëtter - zwee Drëtter! - vum de Felder an Afrika wäerten net méi kënne benotzt ginn, wann d'Temperatur an deem Mooss weider steigt. An dann dierf ee jo och net ënnerschätzen, dass d'Landwirtschaft nach ëmmer ee vun den Haaptpillere vum der afrikanescher Economie ass, ronn ee Véierel vum hirem PIB.

Wann een dann nach bedenkt, dass bis d'Joer 2050 d'Populatioun um afrikanesche Kontinent sech wäert verduebelen - dat heescht, da wäerten do zwou Milliarde Leit liewen -, da kann ee sech jo virstellen, dass déi chaotesch Zoustänn, déi mer elo schonn do erliewen, mat Sécherheet net wäerten ofhuelen, au contraire wäerte se nach zouhuelen.

Am Juli ass en Experte-grupp do am Maroc zu Skhirat zesummekomm. Si hunn och e Wäissbuch erausginn. Si hunn och do technesch Léisung proposéiert, wat ee kann zum Beispill um Niveau vum der Notzung vum Waasser maachen, wat een awer zum Beispill och um Niveau vum der Gestiou vum Buedem kann errechen. Dat Ganzt géif allerdéngs 25 Milliarden Euro kaschten. Also och do si mer ouni Zweifel immens gefuerdert.

D'lescht Joer war dann och d'Année européenne pour le développement. Hei huet eist Land och ouni Zweifel duerch eng gutt Présidence zu enger besserer Sensibiliséierung bäigedroen. Ech profitieren och do en passant, fir all deene Leit, déi do involvéiert waren, Merci ze soen, an éischer Linn dem Minister, deene ville Beamten, déi do eng ganz gutt Aarbecht geleescht hunn. Et ware jo eng Rei flott Aktivitéite queesch duerch d'Land. D'Fro ass natierlech ze stellen, ob mer do op deem Punkt sollen ophalen oder ob mer solle weiderfueren, nach méi geziilt dës Sensibiliséierung ze maachen. Do ass nach Potenzial, net nëmmen um Niveau vum der Regierung.

Ech adressieren mech hei och un déi Gemeinverantwortlech. Et dierf ee sech jo kënnen Illusiounen higinn: D'Entwécklungspolitik ass net onbedéngt eppes ganz Populäres! Dat wësse mir als Politiker alleguer. Mir brauchen nëmmen e Bléck op d'sozial Medien ze werfen, da gesi mer jo, wéi mer gelueft ginn, wann een, jo, wann een den „politische Courage“, muss ee scho bal soen, eraushält a sech hannert ebe déi Entwécklungspolitik do stellt.

Wa mer vu Sensibiliséierung schwätzen, da si mer natierlech och ganz séier bei den ONGen. Dat soen ech net einfach esou hei, dass soen ech ganz éierlech: gutt, dass mer esou vill engagiert ONGen hunn! Ech mengen, et sinn der de Moment eng ronn 91. Dausende vu Leit, déi sech, et kann ee bal soen, all Dag queesch duerch d'Land engagéiere fir d'Cause vun deenen, deenen et vill méi schlecht geet wéi eis. An et kann een déi Fro roueg stellen: Wat wär eis Entwécklungspolitik och ouni d'ONGen hei zu Lëtzebuerg?

Duerfir si mer als Demokratesch Partei jo frou, dass en Arrangement fonnt ginn ass. Et war jo eng gewëssen Onrou opkomm, wéi am Oktober 2014 den Zukunftspak annoncéiert gi war, wéi deemools do festgehale ginn ass, dass eben eng nei Opdeelung - loosse mer et emol esou soen - vun de Suen, Subventioune soll kommen. Dass schéngt jo awer elo dann zu engem gudden Ofschloss komm ze sinn. An ech zitieren och hei aus engem Communiqué vum Cercle vum 11. Januar 2016, wou ee konnt liesen: «Les négociations se sont déroulées dans un esprit d'ouverture et ont montré l'importance d'un dialogue de fond sur l'efficacité du développement et la qualité des projets de coopération, tout comme sur le travail et le rôle des ONG en tant que partenaire important de la coopération.»

Ech féliciteieren och dem Cercle fir seng Aarbecht, déi en net nëmmen am Laf vum Joer mécht, mä och fir seng schrëftlech Avisen, déi e gemaach huet. Mir kruten dëst Joer nach zousätzlech en Tëschebilan virgeluecht, wat d'Aarbecht vun der Regierung bis elo ubelaangt. Virun allem wëll ech hei drop hiweisen, dass dat selbstverständlech e kriteschen Avis ass. Dass och hire Rôle, dass solle se och maachen, mussen se maachen. Mä ech wëll awer besonnesch op de sachlechen Toun hiweisen. Dass erlieft ee jo net onbedéngt all Dag. Meeschtens gi mir Politiker jo do mat aneren Téin ënnerhalen. An duerfir muss een dat och emol eng Kéier ënnerschätzen. Wann een allerdéngs wëllt e gudden Dialog fleegen, ass dat do och de richtege Wee.

Ech wëll vlächicht op e puer Punkten hei agoen. Emmerhi sinn et sechs gutt Notte fir d'Regierung. Natierlech geet et virun allem ëm d'Kohärenz. Dass och hei scho vu menge Virriednerinnen a -riedner ugeschwat ginn. De Cercle monéiert ënner anerem och, dass et géif un engem gewëssene Leadership feelen. Dass gesinn ech awer e bësse méi reservéiert. Et dierf een awer net vergiessen, mir hunn e spezifische Ministère, wou een emol e Minister setzen huet, dee ganz engagiert ass, mat ganz ville Beamten.

Da geet et natierlech och ëm den CID, de Comité interministériel de développement. Och do gétt monéiert, dass déi Avisen net kontraint sinn. Ech maachen och do eng Relatioun zu deene sëlliche Conseil-supérieures, déi mer hunn. Ech gesinn dat hei och e bëssen

esou, et ass elo beileiwten net pejorativ gemengt, mä ech mengen, hei muss een op d'eigentleche Röll vum deem Comité hiweisen: Dass ass awer nach ëmmer e Berodungsorgan.

Da verlaangt d'Société civile och, dass se bei der Ausschaffung vun den Avisa ka mat participieren. Sou luewenswärt vlächicht och déi Afro ass, dierf een awer net vergiessen, dass mer dann awer e bëssen un d'Substanz vum elementare politesche Regele ginn, well mir liewen nach ëmmer awer an enger representativer Demokratie. An da soll och d'Politik hir Verantwortung iwwerhuelen.

D'Fuerderung, dass emol eng Étude d'impact soll gemaach ginn, fir ze kucken, wéi dann déi Entwécklungshëllef bei der Populatioun an deene betraffene Länner ukënn, dass ass och eng interessant Iddi, déi ouni Zweifel och ka verdéift ginn.

De Cercle huet sech dann och un eis, un d'Chamber, direkt adresséiert. Énner anerem ass da gemengt ginn, et misst all Gesetz nach méi op Nohaltegkeet iwwerpréift ginn. Jo, dass ass net falsch. Mä ech mengen awer kënnen och hei ze behaupten, dass een, deen eis regelméisseg nolauschert, jo awer entre-temps misst festgestallt hunn, dass jo zwar net all Gesetz, awer wesentlech Gesetze, déi awer de loin oder de près iergendepes mat Klimaschutz, mat Verkéier, mat soziale Standarden ze dinn hunn, dass déi awer och vum Développement-durable-Aspekt hier gekuckt ginn, analyséiert ginn an och diskutéiert ginn. An et dierf een och net vergiessen, dass mer jo awer regelméisseg och als Chamber iwwert de Wee vum eiser Kommissioun Entrevü mam zoustännegen Minister hunn, wou een och kann all Fro stellen an dann och ëmmer interessant Antwerte kritt.

Datt natierlech d'Entwécklungspolitik, déi am Süde vun der Welt gemaach gétt, net lassgelleit ka gi vun engem nohaltegen Espirit, dee mir am Norde mussen férdere, ass evident. An do leie mer mam Cercle ouni Zweifel och op enger Linn.

Nach e leschte Punkt, deen ech wëll an deem Kontext hei uschneiden, dass ass déi Business Partnership Facility, wou sech de Cercle e bësselche méi reservéiert weist. Ech mengen, dass Wichtegst ass awer, dass de Leit op der Plaz geholleft gétt. Dass heescht, mir als Demokratesch Partei hunn a priori net direkt Beréierungsgängchten, wann Aarbechten, wann humanitär Hëllef vu privater Säit aus geleescht gétt. Allerdéngs mussen dann och strikt Kritäre gellen.

Et ass evident, dass hei och net kann all Dier opgemaach ginn an dass verschidde Leit dat ënner engem anere Geescht do wëlle realisieren, well eng effikass Entwécklungspolitik vun där Säit muss sech natierlech och an de gesamte Kader afügen. An et gétt jo awer eng ganz Rei interessant Projeten aus der Privatwirtschaft! Ech wëll do zum Beispill op dat net digital Noutfallhandbuch vum der SES hiweisen. Si krut jo elo en Optrag vun der IOM, der Internationalen Organisatioun fir d'Migratioun. Dës Plattform, mengen ech, misst och an deesen Deeg elo lancéiert ginn.

Et ass jo och net vun ongeféier, dass d'SES elo erëm eng Kéier erausgewielt ginn ass, fir esou e Projet ze maachen. Ech erënneren drun, dass se 2011 scho mat der emergency.lu jo eng satelittegestützt Onlinesäit entwéckelt hat. An dee Projet gétt jo och zu Recht vun der Regierung da matfinanzéiert.

Eng Fro, mat där een natierlech ëmmer erëm konfrontéiert gétt, wann een deen Débat hei féiert, dass ass: Wéi soll dann u sech elo den Asaz vun der Privatindustrie, vu Privatfirmen um Niveau vum der humanitärer Hëllef ausgesinn? Natierlech besteet eng gewësse Gefor, dass de politeschen Afloss vun esou Entreprisé ka legitiméiert ginn, wa si Nouthëllef leeschten. Duerfir ass et och wichteg, dass déi humanitär Akteure sech däärs och voll bewosst sinn an och virsiichteg sinn.

Ech wëll och hei op déi kanadesch Journalistin Naomi Klein hiweisen. Si huet ënner anerem behaapt zum Beispill, dass humanitär Katastrophe vun onverantwortleche Gesellschaften méissbraucht gi wäeren, fir sech selwer ze beräicheren. Ech denken hei un de Krich am Irak oder un den Tsunami an Indonesien. Do ass natierlech dann d'Politik gefuerdert! Do muss d'Politik da ganz kloer Grenze setzen! An da kann et net sinn, dass sech esou Mëssstänn entwéckelen, wat allerdéngs, wéi gesot, net soll als Fazit hunn, dass ee vu vieren eng Barrière géif baue vis-à-vis vun Engagementer, déi vu privater Säit aus kommen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident, dass e Stat nëmme kann den elementaren Uspréich vu senger Populatioun nokommen, wann eng staark Economie an deem Land fonctionnéiert. Duerfir si mir als Demokratesch Partei och ganz kloer der Meinung, dass eis Entwécklungspolitik muss virun

allem cibléiert sinn op d'Leit an deene Länner, dass se sech och kënnen eng eegen Existenz opbauen, dass se e Maximum um Eegeversuerung kënnen errechen.

Dozou gehéiert natierlech d'Ennerstëtzung vum dem klengen Handel. Et dierf een net vergiessen, dass 2,5 Milliarden op der Welt iwwerhaupt emol keen Zougang zu Finanzprodukten hunn! An duerfir ass et och gutt, dass et dee System vun de Mikrofinanz geëtt. Mir begrësse jiddefalls all déi Initiativen, déi op deem Niveau geholl ginn.

Ech wëll och drun erënneren, dass net méi spéit wéi gëschter jo d'LuxFLAG hiren zéngte Gebuertsdag gefeiert huet. 60% vun de Mikrofinanzfonge sinn hei zu Lëtzebuerg! Dass maache ronn 5 Milliarden Euro aus.

An à propos Finanzen, och do mussen mer als Politik vigilant sinn. Mir mussen och d'Fiskalsystemer an deene Länner genee iwwerwaachen, wou mer Entwécklungspolitik maachen, dass wéi gesot, hir Recetten och deementsprechend herno ugewant ginn an dass och méi national Ressourcen kënnen do generéiert ginn.

Mir wëssen - dass soll elo net hei verallgemeinert ginn -, mä mir wësse jo awer, dass et och net nëmme lauter Engelen an deene Länner ginn. An do ass d'Flicht och vun deenen, déi wéi gesot gewëllt sinn, Entwécklungspolitik ze leeschten, awer och dann, de Controller do ze spillen.

Vlächicht e lescht Wuert och nach, wat d'Finanzen ubelaangt. De leschten 23. a 24. Mee war jo den humanitäre Weltssommet zu Istanbul, wou mir och déi Charte humanitaire ënnerschriwwen hunn. Énner anerem ass et do jo an deene sëlliche Punkten - ech mengen, et sinn der am Ganze 45 - och ëm Finanzen gaangen, Punkt 10, wou sech jo dann och fir méi Transparenz u sech ausgeschwat gétt.

Stéchwuert klengen Handel: Da si mer natierlech ganz séier - an et ass schonn hei ugeschnidde ginn - och beim fairen Handel. Ech mengen, d'Madamm Arendt war drop agaangen. Eppes ass ganz kloer: Ech mengen, de fairen Handel ass eppes, wat ouni Zweifel an Zukunft nach muss méi ënnerstëtzt ginn, wat e wichteg Element ass och vun enger geziilter Kooperatiounspolitik.

Et ass iwwregens och keen neie Begrëff. Dee gétt et schonn zënter 1946. De Prinzip ass jo deen, et brauch een et net méi weider ze erklären, dass e faire Präis bezuelt gétt fir déi Wuer, déi hiergestallt ginn ass. Wat wichteg ass: dass awer och sozial an Umweltstandarden do och ëmmer méi an de Vierdergrond mussen réckelen. Ech mengen, mir sollen eis do verstärkert mat faire Produkter auserreesetzen.

Allerdéngs wëll ech awer och drop hiweisen: Dass soll sech awer dann op déi Produkter gréisstendeels limitéieren, déi net hei kënnen awer ugebaut ginn. Ech denken u Kakao, ech denken u Banannen, ech denken u Kaffi. De Moment hu mer plus ou moins 1,3 Millioune kleng Bauerebetriber a 74 Länner, déi ënner deem Logo fonctionnéieren. Mir hunn de Moment ee Problem um Niveau vum Kakao, wou zënter 2012 eng gewësse Pénurie herrscht. Do ass d'Gefor natierlech grous, dass besonnesch vun de Multien immensen Drock gemaach gétt, fir eng aner Produktionsmethod anzuféieren. An dowéinst ass et ëmsou méi wichteg, dass een eben elo da virun allem de fairen Handel do ënnerstëtzt.

Ech mengen, mir hunn hei am Land eng positiv Entwécklung. Dass géllt allerdéngs elo net onbedéngt fir d'Gemengen! Et sinn nëmme 26 Gemengen am Land, déi de Logo Fairtrade hunn. Also un all déi Kolleegen, déi sollten an enger Gemeng d'Verantwortung hunn an nach net sech derfir agesat hunn, den Opruff dann: Macht dat roueg! Dir wäert och gesinn, dass dat eng ganz gutt Saach ass.

Ech wëll drop hiweisen: Eng Gemeng, déi mir zimlech gutt bekannt ass, gétt zum Beispill nach spezifesch Subsidien hire Veräiner, déi Fair-Trade-Produkter notzen. An da kann ech och deene Leit soen, déi elo bei de Kleeschen op Beetebuerg kommen, dass an deenen Titercher och nëmme fair gehandelt Produkter dra wäerte sinn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(*Interruptions diverses*)

► **M. Gusty Graas (DP).** - Mä mir hunn net nëmmen e gudden Buergermeeschter, mir hunn och eng ganz gutt Schäffin.

(*Hilarité et interruptions*)

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Här Graas, Luef ass gutt an der Virchrëschtzäit, mä wann ech gelift, fuert elo virun!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Da luewen ech mech awer selwer nach: Mir hunn e ganz gudden Schafferot - Klammer zou.



**(Hilarité)**

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance.* - Okay. Alt virun!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Ech wëll awer och drop hiweisen, datt och um Niveau vun de Schoule sech eng ganz positiv Entwécklung do mécht. An net méi spéit wéi am Oktober ass elo de Lycée zu Belval als 16. Fair-Trade-Schoul ugeholl ginn. Jiddefalls ass dat eng Entwécklung, déi nach weiderhin eis Ennerstëtzung verdéngt.

Ech wëll dann op e puer Zillänner och nach agoen. 2015 goufe jo och fënnef nei PICE festgehale. Ech mengen, an eischer Linn ass et natierlech och de Cap-Vert, deen ëmmer do am Fokus steet. Dat ass och ze verstehen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng relativ héich Communautéit vu Kapverdianer. Mir hu gewëssen direkt Relatiounen mat deem Land. A mir wëssen, datt do ganz vill Problemer sinn, och finanzieller Natur, soudatt dat also ganz kloer berechtigt ass, datt mer weiderhin eis do ganz staark engagéieren.

Leider sinn déi aner Länner eischer Probleemfall.

Ech denken hei an eischer Linn un de Mali. Zwar ass no de Wahlen am August 2013 den Ibrahim Boubacar Keita zum President gewielt ginn. Dat huet zu enger gewëssener Stabiliséierung bäigedroen. Mä virun allem am Norden, do wou nach ëmmer d'Tuareg Separatiounsbestriewunge maachen, do ass d'Lag natierlech vill méi ugespaant.

Datselwecht géllt fir den Niger, wou et de Moment souguer ofgerode gëtt hinzefueren, virun allem an de Südosten, an d'Regioun Diffa, do wou eben nach ëmmer Uschlei vum der Terroristenorganisatioun Boko Haram gefaart ginn.

Interessant ass op där anerer Säit, datt mer awer en neit Zilland hunn, de Myanmar. Mir hu schonn e puer Joer doriwwer diskutéiert, awéifern datt mer kënnen mam Myanmar a Kontakt trieden. Interessant an deem Sënn, well dat e Land ass, wat awer elo emol en eische Schrétt mécht a Richtung vun... hopp, losse mer „Demokratie“ soen, losse mer „Rechtsstat“ soen, woubäi een awer do muss ganz virsiichteg si mat deene Begrëffer. Mä zumindest ware regulär Wahlen an d'NLD-Partei vun der Friddensnobelpräisträgerin Aung San Suu Kyi hat jo d'Wahle gewonnen. An do duerch ass jo eng gewëssen Hoffnung elo opkomm a mir sinn och dann, wéi gesot, gespaant, wéi sech dat Land do entwéckelt.

Mä et ass ebe grad wichteg, datt een dann zu deem Moment och als dat klengt Lëtzebuerg en Zeeche setzt vis-à-vis vun esou engem Land an hinne weist: Mir wëllen lech awer och eng Hand upaken, fir nach méi a Richtung Demokratie ze goen.

Grouss Problemer ginn et natierlech virun allem um afrikaneschen Kontinent. Ech hu schonn zwee Länner genannt. Ech kommen och net laansch de Burkina Faso, wou iwwerengs d'Moyenne, den Duerchschnëtt vum Alter bei 56 Joer läit. Dann, d'Frae kréien am Duerchschnëtt 5,6 Kanner a bei de Kanner ënner engem Joer, do läit d'Stierflechkeet bei 6,1%.

Eppes, wat ganz schlëmm ass, dat ass d'Genitalverstümmelung, déi zwar duerch e Gesetz vun 1996, wat deemools do festgehale gi war, verbueden ass, mä awer leider nach ëmmer praktizéiert gëtt. Et gëtt geschat, datt u sech 76% vun de Fraen tëscht 15 an 49 Joer, Fraen a Meedercher, nach ëmmer deser grausamer Traditioun ënnerleien. Och do, mengen ech, ass et eis Pflicht, anzegräifen. Et soll ee Respekt hu vis-à-vis vun Traditiounen, mä wann et ëm Mëssuechtung vu Mënscherechter geet, dann hält de Spaass emol mat Sécherheet op!

E Wuert nach iwwer eng Regioun, déi haut nach net hei diskutéiert ginn ass, dat ass Palästina, de besaten Terrain virun allem. Och do wësse mer, datt et e permanent Polverfaas ass. Och do wësse mer, datt e Fixpunn géif duergoen, fir nei Konflikter lasszetrëppelen. Ech wëll drun erënneren, datt zum Beispill d'israelescht Parlament elo viru ganz Kuerzem e Gesetz gestëmmt huet, no deem 2.500 Haiser als rechtmëssig erbaut erkläert ginn, an zwar op privatem palästinenseschem Grund. Dat Gesetz muss anscheinend nach dräimol an d'Nesset kommen. Mä wann et awer sollt ugeholl ginn, da kënnen mer eis jo vorstellen, wat dat fir Konsequenze wäert hunn.

Da sinn och aner Problemer, besonnesch wat d'Waasser ubelaangt. Zum Beispill 93% vun dem Waasserverbrauch an der Cisjordanie gi vun Israel kontrolléiert. D'Palästinenser selwer dierfen nëmme 7% vun hirem eegene Waasser notzen a mussen et och nach selwer bezuelen.

Virun 1967 huet d'Haaptaktivitéit vun der palästinensescher Ekonomie, zu 70% wéi gesot, aus der Landwirtschaft bestanen. Haut sinn dat nëmme nach 20%. Dat sinn elo Zuelen.

Ech mengen, wann een esou Saache behaupt a seet, da soll een och soen, wou een et gelies huet. Duerfir zitieren ech jo, Här Reding, wou ech dat do alles hierhunn.

**(Interruption par M. Roy Reding)**

Duerfir soll ee jo ëmmer, wann ee Saache seet, och seng Quellen uginn. An zwar hunn ech dat aus der Zäitschrëft „Brennpunkt“ vum leschten Oktober. Zumindes, wa se herno net sollten an deem Sënn stëmmen, dann hunn ech keng Onwourecht gesot. Woubäi ech awer iwwerzeegt sinn, datt se och net ganz falsch sinn!

Besonnesch schlëmm ass d'Situatioun jo och a Syrien an am Jemen. Wat virun allem grausam ass, ass, datt virun allem an deene Länner awer dann och nach d'Mouvementer, déi sech, wéi gesot, fir humanitär Hëllef asetzen - ech schwätzen hei vun MSF -, och nach Affer gi vu grausamen terroristeschen Attacken. Dat ass eng nei Form vu Perversitéit, wann hei op eemol elo Kliniken och nach zerstéiert ginn. Bis dato war dat u sech awer tabu. Dat schéngt leider net méi de Fall ze sinn.

Ech erënneren drun, datt et elo iwwer e Joer hier ass, datt zu Kundus eng Klinik ugegraff gi war, wou 42 Leit ëm d'Liewe komm waren, dorënner vill Dokteren. An dést Joer si scho 36 Attacken op Strukturen, déi vun MSF ënnerstëtzt ginn, gemaach ginn, zum Beispill am Jemen oder och a Syrien. Do war déi lescht elo den 9. August an der Stad Millis, wou 13 Mënschen ëmkommen waren, dorënner och fënnef Kanner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 12. Juni 2012 hat hei d'Chamber eestëmmegeg eng Motioun gestëmmt, do ass et ëm d'Konventioun vun der OIT gaangen, der Organisation internationale du travail, iwwert d'Rechter vun indigene Vëlker, déi sougenannt ILO 169. D'Chamber, respektiv d'Regierung war opgefuerdert ginn, déi Konventioun ze ratifizéieren. Déi ass bis haut net, bis haut ass se net ratifizéiert.

Ech hat an deem Kontext och eng Question parlementaire de 25. Februar 2015 gestallt, awer och de Kolleeg Marc Angel hat schonn eng virdu gestallt. Duerfir wëll ech op déi Äntwert agoen, kuerz, déi ech den 20. Mäerz 2015 kritt hunn: «Dans ce contexte, et en cas de ratification, le Gouvernement luxembourgeois devrait notamment développer une action coordonnée et systématique en vue de protéger les droits des peuples indigènes et tribaux et de garantir le respect de leur intégrité (article 2 de la Convention). Or, le Luxembourg ne pourrait s'engager que pour des peuples indigènes et tribaux vivant sur le territoire national et vu l'absence de tels peuples rien ne plaide en faveur de la mise en vigueur de telles mesures.»

Dat war, wéi gesot, den 20. Mäerz 2015 d'Äntwert. Ech sinn allerdéngs elo frou, an deene leschten Deeg héieren ze hunn, datt do e Sënnswandel um Niveau vun der Regierung komm ass. Dat kann een nëmme guttheeschen an dat ass virun allem och e wichteg Signal a Richtung vun dem Respekt, muss ee soen, vun den indigene Vëlker.

Wa mer, wéi gesot, deen Débat haut hei féieren, kënnen mer natierlech och net dee Volet Migratioun vergiessen, mat deem mer eis jo hei schonn iwwer zwee Joer vill méi intensiv beschäftegen. Och do, ech hunn dat virdu scho gesot, solle mer eis kengen Illusiounen hinginn. Dat ass e Sujet, dee wäert eis net nëmme an deenen nächste Joren, mä an deenen nächste Jorzéngte verstärkt beschäftegen, well sech vill Leit wäerten, wéi gesot, op d'Rees maachen, leider eng net onbedéngt flott Rees, fir an eis Regiounen ze kommen. An dozou dréit natierlech awer och, dat däréi een net vergiessen, de Klimawandel bäi.

**(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)**

Duerch d'Flüchtlingswell iwwert de Balkan an och iwwert d'Mëttelmier sinn natierlech vill nei Problemer och hei zu Lëtzebuerg respektiv an den ëmleie Länner entstanen. Ech denken un d'„Relocation“ an och d'„Resettlement“-Programmer, déi eis virun nei Défie stellen.

A wat awer cocasse un der ganzer Situatioun ass: Dee Kontinent, deen déi meeschte Refugiéien huet, dat ass net Europa. Dat ass Afrika! An dat véiertäermt Land vun der Welt, den Tschad, deen huet zum Beispill bal 400.000 Refugiéien opgeholl, haaptsächlech aus der Zentralafrikanescher Republik, aus dem Niger...

► **Une voix.** - Südsudan!

► **M. Gusty Graas (DP).** - ...a Südsudan, voilà, well déi eben alleguer do virun allem ënner Boko Haram an och aneren Terrororganisatiounen leide mussen.

Ech mengen, och dat soll awer emol eng kéier hei ervirgestrach ginn: Déi Leit, déi praktesch guer näischt hunn, sinn awer dann nach bereet, awer Flüchtlingen opzehuelen. Ech

mengen, dee Message soll ee virun allem emol deene Leit weiderginn, déi hei zu Lëtzebuerg ëmmer ufänken, Pautschen an d'Gesicht ze kréien, wann et heescht, Flüchtlingen an hirem Beräich opzehuelen.

D'European Agenda on Migration huet op zwee Niveauen, wéi gesot, op déi Problematik vun de Flüchtlinge geëntwert: engersäits déi akut Hëllef an der Flüchtlingskris, dann huet se awer och Pisten opgezechent, fir sief dat d'Baussegrenzen, d'illegal Immigratioun, d'Asylpolitik ze ënnersichen.

Wat eis Zesummenaarbecht mat der Türkei natierlech ubelaangt, riskéiere mer, lues a lues an eng Zwéckmillchen ze kommen. Dat kann een elo leider hei net verdéiwen, mä dat ass awer trotzdeem en eeschte Problem, ouni Zweifel.

D'Partnerschafte mat den Drëttlänner droen hir Friichten an där ganzer Problematik. D'Kooperatioun gëtt verstärkt, ënner anerem och duerch den EU Emergency Trust Fund for Africa, deen ass jo dann zu Valletta festgehale ginn. An dee soll jo dann och dozou bäidroen, fir d'Migratioun, wéi gesot, virun allem aus dem Mëttelmierraum besser an de Griff ze kréien. Fir 400 Milliounen goufe jo do och nei Kontrakter geschafen, besonnesch fir wéi gesot um afrikaneschen Kontinent Moosnamen ze huelen. Ech denken do un de Senegal, wou jo Aarbechtsplaze fir Jugendlecher geschaf ginn, oder un de Mali an och Äthiopien.

Am Géigendeel zu den traditionelle Projeten aus dem European Development Fund sinn d'Projete vum Trust Fund vun enger Dauer vun ee bis zwee Joer. Dee krut 1,8 Milliarden Euro. 81,8 Milliounen Euro sinn dann d'Kontributiounen vun de Memberlänner. D'Fro, déi sech natierlech hei ka stellen, ech schwätzen elo erëm eng kéier vum EDF, also vum European Development Fund: ob een do d'Mëttel soll huelen, fir Migratiounsmanagement ze maachen.

Ausserdeem muss een och d'Fro erëm opwerfen - ech hat dat schonn eng kéier virun enger gewëssener Zäit hei gemaach -, firwat datt dee Fong nach ëmmer net dem EU-Budget zougerechent gëtt. Bon, do gëtt et natierlech elo Punkten, déi derfir schwätzen, a Punkten, déi dergéint schwätzen. Deen, dee virun allem dergéint schwätzt: Wann en an den EU-Budget integréiert gëtt, riskéiert en natierlech awer och vläicht, manner héich dotéiert ze ginn, well mer jo och an Zäite liewen, wou nawell eischer Gäre gestrach gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi kann eis Kooperatiounspolitik nach optiméiert ginn? Et soll ee sech ni mat deem zefridde ginn, wat een huet, zumindest an deem Beräich. D'Fro, déi ee muss stellen: Kënnen mer nach méi leeschten? Solle mer eise Bäitrag vun 1% vum RNB nach an d'Luucht setzen?

Dat sinn alles Froen, déi ee sech soll stellen. Finanziell gekuckt wär dat mat Sécherheet net onméiglech. Politesch ass dat schonn eng ganz aner Diskussioun. Perséinlech sinn ech der Meinung, mir sollte virun allem emol och op de Wee goen, fir nach eng besser Effentlechkeetsaarbecht ze maachen, dann ass den Appui vun dobause vill méi grous an Zukunft. Mir stinn ouni Zweifel gutt als Land do. Trotz alle soziale Problemer, déi mir och hei zu Lëtzebuerg hunn, déi een op kee Fall soll negligéieren an och net ënnerschätzen, mengen ech awer, datt mer am Verglach zu deene Problemer, iwwert déi mer de Mëtteg schwätzen, dach awer a besseren Dimensiounen dostinn.

Vläicht zum Schluss nach e puer méi prinzipiell Iwwerleeungen zur Entwécklungspolitik iwwerhaapt. Wat heescht Entwécklungspolitik aus eiser Siicht? Oft gesi mir doranner Kapitalinvestitiounen an technesche Fortschrétt. Ech erënneren hei zum Beispill un de fréieren amerikanesche President, den Harry Truman, deen den 20. Januar 1949 dat schonn esou formuléiert hat.

Ech mengen awer och, mir sollen haut net ze vill missionaresch virgoen. Mir solle Respekt och weise vis-à-vis vun deene Länner fir hir Traditiounen, fir hir Kultur. An ech weess och net, ob et de richtige Wee ass, fir eise Wirtschaftsmodell eent zu eent deene Länner ze octroyéieren, well dat och oft eischer kontraproduktiv kéint sinn, well eng reng materiell Weltanschauung ass an deene Länner eischer méi friem ugesinn. An och dat solle mer ouni Zweifel respektéieren.

Et ass mat Sécherheet och net erstriewenswäert, dee Wee ze goen. Ech denken och do besonnesch drun, datt esou Länner oft anert Kapital hunn. Ech denken un hir Natur. Ech denken natierlech dann direkt un hir Naturschätz. An da sinn ech awer och bei engem ganz wesentleche Problem, deen een och eng kéier hei soll zur Sprooch bréngen, an zwar ass dat och d'Ausbeutung vun enger Rei Naturschätz an deenen ënnerentwéckelte Länner. Ech denken hei un d'Konfliktmineralien. Beson-

nesch beträff sinn de Kongo an déi Zentralafrikanesche Republik. Et geet méi speziell ëm Wolframit, Gold, Kassiterit an de Coltan.

Et gëtt jo do och eng europäesch Initiativ, déi proposéiert, datt Entreprises, déi op deem Niveau aktiv sinn, solle kontrolléieren an och certifiéieren, virun allem, datt, wéi gesot, d'Exploitatioun vun deene Mineralien net géint d'Mënscherechter verstéisst. Dat ass e wesentlechen Aspekt. An och do solle mer eng Hand mat upaken, datt u sech do all dat an deem Sënn och respektéiert gëtt. Ech erënneren hei zum Beispill un den amerikaneschen Dodd-Frank Act, deen als Modell kéint déngen. Deen ass zwar op eng Rei Widderstänn och gestouss, mä et kann ee sech awer do un deem, wéi gesot, orientéieren.

Allerdéngs si sech d'Memberlänner jo de Moment nach net eens, ob een dat soll op fräiwéileger Basis geschéie loossen oder ob dat soll herno bindend ginn. Jiddefalls, eppes ass kloer, wa mer Entwécklungspolitik maachen, muss mer prioritär och d'Wënsch vun deene Leit respektéieren, hir Grundbedürfnisser erkennen an op déi virun allem agoen, wat och fir eis féerderlech ka sinn. Mir kréien en anere Bléck och virun allem fir hir Kulturen an och souguer Reliounen.

Ech wëll hei de franséische Chercheur, deen op dem INRA Recherche gemaach huet fir schwaarzafrikanesch Froen, de François de Ravignan, zitieren: «Le développement est une idéologie de puissance, de richesse, de conquête.» Bon, et muss ee sech net onbedéngt zwar mat deenen Aussoen do identifizéieren. Perséinlech sinn ech och der Meinung, datt et awer net esou ass. An trotzdeem muss een oppassen, datt ee sech net laangfristeg an esou eng Logik erabeweege.

Ech wëll dann awer nach eng kéier ofschléissend hei der Regierung och félicitéieren fir déi Entwécklungspolitik, déi bis dato gemaach ginn ass, virun allem dem Minister Romain Schneider, deen dat mat vill Engagement mécht; datselwecht géllt fir seng Beamten, datt se déi Kontinuitéit respektéieren, déi an eiser Politik zënter Joren do dran ass. Wéi gesot, et soll ee sech net ze vill selwer liewen, mä ech mengen awer, mir kënnen houfreg sinn op dee Volet vun der Politik, ouni Zweifel. D'Demokratesch Partei ass och bereet, an Zukunft déi dote Politik ze ënnerstëtzen, dee Wee matzegoen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och dem Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Claude Adam fir déi gréng. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Här President, Här Minister, léif Kolleege, mat schéiner Regelmëssigkeet schwätze mer all Joer hei an der Chamber iwwert d'Kooperatiounspolitik, an dat ass gutt esou. A mir stellen eis och mat schéiner Regelmëssigkeet ëmmer d'Fro: Ass d'Kooperatiounspolitik nach ëmmer aktuell?

Ech fueren do weider, wou de Kolleeg Gusty Graas eigentlech opgehale huet, mat sech wierklech och nach eng kéier hannerfroen: Wat sinn d'Ziler vun der Kooperatiounspolitik? Ass dat vläicht eng Politik vu gëschter? Ass d'Kooperatiounspolitik méi wéi just eng Measure, fir eist Gewëssen ze berouegen? Mä wéi e positiven Nation Branding fir e klengt Land mat enger grousser Finanzplaz? Bréngt dës Politik de concernéierte Länner eppes? Oder féiert dës Approche vu Politik just zum Beispill déi afrikanesch Länner an nach méi eng grouss Ofhängegkeet wéi déi, an där se elo scho sinn?

Ech mengen, mir mussen eis mat Kritik auserneesetzen. Dat gehéiert zur Politik. Ech sinn do relativ tolerant, och wa mer Kritik ausgesat sinn. Et geet drëm, fir sech sachlech mat Kritik auserneesetzen.

Ech hunn och, grad wéi den Här Graas, déi lescht Ausgab vum „Brennpunkt“ gelies. Ech ginn duerfir net méi op Palästina an - do huet hien eigentlech schonn alles gesot, wat ze soen ass -, mä op en aneren Artikel an deser Zäitschrëft. Do huet och an der Oktobernummer iwwer dräi Säiten den Auteur Ben Toussaint e kriteschen Artikel geschriwwen ënnert der Iwwerschrëft „Entwicklungsarbeit: Wie wäre es denn mal ohne?“ An ech mengen, den Här Graas huet den Artikel och gelies, well effektiv ass och den Truman dran zitéiert, deen 1949 versprach hat, de Mënschen an den ënnerentwéckelte Länner duerch Kapitalinvestitiounen an technesche Fortschrétt zu engem bessere Liewen ze verhëlfe.

An den Auteur schreift do ganz zu Recht, dass vun deem Moment um zwou Milliarden Mënschen opgehale hunn, dat ze sinn, wat se bis dohinner waren an hirer Villfalt, mä einfach „ënnerentwéckelt“ gi sinn, an dass mer an der westlecher Welt dovun ausginn, dass eng erstriewenswäert Gesellschaft eng Gesellschaft ass, déi op Produktioun, op Konsum vu Gidder an Déngschtleeschung berout.

An, jo, hanner all Entwécklungspolitik an Entwécklungszusammenaarbecht stécht en Deel vu westlecher „Bevormundung“. Et deet mer leed, e bessert lëtzebuergesch Wuert hunn ech net fonnt. Den Entwécklungs- an de Fortschrittsgedanke sinn an eiser westlecher Kultur fest verwuerzelt, mä vläicht besonnesch mir Gréng, mä natierlech net mir eleng, stellen eis oft d'Fro: Wouhi solle mer eis dann entwéckelen? Hu mer eis och eng Kéier fäerdeg entwéckelt? A wann an der Nokrichsäit de Ressourceverbrauch an de permanente Wirtschaftswuesstum bei eis nach zu enger Verbesserung vun der Liewensqualitéit gefouert huet, dann ass dat haut anescht.

Haut ass et un der Zäit, méi e sozialen, solidareschen, ekologesche Wirtschaftssystem ze installéieren. Dës Regierung bei eis mécht Efforten an déi Richtung. An déi Debatten, déi besonnesch intensiv dësen Hierscht lancéiert gi sinn: Wéi vill Wuesstum a wéi e Wuesstum ass gutt fir d'Leit, fir d'Land an eis Wirtschaft?, dat sinn immens wichteg Froen. Dat si Froen, déi och an der Zilsetzung vun eiser Entwécklungspolitik eng Roll solle spillen.

Här President, mir wëssen, dass mer net vun haut op muer eng nohaltege ekologesche Handels- a Wirtschaftspolitik weltwäit realiséiert kréien. Mir sinn der Meenung, dass et zynesch ass, drop ze bauen, dass déi sougenannten „Entwécklungslänner“ automatesch besser Liewenskonduktione kréien, wa mer géifen all Entwécklungshëllef als Weiderféierung vun enger postkolonialer Ennerdréckung astellen.

An duerfir si mer och frou, dass mer eis heibannen alleguerten eens sinn, dass mer weiderhi sollen 1% vun eisem RNB an d'Entwécklungszusammenaarbecht investéieren.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Net all!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ah, ech hat gemengt, Dir hätt lech d'lescht Joer och ralliéiert gehat. Da soen ech, dass mer „bal“ alleguerten eis eens sinn, fir 1% vun eisem RNB an d'Entwécklungszusammenaarbecht ze investéieren. An och wa mir net kënne d'Welt op ee Coup veränneren, esou huet d'Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik doch e positiven Afloss op d'Liewe vu ville Leit.

Den Här Minister hat seng Ried ugefaange mat dem Statement: „An der Lëtzebuurger Entwécklungspolitik bleift alles beim Alen.“ Jo, dass ass engersäits richtig mat deem, wat de Minister gesot huet, wat de Budget betrëfft. En huet och gesot - wat mir begrëissen -, dass mer d'Flüchtlingshëllef net hei budgétiséiere bei der Entwécklungshëllef, an och net d'Klimapolitik. Do bleift alles beim Alen.

An op där anerer Säit, Här Minister, hunn ech awer gemengt, nach ni esou däitlech och d'Noutwendegkeet vun der Kohärenz vu sämtleche Politicken an Arem Discours gehéiert ze hunn, wéi dat haut war a wéi dat iwwerengs och bei alle Virriedner de Fall war. An ech mengen, dass ass mat eng Konsequenz vun der Agenda 2030, déi mat sech bréngt, dass d'Entwécklungshëllef an en „neien Zäitalter“ gaangen ass - ech mengen, och esou hat Der et genannt, Här Minister -, dass mer gemeinsam géint de Klimawandel solle virgoen - den Artikel 13 (veuillez lire: Objektiv 13) ass zitéiert ginn - mat Hëllef vun der Madamm Dieschbourg, wa mer dat op lëtzebuergeschem Plang kucken, an de gemeinsame Kampf fir d'Chancégläichheet, Objektiv 5, wou d'Madamm Lydia Mutsch och gefrot ass, an esou weider. Dass kann ee queesch duerch sämtlech Politicken deklinéieren.

Här President, mir sinn der Meenung, dass d'Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik wierkt. Dëst ass doduerch bedéngt, dass d'Kooperatioun, esou wéi mir se hei am Land praktizéieren, sech zu enger Zesammenaarbecht tëschent Partner entwéckelt huet. A spéitstens zënter den Deklaratiounen vu Paräis an Accra souwéi dem Traité vu Busan geet d'Philosophie vun der Kooperatioun progressiv an eng Richtung vun der Zesammenaarbecht tëschent gläichberechtigter Partner. An dëst géllt natierlech och fir eis Kooperatiounspolitik.

E gutt Beispill hefir ass eis bilateral Zesammenaarbecht mam Senegal. Hei setze mir zanter dem drëtten Programme indicatif de coopéra-

tion op nei Strategien, ënner anerem och op e sougenannten „appui sectoriel budgétarisé“. Och wann dës Aart vun Entwécklungszusammenaarbecht net per se kann als Appui budgétaire bezechent ginn, ass dëst awer de Beweis vun enger ganz enker Zesammenaarbecht, an där mir dem Partnerland eist Vertrauen ausdrécken an him eng grouss Responsabilitéit zousprechen.

D'Lëtzebuurger Kooperatioungelder ginn an dësem Zesammenhang no senegalesesche Gestionskritären agesat an d'Lëtzebuurger Kooperatioun liwwert iwwer eis Kooperatiounsagence Lux-Development just eng technesch Hëllef. Wat am Senegal méiglech ass, ass an anere Länner net méiglech oder nach net méiglech. Eis finanziell Hëllef riicht sech jo och ganz oft u vulnerabel Populatiounen an net u Länner. Dass ass zumindest an ONG-Beräich esou.

Eis Kooperatiounspolitik wierkt och um Niveau vun den ONGen. Als Privatpersoun war ech dëst Joer mat Fairtrade Lëtzebuerg, grad wéi d'Kollegen, den Här Graas an d'Madamm Hemmen, mat an d'Provënz Piura an Norde vun Peru a mir haten déi grouss Chance, op enger Bananplantage ze gesinn, wéi do geschafft gétt. Vun hei aus, iwwerengs, importéiert Fairtrade Lëtzebuerg de wäitste gréissten Deel vun de Bananne mat Bio- a Fair-Trade-Label, déi zu Lëtzebuerg verkaaft ginn.

Fairtrade erméiglecht et hei de Baueren an Aarbechter, ënner bessere Konditiounen an zu engem faire Lohn ze schaffen. Awer net nëmmen d'Baueren aus der Region profitéieren, mä d'Communautéit méi allgemeng, well Fairtrade och an d'Géigend selwer investéiert, zum Beispill a Schoulen an a sozial Projeten. An dobäi kuckt Fairtrade och no der Nohaltegkeet vun hiren Produiten.

Esou konnt ech aus éischer Hand gesinn, firwat et sech lount, sech fir de fairen Handel anzesetzen. Et war immens impressionant ze gesinn, wéi houfreg déi Klengbaueren do op hire Parzellen op hir Aarbecht waren. D'Bananne wuessen iwwer d'ganzt Joer. Et gétt also net just eng Récolte beim Uebst wéi bei eis. Op engem Hektar Bananne kënnen ronn dräi Leit ee Joer schaffen an en Akommes fir hir Famill verdéngen. D'Kooperativ APPBOSA, déi mir besiche waren, huet d'Aarbecht vun iwwer 400 kleng Proprietären encadréiert an ass e wichtegen ekonomesche Facteur do an der Géigend.

Och dës Erfahrung huet meng Iwwerzeugung gestärkt, dass eng gutt Kooperatiounspolitik wierkt, eng Kooperatiounspolitik, déi de fairen Handel ënnerstëtzt, an ech sinn och frou, dass mir méttlerweil fair gehandelt Produiten an der Chamber erëmfannen. Ech sinn allerdéngs och beandrockt, wéi schweier et ville Leit fällt, hir gewinnte Kaffismark ze wiesselen. Ech sinn awer ganz zouversichtlech, dass mer och déi richtig Mark fannen, am léifste bio, TransFair an net ze sauer, an dass mer Kraiderféi oder Jus vu Lëtzebuerg, Viz vu Lëtzebuerg hei brauchen. Duerfir brauche mer keen TransFair-Sigel. Ech mengen, dat si Produiten, déi mer och regional kréien. Dass schéngt mer och logesch a selbstverständlech ze sinn.

Mir stinn also als Gréng zu demokrateschen a Mënscherechtsprinzipien. Dëst sinn nun emol keng wäertneutral Prinzipien. De Kanner hiert Recht op Educatioun, de Fraen hiert Recht op Gläichberechtigung oder d'Recht vun all Mënsch op proppert Waasser si Saachen, fir déi mir eis och weider wäerten setzen. An deem Sënn kann een och eis virwerfen, mir géifen op eisem westleche Standpunkt verharren. Mir sinn näamlech vun universelle Mënscherechter iwwerzeegt.

D'Madamm Arendt hat virdrun d'Problemer vun Bestietnesen vu mannerjäregen Meedercher ganz beandrockend hei duergestallt. Ech mengen, deem ass näischt bäizefügen. Dir hat och um Här Dokter Denis Mukwege erzielt, deem op Lëtzebuerg komm war, deem seng Biographie iwwerengs vun engem Lëtzebuurger iwwersat ginn ass an op de Marché bruecht ginn ass. A wa mer dann an eiser heiteger Zäit nach vun Helde kënnen schwätzen, da géif ech mengen, wier an eisen Aen den Dokter Mukwege schonn een, deem een da kéint esou bezeichnen.

Ech hat viru Kuerzem d'Chance, d'Madamm Bharati Chaturvedi, d'Direktesch vun der indescher Chintan-Ëmweltgrupp, kennenzuléieren. Hir Organisatioun vertrëtt d'Interesse vun de Müllsammeler zu Neu-Delhi an och doriwwer eraus. Si war am Kader vun der Semaine de la coopération zu Lëtzebuerg. Mir haten e ganz interessant Gespréich iwwer vill Aspekter vun hirer Aarbecht. Ech wëll just zwee Sujeten ernimmen, well se hei an dës Debatt passen.

D'Madamm Bharati huet gesot, si wier ëmmer erëm beandrockt iwwer d'Ausmooss um Konsum an de westleche Länner, an Europa, also och zu Lëtzebuerg. An dat Bild vu Konsum

hunn och vill Leit aus der indescher Mëttelschicht viru Aen, och wa se nach net d'Moyenen hunn, fir sech déi Form vu Konsum ze leeschten. Mä d'Bild ass an de Käpp. Eist Konsumverhalten ass Virbild fir vill Mënschen op der ganzer Welt.

E weidere Punkt, deem ech kuerz wëll uschwätzen, dee passt och nach an de Kader, dass ass de World Toilet Day, dee vun der UNO op den 19. November geluecht ginn ass. Dass ass, éischters, e grouss Problem fir d'Gesondheet, dass et an Indien a ville Géigende kaum Sanitäranlage gétt, dass et kee System vu Kanalisatioun gétt, eng vun de villen Hürden, fir Toiletten am ländleche Raum ze bauen. Et gétt och kulturell an zum Deel och reliéis Grënn. Et ass awer och e grouss Problem vu Sécherheet fir Fraen a Meedercher. D'Feele vun Toiletten an den Haiser, an de Schoulen huet och eng ganz staark Genderkonnotation. A wat fir d'Schwelleland Indien géllt, géllt natierlech och nach fir vill aner Länner.

Här President, déi gréng sinn der Meenung, dass d'Lëtzebuurger Kooperatiounspolitik vun de leschte Joren de globale Gegebenheet gerecht ginn ass. Et ass wichteg, dass eis Kooperatiounspolitik och den Erausforderunge vun der Zukunft weiderhi gerecht gétt.

Eng vun de groussen Erausforderungen ass de Klimawandel, eng aner ass d'Migratioun. All Politicken, grad ewéi och d'Kooperatiounspolitik, müssen dëse Phänomeener Rechnung droen. D'Zil vun der Kooperatiounspolitik ass och, d'„push factors“ vu Migratioun ze mitigéieren, also drop anzewierken, dass d'Leit manner Grond hunn, fir zum Flüchtling ze ginn. D'UNO schreift, et wier schwierig ze ermëttelen, wéi vill vun den aktuell ronn 60 Millioune Flüchtlingen och elo scho Klimafüchtlinge sinn. Ganz vill vun de Flüchtlinge kommen aus de Regionnen, wou d'Ëmwelt schweier geschiedegt ass, wou de Buedem net méi als Akerland ze gebrauchen ass. Iwwer d'Zuelen, wéi sech d'Unzuel vun de Klima- an Ëmweltfüchtlinge wäert weider entwéckelen, kann een nëmme spékuléieren. De briteschen Ëmweltexpert Norman Myers rechent domat, dass et bis 2050 weltwäit 250 Millioune Mënsche kéinte sinn. Aner Schätzung leie méi déif.

Et ass allerdéngs och elo scho gewosst, a wéi enge Regionnen duerch de Klimawandel déi gréisste Problemer wäerten oprieden. Niewent der Sahelzone an Afrika dierften dat och Länner sinn, déi a grouss Flossdeltae leien, wéi Bangladesch, oder Inselstae wéi Haiti oder d'Philippinen, déi haut schon oft mat Naturkatastrophen konfrontéiert sinn.

D'Klimaauswierkung gi ganz oft Hand an Hand mat anere Facteuren, wéi zum Beispill enger „bad governance“ oder ganz einfach Krich an Terror. Ee konkret Beispill ass d'Sahelzone. Mir si jo och mat eiser Kooperatioun an där Géigend engagéiert. 4,5 Millioune Flüchtlinge sollen et am Sahel ginn. Dës Region leit nach ëmmer ënner dem Nowéie vu véier Liewensmëttelkrisen, vun deene vill Haushalter sech bis haut nach net richtig erholl hunn. D'Situatioun vun der Liewensmëttelonsécherheet gétt nach verstärkt duerch d'Konflikter am Mali, Nordnigeria, Libyen an an der Zentralafrikanescher Republik. Ongeféier 20% vun der Populatioun, mindestens 25 Millioune Mënschen, gëllen als extrem aarm a brauchen iergendeng Form vun Ennerstëtzung, fir ze iwwerliewen.

Natierlech ass de Klimawandel just eng vun e puer Ursache vun de Problemer am Sahel. Dréchte gétt et hei schonn säit jeehier. Bedéngt duerch de Klimawandel ginn et der awer ëmmer méi.

En anert Beispill vun Auswierkung vum Klimawandel ass d'Gefor fir kleng Inseln an Inselsteten. Si sinn duerch Iwwerschwemmungen, Buedemerosioun a Stierm bedrot.

Mir haten eréischt geschter op Ufro vu menger Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwer d'KOP22 zu Marrakesch, an ech brauch duerfir net alles ze widderhuelen, wat do gesot ginn ass. Mir sinn natierlech frou, dass éischters d'Resultater vun der COP21 zu Paräis net a Fro gestallt gi sinn, mä vu ville Länner gestärkt gi sinn. Dass war net esou evident no de Wahlen an den USA. Et gesäit och esou aus, wéi wann ëmmer méi Länner den Iwwerengs zu enger grénger Economie net méi als Belaaschtung, mä als Chance géife gesinn. D'Dynamik, dass d'Ekonomie sech a Richtung vun enger „low-carbon economy“ beweegt, ass weltwäit net méi ze stoppen.

Interessant a wichteg ass, dass déi 48 Staten, déi am meeschte vum Klimawandel betraff sinn, bereet sinn, eng Virreideroll ze iwwerhuelen am Klimaschutz. Kleng Länner, sougenannten „Entwécklungslänner“, schéngen méi ambitiéis a couragéiert ze si wéi grouss a räich Länner.

Wat de Klimafinanzement betrëfft, si keng spektakulär Resultater erzielt ginn. Et kann een

net direkt vun engem Échec schwätzen, mä en Duerchbroch ass awer och nach eppes aner.

Här President, mir mengen, dass et wichteg ass, dass mer och weider 1% vum RNB festhalen als Dépense an der Kooperatiounspolitik. Mir müssen awer eis Politicke méi ministèreiwwergräifend upassen. An domat wiere mer da beim Stéchwuert Kohärenz. D'Kooperatiounspolitik dierf net stoe bleiwen. Mir sollen och d'Kriticken eescht huelen. Mir müssen d'Kohärenz an de Lëtzebuurger Politicke virundreiwen.

D'Wichtigkeet vun der Kohärenz an der Kooperatioun huet och eis Regierung erkannt. Eise Premier Xavier Bettel gétt an engem Rapport vun Eurodad vun 2014 mat de Wiederzitéiert: „Kohärenz ass wichteg. Et kann net sinn, dass mer mat där enger Hand ewechhuelen, wat mer mat där anerer ginn. Déi Décisiounen, déi mir huelen, hunn en Afloss op d'Entwécklungslänner an op hir Chancen, hiert Schicksal an hir eegen Hänn ze huelen.“ Dass ass schonn emol gutt a richtig gesot. Mir sinn um gudde Wee.

Allerdéngs gétt et och nach Kriticken, an déi solle mer, wéi gesot, eescht huelen. Eurodad huet errechent, net fir Lëtzebuerg, mä allgemeng, dass fir all Euro, deem an d'Entwécklungslänner eraffléisst, der och ëmmer erëm zwee erausfléissen. Schold doru wieren ënner anerem Taxmechaneisme wéi déi, déi am LuxLeaks-Skandal opgedeckt goufen. Duerfir ass et gutt, dass eis Regierung hei op ëmmer méi Transparenz setzt.

Eurodad huet am selwechten Zesammenhang och kritiséiert, dass Lëtzebuerg nach ëmmer net op potenziell negativ Impakter vun eise Steierpoliticken op Entwécklungslänner ageet. Mä och hei schéngen mer um Wee ze sinn. Eise honorabelen Här Kox hat am leschte Budgetsrapport op d'Beispill Irland verwisen an op den „spillover“. An ech mengen, dass do och eppes um Wee ass.

Da gétt et nach d'Kritik vum Cercle des ONG. De Cercle huet dëst Joer keen „Fair Politics“-Rapport publizéiert, mä en huet de Programm vun der Regierung op de Leescht geholl. Ech mengen, de Cercle ass a sengem Rôle, wann en eis Politik ënnersicht an och kritiséiert; dass ass seng Aufgab.

E seet ënner anerem, dass verschidde rezente Evaluatiounen vu Programmen indicatifs de coopération net publizéiert gi sinn. Mir huelen déi Kritik zur Kenntnis. Mir bescheinegen awer dem Minister eng ganz gutt Kommunikatioun mat der Chamberskommissioun. An och de Kommissiounspresident Marc Angel huet zu Recht drop higewisen, dass mer eis net iwwer de Mangel un Informatioun kënnen bekloen. De Minister kennt an d'Kommissioun, wa mer e ruffen, an e kennt och, wa mer en net ruffen. Wann et eppes ze annoncieren gétt, da kennt en och vu sech aus. Also e waart net ëmmer drop, dass mir e ruffen. Mir ginn also regelméisseg mat an d'Diskussiounen abezunn.

Eng weider Kritik ass, dass een Zéngtel vun eise Kooperatioungelder iwwer de Finanzministère ginn an an d'Weltbank fléissen. An de Cercle mengt, dass een net ëmmer kann novollzéien, ob déi Suen dann effektiv an d'Aarmutsbekämpfung fléissen. Een Deel vun dese Sue géifen zum Beispill an den Internationale Wärunfong fléissen. An dëst sinn Investitiounen, déi ënner anerem och a Form vu Land Grabbing investéiert ginn. Ech mengen, dass ass eng Kritik, déi bestëmmt net ganz onberechtigt ass. Et gesäit en effektiv, dass beim FMI och där Land-Grabbing-Aktivitéiten doranner verwickelt waren.

De Cercle mengt, dass de Comité interministériel pour la coopération au développement net géif duergoen, fir d'Kohärenz vun eise Politicken am Kooperatiounsberäich ze garantéieren, a fuerdert duerfir en Nohaltegkeetscheck. Déi Fiche d'impact „développement durable“, d'Madamm Nancy Arendt huet schonn drop higewisen a gefrot, wat de Minister dozou seet, ob e bereet wier, an déi do Richtung eppes ze ënnerhuelen. Mir stellen dann déi Fro mat.

De Cercle bemängelt, dass nach net all Ministèren, Administratiounen an hir Akafskritären d'Konditiounen vum Commerce équitable afléisse gelooss hunn. Et gétt och nach ëmmer kee Bilan vun der Regierung an dësem Beräich. Jo, mir hu selwer erlieft hei an der Chamber, wéi laangwierreg dat de Wee ass, mä mir mengen awer, dass et derwärt ass, dee Wee konsequent ze goen.

Wichtig: Wat de Klimaschutz an der Lëtzebuurger Politik ugeet, kritt eis Regierung vum Cercle eng bonne Nott, a souguer och vun der gréisster Oppositionspartei hu mer de Mëtteg och eng bonne Nott an där Politik ausgestallt kritt. Dass freet eis natierlech.

#### (Interruptions)

Am CONCORD AidWatch-Dokument féinnt een och eng Evaluatioun vun der Lëtzebuurger Ko-



operatiounspolitik. Hei gëtt kritesch bemierkt, datt Lëtzebuerg no der Addis-Abeba-Konferenz iwwert d'Finanzéierung vun der Entwécklung elo méi geziilt op PPPen, also op „public private partnerships“ wëllt setzen. D'Gefor ass, datt dëst kéint zu méi Aide liée féieren, vun där mer bis ewell awer keng hunn a wou de Minister och gesot huet, mir wëllten och net op de Wee vun der Aide liée goen. Zu Addis Abeba ass tatsächlech beschloss ginn, datt méi geziilt soll a PPPen investéiert ginn, virun allem am Finanzement vun Infrastrukturen.

Iwwer PPPe kann ee viles soen. Fir d'Éischt emol, datt et e bëssen onkloer ass, wat een iwwerhaupt enner enger PPP versteet. Mir wëllen d'Iddi vun de PPPen net generell veruerteelen an och net schlechtrieden. Et gëtt och positiv Beispiller. D'Müllsammler zu Delhi zum Beispill si privat Akteuren. Hire Projet op der Gare zu Delhi - si kréien d'Autorisatioun, den Offall aus den Zich an de Gare vun Delhi ze sammelen an ze recycéléieren -, iwwert deen ech enner anere och mat der Madamm Bharati geschwat hat, ass strikt geholl eng PPP. Et kascht den éffentleche Secteur näischt an awer wierkt et.

En anert Beispill sinn d'Centres de compétence, déi eis Kooperatioun amgaangen ass am Kosovo op d'Been ze setzen. An dësen Zentre gi Studenten a Studentinnen op e Liewen an der Berufswelt virbereet. Dat heescht, et gëtt eng Formation professionnelle ugebueden. An ouni PPPe kënnen esou Zentren net selbststänneg funktionéieren, well éischtens, de Privatsécteur weess am beschten iwwert d'Demande um Marché Bescheed; zweetens, dat bescht Léierpersonal ass dat, wat och nach an der Aarbechtswelt aktiv ass; drëttens mussen d'Stagementorganisatiounen ginn a véiertens brauchen déi Centres de compétence och Revenuen. Ouni déi geet et net. An déi kënnen praktesch nëmmen a Synergie mat Privatbetrieber entsto. Also hei ass och, mengen ech, d'PPP eng Win-win-Situatioun fir all Bedeelegt.

Eis Konklusioun: PPPe kënnen net einfach esou integral als neoliberal Instrumenter veruerteelt ginn. Heiansdo si se pragmatesch, praktesch a logesch Léisungen. Wann een allerdingen PPPen en place setzt, dann ass et wichteg, datt d'Partnerland och déi institutionell Capacitéiten huet, fir domadder eens ze ginn, fir de Suivi ze maachen. A mir sollten och net vergiessen, datt PPPe fir Infrastrukturprojeten de Stat heiansdo méi deier gi wéi eng direkt Investitioun an Infrastrukturen.

Mir fannen et och richtig, wa mer Privatkapital encouragéieren, an déi ärmste Länner ze investéieren. Dat ass eng Ausso vum Minister. Dat huet och de Kollege vun der Demokratescher Partei opgegraff. An en huet awer och gesot, an ech meng eng ganz zu Recht, datt et éischtens de Wonsch vun deene concernéierte Länner ass - déi wëlle jo schliisslech och Handel bedriewen, fir sech kënnen weiderzuentwéckelen -, mä zweetens, datt awer och d'Konditiounen musse stëmmen. Den Här Graas hat nach d'Beispill vun der SES-Zusammenaarbecht an deem Beräich erwänt.

Léif Kollegeinnen a Kollegen, déi gréng sinn der Meenung, datt eis Kooperatiounspolitik nëmme ka kohärent sinn, wa se Hand an Hand mam Klimaschutz geet. An dat schéngt och bis elo allgemeng heibannen akzeptéiert ze sinn.

Datt dës Regierung an deem Sënn an déi Richtung schafft, dat freet eis. Lëtzebuerg huet an de leschte Jore souwuel technesch wéi och finanziell Hëllef fir de Klimaschutz an Entwicklungslänner zur Verfügung gestallt. Si huet sech zudeem op der COP21 zu Paräis dozou verpflichtet, fir och an den nächste Joren hir Responsabilitéit eescht ze huelen a bis d'Joer 2020 weider 120 Milliounen Euro an de Klimaschutz an Entwicklungslänner ze investéieren. An heivu flëssen all Joers och fënnf Milliounen an de Fonds vert pour le climat.

Ech erënneren drun, datt dës Zommen - et ass scho vu méi Leit hei betount ginn - am Géigesaz zu anere Länner net Deel vun eiser Aide publique au développement sinn.

D'Finanzéierung vum Klimaschutz mécht natierlech nëmme Sënn, wa mer och heihem eis Hausaufgabe maachen. Mä och do si mer um richtige Wee. Mir hunn an der Lescht eng ganz Rei positiv Punkten opzeweisen, besonnesch och wat de Finanzsecteur betrëfft. Déi sinn zum Deel schon erwänt ginn. Den 23. September 2016 gouf de LuxFLAG Climate Finance Label virgestallt. Unhand vu strenge Kriterien zertifizéiert dësse Label Fongen, déi an de Klimaschutz investéieren.

Zanter dem 27. September hu mer och eng gréng Bourse zu Lëtzebuerg. An eis Bourse ass Weltleader, wat gréng Obligatiounen ubelaangt, mat iwwer honnert Stéck. A wa mer scho beim Thema Finanzement sinn, dann huet et mech natierlech och gefreut, d'lescht Woch ze liesen, datt mëttlerweil 60% vun de Mikrofinanzprojeten hei zu Lëtzebuerg doheem sinn.

Et freet mech, datt mer eng grouss Iwwereneestëmung heibannen am Haus hu vun deene véier Parteien, déi bis elo geschwat hunn, wat déi gemeinsam Zilrichtung vun der Politique de coopération betrëfft. Mir bleiwen derbäi, datt eis budgetär Ustrengunge sollen 1% vum RNB betreffen. Mir bleiwen derbäi, datt mer keng budgetär Verméschung vun Entwécklungs-, Klima- an Accueils politik maachen. Mir bleiwen derbäi, datt d'ONGen eng ganz wichteg Roll spillen.

An ech mengen - dat hunn ech e bësse gemengt erauszehéieren haut -, datt eben d'Kohärenz vun de Politicken eigentlech nach méi gefërdert soll ginn, an ech mengen, dat huet och eppes mat der Agenda 2030 ze dinn, déi eis jo seet, datt mer méi wéi just eng Welt sinn a gemeinsam d'Verantwortung fir dës eng Welt sollen iwwerhuelen.

An duerfir soen ech lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser fir d'ADR.

**M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wat ass d'Roll vun enger Oppositionspartei an esou enger Debatt? Et kann net eis Aufgab sinn, nach eng kéier dee ganze Misär an der Welt opzezielen, well mir wëssen, wéi schlëmm deen ass. Et kann och net eis Aufgab sinn, onkritesch dat ze iwwerhuelen, wat d'Regierung eis proposéiert, mä d'Aufgab vun enger Oppositionspartei, och an esou enger Debatt, wou et ëm grouss moralesch an humanitär Froen op der Welt geet, muss ëmmer sinn, fir d'Aarbecht vun der Regierung kritesch ze hannerfroen an och hei op Lëtzebuerg gesinn ze kucken, ob dat richtig ass an eisen Aen, wat hei geschitt.

Mir kënnen och net derlaanschtgoen an Zäite vu grouss budgetären Defiziten an einfach stereotyp widderhuelen: „Et ass gutt, et ass richtig, datt mer esou vill Geld dran investéieren“, ouni och do nozefroen, ob et esou ass!

Mir mussen als Alleréischt feststellen, datt Lëtzebuerg vill méi mécht wéi dat, wat d'Regierung seet, doduerch, datt eng ganz Rei Saachen net ugercheent ginn: bei de Refugiéieren, am Beräich vun der Éducatioun, datt de Klimaschutz derbäikëent, datt dat, wat eis Gemengen, eis Stied maachen, och net age-rechent ass an deen Effort, esou wéi d'Regierung e presentéiert. Soudatt mer an der Realitéit, wa mer kucken, wat mer wierklech vun eise Bruttonationalakommes ausginn, wann een alles géif no deene Regeln urenchen, wéi och d'OECD et géif erlaben, ganz liicht bal beim Duebele leien, eiser Schätzung no, obscho mer et net genau kënnen soen, mä wahrscheinlech an der Gréisstenuerdnung och vun 1,4%, dat heescht, beim Duebele vun deem, wat wierklech virgesinn ass, wat mer versprach hate viru laange Joren, näämlech déi 0,7%.

Dat ass net harmlos! Et ass och net, wéi d'Kolleege vun der CSV soen: „Mir bleiwen einfach derbäi“, well mir bewegen eis op enger Trajectoire, wou mer awer a groussen Defiziter sinn. A wa mer iergendwou mussen higoen, iergendwéini an der Zukunft, a soen: „Wou musse mer reajustéieren, fir kënnen de budgetären Équilibre hierze kréien?“, a wa mer e Budget hunn, wou mer praktesch beim Duebele vun de Leeschtunge leie vun deem, wat versprach ass, ass d'Fro natierlech a läit se op der Hand: Kënnen mer esou virumaachen?

Ëmsou méi, wa mer ëmmer soen, datt d'Baussepolitik e Ganzt ass! Datt se begräift: d'Diplomatie, d'Défense an den Développement, déi dräi Den. A wa mer wëssen, datt am Beräich vun der Défense notament, wat am selwechte Cluster vu Leeschtungen ass, en enorme Drock op eis besteet, fir d'Leeschtungen an d'Luucht ze setzen! Dës Regierung huet fir 2020 en Zil op 0,6% festgeluecht; déi gréng inklusiv, ech wëll dat hei ënnersträichen! Déi ganz Regierung huet sech politesch op dat 0,2% vum Bruttoinlandsprodukt festgeluecht als Zil fir de Verdeedegungsbudget.

Wann een dat da kuckt, wann een dann déi vill Versprieche kuckt, déi haut gemaach gi sinn am Beräich vun der Entwécklungshëllef, an dat, wat op eis duerkëent am Beräich vun der Verdeedegung, da freet ee sech: Wéi realistesch sinn déi Verspriechen? Si se och ze veräntwerthen am Kader vun der allgemenger finanzieller Situatioun vum Stat? Dat ass eng Fro!

A mir hätten eis erwaart als ADR, wann ee verantwortlech a Regierungspositioun ass, datt net ee Minister nom aneren heihinnerkëent a seet, wéi wichteg et ass, fir a sengem Beräich all dat Geld auszeginn. Mä mir hätten eis erwaart, datt e kohärente Gesamtusaz do ass, eng Reflexioun, déi seet: Ma da maache mer hei eng Prioritéit an do! Wou kënnen mer Émschichtunge maachen am ganze Beräich vun der baussenzeger Politik, fir ze soen: Ma mir

musse vläicht net nëmmen e Retour économique bei der Défense kréien, mä vläicht och e Retour humanitaire?

Wat kënnen mer urenche loosse no de Regele vun dem DAC a Sécherheitsinvestitiounen an d'Stabiliséierung vun eise Partnerlänner? Kënnen mer net am Beräich vun der Militärpolitik Acquisitiounen maachen, déi eis och erlaben, humanitär Aktiounen do duerchzuführen, wou mer se prioritär misste maachen, zum Beispill am Beräich médical?

Mir hunn elo déi Gespräicher gehat iwwert d'Infrastructure hospitalière zu Lëtzebuerg. Kënnen mer net higoen an en Hôpital militaire de campagne maachen, dee mer och kënnen humanitär asetzen? All dat si Reflexiounen, déi ee kéint vun enger Regierung erwaarden, fir do ze kombinéieren, wou knapp Ressourcen awer op eis duerkommen. Mir hunn dozou näischt héieren!

Mir kafe grouss Moyenen an deem engen an an deem anere Beräich a mir kombinéiere se net. An dat ass sécher e Kohärenzproblem innerhalb vun der Regierung, fir eng méi grouss Effikassitéit vun deene Leeschtungen ze maachen, déi mer am Beräich vun der Baussepolitik ze maachen hunn.

Mir hunn eis och an der Diskussioun gewonnert iwwert déi verschidde Kommentaren, déi haut gemaach gi sinn zur Migratiounspolitik. Déi si vollkommen onkritesch gewiescht! Et ass ni an der Debatt bis haut gesot ginn oder hannerfrot ginn, ob dat richtig ass. Den Här Minister selwer huet et a senger Ried net fäerdegbruecht, e kloren Énnerscheid ze maachen tëschent enger legaler an enger illegaler Immigratioun; an engem Rechtsstat awer e fundamentalen Énnerscheid, deen ee muss maachen! Eng illegal Immigratioun kann een net toleréieren, wann ee sech zu rechtsstaatleche Prinzipien an zum Anhale vun de Gesetzer verpflicht fillt!

Och ass et net realistesch - ech mengen, mir kënnen ëmmer hei fromm Spréch soen, mä et ass net realistesch -, datt duerch eng Migratiounspolitik, déi éiweg géif weiderdauern, iergende Problem an Afrika géif geléist ginn. Déi Capacitéit hu mer net. An et ass genausou onrealistesch, wann een déi demografesch Entwécklungen an Afrika kuckt, fir och nëmmen een Abléck ze mengen, datt, wa mer d'Grenzen ophalen, mer do kéinten hëllef. An et ass genausou onrealistesch, fir ze mengen, datt mir mat eise beschränkte Méiglechkeeten, déi mir hunn - Lëtzebuerg an ëmmer méi Europa als Ganzt -, kéinte wierklech Ursachebekämpfung maachen op eng effikass Manéier, fir grouss Migratiounsbewegungen ze verhënnern.

Eng falsch Migratiounspolitik, wéi mir se am Abléck bedriewen, dréit dozou bäi, Schleiser ze finanzéieren, kriminell Aktivitéiten ze organiséieren an ze ënnerstëtzen, dréit dozou bäi, datt Leit am Mëttemier erdrënnen, well se sech mat falschen Hoffnungen op Risiken aloossen, déi mir selwer - oder op jidde Fall déi Parteien, déi esou eng Politik net veruerteelen, wéi se am Abléck leeft - mat ze veräntwerthen hunn!

Mir hunn hei also ganz vill Erausforderungen, a mir als ADR, mir stellen eis all deenen, och wann et net ëmmer populär ass, et ze soen: Mä humanitär Hëllef ass eppes, wat mir mat Grousszügkeet sollen ugoen do, wou Leit an Nout sinn. Do musse mer hëllef, mir dierfen do net feelen. Mä d'Entwécklungshëllef selwer ass eppes, wat ëmmer erëm muss hannerfrot ginn!

Eng Damm wéi d'Dambisa Moyo, déi nach d'lescht Woch hei op enger Lëtzeburger Bank e grouse Virtrag gehalen huet, huet ëmmer erëm op d'Nodeeler, och ekonomescher Natur, vun der Entwécklungshëllef higewisen. A mir mussen och dovun ewechgoen, fir dat als wierklecht Allheilrezept do ze gesinn. Mir mussen op de Wee goen, fir e laangfristeg nohaltegen Handel och ze kréie mat den afrikanesche Staten, Handel, deen dacks besser ass wéi Hëllef, de Leit méi nohalteg hëllef. Duerfir ass et och eng ganz gutt Saach, datt mer esou eng Business-Partnership-Initiativ elo hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn.

Et ass eng zweet Saach, wann ee vu Kohärenz schwätzt. An ech kucken erëm den nationale Plang méi wéi all aner Saachen. Dat Éischt ass, mir hunn hei elo e Gesetzesprojet an der Diskussioun, dee mer och geschwënn an der Chamber wäerten hunn, iwwer „High Net Worth Individuals“, wéi dat haut heescht - et ass den N°6992 -, dee vill an der Diskussioun ass, well en Titre de séjour do soll fir Leit kreéiert ginn, déi vill Geld an d'Land bréngen an hei investéieren.

Mä et ass och eng Dispositioun dran, déi am Kader vun der Entwécklungshëllef méi wéi diskutabel ass! Dat ass, datt déi auslännesch Studenten, eben och aus Drëttwältlänner zum Deel, net méi mussen zrëckgoen an hir Länner,

mä kënnen direkt en Titre de séjour kréien am Schloss an hir Studien! Mir hunn ëmmer gesot, mir bilden hei Leit aus, fir dat se zrëckginn an hir Länner an do sollen hëllef. Et ass net un eis, fir e Brain drain ze organiséieren an hire Leit ze hëllef, direkt heizebleiwen, well dat ass net am Interess vun hire Länner an domadder di mer hinne kee Gefalen.

Mir sollten och kucken, datt mer méi Kohärenz kréien, wat d'Koordinatioun vun Entwécklungshëllef ueget, déi op Gemengenniveau geleescht gëtt an déi op staatlechem Niveau geleescht gëtt.

Wann een déi Äntwerten op verschidde Question-parlementaire liest, huet ee wierklech den Androck, datt déi léns Hand net weess, wat déi riets mécht. Mä mir hätte gär, wann do éffentlecht Geld, Steiergeld op Gemengen oder op staatlechem Niveau investéiert gëtt, datt awer wierklech do eng Koordinatioun ass tëschent deene verschidde Instanzen, déi sech drëm këmmern.

A mir hunn eng aner Fro, eng politesch Fro vu Kohärenz, déi wierklech an den Zentrum geet vu verschidde Reflexiounen, déi ee muss maachen. Dat ass, ob d'Politik hei am Land am Hëllef op den Noen Ostiken eigentlech kohärent ass. De Premierminister, den Här Bettel, ass an Israel gaangen, huet do en Accord mat der hebräescher Universitéit Jerusalem gemaach, dee veruerteelt ginn ass vum Comité pour une paix juste au Proche-Orient, soi-disant, well Universitéiten an Israel eben och a Rüstungsprojete matmaachen. Bon, wou maache se dat net? Dat ka jo sinn.

Mä wat vill méi grav ass, dat ass, datt - déi Debatt, déi mer haut hunn - den Här Entwécklungshëllefminister e Subsid gëtt un déi Organisatioun, de Comité pour une paix juste au Proche-Orient, déi awer ëmmer erëm als antisemitesch duergestallt gëtt. Ech hunn e Beispill matbruecht, fir dat ze weisen.

**(Interruptions)**

**(M. Fernand Kartheiser montre une photo.)**

Hei ass zum Beispill eng Publikatioun op Facebook - op der Televisioun gesäit een dat net esou gutt - vun dem Comité pour une paix juste au Proche-Orient, do gi Kanner gewisen, déi an engem Käfig sëtzen, do steet derbäi: «Le rapport de la honte: Israël torture des enfants palestiniens en les emprisonnant dans des cages». An d'Original vun der Foto, hei,...

**(M. Fernand Kartheiser montre une deuxième photo.)**

...ass aus der „Los Angeles Times“. Do ass d'Halschent vun der Foto ewechgeschnidde ginn, well et ass eng oppe Struktur a kee Käfig! An et stoung drënner: „Palestinian children wait to receive donated food at a soup kitchen.“ Dat ass eng Saach vu graver Propaganda, wann dat dann esou stëmmt! An ech hu kee Grund, drun ze zweifelen, datt déi hei Presentatioun stëmmt.

Da froen ech mech, wéi ass et méiglech, datt d'Regierung e grouse Subsid un eng Associatioun gëtt, déi bewosst antisemitesch Propaganda mécht, déi bewosst higeet a Fakte falsch duerstellt, déi Israel betreffen, an och higeet an en Accord de coopération, deen den Här Bettel mat enger israelescher Universitéit ofschräift, kritiséiert an net kritiséiert, datt Schoulen am Gaza benotzt gi sinn, fir Rakéiten op Israel ze schéissen!

Dat ass och eng Fro vu politescher Kohärenz an der Regierung! Well wann een higeet an et mécht een eng Politique du Moyen-Orient, déi soll équilibréiert sinn, déi soll Friddensinitiativen, Friddensgespräicher férdere, eng gerecht Léisung och op Basis vun zwee State promouvoir, an da geet een hin an et ënnerstëtzt ee Propaganda, dat ass dee falsche Wee!

Et ass fir eis och - mir hunn dat dacks gesot - wichteg, datt d'Parlament an deem ganze Prozess vun der Entwécklungshëllef net ëmgaange gëtt. Et ass wichteg am Kontext vun deene Programmes indicatifs de coopération. Mir hunn dat e puermol gesot: Mir denken, déi misste ratifizéiert ginn. An et ass en Avis juridique gemaach ginn dëst Joer am Aussemistère iwwert d'Konditiounen, wéini en Traité muss ratifizéiert ginn. Dat hate mer gemaach wéinst engem Sécherheitstraité mat der Belsch.

Elo sinn do Konditiounen - an Ärem Ministère, Här Minister - festgeluecht ginn, datt dat misst en Traité sinn, datt en net muss ratifizéiert ginn, dann dierft e keng grouse politesch Prinzipien hunn an déi zwou Säite missten d'accord sinn, datt e confidentiel ass.

Dat ass bei de PICen net de Fall, keng vun deene Konditiounen ass erfëllt! A mir sinn nach



ëmmer der Iwwerzeegung, datt déi Accorden hei misste ratifizéiert ginn, datt d'Parlament net därëf ëmgaange ginn. Et si wichteg Froen dran, politesch Froen. Beim Senegal, do geet et dann zum Beispill ëm Diskussiounen iwwer islamesch Finanzen oder ob mer en Appui sectoriel budgétésé ginn no de senegalesesche Budgetmethoden. Dat sinn alles Froen, wou mir mengen, datt et derwärt wär, och politesch driwwer nozedenken, ob mer dat wëlle maachen.

Mir hunn ëmmer déi Suerge gehat, datt mir wëllen déi Länner vun der Drëtter Welt als gläichwärtig Partner betruechten. Mir hunn awer zum Beispill keen heibannen héiere bis elo, dee gesot huet, datt d'Konklusioun aus der CETA-Debatt och muss déi sinn, datt mir eis Handelsaccorde mat den Drëttweltstater esou mussen modifizéieren, esou nei mussen opstellen, datt déi nei Schiedsgerichtsbarkeit, déi mer elo awer mat Kanada verhandelt hunn, och muss d'Norm mat deene State ginn; eng Selbstverständlechkeet an eisen Aen.

Genausou wéi mer op de kulturellen Imperialismus muss verzichten. Et ass net un eis, fir den Embau vun deene Gesellschaften no eise Wäertmodeller ze bedriewen.

Op där anerer Säit ass et awer eist gudd Recht - wat mer leider net maachen -, fir eis eegen Interessen an deene Verhandlungen och ze schützen. Firwat probéiere mir net, méi Drock auszeüben op Länner, datt déi hir Refugiéer, déi als illegal Wirtschaftsrefugiéer an Europa kommen, datt se déi mussen zrëckhuelen? Wéi ass et méiglech an eise Kontakt mat Algerien, mat anere Länner, datt mer eis do an där Hiischt net duerchsetzen? Déi mussen hir Leit zrëckhuelen, déi illegal an Europa kommen! An do sollte mer vill méi Energie weisen.

Wéi ass et méiglech, datt mer belsch ONGen hei finanzéieren? Mir si Frënn vun der Belsch, wéi all Lëtzebuurger. Mä wou ass d'Visibilitéit vu Lëtzebuerg, wa mer enger belscher ONG, Médecins Sans Frontières, 2014 250.000 Euro ginn?

Wéi ass et méiglech, datt mer um Sommet humanitaire mondial eng Obligatioun iwwerhuelen als Lëtzebuerg, fir islamesch sozial Finanz ze ënnerstëtzen? Ouni politesch Diskussioun!

Wéi ass et méiglech, datt mer higin an eng Vermeschung maachen zwëschen Déplacement a Migratioun an dem Asylrecht, wéi mer et an der Charte humanitaire festgeluecht hunn?

Elo hunn ech leider net Zäit, fir op all déi Saachen am Detail anzugeen. Mä all déi Diskussiounen wäred politesch interessant, fir se ze féieren. Et ass eng terribel Naivitéit och an der Ausdrockweis, déi an Ärem Ministère benotzt gëtt, déi wierklech och politesch Implikatiounen huet. A mir wëlle just heiropp opmierksam maachen.

Och d'Wiel vun de Partnerlänner! De Senegal! De Senegal huet déi gréisste Pétrol- a Gasvirkommen an Afrika am Ufank vun leschte Joer entdeckt un der Grenz zu Mauretaniën, e potenziell enorm räicht Land. A mir hunn et awer als Partnerland. An dat ass natierlech eng Saach, déi ee muss am A behalen, datt déi Länner en immense Räichtum u sech hunn. Wéi gëtt deen ausgewäert? Wéi gëtt e benotzt? Wéi gëtt dat an deem Land ëmgesat?

#### (Interruption)

An Indien, hutt Dir gesot an Ärem Rapport, misste mer d'Zivilgesellschaft stäerken. Ech wëll lech just e puer Fakte rappeléieren: Indien huet e Fligerdréier an Eegeproduktioun gebaut. Indien ass eng Nuklearmuecht, eng Weltraumuecht. Et ass déi siwentgréisst wirtschaftlech Muecht op der Welt! A mir ginn hin a mir subventionéieren den indesche Sozialbudget! Mir ginn hin an e Land vun iwwer enger Milliard Leit vun enger Kultur, déi mer nëmme kënnen bewonneren, a soen: „Mir mussen hei d'Zivilgesellschaft stäerken.“ Mä wéi eng Attitud ass dat dann - vum Realismus, vun eise Impakt emol ganz ofgesinn -, mä ass dat dann net eng Arroganz, déi mir eis wierklech net därferen umossen?

Ech hunn nach eng Minutt an ech wëll déi benotzen, fir op e leschte Punkt anzugeen, an dat ass d'Sensibiliséierung fir d'Entwécklungshëllef an de Lëtzebuurger Schoulen. Mir hunn eng Tendenz an Ärem Budget, Dir wëllt jo do op, mengen ech, 2% vum Budget komme fir d'Sensibiliséierung. A mir hunn deen Institut fir politesch Bildung hei am Land, dee Projet, deen den Här Meisch, also déi ganz Gambia-Regierung, entwéckelt huet a virundreift. Mä dat Ganz, dat ass e Projet vu politescher Indotriniatioun!

Et ass eng Manéier, fir op eng onkritesch Manéier wëllen déi jonk Leit op eng bestëmmt Linn an der Politik anzestëmmen. Amplaz zu enger Bildung am Sënn vun enger reflektéierter, kritescher Auseenansetzung mat der Politik vun deeser Regierung an deem Land ze féieren, ass et eppes, eng Iwwerzeegungsaarbecht, déi soll gemaach ginn, ganz eesäiteg, souwuel - no deem, wat mer an der Press gelies hunn - zum Beispill an der Fro vun der Migratioun, wéi och hei an der Entwécklungshëllef.

#### (Interruption par la présidence)

Et soll als e Credo duergestallt ginn, als en Dogma, als eppes, wat net därëf hannerfrot ginn, obschonn all Ursach besteet, fir och do Froen ze stellen a sech d'Fro ze stellen, ob dat, wat gemaach gëtt, ëmmer richtig ass.

Dat gesot, Här President, Dir hutt mech jo frëndlecherweis drun erënnert, datt meng Zäit leider ofleeft...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ofgeleef ass!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Op lech ass ëmmer Verlooss, Här President. Mä ech mengen, et ass ganz wichteg, fir ze rappeléieren, datt och d'ADR, wéi all Partei heibannen, vill Wichtiges an der Solidaritéit gesäit, am humanitäre Geescht, deen d'Entwécklungshëllef nun eemol mat sech dréit. Mä dat eleng justifiéiert net alles, wat geschitt. Dat eleng soll eis net d'Aen zoumaachen, fir kritesch ze hannerfroen. An dat soll eis och net aus eiser Verantwortung entloossen, fir mat deene Suen, déi d'Leit eis hei am Land ginn, vernünfteg a verantwortungsvoll ëmzegoen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächste Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Kooperatiounspolitik ass nëischt Neutrales, si ënnerläit ëmmer enger politescher Logik. An déi Logik, déi politesch Logik, déi hannerter der Kooperatiounspolitik steet, gëtt generell net vun de Bénéficiären definéiert, also net vun de Leit an den Entwécklungslänner, déi ënnerter der Aarmut leiden, mä vun deenen, déi d'Sue bereitstellen, dat heescht vun de politesche Responsabelen an den Industrielänner. Dat ass banal a war nach ëmmer esou, mä nach ni esou offensichtlech wéi haut.

Déi éischt politesch Logik, déi sech op d'Kooperatiounshëllef auswierkt, ass déi vun onsennege Spueren. D'EU-Memberlänner wëlle méttlerweil 35 Milliarden Euro ënner hirem Versproche vun 2005 bleiwen. An do kënn nach e Problem derbäi: Si rechnen ëmmer méi Dépensen an hir Entwécklungshëllef dran, déi guer nëischt mat Aamutsbekämpfung ze dinn hunn! Dat ass eng onsennege Politik, eng Politik vum falsche Spueren. Dat ass eng Politik, déi net nëmme Konsequenzen huet fir déi sozial méi Schwaach hei an Europa, well et jo eng generell Politik ass, mä déi trëfft och doriwir eraus déi Äermste vun deenen Aarmen op anere Kontinenter.

An do kënn och nach eppes bäi, wat u sech nach méi pervers ass: D'EU huet jo och d'Tendenz, Kooperatioun mat Migratiounskontroll ze verbannen. Dat heescht, datt se Entwécklungsgelder dovunner ofhängeg mécht, wéi ferm d'Länner géint Migrante virginn.

Zu Bréissel schéngen aktuell all humanitär Prinzipien der Migratiounsbekämpfung zum Opfer ze falen. An et wonnert mech nach ëmmer, datt et Kräfte ginn, déi nach no méi ruffen. Dat ass eng geféierlech a kontraproduktiv Instrumentalisierung vun der Kooperatioun, déi d'Symptomer bekämpft an net d'Ursachen.

Lëtzebuerg huet deem allgemengen negativen Trend bis elo nach relativ gudd widerstannen, muss een awer soen. Mir bleiwe plus/minus op 1% vum RNB a rechnen keng Ausgabe fir Klimaschutz oder fir Flüchtlingen an ons Aide pour le développement an. Dat wëlle mir och hei ausdrécklech begrëissen. A mir hoffen, datt dat och esou bleift an et schéngt jo och esou de Wellen ze sinn. Tant mieux!

Ech wëll an deem Kontext och ausdrécklech déi wichteg politesch Aarbecht vun de Lëtzebuurger ONGen ervirhiewen. Wa Lëtzebuerg nach net ëmgekippert ass, dann huet dat och domadder ze dinn, datt mer eng funktionéierend Zivilgesellschaft hunn, déi d'Aarbecht vun der Administratioun kritesch begleet an zu ëmmer méi Qualitéit encouragéiert.

Trotzdem, och bei ons ginn et Tentativen, fir an eng aner Richtung ze goen. Zum Beispill fanne mir déi sougenannt „Business Partnership Facility“, déi am Fréjoer zesumme mat der Chambre de Commerce lancéiert ginn ass, ganz problematesch. Do fléissen tatsächlech Kooperatioungelder u Lëtzebuurger Entrepreneuren, fir an onse Partnerlänner Geschäfte ze maachen.

Den Här Minister huet eis verséichert, datt et net a Richtung geet vun enger Aide liée. Dat ass gudd. Mä mir bleiwe widerhi skeptesch, well de Problem ass deen, datt een awer nach ëmmer net esou richtig weess, wéi déi Gelder agesat ginn, wou a firwat.

De Projet ass nach ganz jonk, just mat enger Millioun pro Joer dotéiert. Mä et ass trotzdem en Tabubruch. D'Aide pour le développement därëf net kommerziellen Eegeninteressen ënnerleien, soss kann een op deem Gebitt net effektiv schaffen.

Här President, mir werfen eng Fro op: Global gesinn, geet et wierklech ëm Kooperatioun? Oder geet et net éischer ëm Handel, wou d'Spillregele vun de räichen Industrielänner festgeluecht ginn? Oder wou d'Entwécklungslänner hir Mäert de räichen Industrielänner opmaache mussen? Oder wou dës Länner hir Regelungen, déi hir Länner protegéieren, ofbaue mussen?

De Mot d'ordre ass, elo emol ganz plakativ formuléiert: „Maacht all Är Dieren op, rullt de westlechen Entrepreneuren de rouden Teppich aus an alles gëtt gudd.“

Deeser Philosophie no sollen d'Regierungen an den Entwécklungslänner esou weineg wéi méiglech an d'Wirtschaftspolitik agräifen. Si sollen einfach op der Säit stoen, nokucken an de westleche Privatsecteur einfach gewäerde loosse.

Et wäert lech net wonneren, mä mir halen dat fir e fundamentale Feeler. A mir sinn net eleng mat eiser Kritik.

D'UN-Konferenz fir Handel an Entwécklung kënn an hirem Bericht vun 2016 och op äänlechl Konklusiounen! A wat soen déi? „Keng Öffnung vun de Mäert, wéi d'EU dat propagéiert; kee Futtimaache vu Regeln an Normen, wéi d'EU dat propagéiert; kee blannt Iwwerhuele vun europäesche Konzepter, mä flexibel an adaptéiert Strategien, déi vun de lokale Regierungen eegestänneg a mat öffentliche Mëttel ëmgesat ginn; Pragmatismus am Déngscht vun enger interner a gesonder Entwécklung, amplaz vun enger dogmatescher Maartöffnung am Déngscht vun e puer Räichen aus den Industrielänner.“

A fir dat ëmzesetzen, esou d'UN-Konferenz, brauchen déi Länner virun allem eppes: Dat ass politesche Spillraum. A kengem Beräich gëtt dat esou daitlech wéi an der Handelspolitik.

D'Geschicht weist, datt nach kee Land, zemoools keen aarmt an ënnerentwéckelt Land op der Welt sech mat enger Maartöffnung an Öffnung vu Regelen an der Aarmut hiewe konnt. Am Géigendeel! All Kiéiers, wou Entwécklungslänner, ehemoleg Koloniallänner sech aus eegener Kraaft entwéckelen wollten, ouni den ehemolegen Här ëm Hëllef ze froen, ass et drëms gaangen, d'Ressourcen ze protegéieren a selwer ze kontrolléieren an d'Landwirtschaft an d'Industrie mat Schutzmoossen ze entwéckelen. Eréischt wann ee staark genuch ass, kann ee sech mat den Industriatiounen moossen. Där Versuch goufen et der an der Geschicht an Afrika lauter.

An dat ass jo och e Problem, datt mer hei an Europa ganz weineg wësse vun der Geschicht vun anere Kontinenter. Dat wier vläicht och nach eng Aufgab vum Educatiounsministère. Mir konzentréieren eis haaptsächlech op Europa. Op zwou Säite steet dran, datt mer e bësse Kolonialismus bedriwwen hunn an Afrika oder a Latäinamerika, mä mir gi wierklech net richtig drop an, an och net op déi aktuell Geschicht an. An dat wier ganz néideg, zemoools an eisen Zäiten.

An et gi jo Beispiller: den Här Patrice Lumumba, éischer Premier vun onofhängege Kongo, bis e vun der CIA a vun der Belsch ëmbruecht gouf, well en der Meenung war, datt d'Ressource vum Kongo de Kongoleese misst gehéieren an net dem ehemolege Besatzer an Ennerdrécker.

Oder awer nach méi rezent, an den 80er Joren, den Här Thomas Sankara, President vun Burkina Faso, u sech Grënner vun moderne Burkina Faso, deen ermuert gouf, kuerz nodeems hien eng Mise en garde vum François Mitterrand krut an duerch de Blaise Compaoré ersat gouf, dee ganz gehorsam war géintwärtig Frankräich, der ehemoleger Kolonialmuecht.

Elo si mer méi subtil ginn, elo gëtt net méi direkt besat, koloniséiert a geplündert. Et gëtt och manner direkt gemort, ersat a geplündert. Elo kréien afrikanesch State ganz ëmstridden Accords de partenariat économique opgedrängt! An ech wollt dorobber e bëssen agoen.

Et gouf gesot virdrun: „Jo, déi goufe verbessert.“ Et ass e Prozess amgaangen an do si Verbesserung erakomm, datt stëmmt. Mä et muss ee weiderhin oppassen, well fundamental geet et awer an eng geféierlech Richtung. Wann een zum Beispill och vun de Produits sensibles schwätzt, also deene Produkter, iwwert déi och déi Länner sech sollen eenegen,

fir se ze protegéieren, an et geet een dovunner aus, datt se zum Beispill Produkter aus der Agrarwirtschaft géife protegéieren, heescht dat awer och, datt anerersäits Industrieprodukter manner protegéiert sinn. Dat ass e Problem.

An de Problem ass jo och deen, datt déi Länner zum Beispill ënner sech mussen ausmaachen, wat d'Produit-sensiblé sinn. De Problem ass deen: Si hunn net onbedéngt all déiselwecht Produkt-sensiblen. Déi eng produzéieren éischer dat, déi aner en anere Produkt. Dat heescht, datt sinn heiansdo Kompromesser, déi net onbedéngt an deene Länner op der Plaz wierklech all Situatioun respektéieren.

Dann hu mer och nach de Problem vun Zolltariffer, zum Beispill wat den Export vun Autoen ugeet, wat och e Problem duerstellt vu Rentreeë vu Recetten, budgetäre Recetten an deene Länner, well déi dann ofgebaut ginn. An et muss een awer och drun erënnere, och wa vläicht d'Regierung an deene Gebitter, an deene Géigenden, an deene Länner matmaachen, huet een eng ganz Zivilgesellschaft, déi dat guer net esou gesäit mat den Accords de partenariat économique.

Et kann een natierlech ëmmer immens vill Saachen zitieren. Ech maachen dat dann och elo. An engem Zitat aus der Tribune an der Zeitung „Le Quotidien“, enger senegalesescher Zeitung, do ass den Ekonomist Ndonga Samba Sylla, dee schreift, dat war den 8. Juni 2016: «Les accords de partenariat économique ne reposent nullement sur le principe du libre consentement des peuples africains. En réalité, à travers de tels „accords“ - téschent Guillemeten - «il s'agit pour la Commission européenne de contraindre les pays africains à échanger selon les termes qu'elle a elle-même choisis et sans considération pour la situation économique objective de ces derniers, de leurs besoins et de leurs priorités.»

Här President, mech interesséiert ëmmer, wat d'Leit och op der Plaz soen, an net onbedéngt déi Offiziell, well déi Offiziell, déi soe vläicht Saachen, quitte datt se vläicht och nach net onbedéngt dat denken, mä déi sinn an enger anerer Situatioun, wéi mer wëssen. Dat wëssen d'Leit jo hei och.

Well do ass jo och nach deen anere Problem: Do gëtt et jo och nach eng zweet méiglech Phas, wou déi Länner och nach hir Servicer mussen opmaachen oder den Investissementschutz an d'Marchés publics sollen négociéieren. An da gëtt Afrika definitiv zum Self-service fir déi europäesch Multinationellen.

Wou déi Entwécklung higeet, déi mer mat esou Accorden an d'Rulle bréngen, weist sech an Zentralamerika, zum Beispill a Guatemala. Do hu Fräihandelsaccorde dozou gefouert, datt US-Investisseuren, déi sech ëmmer fir déi Regioun ganz staark interesséieren, sech geziilt d'Rohstoffe an d'Agrarland unneegen. Si schafe keng Aarbechtsplaz fir d'Leit, oder immens weineg, mä si kommen einfach vu bausen eran, krope sech alles, wat iergendwéi profitabel ass, a ginn dann erëm fort. Déi lokal Bevëlkerungen, virun allem déi indigen Populatiounen, gi vun hirem Buedem verjot an d'Zivilgesellschaft, déi sech géint déi Ongerechtegte wiert, gëtt kriminaliséiert an ënnerdréckt, well déi politesch Eliten duerch dat villt Geld vu bause korrumpéiert sinn. D'Resultat si massiv Mänscherechtsverletzungen an eng Degradatioun vun de Liewensbedéngunge fir eng Majoritéit vun der Bevëlkerung, während eng räich Minoritéit sech alles an d'Täsch stécht.

Virun e puer Jore war dat jo och nach de Fall, dovunner gëtt bal ni geschwat, vun Honduras, wou do carrément och geputscht gouf. Déi putschistesche Regierung oder d'Putschiste goufe ganz schnell vun den USA natierlech unerkannt, vum Här Obama deemools, awer leider och vun eis Europäer an ons Lëtzebuurger. Ech ka mech erënnere, ech hat en Interview mam Ausseminister gemaach. A leider huet ee misse feststellen, datt den Ausseministère deemools sech emol net derfir interesséiert huet a gesot huet: „Mir kucken, wat déi aner soen, da soe mir datselwech.“

An der Tëschenzäit sinn Honnerte vu Gewerkschaftler festgeholl ginn oder ëmbruecht ginn, well dat Land gehéiert ongeféier enger Dose Latifundistas, déi maachen därferen, wat se wëllen! Et ass net fir nëischt geputscht ginn, well et goug drëms, e Mindestloun anzeféieren respektiv eng Landreform ze maachen, wat och an den Ae vun de Latifundistas a respektiv vun hiren Alliierten zu Washington als e Problem vis-à-vis vun der Demokratie ugesi ginn ass.

Bon, elo hu mer eng katastrophal Situatioun do. Iwwert déi gëtt leider net vill geschwat. Mä dat ass natierlech och eng Entwécklung, déi och kéint en Ausmooss hunn an Europa. (veuillez lire: déi och kéint esou en Ausmooss kréien an Afrika.)

An da gëtt et och nach dee Juncker-Plang. Et gouf de Verglach gemaach, mä deen ass richt-

teg, dee Verglach kann ee maache mam Juncker-Plang, also vun dem European External Investment Plan, wou do sollen duerch schréftlech Garantie Privatfirmen incitéiert ginn, fir an Afrika ze investéieren. Dat gëtt verkaaft als Antwort op d'Migrationskris, als grouse Worf, fir d'Ursaache vun Aarmut a Misär ze bekämpfen, jo deelweis schonn als eng Zort Marshall-Plang!

Dat ass awer och net esou! Et ass näischt anescht wéi eng Exportsubventioun fir déi europäesch Industrie. A wann ee kuckt, wat déi europäesch Multinationellen elo schonn um afrikanesche Kontinent fir Magouillen dreiwien, da mécht dese Plang d'Saache just nach méi schlëmm - Stéchwuert Areva, Stéchwuert Boloré - deen ass jo ganz bekannt - an esou weider an esou virun.

Also déi ganz Relatiounen téschent Europa an Afrika ennerleien enger Logik, déi op kuerzfristige kommerziellen a politeschen Intérete berout.

Här President, d'UN-Konferenz fir d'Entwécklung an d'Kooperatioun seet, d'Entwécklungslänner bräichte politesche Spillraum, an dozou gehéieren och öffentlech Moyenen. Et ass eng Perversioun vun der Geschicht, datt zu engem Zäitpunkt, wou d'Erausforderungen esou grouss si wéi ni virdrun, d'Statsbudgeten iwwerall op der Welt zesummegestrach ginn.

An d'Konzentratioun op déi regional Integratioun an domadder parallel eng Reintroductioun vun Zolltariffer géigeniwwer vum Rescht vun der Welt géif dese Länner awer méi budgetäre Spillraum ginn. Ech mengen, dat misst déi Strategie sinn, déi een och misst ennerstetzen.

Donieft muss een och endlech zu enger massiver Entscholdung vun afrikanesche Kontinent kommen, y compris bei der privater Schold.

Ech hunn nach zwo Minutten Zäit, da maachen ech nach ganz schnell. Ech mengen, ech wëllt nach e puer Wiederer dann zur Agenda 2030 soen. Et kann een eng ganz Rei Saache bemängelen, mä op d'mannst huet d'Welt sech emol op eng Léschtré op 17 Objektiv an 3 Engagementer géeneegt, déi drop ofzilen, d'Inegalitéit ze bekämpfen.

Si ass primordial, déi Agenda. Mä mir wëssen alleguerten, datt d'Welt amgaangen ass, wider eng Mauer ze rennen, well d'Inegalitéiten, déi klamme weider, wat zu méi soziale Konflikter féiert. Déi natierlech Ressourcë ginn hemmungslos ausgebeut an ëmmer méi knapp, soudatt et inévitablement zu Konflikter, voire Kricher ëm des Ressourcë wäert kommen. D'Ëmweltdefie sinn enorm. An et fannen elo schonn och Klimakatastrophe statt.

Nach eng ganz kuerz Saach. Ech muss mech kuerzfaassen, ech hat e bësse méi virbereet - 15 Minutten ginn einfach net duer fir d'Welt -, mä ganz kuerz: Palästina. Ech si frou feststellen - e puer Virriedner hu Palästina ernimmt -, datt et hei e gréisser Konsensus gëtt an deser Chamber, fir ze soen, datt et wierklech do ufänkt mat brennen. Ech sinn och averstane mat deem, wat den Här Gusty Graas gesot huet, an esou weider.

Ech wëll drun erënnere, datt, wann een awer och mat gewëssene Wiederer dorëmmer wërf wéi „antisemitesch“, datt dat grav Accusatioun sinn an datt een dat och muss kënnen wierklech beweisen an net just mat Biller dorëmmer fuchtelen. Mä, bon, dat ass eng aner Saach.

Ech wëll awer och drun erënnere, datt virun iwwer zwoe Joer d'Chamber eng Motioun adoptéiert huet fir d'Unerkennung vum Stat Palästina. Dat trântelt e bëssen. Den Här Ausseminister ass net do. Vlächcht kann den Här Schneider him e klengt Wuert soen, datt en dat net vergësst. Well all Kéiers gëtt et eng Ursaach, fir et net ze maachen. An deser Region gëtt et ëmmer eng Ursaach an ëmmer e Problem! Mä an der Tëschenzäit sinn d'Palästinenser amgaangen, hiert Land ze verléieren, wéi mer dat wëssen.

An nach eppes Klenges, d'Madamm Arendt an den Här Adam sinn drop agaangen: de Kompenzatiounsfong, Här Sozialminister - ech hat dat gëschter nach thematiséiert, mä do waart Dir natierlech net do -, do wier et interessant ze wëssen, wou mer do dru sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. Den Här Oberweis kritt d'Wuert nach fir eng kuerz Interventioun.

► **M. Marcel Oberweis** (CSV).- Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt just am Rumm vun der Palästina-Diskussioun, déi den Här Kartheiser ugeféiert hat, soen, datt ech direkt nogefrot hu beim Comité pour une paix juste au Proche-Orient, deen ech gutt kennen, well ech do engagéiert sinn.

Déi Folter, déi gewise ginn ass an elo grad zitéiert ginn ass, dat war e Fake, dee war op Facebook gesat gi, vu frieme Mënschen an ass erofgeholll ginn, no den Aussage vun deene Leit, déi do responsabel zeechnen. Also mir sollen ëmmer d'Saache richtegstellen, déi richteg sinn!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Wien huet et dann dropgesat?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci fir déi Prezisioun. An d'Wuert huet elo den Här Kooperatiounsminister.

### Prise de position du Gouvernement

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Merci, Här President, fir zum Schluss d'Wuert no deser flotter Debatt kënnen ze erhiewen. An ech mengen, et ass och gutt ze héieren an datt mer gesinn, datt an eiser Entwécklungspolitik an och an eiser Aide humanitaire gréisstendeels, mengen ech - an ech kommen herno kuerz zréck op d'Aussoe vum Här Kartheiser -, vu fënnel Fraktiounen eigentlech d'Richtung, déi hei uginn ass, och gedroen ass.

Ech mengen, ech hunn am Ufank geschwat vu Kontinuitéit. Kontinuitéit, dat heescht, datt eis Entwécklungshëllef zënter Jorzénngten zouverlësseg ass fir eis Partner an och eng Transparenz opweist zënter laange Joren. Dat ass gutt an dat ass richteg esou, an ech mengen, dat gouf och vu villen hei ennerstrach.

Ech wollt elo keng Ried de Mëtteg hei halen als en „Gutmënsch“. Et giong mer net dorëm. Et giong mer net drëm, fir dorop hinweisen, wou mer iwwerall Problemer hätten, wéi d'Situatiounen geifen ausgesinn. Ech kennen déi! Dir alleguerten kennt se.

An duerfir wollt ech eigentlech hei an deser Debatt Solutiounen proposéieren, a Solutiounen, mengen ech, déi mer och ganz kloer ermëffannen an enger ganzer Rei vu Konventionen, déi mer an deene leschte Joren a virun allem och am leschte Joer ofgeschloss hunn, siefen dat déi 17 ODDen, siefen dat d'Accorde vum Addis Abeba, siefen dat doniewent och d'COOP21 zu Paräis. Dat si kloer Pisten, déi eng Rei Äntwerte ginn op dat, wat och gesot gouf, an eng Rei Froen, déi gestallt gi sinn, virun allem am Beräich vun der Kohärenz.

D'Agenda 2030 ass déi Superkohärenz, déi ëmmer erëm gefrot gëtt, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä op internationalem Parquet! An ech mengen, et ass dat, wat wichtig ass a wat och zréckzebehalen ass bei deenen Accorden, déi hei gemaach goufen. A mir mussen eis doru winnen. Mir mussen eis selbstverständlech dru winnen, datt des Agenda, déi mer eis ginn hunn, eng universell ass, datt déi fir den Norden a fir de Süden zielt. An dat ass jo dee groussen Défi, dee mer mussen upaken.

Dat ass sécher fir eng ganz Rei vu Länner an och vu Regierungen Neiland, fir sech ermëffannen. Mä ech mengen, grad hei zu Lëtzebuerg si mer op engem gudden Wee, des Kohärenz ëmzesetzen an deenen eenzelne Beräicher, zesummen a mat deenen eenzelne Ministere.

Et gouf hei engersäits d'Sécherheet ugeschwat an op där anerer Säit dann och d'Entwécklungshëllef. Jo, et sot emol eng Kéier eng ganz grouss Persoun: „Et gëtt keng Sécherheet ouni Entwécklungshëllef, an et gëtt keng Entwécklungshëllef ouni Sécherheet.“ Jo, dat ass effektiv esou. A wann een an déi Länner geet, an ech hunn d'Chance, an eis Partnerlänner ze goen an doriwwer eraus och an d'Konferenzen ze goen, wou kloer och an deene Gruppen doriwwer diskutéiert gëtt, da gesäit een, datt alles enk matenee léiert ass.

Ech ginn lech d'Beispill vun der Ministesch aus dem Niger, déi hei war während eisen Assisen, mat där ech geschwat hat an déi eigentlech och bedauert huet, datt si grad fir d'Sécherheet vun hirem Land ze garantéieren misst Milliounen investéieren, fir dat ze maachen. Dat si Milliounen, déi mat Sécherheet besser op anere Plaze geifen ukommen, do wou se de Leit an deem Land selwer kënnen hëllef. Mä si muss et maachen, fir och d'Sécherheet par rapport zu anere Länner ze garantéieren.

Do ass ee Beweis, wéi dat ganz enk zesummespillt zwësche Sécherheet an Entwécklungshëllef, deen dat ganz kloer weist. An ech mengen, mir mussen eng Kéier doraus erauskommen, datt mer effektiv op en aneren Stadium kommen an datt déi Entwécklungshëllef, déi mer maachen, och wierklech eng nohalteg ass, déi och wierklech op déi eenzel Bedierfnesser an deem Moment wäert agoen.

Et gouf ganz vill hei geschwat vun der Roll vum Secteur privé. Jo, et ass richteg, datt mer effektiv och hei grad op der Konferenz vum Addis Abeba gesot hunn, datt mer nach méi mussen en neie Partner hunn, deen eis hëlleft, e Levier

ze ginn, fir Gelder lasszeäisen. An duerfir ass d'Roll vum Secteur privé ëmsou méi wichtig, gewosst, datt mir als Lëtzebuerg Entwécklungsmintère respektiv Entwécklungshëllef ni wäerten eng Aide léie maachen, mä datt mer selbstverständlech probéieren, och eis Ekonomie, eis Akteuren aus der Ekonomie interessant ze maachen, fir effektiv och an de Partnerlänner, am Ausland mat ze investéieren, fir ze hëllef, och do Ekonomien opzebauen, fir ze hëllef, und Gelder ze erwirtschaften.

Ech gesi bei menge Visitten aner Länner, déi dat maachen! Ech gesi ganz genau, wéi a verschiddene Beräicher d'Chineesen zum Beispill aktiv sinn an do effektiv och Infrastrukturen dohinnerstellen, mat engem Retour, dee selbstverständlech gefrot ass. Mir maachen dat net! Mir investéieren an d'Leit. Mir investéieren an d'Infrastrukturen, fir de Länner wierklech virunzuehëllef, awer wierklech eng konkret mam Finger drop hinweisen, wou Problemer leien.

Et gouf hei ugeschwat: d'Sensibiliséierung. D'Sensibiliséierung ass sécher e wichtige Facteur, dee mer muss viruféieren an dee mer nach verstärkt muss bréngen. Well ech mengen och, wann dobaussen eng ganz Rei vu Leit effektiv och op där Schinn sinn, wéi mer se elo hei tracéiert hunn, wéi eis Entwécklungshëllef soll ausgesinn - an ech zitieren do nëmmen déi 93 ONGe mat deenen Dausende vu Leit, Bénévollen, déi eng Hand matupaken -, da gesi mer, datt eng Bereitschaft an eiser Bevëlkerung ass, deen dote Wee matzegoen. An dat ass gutt an dat ass richteg esou, op deem Wee muss mer och virugeen.

Mir hunn, wat de Beräich, deen hei ugeschwat ginn ass vun de Finanzen respektiv och vun den Taxen, eventuelle Gelder, déi géife verluer goen an de Länner selwer, als Lëtzebuerg eng ganz Rei vun Initiative mat ennerstetzt an och eng Rei vun Efforte gemaach, virun allem d'Addis Tax Initiative, déi mer mat ennerschriwwen hunn, mat enger ganzer Rei vu Punkten, déi eis kloer Obligatiounen ginn, wéi mer dat och an Zukunft mussen a wëllen ëmsetzen. A mam Finanzminister zesummen, mat deem mer eng Rei vu Saachen elo schonn ëmgesat hunn, si mer op deem Wee, dat och effektiv eriwirzege ginn an effektiv ze maachen.

Wa mer iwwert déi sougenannt Ëmsetzung vun deem ganze Volet an am Prinzip vun der Kohärenz vun de Politicke schwätzen, gëtt jo och ëmmer de Pensiounsfong ugeschwat, ee vun deenen. Obwuel ech emol wëll soen, wa mer am Kader vun Klimawandel, Chagement climatique soen, wéi mer CO<sub>2</sub> reduzéieren, dann huet dat näischt mat eiser Bedeelegung a Fongen ze dinn. Mir spueren kee Gramm CO<sub>2</sub> an, andeem mer do aus verschiddene Fongen erausginn! Mä et ass awer richteg, datt mer et solle maachen, fir an eng gewëssen Ethik eranzekommen. An dofir ass och elo d'Propos do, nodeem mer eenzel e Screening gemaach hu vun eise Fong, datt mer kucken, eng Rei Pisten, Solutiounen ze proposéieren, wéi mer dann effektiv virginn. Dat sinn ech amgaangen, zesumme mam President vum Fong ze maachen. Dat wäerte mer presentéieren an da wäerte mer kloer Linnen hunn, wéi de Fong sech positionéiert, a verschiddene Beräicher: zum Beispill och wat de soziale Wunnengsbau ubetrëfft, den Impakt dovunner, d'Stieche vu Prozenter aus deem ganze Fong doranner, mä fir virun allem och ze kucken: Wéi kriéit mer eventuell och déi Ethik an deen heite Beräich eran, déi mer elo schonn hunn an deenen anere Beräicher?

An ech kéint mer virstellen, datt een eng Zort Commission éthique géif erstellen, déi och dat heite géif analyséieren an och dann all Kéiers de Screening vun deenen eenzelne Fonge maachen, wou Lëtzebuerg effektiv präsent ass.

Bei der Fiche d'impact, déi ugeschwat gouf, mengen ech, datt dat eng Aufgab ass vun der ganzer Regierung. Dat ass net nëmmen eng vun Kooperatiounsminister. A wann ee seet „Fiche d'impact“, esou geet et jo net drëm, fir bei engem Gesetzestext do unzepräsen: Jo, et ass en Impakt effektiv op d'Entwécklungslänner. Neen, et muss ee sech och d'Moyene ginn, fir Etüden ze maachen, fir déi Impakten erauszefanne vun deenen eenzelne Projeten. An dat ass wahrscheinlech quer net esou einfach, fir dat ze gesinn, wat den Impakt effektiv och hei op d'Entwécklungslänner ass. A mir wäerten dat...

► **Mme Nancy Arendt** (CSV).- Et steet awer am Regierungsprogramm!

► **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*.- Mir hunn dat am Regierungsprogramm a mir maachen dat och, esou wéi vill aner Punkten an der Tëschenzäit och konnten a wäerten an Zukunft realiséiert ginn.

Fir nach vlächcht zréckzekommen op deen 1%, 1% vun APD: Ech sinn am Prinzip houfreg drop, datt mer an eise Regierungprogramm

kloer uginn haten, 1% vun eise RNB an d'APD ze stiechen, an dat och an Zukunft wäerte maachen. Ech sinn och frou, datt an deem Moment, wou den RNB nei berechent gouf a wou déi ënnert de Seuil gaange wier an engem gewëssene Joer, mer ee Minimum age-sat hunn. An och wa mer all Kéiers deen 1% an eise Budget asetzen, sou ass dat evident, datt, wann deen RNB explodéiert, wéi dat am leschte Joer war bei plus 13%, et onméiglech ass, Engagementer zum Schluss nach ze maachen, fir datt een um deen dote Seuil erukéim. A mat 0,95%, mengen ech, si mer no dobäi. Mä wann ee ganz einfach d'Chiffere kuckt, gesi mer, datt mer virun an enger kontinuierlecher Steigerung sinn.

An am Budgetgesetz gesitt Der, wann Der de Compte pluriannuel kuckt, wéi déi Hausse an deenen nächste Joren ass an datt all Kéiers e Plus derbäikéint bei d'APD, déi effektiv zousätzlech derbäikéint. Mir ginn also net zréck, mir gi virun.

A Chapeau un all déi, déi effektiv dat dote stäipen!

### (Interruption)

Merci de Fraktiounen, déi festhalen un deem enge Prozent, ausser dem Här Kartheiser, deen ech verstinn a sengen Iwwerleeungen an deem - an deem - Beräich, wou en zu Recht seet: „Mir géife gären all Kéiers déi Saachen, déi mer maachen, an ee Volet huelen an domat eigentlech eis APD rechnen.“

Bon, Här Kartheiser, et ass e Choix politique vu fënnel Fraktiounen hei, et aneschtens ze maachen!

### (Interruption)

Dat, mengen ech, hunn ech emol de Mëtteg erausgespuert. A vlächcht zum Schluss, mengen ech, hunn ech och aus Àrem Débat... - an ech mengen, ech wäert en och ganz fair a korrekt behandelen -, Dir hutt eng ganz Rei vu Saachen zitéiert hei an Dir hutt zum Schluss eppes gesot, wou ech e bësse stutzeg awer war, Dir hutt vun enger grousser „Solidaritéit“ geschwat: Ech hunn an Ärer Ried weineg Elementer vu Solidaritéit fonnt, mä éischter vun Ausgrenzung!

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

### (Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Mir sinn domat um Enn vun eiser Diskussioun ukomm. A mir géife zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour iwwergeen. Dat ass déi erweidert Fro vun der Madamm Taina Bofferding iwwert d'Problematik vum Mobbing op der Aarbecht. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

### 3. Question élargie n°19 de Mme Taina Bofferding au sujet du phénomène du «mobbing» au travail

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP).- Merci, Här President. Kollegeinnen a Kollegeen, ech hunn des Fro agerecht, well ech gären de Sujet Mobbing op déi politesch Agenda wëll setzen. Et ass e Sujet, dee mer mussen eescht huelen, well d'Folge kënnen ganz dramatesch sinn, wann op eemol aus Aarbechtskollegeen oder Virgesetzte Feinde ginn.

Bei eis am Land gëtt et, wéi a villen anere Staaten an Europa, keen eegent Mobbinggesetz. De Begrëff taucht zwar am Statut vun de Statsbeamten op, do gëtt en erwäänt, mä um Niveau vun Privatsecteur gëtt et awer keng legal Basis. Dat heescht, wann et zu gerichtlechen Auseensetzungen kënn, da gëllt den Droit commun.

Wou Mënschen zesumme schaffen, kann et zu Meenungsverschiddenheete kommen, zu Konflikter, dat ass normal, datt ass net ëmmer schéin, awer mënschlech. An dat bedeit och net, dass et direkt muss zu engem Mobbing kommen. Meeschtens fënnst sech jo och eng Léisung. Duerno geet een erëm friddlech mateneen ëm an och erëm respektvoll. Net akzeptabel ass allerdeings, wann een iwwer e längeren Zäitraum systematesch ugefeindet oder schikanéiert gëtt, wa beispillsweis wichtig Informatiounen net weidergeleert ginn, wann ee kee Moie méi gesot kritt oder wa Psychoterror als Féierungsstil duerch de Chef ugewannt gëtt. Vun eis kennt bestëmmt een...

► **Une voix**.- Oder d'Cheffin.

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP).- ...oder eng Cheffin.



Vun eis kennt bestëmmt een aus sengem Bekannten- oder Familjekrees e Fall, deen esou Schikane erlieft huet an deem säi Berufsalltag zur Häll ginn ass. D'Affer erliewen des Ugrëffer als eng déif gräifend Kris, vergläichbar mat engem Trauma bei engem Accident oder bei engem Iwwerfall. Mat all Attack erliewen d'Affer op en Neits hir Onmuecht an hir Demütigung.

Mobbing an der Aarbechtswelt ass e groust Thema. Et ka jiddwereen treffen. Et verursaacht en héije Leidensdruck a kann zu psycheschen a physeschen Krankheete féieren a schlussendlech och zu enger Aarbechtsonfäegkeet.

Hei stellen ech meng éischt Fro un de Minister: Ginn et Donnéeën, déi de Phänomeen vum Mobbing hei am Land erfassen? Kann och vläicht ageschat ginn, wéi d'Onkäschten, déi eben duerch de Mobbing kënnen entstoen, kéinten och erfassst ginn? Well de Mobbing ass jo net just nëmmen e Problem, deen déi Betraffe selwer betrëfft, wat jo u sech scho schlëmm genuch ass, mä och fir d'Betriber an d'ganz Ekonomie kënnen hei Schied entstoen.

Viru gutt 14 Joer gouf eng Initiativ ergraff, dat war deemools vum LSAP-Deputéierte Lucien Lux, deen hat eng Proposition de loi agereecht, déi vun der deemoleger CSV/DP-Regierung ënner der Leedung vum chrëschtlech-sozialen Aarbechtsminister ofgeleent gouf. Et huet sech deemools leider keng politesch Majoritéit fonnt, fir ze léigféieren.

#### (Interruptions)

Ech begrëssen awer, dass dese Sujet elo am aktuelle Koalitionsaccord Nidderschlag fonnt huet an ebe gekuckt soll ginn, fir e legale Kader auszeschaffen, also e Gesetz auszeschaffen, basierend op deser Proposition de loi an och op der Konvention vun 2009 tëschent de Sozialpartner.

Dozou da meng zweet Fro un de Minister: Sinn d'Bestriewungen nach ëmmer ginn, fir e Gesetz ze maachen? Sidd der vläicht schonn amgaangen, esou e Gesetz auszeschaffen? A wéini kéint mat engem Dépôt da vläicht gerechent ginn?

#### (Brouhaha)

D'Konvention tëschent de Sozialpartner leet de Schwéierpunkt op d'Prevention an d'Gesundung vu Mobbingfall. Et ass virgesinn, dass no fénnef Joer, wann ee vun de Sozialpartner dat freet, eng Evaluatioun kann duerchgefouert ginn.

Dofir meng drëtt Fro un de Minister: Hutt der vläicht Infoen zur Ëmsetzung vun den Dispositionen a Mesuren, déi an deser Konvention festgehale goufen? Oder sinn eventuell och Konklusionen gezu ginn?

Op ee präzise Punkt wëll ech awer nach gären aogen, deen och ganz wichtig ass: Dat ass d'Preuve. An der Proposition de loi, déi ech iwwerholl hunn, gëtt d'Iddi virgeschloe vun engem Partage vun der Charge vun de Beweiser. Dat heescht, dass d'Affer verflucht ass, d'Faiten, déi e Mobbing vermute loosse, ervirzebréngen, woubäi et dann un der ugekloter Säit ass, déi Uschëllegungen dann, déi net esou begrént sinn, virzedroen (veuillez lire: woubäi et dann un der ugekloter Säit ass virzedroen, dass déi Uschëllegungen esou net begrént sinn).

Hei géif ech da gären als véiert Fro vum Minister wëssen,...

#### (Coups de cloche de la présidence)

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Lauschtert no, wann ech gelift!

**Mme Taina Bofferding (LSAP).**- ...wéi hien zu deser Iddi steet an ob déi Iddi och herno vläicht kéint am Gesetz opgegraff ginn.

Eng fénneft a lescht Fro - ech gesinn, dass meng Zäit fortleeft, da maachen ech et e bësse méi kuerz -, meng fénneft a lescht Fro un de Minister war, ob och driwwer ngeduecht gëtt, fir nach aner Mesuren ze huelen, fir de Mobbing ze ënnerbannen.

Ech wëll och gären zum Schluss soen, dass ech mer duerchaus bewusst sinn, dass mer, wa mer elo e Gesetz maachen, domadder de Mobbing net komplett aus der Aarbechtswelt verschwanne loosse. Mä ech denken awer, dass et dozou ka bäidroen, dass et d'äers manner wäert ginn. A virun allem beweise mer domadder, dass de Mobbing keng Kavaliersdelikt ass, dass mer déi Betraffen net mat hire Problemer eleng dostoe loosse. A virun allem wäerte mer domadder haartnäckeg Mobber konsequent zur Rechenschaft zéien. Genau dofir, mengen ech, brauche mer en effiziente Rechtsschutz am Sënn vun engem verbesserte Schutz vun de Rechter fir déi schaffend Leit.

Merci.

**Une voix.**- Gutt!

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- D'Wuert huet elo den Här Aarbechtsminister.

**M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Merci, Här President. Här President, Madamm Deputéiert, ech deelen natierlech Är Analys iwwert d'Gravitët vun deem Phänomeen Mobbing, deen effektiv, do wou e sech weist, vill Leit a ganz schwiereng Situatiounen bréngt, déi och herno bis souguer heiansdo zum Suicide oder zumindest enger Tentative de suicide kënnen goen. Mir sollen also dee Problem ganz seriö huelen, dee präsent ass an der Aarbechtswelt, an net nëmmen an der Aarbechtswelt. Et gëtt och aner Situatiounen, wou et Mobbing gëtt. Mir hate schonn eng Diskussioun hei virun enger Zäitchen an der Chamber doriwier: Zum Beispill an de Schoulen, am Schoulmilieu gëtt et dat och.

Ech wëll awer elo ganz schnell op Är prezis Froe kommen. Déi éischt Fro ass déi vun der Quantifikatioun. Bon, dat ass ëmmer ganz schwéier ze soen: Et gëtt esou vill Fäll, wou e Mobbing ass. Wann ech d'ITM froen - dat hunn ech näamlech gemaach -, da soen déi mir: „Mir hate säit dem 1. Abrëll 2015 376 Ufroen iwwert de Mobbing“, Ufroen iwwert de Mobbing, wou d'Leit sech bei der ITM beschwéieren a froen, wat hir Moyene wieren am Fall vun engem Mobbing. 42 Fäll si méi konkret ginn an do ass wierklech eng Plainte gemaach ginn, déi dann och eng Intervention vun der ITM mat sech zitt.

Donieft hu mer eng Asbl, déi heescht „Mobbing asbl“, déi och als Ministère ënnerstëtzen an och där hir Moyenen ech souguer eropgesat hu vu Joer zu Joer, well ech fannen, dass déi Asbl eng gutt Aarbecht mécht. Besonnesch ass se déi eenzeg, déi eigentlech sech ganz mat deem Problem do ausenansetzt. Déi schwätze mer vu grosso modo 1.700 Fäll, mat deene si betraff sinn, respektiv, wa se d'Joer 2015 huelen, nei Fäll, nei Dossieren, déi oppaange sinn, da komme se op 133. Bon, dat sinn also d'Zuelen.

Elo gëtt et eng Etüd, déi der doudsécher kennt, dat ass d'Etüd vun der Chambre des Salariés, déi ganz gutt ass, déi zesumme gemaach gëtt mat der Uni Lëtzebuerg. An déi hunn och am Mäerz 2016 hei iwwer „Better Work“ eng Publikatioun gemaach nëmmen iwwert den Harcèlement moral au travail au Luxembourg.

#### (M. le Ministre Nicolas Schmit montre une publication.)

Dat sinn Etüden, déi ginn op Basis vu Sondagë gemaach, déi awer, wéi gesot, mat der Uni Lëtzebuerg zesumme gemaach ginn, an déi kommen op ganz aner Chifferen: Déi gesinn, dass am Joer 2015 praktesch 13,8 Prozent vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen, iergendwéi sech gemobbt gefillt hunn.

An do fänke mer un, an dee schwierigen Domän ze kommen, well Mobbing, dat ass eng Saach, déi objektiv ass. Sécher, et gëtt Situatiounen, déi ganz objektiv sinn, mä et gëtt natierlech och ganz einfach déi Situatioun, dass ee sech gemobbt fillt. An dat mécht jo d'Saach net méi einfach, besonnesch dann, wa mer elo e Schrack weider ginn an dat eventuell virun e Gericht bréngen. Wann ech also déi Donnéeën vun der CSL als Basis huelen, da misste grosso modo 40.000 Leit hei zu Lëtzebuerg am Joer 2015 iergendwéi de près ou de loin sech gemobbt gespuert hunn.

D'Ursaachen, Dir kënnt dat jo do noliesen, dat sinn zum Beispill: Déi Leit kréien eng Missioun, déi eigentlech op hirer Aarbechtsplaz kee Sënn mécht. Dat empfangen d'Leit als e Mobbing. 8,2% vun de Mobbingfall wieren dorop hinzeféieren, dass een eng Missioun kritt, déi kee Sënn mécht. Oder et gëtt een op senger Aarbechtsplaz vëlleeg ignoréiert, wat och e ganz wichteg Element ass, dass een einfach d'Reconnnaissance, déi ganz wichtig ass, d'Unerkennung, d'Unerkennung op der Aarbechtsplaz, dass een déi do net fénnt, empfénnt een als Mobbing.

Bon, elo kommen ech op Fraen a Männer, just fir e puer Detailler ze ginn: ongeféier gläich. Et ass net esou, dass méi Fraen oder méi Männer géif gemobbt ginn. Et ass à peu près, no där Etüd, gläich. Déi Jonk gi méi gemobbt wéi déi Eeler. Déi Jonk, déi nach net laang am Betrib sinn, gi méi gemobbt wéi déi, déi scho laang am Betrib sinn. An deene klengen Entreprisë gëtt anscheinend manner gemobbt wéi a méi groussen Entreprisën.

Bon, an deenen Entreprisën, wou eng Politik besteet, fir d'Leit ze sensibiliséieren - an dat äntwert eigentlech och schonn op eng aner Fro, déi der mer gestallt hutt -, ass de Mobbing méi niddreg. Dat heescht, an enger Entreprise, déi d'Leit zum Beispill iwwer hir Gesondheet sensibiliséiert oder kuckt, dass se effektiv net dauernd

am totale Stress sinn, do ass och de Mobbing manner héich. Bon, wat och ëmmer weist, dass an deene Betriber, wou d'Aarbechtskonditiounen besser sinn, do ass et esou, dass och de Mobbing manner dévéléppéiert ass.

De Coût ass ganz schwéier auszemaachen. Do géif ech mech da just kënnen op eng Donnée referéieren, dat ass e Calcul, deen d'„Mobbing asbl“ gemaach huet, qui vaut ce qu'il vaut. Ech kann net soen, dass dat elo..., dat ass eng Estimatioun, déi kënnt op à peu près 100 Milliounen. Firwat kënnt se op 100 Milliounen? Well se rechent, wéi vill Deeg eigentlech duerch de Mobbing duerch Absencë verluer ginn. An an der Moyenne sinn dat 6,7 Wochen!

Mir schwätzen also net vun Deeg, mir schwätzen a Wochen. Dat heescht, wa wierklech eng seriö Situatioun vu Mobbing ass - an ech géif soen, déi „Mobbing asbl“ kritt nëmmen déi, déi kritt net déi Leit, déi soen: „Dee mobbt mech, mä u sech iwwerliewen ech dat“ -, da si mer an der Moyenne bei 6,7 Wochen. An dat mécht, wann een dat héichrechent mam Loun, reng wat et kascht als Absenteismus, em déi oder souguer e bësse méi wéi 100 Milliounen. Domat ass awer elo net ausgerechent, wat dat heescht fir d'Sécurité sociale, Dokter an esou weider an esou fort.

Nun, jo, d'Moyens légaux: Ech mengen, et ass elo un der Zäit, e Gesetz ze maachen. Vill Länner hunn e Gesetz. D'Belsch hunn e Gesetz, d'Fransousen hunn e Gesetz. Bei ons ass e Vide eigentlech, e Vide juridique. Sécher, et kritt ee gesot: „Neen, am Artikel... vum Code civil, do kann een...“, ech weess elo net méi den Artikel, 1314, wann ech mech gutt erënneren, „do kann een och de Mobbing mathuelen.“ Mä mir hunn eng Jurisprudenz, déi kloer mécht, dass eigentlech d'Gerichter sech do awer ganz virsiichteg weisen. A souguer an enger Jurisprudenz, do gëtt kloer gesot, dass mer eigentlech keng Base légale hunn, kee Gesetz hunn, dat de Mobbing kloer definéiert, a wou doduerch dann och kënnen Peiné gesprach ginn oder Sanktiounen gesprach ginn. Duerfir mengen ech schonn, dass et wichtig ass, esou e Gesetz ze maachen.

Laang ass gesot ginn - an dat explizéiert och, firwat vläicht dat gedauert huet - vun deenen engen oder deenen aneren: „Bon, mir hu jo deen Accord zwësche Sozialpartner. An duerfir brauche mer net onbedéngt nach e Gesetz, well d'Sozialpartner sollen dat ënner sech ausmaachen.“ Deen Accord ass och an der Rei, deen ass och souguer d'obligation générale deklaréiert. Mä deen Accord, dee seet, wéi ee soll de Mobbing verhënnere, wéi ee Preventioun soll maachen, wat ee soll maachen dann, wann eng Situation concrète vu Mobbing sech weist. Mä e gëtt eigentlech net deemjéinegen, dee wierklech gemobbt gëtt, eng Handhab, viru Gericht dat ze plädéieren an och dann eventuell juristesche Konsequenze kënnen doraus ze zéien.

Mir hunn e wichtige Punkt, dat ass effektiv d'Charge de la preuve. Bon, déi Proposition de loi, déi Dir jo elo iwwerholl hutt, déi gesäit eng Charge partagée vir, esou wéi mer déi och hu beim Harcèlement sexuel a bei der Discrimination, am Diskriminierungsgesetz. Ech mengen, dat ass och déi eenzeg Approche, déi een hei kéint hunn: dass deen, dee gemobbt ass, natierlech muss beweisen, dass e gemobbt ass, mä dass deen, deen dat contestéiert, och muss beweisen, dass dat net de Fall ass, also e gewëssenen Équiliber, wat d'Charge de la preuve ubelaangt.

Wichtig ass, an do ginn ech lech vollkomme recht: Och mat engem Gesetz wäerte mer de Mobbing net aus der Welt schafen. Mir mussen also derfir surgen - an do kënnt et natierlech un d'Sozialpartner, e wichtige Rôle ze spillen -, dass eben déi Sensibilisatioun, vun där ech viru geschwat hunn, méi aktiv an de Betriber gemaach gëtt, dass och e gewëssent Verständnis ass, wann esou Situatiounen komme vu Mobbing, dass een net seet: „Oh, wat stells Du Dir do vir?“, an esou weider, mä dass een op déi Problemer ageet. Well schlëmm Ursaachen, schlëmm Mobbinge kënnen natierlech och e Betribsklima komplett vergëften, oder zumindest an engem Service d'Situatioun komplett vergëften. Et ass also net nëmmen schlëmm fir déi Leit, déi gemobbt ginn, mä et ass eigentlech och net gutt fir dat generell Betribsklima.

An duerfir, wann een esou e Gesetz mécht - an ech hunn et versprach elo definitiv, dass mer dat d'nächst Joer op Basis vun där Proposition de loi maachen, nodeem ech dann nach eemol mat de Sozialpartner doriwier schwätzen -, da musse mer och hannendrun e Plan d'action maachen, fir d'Sozialpartner besonnesch ze sensibiliséieren, fir dass eben déi Situatiounen esou wäit wéi méiglech évitéiert ginn.

Merci.

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Ech ginn dovun aus, dass domat d'Fro evaküiert ass?

#### (Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou. A mir géifen zum nächste Projet iwwergoen, de Projet de loi 6831 iwwert d'Schafung vun engem juristesche Kader fir Gesellschaften mat sozialem Impakt. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Georges Engel.

#### 4. 6831 - Projet de loi portant création des sociétés d'impact sociétal et modifiant

a) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

c) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et

d) la loi modifiée du 16 octobre 1934 relative à l'impôt sur la fortune

#### Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

**M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet hei em, wéi de President et gesot huet, d'Sociétés d'impact sociétal. An et handelt sech hei em en Deel vun der Ekonomie, d'Ekonomie sociale et solidaire. A fir déi ze definéieren, géif ech emol Folgendes soen: de Secteur, deen als éischt Zil net de Profit huet, mä e sozialen...

**M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

**M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.**- ...oder gesellschaftleche Projet. Et ass also en Ëmdenken an deem, wat mer bis elo haten, fir Sociéiteit ze grënnen. Et ass net déi üblich Sociéiteit, fir maximale Profit erauszézéien, mä et ass eng Variant vu Sociéiteit, déi et bei eis an eiselem Lëtzebuerg Recht bis elo net ginn ass. An et ass u sech eng ganz staark Innovatioun an der lëtzebuergescher juristescher Landschaft. Si betrëfft e wichtige Deel vun eiser Wirtschaft, deen ëmmer méi zouhëlt an deen och ëmmer méi ënnerstëtzt muss ginn.

Enger Statec-Etüd no schaffen am Joer 2011 - leider ginn et keng méi rezent Zuelen - 25.000 Leit an deem dote Wirtschaftsberäich, wann een dat esou kann nennen. Mir hunn do eng Verduebelung gehat an deene leschten eelef Joer, eng Verduebelung vun deenen Aarbechtsplazen, wat awer ganz enorm vill ass.

Vill Initiative goufen et, ginn et och fir den Emploi a fir de Réemploi. Mat deem Gesetz hei gi se natierlech net alleguer ersat. Schwéier Vermittelbarer bleiwen och oft schwéier vermëttelbar an déi brauchen och en aneren Encadrement a brauchen och spezifesch Formatiounen. Et ass net, dass dat heiten alles elo ratzekal ewechmécht, wat et bis elo ginn ass, mä et ass eben, wéi gesot, eng nei Form vu Sociéiteit.

Déi meescht Entreprisën aus deem Secteur hei, dat sinn Asblen, ee Statut, deen u sech net adaptéiert ass fir des Zort vun Aarbecht an deen och eng Rei vu Problemer mat sech bréngt. D'Asblen hunn näamlech Problemer, fir eng Autorisation d'établissement ze kréien, wat da bei verschiddenen Aktivitéiten och eng juristesche Onsicherheit mat sech bréngt.

En anere Problem ass, dass Asblen net kënnen un Ausschreibungen deelhuele, wat schued ass. Well besonnesch zanter zwou neien Direktiven, den Direktiven 2014/23 an 2014/24, gëtt et u sech eigentlech erlaabt, fir och sozial an ekologesche Kritäre bei Ausschreibungen ze berücksichtegen an och verschidden Ausschreibungen méi spezifesch fir sozial Entreprisën oder äänlech Strukturen ze reservéieren.

D'Zil vun deemem Projet ass et dofir, fir en eegene Statut fir des Entreprisën ze schafen, e Statut, deen hirem Objekt, hirer Funktionsweis Rechnung dréit, also eng „Société d'impact sociétal“, kuerz och „SIS“ genannt. De Statut vun enger SIS ass reservéiert fir Personnes morales de droit privé, déi sech a Forme vu Sociéiteit kënnen erëmfannen, wéi enger SA, enger Sàrl - enger Société à responsabilité limitée - oder enger Société coopérative.

Et waren och nach d'Société européenne oder d'Société en commandite par actions ugeduecht, déi awer u sech et schwéier hunn, fir an déi Form an an deen Aufgabebereich an och an déi streng Kritäre vun enger SIS dranzefalen. Gradesou wéi d'Société à responsabilité limitée simplifiée, déi och hei net zréckbehale ginn ass, well déi och net kompatibel ass oder ganz schwéier kompatibel ass mat de strikten Obligatiounen vun enger SIS.



Déi Sociéiteiten, déi dann de Statut vun der SIS kritt hunn, déi ginn am Mémorial B publizéiert, gradesou wéi och déi, déi de Statut haten an en oferkant kritt hunn, well se d'Konditiounen net méi erfëllen.

Ee wichtegen, ganz wichtege Kritär an där Sociéitéit, an där SIS ass, datt se d'Transparenz spille léisst, virun allem bei der Prozedur och, fir den Agrément ze kréien an awer och herno am Funktionement.

Wat sinn dann d'Obligatiounen, fir als SIS unerkannt ze ginn a kënnen ze funktionéieren? D'State vum enger SIS mussen den Objet social definéieren, grad wéi d'Method, wéi d'Bienen oder d'Servicer produzéiert, verdeelt oder getosch ginn, dat alles, fir den Objet social a Musek emsetzen. Do weess ech, vu wat ech schwätzen.

An der Praxis heescht dat entweder eng Aktivitéit, mat där Mënschen an enger Situation de fragilité ennerstëtzt ginn, oder awer eng Aktivitéit, déi hëlleft, dat soziaalt a gesellschaftlecht Netz ze entwëckelen, Exklusiounen oder Inegalitéiten ze bekämpfen, oder awer Aktivitéiten, déi hëlleften, déi territorial Kohäsion ze stäerken. Och Aktivitéiten am Ëmweltschutz sinn hei ugeduecht, kulturell oder kreativ Aktivitéiten, gradesou wéi Aktivitéiten am Beräich vun der Formatioun oder der Formation continue.

Dir gesitt also, hei ass e ganz breet gefächerten Domän, mä alles sinn et Aktivitéiten, déi fir eng nohalteg Entwëcklung an eiser Gesellschaft stinn, woubäi den Term vun der Nohaltegkeet sech hei net nëmmen op déi vun der Ëmwelt bezitt, mä op en nohaltege gesellschaftlechen Zesummenhang sech bezitt, wat den Term vun der Nohaltegkeet u sech jo och beinhalt.

Da muss de Kritär vun der beschränkter Lukratvitéit respektéiert ginn. Dat heescht, datt eben net de Profit datt éischt Zil ass. Déi nei Sociétés d'impact sociétal mussen minimum 50% „parts d'impact“ hunn. Et ginn nämlech an där Sociéitéit Parts d'impact an „parts de rendement“. 50% mussen Parts d'impact sinn, minimum. Et kënnen och 100% Parts d'impact sinn, dat heescht Parten, déi fir de Besëtzer kee Benefiss ofwerfen. De Profit gëtt nees ganz an den Objet vun där Société d'impact sociétal reinvestéiert.

Fir d'SIS mat 100% Parts d'impact ginn et iwwerdeems extra fiskal Bestëmmungen. D'Done fir déi 100%eg SIS sinn integral steierlech ofsetzbar. Si brauche keng Gewerbesteuer, keng Kollektivitéits- a keng Verméigenssteuer ze bezuelen.

All Sociéitéit gëtt sech eegen Indicateurs de performance an hire Statuten. Do ginn et Grillen, déi herno ausgeschafft ginn. An et gëtt u sech esou en „level playing field“ geschafte fir alleguer déi SISen, déi eng selwecht Aktivitéit hunn, fir datt déi och déiselwecht Indicateurs de performance als Basis emol hunn.

D'Konte vun der SIS mussen vum engem agréierte Réviseur d'entreprises kontrolléiert ginn. An do dernieft muss d'SIS och all Joer e Rapport extrafinancier maachen, deen dann evaluéiert, ob an awërfen datt déi sozial a gesellschaftlecht Zilsetzung konnter erfëllt ginn - e ganz wichtege Rapport, deen u sech d'Essenz vun der ganzer Sociéitéit mat ausmécht.

Dës Oploe solle garantéieren, datt de sozialen a gesellschaftlechen Objet effektiv iwwer der Profitrealiséierung steet an datt awer gläichzäitig de Funktionement an d'Konten och gesond sinn. Dat ass wichteg, fir sécherstellen, datt déi ëffentlech Hëllef, déi esou eng Sociéitéit ka kréien, och do ukommen, wou se sollen ukommen, an datt keng Abuse passéieren.

Fir de Beräich vun der Économie sociale et solidaire gëtt eng Commission consultative geschafen, déi als Aufgab huet, dem Minister ze assistéieren bei der Vergab vun den Agrémenten an och bei der Surveillance vum Secteur. De Minister schléisst dann och mat deem Secteur eng oder méi Konventiounen of. No dräi Joer vum Datum vum deem Gesetz u soll eng Evaluatioun gemaach ginn, fir ze kucken, ob dann déi Uwending och an der Praxis funktionéiert an ob et eventuell néideg Upassung muss ginn.

Dee Projet de loi hei hat eng länger Konsultatiouns- a Preparatiounsphas. Et ass en Text, dee sech un dat franséisch Gesetz uleent. Den Dépôt ass den 1. Juli 2015 vum Aarbechtsminister a vum Minister fir d'Économie sociale et solidaire gemaach ginn. Et goufen Amendements gouvernementaux am November 2015 gemaach. Eis Kommissioun, déi huet sech a sechs Sitzunge mat deem Text befaasst, huet och dunn Amendement gemaach am September vun deem Joer.

Den Avis vum Statsrot hat sechs Oppositionsformellen, well den Text net prezis genuch war, well et do och eng Source vun Insécurité juridique gi war. An déi konnter alleguerte behewe ginn.

Ausserdeem sollt een d'Politique de rémunération méi definéieren, wat de Statsrot a sengem Avis gesot huet. An en hat och Bedenken iwwer de maximale Salaire vu 5-mol de soziale Mindestloun. Mir hunn do en Amendement gemaach, wou mer dat op 6-mol de soziale Mindestloun gehewen hunn, well mer gemengt hunn a well mer och dovun iwwerzeegt sinn, datt dat, 5-mol de soziale Mindestloun, kéint héich qualifizéiert Leit ofschrecken. A mir hunn eis dunn un de Salären aus der Fonction publique, vun der Carrière supérieure, orientéiert.

D'Defiskalisatioun ass just fir SISen, déi 100% Parts d'impact hunn. De Conseil d'État hat Bedenken, well grad de Capital mixte jo kéint erméiglechen, datt d'SISe méi néideg Kapital fir hir Aktivitéiten do kéinte kréien. D'Kommissioun ass awer bei hirem ursprénglechen Text bliwwen, wat eiser Meenung no och méi eng staark ideologesch Approche vun deem Text mat sech bréngt.

Aner Avise goufen et vun der ULESS, der Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire, déi de Projet begreist, an d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers grad wéi de Conseil de la concurrence waren u sech och positiv, mä hu sech awer Suerge gemaach, wat déi fair Konkurrenzsituatioun ueget. Mä och do ass et kloer, datt esou eng SIS muss e Benefiss maachen, muss och funktionéieren, muss och kënnen déi Sue froen, déi se brauch, och fir sech selwer, fir kënnen ze funktionéieren. Also si mer der Meenung, datt och fir déi Konkurrenzsituatioun hei gesuergt ass. An et ass och fir eng fair Konkurrenzsituatioun gesuergt.

D'Chambre des Salariés grad wéi d'Chambre de Commerce bemierken, datt d'Asble mussen hei de Statut wiesselen, fir kënnen dee Statut vun der SIS ze kréien. Si hunn eng Suerg: datt dat muss begleet ginn. Déi Suerg, déi muss een dann och deelen.

Fir d'LSAP ass dat heiten e ganz wichtege Projet, e Beräich, deen eis ganz staark um Häerz läit. Vill Theme sinn hei ofgedeckt, déi u sech an eiser DNA stinn: sozial a nohalteg Zilsetzung, Erhalte vun der Ëmwelt, Solidaritéit, Ennerstëtzung an Hilfe zur Selbsthilfe fir déi méi Schwaach, déi méi Schwaach, déi sech ëmmer méi ausgegrenzt fillen an eiser Gesellschaft; woubäi hei awer mat Sécherheet e Gesetz ass, dat an déi Richtung geet, fir méi Zesummenhalt an der Gesellschaft ze fërderen.

Et war mat Sécherheet e Projet, deen dem John Castegnaro gutt gefall hätt, deen an deem Beräich grous Meritter huet an hei sécherlech och Pionéieraarbecht geleescht huet.

Ech wëilt e grouse Merci soen un alleguerten déi Leit, déi un deem Projet matgeschafft hunn, déi aus deem Projet menger Meenung no e ganz gudder Projet gemaach hunn. An ech wëilt och deene villen engagéierte Leit um Terrain Merci soe fir hiren Asaz fir eng besser a méi gerecht Gesellschaft.

An domadder ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Kaes fir d'CSV.

**Discussion générale**

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen haut de Mëtte an dem Gesetzesprojekt iwwer den drëtten Wirtschaftszweig, e Gesetzesprojekt, wou sech, jo, dat chrëschtlecht Mënschebild, fir dat d'CSV steet, ouni Zweifel ermëfnt, e Gesetzesprojekt, fir dat schonn an der viregter Regierung eigentlech d'Weichstellung geluecht goufen: Zum enge hat d'CSV/LSAP-Regierung bei hirem Regierungsbildung 2009 den Här Romain Schneider zum delegéierte Minister fir deesen drëtten Wirtschaftszweig genannt. An de fréieren CSV-Justizminister François Biltgen huet 2010 déi grous Zich vun där, wéi hie se genannt huet, „société à vocation sociale“ presentéiert.

Dat wëllt awer net heeschen - an ech wëll hei och net falsch verstane ginn -, dass d'Sozial- an d'Solidarwirtschaft eng Erfindung vun deesen zwou Parteie wier. Neen, et ass vill méi e gesellschaftleche Fait, dee sech iwwer, jo, déi lescht Joren, Jorzéngten, Jorhonnerten entwëckelt huet. An ech si mer sécher, dass deesen drëtten Wirtschaftspilier sech och an Zukunft wäert widerentwëckelen a Solutiounen wäert am Interêt vum Bierger proposéieren.

D'CSV steet nach ëmmer zu hirem Engagement vun deemools, fir deem wichtege Secteur e méi séchere legale Kader ze offrëieren. Dës Secteur huet nämlech net onwiesentlech dozou bäigedoen, dass zum Beispill och den Taux d'emploi vun de Fraen an d'Luucht gaangen ass. Dës Wirtschaftspilier ass och mat

verantwortlech, dass de Chômagetaux sech net weider substanzéiert no uewen entwëckelt.

Laang Zäit goufen d'Sozial- an d'Solidarwirtschaft als zwee Deelberäicher vun engem Ganzen duergestallt. D'Sozialwirtschaft wier u sech do, fir déi Leit, déi aus welche Grënn och ëmmer méi wäit vum normalen Aarbechtsmaart ewech sinn, nees an Aarbecht ze bréngen. Dat heescht, de Core Business ganz einfach vun de Beschäftigungsinitiativen, déi an den 90er Joren, mä och scho virdu, gegrennt goufen. An an der Solidarwirtschaft géif et drëm goen, jo, der Gesellschaft Gidder an Dëngschtleeschungen zoukommen ze loosser, déi vun de klassesche Wirtschaftsakteuren als net oder weineg rentabel empfongt ginn.

Mir wëssen awer, dass ganz vill Entrepreneuren aus deem Secteur béid Deelberäicher bei sech vereenegen. E Beispill eben: D'Beschäftigungsinitiative versichen, Demandeurs d'emploi nees fit ze maache fir den Aarbechtsmaart. A si versichen awer och, de Leit eng ganz Rei allgemeng Dëngschtleeschungen zoukommen ze loosser, déi hinne vun ordinären ekonomeschen Akteuren verwiert bliwwen oder zum groussem Deel verwiert bliwwen.

Här Preident, bis dato, an de Rapporteur huet et gesot, hunn d'Entrepreneuren aus der Sozial- a Solidarwirtschaft sech ënnert der Form vun enger Asbl gegrennt. Dat wëllt ganz einfach awer net heeschen, dass hiert Uleies doranner bestanen hätt, den Undeelsegener e maximale Profit ze verdeelen, bien au contraire, et goung ganz einfach ëm déi Aufgabe primordial, déi ech virdu schonn opgezielt hunn.

Duerch hir Aktivitéiten hu si leider awer um Bord, an dat ass eben haut nach esou, um Bord vun der Legalitéit geschafft. Mir begreissen et duerfir ausdrécklech, dass deesen Entrepreneuren an Zukunft méi Rechtssécherheet kréien.

Här President, ech wëll net méi op all Detailer vum Gesetzesprojekt agoen, den Här Rapporteur huet dat jo ganz grëndlech a sengem schrëftlechen a mëndleche Rapport gemaach, woufir ech him och hei géif e ganz grouse Merci soen. Ech wëll awer trotzdem op e puer Aspekter agoen, déi mer schonns zum Deel och an der Kommissioun diskutéiert hunn.

Éischte Punkt - ech hunn et jo scho gesot -, vill Akteuren aus deem drëtten Wirtschaftszweig goufen als Asbl gegrennt. Mat dem Gesetzesprojekt, deen hei virläit, ginn deesen Asblen eigentlech agelueden, sech opzeléisen an hiert Verméigen un eng nei Gesellschaft, SIS, déi se grënne mussen, ze iwwerdroen.

Mir waren a sinn nach ëmmer der Meenung, dass een den Akteuren hätt kënnen op verschiddene Punkten entgéintkommen, andeems een am Gesetz d'Méiglechkeet virgesinn hätt vun enger direkter Transformatioun an net, wéi et elo ugeduecht ass, dass eng Asbl sech opléist an u sech hiert Verméigen, hir Avoiren dann op eng nei gegrennten SIS iwwerdréit. Dat hätt mat sech bruecht, dass déi juristesche Persoun richt virubestanen hätt. De Responsabele vun de betraffenen Asble wier doduerch den Iwwergang op déi nei Gesellschaftsform vereinfacht ginn.

Mir kruten u sech an der Kommissioun ëmmer nees gesot, dat wier net méiglech. Ech stellen awer fest, dass et an der Belsch méiglech ass, dat heescht, och do esou fonctionnéiert! D'Artikelen 688 an esou weider vun Gesellschaftskodex an der Belsch gesinn dës ausdrécklech vir a verweisen doriwwer eraus op hiert Asbl-Gesetz. Do heescht et:

«L'association peut se transformer en une des formes de sociétés énumérées à l'article 2 des lois sur les sociétés commerciales (...), pour autant qu'il s'agisse d'une société à finalité sociale conformément à l'article 164bis des mêmes lois.

Cette transformation n'entraîne aucun changement dans la personnalité juridique de l'association qui subsiste sous sa nouvelle forme.»

Firwat hu mir et u sech den Akteuren aus der Sozial- a Solidarwirtschaft net méi einfach wëlle maachen? Bon, den Här Minister ka jo vläicht herno hei op der Tribün säi Choix an deem heite Punkt nach eng kéier presentéieren.

Doriwwer eraus stelle sech och natierlech nach eng Rei steierlech a kontabel Froen am Kontext vum Transfert vum Verméige vun enger besteeender Asbl op eng zukünfteg SIS. Och hei wiere mer frou, wann den Här Minister eis nach eng kéier dodoriwwer d'Detailer géif erkläeren.

Zweete Punkt: Fir eventuellen Abuse vum Secteur virzebeugen, goufe jo am Gesetzesprojekt eng Partie - et ass virdu schonn ugeschwat ginn - Kontrollmechanismen agefouert: Indicateurs de performance, Contrôle vum Réviseur, Bestëmmungen zu der Besoldungspolitik an esou weider. Mat all deenen Indicateure si mir natierlech als CSV averstanen, dat wëll ech ganz kloer hei soen.

Déi wichtegst Kontrollinstanz ass awer ganz kloer an eisen Aen den Aarbechtsminister. Hien ass do fir d'Iwwerwaachung vun de Gesellschaften aus deem Secteur an hien decidéiert a leschter Instanz, ob eng Gesellschaft en Agrément kritt oder och, ob déi Gesellschaft deen Agrément an der Zukunft behält.

(M. Henri Kox prend la présidence.)

Fir dem Minister seng Tâche ze erliichteren, soll jo enger neier Kommissioun eng konsultativ Roll zoukommen. Wat d'Zesummesetzung awer vun deesen Kommissioun ubelaangt, sou gëtt et nach e gewëssene Flou heiruwwer. Vlächicht kann den Här Minister eis do méi prezis soen, wéi vill Memberen an deesen Kommissioun solle kommen a wéi deesen Kommissioun sech da wäert zesummesetzen. Well et ass jo esou, dass, soubald dës Gesetz a Kraaft ass, u sech dann och wäerten déi éischt Dossiere kommen an dann déi Kommissioun muss fonctionnéieren an hir Aarbecht ophuelen.

Drëtten Punkt: Et stelle sech fir eis awer och nach eng Rei, jo, eng Rei Froen a Saache Besteuerung. Et ass jo esou, an dat ass och virdu scho gesot ginn, dass d'SISen, déi zu 100% Impaktparten ausginn, dat heescht Parten, déi keen Urecht ginn op eventuell Dividenden, keng Kierperschaftssteuer brauchen ze bezuelen. Mir hunn also Handelsgesellschaften, déi, well se eng sozial Finalitéit hunn zu 100% a sech dat och an hirem Kapital ermëspigelt, keng Kierperschaftssteuer brauchen ze bezuelen. Dat heescht, obwuel deesen Gesellschaft kommerziell Aktivitéiten ausübt, bezilt de Btrib keng esou eng Steuer.

Op där anerer Säit hu mer awer Asblen, déi d'Kritäre vun der SIS net erfëllen, ech huelen zum Beispill Fussballveräiner, Musekgesellschaften a vill anerer, déi awer Kierperschaftssteiere bezuele mussen, wa se da punktuell kommerziell Aktivitéiten ausüben. Eis leien nämlech Fäll vir, wou d'Steierverwaltung esou Asble scho bal néidegt, fir hir Steiererklärungen ze maachen, an anere Wieder, fir hir Kierperschaftssteuer an aner Steieren ze bezuelen.

Ech wëilt duerfir de Minister froen, ob d'Regierung sech Gedanken gemaach huet, wéi een och deesen wichtege Akteure vun eise Soziallienen net am Ree stoe léisst. Vlächicht kann och hei den Här Minister e puer Wuert driwwer verléieren.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Véierte Punkt: Verschidde Beruffschamberen, dat ass scho gesot ginn, begrëssen zwar prinzipiell dese Gesetzesprojekt, si fäerten awer, dass d'SISen an Zukunft kéinten direkt a Konkurrenz mat hire Memberen tueden an duerch déi ëffentlech Finanzéierung, déi se jo bekanntlech genëssen, eng deloyal Konkurrenz bedriewen. Sollt dës de Fall sinn, da si mer der Meenung, dass dat an der Bestandsopnam, déi jo laut Gesetzesprojekt spéitstens no dräi Joer gemaach gëtt, och soll diskutéiert ginn, an dat och am Zesummenhang mat den zukünftege Bestëmmungen betreffend eventuell Ausschreibungen.

Här President, an enger Gesellschaft, wou déi materiell Wäerter enorm wichteg sinn, mä wou am gläichen Zäitraum d'Ausgrenzung, d'Marginalisatioun, jo, d'Inegalitéiten am grouse Ganzen zohuelen oder awer zumindest net ofhuelen, ass et un der Politik, e Mouvement ze ennerstëtzen, dee Léisunge bréngt fir eng méi gerecht, inklusiv Gesellschaft am Sënn vu méi sozialer Kohäsion.

Ech ginn duerfir heimadder ganz gären den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem Gesetzesprojekt a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kaes. An nächste Riedner ass den Här André Bauler fir d'DP.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass am Fong geholl ganz schéin - den Här Kaes hat op den „C“ a senger Partei higewisen -, et ass am Fong geholl ganz schéin, datt mer dese Projet och dës Joer stëmmen, an engem Joer, wou déi kathoulesch Sozialléier 125 Joer feiert...

(Exclamations)

...eng Léier, déi natierlech déi Sozialeconomie an de Mëttelpunkt stellt. Mä losse mer dat awer net vergiessen, si stellt och de liberale Gedanken an de Mëttelpunkt, nämlech d'Eegeninitiativ, d'Eegeninitiativ an och d'Propriétéit vun deem Einzelnen, déi wichteg ass, fir datt den eenzelne Mënsch sech entwëckelen kann, eng Propriétéit, déi ëmmer och zur Verantwortung unhält an u si appelléiert.



Dat gesot, wollt ech lech elo schonn am Virus soen, datt ech net ze laang wäert schwätzen. Déi sozial a solidaresch Wirtschaftsmaart ass zurzäit aus administrativer Siicht zum groussen Deel, wéi et och virdu schonn ugeklongen ass, d'Äfär vun de Vereenegungen ouni Gewënnzweck. Dee ganze soziale Secteur ass effektiv duerch wuess vun Asblen, sief et am karitative Beräich, am Beräich vun de Crêchen, de Maison-relaisen oder eben och bei den Aarbechtsinitiativen.

Gleeft een offiziellen Zuelen, an déi sinn och am Rapport vun Här Engel nozeliesen, sou hunn dann dräi Véierel vun de soziale Betriber hei zu Land de Statut vun enger Asbl. Gleeft een dann och nach gären dem Statec, sou gëtt et zurzäit eppes méi wéi 1.000 Betriber am soziale Secteur. An hinne wiere méttlerweil da bal 28.000 Salariëe beschäftegt.

Ech wëll drun erënneren, datt mir als Demokratesch Partei et ni gär gesinn hunn, datt dee Secteur, besonnesch dee vun den Aarbechtsinitiativen, déi jo och Wueren a Servicer produzieren, vu Vereenegungen ouni Gewënnzweck verwalt gëtt. Mir waren éischter der Meenung, et sollt ee se op eng ganz aner juristesche Basis stellen oder et sollt een och esou eng Basis sichen, déi eben dann och, wéi et am Rapport steet, fir méi Sécherheet suergt, an domat enger Struktur, déi dach awer méi enger Firma gläicht wéi engem Veräin, méi Solidaritéit soll ginn, spréich se op manner wackleg Féiss soll stellen.

D'Beschäftigungsinitiative verfüge jo iwwer öffentlech Gelder, a si schaffe mat ville Leit, déi se och am éischten Aarbechtsmaart astellen, zemoos wann een eben un dat Personal denkt, dat d'Demandeurs d'emploi encadréiert a forméiere soll. Dës Sue vun enger Asbl verwalten ze loosse, war an ass sécherlech net, dat wesse mer alleguer heibannen, déi ideal Léisung.

Et handelt sech jo eigentlech ëm regelrecht Betriber, déi och dofir misste wéi eng richtig Entreprise opgestallt sinn, denke mer u Begrëffer wéi d'Analyse comptable oder u Froe ronderëm d'Kapitalisatioun. Dat ännert dann elo mat dësem Gesetzesprojekt, deen d'SIS aféiere wäert, eng nei Form vun Handelsgesellschaft, déi sech awer noduerjer ënnerscheet, datt si soziale Kritären ënnerläit an hiert Kapital och dann deementsprechend zesummegestallt ass.

Eis als Demokratesch Partei ass et wichteg, datt d'Situatioun vun de soziale Betriber verbessert gëtt, spréich juristesche besser wéi bis ewell encadréiert gëtt. Zu Recht huet den Direkter vun der Handwerkerkummer Tom Wirion drop higewisen, dat an engem Sträitgespréich, wat en hei mat dem Här Engel hat, datt dës Asblen an engem zimlech floue juristesche Kontext schaffen an datt et eng Noutwendegkeet gëtt, an dësem Zesammenhang ze handelen.

Do, wou d'Handwerkerkummer sech awer skeptesch gewisen huet, datt ass virun allem, datt d'SIS vu Steiere befreit ginn, wann hiert Kapital zu 100% aus Parts d'impact besteet. Do fäert d'Handwerkerkummer äänlech wéi de Konkurrenzrot, dee sech zimlech skeptesch weist, datt et zu Verzerrungen am konkurrenzuelle Spill kéint kommen.

Den Direkter vun der Chambre des Métiers betount, datt etlech sozial Betriber déiselwecht Déngschtleeschungen a Produkter ubidden, déi och artisanal Firmen zum Beispill offriieren. Doduerjer géif et e grouse Risiko, jo, e seriöse Risiko vu Konkurrenzverzerrung ginn. Den Direkter vun der Handwerkerkummer ass der Meenung gewiescht, datt een am Agrément déi Aktivitéiten aschreiw muss, déi d'SISen ausübe wëllen, an datt dës Aktivitéiten net an der traditioneller Wirtschaft ausgeübt ginn. Et freet ee sech natierlech, a wat fir engem Mooss d'Chambre des Métiers an hiren Direkter hei recht hunn.

Et gëtt jo awer méttlerweil och Betriber, déi mat den Iniativen zesummeschaffen, gutt zesummeschaffen, a vun hinnen Aarbechte maache loosse, déi si net selwer kënnen oder wëlle maachen. Ech denken do un Initiative wéi zum Beispill de Forum pour l'emploi, dee mat Betriber zesummeschafft an Aarbechten duerschféiert, op déi net onbedéngt all Betriber spréngt, zum Beispill wann en Haus muss gebotzt, sanéiert, geraumt ginn an am Fong geholl an deem Kontext wichteg Virarbechte musse gelescht sinn, ier een anere Betriber, deen aneschtens opgestallt ass, da mat den Aarbechten, de Sanéierungs- oder Renovatiounsarbechte ka weiderueren.

Mir denken och, datt deen Agrément ëmmer soll gebonne sinn un Aktivitéiten, déi complémentaire si par rapport zu deenen, déi vun traditionelle Betriber ofgedeckt ginn. Mir erspue-

ren eis dann nei Diskussiounen iwwert d'Konkurrenz tëscht der Solidarwirtschaft, der solidarischer Wirtschaft an de klassische Betriber. Nëmme esou kann een effektiv vermeiden, datt aner Betriber, déi sech beméien, fir Leit aus de Beschäftigungsinitiativen eriwuerzuehuelen, fir se da bei sech ze engagieren, dat heescht am éischten Aarbechtsmaart, datt dës Betriber konkurrenzéiert ginn.

Wichteg ass, datt den Agrément gebonnen ass un d'Érfüllung vu sozialen Ziler an datt de Minister an deem Sënn d'SIS iwwerwaacht. Vill méi wichteg ass awer, datt déi Asblen, déi hei a Fro kommen, fir an eng nei Gesellschaftsform eriwuerzeswitchen, wann een dat esou se kann, datt dës Strukturen e méi séchere juristesche Statut wéi d'Asbl kréien an datt se virun allem iwwert dës Wee eng méi grouss Akzeptanz a Visibilitéit an der Gesellschaft kréien.

Den Här Minister kann eis jo an dësem Kontext nach eng Rei Prezisiounen ginn - den Aly Kaes war virdu drop agaangen -, vläicht och unhand vun e puer konkrete Beispiller, a kann eis eventuell och dann nach soen, wéi de Passage vun der Asbl zu der SIS organiséiert ka ginn.

Ofschléissend wëll ech dann dem Kolleg Georges Engel, dem Rapporteur, félicitéiere fir säin detailléierte Bericht an dann och den Accord vu menger Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratesch Partei, ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Bauler. An den Här Anzia ass scho prett.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här Minister. Fir mech ass et eng grouss Freed, fir haut fir déi gréng duerfen dës Projet de loi „Siss“, SIS oder Société d'impact sociétal hei virstellen. E grouse Merci un de Rapporteur! Dat huet ausser an der Kommissioun Spaass ze maachen, och Spaass gemaach, fir dem Rapport nozelaschtere. E Merci och un de Minister Nicolas Schmit, deen den Dépôt vun dësem innovativen Projet de loi gemaach huet 2015. An ech huelen e bësse méi wäit aus, ier ech awer an d'Diskussioun vum Projet de loi kommen.

Et ass e wichtige Projet de loi an den Ae vun deene Gréngen, wichteg fir e Secteur, deen eis um Häerz läit, fir de soziale Secteur, sief et elo an der Betreuung vu Jonk an Al, an der Aus- oder Weiterbildung vu Jonken a Leit am Chômage, sief et awer och an der Betreuung, an der Schafung vun Aarbechtsplaz fir Leit mat engem Handicap, wéi ëmmer deen och gearret ass.

Eiser Meenung no ass et en innovative Projet. Deen ass jo och vu laanger Hand virbereet an ass zesumme mat Leit aus dem Secteur, mat der ULESS ausgeschafft ginn, an dat scho säit 2013. D'ULESS ass d'Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire. Op déi ginn ech nach eng kéier e bësse méi spéit an.

Et war och, an dat ass e bësse bemierkenswäert, eng Prioritéit vun der Lëtzebuurger Présidence, déi se hat eben u sech am zweete Semester 2015, dass se u sech dat do Thema op den Ordre du jour geholl huet an dat zu hirem Thema och gemaach huet, an zwar d'Économie sociale et solidaire, wat ënner der Présidence vu Lëtzebuerg ebe geschitt ass.

Et si ganz vill Konferenzen dat Joer gehale ginn, an um Enn vum Joer war eng ganz grouss, wou iwwer 500 Leit zu dësem Thema diskutéiert hunn a sech informéiert hunn, ënner dem Motto „Booster les entreprises sociales en Europe“. An d'Konklusioun duerno am Conseil vun den 28 EU-Länner war déi, dass eng Promotioun géif virgeholl ginn um Niveau vun der ganzer EU zu der Économie sociale et solidaire.

Brauch Lëtzebuerg elo wierklech eng speziell Gesetzgebung fir esou Sociéiteit, fir d'SIS? Jo, mir sinn der Meenung, dass dat wichteg ass. An zwar d'Économie sociale et solidaire, et ass virdu scho gesot gi vum Rapporteur, stellt zwësche 7% an 8% vum Emploi duer. Dat sinn awer 25.000 Leit, déi an 1.000 Entreprisé beschäftegt sinn. Een Drëttel vun dësen Entreprisen, déi awer ëmmerhin dräi Véierel vun de Leit beschäftegen, déi schaffen am Santéis- an am soziale Beräich. A vun deene Leit, déi do schaffen, dat sinn der nach knapp 18.000, do si 70% Fraen.

Et sinn also, wéi gesot, méi wéi 1.000 Entreprisen, an déi si ganz ënnerschiddlech opgestallt, wat d'Gesellschaftsstrukturen ueegt, an dovun sinn et der knapp 700, déi de Statut oder d'Gesellschaftsform vun der Asbl hunn. Do ass et ganz sécherlech noutwendeg, dass aner Gesellschaftsstrukturen elo hei opgestallt ginn, fir u sech deenen hir Aarbecht och ze begleeten. A vu dass eben esou vill Leit hei engagéiert sinn, esou vill Entreprisé concernéiert sinn, si mer der Meenung, dass schonn eng speziell Gesetzgebung noutwendeg ass an noutwendeg war.

Déi Donnéeën, déi ech elo grad genannt hunn, déi kommen aus dem Bericht vum Statec. Deen ass jo éreischt am Abrëll 2014 publizéiert ginn an dee berëfft sech op Zuelen, déi lescht Meldungen, déi do waren, ebe vun 2011. Wa mer wëssen, dass dee Secteur en pleine expansion ass, da muss ee wëssen, dass déi Zuelen zwëschenzäitlech bestëmmt schonn u Bedeutung zougeholl hunn.

Ass Lëtzebuerg dann elo prett fir dës Form vu Gesellschaften, d'SISen? Ass den Terrain och uerdentlech préparéiert? Och do sinn ech der Meenung, an déi gréng sinn der Meenung: Jo, dat ass de Fall. An dat erkennt een un dräi Punkten, doru maache mer et fest:

Éischtens emol, ech hat et scho gesot, de Projet de loi ass ausgeschafft ginn zesumme mat deene Leit aus dem Secteur, mat der ULESS. A wann ech do hire Rapport vun 2015 kucken, da sinn awer net manner wéi 31 Organisatiounen elo an deem Daachverband vertrauten. Dat geet vun A - Amperas - bis Y - Yolande Coop -, ouni déi aner dozwëscht ze nennen. An d'Dier vun hinnen ass grouss op, fir all aner Leit aus dem soziale Secteur oder Entreprisen aus dem soziale Secteur do mat eranzehuelen. E ganz interessante Rapport!

Zweete Punkt, un deem ech et festmaachen, an dat ass och, wat den innovativen Deel vun dësem Projet de loi ausmécht, dat ass d'Kreatioun vun engem Incubateur pour entreprises oder entrepreneurs sociaux. Dat ass am Juli dëst Joer gemaach ginn. Deen huet den Numm 6zero1, SIS 01, dat bedeit, si wëllen och déi éischt Société d'impact sociétal ginn, soubal dës Projet de loi, hoffen ech, herno mat grousser Zoustëmmung hei an dësem Plenum votéiert gëtt. Déi sinn zu Déifferdeng - wie wonnert et? -, am 1535°, wou ganz kreativ Käpp matgestéiert hunn, fir dass dat als Gemengeprojet ebe konnt realiséiert ginn.

An d'Zilsetzung, déi u sech de 6zero1 huet, dat hunn ech mer ugekuckt, majo, dat ass op verschidde Vektoren. Éischtens emol eng kéier, do op där Plaz probéiere se, fir mat engem modeste Loyer vu 500 Euro de Mount den neien Entreprisen, Start-up-Firmen, an dësem Beräich eng Base ze ginn, eng Base d'attaque, wou se kënnen Bürosraimlechkeeten, gemeinsam Infrastrukture kréien, wou se u sech kënnen ufänken, hire Projet d'entreprise ze entwéckelen.

An niewendru ginn déi Projeten awer och begleet, well dat muss esou sinn, an zwar op verschidde Punkten. Éischtens emol: Hei steet dann den Network, dat ass een Deel, dat heescht, iwwer Konferenzen, Formatiounen gëtt en Débat gemaach ënner deene verschidde Akteuren. Assistance, ganz wichteg, an zwar eng personaliséiert Assistance fir déi Entreprisen, déi sech wëllen an dësem Beräich etabléieren. Eng Formation, ganz kloer, an zwar fir dass se e Projet d'entreprise opstellen, fir dass se d'Gestioun vun hirem Projet gemaach kréien, dass se Abléck kréien an: Wéi maachen ech eng effikass Kommunikatioun a wat sinn déi finanziell Voleten, wann ech u sech eng Entreprise opstellen?

Dann ass natierlech d'Finance: Wéi kann ech esou eng Entreprise eben da mat finanzielle Mëttele ausstafféieren? A wéi schonn ugedeit, de Conseil, de Suivi personnalisé mat engem Mentorat, mat engem Parrainage, fir dass déi Entreprisen, wa se sech dann do opstellen, eben och begleet ginn an eben och zu engem Succès kommen.

Den Appel à candidatures, dee leeft am Moment. An dat Ganzt, dat soll starten ab dem 1. Januar 2017 an iwwer 12 Méint goen, soudass déi Entreprisen eben och e ganz Joer laang begleet ginn.

Drëtte Punkt, woufir ech soen, dass dat hei gutt virbereet ass, dat ass de Volet social. An zwar, esou wéi déi gréng et gesinn, ass eben de Volet social och e Synonym fir Liewensqualitéit. A Liewensqualitéit, och dat ass e Volet vun der Rifkin-Etüd, soll jo erhale respektiv verbessert ginn, an dat op Vue vun engem méi wäiten Horizont: 2050.

An ech mengen, dass dës Projet de loi an déi lddi vun dem „6zero1“ u sech och an déi dote Richtung geet, fir ze soen, mir ginn deem Volet social eng aner Base. An ech mengen duerfir, dass dës Initiativen dozou bäidroen, dass Lëtzebuerg sech nohalteg a sozial an och d'sozial Wirtschaften entsprechend opstellt an dass dat zu Lëtzebuerg implementéiert wäert ginn als ee Wirtschaftszweig.

Sou, wat fir Froen ergi sech awer elo a Bezuch zu dësem Projet de loi? Bon, ech dinn dann do eng Kap op, an zwar dinn ech d'Kap op vun engem Administrateur, deen am Conseil d'administration vun esou enger Asbl ass, an enger sozialer Asbl. Et ass déi vun der „Op der Schock“, an do sinn ech als Bénévole aktiv. A wéi ech du gëschter dat virbereet hunn, op emol hunn ech geduecht: „Elo musse mer eng kéier kucken, wat s de an denger Déclara-

tion d'intérêts financiers des députés stoen has.“ An do ergi sech zwou Ännerungen an duerfir géif ech dann elo den Dépôt maachen hei bei eisem President vu mengen ofgeänneren Deklaratiounen.

(**M. Gérard Anzia dépose une documentation.**)

Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och!

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Et sinn zwou Ännerungen do: De Méindeg hunn ech eng Asbl zougemaach als President an ech sinn dotëscht nach Member „Op der Schock“ an der Kooperativ mat enger Part vun 1.000 ginn. An dat wollt ech eben och dann hei ad acta ginn. Ech sinn also an dësem Projet de loi iergendwéi concernéiert, involvéiert, ouni dass ech awer natierlech elo eng SIS wier. Dat geet jo net, vu dass de Projet de loi elo éreischt kënn. Ech wollt dat awer nach eng kéier hei prezisiieren.

Wéi gesinn ech dann elo als Member vum Conseil d'administration dësse Projet de loi? Vill Detailler huet de Rapporteur schonns genannt. Op déi ginn ech natierlech elo hei net méi an. Ech begrëissen awer verschidde Punkten: Éischtens, d'Benefissen, déi musse reinvestéiert ginn. Och dat maache mir zu honnert Prozent an dat ënnerstéize mir mat zwou Hänn.

Zweetens, et sinn dräi Gesellschaftsmodellen, déi hei méiglech sinn: SA, Sàrl oder eng Société coopérative. A vu dass am Moment jo 70% vun awer deene Strukturen ënner Form vun enger Asbl opgestallt sinn, mengen ech, ass dat eng gutt Saach, fir sech eng aner Gesellschaftsform ze ginn. Mir selwer, fir aus dem Nähkästchen ze schwätzen, hunn zwou Gesellschaften, eng Asbl an eng Kooperativ, fir déi verschidde Servicer am Behënnerteberäich - Betreuung, Wunnen, Formatioun an Atelier protégé - ofzedeecken. An dat geet anere Leit aus dem Secteur äänlech. Do ass also nach e Volet ze maachen.

Déi éischt Fro duerfir un den Här Minister: Wat geschitt elo, wann ech mer dee Fall virstellen, dass u sech d'Gesellschaften, déi ënner dem Statut vun Asbl oder Kooperativ opgestallt sinn an déi da Konventiounen hunn, sief et mam Ministère de la Famille oder mam Ministère du Travail, wat geschitt da mat deenen entsprechende Konventiounen?

Drëtte Punkt, deen ech wollt eraushuelen: D'Fuerderung, déi drasteet am Gesetz vun engem Contrôleur vun engem Réviseur d'entreprises agréé. Dat ass fir mech oder fir eis ganz normal, Contrôleur ass de Garant vu Qualitéit an eng Selbstverständlechkeet. An eng SIS ass och eng Entreprise, déi finanztechnesch exemplaresch muss opgestallt sinn. Déi duerf net an deem Beräich dee Volet do vernaléisegen. Duerfir, mengen ech, ass et ganz normal an och richtig, dass e Réviseur d'entreprises agréé hei muss an den Asaz kommen.

Véiert Saach: D'Schafung vun enger Commission consultative fir d'SIS. Bon, et ass eng Consultatioun fir de Minister. Elo kënn meng zweet Fro: Wie mécht d'Consultatioun vun deenen zirka 1.000 Entreprisé respektiv deene 70% Asblen, déi eventuell bereet wieren, fir eriwuerzewiessele op eng SIS? Ech schloen duerfir vir, an der Iwwerleeung vun dem 6zero1, eng nei Entitéit: „6 Mille“, op Lëtzebuergesch „sechsdausend“. Wou kommen ech dodrun? SIS 1000, eng SIS-Begleedungs-, -Berodungsstruktur fir déi 1.000 Entreprisé vum Secteur.

Mir kommen op de fënnefte Punkt aus dësem Projet de loi. Dat ass den Artikel 14, dee wollt ech eng kéier kuerz eraussträchen. Dat ass déi ganz Fiskaliteit vun den SISen. Och déi Ännerungen oder déi Virschléi, déi do sinn, déi Ännerungen vun deene Gesetzgebungen kënnen mer als Leit aus dem Secteur natierlech mat zwou Hänn ënnerschreien. Dat hu jo och scho Leit virdu he ausgefouert. Si hunn natierlech Nuancé gemaach, wéi se zu dem Unhuele vun den Done stinn, zu der Akommessteuer, Gewerbesteier an der Verméigensteuer.

Elo kënn meng drëtt Fro: Wat geschitt awer elo mat Entitéiten aus dem Secteur, déi den Agrément hu vun der Utilité publique? Wat geschitt mat deem Statut, wa se eriwuerzewiessele op deen neie System vun den SISen?

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech kommen elo zum Schluss vu mengen Ausféierungen. déi gréng, déi sinn der Iwwerzeugung, dass d'Économie sociale et solidaire e Modell ass, deen de Volet Émwelt, méi sozial Gerechtegkeet an och méi Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg an Zukunft ka mat garantéieren. Duerfir ginn ech ganz gären am Numm vun der grénger Fraktioun eis voll Zoustëmmung zu dësem Projet de loi an ech soen lech all Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!



► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Anzia. An nächste Riedner ass den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här Président. Et ass ëmmer schwéier, ze schwätzen an esou engem Konsensthema, wann een net d'accord ass. Ech maachen et trotzdem. De Georges Engel seet eis, dat éischt Zil wier, ze soen: „De Benefiss ass net alles.“ An ech ginn em recht. Den Här Anzia freet sech drop, datt seng „Firma“, déi en hei deklaréiert huet, dann deemnächst keng Steiere méi muss bezuelen. Ech verstinn dat!

Ech maache mer awer Suergen. Ech denken, datt déi 25.000 Leit, déi 2011 an dem Secteur geschafft hunn an déi, wéi gesot ginn ass, schwéier vermëttelbar waren, et geet jo drëm, datt déi sollen an en éischten Aarbechtsmaart bruecht ginn.

► **Une voix.**- Neen, neen, neen...

► **M. Roy Reding (ADR).**- An ech froe mech, ech froe mech, ob mat dem Projet - waart, ech kommen am Detail dozou -, ob mat dem Projet net éischer Leit, déi eng normal Aarbechtsplaz hunn am éischten Aarbechtsmaart, nohalteg an en drëtten, subventionéierten, so-disant „sozialen“ Aarbechtsmaart gedrängt ginn.

De Georges Engel huet mat Recht drop higewisen, datt haut Ausblen ouni Autorisation de commerce - ech perséinlech si souwisou géint dee Konzept, dat weess een - net kënnen un Ausschreibungen deel huelen. An do läit e bëssen d'Kromm an der Heck: E schwätzt vum engem „level playing field“ tëscht deene soziale Gesellschaften. Mä wou ass de „level playing field“ vum normale Gesellschaften mat deene Gesellschaften, déi haut hei gegrennt ginn?

Et ass net eng Fro: Fir oder géint eng sozial Wirtschaft? Mir sinn all derfir! Et ass och net eng Fro: Fir oder géint e chrëschtlecht Gesellschaftsbild? Här Kaes. Mä et geet ëm en „level playing field“ an der normaler Economie: Gäertnaarbechten, Schnéi raumen, botzen, raumen - déi Geschichten -, Transport, Bus fueren. Dese Projet ass fir mech, fir d'ADR, den Inbegrëff vum enger „fausse bonne idée“! Entschëllegt, datt ech dat op Franséisch soen, mä e besseren Ausdrock op Lëtzeburgeresch fällt mer net an.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Eng falsch gutt Iddi.

(**Interruption**)

► **M. Roy Reding (ADR).**- Eng fausse bonne idée, Här Präsident,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Eng falsch gutt Iddi!

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Eng falsch gutt Iddi fir d'ADR.

(**Brouhaha**)

► **M. Roy Reding (ADR).**- ...well anstatt den Impact sociétal ze férdere, gëtt hei virun allem eng Situation illégale vum Asblen, déi ouni Autorisation schaffen, regulariséiert, déi bis elo scho schaffen an och an Zukunft wäerte schaffen mat enger Subvention vum Stat. An am Endeffekt gi Paie bezuelt, déi subventionéiert sinn, well de Stat déi Paie iwverhëlt. An d'Privatgesellschaften, déi mussen normal Paie bezuelen an déi normal Obligatiounen erfüllen, hu géint déi dote Gesellschaften keng Chance méi.

D'Fro, déi sech stellt, ass net, ob mer sozial schwache Leit eng Aarbechtsplaz besuergen, mä d'Fro ass, ob mer net Leit, déi haut a Brout an Aarbecht sinn, hir Aarbechtsplaz huelen an an deen doten drëtten Aarbechtsmaart drängen, ob mer net normal Aarbechtsplazen zerstöieren, ob mer net aus normale Salarié Leit maachen an drëtten Aarbechtsmaart, a subventionéierten, soi-disant „sozialen“ Betriber, auser natierlech deene Kolleegen an deene Kommeroden, deene mer bis zu sechsmol de Mindestloun bezuelen als Chef d'équipe oder als aner fündend Positioun an deene sozialen, soi-disant „sozialen“ Gesellschaften.

D'Chambre de Commerce huet gesot, si géif sech wonneren, datt dese Projet laut der Fiche keen Impact hätt op de Budget. Natierlech huet dese Projet en Impact op de Budget, well mir schafen hei eng Aart Gesellschaften, déi keng Gewerbesteier bezuelen, keng Verméigenssteuer, keng Steuer op hirem Benefiss! Déi Fiche, déi derbäi war beim Projet, déi seet: «Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation (...)», do soe se: „Non“. An dat ass richtig, well effektiv: Neen, déi Gesellschaften kréien d'Liewe jo net einfach gemaach! Déi mussen en Agrément froen. Déi brauchen e Réviseur d'entreprises. Här Anzia, wéist Der, wat dat kascht, e Réviseur d'entreprises?!

Et ginn „indicateurs“ agefouert, déi absolut net definéiert sinn. A wann déi net agehale

ginn, ma da ginn déi Gesellschaften..., si kréien net emol eng Chance, sech éimzewandelen, si gi liquidéiert op Unerdung vum Procureur! Et ass alles aneres wéi eng Simplification administrative, et ass fir mech d'Ausgebuert vum engem total bürokratesch denkende Mënsch!

(**Interruption par M. Georges Engel**)

Besonnenesch déi Liquidatioun...

Jo, ech weess, Här Engel, an Ären Ae versti mir alleguerterguer näischts an Dir verstitt alles.

D'Liquidatioun duerch de Procureur, wann eng Käier den Agrément entzu gëtt, fannen ech ganz schlëmm. Well wou ass dann do Äert soziaalt Gewëssen? Wou ass dann do Äert chrëschtlecht Mënschbild, wann déi Leit dann, déi do schaffen, hir Aarbechtsplaz verléieren, well déi Gesellschaft liquidéiert gëtt, anstatt datt se zumindest d'Chance krit, sech éimzewandelen?

Wou ass d'Egalitéit tëscht de Bierger, wann d'Parts de rendement... Soubal wéi eng eenzeg Part de rendement do ass, dat heescht eng Gesellschaft, déi och nëmme eng kleng Anschubfinanzierung bräicht vum private Maart, da fale sämtlech steuerlech Virdeeler ewech, da muss déi Gesellschaft Steiere bezuelen. Dat ass net normal!

De Conseil de la concurrence seet net nëmme, datt dat heite keng «réponse optimale» wär, also keng optimal Äntwert op de Problem vum den Asblen, déi als Haaptsaach eng Activité économique verfolgen, wat jo schonn eng Anormalitéit als solch ass, mä e seet: „Et hëlleff net nëmme net dem Développement de l'économie sociale, mä et ass eng Mesure «où on introduit une distorsion de la concurrence en faveur et contre les intérêts des entreprises traditionnelles.» (veuillez lire: «où il [le projet de loi] introduit une distorsion de concurrence en faveur des entreprises sociales et au détriment des entreprises traditionnelles.») Et ass genau dat, wat hei geschitt.

Et ass keng gutt Iddi. Et ass net en faveur vum de Salarié. Et ass net en faveur vum engem chrëschtlecht Gesellschaftsbild. Et ass d'Institutionalisierung vum enger Concurrence déloyale géint d'Entreprises, déi d'TVA bezuelen.

Ech rappeléieren, datt mer deemnächst hei e Gesetz wäerte stëmmen, datt all Gérant an all Administrateur d'office responsabel ass fir d'TVA, déi en encaisséiert. Et ass en faveur vum Entreprises, déi keng normal Paie bezuelen, mä subventionéiert Paie, déi keng Steiere mussen bezuelen, weder Gewerbesteier nach Verméigenssteuer nach Steuer op de Benefiss, déi also eng total illicite Concurrence déloyale kënnen maachen, an dat souguer beim Marché public. An dat géint d'Gesellschaften, déi sech mussen un d'Regelen halen! Dat heescht, dérisoire Préisser géint déi Préisser, déi einfach duerch de Marché diktiert ginn.

Et gëtt eng Konkurrenz tëscht staatleche Betriber mat Kommeroden un der Spëtzt, déi sechs-mol de Mindestloun kréien, géint Privatentrepreneuren, wou mer aféieren, datt de Gérant oder den Administrateur d'office responsabel ass fir all Faute de gestion oder zumindest eng schlëmm Faute de gestion an do ka vum Procureur poursuiviéiert ginn. Et ass eng Zukunft vum enger Statsekonomie, wou d'Entrepreneure Fonctionnaire ginn, anstatt d'Förderer vum Privatinstitut. A wann Der se schonn net férdert, da loosst se weinstens gewäerden!

Ech soen Iech Merci an ech soen, d'ADR stëmmt selbstverständlech géint dese Projet. Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

► **Une voix.**- Radikalliberal!

► **Une autre voix.**- Jo!

(**Interruptions diverses**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- D'Wuert huet elo den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Här Präsident, mä Virriedner huet elo eng ganz Rëtsch Saache gesot, déi, mengen ech, esou net richtig sinn. Ech probéieren, se a menger Interventioun anescht duerzuleeën.

Énnert dem Begrëff „économie sociale et solidaire“ versteet een énnerschiedlech Forme vu wirtschaftlechen Aktivitéiten, déi sech e positive gesellschaftlechen a sozialen Impact als Zil gesat hunn. Och wann et énnerschiedlech gedanklech Urspréng an inhaltlech Konzeptionen vum deem Begrëff gëtt - wéi den Här Kaes gesot huet, „Sozialwirtschaft ass net datselwech wéi Solidarwirtschaft“ -, esou hunn all déi Betriber an Organisationsformen, déi e benotzen, awer eng grouss Gemeinsamkeit, nämlech déi ekonomesch Aktivitéiten, déi se bedriewen, orientéieren sech net um Prinzip vum der Profitmaximierung. Dat énnerscheet se vum aneren Betriber aus dem fräie Marché.

Si baséieren op reale gesellschaftleche Besoinen, deene weder vum der éffentlecher Hand entsprach gëtt - dacks muss ee soen, leider net entsprach gëtt - nach vum fräie Maart op senger Sich no der gréisstméiglecher Rendite. Et ass eng gesellschaftlech Demande, dar entsprach gëtt.

Ursprung vum deenen Initiative vum der sozialer Solidarwirtschaft ass d'historesch Engagement vum de Bierger an aus der Zivillgesellschaft gewiescht. An den 80er an 90er Joren, wou d'Initiative ronderëm d'Économie sociale et solidaire u Gewicht gewonnen hunn, goufen Diskussiounen gefouert, ob dee Secteur an déi Aart a Weis, wirtschaftlech Aktivitéiten ze organiséieren, eventuell en drëtte Pilier - wéi och den Här Kaes gesot huet - vun eiser Economie kéint sinn, nieft dem éffentlechen an dem privaten. An ech mengen, datt een haut soe kann: Et ass een!

Och wa vill vum deene Froe bis haut net komplett an net zefriddestellend gekläert sinn, esou sinn awer scho Realitéite geschafte ginn. 25.000 Aarbechtsplazen, esou sinn d'Zuele vum 2011, ginn et entre-temps an dem „non-profit“-Secteur, dee wesentlech gesellschaftlech Aufgaben iwverhëlt. An et ass falsch ze soen, dat wiere 25.000 Leit, déi schwéier vermëttelbar sinn. Dat sinn Aktivitéiten, wou et ëm Soins de santé geet, wou et ëm d'Garde geet, ëm d'Këmmeren ëm eeler Leit ënner anerem. An dat sinn net..., dat sinn deelweis héich qualifizéiert Leit. Duerfir ass et jo och wichteg, datt een deene Leit och entsprechend Revenuen oder Rémunérationen gëtt, wéi et an anere Beräicher vum der Privatwirtschaft eben och de Fall ass!

Déi eenzel Betriber an Organisationsformen aus dem Secteur organiséieren sech am Moment jee no Ausrichtung a verschiddene juristesche Formen. Et ginn Associatiounen, Fondatiounen oder Kooperativen, wou reng zuelemésseg - an et ass gesot ginn - d'Asblen déi allermeeschten duerstellen. Mat deem heite Gesetz gëtt fir Entrepreneuren aus der Économie sociale et solidaire d'Méiglechkeet an och den Ureiz geschaffen, eng kommerziell Gesellschaftsform unzehuelen. Duerfir ginn zwee Grënn ugefouert.

Engersäits gëtt mat der Schafung vum der Société d'impact sociétal méi eng grouss Rechtssécherheet par rapport zur bis elo am meeschte benotzter Form vum der Asbl geschaffen, dëst besonnesch en vue vum der Autorisation d'établissement. An anerersäits sollen an Zukunft och verstärkt Betriber aus dem Secteur als SIS kënnen un Ausschreibung vu Marché-publicken deel huelen.

An et muss een awer och do soen, well dat och ee Moment a mengen Ae falsch hei eriwierkomm ass: Et ass eng Fakultéit fir d'Akteuren aus dem Secteur, déi dote Gesellschaftsform unzehuelen. Et ass net esou, datt, wann dat Gesetz hei a Kraaft trëtt, vum engem Dag op deen aneren alleguer d'Associatiounen - alleguer d'Associatiounen! - sech mussen zu enger solcher Form ëmwandelen. Natierlech, wa se wellen an de Benefiss komme vum deene Méiglechkeeten, déi eng SIS duerstellt, dann ass dat natierlech de Fall. Mä et heescht net, datt se d'office ausgeschloss si vum deem ganze Secteur vum der Économie sociale et solidaire.

Et ass och, mengen ech, richtig, well dat sinn ebe justement Iwwergangsprozesser, déi da wäerten ugoen. Fir de méigleche positiven Impact vum deem Text awer och richtig aschätzen ze kënnen, sollt een effektiv parallel dozou d'Direktive kucken, déi am Moment och bei eis an der Chamber an der Prozedur sinn.

Bis elo war et jo esou, datt déi meeschte Betriber aus der Solidar- a Sozialwirtschaft de facto d'Méiglechkeet net haten, un éffentlechen Ausschreibungen deelzuehuelen, besonnesch duerch hir juristescht Struktur, déi vum den Asblen. Duerch datt si elo eng kommerziell juristescht Form unzehuelen an zesumme mat der Emsetzung vum den EU-Direktiven, déi am Moment am Projet de loi 6982 déposéiert sinn an och diskutéiert sinn, soll dat an Zukunft méiglech sinn.

Duerfir ass et, well et esou wichteg ass, fir dese Secteur och net onbedeutend, wann ee ganz kuerz op dat Gesetz 6982 ageet, wat jo och explizitt ernimmt ass am Exposé des motifs. Et geet, graff resuméiert, dorëms, datt d'effentleche Hand ka bei Ausschreibungen zousätzlech sozial an ekologesch Kritäre festleeën, fir verschidde Marchéen ze verginn. Also Dispositiounen, déi Betriber, déi an deem dote Secteur aktiv sinn, maassgeblech entgéintkomme kënnen.

Et gëtt awer dernieft natierlech och der éffentlecher Hand d'Méiglechkeet, oder erëm d'Méiglechkeet, wirtschaftlech Orientéierungen virzuehuelen duerch Kritären, déi Betriber ganz allgemeng mussen erfüllen, fir e bestëmmte Marché ze kréien.

Mir wäerten an den nächste Wochen oder nächste Méint Zäit kréien, am Detail op dat

Gesetz anzegoen. Ech wëll just soen, datt et leider an där Form, wéi et am Moment virläit, eng minimal Emsetzung ass, datt d'Direktiv vill méi zougeloooss hätt vu Kritären, déi ee sech hätt kënnen ginn. Dat ass an eisen Aen amgaange verpasst ze ginn. Nawell gi mat dem Gesetz, also mam Gesetz iwvert d'Société d'impact sociétal zesumme mat deem an eisen Aen net wäitgoenden 6982, erweidert Méiglechkeete geschafte fir Betriber, déi net reng profitorientéiert sinn. Den Aktiounsradius vum deene gëtt also erweidert.

Här Präsident, als Lénk huet eis am Géigesaz vläicht zu eisem Virriedner éischer interesséiert, wéi dat Gesetz hei mat deene méigleche Gefore fir de Secteur emgeet, déi doduerch entstoe kënnen, datt d'Betriber elo formal eng kommerziell Struktur kréien. A mir si frou, datt den Aarbechtsministère wäitreechend Garde-fouen agebaut huet, och wann ee sech am Einzelne sécherlech nach déi eng oder aner Dispositioun hätt kënnen virstellen. An dat ass, mengen ech, ganz wichteg an essenziell och, fir d'Zoustëmmung zu deem heite kënnen ze ginn.

Éischtens, eng SIS-Gesellschaft muss aus Part-d'impacte bestoen a se kann aus Part-de-rendementen bestoen, woubäi d'Part-de-rendementen och just maximal bis zu 50% dierfen ausmaachen. De Benefiss aus de Part-d'impacte bleibt integral am Betrib a ka just fir d'Weiderentwicklung vum de gesellschaftlechen Aktivitéiten ausgi ginn. De Benefiss aus de Parts de rendement, wann et där da ginn an där SIS, kann och just dann ausbezelt ginn, wann déi gesellschaftlech Impaktzier noweiselech erreecht goufen. Fir dat feststellen, muss eng SIS nieft dem Rapport vum engem Réviseur d'entreprises och en extrae finanzielle Rapport ofliwweren, deen eng Evaluatioun vum den erreechten Ziler beinhalt. Dat heescht, fir d'SIS-Sociétéit ass en héijen Niveau vum Transparenz verlaangt.

Et ass och net méiglech, nodréiglech Impaktsparten a Part-de-rendementen éimzewandelen, SIS-Parte kënnen just a Part-d'impacte weider emgewandelt ginn. An och d'steierlech Virdeeler ginn et just dann, wann 100% vum deem, wat erwirtschaft gëtt, och am Betrib bleibt a fir d'Weiderentwicklung vum deem Betrib ausgi gëtt. Dat heescht, wa se net ausgeschott ginn un Aktionären oder Sociétaires.

Eng Fro, déi sech stellt, ass natierlech déi: Wann de Minister effektiv, wat mer prinzipiell begrëissen, d'Méiglechkeet huet, den Agrément zréckzeziehen, wann eng Fraude geschitt oder wann d'Obligatiounen net seriö agehale ginn, stellt sech nawell d'Fro, wat an deem Fall mat de Salarié vum där Gesellschaft geschitt, wuel wëssend, datt eventuell d'Kapital vum der Gesellschaft jo iwvergeet oder d'Méiglechkeet besteet, et iwver ze ginn an eng aner SIS oder an eng Fondatioun oder eng Asbl d'utilité publique.

Här Präsident, nieft allen Opportunitéiten, déi dëst Gesetz schaaft, an och nieft de Beschränkungen, fir Abusen ze verhënneren, déi mer begrëissen, bedauere mer, datt d'Proposition vum Statsrot net zréckbehalde gouf, d'Prinzipie vum der Economie sociale et solidaire méi staark un eng demokratesch Gouvernance ze bannen, wéi dat virgeschloeg gouf och an der Orientéierung nom franséische Gesetz, well mer denken, datt eng demokratesch Gestiou an eng demokratesch organisiert Gestiou grad an deem heite Fall, an deem heite Secteur e weidere Wissenszuch vum der sozialer Solidarwirtschaft ass.

Här Präsident, mat dem Gesetz betriede mer am gewësse Sënn Neiland. Duerfir fanne mer et och gutt, datt de virleschten Artikel vum Gesetz ausdrécklech eng Evaluatioun an dräi Joer vum den Auswirkungen vum Gesetz virgesäit. Et ass an eisen Ae begrëissenswäert, datt et sech heimadder ëm d'Ausweidung vum der net profitorientéierter Wirtschaft handelt, déi, déi schonn ebe bis elo 25.000 Aarbechtsplaze geschafen huet, Aarbechtsplazen, déi nohalteg sinn, Aarbechtsplazen, déi net reng dovunner ofhänken, datt Leit a Mesur gehale sinn, mä Leit, Aarbechtsplazen, déi eis Gesellschaft wibeleg halen, déi eis Gesellschaft um Liewen halen an déi virun allem wichteg an noutwendeg fir eis sinn.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Domat si mer um Enn vum eiser allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet den Här Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.* - Dir Dammén an Dir Härén, Här President, fir d'Éischt wëll ech emol dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. An ech wëll och all de Fraktiounen Merci soen, déi sech hei expriméiert hunn an och dee Projet hei ennerstëtzen.

Wat representéiert déi sougenannte Économie sociale? Hei zu Lëtzebuerg, dat ass gesot ginn. Wat representéiert se an Europa? - Just fir dem Här Reding dat ze soen, well ech mengen, en huet dat nach net matkritt.

14,5 Milliounen Leit an Europa schaffen an der Économie sociale et solidaire, 14,5 Milliounen! Dat si praktesch 7% vun allen Jobs an Europa, déi an der Économie sociale et solidaire sinn. Dovu schwätze mer. An och hei zu Lëtzebuerg sinn et bal 30.000 Leit, iwwer 27.000 Leit, déi an deem Secteur schaffen. An et ass eng Injure ze soen, datt dat lauter Leit wieren, déi net qualifizéiert wieren,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.* - ... déi subventionéiert ginn! Dat si Leit, déi eng reell, fir d'Gesellschaft eng extrem wichteg Roll an eisem Land hunn!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.* - An ech wëll, datt dat hei eemol gesot ginn ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.* - An ech begreissen och, datt all d'Fraktiounen dat hei ennerstrach hunn. An et ass wierklech bëlleg Polemik, hei wëllen e ganze Wirtschaftssektor, ouni deen ons Wirtschaft an onst soziaalt Liewen net kéinte fonctionnéieren, an den Eck ze setzen an als eppes duerzestelle praktesch wéi Schmarotzer. Dat ass eng Injure fir dee Secteur, dat ass eng Injure och fir déi Leit, déi do dra schaffen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.* - Wivill Leit schaffen dann an den Initiativen? Vu datt mer jo hei vun Initiative schwätzen, Här Reding, dann hätt Der et misse soen! Oder Dir verstitt net genau den Ennerscheid, wat eng Initiative d'insertion ass a wat eng Économie sociale et solidaire ass, quitte datt d'Initiativen och Deel dovu sinn.

Eh bien, ech soen lech et: 1.650 Leit, Demandeurs d'emploi - Demandeurs d'emploi - schaffen an den Initiativen. A wann et déi Initiativen net géife ginn, da soen ech lech, dann hätte mer 1.650 Chômeure méi, dann hätte 1.650 Leit kee Revenu, dann hätte 1.650 Leit eng Situation, eng sozial Situation, eng familiär Situation, déi onméiglech wär. An duerfir...

**(Interruption)**

...brauche mer och dee Volet, fir Leit, déi vläicht net esou gutt situéiert sinn, wéi ech an Dir selwer, déi eben op déi do Strukturen och mussen zréckgräifen, soss wiere se an engem déiwe Lach. An ech hunn eng Visioun vun der Gesellschaft, déi Dir, Här Reding, jo schéngt net méi ze hunn, déi ass eng Gesellschaft, wou et Solidaritéit gëtt, wou et Gläichheet gëtt, wou kee fale gelooss gëtt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roy Reding** (ADR). - Dir zerstéiert Aarbechtsplazen! Dir zerstéiert dat!

**(Interruptions)**

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.* - Neen, mir zerstéieren absolutt keng Aarbechtsplazen! Mir kommen drop zréck.

Duerfir ass effektiv dat heiten eng Formel, déi eigentlech eng Zukunftsformel ass fir d'Wirtschaft. Et ass eigentlech eppes, wou een och gesäit, datt a ganz Europa - a ganz Europa! - vill nodeduecht gëtt: Wéi kënne mer eng Wirtschaft dévelopéieren, déi - contrairement zu Ärer Polemik - net op Subventionen opgebaut ass? Wéi kënne mer esou eng Wirtschaft dévelopéieren, déi ebe seet, datt et muss opgoen, well soss ass et keng Économie, mä mir hunn net als Finalitéit de Benefiss, de Profit?

Dat ass fir verschide Leit natierlech eng Horrorvisioun, mä mir hunn eng Visioun, datt et e sozialen, e gesellschaftlechen, en ekologeschen Impakt huet. An dat ass...

**(Interruption par M. Roy Reding)**

Neen, ech kommen nach dozou. Ech kommen och nach zu deem Punkt. Berouegt lech! Dat ass dat eigentlech, wat hei poursuivéiert gëtt. Dat ass dat, wat poursuivéiert gëtt.

An de Succès vun där Wirtschaft ass do! Et gëtt a ville Länner - a ville Länner - souguer normal Entreprises, déi sech als sozial Entreprises ugesinn, well se eben anescht fonctionnéiere vläicht wéi eng klassesch Entreprise. Mä dat ass de Choix, dee jiddwereen huet. Kengem Entrepreneur wäert et muer verbuede sinn - kengem Entrepreneur! -, sech eigentlech en anere Fonctionnement vun der Entreprise virstellen a sech als SIS ze etabléieren, wann en déi Kritäre suivéiert a respektéiert, déi an deem Gesetz hei sinn.

Et ass also absolutt net eppes, wat wirtschaftsfeindlech oder entreprisefeindlech ass. Et ass plütôt eppes, wat clarifiéiert, wat wierklech d'Grenze besser zitt, wat eben dee Flou, deen elo existéiert vun Asblen, déi jo a priori keng kommerziell Aktivitéiten dierften hunn, ewechhält an net d'Asblen ofschaft. Neen, d'Asble behalen am associativem Liewen eng zentral Roll, mä derniewent gëtt et fir eng Form vu Gesellschaft méiglech, sech ze dévelopéieren, déi sécher heiansdo, oder net ëmmer, mä ganz oft, eng kommerziell Aktivitéit kann hunn, mä déi awer net déi Finalitéiten huet, fir effektiv Benefiss mussen ze maachen.

An duerfir, mir proposéieren hei och eng nei Form vun Entrepreneuriat! Hei ass net eppes, wou just de Minister vun uewen erof decidéiert, wat ze geschéien huet. An op d'Kritäre kommen ech nach zréck. Mir wëllen hei och besonnesch jonke Leit d'Méiglechkeet ginn, ennerstëtzen d'Form Entrepreneur ze ginn.

Mir schwätzen haut och am Kader vu Rifkin vill vun neie Modeller a vun neien Aktivitéiten am Environnement, an der Économie circulaire, an der Energiewirtschaft. Ech stelle fest, datt zu Jonglënster et haut eng Kooperativ gëtt, wou d'Leit hiren eegene Stroum maachen. Eh bien, par Définition ass dat eng Économie sociale et solidaire. A firwat sollen déi Leit net an enger Forme juridique kenne schaffen?

► **M. Roy Reding** (ADR). - ...Steiere bezuelen. Ma wonnerbar, exzellent!

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.* - Jo, jo, jo. Wa si sech constituéieren als eng Gesellschaft, da kann ee jo doriwwer diskutéieren, wa se déi Kritäre respektéieren, ob se dat dann nach weider mussen maachen, wann et wierklech eng Gesellschaft ass, wou e gemeinnützege Intérêt ass fir d'Kollektivitéit.

Et ass also eng nei Form, an et ass ëmmer schwéier natierlech, wann een eng ganz passéistesche Vue vun der Gesellschaft huet, sech fir nei Vuen an nei Formen opzemaachen. An duerfir mengen ech, ass et extrem wichteg, eng wichteg Décisioun, déi mer hei huelen, fir där do Wirtschaft eng nei an zolid Basis ze ginn.

Mir mussen natierlech zesummeschaffe mat deem Secteur, deen elo scho besteet. An duerfir wëll ech och deem Secteur Merci soen, der ULESS besonnesch an all deenen Akteure vun där ganzer Économie sociale, déi jo haut scho besteet, datt se ons ennerstëtzen hunn, datt se ons beroden hunn, datt se ons gehollef hu bei der Genèse vun deem Gesetz, wat jo awer eng gewëssen Zäit gebraucht huet. Bon, wéi ech dee Ministère hei iwwerholl hu virun dräi Joer, hu mer ganz geziilt drop geschafft, fir datt mer dat Gesetz kéinte kréien.

Ech ginn lech nach e gutt Beispill. A Frankräich ass an de grandes Écoles, wou jo elo net déi Allerlescht setzen, an de grandes Écoles, notamment de grandes Écoles de commerce - HEC, ESSEC -, wou et scho ganz schwéier ass, iwwerhaupt eranzekommen, elo an all deene Schoulen eng extra Sektouren opgemaach gi fir Économie sociale et solidaire, déi driwwer nodenken: Wéi kënne mer, grad vläicht aus der Erfahrung eraus, datt an deem Profitstriewen net alles esou perfekt ass, besonnesch no där Kris, aus där mer nach ëmmer net richtig eraus sinn, vläicht aner Weeër fannen, fir d'Wirtschaft méi stabil, méi resilient ze organiséieren?

En anert Beispill ass Spuenien. Déi Entreprises, déi no der Économie sociale et solidaire a Spuenien organiséiert sinn, an deem Land, wat jo besonnesch haart vun der Kris betraff ginn ass, sinn et déi Entreprises, déi am männsten Aarbechtsplaz verluer hunn, déi also am beschte resistéiert hunn an där Kris. An ech mengen, duerfir erweist sech dat heiten als dee richteg Wee.

Mä fir datt dat funktionéiert, mussen mer e kloer Kader schafen a mussen mer natierlech och derfir suergen, datt dee ganze Secteur op engem gudden, professionellen Niveau leeft. Mir brauche gutt Leit, mir brauche capabel Leit, mir brauche gutt ausgebildete Leit, déi an der Économie sociale et solidaire schaffen. Dat ass natierlech wichteg.

An dat heescht net, datt d'Économie sociale et solidaire eleng op Aide-publique funktionéiert. Natierlech gëtt et sozial Missiounen an der Gesellschaft, déi iwwert déi heite Form vu Gesellschaft kënnen exekutéiert ginn, déi ouni Aides publiques net méiglech sinn! Wann ech eng Person embauchéieren, engagéieren, déi vläicht Schwiererekeeten huet, déi wäit ewech ass vum Aarbechtsmaart, da kann ech net verlaangen, datt déi déi nämlechte Produktivitéit huet wéi deen, deen extrem aktiv an extrem produktiv ass. Also kommen ech net derlaanscht, wann ech wëll deem Mënsch eng Chance ginn an der Gesellschaft - nediert, Här Kaes! -, muss ech also déi Méiglechkeet hunn, do eppes dropzeleeën. Dat ass net automatesch!

An ech hunn och net gesot, jiddwereen, dee muer an enger SIS wäert schaffen, dat ass een, deen e Salaire subventionné huet. Mä mir mussen natierlech och punktuell derfir suergen, datt déi Leit, déi net um sougenannten éischten Aarbechtsmaart eng Chance hunn, déi um zweete vläicht eng Chance kenne kréien, datt déi net einfach aus onser Gesellschaft exclu sinn. Mir kreieren also net op d'Käschte vun deem éischten Aarbechtsmaart Plazen, mir versichen, Leit, déi um éischten Aarbechtsmaart keng Chance hunn, och eng Chance an der Gesellschaft ze ginn.

An duerfir gëtt et och eng ganz Rei Aktivitéiten, déi géife guer net gemaach ginn, wann net déi do Forme vu Gesellschaft géife bestoen. An duerfir sinn dat awer och sozial oder ekologesch oder aner Forme vun Aktivitéiten, déi extrem wichteg sinn.

Mir wëllen net eng Form vun Économie géint eng aner ausspülen. Dat soen ech hei ganz kloer. Et geet hei net drëm, op d'Käschte vun dem Handwierk oder op d'Käschte vun aneren Aktivitéiten hei eng parallell Économie opzebauen. Et erweist sech absolutt, datt déi Économie ergänzend ass. Si ass complémentaire, si kann och nei Forme vun Zesummenaarbechten entwéckelen tëschent der sougenannter kommerzieller Économie an der Économie sociale. A grad do läit vill Potenzial, souwuel fir déi eng wéi fir déi aner.

Mä sot mer emol, wéi géife mer dann déi Leit mat Handicap, vill Leit beschäftegen, wa mer net Ateliers protégés, déi ech elo wëll Ateliers d'inclusion nennen, wa mer déi net hätten, wa mer net géifen do Aktivitéite maachen, wou déi Leit och kënnen eng gewësse Produktivitéit dévelopéieren? Wéi géife mer déi Leit beschäftegen? Mir géife se net beschäftegen! Mir géifen déi Leit an engem Getto loosson. Mir géife se fale loosson, d'Gesellschaft géif einfach definitiv e Stréch enner si maachen. An dat ass net akzeptabel!

A wann ech also kucken, wat zum Beispill d'Chambre des Métiers seet. D'Chambre des Métiers huet gesot: „Mir si bereit, absolutt mat der Économie sociale eng Plate-forme bilatérale d'échange ze kreéieren, wou mer kucken, wéi déi zwou Saache gutt laanschtene kommen an net déi Horrorzeenarien do anrieden.“

D'Chambre de Commerce, hei ass de Bréif, schreift explizitt: „Mir wëllen de Soutien à l'entrepreneuriat och der Économie sociale zoukomme loosson.“ Dat heescht, deen, dee seet, e wéilt eng Sociéitéit grënnen no dem Modell vun enger SIS, dee kann och bei d'Chambre de Commerce goen an am House of Entrepreneurship do dee Soutien kréien, fir déi Entreprise ze maachen. An duerfir mengen ech, datt mer hei e Stouss ginn an d'Dynamik, an d'ekonomesch Dynamik hei zu Lëtzebuerg, an duerfir och positiv Resultater wäerten hunn.

Elo déi puer Froen, déi mer gestallt gi sinn. Déi éischt ass déi, firwat mer net decidéiert hunn, datt ee kéint automatesch eng Form vun Asbl transforméieren an eng SIS. Ech mengen, aus all méiglechen Transparenzgrënn ass et besser. Éischts, déi Asbl, déi gëtt hir Avoiren, wa se der dann huet, Aktiva, an eng SIS an et gëtt eng nei Form vu SIS kreéiert. Ganz oft bleift d'ailleurs déi Asbl bestoen. Et gëtt eigentlech och oft kee Grund, firwat een déi Asbl opléist, well déi Asbl ka ganz gutt eng aner Fonctioun nach ëmmer bäibehalen, déi da méi am associativem Beräich besteet.

Nun, d'Imposition, d'Befreiung vun de Steieren. Et ass och e bësse komesch. Dir kritiséiert, datt, wann ee Parts privées oder Parts de rendement, wéi et am Gesetz heescht, huet an enger SIS, da misst ee Steiere bezuelen. Jo, dann ass ee jo mat engem Fouss och an enger Logik,...

**(Interruption)**

...wou engem, jo, wou déi Parts de rendement, wou een also och muss iergendwéi déi Parts de rendement rétribuéieren. Dann ass een an engem anere Film, dann ass een an enger aner Logik, wéi wann et 100% just Parts d'impact sinn.

An et ass ebe grad, fir do net Abusen ze provozéieren, datt ech soen: „Bon, elo bauen ech

mer eppes, wou zwar 50% Parts d'impact sinn a 50%, dat si Parts privées, Parts de rendement, an da sinn ech ganz einfach vun alle Steieren entbonnen!“ Dat wier natierlech en Abus an dat géif op d'Käschte goe vun aneren Entreprises, déi 100%eg einfach kommerziell Gesellschaften sinn. Duerfir ass dat eng absolutt „safeguard“, eng Garantie, datt esou Praxissen net méiglech sinn.

Wat d'Kommissioun ubelaangt, do maache mer e Règlement grand-ducal, do wäerte véier oder fennef Leit dra sinn. Do wäerte Leit dra sinn, déi einfach fir Expertise an deem do Beräich bekannt sinn, an déi solle jo och en objektivierte Uerteel maachen iwwert déi Kritären.

Just nach ee Wuert iwwert déi Indicateuren. Dat ass net eng bürokratesch Hürd oder e bürokrateschen Emmerdement, mä dat ass ebe grad do, well dat do eng Économie ass, déi anescht funktionéiert, a well ee muss par tous les moyens déi Abusen évitéieren, datt dat ennerstëtzt d'heiter Form eigentlech eng ganz normal kommerziell Gesellschaft kéint ginn. Duerfir mussen mer eben eng gewësse Kloeerheet hunn, wat d'Objektiver vun där Gesellschaft sinn.

An dann, d'Kloeerheet selwer geet net duer, et muss een och derfir suergen, datt déi Objektiver aegehale ginn. An duerfir muss een e gewëssene Contôle hunn. A Réviseur d'entreprises, all Gesellschaft brauch een. Firwat sollten eigentlech déi heite Gesellschaften...

Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Här Minister, Dir musst esou lues zur Konkusioun kommen.

► **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.* - Et muss een déi heite kennen, fir eben d'Garantie ze ginn, datt eben och hei net Spiller sinn, déi den Objet social vun där heiter Form vu Gesellschaft net respektéieren.

Voilà. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och dem Här Minister. An ech gesinn dem Här Reding säin Aarm an d'Luucht goen.

► **M. Roy Reding** (ADR). - Jo, ech hu souwuel e Fait personnel wéi Parole après ministre.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Jo, dat ass awer net kumulativ.

► **M. Roy Reding** (ADR). - Jo. Dann ass et einfach Parole après ministre. Den Här Minister huet mech ganz hefteg ugegraff,...

**(Interruptions)**

...besonnesch och, andeem e gesot huet, wéi gutt oder wéi schlecht dësen oder dee sech an der Chamber steet. Ech wollt klipp a kloer soen, Här Minister, déi 60 Leit hei an der Chamber vertrieben alle 60 d'ganz Vollek, egal wéi gutt oder wéi schlecht si oder hir Famill sech stinn. An ech fannen, déi Diskussiounen vergëften onnéidegerweis d'Diskussioun, déi mer hei hunn. Mir sollten eis hei sachlech auseresetzen.

**(Interruptions)**

Sachlech! Dir sidd a mengen Aen, Här Minister, deen, deen hei populistesch Aussoe mécht,...

**(Brouhaha et hilarité)**

...wann Der mat Atelier-protégéé kommt a mat Aarbechten, déi soss kee géif maachen, wann een dat do net géif maachen. Ech hunn net dovunner geschwat! Ech hunn dovu geschwat, datt Gesellschaften, déi normal ekonomesch Aktivitéiten hunn - Schnéi raumen, Gaardenaarbechte maachen, Bus fueren, Gott weess wat -, keng Steiere bezuelen, keng Gewerbesteier, keng Verméigenssteuer, keng Benefisssteuer a wa méiglech och nach subventionéiert ginn. Dovunner hunn ech geschwat, net vun aarmen handicapéierte Leit, déi an Atelier-protégéé schaffen, an net vu sozial engagéierte Leit. A Gott sei Dank hu mer där am Land, déi sech asetze fir dat, woufir se sech asetzen!

**(Interruption)**

Wat d'Abusen ugeet, ech hunn net dovu geschwat, datt d'Parts de rendement net solle besteiert ginn. Ganz am Contraire! Mä ech hu kritiséiert, datt esou eng Gesellschaft - wann een da mengt, et misst een esou eng maachen, an ech mengen datt net - 100% besteiert gëtt, well se eng eenzeg Part de rendement huet! Dat ass ganz einfach e Feeler, et ass einfach e Feeler doran!

An dann hutt Der geschwat vun de Réviseur d'entreprises. Dir sot, an dat beweist, datt Der vun der Économie awer absolutt keng Anung hutt:...

**(Brouhaha général)**

„All Gesellschaft brauch ee Réviseur d'entreprises.“ Neen, absolutt net! Keng Gesellschaft



brauch ee Réviseur d'entreprises bis ee gewësene Seuil, deen extrem héich ass.

**(Brouhaha)**

90% vun de Gesellschaften oder 95%, Här Fayot, vun de Gesellschaften hei am Land brauche kee Réviseur d'entreprises. An ech géif mer wënschen, datt mer en Aarbechtsminister hätten, deen dat wéisst.

Merci!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien! Voilà!

**(Brouhaha)**

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Bon, mir stëmme dann elo iwwert d'Gesetz of an da gesi mer, wie wat fir enger Meenung ass.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6831 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

56 Jo-Stëmme zum Projet an 3 Nee-Stëmme.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6831 est adopté par 57 voix pour et 3 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Laurent Mosar), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Claude Wiseler), Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Roger Negri), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par Mme Viviane Loschetter), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzefroen?

**(Assentiment)**

Merci. Ech mengen, do hu mer eng Stëmm méi. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et geet em eng formell Annerung vum Code du travail opgrond vun europäeschen Direktiven. An de Rapporteur steet schonn hei. Den Här Frank Arndt huet d'Wuert.

**5. 6914 - Projet de loi modifiant les annexes 1 et 3 du Code du travail**

**Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale**

► **M. Frank Arndt (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber sollt dat hei de Mëtten, wéi ech dat hei geschriwwen hunn, du war et effektiv nach fir de Mëtten virgesinn, mä da soen ech elo: D'Chamber ass den Owend gefrot, fir eng Upassung vun den Annexen 1 bis 3 vun der Aarbechtsgesetzgebung ze maachen, an dat, well eng europäesch Direktiv ëmzesetzen ass,

an zwar déi vum Europäesche Parlament an Europäesche Rot, déi de 16. Dezember 2008 gestëmmt ginn ass.

Mä em wat geet et dann hei?

Ma des Direktiv behandelt d'Andeelung, also d'Klassifikatioun, den Etiquetage oder d'Kennzeechnung an d'Verpackung vu Substanzen, Mélangen oder besser gesot Mixturen, déi méi besonnesch geféierlech sinn. Dës Direktiv wäert verschidden eeler Direktiven a Reglementer ofännere respektiv ofschaffen. Dëst Reglement féiert also en neie System an, fir eng besser Klassifikatioun a Kennzeechnung vu Substanzen a Mélangen ze maachen, woubäi et sech em geféierlech Stoffen handelt, an der Europäescher Unioun. An deem Sënn ännert de Projet de loi 6914 näischt un de besteeende Bestëmmungen of, mä passt dësen neie System un déi besteeend Bestëmmungen un.

Beträff sinn am Code du travail den Titre III iwwert d'Beschäftigung vun der schwangerer an der stëllender Fra respektiv am Titre IV iwwert den Emploi vun den Aarbechtnehmer. An dësen Titren III a IV sinn d'Referenzen iwwert d'Klassifikatioun an d'Kennzeechnung vu fréier schonn enthalen, dofir ginn dës dann, wéi scho gesot, un deen neie System vum CLP-Reglement adaptéiert.

Och wann dëse Projet de loi keng wierklech Changementer mat sech bréngt, ass et mir an eiser Kommissioun wichteg, nach eemol ze betounen, dass de Schutz vum Salarié, den Aarbechter an de Consommateuren u éischer Plaz muss stoen. Hei weist sech iwwerengs bei der Ëmsetzung vun der Direktiv deen eminent positiven Aspekt an d'Beräicherung vun Europa emol eng Kéier, an aner international Organisatiounen awer och ze nennen.

Ech sinn och iwwerzeugt, dass et eiser Gesellschaft vill bréngt, wann den Aarbechtgeber probéiert, d'Verwendung vun dësen besonnesch geféierlechen Substanzen ze verréngere oder ze vermeiden, andeem se, esou wäit wéi et technesch méiglech ass, duerch Stoffen, Mixturen oder e ganz anert Verfahren ze ersetze sinn. An d'Uwendung vu manner oder weiniger geféierlechen Stoffen ass gutt fir d'Gesondheet a suert fir méi Sécherheet.

Mä wichteg sinn och d'Hygienemoosnamen an déi individuell Schutzmoosnamen, déi eist Aarbechtsgesetz nun emol virgesäit. Mä wat gesäit et da genau vir?

Dass eben déi Moosnamen ze treffe sinn an ze gewäreleschte sinn. Dass Leit, déi an Aarbechtsberäicher schaffen, wou eng Gefor besteet duerch dës Stoffen, och net do essen, eppes drénken oder fëmmen; dass d'Aarbechtnehmer déi richteg Schutzkleedung oder soss géeegent Spezialkleedung zur Verfügung gestallt kréien; getrennt Opbewahrungsméiglechkeete virgesi si fir d'Aarbechtskleedung engersäits a fir d'Stroossekleder anerersäits; de Leit géeegent an ugemooose Wäschgeleeënheeten zur Verfügung gestallt ginn an och d'Schutzrüstung an enger dofir virgesinnener Plaz sachgerecht stockéiert gëtt a virun all Gebrauch iwwerpréift gëtt an och gebotzt gëtt.

Firwat soen ech lech dat?

Ma ech betounen dat, well ech selwer 20 Joer an engem Betrib geschafft hunn, wou déi Stoffen, em déi et haut geet, op der Dagesuerdung stoungen. A wann een do geschafft huet, an déi Aarbechter vun där Zäit - et war an de fréien 80er Joren, et ass net esou laang hier -, déi Aarbechter ware sech net bewusst, mat wat se do geschafft hunn a wéi geféierlech et war, dat, mat deem se geschafft hunn. A wann een dann nach weess, dass mer 75% Grenzgänger derbäi haten, wou jiddwereen eng aner Ausbildung hat, muss ee sech bewusst sinn, dass dat net déi richteg Method deemools war.

Dir Dammen an Dir Hären, da versteet een haut, dass dat net esou selbstverständlech war, wéi et eis haut virun allem hei an der Chamber kléngt. An dofir muss dës Direktiv elo och um Terrain Gehéier fannen an ëmgesat ginn.

D'Reglement CLP huet als iewescht Zil den internationale Klassifikatioun- an Etiquetagesystem, déi chemesch Substanzen a besonnesch déi geféierlech chemesch Substanzen kloer a fir jiddwereen verständlech ze zeechnen. A jee nodeem, wéi eng Gefor vun där Substanz oder deem Mélange ausgeet, muss d'Industrie, ier dat Produkt an déi Mixturen op de Maart kommen, déi potenziell Risiken ausmaachen, souwuel fir de Mënsch wéi fir d'Ëmwelt.

Deementspreechend ginn déi Substanzen a Mélanges da klassifizéiert an ënnerleien dann enger kloer Zeechnung, ënner anerem duerch Piktogrammen, déi international festgesat sinn, ëmsou méi wichteg fir Leit, déi och haut net all Sprooch kënnen. An déi kloer Zeechnung soll erlaben, direkt ze gesinn, wéi eng Risiko a Gefore kéinten entstoen, wann ee mat deene Substanzen a Mixturen schafft oder se manipuléiert.

Här President, de Projet de loi gouf de 26. November d'lescht Joer vum Aarbechtsminister Nicolas Schmit déposiert an un d'Aarbechtskommissioun iwwerwisen. De Statsrot huet säin éischten Avis den 8. März 2016 eis zoukomme gelooss. D'Kommissioun huet de Projet de loi an den Avis vum Statsrot a senger Reunioneen ënner dem Impuls vum Minister Nicolas Schmit vum 14. September 2016 analyséiert an ugepasst.

Am Avis vum Statsrot waren zwou Opposition-formellen iwwer Textpassagen, déi net konform waren zu der Hiérarchie des normes. Dës Opposition-formelle konnten no Amendementen opgehuewe ginn. Inhaltlech war keng Observatioun ze fannen, weder vum Statsrot nach vun der Chambre de Commerce oder der Chambre des Salariés. Fir weider Detailler kënn Dir de schrëfleche Rapport kontaktéieren.

An darselwechter Sëtzung sinn ech als Rapporteur genannt gi fir dëse Projet de loi. D'Chamberskommissioun huet de Projet de loi de 17. November 2016 eestëmmeg ugeholl.

An an deem Sënn Merci am Numm vu mir a vun der Kommissioun un d'Mataarbechter vun der Chamber, vum Ministère an natierlech u meng Mataarbechterin aus der Fraktioun.

Als LSAP ënnerstëtze mir dës Ëmsetzung vun der Direktiv selbstverständlech. An ech ginn lech heimat am Numm vu menger Fraktioun d'Zoustëmmung zu dësem Projet. A Merci fir d'Nolasschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Merci och, Här Rapporteur. An den Här Kaes huet d'Wuert.

**(Interruption)**

Jo, Dir bleift sëtzen. Da fuert duer!

**Discussion générale**

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Neen, ech stinn op!

**(Hilarité)**

Här President, wéi all Deputéierte stinn ech op. An da wéilt ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir fir d'Éischt dem Här Rapporteur villmools Merci ze soen. Hie war esou detailléiert, en huet et jo selwer gesot, soss hätt ech et misse soen, en huet laangjäreg Erfahrung an engem Betrib, wou wierklech ganz vill och mat ganz geféierlechen Produkter geschafft ginn ass. Ech kennen dat, well mer Attachen allen zwee an deem Betrib hunn. An duerfir ass et ganz kloer, datt kee Bessere konnt dee Rapport hei maache wéi den Här Arndt. An duerfir géif ech em nach eng Kéier Merci soen an natierlech och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun ginn.

Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Wie fret d'Wuert nach? Den Här Lamberty huet d'Wuert.

► **M. Claude Lamberty (DP).**- Also ech fannen, den Här Arndt, deen huet dat esou gutt

gemaach, dass ech natierlech och am Numm vun der Demokratescher Partei him e ganz grouse Merci soe fir déi Aarbecht, déi en den Owend nach hei ofgeliewert huet, a ginn den Accord vun eiser Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Anzia huet d'Wuert.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).**- Jo, Merci, Här President. Also den Accord vun der gréngeger Fraktioun an e Merci un de Rapporteur. Voilà.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Baum huet d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Jo, mir ginn eisersäits och den Accord vun der Lénker. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech ginn dovun aus, dass all déi aner Kolleegen datselwecht mengen an dass den...

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Merci dem Rapporteur!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- A Merci lech all.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6914 et dispense du second vote constitutionnel**

De Vott fänkt un. Dat ass dann dee leschte Vott fir „hokt“.

**(Hilarité)**

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. Dann d'Procuratiounen. Huet jiddwereen ofgestëmmt? Oder ass nach ee vun de Kolleegen do, deen nach „nik“ ofgestëmmt huet?

**(Interruptions)**

Dann ass de Vott elo ofgeschloss.

56-mol Jo. Unanimitéit.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Marcel Oberweis), Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Claude Wiseler), Félix Eischen (par Mme Martine Mergen), Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Mme Martine Hansen (par Mme Nancy Arendt), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par Mme Cécile Hemmen), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Marc Angel), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox (par M. Roberto Traversini), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, fir d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

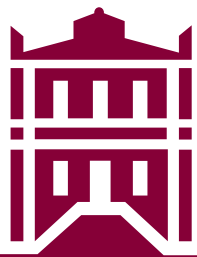
Mir sinn um Enn vun der Sëtzung vun haut ukomm. Muer ass Rendez-vous um zwou Auer. Kommt gutt heem! Merci an e schéinen Owend.

**(Fin de la séance publique à 19.28 heures)**



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram





## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

### 2. Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar

- M. Laurent Mosar

### 3. 6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

- Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: M. Marc Angel

- Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval (dépôt de deux amendements) (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. Gast Gibéryen)

### 4. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite de la délégation sénatoriale du Royaume du Cambodge sous la conduite de Mme Ty Borasy, Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Sénat

### 5. 6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques (suite)

- Discussion générale (suite): Mme Taina Bofferding, M. Gusty Graas (interventions de Mme Nancy Arendt et M. Gast Gibéryen), Mme Josée Lorsché, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum (intervention de M. Gast Gibéryen)

- Prises de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances, M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- M. Gast Gibéryen (parole après ministre), M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Alex Bodry

- Vote séparé sur l'article 1 du projet de loi

- Votes sur les amendements 1 et 2 (rejetés)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 6. Interpellation de M. Claude Adam sur le défi de la situation plurilingue dans le système éducatif au Luxembourg

- Exposé: M. Claude Adam

- Débat: Mme Martine Hansen (intervention de M. Gilles Baum), M. Gilles Baum (intervention de M. Lex Delles), M. Claude Haagen, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner (intervention de M. le Ministre Claude Meisch)

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (interventions de Mme Martine Hansen)

### 7. 7011 - Projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse: M. Edy Mertens

- Discussion générale: Mme Martine Hansen, M. André Bauler, M. Claude Haagen, M. Claude Adam, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Nicolas Schmit, Mme Lydia Mutsch et M. Claude Meisch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

## 1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Gudde Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen direkt d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

### (Négation)

Merci. Dat ass net de Fall.

Dann hunn ech eng Wuertmeldung vum Här Laurent Mosar fir den Dépôt vun enger Resolutioun. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

## 2. Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här President, ech froen effektiv d'Wuert, fir hei eng Resolutioun ze déposéieren iwwert de Gel vun de Baitrëtsverhandlung mat der Türkei. De Moien huet d'Europaparlament mat enger riseg grousser Majoritéit, wou all déi grouss Fraktiounen mat ennerschriwwen hunn, de Gel vun deenen EU-Baitrëtsverhandlung gefrot.

An darselwechter Resolutioun gëtt vum Europaparlament d'Solidaritéit vun deenen aneren nationale Parlamenten och ugefrot. A fir direkt dem Europaparlament Satisfaktioun ze ginn, déposéieren ech also elo déi Resolutioun. Dat ass genau deeselwechten Text wéi deen, deen am Europaparlament - wéi gesot vu ganz ville Kolleegen - ugeholl ginn ass.

Ech géif awer proposéieren, Här President, mir géifen déi, wann d'Kolleegen d'accord sinn, an déi zoustänneg Kommissioun renvoyéieren a mir géifen dann a 14 Deeg, an der iwwernächster Woch, eng Kéier driwwer diskutéieren an ofstëmmen.

Merci.

### Résolution

La Chambre des Députés,

- vu sa résolution sur la Turquie du 16 novembre 2016;

- vu les récentes déclarations des autorités turques à l'égard de l'Union européenne et de ses autorités;

- vu la résolution sur la Turquie du Parlement européen du 24 novembre 2016 à laquelle la Chambre des Députés se rallie par la présente;

- vu les résolutions précédentes du Parlement européen, et notamment celle du 27 octobre 2016 sur la situation des journalistes en Turquie et celle du 14 avril 2016 sur le rapport 2015 sur la Turquie;

- vu le rapport annuel de 2016 sur la Turquie, publié par la Commission le 9 novembre 2016 (SWD(2016)0366);

- vu le cadre de négociation de l'Union européenne avec la Turquie du 3 octobre 2005;

- vu les conclusions du Conseil du 18 juillet 2016 sur la Turquie;

- vu le règlement (UE) n°231/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument d'aide de préadhésion (IAP II);

- vu le droit à la liberté d'expression consacré dans la convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et le pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), auxquels la Turquie est partie;

- vu les mémorandums du commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe;

- vu la déclaration du 26 juillet 2016 du commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe sur les mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence en Turquie;

- considérant que l'Union européenne et le Parlement européen ont fermement condamné le coup d'État militaire manqué en Turquie et reconnu la compétence légitime des autorités turques pour traduire en justice les responsables et les complices de la tentative de coup d'État;

- considérant que la Turquie est un partenaire important et devrait, en tant que pays candidat, respecter les normes les plus élevées de la démocratie, y compris les droits de l'homme, l'état de droit, les libertés fondamentales et le droit à un procès équitable; que la Turquie est membre du Conseil de l'Europe depuis 1950 et qu'elle est dès lors liée par la CEDH;

- considérant que les mesures répressives prises par le Gouvernement turc dans le cadre de l'état d'urgence sont disproportionnées, attentent aux droits et libertés fondamentaux consacrés dans la Constitution turque, portent atteinte aux valeurs démocratiques fondamentales de l'Union européenne et enfreignent le PIDCP; que, depuis la tentative de coup d'État, les autorités ont arrêté dix membres de la Grande assemblée nationale de Turquie appartenant au parti d'opposition HDP et quelque 150 journalistes (soit le plus grand nombre d'arrestations de ce type dans le monde); que 2.386 magistrats et 40.000 autres personnes ont été emprisonnés et que plus de 31.000 d'entre elles demeurent sous le coup d'un mandat d'arrêt; que, d'après le rapport de 2016 de la Commission sur la Turquie, 129.000 fonctionnaires ont été suspendus (66.000) ou licenciés (63.000), pour la plupart sans aucun chef d'accusation à ce jour;

- considérant que le Président Erdoğan et des membres du Gouvernement turc ont fait plusieurs déclarations sur le rétablissement de la peine de mort; que le Conseil, dans ses conclusions du 18 juillet 2016 sur la Turquie, a rappelé que le rejet

sans équivoque de la peine de mort constitue un élément essentiel de l'acquis de l'Union;

- considérant les fortes préoccupations soulevées concernant les conditions de détention des personnes arrêtées après la tentative de coup d'État et concernant les restrictions sévères imposées à la liberté d'expression et à la presse et aux médias en Turquie;

- considérant que le point 5 du cadre de négociation dispose qu'en cas de violation grave et persistante, en Turquie, des principes de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi que l'état de droit sur lesquels l'Union est fondée, la Commission, agissant de sa propre initiative ou à la demande d'un tiers des États membres, recommandera la suspension des négociations et proposera les conditions à remplir pour qu'elles soient reprises;

- considérant qu'une interruption temporaire des négociations entraînerait le gel des discussions en cours, rendrait impossible l'ouverture de nouveaux chapitres et empêcherait toute nouvelle initiative relative au cadre de négociation de l'Union avec la Turquie,

1. condamne fermement les mesures répressives disproportionnées appliquées en Turquie depuis la tentative manquée de coup d'État militaire en juillet 2016; réaffirme son engagement en faveur du maintien de l'ancrage de la Turquie à l'Union européenne; se rallie à la résolution du Parlement européen qui invite la Commission et les États membres à entamer un gel temporaire des négociations d'adhésion en cours avec la Turquie;

2. s'engage à revoir sa position une fois que les mesures disproportionnées prises dans le cadre de l'état d'urgence en Turquie auront été levées; examinera, à cet effet, si l'état de droit et les droits de l'homme ont été rétablis dans l'ensemble du pays; estime qu'il serait opportun de procéder à cette révision lorsque l'état d'urgence sera levé;

3. rappelle que le rétablissement de la peine capitale par le Gouvernement turc devrait entraîner une suspension officielle du processus d'adhésion;

4. relève qu'à ce jour, la Turquie ne remplit pas 7 des 72 critères fixés dans la feuille de route sur la libéralisation du régime des visas, dont certains revêtent une importance particulière;

5. relève que la Turquie attache de l'importance à la modernisation de l'union douanière; souligne que la suspension des travaux sur la modernisation de l'union douanière aurait de graves conséquences économiques pour le pays; se déclare vivement préoccupée par les déclarations remettant en cause le traité de Lausanne, qui fixe les frontières de la Turquie moderne et qui a contribué à préserver la paix et la stabilité dans la région pendant près d'un siècle;

6. se rallie à l'invitation du Parlement européen demandant à la Commission de prendre en compte, dans son rapport d'évaluation à mi-par-

cours de l'IAP, dont la publication est prévue en 2017, les derniers événements survenus en Turquie; se fait sienne également l'invitation du Parlement européen demandant à la Commission d'examiner la possibilité d'accroître le soutien à la société civile turque grâce à l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme;

7. se rallie à l'encouragement du Parlement européen à la Commission européenne, au Conseil de l'Europe et à la Commission de Venise à offrir une assistance judiciaire supplémentaire aux autorités turques;

8. souligne l'importance stratégique des relations entre la Turquie et l'Union européenne pour les deux parties; reconnaît que, même si la Turquie est un partenaire important de l'Union, la volonté politique de coopérer doit venir des deux parties au partenariat; estime que la Turquie ne fait pas montre de cette volonté politique, et que les mesures gouvernementales ne font qu'éloigner la Turquie de la voie européenne.

(s.) Laurent Mosar.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Ech mengen, dass dat e ganz vernünftege Virschlag ass. An da maache mer dat esou. Merci.

Da géife mer zum éischte Punkt vun eisem normalen Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6892, eng Ofännerung vum Code du travail a vum Parteiefinanzierungsgesetz a fir d'Schaffung vun enger sougenannter Geschlechterquot. An d'Wuert huet elo direkt de Rapporteur vum Projet, den honorabelen Här Marc Angel.

## 3. 6892 - Projet de loi portant

### 1. modification du Code du travail

### 2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques

### Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

► **M. Marc Angel** (LSAP), rapporteur.- Här President, Madamm Ministesch, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir befaassen ons haut hei mat deem wichtigste Gesetz, dat vun der Madamm Lydia Mutsch an hirer Fonction als Chancéglichtheitsministesch an dëser Legislaturperiod virgeluecht ginn ass. Dëst Gesetz soll d'Gläichstellung vun de Geschlechter op verschiddenen Niveau garantéieren. Dës Projet huet zwee Haaptsujetten: éischstens d'Aféierung vun enger Quot vu 40% op de Wahllëscht fir d'Chamberswahlen, 50% fir d'Europawahlen, an zweetens d'Festschreiwung vun der Egalité des salaires am Code du travail.

Ech wäert a menger Ried nach op den Detail vun dësem zwee Voleten ze schwätze kommen. Mä fir d'Éischt wëll ech e puer Wuert soen, wéi

mer an der Kommissioun geschafft hunn, an der Commission de l'Égalité des chances an och an der Commission du Travail. An ech wëll der Presidentin Cécile Hemmen villmoos Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi mer konnten an der Kommissioun maachen.

De Fait, dass mer an deemem Gesetzesprojekt zwee Volete behandelen, huet natierlech zu Kontroverse gefouert, op déi ech kuerz wëll agoen. De Projet de loi gouf vun der Madamm Ministesch Lydia Mutsch am Oktober 2015 déposéiert, nodeems - an dat fannen ech ganz positiv - mer am Virfeld an der Chancéglichheitskommissioun den Avant-projet de loi scho presentéiert kritt haten an och mat der Ministesch konnten diskutieren.

D'CSV ass net domat averstane gewiescht, dass dëse Projet de loi déi zwee Voleten, d'Quoten an d'Égalité des salaires, behandelt an huet am Januar 2016 och formell gefrot, dass de Projet soll an zwee separat Gesetzesprojeten opgespléckt ginn.

Allerdéngs ass d'Majoritéit der Meenung, dass dës zwee Voleten zesummegehieren, well se alle béid zur Gläichberechtigung vun de Geschlechter bäidroen. An dofir solle se och zesummebleiwen. An dofir ass et och gutt, dass mer se zesumme behandelt hunn.

Allerdéngs gouf de Projet pour avis un d'Commission du Travail geschéckt, déi zum Volet vun der Égalité des salaires hiren Avis den 22. Juni dëst Joer ugeholl an un d'Chancéglichheitskommissioun geschéckt huet.

Den 28. Abrëll hu mer dunn an der Chancéglichheitskommissioun den éischten Avis vun Statsrot analyséiert an ons virun allem mam Deel Quote beschäftegt. Wéi mer dunn den Avis vun eise Kolleegen aus der Commission du Travail bis haten, hu mer dësen den 28. Juni diskutéiert an déi Propositionen, déi ons Kolleeginnen a Kolleegen hei gemaach hunn, sinn och unanime als Amendementer ugeholl ginn.

Ech wëll och dofir op dëser Plaz dem President vun der Commission du Travail, dem Goerges Engel, an alle Kolleeginnen a Kolleegen aus där Commission du Travail nach emol Merci soe fir hir gutt Zesummenaarbecht op deemem Projet, déi et ons erlaabt huet, vun hirer Expertise ze profitieren.

An där nämlecher Sëtzung hu mer awer och d'Amendementer, déi du vun der CSV zu de Quote proposéiert goufen, ofgeleent. Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Spriedercherin vun der CSV herno nach am Detail op hir Virstellung weilt agoen, soudass ech dat hei net wëll maachen.

D'Ministesch huet awer ganz kloer op d'Propose vun der CSV geäntwert an huet an der Sëtzung vum 28. Juni 2016 gesot, dass d'Regierung ganz bewusst an hirem Programme gouvernemental festgeschriwwen huet, dass se an deemem Kontext net d'Wahlgesez änneren wëllt, mä d'Parteifinanzierungsgesetz. Si huet och ganz kloer gesot, dass et sech hei ëm e Choix politique handelt. An et ass laut Ministesch och besser, dass een e Gesetz respektéiert, dass e Gesetz muss respektéiert ginn, an deem Sanktioun sinn, an dass ee sech da muss drun halen. Et wär e schlecht Signal, enger Partei eng Belounung ze ginn, wa se sech un d'Gesetz hält. Dofir ass d'Regierung och net a Richtung Bonussystem gaangen, wéi dat vun der CSV virgeschloen gouf.

Nodeems de Statsrot dunn am Oktober säin Avis complémentaire erausginn huet, hate mer nach zwou Sëtzungen: den 8., wou mer deen Avis analyséiert hunn, an de 17. November, wou mer du schlussendlech mäi schréffleche Rapport ugeholl hunn.

Här President, Madamm Ministesch, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt elo op deen eigentlechen Inhalt vun deemem Gesetz ze schwätze kommen. Dëst Gesetz ass e wichtige Meilesteen um Wee hin zu méi Gläichberechtigung. Et ass awer selbstverständlech net isoléiert ze betruechten, mä et reit sech an an eng ganz Serie vun Aktiounen, déi mer am Beräich vun der Chancéglichheet ënnerhuelen, fir d'Gläichberechtigung an der Politik an am Berufslewen ze féieren. All dës Aktiounen fannt Dir an der Ministesch hirem Plan d'action pour l'égalité des femmes et des hommes zesummegefasst, deen tëscht 2015 an 2018 émgasat soll ginn.

Mat deemem Gesetz wëlle mer niewent de Quoten op de Wahllëscht an der Égalité des chances (veuillez lire: Égalité des salaires) awer och nach eng Rei aner Dispositionen aus deem genannten Aktionsplang ëmsetzen.

Esou gëtt d'Ufroe vun engem Subsid fir Firmen, déi gezielt Leit vun an hirem Domän ënnerrepresentéiert Geschlecht astellen, vereinfacht. Allerdéngs gi gläichzäitig och d'Kritären, fir vun deemem Subsid kënnen ze profitieren, méi streng. Sou kënnen mer gläichzäitig eng Simplification administrative duerchféieren an

awer och Abusen op där anerer Säit besser verhënneren.

A selbstverständlech gëtt vun dëse Firmen och verlaangt, dass si sech un de Prinzip vun der Égalité des salaires halen, wa si dëse Subsid wëlle kréien.

D'Simplification administrative, déi mer hei ëmsetzen, gëtt am Iwwrege souwuel vun der Chambre de Commerce wéi och vum Comité du travail féminin begréisst. Dëst ass sécherlech dee klengsten an am mannsten Opmierksameeren Deel vum Projet, mä e wäert awer an der Realitéit um Terrain an de Betriber zu konkrete positive Verännerungen an och Verbesserung feieren.

Ee vun den zwee Haaptvolute vum Gesetz betrëfft dann awer d'Égalité des salaires. Statistesch gesi läit den Ënnerschied tëscht dem Akommes vu Fraen an deem vun de Männer zu Lëtzebuerg haut bei 8%. Dësen Écart huet eng Rei vu Grënn, déi oft ganz enk matenee verknëppt sinn. Sou schaffe vill Fraen och haut nach ëmmer a Beruff, déi manner gutt bezuelt gi wéi traditionell Männerberuffer.

Dëst ass ënner anerem de Fall, well mer ëmmer nach dozou tendéieren,...

#### (Coups de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift!

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- ...well mer nach ëmmer dozou tendéieren, hir Kompetenzen als manner wichteg unzugesinn an dofir och manner gutt ze rémunéieren.

Da sinn et och haut nach ëmmer majoritär d'Fraen, déi, wa se Kanner kréien, de Congé parental huelen an duerno nëmmen nach Deelzäit oder guer net méi schaffen. Schlisslech steigen d'Fraen och méi seelen bis an déi ganz héich Ämter vun de Berufslewen erop.

Schlussendlech gëtt et awer nach ëmmer Fäll, wou Frae fir genau déiselwech Aarbecht, déi hire männleche Kolleeg leescht, ganz einfach manner gutt bezuelt ginn. Et ass ganz kloer, dass mir allegueren déi Facteuren do mussen ugoen, wa mer den Écart weider verréngere wëllen. A mir hunn an där Hisiicht jo och scho viles gemaach.

Mat deemem Gesetz geet et drëms, dee Cas de figure ganz gezielt ze attackéieren, wou eng Fra fir déi nämleche Aarbecht op där nämlecher Plaz manner Sue verdéngt.

Ech wëll drun erënneren, dass dës Propos net nei ass, well si berout op enger Proposition de loi vun 2013 vum LSAP-Deputéierte Lucien Lux. Hien hat se deemools déposéiert an d'Kolleegin Cécile Hemmen hat se 2014 iwwerholl.

De Prinzip vun der Égalité des salaires ass och net nei, weder am europäeschen nach am lëtzebuergeresche Recht. Säit 2006...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift, lauscht dem Rapporteur now!

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Säit 2006 hu mer dëst an der Constitutioun verankert. An ech zitieren: «Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs.»

Am Moment ass d'Égalité des salaires per Règlement grand-ducal geregelt. Et geet also elo drëm, esou wéi dat och am Regierungsprogramm vun onser Regierung festgehalen gouf, d'Égalité des salaires an d'Gesetz anzuschreien an och Sanktiounen méi konkret festzelleen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Härzstéck vun deemem Gesetz an den eigentlechen Novum, dee mer domadder an ons Lëtzeburger Politik aféieren, betrëfft awer de Volet vun de Quoten. Et ass dëst e wichtige Schritt no vir, fir eng Gläichstellung vu Mann a Fra och an der politischer Representatioun ze errechen. Dëst Gesetz gesäit vir, dass eng Geschlechterquot vu 40% fir Nationalwahlen festgeluecht gëtt. Bei den Europawahlen, wou Lëtzebuerg sechs Memberen, sechs Leit wiert, ass d'Quot 50%, also dräi Männer an dräi Fraen op de Lëscht. Virgesinn ass, dass d'Parteien finanziell gestrooft ginn, wa si dës Quot net anhalen.

Dëst ass iwwregens eng progressiv Strof. Dat heescht, dass, wat ee sech méi wäit vun deene 40% respektiv 50% entfernt, wat d'Stof méi héich ausfällt. Dës Quoteregulung wäert scho fir déi nächst Wahle gellen. Allerdéngs wäerten hei d'finanziell Strofen, sollt eng Partei de Quorum net errechen, nach manner héich ausfallen. Esou sollten all politesch Parteien genuch Zäit hunn, fir sech ëmzestellen.

Mir setzen domat also e wichtige Punkt aus dem Regierungsaccord eent zu eent ëm, fir d'Paritéit an der Lëtzeburger Politik ze verbesseren. An dëst ass och batter néideg: Wa mer eis haut hei zu Lëtzebuerg an der Politik ëmkucken, wa mer ons heibannen an der

Chamber ëmkucken, da muss mer feststellen, dass mer nach wäit vun der politischer Paritéit ewech sinn. Nëmmen 28% vun onsen Deputéierten heibanne si Fraen. An och an der Regierung hu mer nach ëmmer méi Ministere wéi Ministesch.

Fir dës Situatioun ze änneren, sinn, mengen ech, d'Quoten e wichteg Hëllefsmittel. D'Erfaahrung aus eisen europäesche Partnerlänner, besonnesch deene skandinavische Länner, déi Quoten an der Vergaangenheet agefouert hunn a se haut iwwerhaupt net méi brauchen, beweisen, dass dës effektiv zu engem Wandel féieren. Et waren och dës Länner, déi déi gréisste Fortschreter hin zu enger gläichberechtigter Representatioun an der Politik gemaach hunn.

D'Realitéit beweist och, dass d'Quoten en effikas Mittel sinn, fir méi Fraen an der Politik ze etabléieren. Quote sinn nämlech eng Méiglechkeet, fir d'Mentalitéit an de Käpp vun de Leit, an do schléissen ech och d'Politiker mat an, ze veränneren.

Wann déi besteend Kaderen an der Politik aktiv dozou „gezwonge ginn“, kann ech bal soen, Kandidatinnen ze fannen, da ginn dës och éischer opgebaut an op hirem Wee ënnerstëtzt, en Effort, dee soss vläicht net vun alle Parteien ënnerholl gëtt. Wa Frae bis zu genuch an der Politik sinn, da spille Quoten och net méi wierklech eng Roll, well dann déi Fraen, déi do sinn, als Virbillen dengen an d'Interessen och vu jonke Frae kënnen féieren.

Fraen an der Politik si jo kee Selbstzweck, mä och hei weist d'Realitéit, firwat dass et wichteg ass, d'Paritéit unzestriewen. Gewielte Fraen a Ministesch setze sech meeschtens méi stark derfir an, eng fraefrëndlech Politik duerchzusetzen. Dës Politik erméiglecht et dann am Geigenzuch och nach méi engem groussen Udeel u Fraen, sech aktiv an der Politik ze bedeelegen. D'Quote limitéieren och net de Choix vum Wieler. Am Contraire! Dëse kritt do d'uerch e méi équilibréierte Choix u Kandidat presentéiert.

An enger TNS ILReS-Ëmfro, déi mer an der Kommissioun beschwat hunn, sote 47% vun de befroete Fraen, fir si perséinlech kéim kee politesch Engagement a Fro. Wa mer dat elo ëmdréien, ëmgedréit heescht dat, dass sech 53% vun de Fraen esou en Engagement awer duerch virstelle kënnen. An awer bleiwe si haut op eise Wielerlëscht an op de politesch Posten ënnerrepresentéiert.

Mir gesinn dowéinst d'Quote schlussendlech och net als diskriminatoresch, well si just hëllefen, eng bis haut bestoend strukturell Diskriminatioon ofzebauen. Et gëtt evidenteweis genau vill intelligent, kompetent a motivéiert Fraen, fir an d'Politik ze goen, ewéi Männer. Et brauch also keen ze fäerten, dass d'uerch dëst Gesetz e kompetente Mann d'uerch eng inkompetent Fra ersat gëtt, well et gëtt nämlech vill a genuch kompetent Fraen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn och den Accord fir d'LSAP-Fraktioun zu deemem Gesetz. Merci villmoos.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Da wäerte mer zweemol den Accord kréien.

#### (Hilarité et interruption)

Merci. Mä zweemol ass besser wéi keng Kéier. D'Wuert huet elo direkt d'Madamm Sylvie Andrich-Duval fir d'CSV. Här Rapporteur, sëtzt lech elo wann ech gelift! Ech hunn opgepasst, dass net derzwëschegeschat gëtt, da sidd Dir och fein!

#### Discussion générale

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Merci, Här President. D'Gläichheet zwësche Mann a Fra op der Aarbecht, gläiche Loun fir gläich oder gläichwäerteg Aarbecht missten eigentlech eng Selbstverständlechkeet sinn, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Mä och wann dee sougenannten „pay gap“, also d'Differenz op der Moyenne vum Brutto-stonneloun tëscht Männer a Fraen, mat de Jore konstant erofgaangen ass, verdéngen d'Fraen hei zu Lëtzebuerg, laut Eurostat, nach ëmmer 8,6% manner wéi d'Männer. 2002 louch mer nach bei 19% Differenz. Par rapport zu der europäescher Moyenne vu 16,3% sti mer do op der fenneftbeschter Plaz eigentlech net esou schlecht do.

De leschte Mount huet de Statec säin neie Rapport zur Gehälterstruktur presentéiert. An do raus erschléisst sech, dass net nëmmen de Schoulofloss an d'Ausbildung den Ausschlag gi fir d'Héicht vun der Pai, mä och d'Geschlecht. Fir d'Zweet ass och d'Fonction publique do mat dran. Doduerch kommen d'Fraen 2014 bei enger voller Tache an der Moyenne vum Joresgehalt gekuckt „nëmmen“ op 6,1% manner wéi d'Männer. Am Joer 2014 hunn d'Männer am Privatsecteur awer 10%

méi verdéngt wéi d'Fraen. Besonnesch krass ass de Gehaltsënnerschied bei Fraen aus Drëttlänner.

Bei der Fonction publique, also den Administratiounen an dem Enseignement, ass d'Loun-gläichheet schon am Statut verankert. Si steet positiv do a kippt et licht an de Géigendeel, well d'Fraen hunn am Duerchschnitt 2% méi verdéngt wéi hir männlech Kolleegen. Si besetzen awer, muss ee soen, verstärkt méi héich diploméiert Posten, besonnesch am Enseignement. Do stellen och d'Fraen 48% vun den Ugestallte géintiwwer vun 38% am Privatsecteur.

Fir d'CSV sinn déi bleiwend Ongläichheeten inakzeptabel. Dës Ongläichheete bestinn awer,

- obschon laut Statec d'Beruffstätégkeet vun de Frae stänneg eropgeet an 2014 bei 65% louch, géintiwwer vun 78% bei de Männer,

- obscho 55% vun de Fraen tëscht 30 a 34 Joer en Héichschoulofloss virweisen, géint 50% bei de Männer,

- obschon et zënter 1974 reglementaresch Moosnamen zu Lëtzebuerg gëtt iwwert d'Gläichheet vun der Pai vu Mann a Fra an d'Gläichbehandlung op der Aarbecht,

- obschon d'Aarbechtsrecht zum Beispill zënter 2004 virgesäit, dass an all Kollektivvertrag de Prinzip vun der gläicher Behandlung vu Fra a Mann muss drastoen, dëst allerdéngs ouni Obligation de résultat, dat heescht, kee Patron ass gezwongen, fir a sengem Betrib konkret Aktiounen mussen ze maachen,

- obschon och d'Sozialpartner zum Beispill zënter 2009 en Accord ofgeschloss hunn iwwert d'Gläichheet tëscht Mann a Fra mat enger Rei vu konkreten Objektiv.

Mä et muss ee soen, mir verdanken et gréisstendeels den Initiative vun der Europäescher an internationaler Gemeinschaft, dass op deem Gebitt Fortschreter koumen. D'Loun-diskriminierung ass awer en fait méi grous, well wa mer d'Differenz um Gesamtverdéngscht kucken, dat heescht manner Stonneloun, méi Deelzäitarbecht, méi Ennerbriechungen an der Berufslewen, kënt Lëtzebuerg laut Eurostat op en „gap“ vun 38,4% bei enger EU-Moyenne vun 41%.

Firwat hunn d'Fraen eng aner Positioun an där Aarbechtswelt wéi d'Männer? D'Meedercher wiele weiderhin, zënter Jore, déiselwech berufflech Weer. Et besteet eng Ofënnung a bestëmmte Beruffssecteuren. Wéi eng sinn dat? D'Restauratioun, de Botzsecteur, de Gesondheits- a Fleegeberäich, de Büroberäich an den Handel, ënner anerem an der Vente oder bei der Keess. Och am Enseignement an an der Magistratur sti mat iwwer 60% an der Fonction publique Fraen op de Posten.

Frae sinn nach ëmmer a ville méi techneschen a wëssenschaftliche Beruff ënnerrepresentéiert. Sou féint ee kaum eng Fra als Bauarbeiterin, Mechanikerin oder Chauffeur, zwar schonn e bësse méi bei den Ingenieuren oder Informatiker. D'Frae sinn och méi oft a Beruff mat manner Qualifikatiounen an op prekären Aarbechtspulzen an eben och manner gutt bezuelt. An der Moyenne kréie 17% vun de Fraen de Mindestloun géint 9% vun de Männer. An d'Diskriminatioon besteet doran, dass deene méi typesche Fraeberuffer net deeselwechte Wäert zougemooss gëtt wéi bei de Männerberuffer, bedéngt d'uerch gesellschaftlech Stereotypen. An enger an darselwechter Spart gëtt et Fäll, wou de Mann besser bezuelt gëtt wéi eng Fra.

Wann och am Ufank vun der Berufslewen déi jonk Fraen net esou schlecht dostinn d'uerch hir héich Schoulofloss, geet d'Lounschéier mam Alter däitlech auserneen, zugonschte vun de Männer, well d'Fraen ënnerbriechen hir Berufslewen deels oder ganz wéinst der Kannererzéiung, ob dat Fonction publique oder ob dat Privatsecteur ass. Esou sëtze si laut Eurostat 2016 zu 36% op Deelzäitposten géintiwwer 6,2% bei de Männer.

D'Haushaltsaarbecht, d'Kannererzéiung an d'Fleeg vun den eelere Leit, déi sougenannten „Care-Aarbecht“, ass nach ëmmer Fraesaach. An der Moyenne maachen dat véier Stonne pro Dag aus, also zweemol méi wéi dat bei de Männer de Fall ass, an dat obschon de Stat an de vergaangene Jore vill Ustrengunge gemaach huet, fir de Familjen d'Liewe méi einfach ze maachen, wéi d'uerch d'Aféierung vum Congé parental, vun der Deelzäitarbecht, de Chèques services, den Ausbau vun de Betreuungsstrukture fir Kanner an eelere Leit.

E Problem bleift weiderhin dee sougenannten „gliese Plaffong“, dat heescht den Netzou-



gang fir Fraen zu Féierungspositiounen an, am Fall wou, déi manner héich Pai. Laut engem Bericht vun der Internationaler Aarbechtsorganisatioun placéiert Lëtzebuerg sech op der 84. Plaz vun 108 Länner, wat d'Proportioun vu Fraen op mëttleren an héijere Kaderposten ugeet. Och d'Representatioun vun de Fraen an de private Verwaltongsréit läit nëmme bei 20% an déi bei vun der Bourse cotéierte Betriber bei 12%. Ingesamt steet awer och do de Stat besser do an ass zënter 2015 vu 27% op 32% vum Stat genannte weiblech Administrateuren eropgaangen. An deen insgesamte Prozentsaz vu Fraen an deene Gremie läit awer nëmme bei 25,66%.

Här President, d'CSV begréisst, dass mer haut d'Longlächtheet fir Fraen a Männer fir gläich oder gläichwäerteg Aarbecht an engem neie Kapitel am Aarbechtsgesetzbuch verankeren. De Rapporteur Marc Angel, deem ech och heimat Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, deen huet eis dat och alles am Detail erkläert, dofir ginn ech och net méi op déi Detailfroen an.

Jiddefalls hofft d'CSV, dass déi méi genee Beschreiwung vun den Elementer vun engem gläichwäerteg Loun d'Akloe fir déi betrafte Frae méi einfach mécht. An och begrësse mer, dass d'Sanktiounen fir Patronen effikass an ofschreckend sinn.

D'Ëmsetzung vum Gesetz steet a fällt awer och mat der ITM, oder éischter „ITRAM“, der Gewerbeinspektioun also. Si war bis elo schonn och mat där Kontroll do beoptragt, domat awer zimlech iwwerfuert. Et sinn och keng Donnéeën do, wiwill Plainté gemaach goufen.

Mir hunn déi Diskussioun och gehat an der Aarbechts- a Beschäftigungskommissioun den 30. Mee, wou ech als Invitée deräi war, mä bedauerlecherweis war de Procès-verbal vun där Sitzung nach net approuvéiert, wat eigentlech och net Usus ass, wann e Projet zur Ofstëmmung virläit.

D'ITM huet d'Recht, Abléck an d'Paieren ze kréien. Mä alles ze kontrolléieren, och d'Prämissen, huet den Här Minister gemengt, géif se net packen. Och kee Wonner mat all deenen neie Missiounen, déi se derbäikritt, a mat iwwer 32.000 Betriber, déi mer hunn!

Ausserdeem ka se och nëmmen intervenéieren, wann déi betrafte Persoun dat och wëllt. D'Fro ass: Trauen déi Persoun sech dann elo éischter, Plainte ze féieren? Kënn eventuell eng speziell Ulaflaz op d'ITM fir dës Problematik? A wéi kommen d'Delegatiounen aus der Zwéckmillchen eraus, dass d'Gehälter eigentlech ënnert d'Berufsgesamtheit falen a si jo eigentlech do elo net ganz vill Handhab hunn?

Här President, d'CSV hofft och, dass d'Opwärtung vun den „actions positives“ duerch dat heite Gesetz e Plus bréngt. Laut där neier administrativer Praktik muss de Betriber dokumentéieren, dass en engersäits déi intern Longlächtheet kontrolléiert huet, mat Hëllef vun dem Schwäizer Longlächtheetsinstrument Logib, ouni awer d'Lein offenzeleeën, an anerersäits, dass e sech konkret Objektiv op zwee Joer gesat huet, fir méi Fraen an Entscheidungsgerichten ze féieren.

D'CSV begréisst dës weiderhi fräiwëlleg Initiativ a wërfst zugläch d'Fro op, wéi verschidden Avisen: Sinn déi administrativ Oploen net ze vill eng Laascht fir d'Betriber? A risikéiere se net och, éischter e Schoss no hannen ze ginn? A wat geschitt, wann déi Objektiv net erreecht sinn?

Dës positiv Aktiounen, déi goufe schonn ënnert de Virgänger-CSV-Ministesch Marie-Josée Jacobs a Françoise Hetto fir d'Betriber lancéiert. An zënter 2001 (veuillez lire: 2011) si se op de Stat, an 2012 op d'Gemengen ausgeweit an hunn och hir Preuvé gemaach.

Hunn dës positiv Aktiounen genuch Visibilitéit no baussen, fir och weider Betriber ze motivéieren? Misst d'Regierung net och e weideren Incentive ginn, zum Beispill duerch d'Berücksichtigung vun Entrepreneuren, déi de Label „actions positives“ hunn, bei öffentlechen Ausschreibungen?

D'CSV ënnerstëtz jiddefalls eng differenziéiert Approche, déi op den Dialog mat de Betriber setzt an déi zu enger gesonder Mëschung, zu enger Diversitéit vu kompetente Leit op allen Niveaun an der Entreprise féiert, dat an engem selwer bestëmmten, awer natierlech net ze luese Rhythmus a mat där néideger Flexibilitéit jee no Secteur.

Wat d'Quoten an de Verwaltongsréit a bei der Bourse cotéierten Entrepreneuren ugeet, ënnerstëtz d'CSV d'Direktiv Reding. Mat der Datebank vum Female Board Pool, déi potenziell

Kandidatinnen aus diverse Beräicher opléicht - och vun der fréierer Ministesch Hetto initiéiert -, dierf jiddefalls kee Betriber méi soen, et géife keng kompetent Frae méi ze fanne si fir an d'Verwaltungsréit. A grad sou wichteg ass awer och eng Vernetzung vun de Fraen.

D'CSV mengt un éischter Stell, de Stat sollt op eng kohärent Aart a Weis mam Beispill virgoen. An ech zitieren hei meng Fraktiounskollegin Martine Hansen am Kader vun der Debatt zum Gesetzesprojet iwwert de Fonds national de la recherche am Secteur public: „Ech wëll awer nach eemol drop hiweisen, dass mir als CSV - sou wéi och de Conseil d'Etat - et besser fonnt hätten, wann Der een allgemengt Gesetz fir all d'Établissement-publicke gemaach hätten, fir eben ze verhënnere, dass mer all eenzelt Gesetz mussen upassen, respektiv fir ze verhënnere, dass dës Saach emol eng Kéier kéint an engem Gesetz vergiess ginn.“ Enn vum Zitat. Esou dann och elo effektiv kierzlech geschitt beim Gesetzesprojet zu deem neie Fonds du logement, well do hat d'Regierung vergiess, hiren eegene Regierungsprogramm ëmzesetzen. A mir hunn natierlech als Oppositioun do missen drop opmierksam maachen.

Dofir meng Fro: Hätt d'Regierung hei net besser, op deem dote Punkt ëmzedenken?

Här President, wäert Kolleginnen a Kollegen, mir brauchen eng gesellschaftlech Gesamtstrategie an eng Betriebskultur net fir d'Fraen, mä fir dass eis 50% vun den Talenter net verluer ginn.

Geet den „Girls' Day - Boys' Day“ fir d'Berufsorientéierung duer? Wéi kënne mer d'Fraen op méi zukunftsorientéiert Aarbechtspelen, zum Beispill am Beräich vun der Wëssenschaft, an der Informatik, an der Kommunikationstechnologie, besser orientéieren? Wat maache fir e besseren Zougang zur Weiterbildung an zu der berufflecher Emorientéierung?

Wier et sënnavoll, eng Sensibilisatiouncampagne ze maachen an de Betriber, fir déi nei gesetzlech Moossname virzestellen? Wéi kréie mer d'„work-life balance“ hi fir Fraen a Männer, an zwar esou, dass se de Choix hunn, fir hiert Berufs- a Familjeliewe selwer ze organiséieren? Dozou gehéieren ënner anerem eng ugepassten Aarbechtszäitorganisatioun an och méi Männer, déi sech an d'Care-Aarbecht investéieren.

Ass d'Potenzial vun de Kollektivvertrag genuch ausgenutzt? Europäesch gesinn ass a Betriber, wou Kollektivvertrag bestinn, d'Gehaltsdifferenz tëschent Männer a Fraen näamlech vill manner héich. An ech verweisen hei och op déi juristesche Studie vum Viviane Ecker zu deem Thema. Missten d'Sozialpartner net hei e bësse méi op déi Problematik sensibiliséiert a forméiert ginn?

Vu dass och den Här Minister dovun ofgesäit, fir den Aktiounsplan Egalité obligatoresch fir d'Betriber mat iwwer 50 Ugestallten anzeféieren, sollt een net en einfach Instrument schafen, mat deem sech d'Geschlechtsneutralitéit besser iwwerpräieren an och regelméisseg suivéiere léisst? Am Ausland gëtt et scho verschidden esou Modeller. Misst een net d'Informatioun vun den Delegierten an de Gläichstellungsdelegierte verbessere? Si hunn d'Urecht op Donnéeën, déi no Geschlecht ventiléiert sinn.

Dat beschit Gesetz notzt näischt, wann net eng allgemeng Bewosstsäinbildung souwuel bei de Betriber wéi an der Gesellschaft zesumme mat de Männer stattfënt. Stereotypen an déi klassesch Rollenverständnisse tëschent Mann a Fra sinn awer nach ëmmer déif verankert. Schon oft hu mer an dësem héijen Haus iwwert dat Thema geschwat, an et wier ze vill schéin, wann et haut fir d'Lescht néideg gewiescht wier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV-Fraktioun hat schonn den 11. Januar - an de Rapporteur ass drop agaangen - eng Spléckung vum virleiende Gesetzesprojet ugefrot, well en eigentlech zwee ganz verschidden Themefelder beréiert, och wann déi allen zwee eppes mat Chancgläichheit tëschent Mann a Fra ze dinn hunn. Mä mir haten awer och, muss ee soen, net déi néideg Explikatiounen an der Chancgläichheitskommissioun zum Volet Aarbecht kritt, mat der Remarque, dofir wier eigentlech den Aarbechtsminister zoustänneg.

Dofir huet och d'CSV gemengt, et wier da besser, wann d'Aarbechts- a Beschäftigungskommissioun sech direkt ganz géif mat deem Volet do befaassen.

D'Regierung huet awer ënnerstrach, an de Rapporteur huet et gesot, et wier de politesche Wunsch, fir déi zwee Voleten an engem Gesetz ze regroupéieren, an d'Aarbechtskommissioun sollt just mat engem Avis saiséiert ginn. D'Majoritéit huet awer am Ufank dat esou duergestallt, wéi wann d'Aarbechtskommissioun selwer sech op dese Volet vun der Egalité des chances opmierksam gemaach hätten.

D'CSV begréisst zwar, dass et zu engem Avis hei vun der Commission du Travail koom, mä fënn awer nach wie vor, dass et besser gewiescht wier, déi zwee Voleten vun der Aarbecht a vun der Geschlechterklausel bei de politesche Wahlen getrennt ze behandelen.

An dofir huet d'CSV-Fraktioun och ugefrot, Här President, fir herno separat iwwert deen éischten Artikel ofzestëmmen.

An elo dann zum Filetsstéck vun dem Regierungsprogramm: „Quota or not quota, that's the question!“, fir et mam Shakespeare ze soen. Zu bal kengem Thema hu sech d'Gesichter méi gescheet, souguer ënnert de Majoritéitsparteien, an zu bal kengem Thema ass zënter Jore méi Tënt gefloss wéi zum Thema Geschlechterquot an am Speziellen zum Fraenundeel op de Kandidateschichte vun de Parteien.

D'Propos vun der Regierung huet dann och am Ufank fir e regelrechte Gambia-Theater gesuegt: Cocasse jiddefalls d'Chambrespitioun géint d'gesetzlech Quoten, ugestiwwelt vun LSAP-Politiker, déi hirer eegener Ministesch an de Réck gefall sinn, a wou sech och nach d'Jongdemokrate mat an d'Boot huele gelooss hunn. Grad esou cocasse en Artikel am „Land“ vun engem héijen DP-Parteimandataire, deen ënner anerem vun „Afen Theater“ geschwat huet.

Wat war do gemengt? Et muss een dach soen, déi dach fir Männer liicht provokant - hei ass se ...

**(Mme Sylvie Andrich-Duval montre une documentation.)**

...a mat Statsgelder bezuelten „Afegläichstellungscampagne“ vum zoustännege Ministère.

Nach méi cocasse d'Ausso vun engem Member vun der DP-Fraktioun op dëser Tribün bei engem Débat iwwert d'Proposition de loi 6586 vum honorablen Här Kartheiser, d'DP wier kee grouse Frënd vu Quoten a si geséich et net als erstriewenswäert, fir intern Quoten an der Partei anzusetzen.

Wéi dat dann elo geet, wann haut - viraussichtlech, et weess ee jo ni! - d'Gesetz gestëmmt gëtt? Dann hätt d'DP jo wuel nach ëmmer keng intern Quot, mä wat mécht se da mat der gesetzlecher Quot? Dat ouni schizophren ze ginn?

Wuelverstanen...

**► Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Den Owend hu mer e Gesetz, Madamm Andrich! Den Owend hu mer e Gesetz!

**► Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Très bien!

Wuelverstanen...

**(Interruption par Mme Viviane Loschetter)**

Här President, huet d'Madamm Loschetter d'Wuert gefrot?

**► Plusieurs voix.**- Ooh!

**► Une voix.**- Oh la la!

**► Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Wuelverstanen, d'Fakte weise ganz kloer, dass d'Bedelegung vun de Fraen un de politeschen Entscheedung verbessert muss ginn. Mat 17 Fraen duerch d'Noréckelen an der Chamber - soss wieren et der nëmme 14 - leie mer mat e bësse méi wéi 28% am europäesche Ranking op 20. Plaz.

**► Une voix.**- Maja!

**► Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Ee vun de Vizepresidenten an der Chamber ass eng Fra. A vun 23 Chamberskommissiounen ginn der 6, also grad e Véierel, vu Frae presidéiert.

**(Interruption)**

Mat 2 Frae vu 6 Lëtzebuurger Gewielten am Europaparlament komme mer genee op en Drëtzel.

**(Interruption)**

**► M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Am Moment huet just d'Madamm Andrich d'Wuert.

**► Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Merci, Här President.

**► M. Gast Gibéryen (ADR).**- Hutt Der héieren, Madamm Loschetter?!

**(Hilarité)**

**► Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- Mat 4 Frae vun 18 Regierungsmemberen...

**► M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Och Dir, Här Gibéryen!

**► Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- ...si mer bei 22% a leien elo no der Demissioun vun enger Ministesch e gutt Stéck ënnert der EU-Moyenne vu 26%. Mat 13% Buergermeeschteschen, mat engem Fënnfettel Schaffinnen, mat engem Véierel Gemengeconseillären a last but

not least mat 6 weibliche Memberen am Statsrot vun 21 ka kee behaupten, dat wier top!

D'Regierung huet awer keng kohärent Approche bei der Aféierung vu Geschlechterklauselen an ass sech net konsequent. An d'CSV huet drop higewisen. Dofir hu sech eben net nëmmen d'CSV, mä och souguer eng Rei honorabel DP-Deputéiert gewonnen.

Firwat net och bei de Gemengewahlen? Firwat sech do just op eng Sensibilisierungscampagne limitéieren? Déi vun der LSAP mat der „Madame on tour“ mat der Posch, déi ass jiddefalls jo direkt als sexistesch, plakativ Campaigne verstanen ginn.

**(Interruption)**

Firwat net och d'Regierung oder am Statsrot? Bei der Reform vum Statsrot ass zwar eng Mindestzuel vu 7 Persounen vum ënnerrepräsentéiertem Geschlecht virgesinn, mä et war jo awer d'Regierung, déi se jo scho wollt virdrun ëmsetzen, ier d'Reform votéiert wier!

**(Interruption)**

An amplatz Politspillercher mat der ADR ronderëm d'Besetzung vun där héijer Kierperschaft hätt jo näischt verhënnert, dass déi gréng Partei, wéi se um Tour war, Fraen an d'Renne geschéckt hätt, statt dräi Männer. D'autant plus, wou jo déi gréng eng Geschlechterquot fir de Statsrot an hirem Wahlprogramm virgesinn hunn.

**► M. Roy Reding (ADR).**- Très bien!

**► Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).**- D'CSV huet kee Gesetz gebraucht a brauch och keent, fir eng politesch Quoteregulierung anzeféieren. Si huet schonn 2001, als éischt vun de grouse Parteien, eng bindend Geschlechterklausel vun engem Drëtzel an hire Statuten agefouert, an dat net nëmme fir Chambers- an Europawahlen, mä och fir d'Gemengewahlen an och fir d'Parteigremien. A beim leschte Statutekongress ass dës Regulierung op e fakultativen Niveau vu 40% eropgehuewe ginn.

D'CSV ass also der Meening, dass all Partei sech soll hiren eegene Profil ginn, a setzt op fräiwëlleg Quoten. Si ass also net géint de Prinzip vun de Quoten. Et ass och guer net esou kloer erwisen, dass déi néng europäesch Länner, déi gesetzlech Quoten hunn, am Fong herno besser domadder stinn.

D'CSV ass awer grad sou der Meening, dass eng Geschlechterklausel ëmmer nëmme kann en Instrument sinn um Wee zur Chancgläichheit. Déi jonk Generatioun Frae verléiert gären aus den Aen, dass dat net alles esou selbstverständlech ass an och net war. Dofir déi ëfters pejorativ Konnotatioun vu Quotefraen.

Et geet wuelverstanen dréms - an och de Rapporteur huet drop higewisen -, kompetent a gläich qualifizéiert Frae während enger Iwwergangszäit ze féieren. Do dernieft ass e Package vu Moossnamen néideg, fir déi existent Hürden ze iwwerwannen, wéi en Nowuessprogramm fir jonk Fraen a Männer, politesch Formatiounen fir Fraen a Männer, Mentoring vu potenzielle Kandidatinnen, besser Vernetzung a Visibilitéit an de Medien. Och dat ass d'CSV amgaangen ëmzesetzen. A virun allem ka se schonn zënter Joren op eng staark Fraenorganisatioun, d'CSF, zielen, déi dat alles mat ugestouss huet.

D'CSV hat d'Remarque vum Statsrot opgeworf, firwat d'Regierung dann net eise Wahlsystem carrément op de Leescht géif huelen, well do hunn och aner Länner aner Weeër fonnt, fir och zum Beispill Strofe virzugesinn, als Beispill, wann een do d'Plaze vun der Lescht eidel stoe léisst. Dat ass nëmmen eng vun de Méiglechkeeten.

Ofesinn dovunner ass d'CSV awer der Meening, dass et besser wier, de Parteien e positive finanziellen Incentive ze ginn, amplatz finanziell ze strofen, wa se d'Quot net anhalen, mä hinnen dann, wéi gesot, en Incentive ze ginn.

Ech erënnere och drun, dass dat och souguer am Koalitiounsprogramm vun der viregter Regierung virgesinn war. Do war d'LSAP jo och dran, wann ech mech gutt erënnere.

Op de Virstouss vun der CSV hin huet d'Chancgläichheitsministesch gemengt, eis Gesetzgebung wier eben esou opgebaut, dass, wann ee sech net drun hält, et ebe Strofe gëtt.

Déi Meening kann ech zwar net deelen, Madamm Minister, well mir hunn och eng Rei Gesetzter, wou de Stat eppes belount, wann d'Objektiv erreecht ginn. Dat ass zum Beispill de Fall beim Pacte Logement, wou et Finanzspréitze gëtt, wann d'Bevëlkerung e bësse méi séier wiisst; als Beispill gesot. Et ass e politesche Choix, et ass schonn ugeklongen. Awer et ass och net deen eenzege Wee.

Och de Premierminister huet d'leschte Kéier bei der Overture vun der Europäescher Männerkonferenz gesot, fir d'Regierung wier et normal, Fraen a Männer mat op d'Lescht ze



huelen, aner Partei wéilt méi wéi dat Normaalt maachen, andeems se Primme géife ginn, wann ee Frae mat op d'Lëscht hëlt, firwat een da misst eppes belouen, wat normal ass. D'Regierung géif strofen, wann dat Normaalt net agehale géif ginn.

Mä ech froen d'Demokratesch Partei: Wat ass dann elo fir si dat Normaalt? Well, liesen ech dach an deem virdrun zitiereten „Land“-Artikel, ech zitieren: „Quoten waren für die Demokratische Partei nie die optimale Lösung, um der geschlechtsspezifischen Ungerechtigkeit zu begegnen.“ Dann, e bësse méi wäit: „Bei den Koalitionsverhandlungen zur blau-rot-grünen Regierung reagierte die DP auf die Entwicklungen im internationalen, vor allem im europäischen Umfeld, wandte sich von ihrer ursprünglichen Position ab und akzeptierte eine gesetzliche Quotenregelung für Verwaltungsräte und Parteilisten. Bei 40% liegt demnach das anvisierte Ziel der Regierung.“ An elo kënn et: „Auch hat sich die Demokratische Partei damit einverstanden erklärt, ein ausgeglichenes Geschlechterverhältnis auf Wahllisten finanziell zu fördern. Also umso irritierender ist deshalb der rezente Vorstoß des Chancengleichheitsministeriums anzusehen, bei der Parteienfinanzierung Kürzungen bis zu 75% vorzunehmen, sollten die vorgeschriebenen Quoten nicht eingehalten werden. Eine solche Regelung - die JDL bezeichnet sie in ihrer Pressemitteilung als „populistisch“ - erscheint mir allerdings ein äußerst diskriminatorischer Eingriff in die organisatorische Freiheit der Parteien und ihrer Sektionen. Sie läuft Gefahr, im Namen des schönen Mammons die Falschen in der Politik zu fördern.“ Enn vum Zitat.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV). - Dat erkläert also, firwat mir ëmmer gemengt hunn, an der Chancëgläichheetskommissioun séize Membere vun enger anerer DP wéi déi vun der Regierungsmembere! An duerch dësen interne Koalitionsdruck, hu mer verstanen,...

(**Hilarité générale**)

...ass d'Chancëgläichheetsministesch schlussendlech derzou komm, fir musse Waasser an hire Wäin ze schëdden. An dofir déi Iwwergangsfrist, fir dass déi finanziell Strofen eréischt voll spille...

(**Interruption**)

...bei deenen iwwernächste Wahlen.

D'CSV huet an der Kommissioun eng Alternativ virgeluecht an den 28. Juni Amendementer abruucht, déi awer vun der Majoritéit, de Rapporteur huet et gesot, verworf goufen.

Ech wëll, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'CSV-Amendementer awer hei nach eng Kéier abréngen an och zum Vott stellen, an deemno sollen déi Parteien, déi eng Geschlechterquot vu mindestens engem Drëttel erfëllen, also eng deementspreechend finanziell Ënnerstëtzung kréien, net op Basis vum Parteifinanzierungsgesetz, mä op Basis vum ofgeännerte Wahlgesetz vum 18. Februar 2003. An do soll den Artikel 93 en neien Abschnitt bäikréien: Wat eng Partei méi no bei de Sockel vu 40% kënn, wat d'Majoratioun op der Dotatioun fir d'Wahlkampfkäschte méi héich gëtt.

Fir d'Chamberswahl kann et deemno en Opschlag gi vu 5% bis 25% ab 20 bis 24 Kandidaten, wann iwwert déi véier Wahlbezierker d'national Moyenne erreecht ass.

Fir d'Europawahlen, mat engem eenzege Wahlbezierker, géifen dat 12,5% ausmaache fir e Minimum vun engem Drëttel bis 40%, wat a béide Fäll zwee Kandidaten ausmécht.

Dat wier also direkt gekoppelt un d'Wahlen a géif och nëmmen all fënnf Joer erfalen. Dat wier eng ganz moderéiert Ausgab, well et geet jo net dréms, fir d'Parteikeesen ze fëlle respektiv Fraen „ze kafen“ oder Abus mam Budget ze bedriewen. An dat ass also a kuerzen Zich déi Alternativ, déi d'CSV proposéiert huet. An dofir déposieren ech déi och nach eng Kéier, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Villmools Merci.

**Amendement 1**

L'intitulé du projet de loi est remplacé par l'intitulé suivant:

«Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 93 de la loi électorale du 18 février 2003 et portant modification - de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Asselborn, Boevange/Clervaux, Hachiville et Oberwampach - de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodenbourg»

**Amendement 2**

L'article 2 est remplacé par la disposition suivante:

«L'article 93 de la loi électorale du 18 février 2003 et portant modification - de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Asselborn, Boevange/Clervaux, Hachiville et Oberwampach - de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodenbourg, point 1. est complété par un nouvel alinéa c) qui prend la teneur suivante:

c) Le montant total de la dotation telle que résultant des points a) et b) est augmenté de:

- 5% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 20 candidats de chaque sexe

- 10% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 21 candidats de chaque sexe

- 15% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 22 candidats de chaque sexe

- 20% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 23 candidats de chaque sexe

- 25% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 24 candidats de chaque sexe»

«L'article 93 de la loi électorale du 18 février 2003 et portant modification - de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Asselborn, Boevange/Clervaux, Hachiville et Oberwampach - de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodenbourg, point 2. est complété par un nouvel alinéa c) qui prend la teneur suivante:

c) Le montant total de la dotation telle que résultant des points a) et b) est augmenté de 12,5% si les partis et groupements politiques présentent des listes comprenant au moins 2 candidats de chaque sexe.»

Exposé des motifs

Le CSV s'est engagé à promouvoir une représentation plus équilibrée des hommes et des femmes dans tous les domaines et tous les niveaux de la société.

Ainsi, une représentation plus équilibrée des hommes et des femmes dans les organes de prise de décision politique ainsi qu'un accès plus équitable et une meilleure participation des femmes aux structures du pouvoir et aux processus décisionnels est un objectif déclaré de longue date du CSV.

Le CSV a en effet depuis longtemps inscrit dans ses statuts le principe d'une représentation équilibrée entre les hommes et les femmes. Il s'est engagé volontairement et sans que le législateur ait besoin d'intervenir dans cette voie. Les statuts du CSV prévoient, en ce qui concerne plus précisément les listes des candidats pour les élections législatives, les élections européennes et, qui plus est, pour les élections communales que chaque sexe doit bénéficier d'une représentation obligatoire d'au moins 33% sur les listes en question. Le CSV est allé au-delà en fixant un seuil facultatif de 40% de représentation de chaque sexe pour ces mêmes élections. Si ce seuil est facultatif, il n'en demeure pas moins que ce seuil représente pour le CSV un objectif qu'il souhaite atteindre. À noter également que cette mesure ne peut être considérée comme une mesure isolée, mais constitue un élément parmi d'autres afin de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes tant au sein d'un parti qu'au sein de la société.

Le Gouvernement entend promouvoir la représentation équilibrée des hommes et des femmes dans la sphère de la prise de décision politique en proposant l'instauration d'un quota obligatoire de 40% du sexe sous-représenté sur les listes électorales et la mise en place de sanctions financières en cas de non-respect des minima imposés. Le CSV est d'avis que cette stratégie ne constitue pas la meilleure voie pour parvenir à une représentation plus égalitaire des hommes et des femmes en politique.

Le CSV est et reste, au contraire, convaincu que les quotas minima décidés volontairement par les organes internes des partis politiques feront davantage avancer la question de la parité entre les sexes dans la sphère politique que des proratas imposés obligatoirement par le législateur. En fixant volontairement des seuils de représentation minimaux, un parti politique prend un engagement auquel il croit foncièrement. Il mettra, dès lors, cette décision en œuvre sans faux-semblants.

Alors que le CSV est, à côté du parti politique déi gréng, le premier des grands partis à avoir inscrit le principe d'une représentation équilibrée entre les hommes et les femmes dans ses statuts et que cette représentation équilibrée est dans les faits loin d'être atteinte, le CSV est convaincu qu'il faut promouvoir une représentation plus proportionnée au niveau de la sphère politique. Pour le CSV, il s'agit d'amener les partis politiques à adopter dans leurs statuts des dispositions analogues, par exemple à celles auxquelles lui-même est soumis.

Dans cette logique, et en l'absence d'une réflexion plus approfondie sur le système électoral au Luxembourg, le CSV propose de mettre en œuvre non pas un système de pénalités en cas de non-respect des quotas minima pour chaque sexe, système qui ne garantirait nullement un changement de comportement des partis vis-à-vis de la nécessité d'une représentation politique plus équilibrée, mais un système qui incite de manière positive les partis politiques à œuvrer pour une meilleure représentation.

La proposition du CSV consiste à majorer les montants que les partis politiques se voient allouer dans le cadre de la loi électorale de 2003 telle que modifiée. Il nous semble plus logique de prendre comme base la loi électorale de 2003 plutôt que la loi sur le financement des partis politiques de 2007 dans la mesure où il s'agit de garantir un meilleur équilibre entre les candidats et les candidates au niveau des listes électorales établies à l'occasion d'élections. La majoration est échelonnée en fonction du pourcentage minimum de candidats/candidates que les partis politiques présenteront sur les listes à l'occasion des élections législatives et européennes.

Afin d'éviter que la promotion d'une meilleure représentation ne devienne un enjeu financier et soit utilisée par les partis politiques pour renflouer leurs caisses, il est évident que les éventuelles majorations ne sauraient être allouées que tous les cinq ans au moment des élections législatives. En outre, leur montant doit être fixé de manière équilibrée afin de constituer un incitatif pour les partis politiques à présenter des listes plus proportionnées en évitant toutefois toute sorte d'abus et de répercussions exagérées sur le budget de l'État. Les amendements proposés tiennent compte de ces exigences.

Commentaire de l'amendement 1:

En raison de l'objet de l'amendement 2 portant modification d'une loi différente de celle de la proposition gouvernementale, à savoir de la loi électorale et non de la loi portant réglementation du financement des partis politiques.

Commentaire de l'amendement 2:

L'amendement a pour objet de modifier l'article 93 de la loi électorale du 18 février 2003 en introduisant un nouveau montant supplémentaire sur le montant total de la dotation destinée à couvrir des frais des campagnes électorales à allouer aux partis et groupements politiques. Ce nouveau montant est accordé lorsqu'ils respectent, en outre des conditions prévues par ladite loi, la présentation d'un minimum d'un tiers de candidats de chaque sexe sur les listes à présenter pour les élections législatives et européennes. Il s'agit d'un système de majoration progressif proportionnel aux candidats du sexe sous-représenté en supplément au minimum du tiers exigé. Le tableau de correspondance «pourcent - personnes physiques» est le même que celui proposé par le projet de loi gouvernemental.

Pour ce qui est des listes de candidats aux élections législatives, la majoration du montant passe progressivement de 5% pour atteindre 25% pour une proportion de 40% de candidats de chaque sexe. Est exigée la présentation d'un minimum de 33,33% de candidats de chaque sexe sur les listes de chacune des quatre circonscriptions. Au-delà, jusqu'à l'atteinte de l'objectif de 40%, le paramètre utilisé pour le contrôle sera la moyenne des candidatures du sexe sous-représenté figurant sur les listes présentées dans les quatre circonscriptions électorales.

En ce qui concerne la liste de candidats aux élections européennes dans la circonscription nationale unique, une majoration unique de 12,5% est accordée pour le minimum exigé d'un tiers de candidats jusqu'à l'atteinte de la proportion de 40%, ce qui équivaut dans les deux cas à un nombre absolu de 2 candidats.

(s.) Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, Françoise Hetto-Gaasch, Martine Mergen, Laurent Zeimet.

► **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV). - An ech froen, dass nach eng Kéier kann driwwer ofgestëmmt ginn. A vläicht kënne jo d'Kolleege vun der DP oder nach aner Kolleege sech och gären deenen Amendementer do vun der CSV ralliéieren, déi mer dann nach eng Kéier hei zum Vott stellen.

D'CSV stoung a steet fir eng Politik, déi d'Fraen aktiv férdert, an dat op allen Niveauen an an alle Gesellschaftsberäicher. Virun allem ass e

Bewosstsäinwandel néideg, an dee Wee musse mer zesumme mat de Männer goen. D'Halschecht vun den Talenter, d'Halschecht vun der Verantwortung, jo! Dat geet awer net mat der Briechstaang, soss riskéiert net nëmmen den „gliesene Plaffong“, a Schierbelen ze goen.

Eng méi héich Proportion vun de Kandidatinnen op de Wahllëscht vun de Parteien heescht jo och net automatesch, dass méi Frae gewielt ginn. Quot hin Quot hier, leschtendlech mussen d'Fraen, wéi gesot, gewielt ginn, an do behale selbstverständlech d'Wielerinnen an d'Wieler dat lescht Wuert.

Ech kann hinne just hei e Wuert vun der Madamm Michelle Bachelet, der fréierer Presidentin vum Chile, mat op de Wee ginn...

(**Interruption**)

Pardon, jo, nees Presidentin!

...mat op de Wee ginn: «La politique gagne en qualité quand il y a des femmes.»

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och der Madamm Andrich.

#### 4. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite de la délégation sénatoriale du Royaume du Cambodge sous la conduite de Mme Ty Borasy, Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Sénat

ler ech d'Wuert weiderginn, wollt ech nach léif Gäscht bei eis begrëssen.

Chers collègues, j'ai le plaisir de saluer cordialement la présence sur notre tribune d'honneur d'une délégation sénatoriale du Royaume du Cambodge sous la conduite de Madame Ty Borasy, Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Sénat.

Chère Madame, c'est un honneur pour nous et un privilège de vous accueillir ainsi que votre délégation à cette séance publique de la Chambre des Députés. Je vous souhaite encore un agréable séjour et de bons échanges entre votre sénat et notre parlement. Merci d'être venus.

(**Applaudissements**)

Voilà, léif Kolleegen, da géife mer weiderfuere mat eisen Diskussiounen. An als nächst huet d'Madamm Taina Bofferding fir d'LSAP d'Wuert. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

(**Brouhaha**)

#### 5. 6892 - Projet de loi portant

##### 1. modification du Code du travail

##### 2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques (suite)

**Discussion générale (suite)**

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz verfollegt zwee Prinzipien, déi menger Partei, der LSAP, enorm wichteg sinn: Gerechtegkeet an Egalitéit. D'Gläichstellungspolitik hei am Land ass kee Randthema. Dat ass erfreeslech. An dat weist och d'Ministesch vun der Egalitéit mat dem ambitiöisen Aktiounsprogramm, dee sougutt déi gläichberechtigt Participatioun vu Fra a Mann an alle Beräicher vun eiser Gesellschaft wëllt verbesseren, wéi och d'Visibilitéit vu Fraen am effentleche Raum.

An et ass erfreeslech, dass mer endlech légiférieren, konkret Mesuren huelen an net nëmmen driwwer diskutieren.

Déi Instrumenter, déi mer eis elo wëlle ginn, waren och Bestanddeel aus dem Wahlprogramm vu menger Partei. Fir eis huet Chancëgläichstellungspolitik en héije Stellenwert. Nëmme eng gläichgestallte Gesellschaft ass eng modern Gesellschaft. Nëmme eng gläichgestallten Economie ass eng zukunftsfest Economie. An dofir brauche mer kloer Regele fir d'Politik a fir d'Economie.

A mir deele sécherlech net d'Ausso, déi viru Jore vun enger Associatioun, déi iwwregens nëmmen aus engem Geschlecht bestanen huet, gemaach gouf, dass hei am Land eng feministesch Politik mat männerfeindlechen Auswierkunge géif praktizéiert ginn.

(**Interruption**)

A genau hei ass et awer wichteg ze verstoen, dass d'Chancëgläichstellungspolitik net Anti-Männer-Politik mengt, villméi geet et ëm d'Hierstellung vun de gläiche Rechter fir Fraen a Männer duerch ganz spezifesch Mesuren a Gender Mainstreaming als integrativ an ëmfaassend Gläichstellungspolitik.

Natierlech ass et kloer, dass déi Mesuren, déi mer elo wäerten huelen, virun allem wäerte Frae profitéieren. Et ass kloer, well déi hu jo nach esou munches nozehuelen.

Ech selwer war virun e puer Joer iwwerzeugt, dass mer keng Quot brauchen an dass eben d'Zäit dës eklatant Fraelück an alle Beräicher géif schléissen. A grad als jonk Fra muss ech agestoen, dass deem net esou ass. Dass Fraen op Féierungsposten an an der Politik nach ëmmer eng Minoritéit sinn, ass e Problem, dee sech net mat der Zäit léist, mä dee mir musse politesch regelen.

„Zwang“ ass en ellent Wuert an „Quot“ wuel kaum e bessert. Mä et gött awer vill Argumenter, déi fir eng Geschlechterquot schwätzen. Ech ka verstoen, dass eng Quot Fra keng Quotefra wëllt sinn, dass si léiwier eben duerch hir Kompetenz waertgeschat gëtt an och doduerch agestallt gëtt. Dogéint ass och näischt anzuwenden. Den Denkfeeler läit awer doranner ze mengen, dass eng Quot bei ongläicher Qualifikatioun zum Asaz kéim. Dat ass net d'Zil vum System! Et geet net drëms, tëschent op där enger Säit enger inkompetenter Fra an engem kompetente Mann ze entscheeden an esou eng Fra op e Posten ze setzen, nëmme well et eng Fra ass.

D'nowegesche Wirtschaft, déi jo mat enger Quot funktionnéiert, déi géif dach bestëmmt net zouloossen, dass Quotefraen an hire Verwaltungsréit séizen, déi absolut net kompetent sinn, déi vun näischt Anung hunn an déi iwwerhaupt näischt wëssen. Dat gleeft dach keen heibannen!

Beim Quotesystem geet et drëms, bei gläicher Qualifikatioun a Kompetenz deem Geschlecht de Virtritt ze loossen, dat do ënnerrepresentéiert ass. An a Frankräich soe se: «Qualification et compétence d'abord, le quota ensuite.»

Dat Argument, wat jo och oft ze héieren ass, dass fläissig a kompetent Fraen automatesch sech kënnen duerchsetzen, fannen ech perséinlech dreist. Well all déi Fraen, déi net do sinn, wou se wëllen, gött d'Gefill vermettelt, dass si net gutt genuch wäeren. Vu dass mer e geréngen Undeel u Fraen an der Politik an a Féierungsposten hunn, géif dat bedeuten, dass d'Fraen net déi erwünschte Leeschtung géifen erbréngen an net kompetent genuch wäeren, soss wäeren der jo méi do vertrauden.

Virun allem géif et awer och bedeuten, dass Männer an der Regel méi qualifizéiert wäeren. A genau dat Argument verkennt awer d'Realitéit: Mir hunn och gutt ausgebild a kompetent Fraen, déi eng drop hunn! Si hunn am Duerchschnitt e bessere Schouloflosschloss a verlossenen och méi oft d'Uni mat engem Diplom an der Täsche. Also kann et net alleng dorunner leien, also un der Kompetenz, dass d'Fraen net do sinn, wou se wëllen.

Et muss ee kee Fan vun der Quot sinn. Et kann een awer net ignoréieren, dass d'Quot iwwerall do, wou se agefuert ginn ass, dozou bäigedroen huet, eben eng däitlech besser Representatioun vun de Geschlechter ze verwierklechen.

Norwegen gött jo ëmmer als Paradebeispill zitéiert. Haut diskutéiert do kee méi driwwer, ob nach méi Fraen do mussen an d'Virständ rekrutiert ginn. Et ass selbstverständlech ginn, dass Fraen do sinn! Oder kucke mer op eis méi direkt Noperen, d'Belsch: Déi hunn '99 eng Quoteregulierung agefuert, wat zur Konsequenz huet, dass den Undeel u weibleche Politiker an der Regierung geklommen ass. A si hunn hiren Undeel souguer méi wéi verduebelt. Dofir huet d'LSAP sech och fir eng gesetzlech progressiv Quoteregulierung op de Wahllëschten ausgeschwat.

Natierlech ass eng Kandidatinquot keng Garantie fir gewielt ze ginn. Mat dësem Gesetz wäerte mer bestëmmt net derfir suergen, dass bei deenen nächste Landeswahlen méi Fraen hei an der Chamber wäerte sinn. De Choix läit nach ëmmer beim Wieler, an dat ass och richtig esou. D'Erfaarungen aus dem Ausland weisen awer, dass Offer an Demande spillen, dass bei enger gréisserer Unzuel u Kandidatinnen herno och méi Frae gewielt goufen.

An der Ekonomie solle bis 2019 d'Verwaltungsreiter vun effentlechen Institutiounen mat mindestens 40% Frae besat ginn, eng Praxis, déi och d'Regierung haut scho bei der Verdeelung vu

fräie Posten uwennt. D'LSAP begréisst et, dass den effentleche Secteur hei mam gudden Beispill virgeet an hofft natierlech, dass och de Privatsektor matzitt.

Eng Quoteregulierung, wéi elo an Däitschland, hei am Land anzeféieren, mag wéineg Sënn erginn. Mir hunn net esou vill grouss Konzerner, déi un der Bourse cotéiert sinn. Dat heescht awer net, dass d'Betriber hei komplett aus der Verantwortung gezu ginn. Si gi jo encouragéiert, sech konkret an novollzéierbar Objektivier ze fixéieren, fir esou e besseren Équiliber tëschent de Geschlechter an Entscheidungs-gremien ze erzielen. An treffend fannen ech hei eng Ausso vum Ranga Yogeshwar, dee sot: „D'Fraequot ass en traurege Beleg fir eis Unfairness. An enger opgeklärter Gesellschaft sollt eist Handele se scho längst iwwerflësseg gemaach hunn.“

Här President, e weidere Punkt, op deen ech wëll agoen, ass d'Loungerechtgeek, well dat ass fir d'LSAP een Niewenthema hei am Gesetz. Gerechtegeek ass en ursozialistescht Uleies. Eëmmer dann, wann e Mann 1 Euro verdéngt, sinn et fir d'Fra 92 Cent, an dat, well d'Fraen am Duerchschnitt 8% manner verdénge wéi d'Männer. Wa Fraen trotz gläicher Aarbecht manner verdénge wéi hir männlech Kollegen, ass dat net just ongerecht, et ass carrément Onrecht! An do göllt et, genau dës Loundiskriminéierung ze stoppen. Et muss Schluss si mam Sexismus per Paiziedel! D'Frae verdénge et, 100% ze verdénge!

Natierlech muss mer och uerkennen, dass d'Situatioun sech verbessert huet. An de 50er Jore gouf déi beruflech Leeschtung vu Fraen als eng reduzéiert Leeschtung am Verglach zu enger „Normalleeschtung“ vum Mann gesinn. Eng méi niddreg Bezuelung vu Frae gouf domadder begrënn, dass déi eng méi geréng physisch a psychesch Belaaschtbarkeit hätten. Haut awer besteet zum Gléck Konsens, d'Aarbechtsleeschtung vu Fraen a Männer als gläichwäerteg unzëerkennen. Säit '74 hu mer e Règlement, dat Fraen a Männer déiselwecht Pai fir déiselwecht Aarbecht zougesteet. An awer hu mer de Problem nach net ganz geléist.

Fir eng Loundiskriminéierung ginn et weder sachlech nach natierlech Grënn. Et ginn awer Faiten, déi ech wëll benennen. Éischt Tatsaach ass, dass d'Fraen oft a Secteure beschäftegt sinn, wéi eben dem Nettoyage oder dem Commerce, wou insgesamt keng allze héich Paien ausbezuelt ginn. Eng zweet Tatsaach ass, dass déi wéinegst op gudden Féierungsposten ze fanne sinn. Eng drëtt Tatsaach ass och, dass oft Fraen an Deelzäit schaffen. An eng aner weider Ursach erkläert sech duerch Ennerbriechungen an hirer Carrière.

Loungerechtgeek ass awer och méi wéi just eng reng monetär Affär. Ongläich Bezuelung huet och eng gesellschaftlech Dimensioun a vermettelt d'Ausso, dass d'Aarbecht vu Frae letztendlech manner wäert ass wéi déi vu Männer. Dëst steet awer am krasse Géigesaz zum Prinzip vun der Egalitéit. An dofir engagéiere mir eis fir fair Léin, nom Prinzip: gläiche Loun fir gläich Aarbecht. An dofir wëlle mir, dass dëséi Prinzip an d'Aarbechtsrecht ageschriwwen gött.

Nun, garantéiert d'Inscriptioun vun dësem Prinzip an de Code du travail an Zukunft dann automatesch Lounégalitéit? Et ass an éischer Linn eng Stärkung vun de Rechter vun de Salaréien. An deem Prinzip gött méi Importenz zougeschriwwen, wann en am Aarbechtsrecht verankert gött, an en ass deemno och méi kloer a méi visibel. Automatesch ass eng Garantie awer net ginn. Fillt eng Fra sech benodelegt, muss d'Initiatiiv, fir eng méi héich Pai anzekloen, vun hir ausgoen. Et ass also un der diskriminéierter Persoun, sech ze mellen. Bis haut huet e Kontrollmechanismus gefeelt. Dat ännert sech awer elo, andeems een agefuert gött. An nei ass och, dass de Patron, dee sech net drun hält, mat finanzieller Sanktioun muss rechnen.

Dës Modifikatioun am Code du travail gött awer net un alle Säite begréisst. Déi eng fannen, dass d'berufflech Qualifikatiounen e Lounënnerschied bei darselwechter Aarbechtsplaz rechtfertigen. An aner gesinn hei en Ugrëff op d'Tariffautonomie. Ech wëll hei betounen, dass dëst Gesetz d'Duerchsetzung vu Loungläichheet regelt, dass d'Léin an Zukunft op Diskriminéierung mussen iwwerpreift ginn. Wéi déi Lounégalitéit hiergestallt gött, läit an der Verantwortung vum Patron respektiv vun de Sozialpartner. An do muss een och soen, dass an deene Betriber, wou et e Kollektivvertrag gött, sech de Problem praktesch bal net stellt.

Fir op d'Fro zréckzekommen, ob d'Inscriptioun am Aarbechtsrecht elo duergeet, fir Lounégalitéit duerchzusetzen, sief drop higewisen, dass mer eng Kombinatioun aus verschiddenen Aktiounen brauchen. Däers ass sech d'Regierung jo och bewusst an dofir huet si och Modifikatiounen am Programm vun de positiven Aktiounen

virgesinn. D'Zil vun dësem Programm ass, an de Betriber e Bewusstsin ze schafen, fir domadder d'Emsetzung vun der Egalitéit vu Fraen a Männer ze realiséieren.

D'LSAP ass der Iwwerzeugung, dass déi Konditiounen, fir kënnen vun deene finanziellen Hëllefzen ze profitéieren, duerchaus zoumüttbar sinn. D'Betriber si fräi a kënnen selwer decidéieren, wéi si e Kulturwandel an hire Chefetage wëlle virundreiwten a fir eng méi équilibréiert Representatioun vu Fraen a Männer wëlle suergen.

Ofschléissend wëll ech drop hiweisen, dass eng Verbesserung bei der Gläichstellung vu Fra a Mann sech net nëmme positiv op eis Ekonomie, mä op eis ganz Gesellschaft wäert auswirken. Ongerecht Léin kënnen spéider zu ongerechte Pensioune féieren. Dofir suerge mer derfir, dass d'Fraen net aus engem „gender pay gap“ herno an en „gender pension gap“ falen, suerge mer derfir, dass mer déi Ongerechtgeek behewe kréien!

Dëst gesot, ginn ech dann och haut den Accord vun der sozialistescher Fraktioun. Mir maachen dat dann haut, wéi een esou schéi seet „gender-balanced“. An ech wëll awer profitéieren, fir dem Rapporteur nach Merci ze soe fir seng Presentatioun a seng Rapporten. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madam Bofferding. An nächsten agedroene Riedner ass den Här Gusty Graas fir d'FP.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gött jo oft behaupt, eis Gesellschaft vun haut hatt manner human Aspekter, déi géife manner an de Vierdergrond gestallt ginn. Ech mengen, dat muss een zwar staark relativéieren.

Au contraire, wann ee kuckt, wéi mer eis an deene leschte Jorzéngten entwéckelt hunn, da stellt een do zwar awer eng ganz Rei positiv Fakte fest, besonnesch, wéi gesot, wat eis Breen den hei ubelaangt: D'Minoritéiten hu vill méi Rechter kritt - ech denken zum Beispill un de Mariage pour tous -, d'Zivilrechtler si verstärkt ginn, d'Matbestëmmung um politesche Plang ass och verbessert ginn, de Fraen hir Situatioun ass ouni Zweifel - och zu Recht - an deene leschte Jorzéngten zu engem gudden Deel, wéi gesot, méi staark gemaach ginn. Ech denken och hei zum Beispill un den Odfreiwungsberäich. Den Afloss vun der Kierch ass zréckgaangen.

Bref, et kann ee soen: Eis Gesellschaft ass méi fräi ginn, ass méi offe ginn. Eng Rei Tabu si gefall, ënner anerem och den Tabu vun der Chancëgläichheet, dee vill méi intensiv diskutéiert gött. Dat war e laange Prozess. Dat ass e Prozess, deen och nach net ganz ofgeschloss ass. Allerdéngs muss een ëmmer erëm betounen, dat dat ee Prozess ass, deen éischer an eise Kulture stattfënn. A villen anere Kulturen ass dat net de Fall. Spëtstens gësichter hu mer dat jo nach eng kéier diskutéiert. An et si virun allem Fraen, déi op ville Plaze mussen an zum Deel dach onwierdege Konditiounen liewen.

Sécher ass bei eis och net alles perfekt. Sécher mussen nach munch Saachen nogeholl ginn, ech denken effektiv um Niveau vun der Chancëgläichheet. Haut gött da versicht, op zwee Niveauen déi Chancëgläichheet nach méi staark hierzustellen. Mir als Demokratesch Partei begrëissen dat ouni Zweifel. Mir sinn allerdéngs der Meinung, dat sollt éischer iwwer e rasonabele Wee geschéien. Mir sinn net der Meinung, dat Ideologien eis hei sollen ze vill guidéieren.

Dat Gesetz hei huet jo zwee Voleten: Dat Éischt ass, fir de Code du travail ënzeänneren, an dat Zweet ass, fir d'Parteifinanzierungsgesetz ze modifizéieren. Wat elo deen éische Vole ubelaangt, do gött jo elo de Prinzip ageschriwwen, dat Leit, déi déiselwecht Aarbecht maachen, och sollen deeselwechte Loun kréien. U sech ass et näischt direkt Neies. Dat huet jo scho bestanen iwwer de Wee vun engem groussherzogleche Règlement. Dat ass e Prinzip, dee selbstverständlech absolut net soll a Fro gestallt ginn; mir stinn do och ganz kloer derhannert.

Et stellt een allerdéngs och fest, wann een den Exposé des motifs vun deem Gesetz hei liest, dat glécklecherweises déi Inégalitéit jo awer an deene leschte Joren ofgeholl huet. Mä trotzdem gött et nach ab un zu Differenzen. An dat däerf och mat Sécherheet net sinn.

Et muss een allerdéngs och hei realistesch sinn - an et ass och scho virun ugeklongen: Natierlech gött et och Stëmmen, déi dat méi kritesch gesinn, besonnesch aus dem Patronatsberäich. An derfir muss een och Verständnis opbréngen. Et muss ee wëssen, wann een dee Prinzip géif iwwerstrapazéieren, dat dat awer och kéint zu gewësse Problemer féieren.

Ech weisen hei zum Beispill op den Avis vun der Chambre de Commerce hin, déi Folgendes geschriwwen huet: «les critères en vue de dé-

terminer des travaux de valeur égale se concentrent à tort sur le poste de travail en lui-même et les qualités qu'il requiert en faisant fi des propres qualités du salarié (...) alors que celles-ci peuvent justifier une différenciation salariale sur un même poste de travail». Duerfir, wéi gesot, nach eng kéier: Ech mengen, de Prinzip - jo! - soll absolut net a Fro gestallt ginn. Mä et muss awer och nach deem eenzelne Patron d'Méiglecheet gelooss ginn, wa Leit wierklech eng gewësse Leeschtung bréngen, dat dat awer och kann honoréiert ginn.

Positiv gesi mer jiddefalls an dësem Gesetz och, dat elo, wann een eng Persoun astellt an engem Betrib, déi zu engem ënnerrepresentéierte Geschlecht gehéiert, déi Demande, fir déi Aide ze kréien, net méi muss iwwer de Chancëgläichheitsministère transitéieren, mä direkt un den Aarbechtsminister gerichtt gött. Dat ass fir eis net nëmme eng Simplification administrative, dat ass eng Noutwendegkeet! Et kann ee sech och d'Fro stellen, firwat dat iwwerhaupt bis haut dat huet missen iwwer zwou Plaze goen.

Wat d'Actions positives ubelaangt, och hei komme jo eng Rei Modifikatiounen; do kommen zwee nei Kritären derbäi. Dat bréngt natierlech eng zousätzlech administrativ Aarbecht fir déi betraffe Betriber mat sech. Ech wëll awer direkt hei ënnersträchen, dat jo awer d'Betriber dat um Niveau vun der Fakultativitéit maachen, dat heescht, si sinn net obligéiert, an Zukunft en esou Programm deelzehuelen. Mir bleiwen och der Meenung, dat dat net obligatoresch soll ginn. Wann natierlech e Betrib gär den Agrément hätt, fir dee Plang vun Actions positives ze maachen, dann ass et och eng Selbstverständlechkeet, dat e sech och u gewësse Constrainte muss halen. Wéi gesot, de Betrib soll awer nach wie vor dann d'Fakultéit hunn, selwer ze decidéieren, wat en do mécht.

Datt och elo muss matgedeelt ginn, wéi de Verwaltungsröt respektiv d'Direktioun ausgesäit, och dat kann een novollzéien. Ech wëll och hei op eng EU-Etüd hiweisen, déi virun e puer Joer gemaach ginn ass, wou ganz kloer erauskomm ass, dat zum Beispill nëmme 11% vun den Entrepreneuren an den Hänn vu Frae sinn an dat an den Direktiounsetagen och nëmme 12% Frae sätzen. Och dat ass eng gewëssen Inégalitéit, déi ze bedauern ass a wou soll en Effort gemaach ginn, fir dat een dat och kann aus der Welt raumen.

Ech wëll allerdéngs eng allgemeng Remarque maachen, wat d'Occupatioun vun Functiounen a vu Posten an eiser Gesellschaft ubelaangt vu Mann a Fra. Munchmol gött jo monéiert, gött bedauert, dat an eenzelne Secteuren ze vill Fraen engagéiert si respektiv ze vill Männer. Ech denken zum Beispill un de Secteur Santé oder och u sozial Beruffer. Do, wou d'Frae majoritär ugestallt sinn, gött dat zum Deel duergestallt, wéi wann dat negativ wär. Ech mengen, dat soll een awer trotzdem als manner problematesch duerstellen.

Eng Fra, déi e Beruff wielt, fir an dee Secteur schaffen ze goen, huet hir Ursach derfir gehat. An de Stat soll och do net ze vill anerken, soll och net ze vill d'Direktioun virschreiwten, wéi u sech d'Beruffer herno solle besat ginn. Dat Wichtigst ass, dat ee sech mat sengem Beruff identifiziéiere kann. A wat och ganz wichteg ass, dat ass, dat een de Respekt bréngt vis-à-vis vun deem Beruff, deen een ausüübt. An ob eng Fra, wéi gesot, vläicht d'Décisioun geholl huet, fir doheim dem Beruff vun der Hausfra nozegoen oder ob se e Beruff ausserhalb dem Haus mécht, dat soll och zweetrangeg sinn. Och dat soll d'Décisioun vun der eenzelner Persoun sinn an och dat soll an eiser Gesellschaft respektéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1892 war Neuseeland dat éischt Land, wat u sech dat aktivt an dat passivt Wahlrecht fir d'Fraen agefuert huet. Zu deem Zäitpunkt huet een hei zu Lëtzebuerg nach misse 15 Frang Zensus bezuelen, fir iwwerhaupt kënnen u Wahlen deelzehuelen.

Bei eis huet et gedauert bis d'Joer 1919. Dat war e Schlësseljoer. Dunn hu mer de Suffrage universel agefuert mam Resultat, dat och d'Fraen dat aktivt an dat passivt Wahlrecht kruten. Dat war och richtig esou. D'Frae goufen dann endlech och emol mündeg, wat politesch Froen ubelaangt.

Allerdéngs fënn een, deen e bëssen d'Debatte vun där Zäit verfollegt, ganz schnell eraus, dat dat awer eng Décisioun war, déi mat Sécherheit vill méi haart Diskussiounen provoziert huet, wéi mir der haut hei wäerte féieren. An zwar gouf do vu gewësser Säit zum Beispill higewisen op déi sougenannte „Hirnvolumentheorie“. Do ass gesot ginn, dat d'Fraen net fäeg genuch wäeren, genaousou logesch ze denke wéi d'Männer, mam Resultat, dat am Fong geholl do awer eng Rei Leit gemengt hunn, d'Frae wäeren nach net apte fir politesch kënnen matbestimmen.



An da wëll ech och en Zitat hei vum Georges Clemenceau zitieren, den zur selwechter Zäit Folgendes gesot huet: «Il est d'évidence pour tout homme de bon sens qu'après avoir eu tant de peine de nous soustraire à la domination de l'Église, quand nous sentons encoure si lourdement peser sur nous la menace d'un retour offensif du cléricalisme romain, livrer le sort du gouvernement au suffrage de femmes tout imprégnées de sacristie» - an elo kënnt et am allerschlemmsten - «c'est assurer le retour pur et simple de la France au Moyen Âge.»

Gott sei Dank sinn déi do Zäite laang eriwuer. Mä firwat soen ech déi historesch Eckdaten hei? Ma fir nëmmen ze kucken, wat fir eng Evolutioun - positiv Evolutioun - datt mer awer du gemaach hunn.

Et dierf een awer och net vergiessen, datt dat déizäit och politesch Ursachen hat, firwat datt d'aktivt an d'passivt Wahlrecht agefouert ginn ass: well virun allem d'Rietspartei jo wousst, datt déi meescht Fraen eng konservativ Astellung hätten. Deemoos war d'Familiebild ganz kloer: D'Fra huet missen doheem bleiwen, huet sech em de Stot misse bekümmere, huet sech missen em d'Erzëiung vun de Kanner bekümmere, iwwregens e Familiebild, wat deemoos ganz staark vun der Kierch ënnerstëtzt ginn ass. An dowéinst war och virun allem d'Rietspartei en faveur vun dem passiven an aktive Wahlrecht fir eis Fraen.

Zu wat huet dat gefouert? Mä am Joer 1919, méi genee de 26. Oktober, ware Wahlen an du gouf och déi éischt Fra hei an d'Chamber gewielt. Dat war d'Madamm Marguerite Thomas-Clement. Si war 1886 gebuer, war deemoos Léierin, an et muss ee wëssen, datt dat scho bal no un engem Skandal war, wann een déizäit als Léierin bestuet war. D'Madamm Thomas, déi kann ee roueg hei praktesch als déi éischt politesch Fraerechtlerin qualifizéieren. Si hat souguer déi staark Perséinlechkeet, fir bei der Vereedegung op den Zousaz ze verzichten „ainsi que Dieu me vienne en aide“. Dir kënnt lech also virstellen, wat dat fir e Brouhaha deemoos gi war. Si huet sech och immens fir Fraerechtler agesat, war an der Chamber bis 1931, an dunn hate mer keng Fra méi hei sëtze bis 1965.

Haut solle mer also elo en zousätzlechen...

#### **(Interruptions diverses)**

Dat war eng Madamm, Här Spautz, déi mol Är Gemeng och gefouert huet, an dat soll een och neidlos hei unerkennen: Dat war d'Madamm Astrid Lulling,...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Gusty Graas (DP).** - ...déi ënner anerem och an Ärer Partei war.

► **Une voix.** - Ënner anerem!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Ënner anerem, betounen ech, jo!

#### **(Brouhaha général)**

► **Une voix.** - Dir wollt se jo net!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Bon! Doriwwer schwätze mer herno.

#### **(Hilarité générale)**

Haut soll, wéi gesot, dann nach en zousätzleche wichtege Schrott gemaach ginn an der Unkennung vun de Fraen um Niveau vun der Politik. D'Diskussioun iwwert d'Quoten, déi mer haut féieren, dat ass keng nei Diskussioun! Wann ech hei Eenzelner schonn héieren hunn, da mengen déi, d'Revolutioun géif haut hei ausbriechen, well mer elo iwwert d'Quoten hei diskutéieren!

Ech weess, datt et déi eng oder déi aner Partei heibanne gëtt, mir ass bekannt: mindestens zwou; ech mengen, déi aner, déi haten et net esou richtig gepackt, fir Quoten an hir Statuten anzusetzen. Jo, dat ass deenen hiert gutt Recht!

Ech si just e bësse verwonnert iwwer meng CSV-Virriednerin hei. Déi schéngt den Text net richtig gelies ze hunn! Well ech sti ganz kloer derzou: Natierlech huet d'DP an hire Statuten dat net stoe vun de Quoten! An ech mengen, wann ech op meng Kolleeginnen a Kolleegen dorower kucken, kann ech dat och fräi a frank soen: Den Dag wäert kaum kommen, wou d'Demokratesch Partei wäert hir Statuten an deem Sënn emänneren!

#### **(Brouhaha)**

Dat ass net an eistem Sënn. Dat ass net an eiser Ideologie.

#### **(Brouhaha)**

Mä fir do awer e Lien hierstellen zwëschen deem Gesetz a partiinterne Statuten, do muss een awer schonn trotzdem - Madamm Andrich, Dir sidd mer jo soss ganz sympathesch -, mä do muss een awer trotzdem scho vill Imaginatioun hunn, au moins...

► **Plusieurs voix.** - Oh!

#### **(Brouhaha général et hilarité)**

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).** - ...au moins, datt Der d'Gesetz net richtig gelies hutt. Well mir ass jiddefalls näischt esou opgefall am Gesetz!

#### **(Hilarité)**

Jiddefalls, eppes ass ganz kloer fir eis als Demokratesch Partei, dat ass, datt mir dat net wäerte maachen, fir intern Statuten (veuillez lire: intern Quoten an eis Statuten) anzeféieren.

An ech wëll mech och hei beruffen zum Beispill op d'Jeunesse démocrate et libérale, déi ass och schonn hei genannt ginn, dat ass eis Jugendorganisatioun, déi hu sech effektiv géint d'Aféierung vu Quoten ausgeschwat. A wësst Der, wien do de fervernteste Géigner dervu war? Ma dat war eist weiblecht Geschlecht an der Jugendorganisatioun. Och dat seet also eppes aus.

Da wëll ech awer och emol e bësse Statistik maachen, wat d'DP ubelaangt.

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Lauschtert elo emol gutt no! Lauschtert emol gutt no! Mir hate bis elo dräi Presidentinnen: d'Colette Flesch, d'Lydie Polfer an Haut d'Corinne Cahen.

Mir hunn de Moment sechs exzellent Deputéiert aus dem Zentrum hei sëtzen. Dann zielt emol! Dovunner si véier Dammen. An da kënnt et: 2005...

► **Une voix.** - E Glécksfall!

#### **(Brouhaha)**

► **M. Gusty Graas (DP).** - 2005...

► **Une voix.** - Lauschtert no!

► **M. Gusty Graas (DP).** - 2005... Lauschtert emol no! 2005 hat d'Demokratesch Partei hei an der Stad bei de Gemengewahlen 11 Sätz krit! Dovunner dreemen der vill heibannen.

#### **(Hilarité)**

A vun deenen 11 Sätz waren 8 Dammen. Aacht!

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Wat hutt Dir eng Chance!

► **M. Gusty Graas (DP).** - An dat oui Quot! Mir hätten héchstens missen eng Quot aféieren, datt net esou vill Dammen dierfte gewielt ginn.

#### **(Interruption par Mme Nancy Arendt)**

Ech wëll just soen, dat beweist ganz kloer, datt mir eng Partei sinn, déi de Fraen all Méiglechkeeten zur politescher Entwécklung zouléisst, an datt d'Fraen och kënnen innerhalb der DP réusséieren. D'Statistik,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gusty Graas (DP).** - ...wéi gesot, beweist dat ganz kloer.

#### **(Brouhaha général)**

Ech wëll domadder awer och ganz daitlech hei ënnersträichen,...

#### **(Brouhaha général)**

Ech wëll awer domadder och ganz daitlech hei ënnersträichen, datt et evident ass, datt Efforte muss gemaach ginn, fir datt d'Fraen nach verstärkt um politesche Prozess sollen deelhueelen.

Et ass ze bedauern - dat ass richtig! -, net nëmmen hei, och an de Gemengerët, an de Schafferët feelt et oft u Fraen. An et ass ganz kloer, wann d'Fraen an der Politik géife feelen, da wär d'Politik u sech nach vill méi eesäiteg. An och dat soll ganz daitlech an éierlech hei gesot ginn. Fraen hu vläicht oft méi eng positiv Sensibilitéit, fir Décisiounen ze huelen. An dowéinst ass et evident, datt och mir wäerten e Maximum um Efforte maachen an och ënnerstëtzen, fir, wéi gesot, zousätzlech Fraen um politesche Liewen deelhueelen ze loosse.

Ech wëll dann och op eng Etüd nach ze schwätze kommen aus dem Joer 2008. Déi hat d'Europäesch Parlament gemaach. Do ass et och em Quote gaangen. An aus Paritéitsgrënn wëll ech elo véier Haaptargumenter derfir zitieren a véier Haaptargumenter dergéint. Wéi gesot, déi kommen aus der Etüd.

Déi dergéint - fänke mer mat deenen un! -: Et gëtt zum Beispill ënner anerem gesot, bei der politescher Representatioun géif et virrange em d'Vertriidung vun Iddien an Interesse goen, also net em d'Representatioun vu Geschlechter oder soziale Gruppen.

En zweet Argument, wat dergéintschwätzt, fir Quoten anzeféieren: D'politesch Representatioun ass eng Fro vu Kompetenz.

Drëttens: Quote sinn ondemokratesch; well de Wieler d'lescht Wuert huet, soll hien am Fong geholl decidieren, wien hie vertritt.

Véiertens: Vill Frae wëllen net gewielt ginn, just well se eng Fra sinn. De Verdacht gëtt méi grouss, eng Fra, wa se e Mandat krit huet, wär just gewielt ginn, well se ebe weiblech ass.

Dann, wéi gesot, fir objektiv ze bleiwen, awer och véier Argumenter, déi derfirschwätzen. Ech zitieren wéi gesot aus der Etüd.

Quote si keng Diskriminéierung géint eenzel Männer. Si schränke just d'Tendenz vun de Parteien an, nëmmen Männer ze nominéieren.

Frae si genauou qualifizéiert wéi Männer, awer hir Fäegkeete ginn oft vun engem vu Männer dominiéiert System minimiséiert.

D'Abeséierung vu Fraen dréit zum Demokratisierungsprozess bäi.

Véiertens: Politesch Gremie sollen déi gréisste sozial Gruppe vun der Gesellschaft duerstellen, emsou méi d'Gesellschaft zu der Halschecht aus Frae besteet.

Do gesäit een also, wéi d'Aféierung vu Quoten hei kontrovers diskutiert gëtt. An eppes, ech mengen, bei aller Sachlechkeet, muss een awer hei ënnersträichen: Keen - keen! - soll fir sech hei elo awer d'Recht eraushuelen a mengen, Jo zu Quote wär déi eenzeg Léisung, an Nee zu Quote wär och déi eenzeg Léisung.

Et dierf een dann och net vergiessen, datt d'Aféierung vu Quoten natierlech och negativ Konsequenze fir de partiinterne Fonctionnement ka matbréngen. Ech soen „kann“! Well awer d'Gefor zum Deel och besteet, datt eben deen een oder deen anere Kandidat muss zréckstoen, ebe bedéngt duerch d'Quoten. Dat kann also, wéi gesot, och zu Spannunge féieren.

Datt an deemem Projet elo d'Quot bemess gëtt op dem Total vun de Kandidaten - also ech schwätzen elo emol da vun de Chamberswahlen -, datt déi véier Bezierker global gesi ginn, doriwwer kann een diskutieren. Ech mengen awer, datt dat zu deemem Zäitpunkt net onbedéngt eng schlecht Décisioun ass.

Sécher, an och dat soll hei ënnerstrach ginn, et besteet keng direkt Obligatioun fir eng Partei, fir Quoten anzeféieren. Allerdéngs och do solle mer eis kengen Illusiounen higinn: Et entsteet e gewëssen Drock. An dee wäert natierlech ënner de Parteien dann och vergréssert, verstärkt ginn, fir dat awer och ze respekéieren. Natierlech, wéi gesot, datt dat awer och mat engem finanziellen Ausfall verbonnen ass, wäert och dann awer zu gewëssene Konsequenze féieren.

Et gëtt jo gare behaupt, datt d'Aféierung vun de Quoten och d'Konsequenz wär vun de sougenannte Parteistrukturen, well d'Fraen do net oft genuch Fräiraum hätten, sech ze entwéckelen, well d'Dominanz vun de Männer ze grouss wär.

Ech wëll do dann awer och emol eng Kéier eng Statistik hei virbréngen. An zwar geet et hei em d'Gemengewahlen, d'Majorzgemenge vun 2011, wou jo am Prinzip keng Lëschen, keng Parteié matspillen - mat ganz wéinegen Ausnahmen. Do hate mer 857 Kandidaten. Dovunner ware just 167 Fraen. Dat waren 19,49%. A kenger Gemeng - a kenger Gemeng! - ware méi wéi 50% weiblech Kandidaten. A just zwou Gemengen, dat ware Biwer a Bous, goufen et genau 40% Fraen, déi also theoretisch dann elo schonn d'Quot erfëllt hätten, déi mer dann haut decidieren. An an zwou Gemengen, dat waren Noumer a Wal, ass keng eenzeg Fra ugetrueden. An 13 Gemenge ware just 10% oder souguer manner Fraen.

Déi Zuele soen also eppes aus. Dat soll och elo guer net polesch hei wierken. Mä déi Zuelen ënnersträichen, datt also dat Argument, fir an éischer Linn d'Parteien duerstellen, wéi wa si schold wäeren, datt d'Fraen net genuch Entfaltungsméiglechkeeten hätten, dat gëtt also och duerch déi heite Statistik zum Deel widerluecht.

An da wëll ech awer eppes ganz éierlech an daitlech hei soen:

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ja?

► **M. Gusty Graas (DP).** - Den 8. Oktober...

#### **(Hilarité)**

Dir sidd net méi concerniert, Här Gibéryen! D'nächst Joer si Gemengewahlen. Dir sidd nach concerniert als Wieler. A moins, datt Der erëm matgitt? Et kéint jo emol sinn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wie weess!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Wie weess! Wie weess! Mä diit Ärer Gemeng dat net un!

#### **(Hilarité générale)**

Mä loosse mer awer elo och emol ganz éierlech sinn! Ech mengen,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Vu mengem Resultat, dat ech hat an der Gemeng, kënnt Dir nëmmen dreemen zu Beetebuerger!

#### **(Hilarité)**

► **M. Gusty Graas (DP).** - D'Fro stellt sech, ob net Schäffen an engem gréisseren Gemeng awer mindestens esou gutt ass wéi Buergermeeschter a méi engem klenger Gemeng. Mä...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Bon!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, elo komme mer erëm op eise Projet zréck!

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - De männlechen Éiergäiz!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Graas, loosst lech net provozieren!

► **M. Gusty Graas (DP).** - Neen, neen, neen, do muss nach vill méi passieren.

Den 8. Oktober d'nächst Joer si Gemengewahlen. Et sinn eng ganz Rei Kolleeginnen a Kolleegen heibannen, déi do implizéiert sinn, déi och elo schonn éischt Efforte maachen, fir Lëschen zesummesetzen. A loosse mer do emol ganz éierlech sinn! Mat Ausnam vläicht vun de Kolleegen vun der CSV wäerte sämtlech Parteien, an ech soen et ganz éierlech och fir meng Partei, Problemer kréien, a sämtlechen, sämtleche Proporzgemengen eng voll Lëscht zesummenzekréien. Deen, deen eng voll Lëscht a sämtleche Proporzgemengen zesummekrit, dee soll hei de Fanger ausrecken! Also, dat ass emol dat éischt.

Wa mer also an engem zweeter Phas géifen och elo vläicht dat ausdeen an d'Gemengelëschen, da soen ech awer ganz éierlech, da muss mer awer virsichtig sinn, well mir hu scho Problemer, fir Lëschen zesummenzekréien. Wa mer dann och nach eis selwer gewësse Fesselen uleeën, da brauche mer eis awer och net ze wonneren, datt et nach méi schwéier gëtt. An ech soen dat an aller Daitlechkeet hei, well ech selwer och implizéiert sinn! Mir ass dat egal, wa bei deene 15 Kandidate 7 oder 9 oder 13 vun engem Sexe sinn. Ech hätt och léiwer, et wär eng Proportion do, mä loosst mer ganz éierlech sinn: Mir wëssen, datt et immens schwéier gëtt, fir ëmmer méi Leit ze begeeschteren, fir aktiv Politik ze maachen, a besonnesch um Gemengeplang. An all déi Kolleegen a Kolleeginnen, an et sinn der jo genuch heibannen, déi kënnen mer do mat Sécherheet net onrecht ginn.

Dowéinst, wéi gesot, an ech kann och do am Numm vu menger Partei schwätzen, si mir op alle Fall nach vill méi retizent, soudatt mer net och elo nach um kommunalen Niveau dat wëllen an engem spéiderer Phas aféieren, well ech weess, datt jo Eenzelner heibanne mat där Iddi ronderemginn. Et ass hiert gutt Recht. Mä ech gleewe kaum, datt eng Demokratesch Partei eng Kéier wäert bereet sinn, och do d'Ennerstëtzung ze ginn.

Wat jiddefalls ënnert dem Stréch kloer ass, ech mengen, dat ass och aus där Interventioun hei erauskomm, ass, datt mir als DP versichen, e Maximum ze maachen, fir datt mer méi Fraen derzou animéiert kréien, fir um politesche Plang aktiv ze ginn. Natierlech geet et net nëmmen duer, iwwert deen heite Wee déi Ziler ze errechen, mir mussen och de gesamte Kader verbessern. D'Frae muss méi Méiglechkeete kréien, och hir Fräizäit fir d'Politik hierzeginn. Mir wëssen, datt, an dat ass nach ëmmer eng Tatsaach, vill Fraen awer méi ënner der Duebelbelastung leide wéi vläicht Männer.

Duerfir ass zum Beispill elo déi Modifikatioun vun Congé parental an déi richtig Richtung gaangen. Hei kann een nach méi eng Opdeelung maachen zwëschen deenen Obligatiounen, déi een um Niveau vun der Familljeliewen huet, wat och géif da méi Fräiraum fir d'Fraen zum Beispill zur Verfügung stellen. Dowéinst huet d'Regierung och do eng gutt Décisioun geholl.

Ech gi ganz éierlech zou hei, datt d'Demokratesch Partei vun deenen dräi Koalitionspartner, wat de Vott vun deem Gesetz hei ubelaangt, déi mannsten Euphorie wäert verspreen. Mir sinn awer do ganz éierlech a mir bleiwen an eiser Linn. An ech soen dat och an aller Kloeerheit, an aller Daitlechkeet hei: Jo, d'DP huet ëmmer erëm gewësse Reserven ugemellt, wat d'Aféierung vu Quoten ubelaangt. Jo, d'DP wäert mat Sécherheet an hire Statute keng Modifikatioun virhuelen. Wat allerdéngs net ausschléisst, datt d'DP sech selbstverständlech zu där ganzer Problematik hei Gedanke gemaach huet, wat eis am Fong geholl och derzou verleet, fir dat hei ze ënnerstëtzen, och wa mir dat vläicht net am fënnefte Gang maachen. Dat ass virun allem awer och, datt et zu deemem Zäitpunkt eng Méiglechkeet gëtt, awer eng Verbesserung unzestriewen.

An ech verweisen och virun allem op den Artikel 3 vum Gesetz, wou jo kloer drasteet, datt awer och eng kéier soll e Bilan gemaach ginn. An dat ass fir eis ausschlaggebend, an da soen ech awer ganz éierlech, da muss en eeschte Bilan gemaach ginn, well d'Hoffnung besteet jo, datt vläicht eng kéier déi gesetzlech Quoten iwwerflësseg ginn.

Dat ass am Fong geholl och, firwat datt et fir eis zu dësem Zäitpunkt méiglech ass, dat Gesetz hei matzedroen. Mir stinn derhannert, net nëmme, well mer dee Koalitionsaccord matgedroen hunn, well mer zu dësem Zäitpunkt et als eng vun deenen eenzegten Alternative gesinn hunn. Et gëtt nach aner Optiounen. Mä, wéi gesot, nach eng kéier, mir müssen awer dann no e puer Joer eng kéier e richtegge Bilan maachen an dann och bereet sinn, vläicht gewëssen Adaptatioune virzehuelen.

An deem Sënn, wéi gesot, e leschte Saz nach: Et geet net nëmme duer, datt mer légiféieren, mä mir müssen dobaussen och nach vill méi Oplärungsarbecht maachen. Ech wëll och hei déi Initiativ ernimmen, déi de Ministère mam Syvicol gemaach huet, zum Beispill, fir erauszegoen, fir mat de Fraen ze diskutieren, fir de Fraen d'Angscht ze huelen, Politik ze maachen. Net nëmme de Fraen; et gëtt och Männer, déi Angscht hunn, fir Politik ze maachen. An dorobber solle mer och an Zukunft nach vill méi opbauen.

An deem Sënn, wéi gesot, gëtt d'DP d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz. An ech profitieren awer och nach vun der Geleeënheet, fir dem Marc Angel Merci ze soe fir säi schrëftlechen a méndleche Rapport.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Graas. Dat war e laange Saz!

**(Hilarité)**

An d'Wuert huet elo direkt d'Madamm Joséé Lorsché fir déi gréng.

► **Mme Joséé Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Artikel 11 vun eiser Constitutioun steet Folgendes: «Les femmes et les hommes sont égaux en droits et en devoirs. L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entre femmes et hommes.»

Äänlech Artikelen stinn och an der Fraerechtskonvention vun de Vereenten Natiounen aus dem Joer 1979, an der Deklaratioun vun Peking, och vun de Vereenten Natiounen, aus dem Joer 1995, am europäeschen Traité vun Amsterdam aus dem Joer 1997 an, net ze vergiessen, am Rapport vun der Constitutionskommissioun vum Europäesche Parlament aus dem Joer 2013, déi d'Memberstaten an déi politesch Parteien dozou opgefuerdert huet, fir eng besser Verriedung vun de Fraen op de Kandidatleschten ze suergen.

Kuerz gesot verlaangen dës Texter also alleguer datselwecht, an zwar, datt de Stat aktiv géint all Hindernis virgeet, wat der Gläichheet tëscht de Fraen an de Männer am Wee steet. A ganz genee dat do ass d'Zil vun dësem Projet de loi.

Ech fänken u mat deem méi emstriddenen Deel, den d'Afféierung vun enger Quot vu 40% fir dat ënnerrepresentéiert Geschlecht op den nationale Wahllëschte virgesäit. Domat geet Lëtzebuerg op deeselwechte Wee wéi 54 aner Länner, déi scho méi laang gesetzlech festgeluechte Quoten hunn, nieft 23 anere Länner, an deenen et am Parlament reservéiert Plaze fir d'Frae gëtt.

Et kann een also net behaupten, datt Lëtzebuerg an dëser Fro Virreider ass. Mä mir sinn awer frou, datt mir net op der Plaz stoe bleiwen.

Och wa mir als Gréng zanter Jorzéngte scho méi wäit gi wéi dës Gesetz a carrément op all eise Lëschten fir all Wahlen op paritéitesch Lëschte setzen, kënn Dir lech awer virstellen, datt mir mat dësem Projet de loi voll a ganz averstane sinn. Emmerhi gëtt domat e Grundprinzip an eng laangjäreg Fuerderung vun deene Gréng gesetzlech verankert.

A mir begrëssen och, Madamm Minister, datt Dir de Courage hat, dat waarmt Eise vun de Quote konsequent unzepak an op ville Plazen ëmmer erëm drop higewisen hutt, wéi wichteg se sinn.

**(Mme Simone Beissel prend la présidence.)**

Schonn alleng déi klasesch Argumentatioun, datt Quote kee Sënn maachen, well d'Kompetenz zielt an net d'Geschlecht, weist, wéi wichteg

teg dëse Projet de loi ass. E bitt näamlech eng gutt Geleeënheet, fir d'Fro vun der Kompetenz och dann ze stellen, wann et ëm d'Männer geet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Joséé Lorsché (déi gréng).** - Virun allem bitt dëse Projet de loi awer d'Geleeënheet, sech iwwerhaupt emol eeschthaf mat der Fro ze beschäftegen, ob d'Kompetenz wierklech ëmmer den entscheidende Kritär ass, fir eng Lëscht ze besetzen, a wat dat Wuert Kompetenz iwwerhaupt bedeit.

Heescht et éiren, datt een e besonneschen Diplom an der Täscher muss hunn? Oder heescht et, datt een d'Politik an d'Wéi geluecht kritt huet, well d'Virfahre scho Politiker waren? Heescht et, datt ee selbstopbewusst optriede kann a schlagferteg ass? Datt ee séier an Dossieren eraklamme kann a séier kappéiert? Oder heescht et, datt een eng grousse Berufserfahrung matbréngt, eng grousse Allgemengbildung an e staarkt Interesse u politeschen Themen? Oder heescht Kompetenz net einfach, datt ee bereet ass, Verantwortung ze iwwerhuelen, datt een Ausdauer beweise kann a léierfäeg ass?

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Joséé Lorsché (déi gréng).** - Léif Kollegen an Kolleginnen, mir sinn eis eens: Kompetenz ass weder nëmme dat eent nach nëmme dat anert. Kompetenz ass eng Mëschung vu ganz verschidene Qualitéiten. An déi Qualitéiten deele sech gläichermoossen op d'Männer an op d'Fraen op.

An et si grad dës Qualitéiten, Dir Dammen an Dir Hären, déi de mënschleche Räichtum an d'Diversitéit vun eiser Gesellschaft ausmaachen. An duerfir gi se och an der Politik gebraucht.

An deem Sënn ass dat klasescht Argument, datt d'Kompetenz zielt an net d'Geschlecht, vill ze vill ondifferenziert. Et ass eigentlech e bequeme Virwand, fir sech guer net mat deem Begrëff ausernezesetzen, oder vläicht och, fir just u seng eege Kompetenz ze denken.

En anert Argument, wat och oft benotzt gëtt, fir verbindlech Quote schlechtzerieden, ass dat, datt dës Regelung ze vill diktatoresch ass an d'Fräiheet vun de Parteien ze vill aschränkt. An där Logik wier et méi demokratesch - et ass gesot ginn -, op d'Fräiwëllegkeet vun de Parteien ze setzen an hinnen dann zouzegestoen, eng intern Quoteregulierung anzeféieren. Also näischt anescht wéi dat, wat mer souwisou schon hunn, dës wa méiglech awer nach verbonne mat engem finanzieller Boni fir déi Parteien, déi eng Mindestquot respektieren, esou wéi d'Sylvie Andrich vun der CSV sech dat hei gewünscht huet.

Als Gréng gesi mir dat anescht. Éischtens ass et net am Sënn vun der Regierung, déi staatlech Zouschëss fir d'Parteien ze erhéien - well dat géif et jo da bedeuten -, wann op där anerer Säit iwwerall vu spuere geschwat gëtt. Zweetens gesi mir och net an, firwat ee soll belount ginn, wann ee sech u kloer definéiert gesetzlech Virgaben hält. An där Logik misst ee jo dann och belount ginn, wann ee bei engem Stoppschëld stoe bleift.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **Mme Joséé Lorsché (déi gréng).** - Mam Pacte Logement kann een dat net vergläichen, well de Wuesstum vun de Gemengen net un Zuelen an u gesetzlech Virgabe gebonnen ass. Och do geet et just, wéi d'Gemenge sech et virstellen.

Fir eis gëtt et also just eng Optioun, an déi nennt sech Gesetz, an zwar en normalt Gesetz, wat grad wéi aner Gesetz Sanktiounen virgesäit, wann ee sech net drun hält. Firwat? Well d'Geschicht vun der Fraebewegung längst bewisen huet, datt et oui Gesetz net geet. Dat ass net nëmme d'Erfahrung aus de leschte Jorzéngten, dat ass d'Erfahrung aus dem leschte Jorhonnert, wou kee Wee laansch e Gesetz gefouert huet, fir an der Fro vun der Gläichberechtigung vum Fleck ze kommen.

Just e puer Beispiller:

- Dat war esou bei der gesetzlecher Afféierung vum Recht vun de Fraen op Bildung am Joer 1911.

- Dat war och esou bei der Afféierung vum Suffrage universel a vum Wahlrecht vun de Fraen, wou den Här Graas schon drop agaangen ass. Och dat Recht ass net just mat guddem Wëllen zustane komm, mä duerch zwou Verfassungsännerungen, déi nach iwwert dem Gesetz stinn.

Interessant ass an deem Kontext, wéi scho gesot, datt d'Wahlrecht vun de Fraen an der Chamber just mat 39 Jo-Stëmme géint 11 Neestëmme an enger Enthaltung duerchgesat ginn ass. Och schon deemools huet d'Recht

op Gläichberechtigung also net jiddwereen iwwerzeegt.

Domat war et awer net gedoen, well weider Gesetzter néideg waren, fir d'Fraen am Joer 1927 bei Zivillstands- an Notairesakten als Zeien unzëerkennen a fir déi zivilrechtlech Gläichstellung vu Fraen a Männer 1972 am Bestietnis anzeféieren, respektiv gläich Rechter bei der Scheedung ze kréien; dat war am Joer 1974. An och domat war nach net all Problem geléist.

Donieft huet 1968 och d'Coéducation vu Fraen a Männer am Enseignement misse gesetzlech geregelt ginn, fir de Fraen endlech déiselwecht Bildungschancen ze ginn. An net zulescht huet am Joer 1981 och nees e Gesetz misse geschafe ginn, fir de Fraen dee gläichberechtigten Zougang zu de Beruffer ze erméiglechen.

Mat Fräiwëllegkeet a mat engem Bonbon wieren all dës Fortschritter net zustane komm!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **Mme Joséé Lorsché (déi gréng).** - Mir sinn der Meinung, datt et net anescht ass beim gläichberechtigten Zougang zu de Wahllëschten, déi ëmmerhin d'Basis duerstelle vun eiser Wahlsystem an e wichteg Element si vun eiser Demokratie. Och do ass e Gesetz dat eenzegt wierksam Instrument, fir gerecht Zoustänn ze schafen.

Gewëss, d'Quot ass keen Allheilmittel an et ass och net „der Weisheit letzter Schluss“. Si mécht awer Schluss mat engem Zoustand, den net am Aklang steet mat eiser Konstitution. An deem Sënn huet den Heribert Prantl, Chefredakter fir Bannpolitik vun der „Süddeutsche Zeitung“, d'Quote mat Aermcherer verglach, déi eng Gesellschaft brauch, fir um Niveau vun der Gläichberechtigung schwammen ze léieren.

Dat heescht, d'Quote sinn net d'Zil, mä d'Quote sinn de Wee. Aus all deene Grënn, mä och wéinst deene positiven Erfahrungen, déi déi gréng scho gemaach hunn, schwätzt fir eis näischt géint d'Afféierung vu Quoten - och bei de Gemengewahlen, natierlech an enger zweeter Etag a mat engem neie Gesetz. Fir déi gréng Partei ass d'Gläichberechtigung näamlech e Prinzip an net eng Ausnam.

Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Politikverdrossenheet sech ëmmer méi breet mécht an datt et aus ville Grënn net einfach ass, Lëschten ze besetzen, sou wéi den Här Graas et och beschriwwen huet virdrun, streide mir bestëmmt net of. Mir streiden awer of, datt et méi schwéier ass, Frae fir eng Kandidatur ze motivéieren wéi Männer. A mir streiden of, datt d'Frae musse forcéiert ginn, fir eng Lëscht ze besetzen. Eng Briechstang hu mir nach ni benotzt a si gëtt och net gebraucht. Dat ass ganz einfach e Märchen an e ganz bequemt Argument, fir d'Quote lächerlech ze maachen.

Natierlech stellt d'Conciliatioun vu Famill, Beruff a politeschem Engagement besonnesch fir d'Fraen e grousse Défi duer, den net einfach ze meeschteren ass. Dat erlieue mer all. Et steet awer fest, datt d'Fraen deen Défi, fir an d'Politik anzutrieden, ëmsou besser meeschteren, wat d'Männer méi Verantwortung fir d'Famill iwwerhuelen.

Eng net onwesentlech Roll spille bei der Opstellung vun de Lëschten awer och d'Hierarchien innerhalb vun de Parteien, grad wéi d'Parteiledungen, déi entweder bereet sinn, déi traditionell Rollebillen opzebriechen an der Gläichberechtigung méi Gewicht ze ginn, oder eben net. D'Reuniounen, déi d'Madamm Minister am Kontext vun de Gemengewahlen zesumme mam Syvicol organiséiert huet, waren an där Fro ganz opschlossräich an hunn zu ganz genee deenen dote Konklusioune gefouert.

Ech kéim dann zum zweete Volet vum Gesetz, dee virgesäit, de Prinzip vun gläiche Loun fir gläich Aarbecht am Code du travail ze verankeren. De Rapporteur Marc Angel huet schon all Moosnamen am Detail erkläert, an duerfir wierklech e grouse Merci. Ech wäert se net widerhuelen. All dës Moosnamen an eisen Ae wichteg a richteg. Si gi wahrscheinlech awer net duer, fir déi hartnäckeg Lounschéier tëscht Fraen a Männer am Privatsektor definitiv ze behiewen.

D'Ursaache vun dëser Ongläichheet sinn näamlech ganz komplex an d'Léisungsusatz dowéinst net manner. Fir d'Éischt wëll ech emol betounen, datt de Problem vun den ongläiche Léin net ëmmer beim schlechte Wëlle vum Employeur läit, mä beim urale Reflex vun eiser Gesellschaft, d'Aarbecht vun de Fraen als manner wäertvoll unzegesi wéi déi vun de Männer. Domat ginn och der Madamm Anik Raskin vum Conseil national des femmes vullkomme recht.

Donieft gëtt et och ëmmer méi Betriber, déi drop aus sinn, sech um Niveau vun der Diversi-

téit, der Egalitéit an der sozialer Verantwortung auszezeichnen, a vill vun hinne bréngen dat och fäerdeg. Stéchwieder: Charte de la diversité, Actions positives, Plan égalité, Responsabilité sociale des entreprises, an anere Wierder RSE.

De Revers vun der Medail ass awer bekanntlech deen, datt nach laang net alles perfekt ass an och net esou séier perfekt gëtt. Et ass, wéi gesot, e ganz komplexe Problem mat villen Ur-saachen.

Éischtens gi mir emol dovun aus, datt vill Lounongerechtegkeeten net erkannt ginn, ganz einfach well et sech an eiser Gesellschaft net passt, iwwert d'Akommes ze schwätzen. Zu deem Akommes gehéieren net nëmme de Salaire de base, mä och aner finanziell a materiell Virdeeler, wéi zum Beispill Betriebsween, déi deenen engen och an der Fräizäit zur Verfügung gestallt ginn, deenen aneren net. Dozou gehéieren och Primmen a Gratifikatiounen, déi nach laang net ëmmer op méi Aarbecht oder méi Responsabilitéit berouen, mä éischter op guer net noweisbare Leeschtungen.

Zweetens hunn och nëmme déi wéinegst Salariéen Zougang zu Informatiounen iwwert d'Lounstruktur an hirem Betrib a kënnen deemno guer net jugéieren, ob hire Loun gerecht ass par rapport zu deenen aneren.

Drëttens ass et och esou, datt virun allem allengerzéiend Fraen iwwerhaupt emol frou sinn, eng Aarbechtsplaz ze hunn, déi et erlaabt, Famill a Beruff mateneen ze verbannen, mam Resultat, datt se léier drop verzichten, sech mat Lounkämpf eng bluddeg Nues ze huelen.

An doudsécher ass et och esou, datt nëmme déi wéinegst Salarié sech traue, bei der ITM géint hiren Employeur virzegoen. D'Angscht, duerno am Betrib diskriminiert ze ginn, ass näamlech oft méi grous wéi d'Hoffnung, duerno méi ze verdéngen.

All dës Facteuren, Dir Dammen an Dir Hären, a vill anerer, féieren eiser Meinung no dozou, datt d'Kultur vun der Egalitéit an de Léin an de Betriber net esou séier Fouss faasst, wéi mir eis et alleguer wënschen. Eng wichteg Konditioun, fir d'Situatioun ze verbessern, besteet eiser Meinung no doran, méi Transparenz an d'Lounstrukture vun de Betriber ze bréngen, fir datt systematesch Kontrollen iwwerhaupt emol méiglech sinn.

An der aktueller Situatioun kënnen dës Kontrollen doudsécher net vun der ITM assuréiert ginn, well et um néidege Personal feelt. Den Här Minister huet an der Kommissioun gesot, datt eigentlech e puer Honnert Leit missten agestellt ginn, fir déi Kontrolle systematesch kënnen duerchzuführen. Ech mengen awer net, datt de Wëlle besteet, fir dat ze maachen, an ech weess och net, ob dat de richteg Wee wier.

**(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)**

Mir mengen awer, a mir sinn och frou driwwer, datt aner Kontrollinstrumenter entwéckelt musse ginn, fir d'Lounstrukturen an de Betriber besser ze kontrolléieren an domat de Lounongerechtegkeete vun Ufank u virzegräfen. Et geet net duer, datt Kontrolle just op Fräiwëllegkeet baséieren.

An deem Sënn ënnerstëtze mir als gréng Fraktioun net nëmme dëse Projet de loi, mä all weider Initiativ vun der Regierung, déi fir méi Gerechtegkeet suert an de Lounverhältnissen, mä och an der Gesellschaft.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Lorsché. An den Här Gibéryen fir d'ADR ass scho prett.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutieren haut de Projet 6892, wou ech dem Kolleeg Marc Angel wëll Merci soe fir säi Rapport, e Projet, deen zwee Voleten huet: ee Punkt, wou mer de Code du travail änneren, wat d'Egalitéit vun de Gehälter tëschtent Mann a Fra ubelaangt, an ee zweete Volet, dee Quoten afféiert bei de Kandidatelschte fir d'Chamber an d'Europaparlamentwahlen. Bei de Chamberwahlen musse 40% vun all Sexe drop vertruede sinn a bei den Europawahlen 50%. Déi Partei, déi dee Prozentsaz net respektéiert, kritt am Kader vun der Parteifinanzéierung hir Montante gekierzt.

Ech wëll mech am Ufank fir d'Éischt mat deem zweete Volet, näamlech wat d'Quoten ubelaangt, befassen. D'ADR war nach ëmmer géint Quoten a mir hatoen dat och all kéier an eise Wahlprogrammer stoen. Esou am Wahlprogramm 2013: D'ADR schwätzt sech fir e faire politesche Wettbewerb aus a leent duerfir all Aart vu Quoten oder aner Aschränkunge vum früe Wielwëllen of.



Mä och an der ADR hunn d'ADR-Frae sech ëmmer kloer géint eng Quoteregulierung ausgeschwat. Esou hunn nach den 30. September 2015 d'ADR-Frae geschriwwen: „D'ADR-Frae schwätze sech ausdrécklech géint d'Quoten aus, sief dat an der Politik oder am Beruff. Déi perséinlech Fäegkeeten a Kompetenzen eleng sollten de Kritär fir Auswiel a Beförderung sinn. Quote gi géint de Prinzip vu gläiche Rechter, ee vun de Grondprinzipien vun der Demokratie. Fir eng gerecht Behandlung ze garantéieren, sinn d'ADR-Frae géint d'Diskriminatioun vun enger Persoun, déi op hirem Geschlecht baséiert, sief se positiv oder negativ.“

Mä net nëmme d'ADR huet sech géint Quoten ausgeschwat, och d'Demokratesch Partei huet sech am Prinzip ëmmer géint Quoten ausgeschwat.

D'Madamm Polfer sot den 10. März 2010 heibannen an der Chamber: „Mä, déi grouss Fro: Sinn et dann elo d'Quoten, déi esou oft an de Mond geholl ginn, déi wierklech kënnen hei d'Allheilmittel sinn? Ech soen do ganz kloer Neen. Neen! Firwat? Mä well se, esou wéi se hei gehandhabt ginn a wéi se elo de Mëtteg och schonn déi ganzen Zäit duergestallt gi sinn, einfach ineffikass sinn. Ech ginn lech nëmme ee Beispill, an et ass scho genannt ginn. Et geet net duer, 50% oder och nach 30% Fraen op enger Lëscht ze hunn, wa se net gewielt ginn.“

Ech mengen, d'Madamm Polfer huet dat ganz richtig gesot. Et geet net duer, dat ee Quote mécht a Fraen op eng Lëscht setzt; et ass nach ëmmer de Wieler, deen decidéiert. A wa mer kucken, dat mer bei de leschte Wahlen en héije Prozentsaz haten, deen héchste Prozentsaz vun iwwer 30% vu Fraen op de Lëschten, a mer awer festgestallt hunn herno beim Resultat, dat net esou vill Frae gewielt gi sinn, da beweist dat, dat déi Quoten näischt änneren un der Situatioun.

Mä net nëmme d'Madamm Polfer huet dat gesot. Och den Här Grethen huet hei eng Kéier gesot, an zwar war dat schon 1997: „Här President, ech sinn net de Fraebeoptragte vun der Demokratescher Partei. Ech weess awer, dat besonnesch déi weiblech Membere vun der Demokratescher Partei sech vehement sougenannte Fraequoten opposéieren, well se et onwürdeg fannen, als Fra hire „Mann“ nëmme kënnen ze stoen duerch positiv Diskriminierung.“

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Härren, wa mer awer haut elo kucken, dat d'Demokratesch Partei deemem Projet de loi wäert zustëmme, da wëll ech och nach soen, dat eng aner eminent politesch Damm eng Kéier gesot huet: „Quoten ass eppes fir d'Kéi. A mir si keng Kéi, mir si Fraen.“

A wann een dann haut gesäit, dat d'Demokratesch Partei deemem Gesetz zustëmmt, da verstitt Dir, Här President, dat ech déi Ausso weder kommentéieren nach Konklusiounen doriwier zéie wëll aus Respekt vis-à-vis vun eise Fraen.

Här President, wann eng Partei esou e Sënnswandel mécht, wéi d'Demokratesch Partei dat hei mécht, da muss ee wëssen, dat dat de Präis ass vun enger fréierer liberaler Partei, wa se wëllt an eng lénksideologesch Regierung kommen.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, et kann een emol kucken, wivill Fraen da bei de leschte Wahlen op deenen eenzelne Lëschte kandidéiert hunn:

Déi meeschte Fraen hu kandidéiert bei eise Kollege vun der grénger Partei, wou 29 Fraen an 31 Männer kandidéiert hunn, a si haten domadder eng Quot vun 48,3%.

Déi Zweet waren déi Lénk; déi haten der 28 géint 32. Dat war eng Quot vu 46,7%. Un drëtter Stell kënn d'ADR: 24 Kandidaten entspreche 40%; d'ADR hat 23 Kandidaten.

D'CSV war déi Véiert mat 19 Kandidaten. An d'Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei hat der nëmme 16 op hirer Lëscht an ass domat op der fënnefter Plaz gelant.

D'DP ass op sechster Plaz mat 15 gelant, wou awer dann de Beweis erbruecht ginn ass, dat, obschon d'DP nëmme 15 Fraen op hirer Lëscht hat, der awer véier gewielt gi sinn a si domadder am Fong ouni Quoten am Verhältnis zu hire Mandater déi meeschte Fraen an der Chamber huet.

(**Interruptions**)

Här President, wann ee kuckt, dat d'Sozialisten op der fënnefter Plaz mat 16 Deputéiertekandidatinne bei 26,7% leien, da verstee et, dat eng sozialistesche Ministesch, déi sécherlech parteiintern Problemer huet, fir Fraen op

d'Lëscht ze kréien, dann hei e Gesetz muss maachen, fir dat se dat iwwert de politesche Wee, iwwert d'Gesetz, duerchgesat kritt, wat d'Fraen an der Sozialistescher Partei selwer net duerchgesat kréien.

An och wann haut d'sozialistesche Fraen duerch d'Land on tour si mat enger sexistescher Posch, wou elo gesot gëtt als Ausried, dat wier just gewiescht fir ze provoziéieren, dann hätt ech gäre gesinn, wann een anere mat esou enger Poscheniddi komm wier, mat esou enger sexistescher Posch, wéi dann d'Wellen héichgeschloen hätte bei de sozialistesche Fraen. Da wier sécherlech net vun enger Provokatioun geschwat ginn, mä da wier dat als eng sexistesch a frech Approche vis-à-vis vun de Fraen ugesi ginn. D'sozialistesche Fraen hätten duerfir besser, si géife bei hirer Parteileedung untrieden a sech do staarkmaachen, dat Fraen op d'Lëscht kommen, amplat dass se esou Campagnen duerch d'Land maachen.

Et schéngt souwisou esou ze sinn, wéi wann an der Parteileedung, wann ech dat richtig interpretéieren, vun der LSAP nëmme Machoe géife setzen, déi keng Frae wéilten op d'Lëscht hunn. Well wann ech de Rapport vun eise Rapporteur liesen, deen als eent vun den Argumenter opféiert, firwat mer Quote muss kréien, da schreift de Marc Angel a sengem Rapport: «l'inscription de quotas dans la loi aide à contourner la résistance des dirigeants traditionnalistes masculins des partis» - en huet zwar geschriwwen „des partis“, mä et kënn nëmme eng Partei a Fro, an dat sinn d'Sozialisten -...

(**Exclamations**)

...«en forçant la main à des élites récalcitrantes qui font obstacle à l'investiture et à l'élection de femmes candidates». Dat ass d'Meenung vun dem Rapporteur vis-à-vis vu senger Parteileedung, fir dës Gesetz ze kréien. D'Sozialiste maachen also hei e Gesetz, well parteiintern hir Frae sech net duerchgesat kréie vis-à-vis vun hirer Macho-Direktioun.

(**Interruptions**)

Här President, et ass e lénksideologeschen Agrëff an d'Fräiheet vun de Parteien a vun de Wieler. Et ass de Partei fräigestallt an engem demokrateschen Stat, hir Lëschten esou zesummesetzen, wéi si et fir richtig fannen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - A wann eng Partei wëllt higoen a seet: „Ma mir setzen nëmme Fraen op eng Lëscht“ oder „mir setzen nëmme Männer op eng Lëscht“, da muss dat där Partei hiert Recht sinn.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Elo gëtt gesot: „Ma et ass jo hiert Recht! Si kann dat maachen, mä awer mam Corollaire, dat se da keng finanziell Ennerstëtzung kritt.“ Et ass also hei e politeschen Agrëff an de System vun der fräier Wiel vun de Parteien, hir Kandidatelëschten esou opzestellen, wéi se wëllen.

An et ass och en Agrëff an dem Wieler säi Recht. Well et ka jo och sinn, dat e Wieler géif eng Partei ennerstëtzen, wou nëmme Fraen drop wieren, wann dat méiglech wier, wann déi e gudd Programm hätt. Mä elo kritt se gesot: Et mussen awer mindestens esou vill Männer do sinn. Si dierf zwar, wéi gesot, eng ege Lëscht maachen, mä si kritt keng finanziell Ennerstëtzung.

Här President, meng Auer leeft net hei, ech weess net, wou ech dru sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Oh, ech kann lech soen: Dir hutt nach fënnef Sekunden.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Fënnef Sekonnen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

(**Brouhaha**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Bon. Hei geet et elo ëm d'Parteiefinanzéierung. Firwat ass d'Parteiefinanzéierung agefouert ginn? Ma d'Parteiefinanzéierung ass agefouert gi fir d'Onofhängegkeet vun de Parteien vis-à-vis vun der Economie, vis-à-vis vun der Wirtschaftslag. Dat war d'Ursach. Et ass verbuende ginn, dat d'Parteien nach Done kréien, fir dat se kënnen onofhängeg hir Politik maachen an dat se net ënnert dem Drock oder Zwang oder mat der Hëllef vun iergendenge Wirtschaftszweige mussen kënnen fonctionnéieren.

An elo gëtt dat Gesetz mëssbraucht, fir hei d'Parteien ze sanktionéieren, déi net esou denken, wéi eng lénksideologesch Regierung mengt, dat d'Partei missten denken.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat hei ass e Stach mat engem Dolch an de Réck vun eiser Demokratie. An duerfir kënnen mir dat Gesetz hei net stëmme.

Och wann de Gusty Graas seet, d'DP géif esou eppes net an hir Statuten abauen, ma, Här Graas, Dir braucht et net méi an d'Statuten anzesetzen, well Dir setzt et an d'Gesetz an. An duerfir brauch eng Partei et net méi an d'Statuten anzesetzen. Hei maache mer e Schrack. An ech kann lech soen, wann d'ADR sollt an eng nächst Regierung kommen...

(**Exclamations**)

...dann ass dat hei dat éischt Gesetz, wat an deenen éischte sechs Méint erëm ofgeschaaft gëtt!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Brouhaha général et interruptions diverses**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, den Här Baum huet vun deem klengen Intermezzo profitéiert, fir op d'Tribün ze kommen. A just den Här Baum huet d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, an der ideologescher Proximitéit huet mäi Virriedner jo, esou wéi den amerikanesche President a sengem Virwahlkampf, och schonn ugekënnegt, wat en alles den éischten Dag maache géif - a wat deen awer net alles gemaach huet.

(**Hilarité et interruptions diverses**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mir loosse et drop ukommen.

(**Brouhaha général**)

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, dës Gesetz huet effektiv...

(**Coups de cloche de la présidence**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also wann ech gelift keng Trompetten hei!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Här President, dës Gesetz huet zwee Voleten, vun deene leider deen éischten an der Diskussioun ze kuerz kënn, well iwwert deen zweete vill ze vill polemisiert gëtt. Beim éischte geet et drëm, dat eng Egalité salariale soll hiergestallt ginn am privé Secteur, a beim zweete geet et ëm d'demokratesch Participatioun vu béide Geschlechter un de Wahlen.

Am éischten Deel soll de Prinzip vum gläiche Loun fir gläich Aarbecht, e wichtige Prinzip, elo definitiv am Code du travail festgehal ginn. Dat ass och néideg, wann ee gesäit, dat et effektiv 8% Lounënnerscheed haut nach ëmmer gëtt. Mir mussen eis awer, mengen ech, bewusst sinn, dat mat dem Aschreiwe vun deem Prinzip an de Code du travail déi Lounënnerscheeder och net verschwanne wäerten. Si sinn näamlech deelweis strukturell bedéngt och mat aneren Ursachen zesammenhängend.

Besonnesch beträff, huet d'Salariatskummer geschriwwen,... Oder: Ee Facteur dovunner ass d'Deelzäit aarbecht. Et ass och natierlech e groussen Ennerscheed, wann ee kuckt, wéi den Écart salarial ass tëschent de Geschlechter am Service public an am Service privé. A virun allem stellt ee fest, dat d'Frae meeschtens iwwerproportional a Secteure schaffe mussen, déi niddreg bezuelt sinn, also prekärer sinn, an déi dann nach eng Kéier dobäi eventuell Deelzäit aarbecht maachen. An et kënn och aus där Statistik eraus, déi d'Madamm Duval virdrun zitéiert huet, dat och besonnesch staark d'Fraen aus Dréitländer vun deenen Écarte beträff sinn.

Dat heescht, d'Fro vun der Bezuelung ass also net nëmme eng Geschlechterfro, mä si ass och eng Klassefro, déi sech mat der Geschlechterfro nach eng Kéier amplifizéiert. Well et sinn dacks déi betraffe Fraen, déi an der Regel eng double oder eng triple Peine eigentlech erliden.

E Paradebeispill duerfir ass de Botzsecteur, wou et Aarbechte gëtt, déi meeschtens vu Frae gemaach ginn, déi enner Konditiounen, och haut nach ëmmer, schaffe mussen, dat se deelweis op dräi verschidde Plage-horaires zu jeeweils zwou Stonnen op dräi verschidde Plazen am Land mussen schaffe goen, an déi dann och nach no zéng Joer Berufserfahrung déi Berufserfahrung net unerkannt kréien. Dat ass e flagrant Beispill, wéi effektiv den Écart salarial an d'Fro vun ongerechter Bezuelung vu Fraen eng Wichtigkeet huet an eng Realitéit an eiser Gesellschaft haut och nach ass. A leider ännert dorunner dat heite Gesetz och näischt.

D'Wichtigkeet vun deem éischte Volet hänt awer och zesumme mat deene Méiglechkeeten an och deene Sanktiounsméiglechkeeten, déi geschaf ginn. An do muss kloer sinn, dat d'ITM Méiglechkeeten huet, fir dat doten ze kontrolléieren a fir da gegebenenfalls och Sanktiounen kënnen auszuschwätzen.

Ee vun deene positiven Aspekter ass och, dat mer an deenen nächste Woche jo hei iwwert d'Gesetz „Détachement“ schwätzen, wou explizitt drastoe kënn, dat d'ITM och als Mission kritt, den Droit du travail ze kontrolléieren, also notamment och déi dote Froen, déi

mat der Bezuelung ze dinn hunn an déi mat den Aarbechtszäiten ze dinn hunn. An och - de Minister hat et ugekënnegt - waarde mer mat ganz freedeger Erwaardung op d'Proposition vun der Reform vun der ITM, déi dann och nach soll, op jidde Fall emol no Ären Ukënnungen, virgestallt ginn an deem nächste Joer.

Den zweeten Deel ass dann deen, deen hei fir gréisser Polemik gesuergt huet: eng Quot vu 40%. Am Gesetz steet: 24 Leit - Kandidaten oder Kandidatinnen - vu 60 vun all Geschlecht mussen op de Lëscht sinn. Also franchement: Eng Partei, déi dat net hikritt, déi huet aner Problemer.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - An der Praxis muss ee luewenswäerterweis soen, dat, wann een déi lescht Wahle kuckt, an den Här Gibéryen huet d'Zuele jo genannt, an stärkesten dovunner beträff déi grouss Vollekspartei sinn - d'LSAP, d'CSV -, déi dee Quorum d'lescht Kéier net haten an déi eigentlech jo dee gréisste Reservoir missten hu vu Kandidatinnen an déi mat deem Gesetz och dee gréissten Effort musse maachen, wat luewenswäert ass.

déi gréng an déi Lénk, mir...

(**Interruption**)

...- an och den ADR - hätten d'Konditiounen erfüllt. Et sinn déi grouss Vollekspartei. An et sinn och déi, déi, mengen ech, mat deem Gesetz zentral cibléiert sinn a wou et och wierklech eng verännerend Wierkung kann hunn.

Et muss een dann awer och soen, dat d'Quot selwer wéineg contraignant ass. Et gëtt näamlech keng Partei ausgeschloss. Et ginn och keng Lëschtelplaz vakant gelooss, wéi dat bei anere Modeller vu Quoten de Fall ass. Dat Eenze ass: Et kritt een au prorata manner Suen aus der Parteiefinanzéierung.

Ass dat elo ondemokratesch? D'Parteiefinanzéierung huet dach och nach aner Constraints: e gewëssene Undeel pro Joer vun Eegekapiel, dat ee muss hunn, soss risquéiert een d'Parteiefinanzéierung gestrach ze kréien. Zum Beispill ass dat een Element dovunner. Dat heescht, wann een iwwert de Wee fiert, wat mer eigentlech interessant fannen, fir et iwwert d'Parteiefinanzéierung ze maachen, ass et net nëmme e ganz legalen, et ass virun allem och e ganz demokrateschen.

An eisen Nopeschlänner, a Frankräich, an der Belsch, kenne mer d'Quoten. Et gëtt och Quoten a Spuenien, Portugal, Slowenien. Et ass also wäit vu revolutionär, wat hei proposéiert gëtt. Et entsprécht awer enger reeller Noutwendegkeet grad wéinst deenen Zuelen, déi den Här Gibéryen genannt huet. Quote si sécher keen Allheilmittel, dat wësse mir och, mä si sinn awer de Minimum, deen noutwendeg ass, fir iwwerhaapt gläich Chancë kënnen hierzustellen. A Quote sinn och net „fir d'Kéi“, wéi Dir zitéiert hutt, Quote si fir d'Ochsen an de Parteien, déi nach ëmmer net begraff hunn, dat dat eng absolutt Noutwendegkeet ass, fir iwwerhaapt Chancéglichheit hierzustellen!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Très bien!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Quote sinn och en Deel vun enger ganzer...

(**Interruptions diverses et coups de cloche de la présidence**)

Här President, d'Geschicht vun der Fraebewegung, vun der Emanzipatioun, déi och zum Deel d'Geschicht vun der Aarbechterbewegung ass, huet sech alles erstreide misser. An ëmmer sinn Argumenter - scheinbar Argumenter - gefall, déi och nëmme déi klengste Selbstverständlechkeet, wat fir eis haut natierlech ass, a Fro gestallt hunn.

Mir mengen, dat deen heite Modell à la limite, doduerch dat e wéineg contraignant ass, souguer nach hätt kënnen méi wäit goen, näamlech konsequent 50% unzilen. Et stellt sech och d'Fro, wéi et weidertgeet mat de Gemengewahlen. Dat soen ech als een, deen eng Partei representéiert, déi wahrscheinlech méi Problemer huet wéi den Här Graas, a ganz ville Gemenge voll Lëschten opzestellen. Mä och do stellt sech d'Fro: Wéi gi mer mat de Gemengewahlen ëm? Dat wäert sécher net an deenen nächsten zéng Méint gekläert ginn, mä des Chamber wäert an deenen nächste Joren déi Fro och nach eng Kéier misser op de Leescht huelen, egal enner wéi enger Konstellatioun.

Et ass richtig, dat de Chancéglichheitsministère probéiert, eng Incitatiounscampagne ze maachen, wou eigentlech d'Parteien opgefue-

dert ginn, selwer Initiativen ze huelen, fir méi Fraen op hir Lëschten ze kréien. Ech kommen awer och net derlaanscht, fir ze soen, datt dat éischt Beispill, wat mer bis elo do gesinn hunn - leider gesinn hunn - vun der „Madame on tour“, eigentlech de Géigendeel vun deem ass an datt sech immens vill engagéiert Fraen aus alle Parteie just doriwuer opreege konnten a sech guer net doranner erëmfonnt hunn, well et just e stereotypéiert Geschlechterbild duergestallt huet an alles anescht ass wéi eng Invitatioun zur Participatioun.

Et ass och de Géigendeel vun deene positiven Initiativen, wéi zum Beispill „Boys' Day“ oder „Girls' Day“, wou ebe justement probéiert gëtt, déi Stereotypen ze iwwerwannen. Hei gëtt leider mat anere Moyene geschafft.

Här President, meng Zäit ass esou gutt wéi ofgelaf. Am Résumé wëll ech lech soen: Mir stënnen dëst Gesetz. Mir hätten eis eventuell nach een oder zwee Elementer weider dra virgestallt. Mä et muss een op jidde Fall soen, datt mer effektiv duerch d'Aféierung vun där Quot hei zumindest en éischte wichtige Schrëtt an der Chamber gemaach hunn zu enger méi grousser Chancégerechtkeet. Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Baum. Mir sinn domat um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun, an d'Wuert huet elo d'Chancégleichheitsminister, d'Madamm Lydia Mutsch. Ech wëll just drop hiweisen, dass d'Regierung insgesamt eng Véirelstonn huet.

### Prises de position du Gouvernement

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances.** - No de Chamberwale vun 1994 koumen 20% Fraen an d'Chamber. No de Chamberwale vun 2013 koumen 23,3% Fraen an d'Chamber. 3,3% an 20 Joer! Mat deem Rythme de croisière brauche mer nach iwwer honnert Joer, bis mer weinstens bei 40% ukomm sinn. Sou laang, Dir Dammen an Dir Häre, Här Chamberspräsident, wollt dës Regierung net waarden.

«Le gouvernement engagera une politique ferme en faveur d'une représentation équilibrée entres femmes et hommes au niveau de la prise de décision. (...) le gouvernement interviendra à des niveaux où il pourra directement réduire le déséquilibre toujours existant, et ce malgré les efforts volontaires qui ont été proposés ces dernières années.» Do si mer am Kär vun der Diskussioun.

Neen, zu Lëtzebuerg gëtt et keng gesetzlech Hürden, déi eng Fra haut géifen dovunner ofhalen, fir politesch aktiv ze ginn. E rezente Sondage vu mengem Ministère weist, dass d'Frae selwer zu iwwer 80% der Meinung sinn, dass et Männer a Fraen an der Politik an och an de politeschen Décisionsprozesser muss ginn an dass d'Fraen deen Job genesou gutt maache kënnen wéi d'Männer. D'Stereotypen fänken an där Hisiicht also un, ëmmer méi aus de Käpp ze verschwannen, dass eng Fra fir d'Politik manner géegent wier wéi e Mann. An dat ass eng gutt Saach.

An awer geschitt et net vun selwen an d'Ongleichgewicht bleift bestoen. Am Artikel 11, an en ass hei zum Deel schonn zitëiert ginn, vum Grondgesetz steet: «L'État veille à promouvoir activement l'élimination des entraves pouvant exister en matière d'égalité entres hommes et femmes.» Et kënnen an dierfen also Mesurë geholl ginn, och contraignant, an dës Regierung mécht dat!

All drëtt Land an der Europäescher Unioun - 9 vun 28 - huet mëttlerweile de Wee vun gesetzleche Quoten ageschloen. Doduerch ass, fir nëmmen zwee Beispiller ze nennen, a Slowenien d'Zuel vun de Fraen an Parlament vu 17% 2011 op haut 38% an d'Luucht gaangen. An der Belsch ass dës Pourcentage souguer vun 19,3% 1999 op haut 41,3% geklommen. D'Schreckgespenst vun de Quote fonctionnéiert also.

Ech hat gëschter d'Geleeënheet, a Slowenien mat menger Ministerkolleegin doriwuer ze schwätzen. A gleeft mer, d'Diskussiounen an hirem Land waren do am Ufank och net anescht wéi hei bei eis, a si waren och net méi dankbar fir déi implizéiert Politiker, déi doriwuer geschwat hunn a se ageklot hunn. Mä dass een alles wëllt maachen, fir méi schnell virunzekommen, doriwuer war ee sech bei hinnen eens, an ech mengen, doriwuer si mir eis och hei eens. En Accélérateur also, e Sprangbriet, eng Bréck, en Entréesbilljee.

Deem gëtt vu verschidde Säiten entgéintgehalen, an et ass hei scho gesot ginn: Kompe-

tenze brauche keng Quoten! Jo, et gëtt tatsächlech och bei eis Leit, déi keng Quote brauchen, déi zum Beispill, déi iwwer Sport oder Kultur scho bekannt sinn, oder zum Beispill déi, wou de Papp oder d'Mamm de Wee an der Politik scho preparéiert haten.

Mir müssen awer verstärkt déi Fraen errechen, déi déi Chance net haten, déi Fraen, déi hésitéieren, déi Loscht hätten, mä sech net trauen, déi sech selwer ënnerschätzen, wat mer schéngt eng chronesch Fraerkrankheet ze sinn, déi vu sech aus net gesinn, wat alles an hinne stécht.

Ech schwätzen iwwerhaupt hei net vun engem Fräischäin. Sech fräischwamme muss ee scho selwer, a strampelen, fir dobäi ze bleiwen, jo, dat muss een och selwer maachen. Et ass e bësse wéi bei engem E-Bike: Et geet méi schnell an och e bësse méi liicht, mä et muss een awer nach selwer pedaleieren, fir de Bierg eropzekommen.

E méi équilibréierte Mix um Décisionsniveau a méi Chancégleichheet notzen eis all. Do sinn der eng ganz Rëtsch vun Lech, déi dat schonn hei gesot hunn. Och d'Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg muss sech dru moosse loosse, wéi e Kader si schafft, dass Fraen a Männer gläichermaßen hir ënnerschiddlech a ganz verschiden Talenter, Kompetenzen an Interessen zesammen a complémentaire asetze kënnen.

Neen, och kee Papp fënn et normal, dass seng Duechter bei gläicher Aarbecht manner verdénge soll wéi e männleche Kolleg. Ech sinn dofir immens frou, dass ech zesumme mam Aarbechtsminister de Volet Loungleichheet an dëst Gesetz integréiere konnt. Och hei zu Lëtzebuerg gëtt et nach Differenze bei de Salairé vu Männer a vu Fraen. Domadder hu mir och an deem fir d'Chancégleichheet esou wichtige Beräich vun der Loungleichheet Jalone gesat a wëllen an deenen nächste Méint e gemeinsamen Aktionsprogramm presentéieren, dee mir och zesumme mat de Betriber wëllen diskutéieren.

Ech wëll haut op dëser Plaz, well mer zu zwee wëllen intervenéieren, Merci soe fir deen a mengen Ae ganz, ganz konstruktiven Débat, dee mer hei haten. Ech wëll och Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi an der Chancégleichheitskommissioun geleescht gouf an och an der Aarbechtskommissioun, a virun allem och dem Rapporteur fir säi flotten an interessante Rapport. An lech alleguerter Merci fir déi flott Diskussioun vun haut.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Ministesch. An d'Wuert huet elo direkt den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Här President, ech wëll mech natierlech deene Mercien uschléissen un all déi, déi un deem Gesetz hei geschafft hunn, besonnesch de Rapporteur, mä och un déi, déi déi Gesetzespropositioun iwwerholl hunn. Merci, datt mer haut kënnen dat Gesetz stëmmen.

Dat Gesetz iwwert d'Loungleichheet - ech empfangen et eigentlech als eng grouss Eier als Aarbechtsminister, esou e Gesetz haut der Chamber virzeleeeën -, mécht et mech eigentlech frou a stellt et mech zefridden? Am Fong net! Well ech muss soen: Am Joer 2016 muss mer nach e Gesetz maachen, fir ze assuréieren, datt eng Fra deen nämlechte Salairé zegutt huet fir déi nämlechte Aarbecht wéi e Mann! Dat ass eigentlech eng Evolutioun, déi mech e bëssen traureg mécht.

Ech ka mer eigentlech schlecht virstellen - ech si Papp vu souwuel Jonge wéi Meedercher -, datt meng Meedercher manner Rechter hunn, wa se déi nämlechte Aarbecht maachen, wéi meng Jongen. An dat treëft op vill vun lech heibannen zou. An dat treëft op ganz vill Leit am Land zou. Duerfir ass déi Saach eng Saach, déi ons all eppes ueget. An duerfir ass déi Saach eppes, wou mer alleguer müssen dergéintstoen an derfir suergen, datt déi Ongerechtegkeet, déi fundamental Ongerechtegkeet endlech aus der Welt verschwénnt!

Déi Ongerechtegkeet ass an Europa nach kolossal: Méi wéi 16% trenne Männer a Fraen! Mir hei zu Lëtzebuerg hunn do relativ gutt opgeho. Elo ass d'Statistik eppes, wat een esou oder esou ka gesinn. Och den Etablissement vu Statistiken ass ëmmer eppes Relatives. Ech stelle fest, datt Eurostat, no deene leschten Donnéeën, Lëtzebuerg als zweetbescht Land qualifizéiert, wat den Ënnerschied zwësche Mann a Fra bei de Revenuen, bei de Gehälter, bei de Salairé ubelaangt. E Progrès, ouni Zweifel. Mir hu vill opgeho. Dat waren iwwer 10% nach viru 15 Joer.

Mä muss mer wierklech nach eemol 20, 30, 40 Joer - net 100 Joer vläicht, wéi dat virdu gesot ginn ass -, 20, 30, 40 Joer waarden, bis

déi Egalitéit stattfënn? Dat kënne mer net akzeptéieren! An duerfir ass et wichtig, net nëmmen e Gesetz haut ze stëmmen, mä och wierklech derfir ze suergen, datt dat Gesetz ëmgesat gëtt.

A mir kommen eigentlech vu wäit: 1951 ass an der OIT eng Konventioun adoptéiert ginn, fir déi Gläichheet eigentlech festzeleeën. Mir hu scho bis 1967 gebraucht, fir déi Konventioun ëmzesetzen. Am Traité vu Roum, 1957, steet de Prinzip vu Gläichheet vu Mann a Fra beim Salairé dran. Mir hu 1974 dat iwwer e Reglement... Ech hu mech nach ëmmer gefrot, firwat datt dat eigentlech nëmmen e Reglement war, fir dat ëmzesetzen. An duerfir ass et och wichtig, datt mer haut e Gesetz aus deem Reglement maachen. Well dat war nëmmen e Reglement.

An an deem Reglement war zwar de Prinzip festgeluecht, mä et war net kloer: Wat geschitt dann eigentlech, wann dat net respektéiert gëtt? Da seet dat Reglement: Jo, d'ITM kann dat feststellen an da kann déi Partei, déi sech léséiert fillt, bei e Geriicht goen. Wat da geschitt, ob et Penalitéite gëtt, ob et Sanktioune gëtt, dat léisst dat Reglement absolutt op! An duerfir ass et wichtig, datt mer haut dat Gesetz stëmmen.

Mä, wéi ech virdu scho gesot hunn, e Gesetz geet net duer! An ech sinn e bëssen enttäuscht, datt an engem Avis vun enger Chambre professionnelle - ech géif et nennen en „avis très frileux“ - elo op eemol sech verstoppt gëtt hantert „wéi een differenziéiert zwëschen de Funktiounen“. Neen, datt ass net de Punkt! Natierlech kann net jiddweree genau deen nämlechte Salairé, Mann oder Fra, verdéngen. Mä et ass inakzeptabel, datt fir genau déi nämlechte Funktioun de Mann méi Rechter huet, méi verdénge ka wéi eng Fra. Dorëm geet et!

An duerfir maachen ech e groussen Appell, besonnesch un d'Wirtschaft, derfir ze suergen, datt déi do Situatioun verschwénnt, an zwar ganz séier! An dat ass net nëmmen am Intéret vun eiser Gesellschaft, vun enger Gerechtegkeet an enger Gläichheet, dat ass och am Intéret vun den Entrepreneuren. Et gëtt keng modern, kompetitiv, offen Entreprise, déi eng Politik bedreift, wou d'Fraen diskriminiéiert gi par rapport zu de Männer. Eng ganz Rei vun Etüde beweisen, datt d'Diversitéit, an net nëmme Mann/Fra, mä d'Diversitéit en général e Plus ass fir d'Gesellschaften, fir d'Entrepreneuren. An duerfir kann eng onfair Behandlung vun där éischer Diversitéit Mann/Fra net eppes sinn, wat mer einfach kënnen hinhuelen!

Jo, et gëtt Secteuren, wou déi Ongleichheit méi ass wéi déi 5,4%, déi den Eurostat ons zouschreift. A besonnesch gëtt festgestallt, datt, wat eigentlech d'Frae méi ausgebilt sinn - a mir wëssen, datt méi Meedercher, méi Fraen Diplomer hu wéi Männer, domat hunn ech elo näischt gesot -, datt ebe grad do, wou héich Qualifizierter sinn, d'Ongerechtegkeet an d'Ongleichheit ëmsou méi grouss sinn!

A mir huelen dat eigentlech einfach hin. An dat ass eigentlech e schlechten Investissement an den Développement, an d'Moderniséierung vun eiser Gesellschaft insgesamt. Mir si jo do net eleng. Ech mengen, mir sinn en bonne compagnie an Europa.

Vum 13. Dezember un - den 13. Dezember -, no där Statistik, déi mer dann hunn, schaffen d'Frae fir näischt, an der Moyenne. Dat ass ee Beispill. Dat ass an Europa vum 3. November un, bei ons den 13. Dezember. An dat ass en Dag, dee mer sollen am Kapp behalen an deen duerfir och en Usporn soll sinn, fir datt mer déi Ongleichheit do definitiv aus der Welt schafen.

Duerfir wäerte mer ons zesummesetzen, de Ministère du Travail mat dem Ministère de l'Égalité des chances, fir wierklech e Plan d'action mat allen Akteuren zesummen ze decidéieren, fir ze kucken: Wéi kënne mer schnell deen Écart op eent an dann op null bréngen? Dat ass dat Zil, wat mer alleguerter mussen verfolge. An duerfir sinn ech trotz allem zefridden, wa mer dat Gesetz haut gestëmmt hunn. Mä dat Gesetz ass den Ufank vun enger nach méi grousser Aarbecht: jiddweree ze iwwerzeegen, datt dat am Intéret vu jiddwerengem ass. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech hu Parole après ministre gefrot, fir no dem Här Aarbechtsminister ze schwätzen, net no der Madamm Chancégleichheitsminister.

Ech wëll soen, de Minister huet dat hei erkläert, wat ee ka mat zwou Hänn ënnerschreiwen. Ech mengen, mir sinn als ADR och 100% derfir, datt eng Fra oder e Mann, déi déiselwecht Aarbecht hunn, déiselwecht Qualifikatioun hunn, déiselwecht Responsabilitéit hunn, datt déi och

müssen datselwecht Gehalt kréien. Do gëtt et keng Differenzen!

Mä wat mer wëlle soen, dat ass - ech konnt dat virdu net uschwätzen, dofir profitéieren ech elo dervun, well ech keng Zäit méi hat -, an dem Rapport...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass awer eigentlech net de Sënn vun der Parole après ministre!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ma dach, Här President, well den Här Minister dat net erkläert huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Mä Dir hutt et jo och net gesot.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Majo dach! Ma neen, en huet...

### (Interruptions diverses)

Ech kann dat roueg soen. Ech hätt et virdu gesot, mä ech hat keng Zäit. Mä elo huet de Minister et net gesot, duerfir soen ech et dann elo. Voilà!

### (Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, Här Gibéryen,...

### (Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Gibéryen,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir misst jo eigentlech eist Reglement ausweneg kennen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, duerfir weess ech, datt ech Parole après ministre hunn, fir dozou ze schwätzen.

Èm wat geet et hei? Am Rapport steet et ganz kloer...

### (Interruption par M. Alex Bodry)

Neen, et ass dat, wat... De Minister huet dat vergiess ze soen, wat awer net onwesentlech ass. Ech hu gesot, iwwer wat mer eis eens sinn, mä de Minister huet net gesot, wat de Rapporteur a sengem Rapport awer ganz kloer och als Beispill uginn huet.

Wann en zum Beispill seet, déi Chancégleichheit wär esou ze verstoen, datt zum Beispill an engem Supermarché eng Caissière géif manner verdénge wéi deen, deen d'Regaler féllt - well eben an de Keesse meeschtens Frae sëtzen a bei de Regaler meeschtens Männer géifen d'Regaler féllen -, an dat gëtt en als Beispill un, datt dat net richtig wär, domadder si mir net averstanen! Datt e Mann oder eng Fra, déi an der Keess sinn, datselwecht verdéngen, ass ganz korrekt. Oder datt e Mann oder eng Fra, déi Regaler féllen, datselwecht verdéngen, ass och korrekt. Mä fir elo verschide Chargé mateneen ze vergläichen an ze soen...

► **Une voix.** - Genee dat huet de Minister gesot!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen, dat huet en net. Ech...

### (Interruptions diverses)

Neen, dat huet de Minister net an där Form...

### (Brouhaha)

...an där Form gesot. An et ass dat,...

### (Interruptions diverses)

Et ass dat, wat mir net gutt fannen, an duerfir wollt ech dat preziséieren, datt de Minister sech méi allgemeng hei ausgedréckt huet. Awer wat den Hannergedanke vum...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Gibéryen,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...Gesetz ass a wat vill Problemer mécht, huet en net gesot. An duerfir hunn ech et hei gesot. Merci, Här President, fir d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Gibéryen, ech wëll lech just drop hiweisen, dass Der just elo en typesche Fall vu Vergewaltung vun eiser Reglement gemaach hutt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dach, dach, ganz kloer! Dat do ass just drop erausgelaf, fir sech zousätzlech Riedezäit ze verschafen. An d'Parole après ministre, dat wësst Dir selbstverständlech ganz gutt, ass net an deem Sënn geduecht. Mir kommen nach eng Kéier selbstverständlech do drop zrëck. Mä ech géif awer bieden, dass dat hei net Schoul mécht. Ech bieden, dass dat hei net Schoul mécht, well soss si mer... On est partis pour la gloire!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Wat engem Deputéierten zousteet, muss deenen aneren och zoustoen, Här President!

### (Brouhaha)



► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Déi 60 Deputéiert hunn déiselwecht Rechter!

► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Mir müssen nach eng Kéier iwwer eist Reglement schwätzen an och iwwert de President vun der Reglementskommissioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Gutt. Mir huelen dat zur Kenntnis a mir wäerten dat dann och bei där nächster Presidentekonferenz maachen, wou den Här Gibéryen als President vun der Reglementskommissioun jo och mat berodender Stëmm derbäi ass. Merci.

Da géife mer elo zur Ofstëmmung kommen, schéi chronologesch, wéi eist Reglement dat virgesäit. D'CSV huet gefrot, fir den Artikel 45 vum Chambersreglement ze applizéieren an e Vote séparé iwwert den Artikel 1 ze maachen. Mir müssen da fir d'Éischt iwwert den Artikel ofstëmmen. Wien also mat der Teneur vun deem Artikel d'accord ass, ass gebieden, mat Jo ze stëmmen, wien net domat d'accord ass, mat Neen.

**Vote séparé sur l'article 1 du projet de loi 6892**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

**(Brouhaha)**

Mir schléissen de Vott of a mir maachen dann déi noutwendeg Korrekturen.

Ech hunn dräi Nee-Stëmmen. All déi aner Stëmmen..., ech hunn der hei 54 registréiert, mä mir maachen dann déi noutwendeg Korrektur. Et ass keen Zweifel: Den Artikel 1 ass also mat grousser Majoritéit ugeholl. Ob et elo 54 Stëmmen oder 57 ginn, well d'Maschinn net fonctionnéiert huet, dat registréiere mer. A mir ginn dann och dat definitiiv Resultat bekennt.

Résultat définitif après redressement: l'article 1 est adopté par 57 voix pour et 3 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Lex Delles), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Dann huet d'CSV-Fraktioun zwee Amendementen abruecht, vun deenen den éischten Amendement zum Zil huet, fir den Intitulé vum Gesetz ze änneren, wat dorop erasleef, fir d'Gesetz an zwee ze deelen. Kann ech dovun ausgehen, dass d'Motivatioun dovun zur Genüge gemaach ass?

► **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV).- Här President, ech sinn a mengen Ausféierungen do drop agaangen. An natierlech musse mer den Titel änneren.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Sinn nach Wuertmeldungen dozou? Ech mengen, och dozou war d'Positioun ganz kloer vun deene verschidde Säiten. Een Deel wollt de Projet an zwee scindéieren, deen aneren Deel wollt beim Projet bleiwen.

Da géif ech proposéieren, dass mer zum Vott iwwert den Amendement 1 iwwerginn. Déi also der Meenung sinn, dass de Projet als Ensemble soll duerchgoen, déi stëmmen mat Neen. An déi, déi der Meenung sinn, dass de Projet soll gedeelt ginn an en aneren Intitulé soll kréien, déi stëmmen mat Jo. Dat heescht also, déi der Meenung si vun der CSV, stëmmen mat Jo, an déi,...

**(Hilarité)**

...déi net der Meenung si vun der CSV, stëmmen mat Neen.

**(Brouhaha et interruptions diverses)**

Et ass ganz richtig. Macht mech net on-sécher, Här Wolter.

**Vote sur l'amendement 1**

Also, d'Ofstëmmung fänkt un.

**(Interruption par M. Eugène Berger)**

Dir stëmmt mat Neen.

**(Hilarité)**

Neen, ech hunn héieren, dass den Här Berger gesot huet: „Ech stëmmen mat Neen.“

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Dann hutt Dir gutt Oueren!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ma ganz gutt Oueren. Dofir héieren ech lech och ëmmer esou gutt, wann Dir schwätzt. Well Dir sidd ee vun deenen, déi am haartsten hei schwätzen, wann Der d'Wuert net hutt.

**(Hilarité)**

Sou, domat ass dann d'Ofstëmmung ofgeschloss: 23-mol Jo, 34-mol Neen an 3 Abstentiuonen. Domat ass deen éischten Amendement ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. André Bauler), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Alexander Krieps);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Da komme mer zum zweeten Amendement vun der CSV, wou ech och dovun ausginn, dass e motivéiert ass an dass och déi aner Positioun kloer ass. Et géllt datselwecht: Wie mat der Antragstellerin d'accord ass, stëmmt mat Jo. A wie wëllt beim Projet de loi bleiwen, stëmmt mat Neen. Also stëmmen mer elo of.

**Vote sur l'amendement 2**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass elo direkt eriwwer: 24-mol Jo, 35-mol Neen a keng Abstentiuonen. Also ass och deen Amendement verworf.

Résultat définitif après redressement: l'amendement 2 est rejeté par 23 voix pour et 37 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Gilles Baum), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Max Hahn);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

A mir géifen dann...

**(Interruption)**

Jo. Ech hat lech virdu schonn héieren.

**(Hilarité)**

A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de gesamte Projet iwwergoen. Wien also mam Projet d'accord ass, stëmmt mat Jo. A wien net d'accord ass mam Projet, stëmmt mat Neen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 6892 et dispense du second vote constitutionnel**

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

► **M. Eugène Berger** (DP).- Här President, ech hu mat Jo gestëmmt.

**(Hilarité et interruptions)**

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Resultat: 34-mol Jo, 3-mol Neen an 22 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haag, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Max Hahn), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch, M. Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet.

Wëllt een d'Abstentiuon motivéieren oder ass dat zur Genüge geschitt? Merci. Dann ass de Projet ugeholl.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

**(Assentiment)**

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

A mir géifen dann zum nächste Punkt vun eise Ordre du jour iwwergoen, d'Interpellatioun vum Här Claude Adam iwwert d'Méi-sproochegkeet an der Schoul. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo direkt den Här Adam.

**6. Interpellation de M. Claude Adam sur le défi de la situation plurilingue dans le système éducatif au Luxembourg**

**Exposé**

► **M. Claude Adam** (déi gréng), *interpellateur*.- Merci, fir d'Wuert, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, mir hunn zu Lëtzebuerg eng eemoleg Sproochesituatioun, dat wësse mer alleguer. Villes, zum Beispill dat, wat am Sproochegesetz vun 1984 steet, ass bekannt. Mä des Sproochesituatioun huet zënter den 80er Jore changéiert.

Et schwätzen engersäits méi Leit Lëtzebuergesch wéi jee. Well awer och all Joers vill Leit op Lëtzebuerg wunnen an/oder schaffe kommen, huet een heiansdo en aneren Androck. An d'Haaptsprouche vun de Leit, déi hei wunnen, si Lëtzebuergesch - bäi Wäitem un éischer Stell -, dann déi zweet Sprooch Portugisesch, nach virum Franséischen, an da sinn nach 2% bis 3% vun eiser Populatioun, déi jee weils Däitsch, Italiensch an Englesch schwätzen. An déi ganz vill aner Sproochen, déi gi vu manner wéi 1% vun der Populatioun geschwat.

Um Aarbechtsmaart gesäit et e bëssen anescht aus. Do ass déi meeschtgeschwate Sprooch Franséisch, ganz knapp virum Lëtzebuergesch an däitlech virum Däitschen an Engleschen. Portugisesch gëtt just vu ronn 10% op der Aarbecht geschwat. Des Donnéeën hunn ech aus engem Buch vum Fernand Fehlen an Andreas Heinz, „Die Luxemburger Mehrsprachigkeit“, dat 2016 eraschkomm ass, e Buch, deem ech vill Lieser wënschen.

Mir, déi gréng, gesinn dese Sproocheräichtum als Chance fir eist Land a seng Awunner. Mir wëssen awer och, dass des Villfalt vill Leit veronséichert. A mir wëssen och, dass des Villfalt immens Ufuerderungen un eise Schoulsystem stellt, eng immens Eraufuerderung am Alldag fir eis Kanner an eis Enseignanten ass.

Duerfir ware mer der Meenung, dass et wichtig ass, och hei an der Chamber eng Kéier déi politesch Stréimungen iwwert d'Eraufuerderunge vun der Sproochesituatioun an eise Schoulsystem zu Wuert kommen ze loosse. An dat maache mer dann de Mëtteg an duerfir soen ech Merci.

An deene leschten zéng Joer ass d'Zuel vun de Kanner an der Grondschool, déi als éischt Sprooch doheem Lëtzebuergesch schwätzen, kontinuierlech erofgaangen. „L'Enseignement luxembourgeois en chiffres“, dat sinn d'Statistike vum Ministère, déi soen eis, dass am ganzen Enseignement fondamental am Schouljoer 2014-2015 nach 37,6% vun de Kanner als éischt Sprooch doheem Lëtzebuergesch schwätzen. An ech ginn do och eng Erklärung dobäi: Et ass déi éischt Sprooch, déi doheem geschwat gëtt. Dat wëllt net heeschen, dass nëmme 37,6% vun eise Schoulkanner Lëtzebuergesch schwätzen. Dat sinn der nach däitlech méi.

Mä déi heiten Zuel, dat waren 2004 nach 57,8% vun de Kanner, déi als éischt Sprooch Lëtzebuergesch doheem geschwat hunn. An déi Entwécklung ass schonn derwäert kommentéiert ze ginn, mä an deser schoulpolitescher Interpellatioun maachen ech dat net. Ech wëll hei just op Fakten hiweisen a kucken, wéi eng Eraufuerderunge des Fakte fir eise Schoulsystem duerstellen a wéi mer missten domat ëmgoen am Interessi vun eise Kanner a vun hiren Elteren.

Des Entwécklung ass zwar méi rasant geschitt, wéi mer eis dat virgestallt haten, si war awer virausgesinn. Duerfir ass zum Beispill schonn 1998 eng fakultatív schoulesch Offer fir Kanner vun dräi Joer geschafe ginn, déi 2009 fir d'Kanner nach ëmmer fakultatív bliwwen ass, fir d'Gemengen awer obligatoresch ginn ass: de Précoce. Et hätt een och do kënnen an eng aner Richtung goen, mä de politesche Wellen deemools war, fir e Précoce ze schafen an net zum Beispill, wéi déi gréng et och gefuerdert hunn, fir méi fréi an de Modell Crècheen ze investéieren.

Et ass mir wichteg, drop hinzeweisen, dass de Précoce awer net just geschafe ginn ass, fir dass d'Kanner sollte Lëtzebuergesch léieren. Geneesou wichteg ass och d'Förderung vun der kognitiver Entwécklung vun Kand, geneesou och déi motoresch, déi sozial an emotional Fördereung vun Kand.

An awer: Lëtzebuergesch léiere war ëmmer och e wichteg Zil. An duerfir steet och am Regierungsprogramm vun deser Regierung beim Punkt Précoce an Cycle 1: «Une pratique systématique en langue luxembourgeoise sera prévue, car l'apprentissage du luxembourgeois constitue la base pour le vivre ensemble à l'école et dans le pays.» An ech mengen, dat stellt och haut keen a Fro.

An den éffentleche Schoule léieren eis Kanner d'Alphabet op Däitsch. Mir wëssen, dass den Apprentissage par assimilation ëmmer manner gutt funktionéiert. Ebe well vill Kanner net méi gutt genuch Lëtzebuergesch schwätzen, funktionéiert de Switch net méi wéi an der Vergaangenheet plus ou moins automatesch.

De Fernand Fehlen an, ech mengen, och d'Kolleege vun déi Léink hunn alt emol plädéiert, fir eng Alphabetiséierung op Lëtzebuergesch anzeféieren. Dat hätt de Virdeel, dass d'Lëtzebuerg Kanner an hirer Mammesprooch géifen alphabetiséiert ginn an de Gros vun den Ausländer zumindest am Ufank vun hirer Schoulcarrière eng Friemsprooch, Däitsch, manner hätten. Dat hätt an eisen Aen awer esou vill Nodeeler, dass ech se hei net alleguerte wëll opzielen. Do bräichte mer schonn eng eegen Interpellatioun derzou. Vlächicht kënnst déi jo och nach eng Kéier op eis zou.

déi gréng sinn der Meenung, dass eng Alphabetiséierung op Lëtzebuergesch duerchaus eng Kéier a méi oder manner ferner Zukunft kann an d'A gefaasst ginn. Um aktuelle Stand vun der Entwécklung vun eiser Sprooch ass dat fir haut nach mat Sécherheet keng Alternativ.

Eng aner Iddi war, fir parallel eng Franséisch Alphabetiséierung niewent engem däitscher Alphabetiséierung an enger Klass lafen ze loosse. Ech si jo wierklech e Frënd vum Differenzéieren an ech behaapte souguer, dass ech mech an der Matière e bëssen auskennen, mä deen doten Défi wëilt ech net ugoen. Ech géif fäerten, dass dat mir géif iwwert de Kapp wuesse.

An eng weider Iddi war et, fir Pilotklasse mat enger Alphabetiséierung op Franséisch ze starten, mat dem Zil, um Enn vun der Schoulpflicht erëm am aktuellen, besteende Schoulsystem ukomm ze sinn, also no zéng Joer erëm an eise Schoulsystem ukomm ze sinn.





Déi zwou Iddien, déi ech elo grad erwänt hunn, déi stinn am Regierungsprogramm als Denkpieten. An déi zwou Iddie sinn, souwäit ech weess, informell fale gelooss ginn. Et wier a mengen Aen awer interessant, besonnesch iwwert déi zweet Iddi och formell eppes gewuer ze ginn, ob dat wierklech ausgeduecht ass a vum Dësch ass.

An ech ginn dovun aus, datt de Minister Meisch an dëser Legislatur näischt un der Alphabetisierung op Däitsch änneren wäert an an enger weiderer Legislatur - ech wënschen em se - och näischt géif un der Alphabetisierung op Däitsch änneren. Dat ass an eisen Ae wichteg ze wëssen, well et erlaabt, sech op eng Situation anzustellen, e bësse Gewësshheet an der Schoulwelt ze hunn.

Eng weider Affirmatioun steet am Regierungsprogramm: «Au niveau de l'enseignement de la langue française la possibilité de différer d'une année l'apprentissage de la langue française écrite sera étudiée.» Och hei hu mer nach net weider driwwer geschwat.

Ech héieren oft, datt d'Léierpersonal vill ze vill fréi mam franséische Schreiwe géif ufänken. Am zweete Schouljoer soll jo eigentlech alles am Franséische mëndlech lafen. Dat kléngt richtig. Wann een allerdéngs d'Buch vum Franséische vum drëtte Schouljoer kuckt - an ech ginn dovun aus, datt all Léierin am zweete Schouljoer och dat Buch vum drëtte Schouljoer kennt -, da verstinn ech d'Enseignanten. D'franséisch Buch vum drëtte Schouljoer ass net d'Suite vum engem just mëndlechen Enseignement. Ech kenne keng Etüd, déi sech domat befasst huet, ob d'Kanner solle méi spët ufänken, Franséisch ze léieren. Et wier awer och interessant, dat eng Kéier ze analyséieren.

Wa mer eis bekloen, datt déi Jonk, déi e Secondaireschloss hunn, net genuch Franséisch kënnen, da sinn esou Aussoen, éischtens, ze hannerfroen: Wat kënnen se net genuch? An zweetens mussen mer och bereet sinn, munches fundamental a Fro ze stellen. Wa mer emol d'zweet Schouljoer ausklammen, da léieren eis Kanner véier Joer laang Franséisch an der Primärschoul a siwe Joer laang Franséisch am Lycée. Dann dierf et awer erstaunlech sinn, wa Grammaire an Orthographe oft wackleg sinn a wann eng Diskussioun op Franséisch schlecht bis guer net funktionéiert! Ech kréie vun Enseignants gesot, d'Schüler géifen duerch de Lycée rennen a jäizen: „Ech haasse Franséisch!“

Elo war ech scho lancéiert, mä ech hat awer och gesot, mir sollten d'Ausso: „Eis Jonk, déi e Secondaireschloss hunn, kënnen net genuch Franséisch“ hannerfroen. Ass dat wierklech esou? Mir hu regelméisseg, och hei an der Chamber a Kommissiounssätzungen, och an der Éducatiounskommissioun, dichteg Leit aus aller Welt, déi eis PowerPoint-Presentatiounen bréngen, wou och méi oder manner vill Feeler dra sinn. An och d'Fransouse selwer schreiwten hir Sprooch net méi korrekt wéi d'Lëtzebuerger.

Interessant ass et awer och, wa mer kucken, wuer eis Jonk da studéieren ginn. Wann ech d'Zuele vun 2004-2005 mat deene vun 2014-2015 vergläichen, da stellen ech Folgendes fest: An zéng Joer huet sech d'Zuel vun de Studenten, déi aus Lëtzebuerg kommen an déi an Däitschland studéieren, verdreifacht. Dasselwecht géllt och fir déi, déi an Eisträich studéieren, also an zéng Joer dräimol sou vill.

D'Studenten, déi an der Belsch studéieren, hu sech an darselwechter Zäit vervierfacht, an déi a Frankräich studéieren, hu sech och vervierfacht. An England an an der Schwäiz, do ass déi Zuel an deene leschten zéng Joer 2,5-mol sou grouss ginn.

Ech gesinn et als absolute Widdersproch, datt haut véiermol méi Studenten an engem franséischsproochege Land studéieren ewéi virun zéng Joer, eis Jonk awer anscheinend net genuch Franséisch kënnen, wa se aus der Schoul kommen. An et ass och e Widdersproch, datt méi ewéi duebel sou vill Studenten an engem franséischsproochege Land studéieren ewéi an engem däitschsproochegen.

Et ass mer natierlech bewosst, datt Englesch fir déi meescht Studenten ëmmer méi zu engem Must gétt, onofhängeg vum Land, wou se studéieren. Englesch fänke mer am Prinzip jo eréischt op Sixième un.

D'Resultater vun der Classe terminale sinn net onbedéngt méi schlecht wéi déi vum Franséischen (veuillez lire: wéi déi am Franséische viru Joren), och net onbedéngt besser; eigentlech wësse mer et net. Viru Joren, bei der viregter Ministesch, war kuerz Zäit en Hype, mir missten Englesch schon op Septième enseigner. Dat huet sech net generaliséiert. Ech

hunn déi Fuerderung och deemools net ënnerstëtzt, well mir keng Etüd bekannt ass, déi sech seriö mat der Fro auserreegesat huet, wéi gutt oder schlecht déi generell Engleschkenntnisser vun eise Secondaireschoulofänger sinn. D'Fro, ob dës Kenntnisser gutt genuch sinn, ass allerdéngs berechtigt. A mir fannen och, mir sollten dës Fro nogoen.

Här President, d'aussepolitisch Kommissioun hat haut de Moien eng Delegatioun aus dem Senat vum Cambodge op Besuch. Si waren och de Mëtteg hei op der Tribün. An zum Schluss vun eiser Aussprooch koum op eng Fro vun lech, Här President, wéi et da mat der Sproochesituatioun am Cambodge wier, déi Antwort, déi mer eis, mengen ech, eigentlech erwaart haten: Historesch spillt Franséisch an deem Land natierlech eng grouss Roll an eng gewësse Schicht vun deenen eelere Leit schwätzt och nach Franséisch. Mä déi Jonk, och am Cambodge, léieren éischter Englesch wéi Franséisch. An och den Tourismus bréngt mat sech, datt Englesch déi méi gebrauchte Friemsprooch an deem Land ginn ass.

Wann de Prozentsaz vun de Studenten, déi vun hei aus an England ginn, net grad esou séier eropgaangen ass, dann huet dat och vläicht vill mat Distanzen an Onkäschten ze dinn. Ech mengen, dat wier derwäert, fir déi Situatioun nach genee ze analyséieren.

Här President, selbstverständlech geet nach laang net all Schüler op eng Uni studéieren. Awer fir all Schüler an eise Schoulsystem stellt sech d'Problematik vun héije sproochlechen Uspréich, déi se musse meeschteren, fir e Schoulofloss ze kréie respektiv eng gutt Berufsausbildung ze kréien. Ech kann aus zäitliche Grënn net an den Detail goen, wat dat an eisen Ae fir déi zukünftige Ausrichtung vum Secondaire an der Formation professionnelle bedeit, just e puer Pisten:

Et soll net sinn, datt een Däitsch, Englesch, Mathé, Chimie an esou weider gepackt huet, an awer duerchfält, well ee Franséisch net gepackt huet! Oder et soll net sinn, datt ee Franséisch, Englesch, Mathé, Bio an esou weider gepackt huet, an awer duerchfält, well een Däitsch net gepackt huet.

Mir sinn der Meenung, datt mer musse weiderfueren, eis Schouloffere sproochlech méi ze differenzéieren. Dat géllt fir all Zorte vu Schoulofferschloss: fir de Classique, den Technique an natierlech och a vläicht souguer a besonneschem Ausmooss fir d'Formation professionnelle. Natierlech kënnen mer op eisen Diplomer nëmmen zertifizéieren, wat e Schüler kann. Mä deen een oder anere Sproochendefizit dierf net als Barrière funktionéieren, fir iwwerhaupt een Zertifikat ze kréien.

Mir mussen eis och bewosst sinn, datt ganz vill Leit, déi bei eis wunnen a schaffen, an anere Schoulsystem duerchlaf hu wéi de Lëtzebuerger geschen. A mir mussen eis bewosst sinn, datt ganz vill Leit, déi bei eis schaffen, hannert der Grenz wunnen an och net mat eise Schoulsystem a Beréierung komm sinn. A mir wëssen, datt all Joers eng plus/minus 1.500 schoulpflichteg Primo-arrivanten an eist Land kommen an de Gros vun hinne keng vun deenen dräi offizielle Sproocher vun eise Land kënnen.

Ech schwätzen elo net vun de Kanner vun den Demandeurs de protection internationale. Dat sinn der bái Wäitem net esou vill. D'Problematik ass natierlech eng äänlech. A mir ënnerstëtzen och weiderhin déi Politik vum Minister, fir dës Primo-arrivanten esou schnell wéi méiglech an eise soi-disant „normalen“ Schoulsystem ze integréieren.

D'Schoul, an dat solle mer och net vergiessen, huet e Bildungsoftrag, dee wäit iwwert den Aarbechtsmarché erausgeet. Mir wëssen, datt de Sproochenrecht an eise Schoule méi Zäit an de Curricula anhëlt wéi bei eisen Nopeschlänner. Och doduerch erkläre mir, datt zum Beispill besonnesch eis jéngst Schüler relativ laange Schoulzäiten ausgesetzt sinn. Mir sollen net vergiessen, datt d'Schoul och fir eng Wäertevermittlung soll suergen, d'soziaalt Léieren, d'Sciencen dierfen net an d'Hannertreff kommen.

Mir kréien an deenen nächste Méint nach Geleeënheet, iwwert d'Reform vum Secondaire ze schwätzen. Da kann ech dës Iwwerleeunge verdeiwen.

Léif Kolleginnen a Kollegen, och mat de Schoulreform vum de leschte Joren - an d'Schoul ass vill reforméiert ginn - huet sech un de Sproochcurricula wéineg geännert. Vläch ass dat eng vun den Ursachen, datt d'Schülerzuelen an den internationale Schoule prozentual vill méi staark eropgaangen si wéi d'Schülerzuel an den öffentliche Schoulen. Wann een dann och nach déi ronn 3.000 Schüler berücksichtegt, déi zu Lëtzebuerg wunnen an am Ausland, haaptsächlech an der Belsch, an d'Schoul ginn, da kann ee soen, datt haut ee vun zéng Schüler an eng Schoul geet,

de en anere Sproocheregimm huet wéi eis öffentlech Schoul.

Mir mengen, datt et zwee Weeër gétt, mat der Heterogenitéit vun eiser Populatioun an eise Schoulkanner ëmzegoen: Entweder mir bidde méi e flexibele Sproochekader an eisen öffentliche Schoulen un oder déi international Schoulen, déi och bal ëmmer Privatschoule sinn, gewannen och weiderhin un Attraktivitéit.

Mir sinn d'accord, datt déi international Schoulen zu eiser Schoullandschaft gehéieren an och eng wichteg Missioun erfëllen. D'Zuele schwätze jo fir sech a fir dës Schoulen. Mir fannen et allerdéngs problematesch fir eise ganzen Éducatiounssystem - an och ee vun eis op alle Fall net gewollte Paradigmewissel -, wann d'Privatschoulen op Käschten vun den öffentliche Schoulen iwwerdimensional wuessen. Duerfir fanne mer och déi Reaktioun vum Minister, fir zu Déifferdeng eng éischt öffentliche international Schoul opzemaachen, eng gutt Iddi! A mir hunn och ausdrécklech déi Iddi gelueft, wéi d'Gesetz iwwert dës Schoul hei an der Chamber gestëmmt gi war.

Mir ginn dovun aus, datt dat e Wee ass, dee ganz vill Zukunftspotenzial huet. Dës Schoul erlaabt et, datt all Kanner vun den Avantage vun engem flexibele Sproochesystem nom Modell vun der Europaschoul kënnen profitéieren. Dir wësst, datt dat bei den normalen Europaschoulen anescht ass. Hei ginn d'Kanner vun de Leit, déi op der EU oder aneren internationalen Institutione schaffen, an d'Schoul. Jo, et gétt och Ausnamen, mä déi sinn da mam Bezue vum engem zimlech héije Minerval gekoppelt.

Här President, all déi Jonk, déi aus eise Schoulsystem kommen, ginn um Aarbechtsmarché mat deene Jonken a manner Jonken aus der Groussregion an eng Konkurrenzsituatioun gesat. A mir wëssen alleguerten, datt mer zum Beispill 107.000 Lëtzebuerger um Aarbechtsmarché hunn, 94.000 net Lëtzebuerger Residente géintivwer 176.000 Frontalieren.

An och, wann d'Schoul eng reng national Kompetenz ass, also mer eigentlech ganz fräi sinn, fir Décisiounen ze huelen, wéi mer wëllen, dann ass an der Realitéit dës Fräiheet selbstverständlech ageschränkt.

Och wann deen een oder deen aneren et net wëllt héieren: En éischt Schouljoer 2016 ass eppes anescht wéi en éischt Schouljoer 1966! Ech mengen, datt eis mat Spréich wéi „fréier war alles besser“ oder „back to the past“ wéineg gehollef ass.

#### (Interruption)

Ech wëll nach op zwee Punkten agoen... Ech soen extra net „back to basics“. Ech soen extra „back to the past“. Mat den „basics“ hunn ech kee Problem, mä mat „back to past“ hunn ech een.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam** (déi gréng), *interpellateur.* - Ech wëll nach op zwee Punkten agoen, déi zurzäit ganz intensiv diskutéiert ginn. Dat éischt ass de Programm fir d'Sproocheförderung vun de Kanner vun 1 bis 4 Joer.

Mir sinn dem Minister Meisch dankbar derfir, datt hie sech der Fro vun der Sproocheförderung an de Crèchen an am Précoce ugeholl huet. Jo, mir hu jorelang just gekuckt, fir Crèchéplazen ze schafen - dat ass emol net als Kritik geduecht -, d'Demande war einfach risegrouss. A wat an deene Strukturen mat der Sprooch geschitt ass, dat war eng laang Zäit dem Ministère de l'Éducation nationale oder dem Familjeministère zimlech egal.

Gutt, datt probéiert gétt, hei eng Linn dranzekriegen, d'Partnerschaft mat den Elteren ze verstärken, d'Strukturen am Réseau funktionéieren ze loosse! Mir begréissen et, datt d'Regierung bereet ass, verstärkt an d'Sproocheförderung ze investéieren, andeems se méi Personal asetzt. Mam Detail dinn ech mech allerdéngs e bësse schwéier. Ech mengen, ech hunn net alles richtig verstanen an dierf stellen ech dem Minister e puer Froen an deem Kontext:

- Firwat wëlle mer Franséisch als zweet Sprooch aféieren? Oder kann déi zweet Sprooch zum Beispill och eng aner Sprooch sinn? Kéint dat och Englesch sinn?

- Och d'Mammesprooch vum Kand soll no Méiglechkeet ënnerstëtzt ginn, mat allen Aschränkungen, déi eben déi Villfalt, déi mer hunn, nun emol mat sech bréngt. Dat stellt natierlech fir d'Léierpersonal eng grouss Erausforderung duer. Et gétt jo eng Rei Pilotprojeten, wou zum Beispill an de Spillschoulen d'Mammesprooch gefërdert gétt. Gétt et do och schon eng Linn, wéi dës Förderung op nationalem Plang kann ëmgesat ginn? Wéi kënnen mer d'Mammesprooch féerden an an engem Franséisch als zweet Sprooch féerden? Tréppelt do net deen een deem aneren op d'Féiss?

An ech mengen, ech hunn och d'Zilsatzung vun der Förderung vum Franséischen an eise Betreuungsstrukturen nach ëmmer net honnertprozenteg verstanen. Ech verlaangen natierlech keen numeresch Zil. Also ech mengen, mir denke jo net ee Moment drun, datt d'Kand misst 50 Wiederer op Franséisch kënnen, fir dierfen dann och an d'éischt Joer Spillschoul ze goen. Dat ass eigentlech just eng Karrikatur, dat ass emol net denkbar. Mä d'Zil ka jo awer och net just sinn, fir mat anere Sproochen a Kontakt ze trieden, well dat geet zu Lëtzebuerg automatesch. Dat geschitt velle Kanner zu Lëtzebuerg schon, wa se un de Kaffidësche setze kommen doheem, well d'Elteren heiansdo schon zwou verschide Sproocher schwätzen, oder ënnerwer fir an d'Schoul, wann d'Nopeschkanner derbäikommen, an natierlech am Klassenfall ass déi Méisproochgeeket och all Dag do.

Ech betreiben am Moment e puer Unisstudenten am Stage. D'lescht Woch war ech an enger Schoukklass an der Stad Lëtzebuerg, eng ganz normal Klass, en drëtt Schouljoer, haut Cycle 3.1. A vun deene 15 Schüler sinn der 12 frankofon, a fir 3 ass déi däitsch Sprooch méi no bei hirer Mammesprooch: 2 Lëtzebuerger Kanner, 1 russesch Meedchen. An elo seet ee vläch: „Dëst ass bestëmmt keng typesch Lëtzebuerger Schoukklass.“ Mä wat ass dann eng typesch Lëtzebuerger Schoukklass?! Ech mengen, ee vun de Charakterzich vun enger typesch Lëtzebuerger Schoukklass ass ebe grad just d'Sproochvillfalt an déi kulturell Villfalt.

Ech hunn och natierlech déi Dokumentatioun vum Ministère gelies. An och de Ministère seet a sengen Texter, datt de Migrationshannerrond just ee vun de Faktoren ass, déi de Schouléchec erklären. An och an dësen Texter steet, datt et d'Zesummespill vun sozioökonomesche Milieu a vum Migrationshannerrond ass, dat d'Problemer grouss mécht. An dat sinn iwwerregens och Aussoen, wéi mer se all Kéiers erëm an de PIRLS- a PISA-Etüde gesot kritt hunn.

Also ech stelle mer nach ëmmer e bësse d'Fro: Wat sinn d'Ziler vun der Sproocheförderung an de Betreuungsstrukturen? D'Lëtzebuerger Sprooch stärkeken, dat verstinn ech. Ech mengen, datt ass kloer, dat ass en Acquis. D'Mammesprooch stärkeken, dat liicht mer och an, ech weess just net esou richtig, wéi mer et maachen.

An dann eben: Wierklech Franséisch léieren? Wann dat d'Zil ass, da mussen mer selbstverständlech an der Spillschoul an am éischte Schouljoer weiderfueren. Vill vun eis hunn an hirem direkten Émfeld, an hirem Familj scho materiel, datt e Kand dräi Joer an enger franséischsproocheger Crèche war, dunn ass et zu Lëtzebuerg an d'Spillschoul gaangen, dunn an d'éischt Schouljoer. A wéi am zweete Schouljoer d'franséisch ugaangen ass, du war praktesch alles vun deem fort, wat vu Franséischkenntnisser an der Crèche opgebaut ginn ass.

Op enger Table ronde vun der Grénger Stëftung ware sech och all Intervenanten eens, datt, wa mer an de Crèche mat de Kanner Franséisch schwätzen, da mussen mer dat och an der Spillschoul an am Cycle 2 weiderféieren, fir datt net alles vergiess ass, wann et escht gétt mam Franséischen. Op darselwechter Table ronde hat eng Cheffin vun enger privater Crèche erzielt, wéi si d'Förderung vum Franséischen, vun der franséischer Sprooch organisiert: Si huet ee belschen Educateur gradué agestallt. Esou einfach kann zum Beispill de Modell funktionéieren: eng Persoun, eng Sprooch - wann een an enger privater Crèche ass. Mä dat ass jo awer e Modell, deen een net ëmdenke kann op de fonctionariséierte Schoulbetrieb.

Ech hu mat Intéress den Accord gelies tëschent dem Ministère an dem SNE iwwert de Cycle 1. Iwwert de Cycle 2 hunn ech nach näischt gelies an do froen ech mech... Do stinn eng Rei Saachen dran, déi ech alleguerten sénnvoll an nützlich fannen, mä déi awer zum Deel och wéineg revolutionär sinn. Ech mengen, d'Personal huet schon ëmmer och Lidder op Franséisch gemaach an och ëmmer Friemsproocher e bësseleche matabezunn. Ech froe mech, ob do awer nach eppes nokëent a wéi dat eventuell ausgesät.

Här Minister, ech si gare mat alle Wëssenschaftler averstanen, déi soen, datt kleng Kanner mat Lichtegeket eng nei Sprooch léieren. Ech wiere mech awer dergéint, wann doraus geschlussfolgert gétt, datt de Kapp vun engem klengen Kand eppes wéi e Schwamp ass, dee begierlech alles opsuckelt a späichert an no Bedarf erëmgëtt. An ech wiere mech och dergéint, datt gare vergiess gétt, datt eng Rei Kanner wuel Schwieregeekete mat der Méisproochgeeket hunn!

Ech hat viru Kuerzem am Kader vum „Pairing Scheme - Politik trifft Recherche“, enger ganz flotter Initiativ vum FNR an der Chamber, en

Abléck an d'Aarbecht vun enger klenger Fuerschungsgrupp op der Uni Lëtzebuerg. An déi Fuerschungsgrupp huet sech zum Beispill mat Froe beschäftegt wéi: „Solving arithmetic problems in first and second language: Does the language context matter?“ An d'Antwort ass kloer: Yes, it does!

Mir ware gëschter mat der Éducationunskommission eng Crèche op Esch besichen, eng vun den aacht Crèchen, déi beim Pilotprojet Méisproochegkeet matmaachen. Et war eng ganz interessant Visitt mat enger ganz interessanter Diskussioun, wéi dës Struktur de Pilotprojet ugeet. Hei ginn 58 Kanner betreit, 56 sinn net Lëtzebuerg. Och dat ass eng „typesch Lëtzebuerg“ déi kéier net „Schoulklass“, mä Betreuungsgrupp. Et gëtt vill vun den Erzéier iwwert d'Sprooch nogeduecht.

Éischt Erkenntnis: Et ass wichteg, datt déi Kleng sech kënnen agewinnen an do ass et eng grouss Hëllef, wa se sech an hirer Mammesprooch kënnen ausdrécken, souwäit wéi dat méiglech ass. Wann et heescht: „Mir schwätze just Lëtzebuergesch“, dann di vill Kanner kee Mond méi op, well se da kee Moyon hunn, fir sech auszudrécken.

Zweet Erkenntnis: Et ass wichteg, Strukturen an den Émgang mat der Sprooch ze kréien, méi systematesch un d'Schwätzeliéieren erunzegoen.

Dritt Erkenntnis: Alldaagsproblemer sinn am Moment an där Struktur, wou mer waren, méi wichteg wéi den „Français“. De François, dat ass déi Popp, déi nëmme Franséisch schwätzt.

A véiert Erkenntnis: Dat sozioekonomesch Umfeld suert fir Problemer, datt eis Aen an Oueren opgaange sinn: Defizitter bei der Mammesprooch, der lesskultur, der Hygiène. Wéi gesot, dem François, där Popp, déi nëmme Franséisch schwätzt, gëtt och an där Grupp, déi mam Pilotprojet schafft, am Moment éischter eng kleng Nieweroll zougeduecht. An dat ass eppes, wat mech eigentlech absolutt berouegt huet. An dat ass dann och eng Fro: Wa mer esou flexibel dorunner eruginn, liesen ech énnert dem Stréch: Mir si bereet, méi Moyenen an d'Sproocheförderung ze setzen. An dat ass eppes, wat mech absolutt begrëissen.

Ech hat och laang Zäit gemengt, datt, wa mer de kleng Kanner eng zousätzlech Sprooch géifen ubidden, da géife mer hinne jo näischt ewechhuelen. Dat ass, zumools wa mer och nach eng zousätzlech Persoun astellen, déi déi Sprooch da verkierpert, a mengen Aen awer net déi ganz Wourecht. Mir huelen dem Kand nämmlech awer e bëssen Zäit ewech, Zäit, déi d'Kand soss géif notzen, fir seng Motorik ze üben, mat senger Schouלקonferenzen ze spillen, seng Mammesprooch ze valoriséieren a Lëtzebuergesch ze léieren.

Domat wier ech da bei deem leschte Punkt ukomm, deen och ganz aktuell ass an deen ech nach ganz kuerz wëll uschwätzen - meng Zäit, déi enorm laang war, geet zum Enn, mä, Här President, ech gi färdig am Rame vun där Zäit -, d'Förderung vun der Lëtzebuerg Sprooch an der Lëtzebuerg Schoul.

De leschte Freideg hat d'Chamber de Jugendkonvent hei zu Besuch. An de Sujet, iwwert deen déi Jonk de ganzen Dag diskutéiert haten, war „Integratioun an Diskriminatioun“. Et waren immens vill Jonker tëschent 15 an 30 an d'Chamber komm, also am Alter tëschent 15 an 30. Mä et waren der, ech géif mengen, no un honnert, déi an d'Chamber komm sinn. Iwwer honnert! Den Här Chamberspräsident, den Här Minister Meisch, d'Kollegen Anne Brasseur, Laurent Zeimet an Eugène Berger waren och derbäi - net bei deene Jonken, déi sinn awer schonn e bësse méi all!

#### (Interruption)

Ech war beandrockt, wéi direkt an onkomplizéiert déi Jonk engersäits d'Sproochlech Toleranz an Oppenheet an anerersäits eng Stärkung vun der Lëtzebuerg Sprooch op alle Pläng fuerderen. Si soen, mir sollten eis net ze schued sinn, eist Brout op Franséisch kafen ze goen. Si soen: „Paräis huet den Eiffel-Tuerm, Pisa huet de schifen Tuerm a Lëtzebuerg huet d'Méisproochegkeet.“ Si soen awer och, datt Lëtzebuergesch hinne wichteg ass als Sprooch vun der Integratioun, der Inklusioun, datt si ganz houfreg sinn op hir Sprooch, datt mer eis Sprooch musse widerentwéckelen. Och dat hu se gesot: „Mir musse se widerentwéckelen, mir sinn nach net op engem Punkt, wou ee viles ka maachen, wat ee sech vläicht an der Zukunft denke kann“, an datt d'Lëtzebuerg Sprooch soll méi präsent sinn an der Schoul.

Ech hunn de leschte Freideg um Jugendkonvent gesinn, wéi een onbafaange mat eiser Sprooch émgoe kann. Et ass kee Widdersproch, oppen, tolerant, auslännerfrëndlech ze sinn a sech gläichzäitig staark fir d'Förderung vun der Lëtzebuerg Sprooch anzesetzen. An natierlech soll d'Lëtzebuergesch an eise Schoule präsent sinn. Mä och d'Lëtzebuerg Sprooch soll hei net als Barrière gebraucht ginn, geneesou wéineg wéi all aner Sprooch an eise Schoulen!

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit an ech si gespaant op d'Bäitrag vu menge Kollegen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. An d'Madamm Hansen fir d'CSV ass scho prett.

#### Débat

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Ech soen och dem Här Adam Merci, well ech hunn definitiv nach ni esou vill gelies an diskutéiert iwwert d'Sprooch wéi déi lescht Wochen, an ech géif souguer bal menge Méint. An ech hunn och eppes Berouegendes geléiert beim Liesen: Och eist Gehir ass nach immer plastesch genuch, fir ze léieren, och fir Sproochen ze léieren. Gott sei Dank!

Eis Méisproochegkeet ass wierklech e groussen Atout an do solle mer alles maachen, fir dee kënnen bäizebehalen. Hei zu Lëtzebuerg schwätzt an der Moyenne een Awunner 3,6 Sproochen, inklusiv d'Mammesprooch. Mir hunn also hei zu Lëtzebuerg d'Zil vun der Kommissioun, nämmlech datt d'EU-Bierger sollen L1, d'Mammesprooch, plus zwou aner Sprooch kënnen, erreicht. Dat heescht awer elo net, datt mer eis kënnen liddereg an d'Fotell leeën a soen, wéi gutt datt mer wieren, well esou gutt si mer leider net.

Et leeft net alles optimal. Mä, an ech mengen, och doriwär wäerte mer eis eens sinn, et ass och keng kleng Erausforderung, fir an engem offiziell dräisproocheg Land mat vill Immigration e funktionéierend Sproochkonzept ze erschaffen. Wéi gesot, et ass eng grouss Erausforderung, mä et ass eng lounend Erausforderung!

Fir déi tatsächlech Situatioun ze veranschaulichen, e puer Zuelen an e puer Aussoen zum Sproochenunterrecht an eise Schoulen: Franséisch - bis Enn 5<sup>e</sup> hunn eis Schüler esou vill Franséisch, wéi wa si annerhaleft Joer laang mat 30 Stonnen an der Woch soss näischt géife maache wéi Franséisch. An trotzdem hu mer am Franséische vill Daten, trotzdem d' sech vill Lëtzebuerg an och Netlëtzebuerg, zum Beispill och eis portugisesch Kanner, schwéier mam Franséischen. Do muss also eppes schiflafen.

An engem Interview am „Lëtzebuerg Wort“ vum 7. März 2014 sot den Här Marc Barthelemy, Premier conseiller de Gouvernement: „Weder an der Grondschoul nach am Lycée hunn d'Kanner Franséisch gären. Si haassen, verabscheuen et souguer.“ Den Här Adam sot dat och. Hie sot och, datt d'Aart a Weis, wéi d'Franséisch ouseignéiert gëtt, net onbedéngt invitéiere géif, fir et gären ze hunn, au contraire! Wéi kann ee Freed un enger Sprooch vermëttelen, wou an éischter Linn emol op e Koup Regeln an Norme gepocht gëtt? „Souguer déi frankofon Kanner ginn op déi Manéier dégoûtéiert vun hirer eegener Mammesprooch“, seet den Här Marc Barthelemy. Franséisch ass d'Selektiounssprooch. Si provoziéiert déi meescht Echecken an eise Schoulsystem. Dat ware relativ haart Wieder aus dem Ministère.

Nieft dësem „Franséischproblem“, nennen ech en emol, ass awer och nach d'Tatsaach, datt 45% vun den Néngjäregen, déi an eise Schoule sinn, déi allgemeng national Lieskompetenzstandard net errechen. Dat ass awer eng Grondvoraussetzung, fir duerno kënnen Sproochen ze léieren.

All dës Feststellungen an Aussoe leeën et no, de Friemsproochenunterrecht, d'Manéier, wéi d'Friemsprooch geléiert gëtt, nei ze iwwerdenken, well een Zäitproblem kann et net sinn. Besonnesch déi éischt Jore si ganz wichteg. Hei ginn d'Jalone gesat fir déi Jore duerno. Well wann ee Kand bis emol d'Flemm huet mat enger Sprooch, da gëtt et schwéier, eng nei Motivatioun ze fannen.

Ech hunn elo relativ laang iwwerluecht, wéi ech dës Interpellatioun sollt opdeelen, well et ass definitiv illusoresch, an 30 Minuten dee ganze Sproochenunterrecht ze behandeln. Ech hunn dann decidéiert, fir meng Interventioun nom Schoulsystem opzedeelen, also fänken ech beim Fondamental un, respektiv ech géif gäre beim Fondamental ufänken, mä well den Här Minister déi multilingual gratis Kannerbetreiung als een Deel vun der Sproochproblematikléisung wëllt aféieren, muss ech och nach kuerz heirop agoen.

Als Ziler huet den Här Minister genannt: Déi auslännesch Kanner solle besser Lëtzebuergesch léieren, lëtzebuergesch Kanner solle mam Franséische vertraut ginn, fir d'Sprooch duerno net als Hürd ze gesinn. „D'Lëtzebuerg hunn d'Flemm an der Schoul mam Franséischen“, sot den Här Meisch. „Si sollen esou Spaass kréien an ongläich Startchancé sollen duerch eng besser Sproocheförderung ausgeglach ginn.“

Op der Table ronde vun der Grénger Stéftung, wou ech leider net konnt derbäi sinn, wou awer eis Mataarbechterin, d'Jill Audrit, do war, huet den Här Meisch dunn awer op d'Fro no der Zilssetzung vun der multilingual Kannerbetreiung gesot: „Mir setzen eis keng Ziler; an der nonformaler Ausbildung gi sech keng Ziler gesat.“ Bon, da brauch ee jo och net ze evaluieren, ob een eppes erreicht huet. Mir ginn also 80 bis 100 Milliounen pro Joer aus, ouni ze wëssen, wat mer wellen.

Als CSV soe mer ganz kloer, datt mer dës multilingual gratis Kannerbetreiung ouni wëssenschaftlech Konzept - där ass keent do - net brauchen. Bei deene ganz kleng Kanner soll de Stat net probéieren, den Elteren, déi sech doheem ëm hir Kanner wëlle bekëmmeren oder déi ganz bewosst hir Kanner an eng Crèche wëlle ginn, wou zum Beispill nëmme Lëtzebuergesch geschwat gëtt, oder - firwat net? - wou Däitsch geschwat gëtt an esou weder, ee schlecht Gewëssen andreiwen, andeems datt d'Regierung indirekt seet: „Wann Är Kanner net an déi multilingual Crèche ginn, da wäerte si herno an der Schoul manner gutt virukommen.“

Ech brauch awer och keng Glaskugel ze hunn, fir kënnen ze soen, datt d'Ugebuert uegheoll gëtt, net onbedéngt well jiddwereen dovunner iwwerzeegt ass, datt seng Kanner ab engem Joer scho musse multilingual opwuessen, mä well et ganz einfach gratis ass.

D'Regierung zwéngt also indirekt hir Siichtweis vun der Kannererziéung den Elteren op. An déi Ausso, déi immer an dësem Kontext kënnt, datt kleng Kanner méi séier léieren, ass eng simplistes Ausso. D'Hypothesen vun där sougenannter „kritischer Period“ gëtt an deem Fall dacks zitéiert. D'Gehir wär, fir ze léieren, just fir eng kuerz Zäit rezeptiv. Et misst also vum Virdeel vun der „Plastizitéit“ vum Gehir profitéiert ginn, fir déi zweet Sprooch esou fréi wéi méiglech ze léieren.

Mä dës Theorie gëtt mëttlerweil ganz staark relativéiert. Ech recommandéiere jiddweringem, vum Patsy M. Lightbown de wëssenschaftlechen Text - deen och d'Unesco als Richtlinn hält fir hire Rapport iwwert d'Sproocheliéiere vun de Kanner mat ënnerschiddlechem sproochleche Background - ze liesen: „Easy As Pie?“ - awer mat Fragezeichen, net mat Ausrufezeichen - „Children Learning Languages“. D'Gehir bleibt dat ganz Liewe laang fäeg, fir méi Sproochen ze léieren. Et gëtt, fir d'Sproochen ze léieren, keng „kritesch Period“. Et muss een also net schonns mat engem Joer ufänken, déi zweet Sprooch ze léieren.

Aner Ënnersichungen aus den USA hunn erginn, datt Kanner, déi déi zweet Sprooch méi spéit léiere mat engem zolitte Background an der Mammesprooch, der éischter Sprooch vum Kand, méi Chancen hunn an der Schoul, déi zweet Sprooch ze léieren. D'Mammesprooch kéint een also och als „d'Mamm vun de Sproochen“ bezeichnen.

Ass dann elo déi multilingual gratis Kannerbetreiung kompatibel mat dëse Fuerschungseresultater? Feststeet, datt d'Mammesprooch eng wichteg Basis ass, fir eng zweet Sprooch ze léieren. Et ass also net onbedéngt falsch, wann eis portugisesch Kanner an eng Crèche ginn, wou och Portugisesch mat hinne ka geschwat ginn. Ass et do un enger Regierung, fir virzeschreiben respektiv indirekt virzeschreiben: Eng Crèche mat virun allem Franséisch a Lëtzebuergesch ass gutt? Domadder gi mer dat falscht Zeechen. D'Mammesprooch muss wäertgeschätzt ginn. Domadder ginn d'Startchancé fir eis portugisesch Kanner net onbedéngt verbessert, wat jo awer zumindest am Ufank emol sollt en Zil sinn.

Ech wëll awer och soen, datt Kanner, déi doheem mat zwou Sprooch grous ginn, wou déi zweet Elterendeeler konsequent hir Mammesprooch schwätzen, datt dat eppes ganz anescht ass. Mä dat kann een an enger Crèche net errechen.

#### (Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Wann ech dann nach emol op meng Fro vu virdu kommen: „Ass dann elo déi multilingual gratis Kannerbetreiung kompatibel mat dëse Fuerschungseresultater?“, da muss ech soen: Ouni wëssenschaftlech Konzept an ouni wëssenschaftlech Resultater, déi dat Konzept géife beleéien, a béides ass net do, ass d'Fall unzezweifelen. Et kéint ee bal mengen, et kéint ee risegt gesellschaftlech Experiment mat eise Kanner ginn.

Als CSV soe mer also zur multilingualer Kannererziéung ab engem Joer: Et schuet hoffentlech net vill; et bréngt net vill, wann iwwerhaupt eppes, mä, an dat steet fest, et kascht vill - 80 bis 100 Milliounen pro Joer -, an dës Suen, zumindest een Deel dovunner, kéinte mer am Enseignement ab dem Cycle 1 besser asetzen.

Als CSV soe mer och: Mer hu genuch Zäit ab dem Cycle 1, Précoce plus Spillschoul, fir eis

Kanner d'Sproochen ze léieren. Mer hunn och nach genuch Chantieren, déi mer kéinten opmaachen ab dem Cycle 1. Wann uewen eppes net klappt, dann déngt et näischt, fir ënnen eppes derbäizesetzen. Dat kann net d'Léisung vun eise Problemer sinn.

De Cycle 1 ass an den Ae vun der CSV also dee Stadium, wou kann ugefaange ginn, spilleresch ze léieren. An hei kann ee méi maache wéi dat, wat bis elo virgesinn ass. Hei kann ee méi geziilt - ech betounen: geziilt - un der Sproocheförderung schaffen. An duerfir hunn ech och keng Loscht, op dem Här Meisch säin neien Accord mat der SNE iwwert de Plurilinguisme am Cycle 1 anzegoen. Et soll elo op Franséisch gesonge ginn an esou weider. Ech mengen, dat war och elo schonns de Fall. Och elo schonns hunn eis Kanner de „Frère Jacques“ gesongen. Wahrscheinlech ass bis elo och schonn op Däitsch gesonge ginn; ob dat elo nach erwünscht ass, weess ech net.

#### (Interruption par M. Gilles Baum)

Ee richtegt... Wat gelift?

► **M. Gilles Baum (DP).** - Si hu jo awer kee Schued fortgedoen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Majo, ech hu jo gesot: Et ass net vill Neies! Et ass näischt Neies, et ass...

#### (Interruption par M. Gilles Baum)

Majo dofir brauche mer net vill ze änneren. Musse mer dofir 100 Milliounen asetzen an investéiere fir näischt Neies?

#### (Interruptions)

Also ee richtegt Konzept hunn ech op jidde Fall net erkannt an ee wëssenschaftlech Konzept hunn ech scho guer net erkannt.

An den Ae vun der CSV soll eng Haaptaufgab vum Précoce weiderhin d'Integratioun iwwert déi lëtzebuergesch Sprooch sinn. Et ass wichteg, och fir eis sozial Kohäsioun, datt d'Kanner eng gemeinsam Sprooch hunn. An iwwer 80% vun eise Kanner maachen dee ganze Schoulparcours hei zu Lëtzebuerg. Mam Précoce hu mer eis e formidable Integrationsinstrument ginn - de Bilan huet dat gewisen -, a mer sollen dat net nëmme finanzéieren, mä mer sollen dat och optimal notzen. Et muss nach méi geziilt dran investéiert ginn, fir datt all Kand iwwert d'lëtzebuergesch Sprooch eng zolidd Basis fir dat weidert Sproocheliéiere kritt.

An och de Kanner hir Mammesprooch soll weiderhi wäertgeschätzt ginn. An den Eltere muss kloer vermëttelt ginn, datt si doheem sollen d'Mammesprooch vun de Kanner féerden. De Précoce iwwerhëlt dee Moment d'Förderung vum Lëtzebuergesch. Sou gi mer all eise Kanner eng zolidd Basis, fir d'Sproochen ze léieren, eng gutt Virbereedung op de lëtzebuergesche Schoulparcours.

Wa mer also soen, datt am Précoce schonns méi geziilt soll un der Sproocheförderung geschafft ginn, da misst awer am Sënn vun der Chancégerechtgekeit an alle Géigende vum Land garantéiert sinn, datt fir all Kand wärend der normaler Schoulzäit eng Plaz zur Verfügung steet am Précoce.

Wéi gesäit den Här Meisch iwwerhaupt d'Beideutung vum Précoce? Wëllt hien all Energie an natierlech och finanziell Méttelen drusetzen, fir genuch Plazen ze schafen an een Hand-an-Hand vu Précoce a Maison relais ze organiséieren? Oder wëllt hien d'Éiwer de Crèchen iwwerloosen, well déi gratis Kannerbetreiung geet jo bis véier Joer an de Précoce ass vun dräi bis véier Joer?

#### (Interruption par M. le Ministre Claude Meisch)

D'Crèchen, hat ech gefrot.

#### (Interruption par M. le Ministre Claude Meisch)

D'Fro war just, ob Der wëllt konkret alles an de Précoce setzen. Oder wëllt Der méi spezifesch d'Crèché féerden?

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Madamm Hansen, wann ech gelift...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Mä den Här Minister huet mech gestéiert.

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Neen, et ass gutt. Wann ech gelift, Här Minister, Dir kënnt dat herno alles klären, soss geet et duerjerneen. Madamm Hansen, fuert Dir elo emol virun, wann ech gelift!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Nieft den organisatoreschen an infrastrukturelle Problemer soll ee sech awer och am Cycle 1 mam Inhalt a mat der ugewannter Methodik an Di-

daktik beschäftegen. Wat si genau d'Ziler vum Cycle 1? Si se konkret genouch definéiert?

Et kann een am Cycle 1, ech hunn et schonns gesot, méi maachen a puncto Sproocheförderung wéi dat, wat am Moment virgesinn ass. Sproochlauer an der geschwäter Sprooch ze erkennen, ass d'Basis vum Lieseléieren. Mat Sproochlauer spillen an an der geschwäter Sprooch entdecken, dat kann ee scho mat ganz jonke Kanner op eng flott a spilleresch Manéier op Lëtzebuergesch maachen.

Et wier och driwwer nozedenken, ob een e bestëmmte Wuertschatz eventuell, deen d'Kanner solle kënnen, sollt definéieren. D'Verknäppchen vum Buschtawe mat Sproochlauer, also d'Wëssen, datt de geschriwwenen „A“ och de Laut „A“, wéi Adler oder wéi Af oder wat och ëmmer, deem entsprécht, kéint een och hei scho mat de Kanner op eng spilleresch Manéier am Cycle 1 op Lëtzebuergesch aféieren. A wëssenschaftlech Resultater weisen, datt d'Kanner d'Alphabetisatioun am Cycle 2 ee gudder Krack méi einfach mécht! A mir wësse jo: 45% vum den Néngjähregen erreechen net déi national Liesekompetenzstandarde. Dat ass dramatesch! Hei muss dru geschafft ginn. Dat kann ee schonns am Cycle 1 maachen, mä awer wann ech gelift mat engem Konzept.

Mir brauchen och konkret Hiweiser op eng Rei vu Methoden, déi kënnen ugewannt ginn. Mir brauchen deemtspriechend didaktesch Material. Aus enger Etüd vum der Madamm Engel an der Madamm Krämer vum der „Uni.lu“, un där iwwer 400 Enseignanten deelgeholl hunn, geet ganz kloer ervir, datt déi grouss Majoritéit vum de Gefrotene frau wären, fir op wëssenschaftleche Kenntniser baséierend didaktesch Material zur Verfügung ze hunn. An och schonns am Cycle 1 missten nach méi Efforte gemaach ginn, fir d'Kanner mat engem Risiko op eng spéider Léierschwierigkeit am Beräich vum der Sprooch ze identifizéieren a richteg ze ënnerstëtzen. Hei zielt wierklech: Wat méi fréi, wat besser!

Et muss sech elo erausstellen, wéi déi nei spezialiséiert Enseignanten um Terrain aktiv ginn. Egal wéi muss se spezifesch fir Lëtzebuerg géeege Diagnostik- an Interventiounsinstrumenter ausgeschafft ginn. Déi gétt et am Moment nach net. Elo wier et interessant, vum Här Minister ze wëssen oder ze héieren, ob hien där ausschaffe wëllt loosse.

De Cycle 1 wär also schonns emol een éischte Chantier, dee kéint opgemaach ginn.

Da kommen ech zum Rescht vum Fundament. De Cycle 2 ass de Cycle vum der Alphabetiséierung. Eis Alphabetiséierungssprooch ass Däitsch. Déi lëtzebuergesch Sprooch ass eng gutt Grondlag fir d'Alphabetiséierung op Däitsch. Eng aner Etüd, dës Kéier vum der Madamm Engel an der Madamm Ertel, huet bewisen, datt, wann ee Kand gutt Lëtzebuergesch kann, datt et dann och besser Däitsch léiert, an dat och bei de portugisesche Kanner. Also een zousätzlech Argument, fir am Cycle 1 ganz gezielt déi Lëtzebuergesch Sprooch ze férdere an net och nach Franséisch. An d'Kanner virun allem jo net, well mer op Däitsch alphabetiséieren. Och am Cycle 2 brauche mer eng Upassung vum didaktesche Material, idealerweis duerchgängeg an opbauend op de Cycle 1.

De méndleche Wuertschatz, dee soll geléiert ginn, kéint och iwwerkuckt ginn. Am Moment ginn et do zum Deel nach onméiglech Wieder. Fir den „Ü“ ze léieren, steet do „Überholverbote“. Ech weess net, ob dat d'Kand staark interesséiert. Fir den „Ä“ ze léieren, steet do „Aquatör“. Ech weess net, wéi ee Kand weess, wat den Aquator ass. Also dat si just e puer Beispiller.

An der Halschent vum Cycle 2.2, dem zweete Schouljoer also, fänken eis Kanner dann un, mat Franséisch léieren. D'Kanner soll op eng spilleresch Aart a Weis geschéien. Leider hunn d'Kanner, wéi eng weider Etüd vum der Madamm Engel beweist, schonns um Enn vum zweete Schouljoer keng Loscht, kee Spaass méi um Franséischen! Si huet 146 Kanner, déi doheem Lëtzebuergesch schwätzen, um Enn vum zweete Schouljoer gefrot, ob si Franséisch gären hätten. Nëmme 12% hu jo gesot um Enn vum zweete Schouljoer, wou d'Franséisch soll op eng spilleresch Aart a Weis agefuert ginn, wou et de Kanner jo misst Spaass maachen!

De Contraire ass de Fall. Firwat? D'Enseignantë soten, et wier net méiglech, spilleresch ze schaffen, well de Programm an Drëtten esou intensiv wär, datt si einfach schonns méi missten am Zweete maachen, soss géifen d'Schüler duerno ewechfuere. Do leeft also eppes schief!

Elo kann ee sech méi Froe stellen. Et kéint ee sech zum Beispill och froen: Muss se esou

fréi mat der zweeter Friemsprooch ufänken? Kéint een do net an déi Richtung iwwerleeen, fir eréischt am Cycle 3.1 mam Franséischen, dann, wann déi éischt Friemsprooch schonns besser gefestegt ass, unzefänken?

An zweetens virun allem: Muss se wierklech all méiglech Onregelméissegkeete léieren? Brauche mer all déi verschidden Zäiten, déi geléiert ginn?

Mir sollen eis souwiso bewusst sinn, datt net alles, wat ënnerriicht gëtt, och tatsächlech geléiert gëtt. Dat Bild vum Trichter, wou een alles uewen eraschütt a wat dann do bleift, dat stëmmt leider net! En Duerchkämme vum der Programmer aus dem Fundamental ass also absolut noutwendeg!

Géif et net zum Beispill duergoen, wann d'Kanner den Indicatif présent, de Futur simple an de Passé composé (veuillez lire: am Ufank) géife léieren? An der Europaschoul, mir waren déi lescht Woch oder déi viereg Woch do, maache si dat iwwer esou, a mat besseren Ofschlussresultater herno wéi mir an eisem Schoulsystem. Mat d'esen dräi Zäite ka schonns vill mat der Sprooch gemaach ginn, ka se op ënnerschiddlech Aart a Weis ganz praktesch ugewannt ginn, wat natierlech fir d'Motivatioun gutt wär. Well virun allem déi ass wichtig! Hei muss se mer also dru schaffen.

Ech widerhuelen nach eemol, den Här Barthelémy, dee seet: Ab dem drëtten Schouljoer fänkt den Enseignement vum Franséischen op eng ganz formaliséiert Aart a Weis mat grammatikaleschen an orthografesche Regeln, mat Vokabelsleschten, mat irreguläre Verben an esou weider un. „Schonns direkt am Ufank“, ech zitéieren d'Enseignanten, „fuere vill Kanner am Franséischen ewech.“

Ech hu jo vill gelies, fir mech heirobber virzebeeden. Ech hunn och gelies, wien d'Friemsprooch als éischt geléiert huet: Dat waren d'Pateren an de Kléischer. Si hunn d'Sprooch misse léieren, fir a friem Länner pilgieren ze goen, fir sech do kënnen auszedrecken. A wéi hu si et geléiert? Si haten nach keng Bicher, si haten och kee Computer. Si hunn also hir Vokabelen an een Heft missen opschreiwen, wat se da mat op d'Rees geholl hunn.

Dës Method gëtt bei eis, wann ech et emol iwwerspëtzt géif ausdecken, zum Deel nach ëmmer ugewannt. Mä wou pilgere mer dann hin? Besonnesch beim Franséische brauche mer eng aner Methodik. Speziell methodesch Richtlinie sollen ausgeschafft ginn - et ass net einfach -, idealerweis och hei erëm en duerchgängeg Konzept. Well eis Kanner goufe schon op Däitsch alphabetiséiert, wa si léiere Franséisch liesen a schreiwen. Et kann een also op d'Alphabetisatioun op Däitsch opbauen. Och heifir gëtt et Methoden. Dat gëtt awer am Moment net gemaach.

An ech wëll hei definitiv net den Enseignanten a Virwurf maachen, well si maachen dat, wat virgeschriwwen ass. Mä d'esen Iwwerschaffe vum der Virgoensweis, fir d'Sprooch ze léieren, d'Entrümpele vum eise Programmer, muss vu Sproochspezialisten gemaach ginn an Zesummenaarbecht mat den Enseignanten, de Leit vum Terrain.

Dann nach e leschte Punkt zum Fundamental. Et gëtt néierens esou eng grouss Diversitéit vu Schüler wéi am Fundamental. An et ass eng Illusioun, ze denken - a mir kucken do ganz dacks mat Scheiklappen -, datt den Enseignant et fäerdegbréngt, fir all Schüler op sengem Niveau ze férdere an ze fuerdere.

Duerfir widerhuelen ech meng Ausso, déi ech op d'esen Plaz schonns méi dacks gemaach hunn: Dat differenziéiert Schaffe muss tatsächlech erméiglecht ginn. An an deem Sënn wär et, eiser Meenung no, méi sënnavoll gewiescht, fir een Deel vum där 80,100-Milliounen-gratis-Kannerbetreuung an d'esen Beräich ze investéieren.

Ech denken och, datt d'Hausaufgabenhëllef respektiv d'Nohëllef emol sollt analyséiert ginn, datt d'Méiglechkeete vum enger besserer Zesummenaarbecht an d'esen Beräich mat de Maison-relais solle gekuckt ginn. An hei geet et net drier, esou wéi den Accord et virgesäit, datt d'Raimlechkeete kënnen gemeinsam genotzt ginn. Vläch kéinten duerch eng verbessert Nohëllef, duerch eng verbessert Hausaufgabenhëllef, d'Bildungsënnerscheeder, déi sech, wéi den Här Adam gesot huet, och ganz staark op de sozioekonomeschen Hannergrond vum de Kanner bezieen, reduzéiert ginn.

Ech erënneren do - ech kommen aus dem Norden - un de Bildungsbericht 2015, do ass de ganzen Norde gréng. D'Majoritéit vum de Kanner aus dem Norde geet an den Enseignement secondaire technique a gréng war d'Zeeche vum engem niddrege sozioekonomeschen Hannergrond. Dat ass dramatesch an do muss dru geschafft ginn!

Wat wëllt den Här Minister maachen, fir méi gezielt dat differenziéiert Schaffen an de Schoulen ze férdere? Ass hie bereet, fir iwwert de Cours d'appui an d'Hausaufgabenhëllef ze diskutéieren?

Ech kommen dann elo zum Secondaire. Wa mer am Fundamental Bildungsstandarde, Ziler festgeluecht hu fir déi eenzel Kompetenzen, wa mer ee kompetenzorientéiert Sproochunterricht am Fundamental hunn, esou hu mer dat a groussen Deeler vum Secondaire leider nach net komplett errecht. Mir brauchen awer ee fléissenden Iwwergang vum Fundamental an de Secondaire.

D'Madamm Delvaux hat an hirem 66-Punkte-Moosnamekatalog ënner anerem festgehalen, fir och am Secondaire Bildungsstandarde fir déi eenzel Kompetenzen ze definéieren. Souwäit ech weess, sinn déi awer leider nach net bis zum Schluss ausgeschafft.

Am Cycle inférieur vum Secondaire technique ass villes geschitt. Och an der Berufsausbildung ass schonns villes geschitt. Mä awer stelle sech eng Partie Froen: Wéi eng Kompetenze brauch e Schüler an de Sprooch am Classique op den eenzelne Sektioneen? Wéi eng Kompetenze brauch en am Régime technique an den eenzelne Sektioneen? A wéi eng Kompetenze brauch en an der Berufsausbildung op den eenzelne Sektioneen an Niveauen?

Wéi eng Sprooch op wéi engem Niveau sinn erfuerderlech, fir kënnen studéieren ze goen? Wéi eng Sproochkompetenzen op wéi engem Niveau sinn erfuerderlech fir déi eenzel Berufler? Eng Sekretärin mat engem Treizièmes-Ofschluss muss bestëmmt aner Kompetenzen am Franséischen hu wéi eng Infirmière oder een Informatiker. Wëlle mer d'esen ënnerschiddlechen Uspréck Rechnung droen? Oder soe mer: „Et ass egal, Treizième ass Treizième, Première ass Première, déi mussen alleguer deeselwechten Niveau hunn.“?

Et wär interessant ze wëssen, wéi den Här Minister d'esen gesäit. D'esen ass nämlech eng kruzial Fro! Ass den Här Minister bereet, d'esen ze diskutéieren?

A wa mer da vu Kompetenzbewäertung schwätzen, wär et sënnavoll, sech um europäesche Referenzkader fir déi verschidde Kompetenzberäicher ze orientéieren. A ganz Europa gëtt ëmmer méi mam europäesche Referenzkader geschafft, fir eben a Richtung Harmoniséierung vum Kompetenzbewäertung ze goen.

Wär et an deem Sënn net sënnavoll, d'Schoulen zum Deel akkreditéieren ze loosse? Am Moment kann dat just den Institut national des langues. Wat hält den Här Minister vum d'esen Iddi?

D'Madamm Delvaux hat, wéi gesot, an d'esen Richtung iwwerluecht an hat 2006 op de Premièren en Test gemaach, fir ze kucken, wéi e Sproochniveau eis Baccalauréaten am schrëftleche Franséisch géifen erreechen. D'Resultat war Folgendes: 6,6% vum Enseignement secondaire classique haten den Niveau C2, dat ass jo den héchsten Niveau. 13,2% haten den Niveau C1 errecht, dat heescht knapps 20% haten den C1 a méi.

Ech erënneren do just drun, datt mer gesot kritt hu vum Här Minister, datt bei der multilingualer gratis Kannerbetreuung déijéineg Educatoren, déi fir d'Franséisch zoustänneg wieren, den Niveau C1 missten erreechen. Wa mer dat jo duerchdenken, da misst och d'Spillschouljoffer, déi dann elo dat am Cycle C1 mécht oder och den Educateur am Précoce an och herno d'Schoulmeeschteren alleguer och en C1 hunn. Ech weess net, ob mer déi alleguer fanen.

Knapps 20% hunn den Niveau C1 a méi errecht. 60,38% haten den Niveau C2 (veuillez lire: B2) an och knapp 20% nëmme den Niveau B1.

Elo muss ee sech mat d'esen Resultater zwou Froe stellen: Ass et mat d'esen Resultater realistesch, den Niveau C1 unzestriewen? D'Madamm Delvaux hat an hirem Aktiounsplang de Virschlag gemaach, fir d'esen Niveau am Classique op alle Sektioneen fir d'Grammaire an d'Orthografie unzestriewen. Wat sinn dem Här Minister seng Ziler?

Oder eng Fro, déi sech virdru stellt: Ass hie bereet, sech un den europäesche Referenzkader unzeseelen? Ass hie bereet, konkret ze erreechend Niveaue bei den eenzelne Kompetenzen festzeleeen? An eng zweet Fro, déi ee sech natierlech och muss stellen, ass: Firwat erreeche mer d'esen Ziler net? Wat muss se mer änneren, fir se ze erreechen? D'Methodik, d'Didaktik?

Wa mer eis méi géifen um europäesche Referenzkader orientéieren, misst se mer automatesch méi a Richtung vum engem kompetenzorientéiertem Unterricht goen, misst se mer eis Programmer, eis Methodik an eis Didaktik automatesch upassen.

An da kommen ech nach eemol op d'Motivatioun. Si ass ouni Zweifel ee vun de wichtigste Facteure fir erfollegräich Léieren. An der Schoul léiert de Schüler virun allem fir d'Sprooch, virun allem oder ganz dacks d'Sprooch an Angscht virun enger Datz oder virum Sëtzebleiwen. D'Schoul däerf d'Motivatioun net aus den Ae verléieren! An an deem Sënn muss se méi a Richtung vum enger positiver Evaluatioun goen an net virun allem mat der Lupp no de Feeler siche. An ech géif och hei mengen, wa mer eis méi um europäesche Referenzkader géifen orientéieren, da géif dat och geschéien, da misst se mer och automatesch eis Evaluatioun änneren.

Dann ass déi emotional Astellung vum Schüler zur Sprooch ee weidere wichtige Facteur. Wien also um Inhalt vum Friemsproochunterricht interesséiert ass, léiert se besser. Och do muss se eis froen: Ass do d'Literatur aus dem 16., 17., 18. Jorhonnert hëllefreich? Wär et net och interessant, fir eng Kéier ze trennen, de rene Sproochunterricht vum Sproochléieren an dem Literaturunterricht? A sech dann och vläch d'Fro stellen, fir dat vläch et bessen ze differenziéieren an dem Schüler de Choix ze loosse, wann de Minister wëllt an déi Richtung goen, datt de Schüler kéint d'Wiel hunn tëschent enger éischer Sprooch, enger zweeter oder enger drëtter Sprooch? Ech ginn nach eng Kéier dorop an.

Wat awer och ganz kloer ass, ass, et léiert ee Sprooch an beschten, wann een an enger Emgëgend ass, wou een d'Sprooch absolut muss gebrauchen. Ech zitéieren de Raphael Berthele, Professor fir Méisproochegkeet aus der Schwäiz: „Die Schule ist für Fremdsprachen im besten Falle eine Türöffnerin.“ Duerfir gëtt et jo och déi Riedensweis: „Wann s de wëlls Franséisch oder Englesch léieren, da sich der e franséischsproochegen oder en engleschsproochegen Frënd oder eng Frëndin.“ Dat könne mer elo net jiddwerengem virschreiwen!

Mä mir kéinten awer duerchaus méi an den internationalen Austausch investéieren. Dat könne Stagé sinn: A menger fréierer Schoul sinn zum Beispill sechs Woche Stage an engem franséischsproochegen Land virgeschriwwen. Dat kënnen international Austauschprojete sinn. D'esen Aktivitéite muss se férdere, déi entsprechend finanziell Méttelen zur Verfügung stellen, déi rechtlech an organisatoresch Voraussetzungen schaffen. Och do wier et interessant, dem Här Minister seng Meenung ze héieren.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer vu Sproochunterricht an der Schoul schwätzen, dann däerfe mer dat net lassgeléist vum den anere Fächer maachen. An dat mécht d'Saach natierlech nach méi komplizéiert. Eis Wirtschaftswelt brauch awer net nëmme Leit, déi gutt an de Sprooch sinn, mä och Leit, déi gutt an der Informatik sinn, déi gutt an de Sciencé sinn an esou weider.

D'esen Fächer verollessege ganz däitlech. Wann ech et elo emol géif iwwer driwwer soen, da géif ech soen: Mir maachen am Lycée classique méi Algräichsch wéi Informatik. Doduerch datt mer zu Lëtzebuerg e groussen Deel vum eisen Unterrichtsstonnen an der Schoul op d'Sprooch verwenden, hu mer wesentlech manner Unterricht am Beräich vum de Sciencé wéi an eisen Nopeschlänner.

Dat huet natierlech direkt Konsequenzen. Laut OECD-Bericht scheitert all véierte 15-järege un den einfachste Mathés-Aufgaben an 23% vum de Kanner mat 15 Joer hunn déi normal Basisgrundkenntniser an de Sciencen net. Et muss awer jiddwerengem bewusst sinn, datt och d'Wëssenschaften, an net nëmme d'Sprooch, wichteg sinn, fir sech zum mündelge Bierger ze entwëckelen.

Donieft hunn d'Sprooch an Secondaire iwwert d'Langue véhiculaire och en direkten Afloss op vill Fächer. Op Septième sinn d'Daten an der Mathé bal esou héich wéi am Franséischen. Lait dat vläch och un der Sprooch? Wann et géif un der Sprooch leien, muss se mer eis dann net Froe stellen no alternative Méiglechkeeten? Zu Gréiwemaacher am Lycée an och zu Réiden am Lycée lafe Projeten, fir op de Septième-techniquen de Schüler de Choix ze loosse, d'Mathé op Däitsch oder op Franséisch ze maachen. Den Direkter vu Gréiwemaacher sot, hien hätt erstaunlech gutt Resultater op der Mathés-Olympiad d'esen Joer gehat. Kéint een dat eventuell verallgemengeren an all de Schüler de Choix loosse?

Dann däerf een natierlech och, wann een iwwer Sprooch schwätzt, d'Bedeutung vum Engleschen do net vergiessen. Vill vum eise Studenten gi méttlerweil op engleschsproocheg Unien. Vill Länner, nieft Groussbritannien, zum Deel Holland, enseigneiere méttlerweil, och Lëtzebuerg, op hiren Unien op Englesch. Och Däitschland bitt ëmmer méi Coursen op Englesch un. A souguer a Frankräich ginn et ëmmer méi Coursen op Englesch.



Englesch ass déi international Lingua franca vun der Weltwirtschaft a praktesch all europäesch Land huet Englesch als éischt Friemsprooch. Do muss mer eis froen: Kënne mir eis et nach leeschten, Englesch vis-à-vis vum Franséischen ze vernoléisegen?

Englesch brauch an eisen Ae méi en héije Stellwäert - an do sinn ech enger lichter Meenung wéi den Här Adam -, ech géif et wierklech virzéien, wa mer do scho kéinten op Septième ufänke mam Engleschen. Och wann dat Stonneplangännerunge bedeit, da muss dat eng Kéier gemaach ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Villes vun deem, wat ech gesot hunn, an ech mengen, och do war den Här Adam drop agaangen, erfuerdert méi eng staark Diversifikatioun vun der Offer bei de Sproochen. Am Moment hu mer vill Privatschoulen, sot den Här Adam och, mat engem spezifesche sproochlechen Ugebuert: d'Saint George's International School, d'International School hei zu Lëtzebuerg. Dës Schoulen hunn eng grouss Nofro, sinn awer sécherlech net d'Léisung. Eng Ursach sinn ënner anerem d'Aschreiwungskäschten: Op den Ofschlossklasse leien déi tëschent 13.000 a 17.000 Euro pro Joer! Dat kënnen déi mannt sech leeschten. Si sinn also sozial ganz staark selektiv.

Bei den öffentleche Schoulen deet sech och eppes a leschter Zäit, dat ass och gutt esou: Mir hunn eng öffentlech Europaschoul, mir hunn de Bac international. Mä dës Diversifizierung tëschent de Schoule muss organiséiert a strukturéiert ginn. An do froen ech mech: Wéi gesäit et aus mat engem Plan sectoriel vun dese Schoulen oder wou dës Schoulen och dra sinn? Soss risikéiere mer am städtesche Beräich eng relativ grouss Offer ze kréien, déi mer am ländleche Beräich, opgrond vun enger manner dichter Bevëlkerung, aus Käschtegrënn net kënnen organiséieren. Da géife mer d'Kanner aus dem ländleche Beräich benodeelegen an dat muss verhënnert ginn!

Als CSV soe mer: Jo, mir brauche méi eng grouss Diversifikatioun, mä mir däreft gläichzäiteg, am Sënn vun der Chancégerechtheet, de regionale Standpunkt net aus den Ae verléieren.

An da kommen ech nach eng Kéier zu menger Fro, déi ech scho virdu gestallt hunn: Wëlle mer den ënnerschiddlechen Uspréich vun de Sektouren, den Ausbildungen, oder och den ënnerschiddleche Kompetenze vun eise Schüler Rechnung droen an eisen öffentleche Schoulen, oder soe mer, dat wier egal, all eis Schüler missten an alle Sproochen deeselwechten Niveau hunn, soss wier den Diplom net vergläichbar?

Dir Dammen an Dir Hären, éischtens hu mer hei zu Lëtzebuerg schonns ënnerschiddlech Diplomer. Ee Beispill ass déi agreéiert Europaschoul. Hei ginn och vill Kanner hin, déi eis ganz normal Grondschoul gemaach hunn, déi duerno ganz normal wäerten hei zu Lëtzebuerg um Aarbechtsmaart bleiwen. Si hunn awer de Choix tëschent enger éischer, zweeter an drëtter Sprooch. Jee nodeem, ob si déi éischt, zweet oder drëtt Sprooch wielen, ass den Niveauënnerschied och ënnerschiddlech. Dës Ofschlossschüler hunn och net alleguer Däitsch an Englesch a Franséisch, an awer ass hire Bac unerkannt.

An zweetens kommen och vill Leit op Lëtzebuerg mat engem auslännesche Bac. Muss mer also net och méi Flexibilitéit an eis Lycées, och an eis klassesch Lycées erakréien? Wäer et net méiglech, dem Schüler de Choix ze loossen, fir zum Beispill eng Sprooch mam Zil C1, eng oder zwou aner Sprooche mam Zil B2?

Da muss de Schüler natierlech fir sech de Choix treffen. Wann e wëllt Enseignant am Fondamental ginn, da muss e gutt am Franséischen an am Däitsche ginn. Wann e wëllt Statsbeamte ginn, da muss en eis national Sprooche kënnen. Mä wann e gär wëllt Recherche studéieren, da muss e gutt am Englesche sinn. Hie muss also de Choix maachen.

Mä esou diskriminéiere mer u sech awer net eis Schüler, well, wéi gesot, ech kommen och aner Leit hei op den Aarbechtmarché, déi déi do Sproochen net op deem Niveau hunn.

Wat gesäit den Här Minister an demem Punkt vir bei senger Reform beim Secondaire? Et wier interessant, fir dat ze wëssen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, am Sënn vun der sozialer Kohäsion hunn eis Schoulen eng grouss Verantwortung. Eng méi grouss Flexibiliséierung vun Sproochenunterrecht innerhalb vun eise Lycées géif souwuel déi sozial Kohäsion wéi och d'Chancégerechtheet férdere.

Zesummefassend nach eemol: Mir hu villes unzepak an dem Cycle 1. Mir hu souwuel am Fondamental wéi am Secondaire vill Chan-

tieren, déi missten opgemaach ginn, vill Froen, déi muss beäntwert ginn. D'Sproochen dären net separat gekuckt ginn. D'Schoul muss als Ganzes gesi ginn.

An iwwer eppes muss ee sech och am Klore sinn: Eng Reform am Enseignement, egal a wéi engem Beräich, geet nëmme mat de Leit vum Terrain. An eng Reform vun Sproochenunterrecht ass sécherlech eng grouss Erausforderung, mä eng Erausforderung, déi sech lount an déi néideg ass.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Madamm Hansen. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, et ass net d'Steierreform, et ass och net d'Landesplanung an et ass och net de Congé parental, deen d'Leit dobaussen am Moment am meeschte beschäftegt. Et schéngt mir, wéi wann et d'Sproochesituatioun hei am Land wär. Dat beweist den Erfolleg vun zwou Petitiounen, déi sech mat eiser Sprooch oder eiser Méisproochegheet beschäftegen. Dobäi geet et souwuel ëm den Zougang zu eiser Sprooch wéi och ëm de Gebrauch an den Émgang mat de sougenannte Friemsproochen hei am Land.

D'Sprooch a virun allem déi Lëtzebuenger Sprooch ass een Thema, dat ville Leit dobaussen um Häerz läit. An dofir ass et och gutt, dass mer eis haut domadder beschäftegen.

An eisen Ae soll et weder drëm goen, déi eng Sprooch duerch déi aner ze ersetzen, nach soll et drëms goen, déi eng Sprooch par rapport zu där anerer ze bevirdelegen. Et soll an eisen Ae vill méi drëms goen, keng vun de Sproochen ze vernoléisegen.

Mir sollen eis Méisproochegheet villméi als e wichtige Plus gesinn, ouni dee mer, schon eleng geographesch gesinn, séier un eis Grenze stouss géifen. Op där enger Säit hu mer d'Lëtzebuenger Sprooch, eis Mammesprooch, als Integratiounssprooch e wichtige Bestandteil vun eiser Kultur a vun eiser Identitéit. Op där anerer Säit hu mer awer och déi geliefte Méisproochegheet. An dat sinn zwee Standbeen, op déi mer kënnen an op déi mer och sollen houfreg sinn.

Am Ausland kréie mir Lëtzebuenger oft Luef, dass mir méi Sprooche schwätzen, dass mer se liesen, dass mer se schreien - och wann et net ëmmer perfekt ass, dat ginn ech gären zou -, an dach ass dat, mengen ech, e ganz, ganz grouss Virdeel, deen een net soll an deen een och net däreft op d'Spill setzen.

Ech stelle fest, dass nach ni esou vill Lëtzebuergesch geschriwwen a gelies ginn ass wéi an de leschte Joren. Wann ech déi Jonk kucken, wa se E-Maile schreien, wa se sech SMSe schreien, an ech denken och ganz vill vun eis heibanne gebrauchten d'Lëtzebuenger Sprooch am Alldag net nëmme mëndlech, mä och schrëfflech.

Wa mer e puer Meter hei aus der Chamber erausginn, do ass e grouss Bicherbuttek, a wann ee kuckt, wat alles do steet a Lëtzebuenger Sprooch, da mengen ech, dass d'Angebot fir all Alter immens grouss ass, fir och a Lëtzebuenger Sprooch ze liesen.

Här President, fir déi - entschëllegt, Madamm Presidentin, et ass eng Gewunnecht -, fir d'Lëtzebuergesch Coursen a fir déi Lëtzebuergesch Sprooch gétt och vill gemaach. D'Coursé si ganz gutt besat, d'Nofro ass grouss. A souguer am Ausland gétt Lëtzebuergesch enseignéiert. D'lescht Joer waren am Saarland a Rheinland-Pfalz an a Louthrengen net manner wéi 540 Leit ageschriwwen, fir d'Lëtzebuenger Sprooch ze léieren. Dat weist, dass de Stellwäert, deen d'Lëtzebuenger Sprooch an der Groussregion huet, och ëmmer méi grouss gétt. Et beweist awer och, dass eis Frontaliere sech iwwer d'Lëtzebuenger Sprooch wëlle besser op eisem Aarbechtmarché integréieren.

Wéi ech nach Student war, dat ass awer och schon zimlech laang hier, do hunn ech selwer Lëtzebuergesch Coursé gehalen, mat engem Programm, deen opgebaut war besonnesch op d'Schwätzen. Dat huet geheescht „L wéi Lëtzebuergesch“. Et war e ganz flotte Cours. A wann ech meng Schüler vun deemools haut begéien, da schwätze mer Lëtzebuergesch mateneen. An ech fannen dat ganz, ganz flott.

Ech wëll och nach betounen, datt ab der nächster Rentrée an alle Lycées solle Lëtzebuergesch Optiounscoursen ugebuert ginn. D'Regierung hält d'Fördering vun der Lëtzebuenger Sprooch an eise Schoulen also ganz eescht, an dat net eréischt säit der Petitioun.

Eis Schoulen hunn an deem Kontext eng ganz grouss Verantwortung ze droen. An et ass an de Schoulen, wou d'Kanner am jonken Alter mat verschidde Kulturen, awer och mat ver-

schidde Mammesproochen eng éischt Kéier beienee kommen. D'Schoul huet d'Aufgab, dës Kanner zesummenféieren, déi ënnerschiddlech Talenter ze férdere an hinnen déi beschtméiglech Zukunftsperspektiven ze bidden.

Dës Heterogenitéit ass eppes, wat eis auszeechent - meng Virriedner hunn dat scho gesot -, et ass awer och eng ganz grouss Chance fir eis Gesellschaft. Leider, dat ass och gesot ginn, ass dës Diversitéit och oft den Ursprung vun enger ganzer Rei vun Differenzen. Besonnesch déi sproochlech Barrière bereede ville Schüler hautdesdaags Schwierigkeeten, déi si bis an d'Beruffsliewe begleeden an hinnen och esou munche Steen an de Wee leeën.

D'Demokratesch Partei wëllt keng Schoul, déi sproochlech a sozial Differenze verstärkt. Mir hunn eis ëmmer dofir staarkgemaach, dass all Kand déiselwecht Startchancé kritt a kee soll weinst senger Mammesprooch an der Schoul benodelegt ginn. An et géllt dofir, esou fréi wéi méiglech dee Problem unzegen an déi sproochlech Differenze vun den eenzelen Schüler auszegläichen. Déi geplangte multilingual Fréifördering vum Educatiounsminister Claude Meisch ass do dee richtegen Usaz.

An et ass mir wichtig, op deser Plaz op eng gewësse Polemik ze reagieren. Et ass ganz einfach haut, op de sozialen Netzwerker, besonnesch op deem mat deem grouss wäissen „F“, Saachen ze behaupten, déi bewusst oder onbewusst falsch duergestallt ginn, an dës Messagen da ganz séier ze verbreden.

Ech war erstaunt, wéi ech do gelies hunn: „D'Bildungspolitik vum Minister Claude Meisch: männer Lëtzebuergesch, méi Franséisch“. Déi Initiativ iwwersäit, dass haut a ganz ville Crèche heit zu Lëtzebuerg guer kee Lëtzebuergesch geschwat gétt an dass d'Regierung dat wëllt änneren. All Crèche muss vum September 2017 un op Lëtzebuergeschproocheg Personal kënnen zréckgräifen. A besonnesch déi Kanner, déi doheem eis national Sprooch net léieren, déi solle gezielt an de Crèche mat der Lëtzebuenger Sprooch gefördert ginn. Fir vill Kanner heescht et da virun allem, dass se méi Lëtzebuergesch maache wéi bis ewell.

Jo, et ass richtig, am Précoce an an der Spillschoul sollen d'Kanner e puer kleng Aktivitéiten pro Woch op Franséisch maachen, fir esou op spilleresch Aart a Weis, op eng spilleresch Manéier, d'Gefill fir déi Franséisch Sprooch ze kréien. Dat gétt hautdesdaags schonn zum Deel a Klassen am Précoce gemaach an och an der Spillschoul.

Meng Kolleegin, d'Josée Lorsché hei op der Säit, déi jo fréier Spillschoulsjoffer war, an och aner Léierinnen, mat deenen ech am Virfeld vun demem Débat hei geschwat hunn, hu mir confirméiert, dass haut schonn esou kleng, kleng spilleresch Aktivitéiten op Franséisch gemaach ginn an dass d'Kanner vill Freed domadder hunn. An ech soen lech...

#### (Interruption)

Ech soen lech... Majo, genau dat! An ech soen lech: Et ass eng Chance fir eis Kanner, fréi a Beuréierung mat anere Sproochen ze kommen. Méi Franséisch heescht also an demem Fall net manner Lëtzebuergesch, mä et heescht virun allem eng besser Virbereedung op d'Sproochesituatioun hei am Land. Lëtzebuergesch ass eis Nationalsprooch, Däitsch a Franséisch sinn eis Hauptfriemsproochen. An dat ass och gutt esou.

D'Kanner héiere verschidde Sproochen an der Famill, um Fernseh, op der Spillplaz, am Schoulhaff. A si si virwëtzeg, well se déi verschidde Sprooche wëlle verstoen. A grad dobäi ass et wichtig, dass mer eis Kanner ënnerstëtzen!

Kanner ënner véier Joer fällt et besonnesch lichter, nei Saachen ze léieren, an demem Fall nei Sproochen. An et geet net drëms, de Kanner schonn an der Crèche Vokabele bäizebréngen. Neen, et geet drëms, si duerch kleng spilleresch Aktivitéiten un d'Sprooch erunzeféieren, en Ouer an e Sënn fir d'Sprooch ze entwéckelen. A gleeft mer et, an deem Alter huelen d'Kanner villes op wéi e Schwamp - och wa mäi Kolleg, de Claude Adam, den Interpellant, meng Meenung do net deelt.

Dir wësst vläicht, dass ech e klengt Meedchen doheem hu vun dräi Joer an dräi Méint. An duerch de Kontakt mat eisen däitschen Nopere spréngt et direkt op déi däitsch Sprooch eriwuer, soubal wéi et d'Simone, soubal wéi et eis däitsch Nopesch gesäit, an dat onbewusst. Natierlech sangen ech mat him Niklosladder, et ass jo och un der Zäit, an ech hoffen, dass ech elo heibanne keen „faux pas“ maachen, wann ech zouginn, dass ech och mat him de „Frère Jacques“ sangen, dass ech „Alouette, gentille alouette“ mat him sangen an dass ech och „Sur le pont d'Avignon“ mat him sangen. An hatt séngt et och an et ass begeescht, an ech fannen dat immens flott.

An ech si frou lech matzedeelen, dass et flott ass, dass mer gëschter zu e puer Kolleegen op Esch mat der Educatiounskommissioun eng multilingual Crèche kucke waren, fir eis e Bild ze maachen, wéi do geschafft gétt. An et ass wichtig, ech mengen, dat war eng wichtig Erkenntnis fir déi Leit, déi dobäi waren, dass do fir d'Éischt emol d'Mammesprooch gefestegt gétt an dass Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch benotzt gétt. An dat schéngt mer och evident.

An duerno - dat ass dat, wat mer gesot kritt hunn - gi sporadesch kleng a kuerz Aktivitéiten a Franséischer Sprooch mat de Kanner gemaach. Ech mengen, een, dee mat Kanner geschafft huet, an där si jo awer eng Partie heibannen, dee weess, wat mat enger klenger Aktivitéit gemengt ass. Ech mengen, dat sinn Aktivitéiten, déi tëschent 10 a 15 Minutten daueren, well méi laang passen déi kleng Kanner am Alter vun dräi bis véier Joer an engem Grupp net op.

Madamm Presidentin - dës Kéier sinn ech richtig -, d'Fréifördering ersetzt d'Schoul natierlech net. Am Géigendeel, d'Kanner sollen op eng kandgerecht a spilleresch Aart a Weis, duerch Lidder, Reimer, duerch kuerz Geschichten, duerch Fangerspiller a Rollespiller un déi Lëtzebuergesch Sprooch an un déi Franséisch Sprooch erugefouert ginn. D'Freed an d'Loscht um Léiere vun dese Sprooche solle bei de Kanner am Mëttelpunkt stoen.

Ech wëll awer nach eng Kéier ënnersträichen, an dat schéngt mer awer ganz wichtig, dass déi multilingual Fréifördering an zwou Richtungen funktionéiert. Net nëmme kréien d'Kanner, déi Lëtzebuergesch doheem schwätzen, e Gefill an en Ouer fir dat Franséisch, mä och kommen all déi Kanner, déi doheem kee Lëtzebuergesch schwätzen, méi an de Kontakt mat der Lëtzebuenger Sprooch. An dat ass wichtig; ech mengen, dat ass och dat, wat mer gëschter festgehalten hunn. Een Zil ass awer, dass, wann d'Kanner an d'Schoul kommen, se solle Lëtzebuergesch verstoen a schwätzen.

Et schwätzt nach just all drëtt Kand Lëtzebuergesch doheem hei am Land. Wa fréier vill Kanner Lëtzebuergesch scho vun doheem aus gewinnt waren, ass dat vill am net méi onbedéngt de Fall. Déi multilingual Fréifördering vun de Kanner bréngt also och eng Valorisation vun der Lëtzebuenger Sprooch mat sech, déi deser Deeg jo esou vill am Gespréich ass an och zu Recht vu ville Säite gefuerdert gétt. An ech sinn iwwerzeegt, dass mir mat eise ganz engagierten Educateuren, mat eise ganz engagierten Educatrices a mat eise ganz engagéierte Spillschoulsjofferinnen dat do och fäerdegbréngen, deen Challenge do unzehuelen an ze bewältegen.

Och am Cycle 1, also an der Spillschoul an am Précoce, ginn an Zukunft kleng Franséisch Elementer agebaut, woubäi d'Lëtzebuergesch nach ëmmer d'Haaptprooch bleift. No där selwechter Iddi wéi an der Crèche sollen och hei d'Kanner keng Vokabele léieren a mam Franséischen iwwerfuerdert ginn. Et geet einfach drëms, an ech widderhuelen et gär - ech weess, dass ech et elo fir d'Drëtt soen -, mat kleng Franséische Geschichten, Spillercher a Lidder de Kanner en Ouer fir dat Franséisch matzeginn, fir dass si e Gefill fir déi schéi Sprooch entwéckelen.

D'Kanner sollen also lues mä kontinuéierlech vun der Crèche iwwer de Cycle 1 an 2 un dat Franséisch erugefouert sinn, eier se am Cycle 3 ufänken ze schreien.

Eng Anekdote, well d'Madamm Hansen virdu gesot huet, dass d'Kanner nom zweeter Schouljoer schonn net méi esou frou mam Franséische wären: Ech hat virun net allze laanger Zäit en zweet Schouljoer, a wéi ech am Februar ugefaangen hunn, dunn ass e Kand bei mech komm an huet mer gesot: „Mäi Papp huet gesot: Elo maache mer Franséisch, elo gétt et schwéier!“

#### (M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Wann een de Kanner dat natierlech als Message mat op de Wee gétt vun doheem aus, da muss ech soen, dann ass et schued. Ech hunn dem Kand gesot, et géif net schwéier ginn, et géif flott ginn, et géif spannend ginn, et géif interessant ginn. D'Eltere mussen natierlech hannendrustoen a matschaffen. An den Elteren hire Rôle ass et, fir d'Mammesprooch, egal wat fir eng dass et ass, ze festegen. Wat de Kanner hir Mammesprooch méi gefestegt ass, wat d'Chancé méi grouss sinn, dass si weider Sprooche mat Succès kënnen léieren.

Här President - ech gesinn, Dir sidd elo erëm do -, allerdéngs stelle mer säit Joren an eise Schoulen datselwecht fest. Kanner, déi doheem net Lëtzebuergesch schwätzen, hunn dacks Problemer mam Däitschen, an ëmgedrënt: Kanner, déi doheem Lëtzebuergesch schwätzen, doe sech oft ganz schwéier mam Franséischen. Firwat entwéckelen eis Schüler esou eng Ofneigung géint déi franséisch Sprooch? Firwat genéiere sech d'Leit, mat Friemen oder am Ausland Franséisch ze schwätzen?

Ech mengen - an do sinn ech, mengen ech, mat der Madamm Hansen voll of enger Linn -, et ass d'Aart a Weis, wéi mir säit Jorzéngte Franséisch an eise Schoule vermëttelen. Duerch déi Feelerkultur, duerch d'Bestrofe vun all eenzelen orthografeschen oder grammatesche Feeler di mer eise Schüler sécherlech kee Gefallen. Si kréien Angscht, Feeler ze schreiwen an dofir bestrooft ze ginn. Si ginn doduerch demotivéiert a fänken un, dräimol ze iwwerleeën, éier se e Wuert schwätzen oder e Wuert schreiwen.

Een, dee richteg schreiwe wëllt, dee muss fir d'Éischt emol déi Sprooch richteg schwätzen kennen. An ech denken, hei muss mer eis Approche an eis Didaktik iwwerdenken, net nëmmen, wat dat Franséisch ugeet, mä ech weess awer och um Terrain dobaussen, dass schonn a ganz ville Klassen am Fondamental aner Weeër gesicht ginn, fir den Zougang zum Franséischen de Schüler méi schmackhaft a méi einfach ze maachen.

Verstitt mech net falsch! Dir wësst, dass ech Schoulmeeschter sinn an Dir kënnt lech denken, dass et mer wichteg ass, dass eis Kanner e richtegen, proppere franséische Saz op d'Rei bréngen. Mä muss ee wierklech beim jonken Alter schonn de Passé simple an de Subjonctif kennen? Hei ass Fangerspéizegefill gefuerdert. Net all Kand muss am véierte Schouljoer wëssen, wéi déi fënnel Fangeren op Franséisch heeschen. A mir mussen an der Schoul méi intern differenzéieren, fir d'Schwächte vun deenen engen opzefänken an d'Stärkte vun deenen aneren ze férdere. Et ass och net sënnavoll, d'Kanner mat Vokabele vollzetippen, mä et ass sënnavoll, seng Vokabele kennen an de Sätz ze gebrauchen.

Schonn am 16. Jorhonnert sot de Montaigne, dat därer deem engen oder aneren heibannen e Begrëff sinn: «Mieux vaut une tête bien faite qu'une tête bien pleine.» An ech mengen, dat Zitat ass och haut nach aktuell.

Kommt, mir vermëttelen eise Schüler méi d'Loscht um Franséischen an un deenen anere Sprooche wéi d'Angscht, Feeler ze maachen! Si solle sech net fir hir Feeler schummen, mä am Géigendeel, si sollen hounneng sinn op dat, wat se an de Sprooche geléiert hunn. An ech begréissen do aussergewéinlech a ganz extra, an ech wëll et ënnersträichen, d'Initiativ vum Éducatiounsminister Claude Meisch, fir d'Sprooch an Zukunft méi no, méi praktesch vermëttelen ze wëllen, fréi nom Motto: léiwer un croissant s'il vous plaît wéi Subjonctif plus-que-parfait. An ech hu mer soe gelooss, dass deen een oder aneren heibannen e Sonndeg bei der Dictée grad bei deem Saz, wou de Plus-que-parfait dra war, richteg un d'Schwesse komm ass.

### (Brouhaha)

Jo, fir eng Sprooch ze léieren, muss ee sech ustrengen, Motivatioun ass gefuerdert, et muss ee prett sinn, en Effort ze maachen, och am Lycée, egal ob et elo Latäin, Franséisch, Italieesch oder Spuenesch ass. Mä eng Sprooch léieren ass eppes Flottes, eppes Wäertvolles, wat sech absolut lount. An ech si mer sécher, dass, wa mer prett sinn, e bëssen ëmzedenken an och e bëssen ëmzestellen, dass mer kënnen déi Ofneigung géigeniwwer de Sprooche bei ville Kanner ofbauen an dass mer soumat méi selbstebewusst mat eiser natierlecher Méisproochegkeet ëmgoe kënnen.

Merci, Här President, a Merci deenen, déi nogelasscht hunn.

► **M. Lex Delles** (DP).- Dat war eng chute brutale!

### (Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Also, ech hat eigentlech geduecht, et géif nach eppes kommen.

### (Hilarité)

Merci dem Här Baum. An nächste Riedner ass den Här Claude Haagen. Ech hat gekuckt, ob Der prett wäert.

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Ech hu mäi Paltong nach ugedoen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Voilà.

D'Krawatt huttt Der vergiess.

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Merci, Här President. Duerfir huttt Dir jo eng un.

### (Hilarité)

Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'Éischt géif ech gär dem Interpellant, dem Här Claude Adam, Merci soe fir dës Interpellatioun. Ech mengen, et ass ee wichtege an ee komplexe Sujet, dee mer haut de Mëtten hei diskutéieren. Ech wëll awer am Virfeld, well ech deene Riedner vir drun alleguerten andächtig nogelasscht hunn, e puer perséinlech Remarquë maachen. Ech denken, dass mer - d'Madamm Hansen, den Här Baum, den Här Adam an ech -, wa mer kucken, wat d'Feststellung vun de Problemer, vun de Feeler ass, oder wou mer mengen, dass et net richteg fonctionnéiert, do deeslewechte Constat maachen, bal iwwerall. A wann ech gesinn...

### (Interruption)

Bon, dat ass eng Diskussioun tëschent lech an dem Här Baum.

► **Une voix**.- Ech ginn lech recht.

► **M. Claude Haagen** (LSAP).- Mä ech denken, och bei der Definitioun vun den Ziler, bei den Objektivere an dem Wee, wéi mer sollen dohinnerkommen, dass mer do a ville Saachen och ee Konsens hunn. Vill Virriedner hunn iwwer Flexibilitéit geschwat, souwuel wat den Enseignement ubelaangt, wat d'Coursen ubelaangt, hu geschwat iwwert d'Coursen, d'Programmer an d'Adaptatioun vun deenen. Loscht maachen op eng Sprooch - dat sinn Termen, déi gefall sinn -, sozial Kohäsioun, Integratioun, alles, wat domadder verbonden ass, a souguer déi schoulesch Réussite, déi mer net solle verkennen an deem heiten Dossier bei der Méisproochegkeet, well dat jo och am Fong eng Preparatioun op den Aarbechtsmaart ass an och dat, mat wat een déi Jugendlech op d'Liewe virbereet.

Ech mierken awer, dass mer do och e grouesse Konsens hunn, net iwwerall honnertprozenteg, mä dass de Wee, fir dohinnerzekommen, dass mer deen diskutéieren, an dee solle mer och diskutéieren. An ech perséinlech sinn der Meinung, dass mer an deenen nächste Jore souwiesou wäerte vun engem System ewechkommen, wou mer soen, dass den Enseignement e rigide System ass. Mä e muss flexibel sinn, well mer den Enseignement ganz einfach un eis Économie an un eis Gesellschaft mussen upassen.

D'Méisproochegkeet, de Plurilinguisme, ass ouni Zweifel also déi gréisst Eraufuerderung, mat där eise Schoulsystem haut konfrontéiert ass. Mir mussen also deene kommende Generatiounen genuch Sproochekenntnisse mat op de Wee ginn, fir an eiser méisproocheger Gesellschaft eens ze ginn a fir kënnen Fouss ze faassen - ech hunn et elo grad gesot - besonnesch op eise Aarbechtsmaart. Well d'Ausbildung ass de Wee fir an d'kommend Liewen an do féiert de Wee eben an d'Aarbecht oder an déi verschidden Orientatiounen, verschidde Saachen, wou d'Schüler sech wëllen engagéieren.

An engems d'ärfen d'Kompetenzen, déi mer vun de Schüler verlaangen, net zu enger Barrière gi fir hir zukünfteg Entwécklung, dat an engem Land, dat weess och heibanne jiddweren, an deem mer haut liewen an an deem ëmmer méi eng grouss divers a verschidde Populatioun leeft. Et geet also in fine ëm net méi an net manner wéi den Erhalt vun der Sozialkohäsioun an eise Land, der Integratioun vun all eise Matbierger an domadder och der wirtschaftlecher Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg an Europa an an der Welt. Mir d'ärfen dofir och net aus den Ae verléieren, fir dës Problematik vun der Méisproochegkeet net nëmmen an engem nationalen, mä eben och an engem internationale Kontext ze gesinn an och ze diskutéieren.

Eise Schoulsystem, deen op dräi offizielle Sprooche vum Land opgebaut ass - Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch -, war laang just geduecht fir Kanner mat lëtzebuergeschen Originnen. A wéi och schonn d'Virriedner hei ënnerstrach hunn a wéi a sëlliche Rapporten an de leschte Jorzéngte festgehale ginn ass, huet de System virun allem Kanner mat Immigratiounshannergrond diskriminéiert, Kanner, déi zwar ganz gutt waren an der Schoul an deenen et sécher net un der néideger Intelligenz gefeelt huet, mä déi wéinst Schwierigkeeten an engem Sprooch iergendwann am Schoulsystem hänke bliwwen sinn. An ech mengen - dat ass och e Konsens heibannen an och am grouesse Ganzen dobaussen -, dat därer net sinn, dat soll net sinn! An ech denken och, dass mer eise Schoulsystem esou mussen adaptéieren, dass dat net soll virkommen.

Fir déi, déi doheem eng romanesch Sprooch schwätzen, ass Däitsch de Problem, fir d'Lëtzebuergesch ass et oft dat Franséisch, wat de Problem duerstellt. Mir als LSAP setze weider op

Innovatioun a Qualitéit am Lëtzebuergeschen Schoulsystem. Bei de Sprooche brauche mer dofir eng differenziéiert Approche, fir dës Eraufuerderung ze meeschteren. Et ass also fir eis als LSAP ganz wichteg, dass mer dat, wat mer an der Schoul enseigner, sief et d'Sproochen oder aner Fächer, op jidde Fall wëssenschaftlech begleeden.

Recherche am Beräich vun der Méisproochegkeet muss eis hëllef, déi beschtméiglech Choix fir eis Schoul ze treffen, eis pädagogesch Methoden ze liwweren an en An ze behalen dorobber, wat Friichten dréit a wat eben net ukëntt a wat net wierkt. Dëst wäert an Zukunft am Enseignement an an der Éducatioun ëmmer méi eng verstärkte Flexibilitéit an Upassung u gesellschaftlech, sozial a wirtschaftlech Realitéite verlaangen.

Genausou wichteg ass et fir eis, dass eis Schoulmeeschterinnen a Schoulmeeschteren, eis Enseignantë gutt forméiert ginn, fir eben dës Sproochproblematik unzegoen, virun allem wann et drëm geet, en integriéiert Sproochenenseignement ze férdere.

Här President, erlaabt mer, an deem Kontext op verschidde Punkten anzegoen. An hirem Rapport vun 2005, an et si schonn etlech Rapporten zitéiert ginn, hunn de Charles Berg an d'Christiane Weis d'Fro opgeworf, ob d'Méisproochegkeet net déi wierklech Mammesprooch vum Lëtzebuergeschen Land ass. Mir als LSAP gesinn dat op jidde Fall esou. Dass de gréissten Deel vun de Leit zu Lëtzebuerg Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch schwätzen kann, ass eng immens Beräicherung fir esou e klengt Land wéi Lëtzebuerg, wat tëschent esou europäesche kontinentale Muechte wéi Däitschland a Frankräich läit.

Denke mer just emol un d'Méiglechkeet, déi vill vun eise Schüler um enn vun enger Première, enger Treizième hunn, fir an d'Ausland weider studéieren ze goen. D'Lëtzebuergesche Studente studéieren a Frankräich, Däitschland, der Belsch, der Schwäiz, an England, Amerika, Eisträich - ech kënnt esou weiderfuere - an a ganz villen anere Länner op der Welt, ouni dass d'Sprooch vun deene Länner fir si eng Barrière, een Hindernis, eng Brems géif duerstellen.

Déi dräi Sprooche sinn en Deel vun eise Patrimoine culturel, huet d'Mady Delvaux-Stehres eng kéier gesot. Och dee Constat deele mir natierlech als LSAP. Viru ronn 15 Joer huet hei am Land eng grouss Reflexioun, justement ënner dem Impuls vun der deemoleger Educatiounsministesch, ugefaangen, an zwar iwwert den Istzustand vun der Sproochproblematik am Lëtzebuergeschen Schoulsystem.

Mat Hëllef vun Experten aus dem Europarat, dem Conseil de l'Europe, deen deen nämelechsten Exercice och gemaach huet fir all seng Membere, gouf een „Profil de la politique linguistique éducative“ ausgeschafft. Dëse war d'Basis fir den Aktionsplang iwwert de Réajustement vum Enseignement vun de Sproochen, deen 2007 presentéiert gouf. D'Léieren, déi deemools doraus gezu goufen, sinn och haut nach - net grad zéng Joer duerno - aktuell.

Recommandatiounen, déi deemools gemaach goufen, hu mer awer och schonn deelweis ëmgesat. Zum Beispill gouf deemools festgehale, dass et zu enger Redefinitioun vun den Ziler vun der Dräisproochegkeet an der Schoul misst kommen. Doduerch, dass mer eng Evaluatioun agefuert hunn, déi op de Kompetenze baséiert an net, wéi vir drun, sech just op d'Feeler konzentréiert, wat den Här Baum vir drun ugeschwat huet, hu mer deem Rechnung gedroen.

Wéi bréngt mer de Schüler Sprooche bäi? Wat fir een Niveau muss se hunn am Geschriwwenen an am Mëndlechen? Mat wéi enge pädagogeschen a didakteschen Methode muss da geschafft ginn? Oft gëtt gesot, eis heiteg Schüler hätte mat hirem Ofschloss net dat néidegt wëssen an de Sproochen, besonnesch am Franséischen. Ass dat dann iwwerhaapt esou? Wann dat esou ass, wat verlaange mer dann? Wat verlaange mer an op wat fir engem Niveau?

Wéi sinn d'Programmer strukturéiert? Oft ginn d'Programmer oder den Horaire vun de Klasse fir dat Joer duerno als Argument geholl, fir am Programm weiderzefuere an deem Joer, wou ee grad ass, well ee sech scho konzentréiert als Enseignant op dat nächste Joer, fir dat ze erfëllen, fir dass déi Jugendlech Kanner dat kënnen packen.

Perséinlech, wann ech op meng schoulesch Carrière zrëckkommen, déi bestëmmt net ze recommendéieren ass, wëll ech awer soen, dass, wa mer haut kucken op d'École fondamentale an de Secondaire, da mécht een 13 Joer Däitsch, zwielf Joer Franséisch a sechs Joer Englesch, wann ee vun der École fondamentale bis op d'Première oder d'Treizième kënnt.

Bon, ech sinn an de Genoss komm, fir dat nach zwee Joer weider ze maachen; ech war also

méi staark herno an de Sproochen, sécher well ech zwee Joer duerchgefall sinn, fir dat nach weider kënnen ze verdeiwen. Deem war awer net esou, well mat e bësse Pech wier ech dann och op Treiz..., op Première - elo soen ech schonn Treizième, mä op Première - duerchgefall an dann hätt ech wahrscheinlech dee Wee net gemaach, fir herno am Enseignement ze landen.

Soudatt ee sech haut awer ka froen, a wat fir engem Land mer nach eng Ausbildung hunn an de Sproochen, déi iwwer zwielf, 13 Joer geet, wou mer dann herno vläicht awer e Constat maachen - an dat ass beileiwe kee Reproche u guere keen, net un d'Elteren, net un d'Schüler, och net un d'Enseignante - an de Leit soen: „Dir kënnt déi Sprooch net genuch, fir hei am Land eng Berufsausbildung ze maachen, op eng Uni ze goen, op eng technesch Héichschoul an esou weider.“ Ech denken, domat misste mer eis ausereesetzen an dat huet vill mat der Loscht ze dinn, dat huet vill mat de Coursen ze dinn, dass huet vill mat den Inhalter ze dinn an dat huet vill mat ze dinn, wéi mer dat Ganzt vermëttelen.

Dat heescht also, am grouesse Ganzen och eng Reflexioun iwwert de Contenu an de Gebrauch vun eise Bicher, vun eise Programmer ze maachen, eng Pist, denken ech, Här Minister, déi Dir jo och an Aussicht gestallt hutt an déi eben ass, fir déi verschidde Programmkommissiounen ze professionaliséieren.

Dat sinn alles Reflexiounen, déi mer verdeiwe mussen, an dofir muss mer eis och natierlech u wëssenschaftlechen Erkenntnisser am Ausland inspiréieren, mä och verstärkt eis eege Recherchen iwwert d'Méisproochegkeet hei am Land férdere. Ech kommen herno nach eng kéier op dese Volet zrëck.

Här President, et geet hei haaptsächlech ëm d'Fro, wéi een de Schüler d'Loscht an enger Sprooch gëtt. Mir mussen et am Enseignement faerdgebréngen, de Kanner, de Schüler, de Studenten d'Loscht op d'Sprooch erëmzeginn. Mir mussen et faerdgebréngen, hinnen d'Angscht och ewechzehuelen un enger Sprooch. Mir begrëissen dofir als LSAP an deem Sënn d'Initiativ vum Educatiounsminister, fir schonn am Précoce d'Kanner fréizäiteg mat der Lëtzebuergeschen a franséischer Sprooch ze familiariséieren. Mir verstärken doduerch eiser Meinung no op där enger Säit d'Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch an op där anerer Säit féiere mer e spilleresche Kontakt mam Franséischen an, wat de Kanner am fräien Alter d'Leiere vum Franséische spéider am Fondamental wahrscheinlech méi einfach mécht.

Franséisch wäert also net op d'Käschte vum Lëtzebuergeschen goen. Souwiesou ass et duerch déi verschidden Nationalitéiten a Sproochen, an den Här Adam hat et a senger Ried scho gesot, dobaussen ëmmer méi eng Realitéit, dass d'Kanner sech mat deene Sprooche mussen ausereesetzen, well se eben och esou schwätzen.

An eng leschte Remarque zu deem Sujet: Am administrativen Beräich, ob mer et wëllen oder net, wäerte mer hei zu Lëtzebuerg weider e puer Sprooche schwätzen.

Här President, eng weider Recommandatioun aus dem Profil linguistique vu virun zéng Joer war et, fir den individuelle Rhythmus, an dat schéngt eis och wichteg, mat deem d'Schüler d'Sprooche léieren, besser ze respektéieren. Och dat si mer amgaangen, mat der geplangter Lycéesreform ëmzesetzen, andeems mer am Technique Sproocheklassen aféiere mat verschiddenen Niveauen an och op de Wee gi vu méi enger grousser Autonomie vun de Lycées, déi sech op verschidde Fächer, wa se dat da wëllen, spezialiséieren kënnen.

Och an der Formation professionnelle muss mer sécherstellen, dass d'Sproochen net eng Barrière ginn, fir e Beruff ze léieren. Duerch d'Verschiddenheet vun eiser Populatioun soll a muss all Schüler d'Méiglechkeet hunn a kréien, fir seng beruflech Ausbildung an där Sprooch ze maachen, dass d'Sprooch kee Grund ass, fir déi professionell Notiounen a Fächer net ze verstoen oder ze léieren, an domadder net de beruflechen Diplom ze kréien.

Eng weider Pist, an déi ass och schonn ugeschwat ginn, déi fir eis als LSAP wichteg ass an déi mer och an eise Wahlprogramm haten, ass de Pilotprojet an d'Weeër ze leede vun enger Schoul, an där d'Alphabetisierung net op Däitsch, mä op Franséisch gemaach ka ginn. Dofir meng Fro un den Educatiounsminister och, ob et dozu iwwerleeungen am Educatiounsministère gëtt.

Och am Lycée muss mer weider iwwer esou Offerten nodenken nom Beispill vun der frankofoner Filière op Sixième am Lycée technique du Centre, wat schonn erwänt ginn ass, déi op de franséische Bac international préparéiert. Mir mussen awer och deene Schüler Alternative bidden, déi net vun doheem aus déi finanziell

Moyenen hunn - an ech mengen, verschidde Minervalle sinn hei scho genannt ginn -, fir an eng Europaschoul oder eng International School ze goen.

Kolleginnen a Kollegen, dee politesche Choix eleng geet net duer, fir eng zefriddestellend Léising zu der Sproochproblematik am Lëtzebuerg Schoulsystem ze fannen. D'Politik kann d'Oriëntatioun ginn, mir kënnen de Kader setzen, mä et sinn d'Akteuren um Terrain, déi konkret mussen un de Léisunge matschaffen an déi och mussen agebonne ginn, dat iwwert de Wee vun der Émsetzung vun enger integréierter Approche, fir de Schüler d'Sprooch bälzebréngen.

D'Sprooch sollen net méi isoléiert geléiert ginn, mä am Zesammenhang mat deenen anere Fächer. D'Schoulpersonal muss dofir zesummeschaffen a sech konzertéieren. D'Zilsetzung muss an deem Sënn méi kloer ausgeschafft ginn.

D'Zäit, déi mir an eisem Schoulsystem mam Enseignement vun de Sprooch benotzen, läit Etüden no - an ech mengen, d'Madamm Hansen hat dat ugeschwat - tëschent 30 a 40%, jee no Schouljoer, vum Gesamtenseignement. Mir mussen eis bewosst sinn, dat déi Zäit net méi disponibel ass, fir aner Fächer, wéi Naturwëssenschaften zum Beispill, ze léieren. Och deem muss duerch eng integréiert Approche dann natierlech Rechnung gedroe ginn.

Oft gräifen d'Enseignanten op d'Lëtzebuergesch zréck, fir Erklärungen an engem Fach ze ginn, wat eigentlech als Langue véhiculaire Däitsch oder Franséisch huet. D'Schoulpersonal muss verstärkt op d'Langue véhiculaire zréckgräifen, sou wéi dat jo eigentlech och virgeschriwwen ass. D'Schwierigkeit ass natierlech, dat den Enseignant muss de Choix hunn: Wann en technesch Fächer enseignéiert, muss en natierlech de Spagat vollzéien tëschent dem technesche Vocabulaire, der Langue véhiculaire an dem Bälzebréngen an der Erklärung vum Fach selwer, wat net evident ass.

Mir begrëssen als LSAP d'Reform vum Institut de formation de l'éducation nationale, dem IFEN, dee mer d'lescht Joer hei an der Chamber gestëmmt hunn, a mengen, dat d'Afféiere vum Stage d'insertion vun dräi Joer dozou bäidroe wäert, fir d'Schoulmeeschteren an d'Schoulmeeschterinne besser virzubereeden op esou een integréierte Sproochenseignement. Den IFEN garantéiert och, dat déi initial Formatioun an d'Formation continue dat nämlecht Zil verfullegen.

An deem Sënn wollte mer och vum Minister wëssen, wéi et mat der Émsetzung vun den IFEN-Formatiounen ausgesäit a wéini een do vläicht den éischte Bilan ka presentéieren, nodeem een e gemaach huet.

Här President, wa mer eis eens sinn, dat den Enseignement vun de Sproochen déi gréisst Erausforderung fir de Lëtzebuerg Schoulsystem duerstellt, da muss mer eis och eens sinn, dat mer eis eege Recherchen iwwert d'Méisprouchegeket zu Lëtzebuerg férdere mussen.

Natierlech ass et och wichteg, op auslännesch Studien a wëssenschaftlech Erkenntnisser zréckzegräifen. Dat geet allerdéngs net duer, fir d'Spezifisitéiten an d'Schwierigkeete vun eisem System ze verstoen. Mir brauchen eng eege Fuerschung an deem Beräich. Dat geet och aus dem Rapport iwwert de Profil de la politique linguistique éducative ervir, den wéi gesot, den Éducatiounsministère an d'Experte vum Europarot zesummen ausgeschafft hunn.

An engem Artikel vum „Lëtzebuerg Land“ vum Oktober 2014 schreift de fréieren LSAP-Deputéierte Ben Fayot, dee sech jorzéngteleaang mat der Éducatioun iwwert d'Éducatiounskommissioun auserneesat huet, an deem Kontext, dat d'Institutiounen, déi zu Lëtzebuerg fir d'Recherche iwwert d'Méisprouchegeket zustänneg sinn, besser zesummeschaffen missten. Et feelt e bëssen u Koordinatioun, och muss méi iwwert de Plurilinguisme recherchéiert ginn. Nëmme esou wäerte mer et fäerdegbréngen, e kohärente System op d'Been ze setzen, dee weidergeet. An do wäerte mer och da garantéieren, dat mer méi mussen déi adaptéiert pädagogesch an didaktesch Methode beim Enseignement vun de Sproochen an der Schoul uwenden.

Och hei wäerte mer kuerz wëssen, wat den Éducatiounsministère un Initiative gedenkt ze huelen, fir d'Recherche iwwert d'Méisprouchegeket ze férdere.

Här President, e lescht Wuert nach zu der Roll vun der Lëtzebuerg Sprooch an eisem Éducatiounssystem. De Sujet ass aktuell; en ass schonn erëmmt ginn. Et ginn den Ament Stëmme, déi fuerderen, dat d'Lëtzebuerg Sprooch verstärkt gebraucht sollt ginn, enner anerem jo mat där Petitioun, wat schonn ugeschwat ginn ass a wou d'Diskussioun lafen, mat där gefrot gëtt, fir och aus dem Lëtzebuergesch en éischt administrativ Sprooch ze maachen.

Ech ginn an deem Kontext just ze bedenken, dat dat jo och nëmme méiglech wär iwwer ee verstärkten Enseignement vum Lëtzebuergesch an der Schoul, a virun allem och dem geschriwwene Lëtzebuergesch. Dat riskéiert, weider Problemer mat sech ze bréngen an eisen traditionellen Trilinguisme a Fro ze stellen. Ech mengen net, dat dat fir Lëtzebuerg an europäeschen an am internationale Kontext positiv wär.

An Europa léieren déi meescht Schüler zwou Friemsproochen nieft hirer Mammesprooch an der Schoul. Dat geet aus de Rapporte vun der Europäescher Commissioun ervir. Zu Lëtzebuerg sinn et dräi Friemsprooch vu 14 Joer un, wann Englesch bis derbäikéint. Den Trend geet also ganz kloer a Richtung vu méi Sproochekenntnisser. Ech mengen net, dat mer als klengt Land gutt berodé wäeren, fir elo den émgedreinte Wee ze goen. D'Méisprouchegeket ass a bleift eng vun eise gréisste Stärkten.

Ech soen lech Merci, dat Der mer nogelauschtert hutt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Haagen. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hat e bëssen dat Gefill, dat mer haut e puer Debatte géife féieren. Den Här Minister Meisch hat haut an der Press ugekënnegt, e wëllt iwwert d'Virbereedung vun de Kanner op déi Konditiounen hei am Land schwätzen an och iwwert d'Rekrutementskonditiounen spéider beim Stat. An déi meescht Riedner hunn awer bis elo iwwert de Schoulsystem am Ganze geschwat oder speziell iwwert déi multilingual Frëiförderung. Ech mengen, all déi Sujete kann een elo an zéng Minutten net ofdecken, dofir wëll ech mech elo op e puer Saache konzertéieren.

Dat Éischt ass, dat ech wëll rappeléieren, wat ech hei scho gesot hat, wat d'ADR wäert proposéieren an hire Programmer, fir de Schoulunterrecht nei ze orientéieren. Eng Saach, déi eis ganz staark um Häerz läit, ass, dat mer den Nivellement vers le bas mussen stoppen. Mir sinn déi éischt Partei, déi dat haut hei seet a mir soen et ganz bewosst. Well wann e Problem do ass, dat d'Kanner de Spaass an enger Sprooch verléieren, kann dat och domadder zesummenhängen, dat ebe keng Systematik am Léiere méi do ass, dat dat Spillerescht derzou féiert, dat een net méi erkennt, wou d'Strukture leien a wou d'Regele sinn. Et ass scho wichteg, dat ee sech kann orientéieren, dat ass och fir d'Kanner wichteg, dat eben net nëmme spilleresch geléiert gëtt, mä eben och seriö an engem Sënn, deen hinnen et erlaabt, Regeln nozevollzéien, ze verstoen an ze reproduzéieren.

Wann hei gesot gëtt, dat Kanner a kleng Jore keng Lieskompetenz méi hunn oder ennerduerchschnëttlech vill, ass dat och eng Konsequenz vun engem netsystematesche Lieselérieuren, well soss wär et besser. Et ass schued, wann hei eng politesch Partei kënt a seet: „Bon, et ass jo net schlëmm, wann d'Kanner Feeler maachen; mir hunn hei Experten an der Chamber, déi kommen, déi och Feeler hunn op hire Sliden.“ Ass dann eis Virbildfunktioon, ass dann eist Zil, dat eis Kanner solle léiere falsch schreiwene?

Mir héieren hei ganz vill Leit, déi soen: „Et muss méi Naturwëssenschaft gemaach ginn.“ Mä ass dann och do net eng logesch Kontradiktioun an enger Naturwëssenschaft? En Ingenieur, deen eng Bréck baut, déi hält oder se brécht. Do ass de Feelerprinzip dann awer eng Noutwendegkeet, fir dat een de Leit seet, wat richtig ass, wéi eng Formel appliquéiert gëtt. Firwat soll dat net gëllen an anere Beräicher vun der Bildung an an de Sprooch, déi jo awer esou zentral sinn? Ass dat net eng Kontradiktioun? An deenen enge Beräicher wëlle mer, mussen mer d'Feeler respektéieren a korrigéieren, an an deenen anere Beräicher solle mer dat net maachen.

En zweete Grondprinzip ass, dat mir der Iwwerzeugung sinn, dat eis Primärschoulen do sinn, fir eng wichteg Charakteristik vun eiser nationaler Identitéit ze fleegen an un déi nächst Generatiounen virunzeginn, dat ass eis traditionell Dräisprouchegeket. Déi kënnen mer och net einfach esou ersetzten. Wa mer gär hätten, dat d'Lëtzebuerg an all déi Leit, déi hei am Land liewen, deelheluen an deem kulturellen Émfeld, an deem mer liewen, mat Frankräich, mat der Belsch, mat Däitschland, da gëtt et keng Alternativ zu engem gudden Enseignement vun de Sprooch. Well mer schneiden eis doch of vun eisem eegene kulturellen Émfeld, net ze schwätze vun eiser eegener Kultur an eiser eegener Geschicht.

An dat Drëtt ass: Fir eis ass et eng Selbstverständlechkeet - eng absolutt Selbstverständlechkeet -, dat Lëtzebuergesch an all Schoul, an all Crèche muss geschwat ginn als Émgangssprooch an och an all Schoul als Integratiounssprooch, als Schoulfach. Dat ass fir eis eng absolutt Selbstverständlechkeet a genau deemselwechte Sënn an a genau deemselwechte Recht wéi all aner Natioun op dëser Äerd op hir Sprooch insistéiert an eben zu där Kultur steet an zu deem Héritage, dee se eben huet an dee se repräsentéiert, fir dës Welt méi räich ze maachen. Dat soll och fir Lëtzebuerg onni Diskussioun gëllen!

Mir wëllen, dat déi Integratiounssprooch Lëtzebuergesch primordial behandelt gëtt. Dat ass dat, wat eis zesummenhält. Wa mer och muer nach wëllen eng Solidargemeinschaft an deem Land hunn, da muss et einfach eng gemeinsam Referenz ginn, wou mer wëssen: Hei, mer schwätzen all déiselwecht Sprooch! An net nëmme a linguistescher Hënsicht, mä och an all deem, wat do matschwéngt, fir dat mer eis an deem Land, esou divers mer sinn, awer erëmfannen an eng Solidargemeinschaft opbauen, déi och Belaaschtungen an der Zukunft kann zesummen aushalen. Dofir ass déi Zesummegehéierregkeet, d'Integratioun iwwert d'Sprooch eng zentral Dimensioun.

Déi Diskussioun gëtt ëmmer méi wichteg. Mir brauche keng Segregatioun, mir brauchen Integratioun. Well, wéi soll dann hei de Konzept vun der Regierung opgoen, fir eis hinzeféieren an eng Populatioun vun 1,1, 1,2 Milliounen Leit hei am Land, wou déi Lëtzebuergeschsprooch jo ganz séier minoritär wäeren, wa mer net bewosst a ganz dynamesch en Integratiounsprozess iwwer eis Sprooch maachen?

Wéi ass dann dat Gefill, eng kleng lëtzebuergeschsproocheg Minoritéit dann ze sinn an engem Land vun 1,2 Milliounen Awunner? Mir hunn dach guer keng aner Alternativ, wéi dee Wee ze goen, deen d'ADR proposéiert, fir ze soen, Lëtzebuergesch systematesch, konsequent... Well soss kënnen mer jo och net de wirtschaftlechen Opbau vun deemem Land, esou wéi d'Regierung e sech virstellt, weiderféieren, ouni eis an eng kulturell Ghettoisierung, mä déi Kéier vun de Lëtzebuerg, eranzeféieren, oder vun deenen, déi Lëtzebuergesch schwätzen. Mir sollen also net de wirtschaftlechen Développement lasskoppele vun der Diskussioun iwwer eis kulturell Existenz.

Mir wëllen och net, dat vill Leit hei am Land sech ëmmer méi als Friemer an eegene Land fillen, wéi et dacks ass an de Geschäfte an an de Klinicken. Et geet net nëmme em: „Un croissant s'il vous plaît“, wéi e Virriedner gesot huet, et geet och drëm: „Ech hunn hei wéi, Här Dokter, ech hu Féier an esou weider“. Mir wësse wéi dramatesch déi Saache kënn sinn. An et ass eng Selbstverständlechkeet an all Land op der Welt, dat déi Leit, déi heihinner schaffe kommen - a si sinn eis wëllkomm, mir brauche si, si brauchen eis -, dat déi awer hihinnerkommen an en Effort maachen, fir d'Sprooch vum Land ze léieren, an dat ass Lëtzebuergesch. Et geet, et ass net schwéier.

Ech wëll elo net aus menger Liewensgeschicht erzielen, mä Dir wësst awer, ech hu laang a Griichenland gelieft, wou ganz vill Albaner, vill Chinese schaffen. Alleguer hu se Griechesch geschwat. Dat ass eng Sprooch, déi wäit méi schwéier ass wéi Lëtzebuergesch.

Et ass och net gutt, wa mer a Situatiounen kommen, wou mer ufänken, Rancuné géinteneen ze hunn. Déi eng, déi Lëtzebuergesch als Exklusivatiounssprooch kënnen bezeechnen. Wéi kann eng Sprooch am eegene Land jeemools eng Exklusivatiounssprooch sinn? Ass Franséisch a Frankräich eng Exklusivatiounssprooch? Ass Däitsch an Däitschland eng Exklusivatiounssprooch? Ass Lëtzebuergesch zu Lëtzebuerg eng Exklusivatiounssprooch? Et kann et net sinn! Et kann awer net sinn, dat Leit, déi mat anere Sprooch en konfrontéieren, hir Sprooch zu enger Exklusivatiounssprooch maache fir déi Leit, déi hei opgewuess sinn an hei wunnen.

Fir eis ass ganz kloer, als ADR wäerte mir Lëtzebuergesch systematesch privilegéieren, net nëmme an Schoulwiesen, net nëmme an Sproochenunterrecht, net nëmme als Integratiounssprooch, mä an allem, wat dozou bäidreit, fir dëser Gesellschaft hir Identitéit ze erhalen an hir Zukunft ze sécheren. Dat geet hi bis zum Nationalitéitgesetz, wou mer och konsequent op en héije Sproochenniveau halen am Interessi vun eisem Land a vun eiser Zukunft.

Mir huele keng Positioun géint Franséisch als Sprooch. Mir hu jo grad gesot, dat dat e wichtige Deel vun eisem Héritage ass, eng Obligatioun aus eiser Geographie. Mir sinn eng Partei, déi Franséisch an Däitsch konsequent vertritt, niewent Lëtzebuergesch. Awer mir wieren eis géint d'Afféierung vun enger multilingualer Frëierzéiung, aus ville Grënn. Mir hätt gär, dat Lëtzebuergesch d'Integratiounssprooch

ass. Mir wëlle keng Parallellgesellschaften erausbilden!

Mir wëlle respektéieren, dat déi kleng Kanner net dierfen iwweruedert ginn. Well wie Lëtzebuergesch a Franséisch als Crèche sprooch wëllt aféieren, wat dann herno am Précoce an am Cycle 1 muss virugeféiert ginn, deen diskriminéiert aner Kanner aus der Immigratioun: Dee stellt dee klengen Däitschen, dee kleng Sloween, dee kleng Russ an dee kleng Chinees virun déi Erausforderung, direkt mat zwou Friemsprooch konfrontéiert ze sinn, amplaz mat engel! Wat schonn en Défi ass, domat mussen eens ze ginn. An dat ass eben déi Lëtzebuergesch Sprooch, déi een awer essenziell brauch, wann een eng Zukunft hei an deemem Land wëllt.

Et ass och keng Logik dran, wann ee seet: „Mir hu vill Kanner - an dat ass eng Tatsaach -, déi hire schoulesche Parcours net kënnen optimal hei am Land gestalten, well hiert Däitsch net gutt genuch ass, well se eben aus engem romaneschsproochchege Background kommen an dann heihinnerkommen an an hirem Curriculum dacks Problemer am Däitschen hunn.“ An dann ass d'Antwert vun dëser Regierung: „Jo, da muss se Franséisch an de Schoule scho ganz fréi léieren.“ Dat ass och net déi Logik, déi mir eis virstellen!

Mir denken, wie Lëtzebuergesch léiert a gutt léiert, deen huet herno och méi Liichtgeeteen, fir am Däitsche virunzekenommen, genauso wéi mer eis an darselwechter Logik wiere géint eng Alphabetisierung op Franséisch. Ech hunn de Kolleg vun der LSAP héieren, deen éischerter awer an déi Richtung schéngt ze denken.

Dobäi kënt déi soziologesche Dimensioun, déi Veronsécherung - ech mengen, d'Kollegin vun der CSV hat dat och schonn ugeschwat -, déi Veronsécherung vun deenen Elteren, déi de Choix wëllen huelen, zu deem mir eis absolutt bekennen, dat d'Kanner kënnen doheem vun hiren eegenen Elteren erzu ginn, dat dat soll méiglech gemaach ginn, dat dat soll geféiert ginn.

Och well mer wëssen, dat eben a ville Situatiounen d'Kanner net méi genuch an net méi fréi genuch schwätze léieren, well am Elterehaus kee méi doheem ass, well déi zwee mussen schaffen goen an dat d'Kanner heiansdo a Veronoléissungssituatiounen eraféiert. A wann een decidéiert, doheem bei sengem Kand ze bleiwen, da wëlle mir dat férdere.

An et ass net, fir déi Leit ze veronsécheren, do duerch dat se dat Gefill kréien, dat doduerch hir Kanner benodelegt wäeren an engem Schoulunterrecht, well an enger Crèche oder an engem Précoce sproochlech méi géif gebuede ginn, wéi déi Leit et vläicht kënnen bilden, och wa se sech géifen druginn.

Och dat ass e Wee, dee mir net wëlle matgoen! An dat gëllt och fir Dagesmammen, wou vläicht äänlech Froe sech stellen.

Mir wëllen och ganz kloer - well den Här Minister dat gesot hat a sengem Zeitungsartikel vun haut - soen, dat mer mussen op d'Rekrutementsprozedure beim Stat Uecht ginn. Ech wëll hei nach eng Kéier betounen, dat d'ADR sech ganz kloer zu enger lëtzebuergeschsproochchege Fonction publique hei am Land bekennet. Lëtzebuergeschsprooch, an zwar a Richtung ëmmer méi ausbauen: Dat bedéngt Sproochkenntnisser op engem héijen Niveau, niewent Däitsch a Franséisch als Verwaltungssprooch. Awer d'Fonction publique ass fir eis lëtzebuergeschsproocheg.

Dann ass gesot ginn, well dat gëtt dann ëmmer dramatiséiert, wa mir dat esou ukënnegen, mir wäeren do net flexibel. Mir sinn net géint pragmatesch Flexibilitätsmodellern. Wann iergendwou e Kand do wëllt e Saz a senger Mammesprooch schwätzen, wann et an d'Crèche kënt, well et sech da méi sécher fillt: Jo, firwat net! Wann e Lidd op Franséisch gesonge gëtt, op Däitsch oder op Spuenesch: Jo, firwat net!

Mä dat ass awer eppes ganz anescht, wéi wëllen hinzegoen an iwwer eng systematesch Verännerung vun eisem Schoulsystem oder eisem formalen oder nonformalen Bildungssystem op eng Gesellschaftsverännerung hinzewierken. An dat ass eben dat, wou mer mussen eis d'Fro stellen, ob dat net d'Absicht ass, déi d'Politik hei verfolgegt.

Ech gesinn, Här President, eier Dir mer et sot, datt ech muss zum Enn kommen.

Mä loosst mech mat engem Saz ophalen. Et ass fir eis eng zentral Fro als ADR, dat mer endlech hei am Land - ech muss soen: endlech! -, ech wëll keng Regierung aus hirer Verantwortung

eraushuelen, déi bis elo hei war, datt mer endlech mussen higoen an de Courage hunn, eng systematesch Integratiounspolitik ze bedreiwen, eng, déi och eppes vun de Leit fuerdert. Well, wa mer et net maachen, da si mer awer um beschte Wee, fir Lëtzebuerg de Pessimisten ze iwwerloosen, eis Zukunft, Lëtzebuergesch an eist Land de Pessimisten ze iwwerloosen an deene recht ze ginn, déi soen, datt mer amgaang sinn, eis Zukunft selwer ze begreuen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Wourëms geet et an dëser Diskussioun, déi mer hei féieren? Geet et drëms, d'Lëtzebuerg Sprooch ze instrumentaliséieren, fir Ideologie ze bedreiwen? Geet et drëms, de Leit Angscht ze maachen, zu Lëtzebuerg wier eng Aart Konspiratioun, fir déi Lëtzebuerg Sprooch quasi ofzeschaffen, genau sou wéi eng Kréppchen um Chrëschtmaart ofzeschaffen?

Oder geet et drëms, éischtens, erauszefannen, wéi mir mat eiser eenzegaarterger Sproochesituatioun hei zu Lëtzebuerg eens solle ginn? Zweetens, d'Dräisproochegheet ze sécheren, plus natierlech nach Englesch an deemno wéi eng fénneft oder sechst Sprooch, jee no Situatioun doheem oder an der Schoul? Drëttens, dofir ze suergen, datt déi Dräisproochegheet - déi net evident ass, dat ass sécher, dorobber kommen ech nach zréck, fir keen -, datt déi net zu engem gravéierenden Handicap gëtt. Well doduerch verstärkt sech eng sozial Selektioun, déi souwisou schonn duerch ekonomesch a sozial Verhältnissen an dëser Gesellschaft existéiert.

Dofir muss een natierlech pragmatesch Léisunge fannen. Dofir ginn et schonn Honnerte vu Leit um Terrain, déi sech domadder beschäftegen, a Pilotprojeten, déi existéieren. Dofir muss ee finanziell an human Moyenen zur Verfügung stellen an och iwwer Effektiver diskutéieren, well dat Ganzt ass net gratis!

Et muss ee sech och bewusst sinn, datt Sproochen net just Kommunikatiounsvehikule sinn, mä och Träger vu Kultur sinn a vun Allgemengwëssen. A schlussendlech dierf een op kee Fall d'Communautéite géinteneen ausspillen opgrond vun de Sproochen an opgrond vun anere Kritären natierlech jo och. Dat sinn alles Prinzipien, déi eis musse leeden.

Ech wäert mech do virdrun hidden, an technesch Considératiounen eranzeogen, well ech kee Ménsch si vum Terrain souwisou, a well et souwisou och keng genau Wëssenschaft ass, dat Ganzt. An och wann ech net vum Terrain sinn, kennen ech awer och vill Leit an ech weess, datt déi och vill Expertise hunn an et muss een och kënnen driwwer diskutéieren. A souwisou, a gewëssene Kreesser si Leit sech oft eens, awer net op alle Punkten. Dat wësse mer jo och all.

Mä, wéi gesot, ideologesch kann een dat net ugoen an ech muss awer och dorobber zréckkommen. Zënter e puer Wochen zirkuléiert op de sozialen Netzwierker e Post, vun deem den Här Baum och scho geschwat huet, vun där Initiative, déi esou mécht, wéi wa se sech fir d'Lëtzebuerg Sprooch géif asetzen. An do steet dann, de Minister Claude Meisch hätt decidéiert, fir am Précoce an an der Spillschoul de Stellerwäert vun Lëtzebuergesch zréckzeschrauwen an dofir Franséisch, net Däitsch an net d'Weltsprooch Englesch anzeféieren. Wa se souwisou vun der Weltsprooch Englesch schwätzen, da kéinte se dann och vun der interkontinentaler Sprooch Franséisch schwätzen a vun der mëtteluropäescher Regionalsprooch Däitsch, wann ee wierklech wëllt an d'Detailer eragoen.

Dës Initiative mécht mech awer e bësse rosen, éischtens, well se mat Onwourecht dorëmer hantéiert an och eng gewësse Frankophobie versicht ze propagéieren. An zweetens, well se mech iergendwéi e bëssen zwéngt, och nach engem Regierungsmember iergendwéi e bësse recht ze ginn, wat mech relativ staark traumatiséiert.

(Hilarité)

An ech weess net, wéi ech doriwwer...

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Dat kënnt bestëmnet net all Dag vir!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Et gëtt Schlämmes! Ech mengen, ech muss herno mat mengem Sensibilitätskolleeg een huele goen, well...

(Hilarité)

Mä bon, eent nom aneren. Et muss ee sech awer e puer Saache bewusst sinn. Auslännesch Kanner hu Schwierigkeeten, Lëtzebuergesch ze léieren an herno Däitsch. An dat muss ee behiewen. Kanner, déi Netlëtzebuerg sinn, kommen och aus verschidde Sproocheraim, net just latäinesch an net just Franséisch, portugisesch, dat ass och net datselwecht. An deem muss een och Rechnung droen. Se sollen awer all um Enn gutt Lëtzebuergesch kënnen a soumadder och méi einfachen Accès an déi däitsch Sprooch kréien, déi wichteg ass.

Lëtzebuerg Kanner hu Schwierigkeete mam Franséischen. Fakt ass, wien hei zu Lëtzebuerg Schwierigkeete mam Lëtzebuergesch huet, wäert och Handicapen am Alldag hunn. A wie Schwierigkeeten am Franséischen huet, wäert och Handicapen hunn. Dofir muss een déi behiewen.

Hu kleng lëtzebuergesch Kanner Schwierigkeete mam Franséischen, da kann een natierlech soen, wéi gewësse Leit: Da maache mer manner Franséisch oder mir schrauwen d'Franséisch zréck. Mä ech mengen, datt dat net déi richteg Léisung ass, well, d'autant plus, da komme mer justement an eng diskriminatoire Situation, well Kanner aus dem Bildungsbürgertum, aus bessere Verhältnissen, déi wäerte weiderhin exzellente Franséisch schwätzen, an déi, déi net aus deene Verhältnissen kommen, déi wäerten da méi grouss Schwierigkeeten hu mam Franséischen.

An ëmmerhi spillt déi Sprooch eng wichteg Roll zu Lëtzebuerg, net nëmme well et eng offiziell Sprooch ass, et ass awer och ëmmerhin d'Sprooch vun zwee vun onsen dräi Nopeschlänner. Ech mengen, dat dierf een net vergiessen. Also muss een dofir suergen, datt déi Kanner manner oder bal keng Schwierigkeete méi kréie fir dës Sprooch, wat fir e germanofoont muselfränkesch Ouer natierlech e bësse méi schwéier ass. An dat soll och am Précoce geschéien, esou wäit wéi méiglech. An net nëmme am Précoce natierlech.

Jiddweree weess, datt kleng Kanner eng phenomenal Capacitéit hunn, Sproochen ze assimiléieren. Et ass och wëssenschaftlech bewisen, datt d'Gehir net wéi en Tirang funktionéiert, datt, wa keng Plaz méi do ass fir eng Saach, datt een eng aner Saach misst eraushuelen. Sou funktionéiert dat net. Ech meng souguer - bon, ech behaupten dat elo einfach esou, ouni dat erfuerscht ze hunn, quitte datt et Exemplé gëtt, mä et ass och e Gefill, opgrond vun Erfahrungen awer, déi ee kann hunn -, Kanner am Alter vun dräi, véier, vläicht och souguer nach fénneft Joer maachen, deemno wéi, souguer net onbedéngt den Ennerscheed téschent verschidde Sproochen, och wa se déi Sproochen ufänken ze schwätzen op eng plus ou moins korrekt Aart a Weis. Dat ass relativ interessant. Mä bon.

Dann d'Situatioun vum Engleschen. Ech mengen, dat dierf een och net falsch achätzen an et ass eng Marott zënter Jorzéngten, et misst onbedéngt méi Englesch geléiert ginn. An op deen éischte Bléck klängt dat och ganz gutt, well ëmmerhin Englesch eng Sprooch ass, déi weltwäit am meeschte geschwat gëtt. Mä ass et Englesch, wat weltwäit am meeschte geschwat gëtt? Ass et wierklech richteg Englesch? Ass et wierklech Oxford-Englesch?

Also, wann een op international Treffte geet, an ech mengen, déi Meesch hei maachen dat an dobausse wahrscheinlech och, da gëtt natierlech meeschtens Englesch matenee geschwat, ausser et beherrscht een d'Sprooch vum aneren oder emgedréint.

Mä et fält engem ëmmer eppes op: Et ass oft am schwierigste mat engem „native speaker“ ze schwätzen, an déi sinn a Wierklechkeet rar, zemoos an Europa, dat sinn dann déi britesch Inseln am Prinzip, fir déi ze verstoen, well déi richteg Englesch schwätzen, an Englesch keng einfach Sprooch ass, entgéint deem wat oft esou behaupt gëtt. Mä soubal ee mat engem „Net-native-speaker“ schwätzt, an déi Allermannt kënnen elaboréiert Englesch a Wierklechkeet, well dofir misst ee quasi do gelieft hunn an engem angelsächsese Land oder weinstens do studéiert hunn,...

Dofir, déi international Sprooch a Wierklechkeet, dat ass éischer eng Aart internationale Créole, eng Aart „globish“, wéi dat oft esou e bësse genannt gëtt - an ech mengen, dat soll net irrespectueux sinn -, an dat ass déi Sprooch, wou een och soll kënnen matenee emgoen. Dat ass u sech dat ginn, wat ursprénglech hätt sollen Esperanto ginn, wat natierlech... Et kann een net einfach esou eng Sprooch erfannen. Dat konnt nëmme an Echec ginn. An et ass eben déi Aart vu Créole-Englesch oder Pidgin-Englesch, ech weess net, wéi een dat soll bezeichnen, an dat huet mat der Geschicht vun der Mënschheet ze dinn, mat de Weltkricher, zemoos deem leschten an esou weider.

Dofir wéilt ech och do virdrun warnen, datt ee géif an déi Richtung goen, fir méi Englesch ze maachen, zemoos op Käschte vun Franséische, voire op Käschte vum Däitschen. Hei zu Lëtzebuerg muss ee gutt Franséisch a gutt Däitsch kënnen. Den Här Adam ass och dorobber agaangen, wéi iwwerhaapt de Sproochgebrauch ass hei zu Lëtzebuerg um Aarbechtsmarché. An do mierkt een och, datt dat Englescht u sech nach net dee Stellerwäert huet. Dat ka sech vläicht änneren, mä dat ass bai Wäitem nach net den Trend, mengen ech, op jidde Fall allgemeng gesinn.

Skandinavesch Länner ginn och oft als Beispill geholl. Bon, dovun ofgesinn, datt mir keng skandinavesch Länner sinn, mä zum Beispill a Schweden: D'Schwede schwätzen eng Sprooch, déi soss néierens geschwat gëtt - vläicht verstinn d'Norweger et e bëssen -, a si schwätzen natierlech Englesch. Oft och net, well den Duerchschnittsschwede, dee schwätzt och net perfekt Englesch. Dat ass och e bëssen eng Legend. Mä si hunn och an deene leschten 20 Joer dann awer eng drëtt Sprooch optional agefouert, déi een awer obligatoresch anscheinend soll léieren, an dat kann dann Däitsch sinn, wat natierlech vill méi einfach ass, mä awer och Franséisch oder Spuenesch, wat och grouss interkontinental Sprooch sinn. Ëmmerhin, déi maachen och dee Schrack, fir déi Sproochen ze léieren.

Mä, wéi gesot, eng Sprooch, dat sinn net just linguistesche Capacitéiten, dat sinn och kulturell Capacitéiten. An ech mengen, dat dierf een och net vergiessen.

Ech mengen, mir mussen dofir suergen, also a) Lëtzebuergesch soll geléiert a praktizéiert gi vum Précoce un, wat elo och jo schonn de Fall ass. Mir hunn eis scho fir d'Alphabetisierung op Lëtzebuergesch ausgeschat hei, ech hunn dat e puermol gemaach op dëser Tribün. Et soll awer och keen Dogma sinn, dat wëll ech awer och ennersträchen. Et soll net einfach esou en Dogma sinn. Et ass eng Pist, déi immens interessant ass. Den Här Fehlen, dee kënnt och domadder. Ech mengen, déi Pist muss een ennersträchen.

Mä wann et aneschtens geet, an déi verschidde Aart a Weisen, wéi een dat misst hikréien, doriwwer muss ee kënnen diskutéieren. Mir hate schonn e Seminar virun zwee, dräi Joer doriwwer gehat, wou déi Thees och opgestallt gouf. Mir wäerten deemnächst och nach eppes erëm eng kéier maachen, wou mer eis mat dëser Problematik wëlle beschäftegen.

An de Problem vum Franséischen, do mengen ech, dat, wat elo a ville Précoce-Schoule gemaach gëtt, wou Franséisch parallel och spille-resch, deemno wéi, didaktesch zum Lëtzebuergesch geléiert gëtt, dat muss een ennerstetzen. An d'Mammesproochen an d'Culture d'origine natierlech och, déi esou wäit et praktesch méiglech ass - well deemno wéi kann een net all Situatioun Rechnung droen -, dat muss ee stäipen an dat muss een ennerstetzen. Ech mengen, dat wäert e bësse méi komplizéiert sinn.

Ech wéilt dann ophale mat engem Zitat vum Här Michel Pauly aus dem leschte „Forum“: „En oppene Geescht fir déi lëtzebuergesch wéi fir déi europäesch Kultur vermëttelt een, andeems een an der Schoul déi däitsch, déi Franséisch, déi Englesch, déi Portugisesch an déi lëtzebuergesch Sprooch, Geschicht, Kultur, Literatur gläichberechtigt behandelt.“ E kleng Bémol: Ech géif nach méi wäit wéi Europa goen, mä ech mengen, souguer den Här Pauly wier domat averstanen. Ech ginn dovunner aus, datt dat de Fall ass.

Ech hätt nach viles méi ze soen, mä ech hu schonn eelef Minutte geschwat. Dat ass ze vill. Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann ass et um Éducatiounsminister, dem Här Claude Meisch.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun enger ugereegter, vun enger ganz engagéierter Debatt. Mir wëssen, wann een iwwer Sprooch schwätzt, datt een dann och ganz schnell Emotiounen an der Diskussioun mierkt.

Dat war de Mëtteg och net anescht, wéi et eis soss och oft geet, well eng Sprooch huet mat Kommunikatioun ze dinn: Wéi maachen ech mech verständlech? Wéi verstinn ech och aneren? Si huet mat Kultur ze dinn. Si huet och grad an engem kleng Land wéi Lëtzebuerg, wou och ganz vill Leit mat anere Sproochen a mat anere Kulture bei eis komm sinn, mat Identitéit ze dinn. Si huet och mat Geschicht ze dinn, well wa mer haut soen, datt mer eis Lëtzebuerg Sprooch hunn, awer och aner

Sproochen hei am Land, dann ass dat sécherlech och de Reflet vun der Geschicht vun eisem Land.

Si huet, an dat ass de Mëtten och ganz staark zum Ausdrück komm, mat Schoul ze dinn, mat Succès an der Schoul, mat Réussite awer och doriwwer eraus an der Gesellschaft. An datt mer eis duerfir Suerge maachen, datt mer duerfir och de Sujet eescht huelen an datt mer vun Zäit zu Zäit och hei am Parlament doriwwer diskutéieren, ass eigentlech eng Saach, déi sech vum selwe versteet. An ech soen dem Claude Adam e grouse Merci, datt en emol erëm d'Initiative geholl huet, fir datt mer an där dach kuerzer Zäit fir dee ganz vaste Sujet hei probéieren, nach eng kéier dat erauszeschiele, wat eis vläicht verbënnt, awer och dat sécherlech, wou mer anerer Meinung sinn.

Eppes, denken ech, ass wichteg, an zwar datt mer eis direkt am Hannerkapp behale bei dëser Diskussioun, wéi mer mat de Sproochen an der Schoul emginn. Mer musse wëssen, datt mer haut an eise Schoulen aner Kanner hunn, wéi dat an der Zäit de Fall war.

De Claude Adam ass virdrun op eng Statistik agaangen, wou e sot: Grosso modo zwee Drëttel vun de Kanner schwätzen haut kee Lëtzebuergesch méi doheem als Familijsprooch. En huet gesot, et wär nach net esou laang hier, datt dat bei engem Drëttel ongeféier louch. Da kënne mer net einfach elo soen, d'Léisung vun all eise Problemer léich doranner, datt mer erëm zréckginn zu deem Modell, dee virdrun war, dee vläicht iergendwéi - woubäi mer dat am Gefill heiansdo hunn, ouni et wierklech kënnen ze beleeden - besser fonctionnéiert huet, d'autant plus well d'Uspréich vun der Gesellschaft, d'Uspréich vum Aarbechtsmaart an eis Schoul och haut nach eng kéier ganz anerer sinn. Also einfach no hannen ze kucken, bréngt d'Léisung sécherlech net. Mer mussen no vir kucken.

Wat eis sécherlech och net virubréngt a wat de Kanner, deene Jonken an der Schoul an och no der Schoul sécherlech net hëllef, dat ass, eng ideologesch Debatt doriwwer ze maachen, wéi, wat fir eng Sprooch a wat fir eng Roll datt se hei soll spillen. Sécherlech hëllef et och net, ze probéieren, Parteipolitik mat deem Dossier hei ze maachen. Dat hëllef der Schoul näischt, dat hëllef de Jonken näischt an dat hëllef dem Lëtzebuerg Land och näischt.

An duerfir solle mer och diskutieren, et vläicht net vun der politescher Diskussioun aus ze gesinn, net ze kucken: Wéi sti mer do vun eiser Iwwerzeegung hier a wat misste mer do maachen? Mä kommt, mer dréinen et emol eng kéier em a mir kucken, a wat fir enge Situatiounen ganz vill Kanner haut sinn, wa se an d'Schoul kommen, wa se an der Schoul sinn, a firwat se vläicht deem engen oder anere Problem begéien.

An och dat ass ganz ennerschiddlech. Do gëtt et net dat eent Kand, op dat mer misste reagéieren. Do gëtt et Kanner, déi vläicht haut am Préparatoire sinn, well se virun zéng oder zwielef oder 15 Joer an enger Crèche oder enger Struktur waren, déi vläicht den Eltere geschéngt huet, wéi wann et eng Crèche wier, mä déi eigentlech emol mat deem System guer näischt ze dinn hat, wou se dann awer zu zéng Kanner do an iergendengem Raum waren - dat hätt och kënnen eng Garage gewiescht sinn - an do vu moies bis owes eigentlech Tëlee gekuckt hunn, bis dann iergendwann d'Mamm oder de Papp oder d'Nopesch oder déi grouss Schwëster, de grouse Bruder se erëm siche komm ass, a se do eigentlech vu Sproochen a vu Sproocheförderung a vun deem, wat duerno an der Schoul geschitt ass, näischt matkritt hunn.

Mir hu Kanner, déi trotz all deenen Engagementer, déi de Stat an och d'Schoul scho geholl hunn, wéi zum Beispill d'Aféiere vum Précoce, nach ëmmer relativ spéit mat der Lëtzebuerg Sprooch a Kontakt kommen. Mir hu ganz vill Kanner, déi aus dem Ausland kommen, déi do schonn ageschoult waren, déi absolutt kee Bezuch zu eise Sproochen hei am Land hunn, déi och fir d'Schoul, d'Reussite an der Schoul an d'Integratioun iwwerhaapt schonn an eise Schoulssystem eran extrem wichteg sinn.

Mir hunn dann awer och nach ëmmer dat lëtzebuergesch Kand, wat zu engem Drëttel ongeféier doheem Lëtzebuergesch als Familijsprooch huet, wat awer och net einfach riicht duerch eise Schoulssystem geet, wou ee kéint soen: Dat doten ass einfach an der Rei, fir déi Kanner ass eise System nach ëmmer „1 A“. Och do wësse mer, datt et Problemer gëtt.

Dat ass vläicht e bësse karikaturiséiert. Et gëtt och ëmmer aner Fäll. Et kann een net ze vill verallgemengeren, mä mir wëssen awer, datt d'lëtzebuergesch Kanner oft op Krichsfouss mat der Franséischer Sprooch stinn - an dat ganz oft scho ganz fréi -, an dat iwwer hier ganz

Liewen an och duerno weiderzèien, wa se net iergendwann eng Kéier d'Chance hunn, a Frankräich ze liewen, d'franséisch Kultur aneschtters kennenzelieren am Alldag, fir déi Sprooch nach eng Kéier nei kennenzelieren.

Ech denken, datt, wa mer esou un déi Debatt do eruginn, ech denken awer och, datt, wa mer kucken, wat fir eng Entwécklung d'Wissenschaft an de leschte Jore gemaach huet - woubäi et mer dann awer schéngt esou ze sinn, wéi wa jiddwereen e bèsse seng eege Wëssenschaftler huet, well hei si Saachen zitéiert ginn als Fuerschungsergebniser, déi awer contraire an diametral opposéiert sinn zu deem, wat ech liesen an eigentlech awer och als gesécherert unerkannt hunn -, da solle mer och kucken, wat an der Praxis souwisou fonctionnéiert. Mer solle kucken, wat d'Erfahrung si vu ganz ville Familien, vu ganz ville Schoulen, vu ganz ville Betreuungstrukturen. Ech denken, da kënne mer eis och do ganz gutt guidéiere loosser.

Et ass jo vill iwwert déi multilingual Fréiförderung geschwat ginn, an den Interpellant, de Claude Adam, huet eng Fro gestallt: Wat ass d'Zil dovunner?

D'Madamm Hansen huet gemengt, mech richtig ze zitéieren an dass ech gesot hätt, et géif guer keen Zil ginn an domadder wär et eis jo eigentlech alles ganz egal. Ech wëll nach eng Kéier prezis soen: Mir sinn hei an nonformale Bildungsberäich, mir definéieren hei keng Kompetenzsockelen, mir hu keen Niveau, deen déi Kanner missten errechen - déi ginn och net getest -, mä mir maachen hei eng Offer, datt se mat deene Sproochen a Kontakt kommen, datt se dat kënne opsaugen, wat se dann eben opsaugen dovunner. A wann dat eppes Positives ass, dann ass schon emol ee ganz groust a wichteg Zil do errecht. Mä et geet sécherlech net dréms, en Niveau ganz kloer do unzestriewen.

Mir hunn awer natierlech politesch Ziler, soss géife mer et net maachen a soss wär et vläicht esou, wéi d'Madamm Hansen seet, en Investissement, dat jo awer och considéerabel ass, net wäert.

Mir hunn eng extrem grouss Heterogenitéit an eise Schoulen, an dat scho ganz fréi. Déi mierke mer an de Betreuungsstrukturen, mir mierke se och am Précoce, mir mierke se an der Spillschoul, mir mierke se duerno, wann alphabetiséiert gëtt, an iwwer eise ganze System ewech.

Ee vun den Ziler ass et sécherlech, fir déi ganz ënnerschiddlech Sproochen, mat deenen d'Kanner an eis Schoul herno kommen, an de Cycle 1 kommen, an de Précoce oder an d'Spillschoul kommen, e bèsse méi no beieenezefieren, datt mer méi en eenheetlech Bild hunn, datt mer do kënne soen - an dat ass ganz kloer en Zil an ech weess net, wat ech soll maachen, fir datt et net erëm aneschtters duergestallt gëtt vun Einzelnen, mä déi hu wahrscheinlech aner Motiver -: Sécherlech ass et d'Zil, datt se Lëtzebuergesch kënne, Lëtzebuergesch verstinn, Lëtzebuergesch schwätzen, wéi dann hire Parcours iwwert d'Crèche, iwwert de Précoce, iwwert d'Spillschoul et dann eben emol erlaabt.

Awer och soll et d'Zil sinn, datt se schon a Kontakt kommen, systematesch a Kontakt komme mat anere Sproochen, mat der franséischer Sprooch, déi ebe wichteg ass herno awer als Schoulsprooch e puer Joer drop, a wou mer wëssen, datt dat oft awer een Hemmschung ass an eng Hürd ass, wou ganz vill Kanner finallement dru scheitern an net esou virukommen, wéi se misste virukommen, datt mer also bei där Aufgab hëlfe, fir Kanner, déi aus engem ganz ënnerschiddleche Sproochemilieu kommen, duerno awer an eng Schoul ze integréieren, wou mer se erëm op aner Sproochen, op verschidde Sprooche mussen preparéieren, fir dat schon e bèsse méi no beieenezefieren, datt mer déi breet Heterogenitéit, déi mer haut an engem Cycle 2 hunn, wann et ëm d'Alphabetisierung geet, e bësselech limitéiert a reduzéiert hunn.

Et gëtt gesot, mir hätten eis hei net op wëssenschaftlech Konzepter baséiert, mir wäere ganz wäit ewech vu Fuerschungsergebniser. Also et ass nun awer Standard an der Fuerschung, datt d'Fréiförderung hëlfe, datt et déi éischt Jore sinn, déi eigentlech am wichtegste si bei engem Kand, datt, wa mer eis iwwert d'Resultater herno op enger Première, op enger Treizième oder och nach doriwwer eraus ënnerhalen, datt et net onbedéngt dat Wichtigst ass, wat op der Première, op der Deuxième, op der Troisième um Programm steet an d'Léiermethoden do sinn, mä datt et vill méi wichteg ass, wat an den éischte Liewensjore mat engem Kand geschitt ass.

Dat liesen ech haut a quasi all de wëssenschaftlechen Analysen, déi mer dozou bekannt sinn. An ech liesen et eigentlech och an extrem ville

populärwëssenschaftleche Bättråg, déi ech awer an allen Zeitungen, déi eis och hei zu Lëtzebuerg missten zougänglich sinn, ëmmer nees entdecken. Duerfir verstinn ech dat doten net richtig. Mä bon, dat mussen dann déi Leit mat sech selwer ausmaachen.

Mir hunn op där anerer Säit nieft der Wëssenschaft Expertisen um Terrain, déi eis hei kënne guidéieren, hei zu Lëtzebuerg an am Ausland. Et gëtt Dausende vu Crèchen, déi multilingual fonctionnéieren hei an an anere Länner. Mir brauchen nëmmen dohinner kucken ze goen. Mir brauchen nëmmen ze kucken, wéi se schaffen. Mir brauchen nëmmen ze kucken, wat dat deene Kanner bréngt. Dann, denken ech, verstimm, wat eis Ambitioun mat deemem Projet ass.

Mir hunn och ganz vill multilingual Familjen zu Lëtzebuerg an an all de Länner. Et gëtt souguer Fuerschungen, déi soen, datt dat d'Regel ëmmer war, datt d'Kanner a multilinguale Kontexten opgewuess sinn an net an engem monolinguale Kontext, soudatt dat doten eis eigentlech och misst guidéieren, fir ze soen: Dat ass eppes, wat guer näischt esou Exceptionnelles ass. Et ass éischter eppes, wat zum Mënschsinn derzougéiert.

An och haut hu Kanner, ouni datt se duerno an eng méisproocheg Crèche géife goen, Kontakt mat ënnerschiddleche Sproochen. Wat géife mer da maachen a wéi dramatesch wär et dann, wann d'Boma eng aner Sprooch géif schwätzen, wann d'Nopesch oder den Noper eng aner Sprooch géif schwätzen, wann déi Kanner an der Strooss eng aner Sprooch géife schwätzen, déi een op der Spillplaz begéint?

Dat ass nun awer eppes ganz Normales; dat gehéiert zum Alldag vun de Kanner dozou an et ass gutt fir déi Kanner! An ech verstinn eigentlech net, firwat hei esou muss gemaach ginn, wéi wa mer an der Crèche an duerno och an der Schoul, am Cycle 1, eng kënschtlech Welt misste schafe fir d'Kanner, déi der Liewensrealitéit an hirer Famill, an hirem Quartier nu wierklech net méi entsprécht. Doriwwer soll een awer och emol eng Kéier nodenken.

Wichtig ass dobäi, an do ginn ech jiddwereengem recht, deen zu Recht seet, ob dat do net zu Problemer féiere kéint, zu Recht seet, dass all Kand anescht ass, all Kand eng aner Biografie huet, all Kand mat anere Sproochen, mat engem aneren Niveau och vu senge Kommunikatiionsfäegkeeten a jonke Joren an eng Struktur erakënn. Jo, do mussen mer differenzéieren.

Mä, Här Adam, mir schwätzen zéng Joer - Dir, an ech e bèsse manner laang - vun Differenzéieren an der Schoul. Hei ass et awer nu wierklech datselwecht. Mir müssen d'Situation vun deene Kanner ganz genau kucken, wa se an eng Struktur kommen.

Et ass hei geschildert ginn, wéi dat gëschter zu Esch gaangen ass. Déi Struktur, déi mécht dat, déi kuckt sech déi Kanner do un. Do kommen der ganz vill, déi eigentlech nach guer kee Kontakt mat der Lëtzebuerg Sprooch haten. Dann ass dat selbstverständlech emol eng éischt Prioritéit. A wann een dann d'Entwécklung vun deene Kanner suivéiert huet iwwer Méint oder iwwer Joren - mer schwätzen hei vun engem bis véier Joer, a schwätzen eigentlech vun engem bis sechs Joer, bis et an den C2 geet -, wa mer de ganze Prozess do kucken, dann ass do genuch Geleeenheet, fir ëmmer erëm nozeajustéieren an en fonction vun der Entwécklung vun de Kanner se och mat anere Sprooche kënne a Kontakt ze bréngen.

Et ass och gefrot ginn: Ass dat do exklusiv Franséisch? Wann Der den Text liest vum Gesetz, da gesitt Der, datt et net exklusiv Franséisch ass, datt et awer eng Sprooch muss sinn, wou mer duerno eng Schouloffere hunn hei zu Lëtzebuerg. Wa mer also och international Schoulen hunn, déi op anere Sprooche fonctionnéieren, kann et also och an der Crèche sinn, datt een do Lëtzebuergesch, wat ëmmer dobäi ass, mat enger anerer Sprooch ka kombinéieren. Dat schéngt mer wichteg ze sinn.

An datt et natierlech eppes ass, wat och engem Eveil aux langues ganz no kënnt, datt et natierlech eppes ass, wat nieft der Fördereung vun der Mammesprooch, dem Eruféieren un d'Lëtzebuergesch, och d'Oppenheet zu anere Sproochen, déi de Kanner nach friem sinn, soll féieren, datt et natierlech generell och doréms geet, déi kommunikativ Fäegkeete vun de Kanner ze féieren, dat ass ganz evident.

An ech denken, ech brauch dem Här Adam net ze erklären, wéi ech aneren net brauch ze erklären, datt dat net op d'Käschte muss goe vun aneren Ziler, déi mer eis och an där doter Alterskategorie setzen, datt mer net soen: Wa mer d'Sprooch féieren, da wär herno vläicht d'Motorik vun de Kanner manner entwéckelt.

Et kann ee Sproochenaktivitéiten, et kann ee ganz kommunikativ orientéiert Aktivitéiten an

deem doten Alter maachen an awer d'Motorik féieren. Dat kann een d'ailleurs och bei aneren Alterskategorien nach maachen, an ech géif mer dat eigentlech och do heiansdo wënschen. D'Fuerschung seet eis och, datt dat net dee falsche Wee dozou wär.

Ech wëll just nach eng Kéier drun erënnere, well awer hei ëmmer erëm gemaach gëtt, wéi wa mer am loftleere Raum wäeren, wéi wann et keng Fuerschung géif ginn, wéi wa mer dat einfach esou erfonnt hätten an elo einfach emol eng Kéier mir näischt, dir näischt wëilten aféieren: Mir hunn am März vun deemem Joer e Konzept virgestallt. Do gëtt et 58 Referenzen op aner wëssenschaftlech Etüden, déi sech mat deser Thematik beschäftegt hunn. Mir mierken och haut, datt e ganze Secteur amgaangen ass, sech mat där Thematik do ausenanesetzen: de ganze Secteur vun der Klengkandbetreueng, vun der Klengkandfördereung. Do ass ënner anerem ee groussen Akteur, deen och eng Zäitschréft erausbruecht huet iwwert d'Méi-sproochegkeet mat enger Hällewull vu Formation-continues-Offeren, mat enger Hällewull vu wëssenschaftleche Bättråg och do derzou, déi sécherlech ënnerschiddlech d'Thematik belichten, déi sécherlech och emol déi eng oder déi aner kritesch Fro dozou stellen, mä wat mer gefält, dat ass, datt mer et fäerdegbruecht hunn, eigentlech schon éier mer e Gesetz hunn, datt mer e ganze Secteur a Bewegung gesat hunn, sech mat där Seriositéit vun där doter Fro ausenanesetzen. Dat wär ouni dat dote sécherlech ni geschitt.

An ech wëll eppes...

**(Interruption par Mme Martine Hansen)**

Jo, waart ee Moment, well duerno hutt Der vläicht nach eppes aneres ze soen!

**(Hilarité)**

Ech wëll hei awer op eppes agoen, wat d'Madamm Hansen gesot huet. Mir géifen hei e risegt gesellschaftlecht Experiment maachen. Madamm Hansen, dat ass de Leit Angscht gemaach virun engem Fortschritt an der ganzer Bildungspolitik.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Jo, dat ass esou! Da kucke mer emol, wat mer haut hunn an, Madamm Hansen, wien dat vun haut ze veräntwerten huet. Gëtt et haut iergendeng Richtlinn, wat fir eng Sproochen ze applizéiere sinn an de Klengkandstrukturen an eisem Land, an de Crèchen tèschent null a véier Joer? Gëtt et iergendeng?

Hätt d'CSV net d'Méiglechkeet gehat, dat ze maache bei der Aféierung vum Chèque-service, wou et jo just dréms gaangen ass, datt ee ganze Secteur méiglechst schnell sollt explozéieren, méiglechst schnell Plaze sollten offréiert ginn? Wäre et do net gescheit gewiescht, fir ze soen: „Wann Der da gäre just Lëtzebuergesch wëllt féieren, ma da maacht dat wann ech gelift do.“? Dann hätte mer haut net dee Wildwuchs doruechter. Dann hätte mer haut keng Crèchen, wou nëmme Franséisch geschwat gëtt, a mer hätten haut scho vill méi Uerdnung an engem Secteur an eng gerichtete zukunftsorientéiert Politik, déi mer do kéinte maachen.

Hätt d'CSV net d'Méiglechkeet gehat bei deem Gesetz iwwert d'Qualitéitsorientéierung an der nonformaler Bildung, wat d'Madamm Minister Marie-Josée Jacobs nach abuecht hat hei am Haus 2012, fir genau dat doranner ze schreien? Do stoung kee Wuert doranner.

Hätt de Familljeminister Marc Spautz vun der CSV 2013 net d'Méiglechkeet gehat, wou en Amendementen zu deem dote Gesetz gemaach huet, fir genau dat dote festzeschreien, dat, wat mer elo maachen, dat, wat eng DP-, LSAP- a grénggefouert Regierung elo mécht? Neen, Dir werft eis hei vir, mir hätten Experimentier gemaach um Bockel vun de Kanner. Ech froe mech, wat dat doten da fir eng Politik war.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister!

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - D'Madamm Hansen däreft.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här Minister, a Merci, Här Minister. Also ech stellen awer nach déi Fro, déi ech virdu wollt stellen.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Ech hu gemengt, Dir géift elo heizou eppes soen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Majo et ass och nach ëmmer dozou. Ech wëll wierklech gären déi wëssenschaftlech Etüd gesinn, déi an eisem spezielle Kontext beweist...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - ...datt dat doten de Kanner eppes bréngt. Well Dir wëllt jo gären u sech trotzdeem Ziler errechen, wéi Der gesot hutt. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass, Dir sot, firwat... Oder einfach: Wéi kënnt Der soen, datt ee portugisescht Kand, wann dat elo géif mat engem Joer an eng Crèche goen, wou just Portugisesch géif geschwat ginn, datt dat u sech schlecht fir dat Kand wier? Et gëtt eng Etüd, an déi hunn ech lech gewisen, déi seet, datt, wann déi éischt Mammesprooch gefestegt ass...

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Jo.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - ...datt dann d'Kanner u sech vill méi séier déi zweet Sprooch léieren. A mir soen awer elo, oder Dir sot: Gitt an d'Crèche mat engem Joer, wou virun allem Franséisch a Lëtzebuerg geléiert gëtt! Also och do: Wou ass déi wëssenschaftlech Etüd, déi beleet, datt Der recht hutt mat Aren Aussoen?

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Ma ech hunn op all déi Froen do jo geäntwert. Ech hunn lech nach eng Kéier hei opmierksam gemaach op dat Konzept, wat mer viru gutt sechs Méint virgestallt hunn, wou 58 verschidde Referenzen op wëssenschaftlech Etüden drastinn.

Ech soen net, datt et fir e Kand net gutt wär, wa seng Mammesprooch geförderet gëtt. Ech soen net, datt et fir en eejäregt Kand schlecht wär, wann et a senger Mammesprooch encadréiert gëtt. Dat soen ech jo net. Mä an eisem Konzept ass och d'Fördereung vun enger Mammesprooch virgesinn, woubäi mer jo awer mussen wëssen, datt mer do Limiten hunn.

Firwat maache mer ënner anerem hei niwiedrunn och eng ganz intensiv Elterenaarbecht? Firwat probéiere mer, iwwert d'Präsenz vum Kand an der Crèche dann duerno d'Eltere mat op de Wee ze kréien, fir d'Mammesprooch doheim ze applizéieren, wou mer wëssen, datt nach oft villes net glécklech ass, wat do geschitt, a wou sécherlech och do ganz villes ka besser gemaach ginn? Mä elo ze soen: Mir baséieren eis op déi doten Etüd, an duerfir kucke mer, datt mer dann d'Mammesprooch systematesch féieren an eise Strukturen, wann dat awer elo d'Léisung soll sinn, da froen ech mech, wéi Der dat da gäre géift hikeréien.

Ech... Jo?

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - ...eng Etüd, déi wierklech eisem Kontext...

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Jo, well mer natierlech esou en atypesche Kontext hunn.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Firwat hu mer dann net...

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Majo, mir hunn eist eegent Konzept entwéckelt. Mir sinn eis quasi déi eenzeg Fachkraaft am ganze Land siche gaangen, déi eng Dokteraarbecht op der Uni iwwert d'Méi-sproochegkeet am Klengkandberäich geschriwwen huet, déi hu mer am Ministère agestallt, fir dat Konzept do ze maachen. Et gëtt vun aneren Experten, nationaler an internationaler, mat suivéiert. Mir wäerten do ganz enk um Ball bleiwen.

An et baut op op där Expertise, déi international besteet, där Fuerschungsarbecht, déi international virläit, an op den Erfahrungen, déi mer an de Strukture scho laang gemaach hunn hei zu Lëtzebuerg an amgaange sinn, am Kontext vun deene Pilot-Crèchen och ze maachen.

D'Wëssenschaft seet jo awer, datt - an do kann ech lech direkt d'Referenz ginn, wann Der et gären hätt - Immersionsmodeller, wou ech also an eng aner Sprooch andauchen an do-duerjer d'Sprooch léieren - esou wéi Dir et eigentlech erkläert hutt, wéi mer et méi oft misste maachen am Secondaire -, datt dat besonnesch effikass wär am Fondamental respektiv am Klengkandalter.

D'Wëssenschaft seet och - an do, mengen ech, läit ee Punkt, wou mer eis vill méi intensiv domadder mussen beschäftegen a wou vill Riedner de Mëtting eigentlech drop ze schwätze kumm sinn -, datt, fir eng Friemsprooch ze léieren, een eng gewësse kognitiv Entwécklung muss gemaach hunn, virun allem wann en esou léiert, wéi mer an eiser Schoul léieren, wéi mer Franséisch an eiser Schoul léieren.

Duerfir verstinn ech net richtig, datt Der wëllt soen, Madamm Hansen, mir sollten de Bain linguistique éischter herno am Secondaire offrée-





ren. D'Wëssenschaft seet: Maach dat ganz fréil! An eng Friemsprooch léieren, mat Regelen, mat Vokabelen, mat Verben, mat Grammatik a mat Exercicen, esou wéi Erwuessener eng Friemsprooch léieren ab engem gewëssenen Alter, datt dat eigentlech dann de Modell ass. Do, denken ech, leie mer eigentlech besser, wa mer an déi Richtung weider iwwerleeden.

Ech wëll och warnen. Ech si jo ganz fir eng Diversifizéierung vun eiser Offre scolaire, déi der Heterogenitéit vun eise Schüler méi staark Rechnung dréit. Mä wa mer elo mengen, mer géifen d'Problemer hei léisen, andeems och an deene Klassen, wou et nach eenegermoosse gutt fonctionnéiert a wou mer d'Schüler awer op e gewëssene Sproochenniveau herno bréngen op enger Première, op enger Treizième - mer géifen do systematesch soen: Mer déci-déieren, datt mer nach eng oder vläicht zwou Sproochen op engem méi héijen Niveau hunn an déi aner op engem manner héijen Niveau -, wa mer also deen Usproch nach eemol erofsetzen, dee mer haut hunn - a gläichzäitig zitiiert Der hei Etüden, déi gemaach goufen an déi ech lech net falsch maachen, datt mer haut deem Usproch scho guer net méi gerecht ginn -, da fäerten ech, da komme mer nach eng Kéier méi wäit vun deem ewech, wat mer awer brauchen!

Well natierlech brauche mer awer Leit, déi gutt d'Sprooch beherrschen, an dat op engem gewëssenen Niveau, sief et nëmmen, an Dir hutt et selwer gesot, sief et nëmmen, fir herno an den Enseignement kënnen ze kommen. Wann 20% vun deenen, déi haut e Bac hunn, wann déi just den Niveau C1 errechen a mer setzen deen Niveau herno nach eng Kéier erof fir eenzel Sproochen, da wëll ech net wëssen, wéi vill et der dann nach si mat C1. Mä mer brauchen der awer mat C1, sief et nëmmen, fir herno an eng multilingual Kannerbetreuung kënnen mat eranzekommen.

Mir mussen also do kucken, datt mer den Usproch fir Jonker, déi dat dote kënnen packen - an et gëtt der haut ganz vill, déi et packen, well net all eis Schoule si schlecht an net eise ganze Schoulsystem ass schlecht -, datt mer deen net systematesch erofsetzen. Mer mussen also scho kucken: Wat kënnen mer maachen, fir datt mer deem Usproch wierklech kënnen gerecht ginn? An do gëtt et ganz viles ze maachen an déi Konzentratioun op de Klengkandberäich ass eigentlech och nëmmen eng vun deene Saachen, déi mer do kënnen maachen.

Ech wëll awer nach eng Kéier...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Minister,...

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- ...ech ginn nach eng Kéier der Madamm Hansen d'Wuert an da géif ech lech och bieden, lech un d'Chamber ze adresséieren an da brauche mer net méi an den Dialog eranzegoen.

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Do zweifelen ech drun.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ech wëll just soen, datt ech net gesot hunn, datt mer den Niveau missten erofschrauwen. Ech hu just gesot, datt definitiv 2006 d'Madamm Delvaux Tester gemaach huet op Première an datt knapps 20% den Niveau C1 an driwwer erreicht hunn. An da mussen mer eis Froe stellen!

An ech hat eng zweet Fro gestallt: Wéi een Zil wëllt de Minister erreche fir déi eenzel Sproochen? Wëllt e sech Ziler setzen am Kader vum europäesche Referenzkader? Merci.

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Jo, ech hunn, mengen ech, kloer zum Ausdrück bruecht, datt et net d'Prioritéit ass fir mech an deene besteeenden Offeren, déi mer hunn, d'Première an d'Treizième, de Sproochenniveau do ze variéieren.

Ma sécher, mir hunn natierlech Léierpläng, mir hunn natierlech en Niveau, deen erreicht soll ginn. Mir hunn och dat eng Kéier iwwersat op den europäesche Referenzkader. A mir denken och, datt mer virun allem Studenten, oder Schüler an duerno Studenten, déi an d'Ausland wëlle studéieren goen, wou genau dat do gefrot gëtt, datt een zertiféiere kann, wat fir e Sproochenniveau se am Kontext vum europäesche Referenzkader hunn, datt mer deene mussen et méiglech maachen, datt se dat och kënnen zertiféieren.

Mä, wa mer dat anert wëllen, mussen mer wëssen, datt an eise Sproochenunterrecht och ganz, ganz vill iwwer Bord geet, wat och haut

zu eise Sproochenunterrecht gehéiert. Well nëmmen d'Fäegkeet ze communicéieren ass jo awer eppes, wat am Franséisch-, am Däitsch- an am Engleschunterrecht vun haut bei Wäitem net... Mer limitéieren eis bei Wäitem net dorobber, mä mer ginn eigentlech ganz, ganz wäit doriwwer eraus an do géife mer ganz, ganz viles verléieren.

Et sinn eng Rei vun interessante Pisten de Mëtteg hei genannt ginn, iwwert déi ee soll nodenken. D'Fro vun der Langue véhiculaire an engem eenzelne Fach, an engem Netsproochefach: Mir hu jo selwer Pilotprojeten do initiéiert, déi mer och suivéieren, déi villversprechend sinn, wou mer d'Hoffnung hunn, datt, wann e Schüler e Fach ka maache wéi Mathematik, wéi Geschicht, wéi Biologie an eng Sprooch, déi him besser läit, datt en dann natierlech och déi Matière sech besser kann erschaffen. Dat läit eigentlech schonn e bëssen op der Hand.

D'Fro ass emgedréint awer och: Musse mer net kucken, de Schüler och d'Méiglechkeet ze ginn, nieft just dem Sproochenunterrecht eng Sprooch unzewenden? A wa mer all d'Niewefächer, wann ech dat emol esou ka soen, dann an enger anerer Sprooch maachen, dann huet en eigentlech och ganz weineg déi Méiglechkeet. An déi Etüden, déi ronderëm déi Pilotprojeten do lafen, déi sollen eigentlech genau dat doten och ofweien: Wat ass de Plus a wat ass awer och eventuell eng negativ Konsequenz dovunner?

Ech denken, virun allem mussen mer kucken, datt mer aneschtens mam Fachvocabulary emginn, virun allem an deene Joergäng, wou d'Langue véhiculaire och eng Kéier wiesselt. Wann ee Biologie op Däitsch gemaach huet an op eemol mécht ee se op Franséisch, dann ass et net esou, datt een all déi Fachbegrëffer, déi ee virun op Däitsch héieren huet, datt een déi alleguerten op eemol op Franséisch géif kënnen. A wann déi net iergendwéi an deem Iwwergang do mat vermëttelt ginn, oder matzäiten agefouert ginn, da kann och dat zu Schwieeregkeete féieren.

Ech sinn och ganz d'accord mat deene Proposen, notament och vum Claude Haagen, datt mer nach méi mussen fuerschen iwwer eis speziellesch Lëtzebuurger Situatioun, iwwert de Multilinguisme hei zu Lëtzebuerg, datt et och eng Fro vun didakteschem Material ass, un deem mer schaffen, wou mer eis jo och mat der Uni Lëtzebuerg Partner wëlle ginn, fir méi systematesch dorunner ze schaffen. An d'Verbindung mat der Grondausbildung virun allem vun den Enseignanten am Fondamental, och do ze sichen. Och wat d'Ausschaffe vun eise Léierprogrammer ubelaangt, vun der curricularer Aarbecht ubelaangt, denken ech, brauche mer eng Vernetzung tëschent Léiermaterialien, Schoulbicher, digitale Contenuen an awer och de Programmier.

Ech sinn a bleiwe skeptesch, wat eng aner Iddi, déi och nach eng Kéier ugeschwat ginn ass de Mëtteg, déi vun der Alphabetiséierung op Lëtzebuergesch, ubelaangt, well ech einfach net gesinn, wéi dat soll goen, well Lëtzebuerg

gesch awer ganz staark op der däitscher Sprooch baséiert, och wéi et geschriwwé gëtt. An Alphabetiséierung heescht net nëmme liese léieren, mä och schreiwe léieren. A wann ech net richtig weess, wéi d'Wuert am Däitsche geschriwwé gëtt, ass et ganz schwéier ze wëssen, wéi et am Lëtzebuergesch geschriwwé gëtt. An da kann een et eigentlech och doriwwer generell net schreiwe léieren. Dat ass dee gréisste Problem, deen ech dobäi gesinn.

Donieft mengen ech, datt mer keng Revolution solle maachen, datt mer eis Systemer net komplett sollen ëmstellen, mä datt mer eis op dat solle konzentréieren a limitéieren, wou ee wierklech kann en direkt Resultat erwaarden, an dat ass méi Effort am Klengkandberäich an dat ass virun allem awer och eng aner Approche, fir Sproochen ze enseignéieren.

Ech hu virdu gesot: eng méi altersgerecht Approche, fir Sproochen ze enseignéieren. An och do si mer amgaangen, fir de Fondamental drun ze schaffen, opbauend op deem, wat am Klengkandberäich soll gemaach ginn, op deem, wat am Cycle 1 soll gemaach ginn, dann, iwwert d'Alphabetiséierung ewech, am Däitschen an am Franséischen ze kucken, wéi mer déi eenzel Sprooch besser kënnen aféieren, wéi dat haut ass, fir och doduerer eng aner Approche ze ënnerstëtze par rapport zu de Sproochen a méi aus där Zäit, déi mer haut an de Sproochenunterrecht investéieren, kënnen erauszehuelen.

Eng aner Äntwert, déi d'Regierung gëtt op déi Erausforderung, déi mer geschildert hunn de Mëtteg, ass och d'Diversifikatioun vun der Offre scolaire. Dat ka fir all Schüler sinn. Dat muss net fir e Schüler sinn, deen elo mat sengen Eltere just gëschter aus dem Ausland heihinnerkomm ass, oder een, dee virun zéng Joer komm ass. Dat kann och ee sinn, deem seng Eltere scho ganz laang zu Lëtzebuerg gewunnt hunn, iwwer Generatiounen hei gewunnt hunn.

Et gëtt esou vill ënnerschiddlech Kanner mat esou vill ënnerschiddleche Biografien, awer och esou vill ënnerschiddlechen Talenter, datt et an engem Land wéi Lëtzebuerg en enorme Verloscht bréngt, wa mer probéieren, déi Kanner esou ze modelléieren, datt se an een eenzege Schoulmodell erapassen. An dofir brauche mer ënnerschiddlech schoulesch Offere fir ënnerschiddlech Kanner.

An d'École internationale zu Déifferdeng ass en Ufank dovunner. An déi éischt Aschreiwungen an den Interessi virun allem hunn eis encouragéiert, fir dat auszebauen, e Gebai vun Esch ze annexéieren, awer och d'Offre scolaire nach eng Kéier ze iwwerdenken, och eng germanofon Sektoun opzemaachen.

Mir hunn e Projet de loi hei am Haus leien, fir deem, wat de Michel Lucius schonn zanter enger Rei vu Jore mécht am Kontext vun engem Pilotprojet, och eng gesetzlech Basis ze ginn, näamlech engleschsproocheg Klassen am Secondaire, awer gläichzäitig och eng engleschsproocheg Filière am Fondamental kënnen unzebiden.

Mir hunn de Bac international oder den IB am LTC respektiv am Athénée. Mir sinn och amgaangen do ze kucken, virun allem och den engleschsproochegen IB weider auszebauen, well mer och am Zentrum däitlech méi Offer brauchen. A wa mer do, grad op déi dote Klasse kucke ginn, gesi mer, datt dat eigentlech eng Offer ass, déi ganz gären och vun...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Lauschtert Ärem Kolleg no!

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- ...déi ganz gären och vun anere Lëtzebuergeschsproocheg Kanner genotzt gëtt, soudatt dat eppes ass, wat sech net nëmmen un eng international Communautéit richt.

An ech ginn der Madamm Hansen absolutt recht, mä ech hunn dat hei eigentlech op dëser Plaz an op anere Plaze scho ganz oft widderholt: Natierlech mussen mer kucken, datt mer déi Offeren do och queesch iwwert d'Land kënnen verdeelen, datt do och en Zougang fir jiddwereen ass. An och am Norden, denken ech, datt mer do Akteure fannen, déi bereet wären, mat op deen dote Wee ze goen.

Nach ee Wuert, Här President, wann Der erlaabt, ofschléissend zur Lëtzebuurger Sprooch. Generell mussen mer awer - an egal wou mer stinn, ob Majoritéit oder Opposition, a mir wësse jo och, datt dat an deene leschte Joren a Jorzéngte gewiesselt huet a wahrscheinlech an deenen nächsten och erëm eng Kéier -, mä mer sollen eis hei awer vläicht eens sinn, datt d'effentlech Schoul zu Lëtzebuerg eng formidable Aarbecht gemaach huet als Integrationsmaschinn.

Well jiddwereen, deen aus der effentlecher Schoul erausgaangen ass, eis Sprooch, Lëtzebuergesch, geschwat huet, verstanen huet, am Alldag se konnt uwenden, an domadder och iergendzwousch e Stéck wäit Lëtzebuergesch geduecht huet, Lëtzebuergesch getickt huet, wéi mer dann op Lëtzebuergesch esou schéi soen. An ouni deen Effort hätte mer sécherlech bei deem extrem héijen Ausländerundeel, dee mer haut hunn, ganz aner Problemer vun Integratioun.

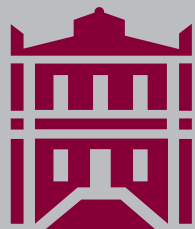
Ech wëll net soen, datt et guer keng Problemer géife ginn. Mä ech denken, datt do e grouse Meritt awer vun der effentlecher Schoul a vun all den Akteuren, virun allem och den Enseignanten, ze verzechnen ass.

A wa mer elo d'effentlech Schoul eben net méi nëmmen als reng Schoul gesinn, mä de Bildungssystem kucken, wou Crêchen an Maisons relais an aner nonformal Bildungsaktivitéiten haut derbäigehéieren, wëlle mer deen Effort jo och nach eng Kéier méi breet opstellen.

Duerfir mengen ech, datt mer net alles falsch maachen an der effentlecher Schoul, datt mer eis Prioritéiten awer och sollen nach eng Kéier nokucken, fir ze kucken: Wou erreicht d'effentlech Schoul d'Leit net a geet déi dote Fonction verluer? An dat ass haut a villen internationale Privatschoulen. Dofir wëllt d'Regierung



Suivez la  
Chambre des Députés  
sur Facebook,  
Twitter et  
Instagram





## Chambre des Députés

## Compte rendu officiel

## Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

## Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

## Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

## Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

## Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg  
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

d'Gesetz änneren an öffentlech Subventionen nach just zougänglech maache fir international Privatschoulen, wa se och Lëtzebuergesch obligatoresch fir all Schüler ubidden.

Mir sinn amgaangen an der École internationale zu Déifferdeng, an eiser öffentlecher internationaler Schoul, e Curriculum auszeschaffen an och do schonn unzewennen, dee mer herno den internationale Schoule wëllen zur Verfügung stellen.

Mir wëllen och méi maachen, datt déi Schüler, déi wëlle méi Lëtzebuergesch maachen, och vläicht wëllen d'Orthografie, d'Grammatik vun eiser Sprooch léieren, dat kënnen maachen. Ech soen awer gläichzäitig, ech warne ganz haart do virdrun, fir ze soen: Dat muss en obligatoresche Bestanddeel vun eise Léierpläng ginn. Ech wëll net an d'Situation kommen, datt herno e Schüler am Franséschen, Däitschen, och nach am Engleschen an an der Mathé an an all deenen anere Fächer bestanen huet, mä e kann net virgoen, well en d'Lëtzebuergesch dann net gepackt hätt. Do muss mer realistes sinn.

A vill vun den Iwwerleeungen, déi de Mëtteg hei gemaach gi sinn, datt mer schonn extrem vill Zäit an de Sproochenunterricht investéieren an heiansdo ze wéineg bleift fir zum Beispill d'Sciencen, déi awer och fir d'Virukomme vum ganze Land wichteg sinn an och Berufschancë kënnen opmaachen, datt mer dat net ze vill däreifen eesäitig ugoen.

E lescht Wuert, Här President. Bei allem, wat mer müssen iwwerdenken - mir hunn aner Schüler, d'Uspréich sinn aner -, wëll ech awer nach eng Kéier soen, datt, wann ech nëmmen e puer Kilometer iwwert d'Grenz erausginn, gi mer nach ëmmer beneit fir eise Sproochesystem, fir eis Schoulen, déi et fäerdegbréngen, awer ëmmer nees eng nei a méisproocheg Generatioun aus der Schoul ze kréien.

Ech hunn nach ëmmer europäesch Ministerkolleegen, déi wëlle bei eis kucke kommen, fir ze kucken, wat mir do maachen. A vill aner Länner, déi amgaange sinn, sech déi Froen ze stellen, déi zum Deel och de Mëtteg hei gestallt goufen - wéi kënnen mer an eng globaliséierter an domadder och automatesch multilingualer Welt eng Schoul op déi Situation do virbereeden? -, kommen nach ëmmer op Lëtzebuerg kucken, fir erauszefannen, wéi mir et hei maachen. Also kënnen mer et net esou schlecht maachen!

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Minister. Merci och der Chamber fir d'Flexibilitéit. Mir géifen dann, nodeem mer d'Debatt ofgeschloss hunn iwwert d'Interpellatioun, zu eisem leschte Punkt vum Ordre du jour kommen, de Projet de loi 7011, eng Ännerung vum Gesetz iwwert de Clierfer Lycée, fir d'Ugebuete auszubauen. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den Här Edy Mertens.

### 7. 7011 - Projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux

**Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **M. Edy Mertens (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kollegeen, den zukünftege Lycée Edward Steichen wäert seng Diere fir d'Rentrée 2018 zu Clierf opmaachen. Ech brauch lech sécherlech hei net ze rappeliéieren, wat dat fir Diskussiounen ervirgeruff hat. Dat war guer net esou einfach an ech sinn desto méi frou, wa mer moies schaffe

fueren, Emile, datt déi Bauplazz wierklech a Bëtrib ass. Do gëtt gewibbel, do gëtt geschafft. An ech krut elo nach matgedeelt, datt d'Direktioun méi no geréckelt ass bei eis, fir dat Ganz nach besser ze encadréieren. Mir sinn zouversichtlech, datt dat klappt.

Mä spéitstens elo misst et jo awer jiddwerengem bewosst sinn, wat dese Lycée eigentlech fir de Kanton Clierf bedeit fir seng Awunner a fir déi ganz Regioun. Sécher, de Lycée schaff zousätzlech Aarbechtsplazen am Norden. De Kanton gëtt awer och vill méi attraktiv. D'Schouloffer gëtt dezentraliséiert. A virun allem ginn déi alldieglech Weeër, déi d'Schüler müssen zrëckleeën, méi kuerz, soumat hu se vill méi Fräizäit a sëtzen net déi ganzen Zäit oder jiddefalls heiansdo eng Stonn am Bus.

Här President, mat deem klengem Projet de loi wäert de Clierfer Lycée zousätzlech déi Attraktivitéit ausbauen. Wann d'Gesetz vun 2013 d'Offre scolaire nëmmlech just op déi ënnescht Cyclé limitéiert hat, esou gesäit dese Projet de loi vir, déi Offer och op déi ieweschte Cyclé ze erweideren, souwuel am Secondaire technique wéi am Secondaire classique. D'Schüler ginn doduerch net méi gezwongen, no dräi Joer hire Lycée de proximité ze verloossen, wat natierlech eng Rei Nodeeler mat sech bruecht hätt. Jo, d'Weeër wieren erëm wesentlech méi grouss ginn. Et hätt een erëm méi Zäit verluer, jee, et hätt een einfach d'Haaptziler vum Clierfer Lycée verfeelt.

Och wäert d'Unzuel vun den Inskriptiounen mat deser Erweiterung eropgoen. D'Méiglechkeet, seng ganz Lycées-Carrière an engem Gebai ze maachen, ass nëmmlech an den Ae vu ville Schüler an och vun den Elteren ee vun den Hauptkritären, fir sech fir oder géint e Lycée ze entscheeden.

E weidere Virdeel ass sécherlech, datt de Lycée Edward Steichen an Zukunft ka Formatiounen ubidden, déi, éischts, breet opgestallt sinn an, zweetens, de Besoine vun eiser Regioun ugepasst sinn. Ech wëll hei nëmme just eis Baubranche erwänen, an där bis elo an eiser Géigend 800 Leit schaffen.

De Lycée Edward Steichen ka mam Vott vun deem Gesetzestext deem Rechnung droen a seng Offer an d'Formatiounen deementsprechend ausrichten.

Och am Secondaire classique wäerte sech duerch déi zukünfteg Flexibilitéit vun de Sektoren zousätzlech Méiglechkeeten opdoen, fir och douawwe geziilt d'Talenter vun de Schüler ze féerden an der Offer an Demande vum Aarbechtsmaart unzepassen.

Här President, ech kommen elo zum zweete Volet vun deemem Projet de loi. Et gëtt och eng Struktur fir Kanner mat Verhalensopfällegekten am Norde geschaaft, déi dann un de Lycée Edward Steichen attachéiert soll ginn. Dës Struktur soll sech ëm Kanner tëschent 11 a 15 Joer këmmen, déi grav Verhalensopfällegekten opweisen an déi doduerch riskéieren, herno am Ausland misse betreit ze ginn. Duerch spezifesche qualifizéiert Personal, e méi geregelten Dagesoflaf an duerch eng Betreuung a klengem Gruppe soll de Kanner gehollef ginn, hir Stressfaktoren ofzebauen, fir duerno erëm lues a lues an de reguläre Schoulbetrib integréiert ze ginn.

De Projet Sproochenhaus VTT - Verhalen testen an trainéieren - erwaart och, genausou wéi de Lycée, seng éischt Schüler...

#### (Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift! Wann ech gelift! Et ass erëm vill Geknauters am Sall an et ass bal net nozelauschteren. Wann ech gelift nach e puer Minuten, dann hu mer et gepackt.

► **M. Edy Mertens (DP), rapporteur.** - Jo, et ass gläich eriwuer.

#### (Hilarité)

...erwaart och, genausou wéi de Lycée Clierf, seng éischt Schüler am September 2018 zu Wëlwerwol. Fir weider Detailler zum Projet de loi verweisen ech gären op mäi schrëftleche Rapport.

Här President, de Statsrot, genausou wéi d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, hunn hir Zoustëmmung zu deemem Projet de loi ginn, soudatt mir nach just iwwreg bleift, lech fir Aert Nolauschtere Merci ze soen.

Ech wëll awer hei e spezielle Merci ausdrécken un d'Commission de l'Éducation nationale, déi mir erlaabt huet, dese Projet de loi virzustellen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. D'Wuert huet direkt d'Madamm Martine Hansen.

#### Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President, an och villmools Merci dem Här Mertens fir de Rapport. Als CSV, mä natierlech och am Numm vum Buergermeeschter, dem Emile Eicher, begrësse mer ausdrécklech, datt d'Offer fir de Clierfer Lycée mat deemem Gesetz ausgebaut gëtt, sou wéi den Här Mertens dat u sech erkläert huet. Ech ginn net méi op den Detail an.

Ee groussen Deel vun de Kanner am Norde vun eisem Land - an och dat huet den Här Mertens gesot - verbrénge vill ze vill Zäit am Dag an an der Woch am Bus, am Zuch oder a béidem, wat u sech definitiv verlueren Zäit ass. Mat deem Zousazugebuete verbessere mer esou nach méi Kanner hir Liewensqualitéit a virun allem hir schoulesch Chancen.

Dese Lycée wäert e Schwéierpunkt op den neien Technologie leien hunn, wat gutt an zukunftsorientéiert ass, an dat net eréischt ab dem Här Rifkin senger Etüd. Mir wësse schonns méi laang, datt mer an deem Beräich méi Aarbechtskräfte brauchen, och an der Clierfer Géigend, wéi der am Moment do sinn.

Aus dem Bléckpunkt vun der Regioun, och do war den Här Mertens drop agaangen, wou et eng Partie Betriber ginn aus der Baubranche, ass et an den Ae vun der CSV weiderhin ze begrëssen, datt och des Formatiounen sollen op Clierf kommen, virun allem well mer jo wëssen, datt just des Formatiounen am Prinzip zu Mamer ugebuete ginn an datt den öffentlechen Transport vun douewe bis erof net onbedéngt esou gutt ass, datt en eis Kanner do kéinten all Dag hifueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer awer, nach kuerz zwou Froen ze stellen, op déi ech an der Kommissioun keng zefriddestellend Äntwerte kritt hunn:

Dat éischt ass: Firwat bidde mer elo zu Clierf d'Ausbildung zum Fotograf un? Ech denken, den Numm vum Lycée kann net déi eenzeg Ursaach sinn. Dës Ausbildung ass am LTC aus Mangel un Ausbildungsbetriber a Kandidaten zougemaach ginn an an den Transfrontalier gesat ginn.

An eng zweet Fro: Am Clierfer Lycée soll och elo d'Formatioun zum Kach um Niveau DAP a CCP ugebuete ginn. Dës Ausbildung gëtt et och zu Dikrech. Do sinn am Moment am éischte Joer néng Schüler an der DAP-Ausbildung, zu Bouneweg sinn et der 40. Si ass also néierens iwwerlaf.

Den Här Minister hat mer op eng Question parlementaire zur Hotelschoul gesot, hie wär amgaangen, ee Gesamtkonzept fir d'Ausbildungen am Horeca-Beräich auszeschaffen. Elo, wou d'Décisioun geholl ass, datt zu Clierf och des Ausbildung kennt, ginn ech emol dovunner aus, datt dat Konzept ausgeschafft ass. A vläicht kann den Här Minister eis dat kuerz beschreiwen.

Och ganz wichteg fir eis Regioun ass dat sougenannt Sproochenhaus zu Wëlwerwol, eng Structure d'accueil fir Kanner mat Verhalenschwierigkeeten, déi wierklech riskéieren, soss an d'Ausland missen ze goen. Och am ländleche Raum brauche mer esou eng spezifesche a spezialiséiert Strukturen. Ech sinn deemno ganz frou, fir kënnen den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Ausbau vum Clierfer Lycée ze ginn, an ech wënschen dem Clierfer Lycée an dem Sproochenhaus am Numm vun der CSV ganz vill Chance.

Merçi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet den Här André Bauler.

► **M. André Bauler (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kollegeen: „Was lange währt,

wird endlich gut.“ Wann dës Spréchwuert op eppes zoutreff, da sécherlech op de Clierfer Lycée. Tëscht 1991 an 2016 ass d'Bevëlkerung am Clierfer Kanton ëm 62% gewuess. Dese Prozentsaz läit iwwert dem Landesduerchschnëtt. D'Schafung vun enger weiderer Sekundarschoul am Norde vum Land ass dofir net vu Muttwëll. D'Baggere rullen zanter Mee 2015 an d'Aarbechte ginn zügeg weider.

Wéi d'Veereenegung „De Clierfwer Kanton“ viru 15 Joer fir e Lycée agegrueden ass, du sinn hir verantwortlech Leit kaum eescht geholl ginn. Haut awer wësse mer, datt et richtig war, sech fréi genuch fir dese Sujet anzusetzen, jo, e konsequent ze thematiséieren, well soss, mengen ech, géifen d'Bauarbechten haut net op Héichtouren lafen.

Mir sinn zefridden, datt d'Regierung elo och konsequent dru schaff, fir déi nei Schoul direkt op en Ausbau virzubereeden. Eng éischt graff Planung ass scho skizzéiert ginn. Dës prospektiv Approche ass noutwendeg, fir méi séier reaktionsfäeg ze sinn, wann d'Bedürfnisser an der Regioun dat verlaangen. Wann de Clierfer Lycée Klassen am ieweschten Zyklus vum Postprimaire wëllt ubidden, muss kënnen séier gehandelt ginn.

Et ass och wichteg, datt am Lycée Edward Steichen zu Clierf Formatiounen ugebuete ginn, déi eng Äntwert op d'Bedürfnisser an der Géigend ginn. Wann een eleng d'Bauhandwierk kuckt, da weess een, datt mer an der Nordspëtz wierklech e grousst Potenzial fir déi Beruffer hunn. Den Edy Mertens als Rapporteur huet dat virdrun och ukléngelooss.

Firwat mussen Jongen a Meedercher, déi spéider bei en Entrepreneur schaffe ginn, wäit Weeër zrëckleeën, fir op Mamer an de Lycée ze fueren? Déi mannst si bereet, des Rees all Dag op sech ze huelen. Bidde mer awer e geziilte Set un handwierkleche Formatiounen un, da kënnen mer och méi Jonker an des Beruffer erakreien an hinnen no bei hirem Heemechtsduerf eng Berufsperspektiv ubidden. Zurzäit schaffen iwwerens ëm déi 700 bis 800 Leit an de Baubetriber, déi an der Nordspëtz instaléiert sinn.

Mat deemem Projet de loi stelle mer de Clierfer Lycée vun der Formatiounsoffer hier esou breet ewéi méiglech op. Dat soll net gemaach ginn, well mer anere Schoulen zu Wolz oder an der Nordstad Brout wëllen ewechhuelen, mä well eng flexibel Offer soll geschafe ginn, déi séier op d'Besoinen an der Regioun reagéiere kann. Et geet jo net drëms, fir sech ze konkurrenzéieren, mä fir sech ze ergänzen, fir also Hand an Hand ze schaffen a fir sech ofzestëmmen.

Hätt den Dikrecher Kolléisch an Zukunft ze vill Schüler op der C-Spektioun, déi och nach zum gudden Deel aus dem Clierfer Kanton kommen, dann ass et nëmme selbstverständlech, wann des Jugendlecher hire Lycée an der Nordspëtz fäerdeg kéinte maachen. Firwat net zum Beispill op enger Bio-Informatik-Spektioun? Beim Clierfer Lycée goug et jo vun Ufank un drëm, fir wäit Faarte vun de Schüler ze vermeiden an esou Zäit fir méi sennvoll Aktivitéiten ze gewannen.

Allgemeng kann ee soen, datt, wa mer vun enger Diversifizierung vun der Schouloffer a vu méi Autonomie schwätzen, also vun ënnerschiddleche Schoule fir ënnerschiddlech Schüler, da muss mer och all Schoul de gesetzleche Kader ginn, deen et hir erlaabt, des Erausforderung unzehuelen an hir gerecht ze ginn. Mir liewen eben an eng komplett verännerter Gesellschaft, déi vun eis eng héich Upassungsfäegkeet verlaangt. Am Interessé vun eiser Jugend muss mer et fäerdegbréngen, eis Schoulen an hir Offer un Ausbildungsweeër esou auszerichten.

Här President, mat deemem Projet géisse mer definitiv déi schoulesch Offer vum Clierfer Lycée a Bëton. Ech denken ëmmer nach u mäi fréieren a leider verstuerwenen Direkter vum Lycée du Nord, de Fernand Schmitz, dee sech Ënn den 80er Jore bal huet missen d'Bees stompech lafen, fir zu Wolz d'Premièresklassen autoriséiert ze kréien. Eréischt 23 Joer no senger Grënnung huet de Lycée du Nord eng éischt Première B/C kritt. An deene Jore virdrun hunn déi Éisleker jonk Leit de Lycée du Nord ëmmer nees fréizäitig misse verloossen, well esou Klassen eben net autoriséiert konnte ginn. D'Gesetz vun deemools huet et net erlaabt.

Esou eng Situation dréit net derzou bäi, datt eng Schoul sech gutt entwéckele kann an attraktiv gëtt. Dat soll, léif Kolleeginnen a Kollegeen, mat deemem Gesetz dem Clierfer Lycée erpuert bleiwen.

## Sommaire des séances publiques n<sup>os</sup> 8 et 9

### 8<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 90

Déclaration de M. Romain Schneider, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, sur la politique de coopération au développement et de l'action humanitaire, suivie d'un débat p. 90-101

Question élargie n<sup>o</sup> 19 de Mme Taina Bofferding au sujet du phénomène du «mobbing» au travail p. 101-102

6831 - Projet de loi portant création des sociétés d'impact sociétal et modifiant

a) la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises,

b) la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

c) la loi modifiée du 1<sup>er</sup> décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal et

d) la loi modifiée du 16 octobre 1934 relative à l'impôt sur la fortune p. 102-107

6914 - Projet de loi modifiant les annexes 1 et 3 du Code du travail p. 107

### 9<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique p. 108

Dépôt d'une résolution par M. Laurent Mosar p. 108

6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques p. 108-111

Allocation de M. le Président à l'occasion de la visite de la délégation sénatoriale du Royaume du Cambodge sous la conduite de Mme Ty Borasy, Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Sénat p. 111

6892 - Projet de loi portant

1. modification du Code du travail

2. modification de l'article 2 de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques (suite) p. 111-117

Interpellation de M. Claude Adam sur le défi de la situation plurilingue dans le système éducatif au Luxembourg p. 117-127

7011 - Projet de loi modifiant la loi du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux p. 127-128

Här President, ech schlëssen: E Lycée ass wierklech méi wéi just eng Schoul. Et ass och a grad e Kulturträger. Et ass awer och e Partner fir déi regional Wirtschaft a Gesellschaft. Wann den neie Lycée am September 2018 seng Dieren opmécht, da wäerten hei an enger éischter Phas honnert Mënschen eng Aarbecht fannen, honnert Aarbechtsplazen, déi derzou bäidroen, der Nordspëtzt eng nei Dynamik ze ginn. An enger Zäit, wou verschidde Servicer Clief wëlle verlossen, sinn dat honnert Aarbechtsplazen, déi der Cité de Clervaux eng nei Perspektiv ginn an dëser Uertschaft hëllefen, weider lieweg an attraktiv ze bleiwen.

Merci dem Kolleg Edy Mertens fir säi Rapport. Ech ginn dann och hei den Accord vu menger Fraktioun, der demokratescher Fraktioun, ouni awer ze vergiessen, der Direktioun vum Lycée, déi jo haut hei uewen um Dicksall vun der Chamber matzen ënner eis ass, all Guddes fir d'Zukunft ze wënschen. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - D'Wuert huet elo den Här Haagen.

(Exclamations)

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Merci, Här President.

(Hilarité générale)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Merci, Merci. De Rapporteur, den Här Edy Mertens, deem ech villmoos Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, war wéi seng Virriedner ganz komplett bei deenen technesch Ausféierungen. Mir als LSAP begrëssen natierlech déi supplémentaire Offer bei deem Lycée fir den Enseignement a mir begrësse besonnesch als LSAP, datt déi Structure d'accueil fir Kanner mat Verhalensopfällegeekte geschafe ginn ass.

Dat gesot, ass dat doten e flotte Projet fir den Norden, deen dann 2018 an d'Realitéit als Lycée Edward Steichen ëmgesat gëtt. An domadder ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet de Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. déi gréng hate schonn 2006 an enger spontaner Aktioun e Grondstee fir de Clief Lycée geluecht.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - An duerfir si mer haut natierlech immens frou, wa mer de Rapporteur héieren, datt et rabbelt a wibbelt um Chantier, oder den Här Bauler, dee seet, d'Baggere géife rullen. Mir sinn natierlech frou, datt mer déi zousätzlech Infrastruktur am Éislek kréien.

Mir sinn och frou, an dat ass jo eigentlech den Objet vun deem awer kleng Gesetz vun haut, datt dee Lycée soll alles dierfen ubidden - soll alles dierfen ubidden! - also och an den ieweschte Klassen. Mir mengen, datt dat all Lycée eigentlech soll hunn. Dat ass e flott Konzept. A schlussendlech regelt jo awer d'Angebot och d'Nofro, an emgedréint d'Nofro och d'Angebot.

De Rapporteur huet gesot, datt d'Aschreiwunge wahrscheinlech eropginn, dat heescht, de Lycée gëtt méi attraktiv. Do ass natierlech ëmmer d'Fro: Op d'Käschte vu wem gëtt de Lycée méi attraktiv? Ech hoffen, datt et op d'Käschte vum Dikrecher Lycée ass, well deen effektiv e risegrouse Lycée ass. An ech hoffen, datt dat net op d'Käschte vum Wolzer Lycée geet, well dat wier, mengen ech, éischer kontraproduktiv. Ech sinn awer zouversichtlech, datt dat sech scho flott wäert aspillen.

Ech sinn net gefrot ginn, ech soen et awer gären, well mer och an der Kommissioun driwwer geschwat hunn: Firwat de Fotograf ubidden? Ech mengen, datt och haut nach ëmmer ganz vill Fotografe gebraucht ginn, datt dat eng flott Spart ass. An et bitt sech och u wéinst dem Här Steichen, fir dat dann zu Clief ze maachen.

De Beruff vum Fotograf huet ganz vill gewieselt; mir hunn hei schonn driwwer geschwat. Effektiv brauche mer haut kee Fotograf méi, dee Passfotoe mécht. Mä wann Der all Eventer kuckt, da probéiert emol, fir en Event e Fotograf ze kréien, Madamm Hansen, dat ass guer net esou einfach! Do gëtt et Leit, déi dat maachen an déi ganz laang Waardelëschten hunn. Duerfir mengen ech schonn, datt dat eng flott Erausforderung ass; et passt och an de Kader vun „Digital Lëtzebuerg“, dat soll do geféiert ginn.

An e lescht Wuert: Selbstverständlech ass dat, wat mam Sproochenhaus geschitt, eng super Saach. D'Sproochenhaus war ganz laang Member an der Union luxembourgeoise des bibliothèques publiques, obschonn et eng Zäit laang nëmme méi - wéi nennt een dat? - e Membre dormant war. Ech si frou, datt eben hei déi nei Destinatioun dohinnerkënn. Dat passt jo och - et wier jo och net anesch méiglech - an dat Vermiechtnes vun där Ierfschaft.

An ech mengen, et ass am ganze Land, natierlech och am Norden, e Besoin un esou Strukturen. Et huet mech och e bëssen - mer hunn och nach aner Strukturen, déi da vun Asble géréiert ginn - un d'Sacly-Haus erënnert, wat vum Mierscher Kannerduerf géréiert gëtt. Ënner anerem hate mer do eng Kéier d'Diskussioun, well et ass op zwee Joer begrenz, wou déi Jonk do sollen encadréiert ginn: Ass dat gutt oder ass dat net gutt? Et huet de klengen Nodeel, datt een heiansdo net weess, wou een no deenen zwee Joer soll higoen. Et huet natierlech och den Avantage, datt vu vieren d'Rumm kloer gesat ass. Et ass keng Dauerinstallatioun. Ech hoffen, datt een déi zwee Joer als Richtlinn bäibehält, mä vläicht net mat enger absolutter Onflexibilitéit. Dat wier schued.

An deem Sënn soen ech lech Merci an ech brénge selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Wagner huet d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Den exzellente Bericht vum Här Mertens huet bewisen, datt d'sproochlech Situation zu Lëtzebuerg nach méi komplizéiert ass, wéi mer mengen.

(Hilarité)

Als Stater ass et net ëmmer evident, déi schéin „Sproosch vun douawwen“ ze verstoen.

(Hilarité)

► **Une voix.** - Oh là là!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - A wéi schreift een dat? Mä mir hunn alles verstanen a mir wäerten natierlech och eist Averstännis zu dësem Gesetzesprojet ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet den Här Minister d'Wuert.

**Prise de position du Gouvernement**

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass alles gesot ginn, wat dëse Projet de loi soll ëmfaassen a wat d'Zilsetzung ass. Et sinn awer nach zwou Froe gestallt ginn:

Dat Eent zum Fotograf, firwat mer do zum Fotograferberuff ausbilden. Et ass en IT-Lycée; dat ass d'Grundkonzept vum Lycée Edward Steichen zu Clief. An haut wësse mer, datt Medien, op där enger Säit, an Informatik, op där anerer Säit, awer ganz enk verbonne sinn, ganz enk verflecht sinn, soudatt dat also schonn eng Ausbildung ass, déi dohinner passt.

An ech denken awer och, wann ech de Medie-sektor eleng zu Lëtzebuerg kucken, awer och de Konschtberäich zu Lëtzebuerg kucken an och d'Entwécklung, déi de Fotograferberuff geholl huet, datt et scho muss méiglech sinn, datt mer hei och Beschäftegung fanne fir Leit, déi mer selwer ausbilden. Mir selwer sinn der jo awer vun deenen, déi der ganz oft - a mir hoffe méiglechst oft am Dag - begéinen doruechter. An iergendwou mussen déi jo awer och ausgebildet ginn.

Wat déi Formatioun an der Kichen ubelaangt, den DAP fir Cuisinier, ass et effektiv esou, datt mer e landeswäit Konzept amgaange sinn opzestellen, well mer insgesamt, denken ech, do méi e grouse Besoin hunn. Mir wëssen, dat ass nach e Secteur, wou Leit agestallt ginn, och Leit agestallt ginn, déi net onbedéngt eng ganz héich Qualifikatioun hunn, an datt mer do momentan vun eisen eegene Jonken der net genuch hunn, déi an dee Secteur do ginn.

Dat ass a mengen Aen, gradesou wéi d'Baubranche, déi mer jo och hei mat ofdecken, awer eppes, wat am Norden, an den eenzelnen Ënnerregiounen och vum Norden, nach ëmmer präsent ass - d'Gastronomie, den Tourismus -, soudatt et och eppes ass, wat do derbäi passt. Sécherlech kéinten och ganz vill Jonker, déi do an der Géigend oder och am héijen Norde wunnen, Interessi un esou enger Formatioun hunn.

Mir hunn elo den DAP am Concomitant zu Dikrech an der Hotelschoul ugebueden ab dësem Joer. Allerdéngs ass dat e Provisorium, bis dat zu Clief féierdeg ass. An ech denken, datt dat sécherlech och net elo de Schwéierpunkt wäert sinn an der Zukunft fir d'Hotelschoul zu Dikrech, datt mer do aner Formatiounen nach sollen entwéckelen, effektiv nei Saachen nach zousätzlech sollen entwéckelen, mä net onbedéngt an deem doten Domän.

Dëse Schrott maache mer jo och, an dat ass ënnerstrach ginn an ech si frou, datt mer do e Konsens hunn hei am Haus, fir der Schoul

d'Méiglechkeet ze ginn, nach eng Kéier méi attraktiv ze ginn, net nëmmen den Ënnergrad unzebidden, mä deene Schüler aus de Regiounen och d'Méiglechkeet ze ginn, eng Rei vu Formatiounen bis den Ofschloss, bis de Bac, och kënnen am Lycée Edward Steichen zu Clief ze maachen.

Dat ass e wichtegt Argument scho fir vill Schüler, op Septième iwwerhaupt do unzefänken. Dat mierke mer ëmmer erëm bei anere Lycéë, déi dat net hunn. Mir hu viru Kuerzem och hei e Lycée, dee just mam Ënnergrad op Orbit gesat ginn ass, näamlech den Uelzechtlycée, fusionéiert mat engem anere Lycée, fir och déi dote Perspektiv ze kréien.

Duerfir hu mer hei och elo nach eng Kéier ëmgesteiert. An ech denken, datt mer do finalement eng breet Komplementaritéit vun der Offer an der ganzer Nordregioun kréien, vun der Nordstad bis op Wolz, de Lycée du Nord, wéi awer och da mat deem neie Lycée zu Clief, wou et net drëms geet, sech Konkurrenz ze maachen, d'Schüler géigesäitig ewechzehuelen, mä d'Offer insgesamt méi komplett ze maachen an der Regioun an domadder och déi Bildungslandschaft nach eng Kéier auszeweiden an der Regioun.

An dat ass sécherlech och nach eng Kéier de Beweis, datt dës Regierung an de ländleche Raum investéiert an d'Ënnerstützung gëtt fir d'Entwécklung am ländleche Raum. Well mer wëssen, datt esou e Lycée wéi deen heiten, deen herno Schüler wäert hunn, Enseignanté wäert hunn, och wäert Awunner unzéien; e wäert Betriber unzéien an e wäert e wichtige Motor och ginn an där ganzer Regioun. Et ass eng Schoul, déi d'Regioun gefrot huet. D'Gemeng an déi ganz Regioun ware vun Ufank un enk mat involvéiert. An ech denken och, datt déi Zesummenaarbecht do ee vun den Erfolgsrezepter wäert gi fir de Lycée Edward Steichen zu Clief. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Mir kënnen domat zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7011 iwwergoen. D'Ofstëmmung fänkt un.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7011 et dispense du second vote constitutionnel**

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet 7011 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 7011 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Zeimet), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Octavie Modert), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth), Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton (par M. Roger Negri), M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen (par M. Yves Cruchten) et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger (par M. Gusti Graas), Mme Anne Brasseur (par M. Max Hahn), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusti Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par Mme Joëlle Elvinger);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Claude Adam), Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Josée Lorsché);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

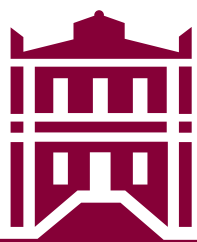
Ass d'Chamber bereet, op den zweete Vott ze verzichten?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Rendez-vous an dësem Sall ass erëm uganks Dezember. Merci a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.32 heures)



## Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
2476	Claude Haagen	Préretaire des salariés postés et des salariés de nuit	2567	Léon Gloden	Fermeture de certaines agences de la BCEE
2501	Roger Negri	Prolongement du tracé du tram	2568	Jean-Marie Halsdorf	Systèmes de distribution de médicaments
2516	Max Hahn	Vidéosurveillance	2569	David Wagner	Pratique des autorisations de séjour «pour raisons privées»
2517	Martine Hansen Diane Adehm	Mobilier des édifices religieux	2570	David Wagner	Travaux à l'aire de Berchem
2518	Diane Adehm Gilles Roth	Suppression du secret bancaire pour les résidents luxembourgeois	2573	Marc Baum	Accord sur le commerce des services (TISA)
2526	Franz Fayot Marc Angel	Inscription des résidents étrangers sur les listes électorales	2575	André Bauler	Élaboration d'un dictionnaire pour le secteur de la santé
2530	Gilles Baum	Piste cyclable PC2 du Kirchberg vers Echternach	2576	Max Hahn	Listes d'attente pour obtenir un logement social
2536	Diane Adehm Gilles Roth	Prochaine tranche indiciaire	2578	Gérard Anzia Henri Kox	Abattage de vaches gestantes
2537	Diane Adehm Gilles Roth	Transmission par les banques des données personnelles de leurs clients à des entreprises	2581	Laurent Mosar Marc Spautz	«Citoyenneté européenne associée»
2540	Fernand Kartheiser	Chiens de mendiants	2582	Claude Lamberty Max Hahn	Nouveau hall sportif de l'INS
2541	Fernand Kartheiser	Chiens dangereux	2585	Franz Fayot	Mésaffectation de logements
2543	Sylvie Andrich-Duval Françoise Hetto-Gaasch Martine Hansen	Procédure de remboursement de diverses prestations dans le domaine de la santé	2588	Frank Arndt	Assurances des exploitants d'installations nucléaires en Belgique
2544	Martine Hansen	Élargissement de l'offre scolaire	2590	Aly Kaes	Mesures de précaution relatives à la grippe aviaire
2545	André Bauler	Évolution des métiers du secteur agricole	2591	Françoise Hetto-Gaasch	Découverte de plusieurs bovins morts dans une prairie
2546	Martine Hansen Aly Kaes Marco Schank Félix Eischen	Participation des communes au Fonds pour l'emploi	2592	Edy Mertens André Bauler	Fermeture des bureaux de poste de Troisvierges et de Clervaux
2549	Marc Lies	Réalisation de logements locatifs sociaux	2598	Gusty Graas	Indemnisation des médecins inscrits à la formation spécifique en médecine générale
2551	Jean-Marie Halsdorf	Radars et avertissements taxés	2599	Nancy Arendt	Réaménagement et modernisation du site de l'INS
2552	André Bauler	Problèmes de circulation entre Warken et Erpeldange-sur-Sûre	2601	Fernand Kartheiser	Foyers pour personnes en détresse
2555	Diane Adehm Gilles Roth	Transfert de données de clients de la BCEE par l'administration fiscale allemande au fisc belge	2603	Fernand Kartheiser	Aide sociale
2556	Martine Hansen	Médicaments «anti-Alzheimer»	2604	Claudia Dall'Agnol	Engagement de membres de l'armée en tant que brigadiers de la Police grand-ducale
2557	Max Hahn Alexander Krieps	Amiante	2609	Fernand Kartheiser	Traitement de substitution TADIAM
2558	Martine Hansen	Lycée technique hôtelier Alexis-Heck	2610	Fernand Kartheiser	Lettre de consentement pour les enfants voyageant à l'étranger
2559	Gilles Roth	N6 entre Mamer et Bertrange	2612	Claude Lamberty	Saint Nicolas et chants de Noël à l'école
2560	Diane Adehm Gilles Roth	Possibilité des communes de financer les édifices religieux	2615	Françoise Hetto-Gaasch	Parking du Rehazenter
2561	Laurent Mosar Gilles Roth	Islam radicalisé	2625	Sylvie Andrich-Duval	Appels d'offres pour le plan national maladies rares et le plan national antibiotiques
2563	Roy Reding	Espèces en danger trouvées au site «Schëttermarjal»	2626	Fernand Kartheiser	Statistiques de l'immigration
2564	David Wagner	Publication des informations pays par pays	2629	Marc Lies Diane Adehm	Pollution du cours d'eau «Drosbach»
2566	Laurent Mosar	Publication des informations pays par pays	2630	Diane Adehm Gilles Roth	Port franc du Luxembourg
			2633	Léon Gloden	Administration des services techniques de l'agriculture
			2634	Marcel Oberweis	Conséquences du tourisme à la pompe pour la santé
			2637	Gilles Baum	Maladie fongique des vignes (esca)

### Question 2476 (17.10.2016) de M. Claude Haagen (LSAP) concernant la préretaire des salariés postés et des salariés de nuit:

La préretaire des salariés postés et des salariés de nuit permet aux salariés justifiant de 20 années, soit de travail posté dans le cadre d'un mode d'organisation du travail fonctionnant par équipes successives, soit de travail en poste fixe de nuit de se retirer plus tôt de la vie active.

Peuvent prétendre à la préretaire des salariés postés et des salariés en poste fixe de nuit, les salariés des secteurs privé et public, âgés de 57 ans accomplis, justifiant de 20 années de travail posté dans le cadre d'une organisation de travail fonctionnant par équipes successives ou bien de 20 années de travail presté en poste fixe de nuit.

Pour bénéficier de la préretaire des salariés postés et des salariés en poste fixe de nuit, le salarié doit:

- être âgé de 57 ans accomplis;
- pouvoir justifier la prestation de 20 ans de travail posté (dans le cadre d'un mode d'organisation du travail fonctionnant par équipes succes-

sives) ou bien de 20 ans de travail presté en poste fixe de nuit;

- répondre aux critères d'ouverture du droit soit à une pension de vieillesse, soit à une pension de vieillesse anticipée au plus tard trois ans après son admission à la préretaire.

Si ces conditions sont remplies, l'admission à la préretaire ne peut être refusée; contrairement aux autres types de préretaire, la préretaire des salariés postés et des salariés en poste fixe de nuit est un droit acquis.

Or, parmi les personnes atteignant actuellement l'âge de la préretaire se trouvent des infirmières et infirmiers qui, pendant leur apprentissage en école d'infirmière, ont dû effectuer du travail de nuit pendant trois ans, et qui remplissent par ailleurs les conditions pour bénéficier actuellement de la préretaire des salariés postés et des salariés en poste fixe de nuit d'apprentissage.

Tout en sachant que les conditions d'accès à la préretaire pour salariés postés et salariés de nuit feront l'objet d'une réforme sous peu, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire:

1. Les personnes dont question étaient-elles obligées de verser des cotisations à la Caisse de

pension pour le temps de travail presté au cours de ces années d'apprentissage et de formation?

2. Les nuits de travail presté en cours d'apprentissage et de formation sont-elles prises en considération lors de la considération des conditions à remplir pour l'accès à la préretaire des salariés postés et des salariés en poste fixe de nuit?

3. Existe-t-il un seuil minimum d'heures de travail de nuit par mois ou par an pour pouvoir justifier la prestation de 20 ans de travail posté? Dans l'affirmative, quel est ce seuil et dans quel cadre ce seuil est-il déterminé?

**Réponse commune (14.12.2016) de M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:**

ad 1. L'enseignement dispensé aux élèves infirmiers consiste en un enseignement professionnel théorique et pratique entre autres dans les unités de soins des hôpitaux.

Actuellement lorsque l'élève stagiaire fait la formation pratique, dans une unité de soins d'un hôpital dans le cadre de la formation professionnelle initiale, sous un contrat de stage de forma-

tion, il demeure élève de l'établissement scolaire et n'est pas soumis à une assurance obligatoire à la sécurité sociale et par voie de conséquence sa situation ne conduit pas au paiement de cotisations pour l'assurance pension.

Cependant, il n'est pas sûr que, dans le passé, ce principe ait été appliqué de façon constante. En effet, il ressort de certains dossiers que les concernés étaient affiliés en qualité «d'élèves-infirmières» auprès de la CPEP et qu'ils ont été soumis à l'assurance obligatoire.

ad 2. Il faut différencier la situation avant 1995 et après 1995, moment où la responsabilité de la formation a été transférée du Ministère de la Santé au Ministère de l'Éducation nationale.

Avant 1995, les élèves infirmiers (formation de base) ainsi que les élèves ATM de radiologie et de laboratoire ont été indemnisés (4.500, 7.200 et 9.000 LUF) et payaient, selon les informations disponibles, des cotisations sociales.

Les élèves infirmiers prestaient 15 nuits par année de formation.



<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/1987/0086/a086.pdf#page=9>

L'enseignement infirmier pratique se fait dans des terrains de stage divers et est réglé comme suit:

15 nuits de veille au maximum. Dix nuits de veille doivent obligatoirement se faire en milieu hospitalier général. Les unités prestées pendant les nuits de veille sont comprises dans les unités susmentionnées.

Après 1995, les élèves infirmiers n'ont plus été indemnisés, mais prestent encore au moins deux nuits pendant leurs trois respectivement quatre années de formation.

La formation des élèves infirmiers spécialisés (infirmier en pédiatrie, en psychiatrie, anesthésie et réanimation, les ATM en chirurgie et sage-femme) est une formation de une ou deux années après l'obtention du diplôme d'infirmier. Ils ont toujours été indemnisés (entre 809,37 et 1.016,36 euros non indexés depuis 1995) et ont payé les cotisations sociales. Ils ont également presté des nuits.

Depuis deux à trois ans, la formation de la sage-femme, se fait par voie directe après le BAC, et les élèves ne sont plus indemnisés.

En matière de sécurité sociale et en fonction de la situation individuelle de l'affiliation, le travail de nuit réalisé au cours de l'apprentissage:

- peut être pris en compte pour l'ouverture du droit à la préretraite, lorsque l'unité hospitalière a déclaré «l'élève-infirmier» à la sécurité sociale et payé en conséquent les cotisations pour l'assurance pension,

- ne peut pas être pris en compte lorsque «l'élève-infirmier» n'a pas été déclaré en cette qualité à la sécurité sociale et a continué à bénéficier du statut général «d'élève».

ad 3. Le bénéfice de l'admission à la préretraite pour travail posté est réservé aux salariés justifiant de 20 années au moins de travail posté en cycle continu, quel que soit par ailleurs le système de rotation applicable aux équipes qui se succèdent.

En application du règlement grand-ducal du 30 avril 1987 définissant le poste de nuit pour l'application des dispositions de l'article L.583-1 du Code du travail, peut invoquer le bénéfice de la préretraite pour travail de nuit «le salarié justifiant de 20 années de travail sur un poste à temps plein comportant, par journée de travail, la prestation régulière de sept heures de travail consécutives au moins dont trois heures au moins se trouvent placées à l'intérieur de la fourchette de temps comprise entre 22.00 heures du soir et 6.00 heures du matin».

**Question 2501** (26.10.2016) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant le **prolongement du tracé du tram:**

Récemment, plusieurs médias ont relaté des explications de Monsieur le Ministre concernant un éventuel prolongement du tracé du tram jusqu'aux communes de Leudelange et de Bertrange à l'horizon 2022-2025. En effet un tel prolongement était déjà prévu par le projet de Plan directeur sectoriel «Transports» mis en procédure en juin 2014 et retiré suite à des problèmes d'ordre juridique.

Or, ce plan directeur sectoriel prévoyait également l'option d'un prolongement du tracé du tram à partir de la Place de l'Étoile en direction de Strassen jusqu'au Tassebiérg à Mamer où il pourrait desservir l'École européenne et le Lycée Josy Barthel.

- Monsieur le Ministre a-t-il l'intention de maintenir cette option dans le futur Plan directeur sectoriel «Transports», sachant que le fait de réserver un tel couloir n'oblige pas le Gouvernement à réaliser ce projet sous une forme ou dans un délai précis? Sinon, quelles sont les raisons pour lesquelles une telle option serait exclue dès à présent?

**Réponse** (08.12.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations concernant un éventuel prolongement du tracé du tram à partir de la Place de l'Étoile en direction de Strassen jusqu'au Tassebiérg où il pourrait desservir l'École européenne et le Lycée Josy Barthel.

En effet, le projet de Plan directeur sectoriel «Transports» mis en procédure en 2014 a été retiré suite à des problèmes d'ordre juridique. Il prévoyait plusieurs extensions de cette ligne dont notamment celle évoquée par l'honorable Député.

Je me permets de rassurer l'honorable Député que dans la version actualisée, toutes ces extensions du projet tram feront toujours partie du projet de plan directeur sectoriel.

Ainsi, la première ligne du tram entre l'aérogare au Findel et le Ban de Gasperich avec le nouveau stade de football, en passant par le Kirchberg, le centre-ville, la gare centrale pourrait être prolongée jusqu'à Leudelange alors qu'une deuxième ligne passerait par la route d'Arlon jusqu'au Tassebiérg.

**Question 2516** (28.10.2016) de **M. Max Hahn** (DP) concernant la **vidéosurveillance:**

La législation luxembourgeoise prévoit actuellement un système assez restrictif en matière de surveillance sur le lieu de travail. En effet, l'article 11 de la loi modifiée du 2 août relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel fait référence à l'article L.261-1 du Code du travail qui édicte une liste fermée de conditions de légitimité expresses ce qui a pour conséquence qu'aucun autre cas d'ouverture potentiel non listé par la législation en vigueur ne peut permettre la surveillance sur le lieu du travail. En outre, toute surveillance sur le lieu du travail est soumise à une autorisation préalable de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) qui est tenue à contrôler la légitimité, la nécessité et la proportionnalité de tout motif invoqué pour recourir à la surveillance sur le lieu du travail.

Ce système restrictif rend impossible l'enregistrement d'une éventuelle vidéo surveillance lors d'une intervention effectuée par les services de secours. En effet, les interventions des services de secours ne se déroulent pas toujours au même endroit. Or, la vidéosurveillance pourrait être un outil efficace pour analyser et améliorer les tactiques et les routines de travail ainsi que la formation au sein des services de secours.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, à Monsieur le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Messieurs les Ministres jugent-ils qu'il serait utile aux services de secours qu'ils puissent recourir à la vidéosurveillance lors d'une partie de leurs interventions afin de garantir un service encore plus performant?

- Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres envisagent-ils de déroger au droit commun sur la surveillance sur le lieu du travail par une loi spéciale portant sur l'utilisation de vidéosurveillance lors de certaines interventions effectuées par les services de secours?

**Réponse commune** (13.12.2016) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Communications et des Médias*, de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur:*

Quant aux deux questions prises ensemble:

Il est vrai que l'article L.261-1 du Code du travail prévoit que la Commission nationale pour la protection des données (ci-après la «CNPD») doit, sur base d'une liste exhaustive de cas légitimes, autoriser toute surveillance sur le lieu de travail, y compris donc toute vidéosurveillance des agents des services de secours lors d'une intervention.

La législation nationale délimite la marge d'appréciation de la CNPD pour autoriser une demande de surveillance sur le lieu de travail. Par conséquent, la CNPD doit refuser toute demande de surveillance ne tombant pas strictement sous les hypothèses de l'article L.261-1 du Code du travail. Ainsi les demandes telle qu'une surveillance ayant comme objectif l'amélioration des services ou des formations des agents, ayant un intérêt autre que celui d'une surveillance au sens propre du terme, ne peuvent faire l'objet d'une autorisation.

Le cadre européen joue un rôle primordial pour les questions soulevées, étant donné que le nouveau régime de protection des données tel que prévu par le règlement général sur la protection des données trouvera application à partir du 25 mai 2018. Ce nouveau règlement aura comme effet d'harmoniser les régimes de protection des données de tous les États membres.

En vue de préparer l'application du nouveau régime de la protection des données, il serait sûrement utile d'entamer les discussions sur les dispositions légales relatives à la surveillance sur le lieu de travail sans perdre de vue les intérêts personnels légitimes des salariés concernés et leurs droits en la matière.

**Question 2517** (31.10.2016) de **Mmes Martine Hansen et Diane Aehm** (CSV) concernant le **moblier des édifices religieux:**

Alors que le Gouvernement s'apprête à régler le sort des édifices religieux du culte catholique, d'aucuns se soucient de ce qui adviendra du mobilier (cloches, orgues, etc.) composant les édifices désaffectés. Certains de ces objets appartiennent actuellement à l'État, d'autres aux fabriques d'église, d'autres encore ont été financés par des associations sans but lucratif. A noter qu'une partie de ces objets mobiliers sont classés monument national ou figurent sur l'inventaire supplémentaire.

D'après le Gouvernement, le Fonds de gestion du patrimoine du culte catholique serait en droit d'acquérir les objets mobiliers faisant partie d'un édifice religieux désaffecté, à l'exception toutefois des orgues, cloches et autres objets fixés à demeure à l'édifice.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Que faut-il entendre par «les autres objets fixés à demeure»? Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer si parmi ces objets, il en existe qui sont classés monument national ou qui figurent sur l'inventaire supplémentaire? Lesquels?

- Les objets mobiliers (tel un orgue) (i) composant un édifice religieux, (ii) financés avec les fonds de tiers et (iii) pour lesquels il n'y a pas eu de transfert de propriété en faveur du propriétaire de l'édifice religieux (commune ou fabriques d'église) pourront-ils être revendiqués par leur propriétaire selon le droit commun ou est-ce qu'au contraire ces objets mobiliers «suivront» les édifices religieux qu'ils composent, i. e. deviennent la propriété du futur propriétaire de l'édifice religieux (commune ou fonds)? Messieurs les Ministres ont-ils connaissance d'objets répondant aux caractéristiques précitées?

- À supposer que le fonds, propriétaire d'un édifice religieux désaffecté, ne soit financièrement plus à même de s'occuper de l'entretien de cet édifice, et a fortiori des objets le composant, p. ex. un orgue. Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer si l'État ou la commune pourront reprendre à leur compte les frais s'y rapportant? Dans quels cas de figure (classement comme monument national ou inscription sur la liste de l'inventaire supplémentaire), un tel subventionnement étatique voire communal pourrait-il être envisagé (en dehors de la cession pure et simple de l'édifice concerné à l'État ou à la commune)?

- Qu'en est-il du régime des dons faits en faveur d'un édifice voire des objets le composant?

**Réponse commune** (09.12.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Xavier Bettel**, *Ministre de la Culture:*

La question parlementaire sous examen a trait aux dispositions de l'article 14 du projet de loi n°7037 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique qui se trouve déposé à la Chambre des Députés depuis le 29 août 2016.

Il y a tout d'abord lieu de rappeler qu'en vertu de l'article 14 du projet de loi en question, le futur fonds épiscopal pourra, s'il en marque le souhait, garder le mobilier d'un édifice religieux après la désaffectation de celui-ci.

Lors des négociations avec l'Archevêché, qui ont eu lieu parallèlement à la finalisation du projet de loi, il y a eu accord, sur initiative de l'Archevêché, pour dire que les cloches et orgues ainsi que tout autre objet fixé à demeure, à l'exception des «tableaux et autres ornements» ainsi que des «statues (...) placées dans une niche pratiquée exprès pour les recevoir» (cf. article 525 du Code civil, alinéas 3 et 4), ne seront pas enlevés par le fonds en cas de désaffectation de l'édifice religieux.

Pour ce qui est de la notion «objets fixés à demeure» il y a en effet lieu de se référer à l'article 525 du Code civil qui prévoit que:

«Le propriétaire est censé avoir attaché à son fonds des effets mobiliers à perpétuelle demeure, quand ils y sont scellés en plâtre ou à chaux ou à ciment, ou lorsqu'ils ne peuvent être détachés sans être fracturés et détériorés,

ou sans briser ou détériorer la partie du fonds à laquelle ils sont attachés.

Les glaces d'un appartement sont censées mises à perpétuelle demeure, lorsque le parquet sur lequel elles sont attachées fait corps avec la boiserie.

Il en est de même des tableaux et autres ornements.

Quant aux statues, elles sont immeubles lorsqu'elles sont placées dans une niche pratiquée exprès pour les recevoir, encore qu'elles puissent être enlevées sans fracture ou détérioration.»

En appliquant cette disposition aux édifices religieux, il faut entendre par «objets fixés à demeure»: les tableaux, ornements, statues, orgues, cloches et de manière générale tous les objets mobiliers qui ne peuvent être détachés sans endommager l'immeuble auquel ils sont attachés. Ces objets fixés à demeure sont protégés lorsque l'immeuble, auquel ils sont attachés, est classé en tant que monument national ou inscrit à l'inventaire supplémentaire.

Ainsi, les «objets fixés à demeure» dans les 95 églises et chapelles classés monuments nationaux ou inscrits à l'inventaire supplémentaire sont protégés et devront de ce fait suivre le sort de l'édifice religieux dans lequel ils se trouvent.

Restent d'autres «objets fixés à demeure» qui sont protégés directement en tant que mobilier et sans que l'édifice religieux qui les abrite ne soit protégé. À ce titre, il convient de mentionner les quatre peintures murales du chœur de l'église paroissiale de Bissen inscrite au cadastre de la commune de Bissen, section B de Bissen, sous le numéro 1629/763. Ces peintures ont été classées monument national par décision ministérielle du 11 septembre 1987.

Comme déjà relevé dans la réponse ministérielle à la question parlementaire n°2492 de l'honorable Monsieur Georges Engel (cf. *compte rendu n°3/session ordinaire 2016-2017*), il n'est pas prévu de faire en matière d'objets classés une quelconque différence entre les objets culturels et autres.

Par ailleurs, les immeubles et les objets fixés à demeure du patrimoine religieux bénéficiant d'une protection peuvent bénéficier d'un subventionnement étatique conformément au règlement grand-ducal du 19 décembre 2014 concernant l'allocation de subventions pour des travaux de restauration d'immeubles. De surcroît, la loi ayant institué le Fonds pour les monuments historiques dispose que «dans des cas exceptionnels, pour des raisons dûment motivées et expressément arrêtées par le Ministre de la Culture, l'État peut procéder en tant que maître d'ouvrage à la restauration, l'équipement et la mise en valeur des objets classés monuments historiques ou inscrits à l'inventaire supplémentaire dont il n'est pas propriétaire».

Dans la mesure où les dons faits à l'Église catholique portent notamment sur des objets mobiliers qui sont censés rester - sauf renonciation de sa part -, en possession du futur fonds, peu importe que l'édifice religieux qui les abrite deviendra la propriété du futur fonds ou de la commune, il appartiendra au fonds de respecter - dans les limites légales prévues à cet effet - les charges éventuellement inhérentes à ces donations.

**Question 2518** (02.11.2016) de **Mme Diane Aehm et M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **suppression du secret bancaire pour les résidents luxembourgeois:**

Au cours de la réunion de la Commission des Finances et du Budget du 30 septembre 2016, Monsieur le Ministre des Finances a estimé qu'«en raison de l'évolution des règles internationales en matière d'antiblanchiment et d'échange d'informations, le secret bancaire des résidents luxembourgeois risque petit à petit d'être vidé de sa substance». De plus, il a expliqué que «certains acteurs de la place financière pensent d'ailleurs qu'une suppression de ce secret bancaire serait nécessaire».

En réponse à la question parlementaire n°2456 du 10 octobre 2016 (cf. *compte rendu n°3/session ordinaire 2016-2017*), Monsieur le Ministre des Finances a néanmoins précisé qu'«aucun nouvel aménagement ne s'impose à l'heure actuelle».

C'est ainsi que nous aimerions poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est en définitive la position du Gouvernement quant à une éventuelle levée du secret bancaire pour résidents au Luxembourg?

**Réponse** (08.12.2016) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

La réponse à la question parlementaire n°2456 du 10 octobre 2016 de l'honorable Députée Joëlle Elvinger reflète fidèlement la position du Gouvernement. Comme indiqué dans celle-ci, le cadre législatif luxembourgeois en matière d'accès aux informations bancaires est parfaitement conforme tant aux impératifs nationaux qu'aux exigences internationales. En la matière, aucun nouvel aménagement ne s'impose donc à l'heure actuelle.

**Question 2526** (04.11.2016) de **MM. Franz Fayot et Marc Angel** (*LSAP*) concernant **l'inscription des résidents étrangers sur les listes électorales**:

Chaque ressortissant d'un autre État, qu'il soit État membre de l'UE ou non, qui réside au Grand-Duché de Luxembourg depuis au moins cinq ans, a le droit de voter aux élections communales, à condition d'être inscrit sur la liste des électeurs étrangers. La demande d'inscription doit être déposée à la commune de résidence avant le 86<sup>e</sup> jour précédant le scrutin.

Lors des dernières élections communales de 2011, le nombre d'électeurs luxembourgeois s'est élevé à 232.049 contre 31.019 électeurs résidents étrangers. Par rapport aux électeurs luxembourgeois, le taux des électeurs non luxembourgeois est donc de 13,4% à peu près.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Que compte faire le Gouvernement pour inciter plus de résidents étrangers à s'inscrire sur les listes électorales en vue des prochaines élections communales qui auront lieu dans à peine un an?
2. Une campagne d'information en direction des concernés est-elle prévue? Le cas échéant, quel est le financement prévu pour cette campagne et quand débutera-t-elle?
3. Les communes seront-elles impliquées dans cette campagne? Dans l'affirmative, comment?
4. Le Gouvernement est-il d'avis que la procédure d'inscription des résidents étrangers aux élections communales est adaptée ou alors faudrait-il la revoir et la simplifier davantage?

**Réponse commune** (09.12.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

ad 1. Le Gouvernement lancera une campagne d'information et de sensibilisation dès janvier 2017. Cette campagne sera coordonnée par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) et par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande-Région.

Cette campagne comporte du matériel promotionnel avec, entre autres, un dépliant en dix langues, des affiches en cinq langues ainsi que des kits d'information et de sensibilisation que l'OLAI mettra gratuitement à disposition des communes et associations intéressées. Une attention particulière a été portée à rendre l'information encore plus accessible et facilement compréhensible, afin de toucher un public de tout âge. Un site web opérationnel en cinq langues et une page Facebook font également partie intégrante de la campagne.

En outre, des «multiplicateurs» sont formés et outillés pour informer et sensibiliser les résidents non luxembourgeois à l'importance de leur participation politique. Les premières formations de multiplicateurs ont débuté en octobre 2016.

ad 2. Une enveloppe d'environ 65.000 € est prévue pour le volet communication de la campagne.

Plusieurs appels à projets ont été lancés dès le mois d'octobre 2016 et d'autres seront lancés en 2017 pour soutenir des communes et associations qui œuvrent en faveur de l'inscription des résidents non luxembourgeois sur les listes électorales. Les projets pourront être soutenus jusqu'à 50% du budget prévisionnel déposé à l'OLAI, dans la limite des fonds disponibles sur les articles budgétaires «Subsides aux entités publiques du secteur communal, intercommunal et régional, initiant et soutenant des projets en vue de l'intégration et de l'accueil des étrangers» et «Plan national d'intégration et de lutte contre les discriminations».

ad 3. Voir les réponses aux questions 1 et 2.

ad 4. Il y a tout d'abord lieu de préciser que la procédure d'inscription a pour objet de vérifier que les ressortissants étrangers remplissent les conditions pour être électeurs conformément

aux dispositions afférentes de la loi électorale modifiée le 18 février 2003. Alors qu'une initiative législative n'est pas prévue à l'heure actuelle, il convient cependant de relever que suite à l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2016 des registres communaux des personnes physiques prévus par la loi modifiée du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques, la procédure pour vérifier la résidence habituelle de cinq ans au Grand-Duché a été simplifiée. En effet, les administrations communales ont accès aux données historiques concernant la résidence de leurs citoyens dans d'autres communes. Dès lors, il n'est plus nécessaire que les ressortissants étrangers demandant leur inscription sur les listes électorales se rendent dans les différentes communes où elles ont résidé par le passé pour solliciter à chaque fois un certificat documentant la durée de résidence au Grand-Duché de Luxembourg.

**Question 2530** (04.11.2016) de **M. Gilles Baum** (*DP*) concernant **la piste cyclable PC2 du Kirchberg vers Echternach**:

Les pistes cyclables du Grand-Duché jouissent d'une popularité certaine, aussi bien auprès des résidents que des touristes.

Dans ce contexte, la piste cyclable PC2 du Kirchberg vers Echternach a été récemment équipée de glissières de sécurité au niveau de l'entrée dans Echternach le long de la route N11/E29. Or, les cyclistes doivent traverser cette route nationale à la hauteur de la Lauterburgerbaach (96647 E, 96632 N) afin d'accéder à la rue des Romains à Echternach.

Sont également concernés les usagers de vélos tout-terrain qui proviennent du «circuit VTT Echternach» et qui doivent se déplacer sur la route pour une centaine de mètres à la hauteur de l'intersection du CR118 et de la N11 à Lauterborn.

Une situation similaire s'applique aux usagers du «circuit auto-pédestre 1» d'Echternach.

À ce sujet, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre partage-t-il le jugement que cette traversée en bicyclette/à pied est potentiellement dangereuse?

- Le cas échéant, est-il disposé à aménager des mesures de sécurisation afin de signaler le passage de cyclistes et de piétons à cet endroit précis?

- Ne serait-il pas nécessaire de mettre en place un passage souterrain à la hauteur du Restaurant-Hôtel Au Vieux Moulin afin de minimiser les risques décrits pour les trois types d'usagers?

**Réponse** (22.12.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur la sécurité de l'itinéraire cyclable PC2 entre Lauterborn et Echternach.

Il se peut que la piste cyclable nationale PC2 entre Lauterborn et Echternach présente des déficits de sécurité, comme évoqué par l'honorable Député, vu que les cyclistes doivent circuler à cet endroit sur la bande dérasée de la route nationale N11/E29 et traverser ensuite cette route à 2+1 voie de circulation à hauteur de la «Specksmillen» à l'entrée d'Echternach.

Afin de remédier à cette problématique, les services de l'Administration des ponts et chaussées, sont en train d'analyser la faisabilité technique, les contraintes environnementales et la situation foncière de plusieurs variantes de tracé. L'objectif est de planifier une piste cyclable séparée du trafic motorisé, si possible avec un passage souterrain dont les emplacements possibles sont en cours d'analyse.

**Question 2536** (08.11.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (*CSV*) concernant **la prochaine tranche indiciaire**:

Dans sa publication «Conjoncture Flash» de septembre 2016, le Statec note que:

«L'inflation cumulée depuis la dernière indexation se rapproche de plus en plus du seuil de 2,5% à partir duquel une nouvelle tranche indiciaire sera déclenchée. En effet, cette progression atteint à l'issue du mois d'août 2,2%. À l'heure actuelle, un déclenchement de la tranche indiciaire en novembre avec son application donc en décembre paraît probable. Il faut noter que la progression cumulée avait déjà atteint ce niveau il y a un an, avant qu'une

nouvelle forte baisse des prix pétroliers ne la fasse reculer. Aujourd'hui, il faudra notamment surveiller la réaction des cours pétroliers à l'issue de la réunion de l'OPEP à Alger (26-28.9). Pourtant, le risque à la baisse semble moins élevé que l'année passée: une nouvelle forte chute des prix des produits pétroliers est moins probable qu'à l'époque vu leur niveau déjà très faible et la part substantielle des taxes incluses.»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations plus récentes quant au niveau de l'inflation cumulée depuis la dernière indexation qui remonte à octobre 2013?

- Sur base de ces informations, quand la prochaine tranche indiciaire sera-t-elle déclenchée d'après Monsieur le Ministre?

**Réponse** (12.12.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*:

Les derniers résultats de l'indice des prix à la consommation ont été publiés par le Statec en date du 7 décembre 2016 et se rapportent au mois de novembre 2016. À cette date, l'inflation cumulée depuis le dernier déclenchement d'une tranche indiciaire, mesurée à partir de la moyenne semestrielle de l'indice de prix à la consommation raccordé à la base 100 au 1<sup>er</sup> janvier 1948, s'élevait à 2,49%. Le prochain déclenchement d'une tranche indiciaire aura lieu lorsque cette valeur atteindra ou dépassera 2,50%.

Selon les dernières prévisions du Statec, la tranche indiciaire interviendra au 1<sup>er</sup> trimestre 2017. Pour plus de détails, je vous renvoie à la Note de Conjoncture n°2, présentée en novembre 2016 qui peut être téléchargée en suivant le lien ci-après: <http://www.statistiques.public.lu/fr/publications/series/note-conjoncture/2016/note-conjoncture-02-16/index.html>.

Ce document contient également deux études qui explicitent comment sont réalisées les prévisions d'inflation à court et moyen terme.

**Question 2537** (08.11.2016) de **Mme Diane Adehm** et **M. Gilles Roth** (*CSV*) concernant **la transmission par les banques des données personnelles de leurs clients à des entreprises**:

Wéi RTL gemellt huet, sollen an Zukunft Lëtzebuerger Banke perséinlech Donnéeën vun hire Clienten un aner Entreprises dierfe weiderginn, och wann déi am Ausland sinn. Et geet drëm, fir verschidde Servicer auszulageren, wou duerch verschidde Banke méi rentabel schaffe kéint. Dovu betraff wieren net nëmmen d'Nimm an d'Adresse vu Clienten, mä och z. B. de Solde vun hire Konten.

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Här Finanzminister folgend Froe stellen:

- Wat huet et mat dësem Virstouss op sech?

- Kann d'Regierung de makroekonomeschen Impakt vun där Décisioun ofschätzen?

- Wéi passt dës Décisioun an d'FinTech-Strategie vun der Regierung (wann d'Banken den IT-Bereich an Zukunft auslageren)?

- Wéi een Impakt huet dës Décisioun op eisen Aarbechtsmaart?

**Réponse** (08.12.2016) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

Des Succès vun der Finanzplatz Lëtzebuerg louch nach ëmmer an hirer Upassungsfäegkeet un nei Entwécklungen an der Oppenheet fir Innovatiounen. Der Regierung ass dofir dru gelleen, fir déi richteg Viraussetzungen ze schafen, fir der Finanzplatz de Wee an déi nei digital Welt esou wäit wéi méiglech ze vereinfachen.

Den Trend geet haut international a Richtung Entwécklung vun zentrale Plattformen respektiv Cloud-Solutiounen. Esou zentral Plattformen gi gebraucht, fir eng global Vue vun de Risiken am Grupp ze kréien an och fir de Clienté méi effizient a cibléiert Servicer unzebidden.

D'Regierung schafft dofir un enger Moderniséierung vun dem gesetzleche Kader, fir et de Lëtzebuerger Finanzakteuren ze erméiglechen, op esou Plattformen a Solutiounen zrëckzegräifen. Dës Servicer kënnen bannent engem Grupp bei der Lëtzebuerger Entitéit ugesidelt sinn, oder, am Respekt vun den néidege Garantien am Bezuch op d'Confidentialité vum den Donnéeën, och bei enger auslännescher Mamm, enger Schwëstergesellschaft a souguer bei spezialiséierten Entitéite baussent dem Grupp zentraliséiert ginn.

Den Akteuren zu Lëtzebuerg d'Méiglechkeet ze ginn, bei esou Léisunge matzemaachen, ass eng Viraussetzung, fir de Standuert kompetitiv ze halen an och an Zukunft zentral Aktivitéite vu grouse Gruppen zu Lëtzebuerg ze behalen oder virun auszubauen.

Eng Rei nei Akteuren, déi haut nach net zu Lëtzebuerg präsent sinn, sinn och nëmme bereet, sech an engem Land ze etabléieren, dat hinnen erlaabt, sech un déi zentral Plattformen an hirem Grupp unzeschlësse respektiv op Cloud-Solutiounen zrëckzegräifen. Grad am Bezuch op FinTech ass dës leschten Aspekt vu grouser Wichtigkeet an erlaabt d'Entwécklung vu ganz neuen Aktivitéiten zu Lëtzebuerg.

D'Regierung huet dës Entwécklungen erkannt an huet decidéiert, Mesuren ze huelen, fir sécherstellen, dass eis Finanzplatz, grad och am Kontext vum Brexit, attraktiv bleift a sech weider diversifizéiere kann. Dës Mesurë stelle sécher, dass Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg erhale bleiven a méttelfristeg nei Plaze geschaaft ginn.

**Question 2540** (08.11.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant **les chiens de mendiants**:

Et fällt op, dass ganz vill Heescherten, vun deenen ee kann unhuelen, dass se organiséiert optrieden, de ganzen Dag Hënn bei sech hunn. Aus der auslännescher Press gi mer gewuer, dass z. B. zu München déi Déiere vun organiséierten Heeschebanden dacks drogéiert ginn, fir den Dag iwwer roueg ze sinn.

Duerfir wollt ech dës Froen un déi Häre Landwirtschafts-, Bannen- a Justizminister stellen:

1. Gëtt et einfach Mëttel, fir ze kontrolléieren, ob Hënn oder aner Déiere vun hire Besëtzer mat Medikamenter roueggestallt ginn? Wa jo, ginn déi applizéiert?

2. Wann net, wat fir Méiglechkeete bitt d'Lëtzebuerger Legislatioun, fir aner Tester ze maachen?

3. Am Fall wou esou eng Kontroll vun Déieren zu Lëtzebuerg net méiglech wär, gedenkt d'Regierung, aktiv ze ginn an esou Kontrolle virzugesinn?

4. Si Fäll vu Plaintë bekannt oder weess d'Regierung dovun, dass d'Autoritéiten op opfälleg lethargesch oder mësshandelt Hënn a Begleitung vun Heescherten opmierksam gemaach gi sinn?

5. Wéi steet d'Regierung zu lwwerleeungen an Däitschland, professionellen Heescherten ze verbidden, Hënn bei sech ze hunn, wa se heesche ginn?

6. Wéi a vu wem gëtt kontrolléiert, ob en Hond konform zu de Reglementer gehale gëtt, hei zu Lëtzebuerg also gechippt a geimpft ass, oder ob d'Legislatioun iwwert d'Déierenhaltung vum Wunnsätz vu sengem Meeschter a gehale gëtt?

**Réponse commune** (14.12.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*, de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

ad 1. + 2. Et gëtt Tester, fir am Blut Medikamenter ze sichen, mä et muss een am Virfeld wëssen, no wat ee sicht, well ee soss muss eng ganz Panoplie vun Tester maachen, wat mat engem groussen Opwand a Käschtepunkt verbonnen ass. Aus deene Grënn gi keng esou Tester gemaach.

D'Lëtzebuerger Legislatioun bitt keng Méiglechkeet, aner Tester ze maachen.

ad 3. D'Regierung gesäit am Moment kee Besoin, fir esou Kontrolle virzugesinn an an deem Dossier aktiv ze ginn.

ad 4. D'Regierung huet keng spezifesch Informatiounen iwwer Plaintë betreffend opfälleg lethargesch oder mësshandelt Hënn a Begleitung vun Heescherten. Laut Informatiounen vum Parquet général ginn nëmme Fäll vun Déieren, déi mësshandelt ginn, statistesch behandelt.

Esou goufen et 2014 eng 43 nei Plaintë wéinst Déieremësshandlung an 2015 eng 39 nei Plainten.

ad 5. Et ass schwierig, Leit ze verbidden, Hënn bei sech ze hunn, insofern si sech un d'Gesetz a speziell un d'Dispositiounen vum Hondsgesetz halen.

ad 6. An den Artikelen 22 an 23 vum Hondsgesetz sinn déi Leit festgehalen, déi Befugnisse am Kader vun dësem Gesetz hunn. Et handelt sech hei ëm d'Veterinäre vun der Veterinärinspektioun, d'Beamte vun der Police, vun der Douane a vun der Forstverwaltung.

**Question 2541** (08.11.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les chiens dangereux:

Lëtzebuerg huet zënter dem 9. Mee 2008 e Gesetz, an deem véier méiglecherweis geféierlech Hondsrassen an assimiléiert Hënn opgefouert ginn.

An deem Kontext wollt ech dem Här Landwirtschafts- an dem Här Justizminister dës Fro stellen:

1. Gouf et zënter dem Akraaftriede vum Hondsgesetz Accidenter an Tëscheffäll, bei deene Mënschen zu Schued komm sinn an déi esou bestätegt hunn, datt déi am Gesetz opgefouert Hondsrassen kënnen geféierlech ginn?

2. A wéi ville Fäll ass vun den Autoritéite festgestallt ginn, datt en Hondbesëtzer sech net un d'Gesetz vum 9. Mee 2008 gehalen huet an also entweder säin Hond net an der Léngt hat oder selwer den obligatoreschen Training fir Hondbesëtzer net matgemaach hat?

3. Wat ass mat den Hënn geschitt, deenen hire Meeschter sech net un dat Gesetz gehalen huet?

4. Ass dru geduecht, déi Lëscht vun Hënn, déi méiglecherweis kéinte geféierlech sinn, ze revidéieren an eventuell méi laang oder méi kuerz ze maachen?

5. Wéi ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg, wat de Verglach mam Ausland ugeet? Ass d'Lëtzebuerg Lëscht méi oder manner streng, wat d'Klassifikatioun vun Hënn, déi méiglecherweis geféierlech sinn, ugeet?

6. Wéi steet Lëtzebuerg am Verglach mat deenen aneren EU-Länner do, wat Tëscheffäll an Accidenter mat Hënn ugeet, bei deene Mënschen zu Schued komm sinn?

**Réponse** (14.12.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1. Déi meescht Accidenter geschéien duerch verschidde Rassen oder Mischlingen, oft si kleng Rasse bedeelegt wéi Jack-Russell-Terrieren oder Dackelen. Et gi Fäll, wou den eegene Meeschter gebass gëtt, oft aus Onwëssenheet; och e schmusereschen Hond ka bëssen, wann en net déi richteg Erzéiung oder Haltung kritt. D'Lëscht hënn mussen jo den obligatoreschen Cours de dressage maachen an hire Meeschter de Cours de formation. Esou léieren d'Leit theoretesch a praktesch, wéi si mam Hond mussen ëmgoen a wéi wichteg de Gehorsam ass. Et ass sécher dës Coursen ze verdanken, déi d'Hondsgesetz virschreift, datt Lëscht hënn bis elo net weider opfälleg waren am Allgemengen, wat Bëss-Tëscheffäll ubelaangt.

Der Veterinärverwaltung goufen 2016 15 Plaintë weidergereicht. A sechs Fäll gouf en aggressivt Verhale vun Hënn gemellt, unni datt et zu Blessurë koum. A sechs Fäll goufe Leit blesséiert, dovun ee Fall mat engem Lëscht hënn. An dräi Fäll goufen aner Hënn gebass, wou och an engem Fall e Lëscht hënn am Spill war.

2015 waren dat siwe Plainten. Bei enger Plainte goufe Leit blesséiert a bei véier Plainten aner Hënn. A kengem vun deene leschtgenannte Fäll war e Lëscht hënn am Spill. An zwee Fäll gouf en aggressivt Verhale vun Hënn gemellt, unni datt et zu Blessurë komm ass.

ad 2. Am Allgemenge sinn d'Leit sech bewosst, datt d'Hale vu Lëscht hënn zu Lëtzebuerg genee geregelt ass. Spéitstens wann si bei de Veterinär ginn, fir déi éischt Impfungen am Welpenalter, kréie si d'Detailler erkläert, z. B. datt d'Course obligatoresch sinn, fir esou en Hond iwwerhaupt kënnen op der Gemeng unzemellen. Vereenzelt Verstéiss ginn awer konstatéiert; et kënnt beispillsweis vir, datt Leit e Lëscht hënn mat op Lëtzebuerg bréngen an net dru geduecht hunn, datt se fir d'Éischt eng ministeriell Autorisatioun mussen ufroen an de Cours de formation mussen maachen. Hei gi mir de Leit d'Chance, fir dat nozuehelen. Verschidde Leit hale sech awer ganz bewosst net un d'Gesetz an hu weder eng Autorisatioun nach maache se déi obligatoreschen Coursen. An esou Fäll schaffe mir als Veterinärverwaltung enk zesumme mat Déiereschutzorganisatioun wéi

der Déiereschutzliga an dem Gaasperecher Déierenasyl souwéi der Police an dem Parquet.

2014 si 66 Plaintë gemaach ginn, déi insgesamt 74 Strofote begräifen. Et geet heibäi ëm folgend Infraktiounen: véier Persounen hate keng Autorisatioun vum kompetente Minister, siewe konnte kee Certificat (Dressur, Veterinär oder Formatioun) virweisen, an 53 hunn hiren Hond net an der Léngt gefouert. Zéng Meeschtere vu geféierlechen Hënn haten net un den obligatoreschen Coursen deelgeholl, déi vum Gesetz zwéngend virgesi sinn.

2015 sinn 79 Plaintë gemaach ginn, déi insgesamt 93 Strofote begräifen. Et geet heibäi ëm folgend Infraktiounen: véier Persounen hate keng Autorisatioun vum kompetente Minister, aacht konnte kee Certificat (Dressur, Veterinär oder Formatioun) virweisen an 68 hunn hiren Hond net an der Léngt gefouert. 13 Meeschtere vu geféierlechen Hënn haten net un den obligatoreschen Coursen deelgeholl, déi vum Gesetz zwéngend virgesi sinn.

ad 3. Et gi Fäll, wou den Hondbesëtzer net déi finanziell Moyenen huet, fir d'Course ze maachen, an hien huet dann d'Méiglechkeet, duerch eng Verzichtserklärung den Hond dem Déierenasyl ze vermaachen. Den Asyl këmmert sech dann ëm d'Organisatioun vum Cours de dressage fir den Hond, deen uschlëssend kann un en neie Propriétaire vermëttelt ginn.

ad 4. Mir sinn der Iwwerzeugung, datt d'Hondsgesetz mat der aktueller Lëscht sech bewäert huet am Sënn vun der Sécherheet vun der Allgemengeheet, an et ass net eis Prioritéit, fir haut oder muer Annerunge virzuehelen, mä mir behalen d'Situatioun am A a wäerten eventuell eng Adaptatioun vun der Lëscht proposéieren, wann d'Sécherheet vun de Leit dëst géif erfuerderen.

ad 5. An der Schwäiz z. B. stinn 13 Rassen op der Lëscht vum Kanton Valais, de Kanton Fribourg huet ganzer 15 Hondsrassen op senger Lëscht. D'Engländer hunn eng Lëscht vu véier Rassen. An Däitschland ass d'Situatioun verschidden, jee no Bundesland; Niedersachsen huet keng Lëscht, mä dofir muss all Hondbesëtzer en „Sachkundenachweis“, also en Hondsführerschäin, maachen. Basis fir en Hondsführerschäin ass en theoreteschen an e prakteschen Examen. Als Extremfall wier nach d'Ukrain ze ernimmen mat enger Lëscht vu 85 Rassen, déi bei hinnen als geféierlech agestuuft ginn. Lëtzebuerg steet also mat senger Lëscht vu véier Rassen (Staffordshire Bull Terrier, Mastiff, American Staffordshire Terrier an Tosa) an dräi Kräizungen (Pitbulls, Boerbulls an Tosa-Kräizungen) am europäesche Mëttelfeld.

ad 6. Do ginn et net vill offiziell Statistiken; eng Schätzung an der Schwäiz geet dovunner aus, datt a 6% vun de Bëssvorfäll, wou e Mënsch blesséiert gëtt, e Lëscht hënn verantwortlech ass. An Däitschland ginn et méi Bëssattacken duerch Schéiferhënn, Dackelen an Jack-Russell-Terrieren, mä des Rasse sinn natierlech och vill méi verbreet wéi z. B. American Staffordshire Terrieren. Zu Lëtzebuerg mécht d'Zuel vu Lëscht hënn ronn 1% aus par rapport zu der Gesamtzuel vun Hënn. Et ass secherlech de strenge Bestëmmunge vum Hondsgesetz ze verdanken, datt des Zuel éischer kleng ass; Bëssattacke sinn doduerch Gott sei dank extrem rar bei eis.

**Question 2543** (09.11.2016) de **Mmes Sylvie Andrigh-Duval**, **Françoise Hetta-Gaasch** et **Martine Hansen** (CSV) concernant la **procédure de remboursement de divers prestations dans le domaine de la santé**:

L'objectif de la promotion des soins de santé de haute qualité, innovants et accessibles à tous les citoyens à tout âge et la prévention des maladies, articulés autour d'une approche centrée autour des besoins du patient, restent la force motrice des actions politiques. Ces objectifs ont été d'ailleurs aussi confirmés dans les principales orientations de la politique budgétaire.

Partant, les actes et services de prévention sont prioritaires dans le domaine de la santé.

C'est une des raisons pour laquelle le nombre de consultations, d'actes et de services médicaux, suit une courbe ascendante ces dernières années. Aussi l'Office national de l'enfance (ONE) se trouve confronté à un nombre croissant de demandes de prestations.

D'après nos informations, l'ONE affiche malheureusement fréquemment des retards de paiement (allant souvent jusqu'à trois mois) aux prestataires partenaires après la fin de la prise en charge, avec tous les inconvénients qui en découlent.

En outre, certains groupes de prestataires conventionnés avec l'ONE ne tombent pas

sous le régime de conventionnement avec la Caisse nationale de santé (CNS) et ceci malgré l'indication apparente d'une prise en charge pour le concerné.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame et Messieurs les Ministres peuvent-ils nous confirmer ces informations?

- Quelles sont les raisons de ces retards de paiement?

- Ne jugent-ils pas que les prestataires devraient pouvoir compter sur un traitement administratif de leur dossier dans un délai raisonnable?

- De quelle manière les ministres veulent-ils remédier à cette situation?

- Les ministres peuvent-ils nous fournir une liste complète des professions prestataires conventionnées avec la CNS?

- Les ministres estiment-ils cette liste exhaustive?

- Dans la négative, les ministres envisagent-ils d'étendre cette liste à d'autres professions œuvrant dans le domaine de la prévention et de la thérapie?

**Réponse commune** (20.12.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, de **M. Roman Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Réponse du Ministre de l'Éducation nationale de l'Enfance et de la Jeunesse:

Il est en effet tout à fait exact que le nombre de prestations ambulatoires prises en charge par forfaits horaires de l'Office national de l'enfance (ONE) suit une pente ascendante. Il s'agit tant de consultations psychologiques et psychomotrices, que de prises en charge de type soutien psychosocial par orthophonie, par la psychomotricité ou par l'ergothérapie. Cette montée en puissance des prestations ambulatoires correspond d'ailleurs tout autant à la volonté du législateur que du Gouvernement d'œuvrer dans la prévention et dans le domaine des mesures légères et ce en vue d'éviter les placements et les mesures lourdes.

L'ONE ne prend en charge que les prestations définies par la loi du 16 décembre 2008 relatif à l'aide à l'enfance et à la famille. L'ONE n'est donc pas habilité à prendre en charge des actes et services médicaux.

Les organisations partenaires de l'ONE, à savoir l'Entente des gestionnaires des centres d'accueil, la Société luxembourgeoise de psychologie, l'Association luxembourgeoise des psychomotriciens diplômés, l'Association luxembourgeoise des ergothérapeutes diplômés et l'Association luxembourgeoise des orthophonistes, organisations avec lesquelles l'ONE est en dialogue permanent, ne sont pas intervenus pour signaler des retards de paiements dépassant les délais normaux inhérents au système.

Il va de soi que tout prestataire doit pouvoir compter sur un traitement de son dossier dans un délai raisonnable, ce qui est le cas actuellement. Les délais moyens de paiement des factures reçues par l'ONE sont de trois à cinq semaines après réception de la facture électronique et de la facture papier dûment signée par le prestataire, suivant les dispositions en vigueur pour l'ensemble des administrations publiques.

Réponse du Ministre de la Sécurité sociale:

L'article 61 du Code de la sécurité sociale dispose qu'une convention distincte est conclue séparément pour les différentes professions de la santé. Les prestataires ayant conclu une convention avec la Caisse nationale de santé (CNS) sont énumérés au niveau dudit article du Code de la sécurité sociale, à savoir:

- les médecins;
- les médecins-dentistes;
- les différentes professions de la santé;
- les laboratoires d'analyses médicales et de biologie clinique;
- les établissements de cures thérapeutiques et les centres de convalescence;
- pour les services prestés dans le domaine de la psychiatrie extrahospitalière;
- les fournisseurs de prothèses orthopédiques, d'orthèses et d'épithèses;
- les pharmaciens;
- les opticiens;
- la Croix-Rouge Luxembourgeoise pour la transfusion sanguine, le conditionnement et la fourniture de sang humain et de ses dérivés;

- les personnes s'occupant particulièrement du transport des malades ou accidentés;

- concernant les soins palliatifs les réseaux d'aides et de soins, les établissements d'aides et de soins visés respectivement aux articles 389 à 391;

- les psychothérapeutes.

Plus précisément, en ce qui concerne les professions de santé, la CNS a conclu une convention spécifique avec les groupements professionnels suivants:

- l'Association des infirmiers luxembourgeois,
- l'Association des kinésithérapeutes luxembourgeois,
- l'association luxembourgeoise des psychomotriciens,
- l'Association luxembourgeoise des sages-femmes,
- l'Association luxembourgeoise des orthophonistes.

En vertu de l'article 17 du Code de la sécurité sociale, l'assurance maladie prend en charge dans une mesure suffisante et appropriée «les traitements effectués par les professionnels de santé».

La loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé énumère un certain nombre de professions de santé qui n'ont cependant pas toutes conclu une convention avec la CNS.

En pratique, il convient de noter que pour que des prestations des différentes professions de santé puissent être prises en charge par l'assurance maladie, plusieurs conditions doivent être remplies:

- il faut qu'une convention ait été conclue avec le groupement représentatif de la profession,
- il faut que les actes dispensés soient prévus dans la nomenclature y relative,
- il faut que les conditions et modalités de la prise en charge soient prévues par les statuts.

La décision de conclure une convention avec un groupement de prestataire revient en principe au comité directeur de la CNS sur demande d'un groupement représentatif de la profession en cause.

Dans ce même contexte, il convient toutefois de signaler que depuis l'entrée en vigueur de la loi du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychothérapeute, la CNS n'a pas été saisie d'une demande d'un groupement représentatif de psychothérapeutes en vue de la conclusion d'une convention y relative et ce alors que dorénavant les psychothérapies visant le traitement d'un trouble mental sont insérées au niveau de l'article 17 du Code de la sécurité sociale et que les psychothérapeutes ont été énumérés parmi les prestataires avec lesquels une convention est conclue.

Réponse de la Ministre de la Santé:

La Ministère de la Santé n'avait pas de contribution à fournir aux différentes questions.

**Question 2544** (09.11.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant l'**élargissement de l'offre scolaire**:

Dans un communiqué du Ministère de l'Éducation nationale du 07 novembre 2016, Monsieur le Ministre fait savoir que l'offre scolaire dans le sud du pays sera élargie. Des sections germanophones seront proposées dans le bâtiment du «Victor Hugo» et à l'École internationale de Differdange (EIDD) à Esch-sur-Alzette. L'EIDD à Differdange offrira également des classes maternelles dans les trois sections linguistiques.

Dans la mesure où une offre scolaire diversifiée sur le territoire entier du pays sera indispensable, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Messieurs les Ministres envisagent-ils un nouveau Plan directeur sectoriel «Lycées»?
2. Est-ce qu'une analyse sur les besoins concrets des élèves dans le domaine de l'offre scolaire, et notamment de l'offre linguistique, a été réalisée?
3. Dans l'affirmative, quels sont les résultats de cette analyse?
4. Le projet de construction du Lycée de Mondorf fait partie de la phase 2 du Plan directeur sectoriel «Lycées». Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur l'état d'avancement du projet de construction du Lycée de Mondorf?

**Réponse commune** (08.12.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

ad 1. et 4. Le règlement grand-ducal du 25 novembre 2005 déclarant obligatoire le Plan directeur sectoriel «Lycées» prévoyait la construction de six nouveaux lycées en deux phases.

Les projets de construction de la première phase, c'est-à-dire l'Atert-Lycée à Redange, le Lycée Bel-Val à Belvaux et le «Lënster Lycée» à Junglinster ont tous été réalisés.

En ce qui concerne la deuxième phase, il est à noter que:

- les travaux de construction du bâtiment du Lycée Edward Steichen à Clervaux sont en cours; la mise en service est prévue pour la rentrée scolaire 2018;

- les classes de l'École internationale de Differdange fonctionnent depuis la rentrée scolaire de cette année dans des infrastructures provisoires; la construction des bâtiments définitifs se fera en plusieurs étapes et il est prévu que le bâtiment principal sera mis en service en 2020;

- les gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg et de la Sarre veulent renforcer la coopération transfrontalière en matière d'offre scolaire. Le Lycée de Mondorf sera conçu sur le modèle du Schengen-Lyzeum de Perl. Un groupe de travail binational s'est penché sur l'offre scolaire. Des métiers et professions, significatifs en vue du développement de l'espace économique transfrontalier ont été identifiés. Une reconnaissance réciproque des diplômes et certificats délivrés est envisagée. Des groupes de travail interministériels et transfrontaliers élaborent actuellement les bases juridiques du lycée. Un dialogue est entretenu avec les différentes parties prenantes afin de conclure des accords. Un groupe de travail mis en place au sein du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse est en train d'élaborer un programme de construction déterminant les besoins du lycée. Il est prévu que ledit programme sera finalisé au début de l'année 2017.

À l'heure actuelle, le Gouvernement n'envisage pas de relancer un nouveau Plan directeur sectoriel «Lycées» qui se limite à un recensement et une projection quantitatif et géographique de futurs élèves. Vu la forte progression de la diversité langagière des élèves et les exigences en matière d'une formation adaptée aux besoins du marché de travail, la décentralisation et régionalisation des infrastructures a actuellement atteint ses limites.

ad 2. et 3. La proportion des nationalités (luxembourgeoise et autres) ainsi que la première langue parlée au domicile de l'élève sont deux particularités de l'enseignement luxembourgeois.

Durant l'année scolaire 2013-14, pour 45% des élèves (fondamental - EDIFF - ES - EST) la première langue parlée au domicile était le luxembourgeois. 27,3% des élèves pratiquaient le portugais, 27,7% une autre langue (chiffres clés de l'Éducation nationale 2013-2014);

<http://www.men.public.lu/fr/actualites/publications/themes-transversaux/statistiques-analyses/bildungsbericht/2015-band-1/index.html>.

Une part considérable des élèves du secondaire provient de familles monolingues. En même temps les langues parlées au domicile présentent une grande diversité linguistique.

Pratiquement un cinquième (19%) des élèves du secondaire provient de familles bilingues.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

(ÉpStan 2013 - 5<sup>e</sup>/9<sup>e</sup>; Bildungsbericht Luxemburg 2015 - Band 2: Analysen und Befunde;

<http://www.men.public.lu/catalogue-publications/themes-transversaux/statistiques-analyses/bildungsbericht/2015/band-2.pdf>)

Force est de constater que le monolinguisme luxembourgeois est en régression (2005-2006: 65,8% - 2013-2014: 54,4%) et qu'il existe une grande hétérogénéité en ce qui concerne la première langue des élèves. Une part importante des élèves pratique une autre langue que les langues officielles du Luxembourg.

En ce qui concerne le besoin d'offres scolaires anglophones (fondamental et secondaire) au Luxembourg, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse vient de publier les résultats de deux enquêtes (<http://www.men.public.lu/catalogue-publications/themes-transversaux/statistiques-analyses/offres-scolaires/english-schooling/en.pdf>) réalisées respectivement en 2013 et 2015 avec la collaboration de plusieurs chambres de com-

merce (Chambre de Commerce Luxembourg, British Chamber of Commerce, Indian Business Chamber of Commerce, Ireland-Luxembourg Chamber of Commerce et American Chamber of Commerce).

Au total, les départements de ressources humaines de quelque 300 entreprises nationales et internationales établies au Luxembourg ainsi que 5.800 salariés ont été invités à remplir un questionnaire en ligne. Le taux de réponse s'élève à 29% pour les entreprises et 21% pour les salariés.

Les réponses des entreprises et des salariés sont concordantes: elles mettent en évidence un besoin urgent d'élargir l'offre de classes anglophones à l'enseignement fondamental comme à l'enseignement secondaire.

Les principaux constats se résument comme suit:

- Chaque année, plus ou moins 1.500 employés avec quelque 2.520 enfants sont relocalisés au Luxembourg par des entreprises, dont deux tiers initialement pour des périodes de travail à court terme.

- 27% des salariés qui ont participé à l'enquête ont choisi le système d'enseignement public luxembourgeois pour leurs enfants.

- 26% des parents ont exprimé le besoin d'une offre scolaire anglophone à l'enseignement fondamental; 18% ont relevé le besoin d'une offre scolaire anglophone au secondaire.

- 76% conviennent que l'aspect financier a un impact sur leur décision de scolarisation.

- 60% pensent que la scolarité est un facteur qui peut empêcher une famille de s'installer au Luxembourg. 87% estiment que la langue est la plus grande difficulté dans le système luxembourgeois.

- 51% estiment que la langue d'enseignement est un des facteurs-clés dans le choix d'une école.

- 33% sont à la recherche d'une offre scolaire multilingue.

Pour répondre aux besoins d'une population scolaire de plus en plus hétérogène, l'Éducation nationale s'attache depuis des années à élargir, diversifier et flexibiliser son offre scolaire.

À côté du système luxembourgeois régulier, l'offre internationale, principalement anglophone et francophone est élargie au fur et à mesure des besoins constatés.

Plusieurs écoles publiques proposent désormais des classes anglophones, francophones ou germanophones: l'Athénée du Luxembourg [classes du baccalauréat international (BI) en langue anglaise], le Lycée technique du Centre (classes du BI en langue française), le Lycée Michel Lucius (classes menant au International General Certificate of Secondary Education et aux examens du niveau A-level) et la nouvelle École internationale de Differdange (sections anglophone, francophone et germanophone).

Le MENJE continue la politique dans laquelle le Gouvernement s'est engagé les dernières années en visant à offrir une grande diversité en termes d'offres scolaires. La multiplication des parcours de formation (notamment au niveau des langues) et des certifications sont quelques réponses aux défis posés par l'évolution des caractéristiques des élèves scolarisés.

**Question 2545** (09.11.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**évolution des métiers du secteur agricole**:

Tout comme dans bien d'autres branches de notre économie moderne marquée par le processus de la digitalisation, les profils professionnels changent également dans le secteur agricole et viticole au sens large du terme.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Selon quelle démarche les services responsables du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse réfléchissent-ils sur l'évolution des métiers du secteur agricole et viticole en révélant d'éventuelles mutations à attendre tout en les signalant au monde scolaire?

2. Comment les échanges avec les partenaires professionnels, le Lycée technique agricole, la Chambre d'Agriculture et, le cas échéant, l'ADEM sont-ils organisés dans ce contexte précis?

3. Quels sont les profils professionnels actuels du secteur? Et quelles sont les qualifications nouvelles qui seront exigées davantage à l'avenir? Une approche prospective en la matière

est-elle promue par le MENJE et par la Chambre d'Agriculture?

**Réponse** (08.12.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

L'économie d'un pays doit tenir compte des développements et changements tant au niveau infrastructurel qu'au niveau des nouvelles technologies afin de garantir son développement économique. Dans ce contexte, le secteur agricole et viticole doit s'adapter au processus de la digitalisation.

En ce qui concerne les questions de l'honorable Député, les réponses sont les suivantes:

ad 1.+ 2. La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle prévoit la mise en place d'équipes curriculaires (EC) pour chaque métier et chaque profession. Les EC se composent de membres issus du monde scolaire et du monde économique nommés par les chambres professionnelles patronales et salariale.

En ce qui concerne les EC des métiers de l'agriculture, des personnes issues de la Chambre d'Agriculture, du Service d'économie rurale, du Service technique de l'agriculture, des agriculteurs et des enseignants du Lycée technique agricole y sont représentées. Les EC se réunissent régulièrement afin d'affiner et de réajuster les formations et une fois par semestre une réunion d'un groupe élargi se réunit pour arrêter les changements et adaptations proposés par l'équipe curriculaire.

Ladite loi et les règlements grand-ducaux respectifs prévoient que des commissions nationales de formation élaborent les programmes de formation pratique et théorique. Pour le secteur agricole et viticole, le Service de la formation professionnelle (SFP) encadre huit équipes curriculaires, à savoir:

- mécatronicien de machines et de matériels agricoles et viticoles (DAP), mécatronicien de machines et de matériels industriels et de la construction (DAP), mécatronicien de véhicules utilitaires (DAP),

- assistant horticulteur en production (CCP), floriculteur (DAP), maraîcher (DAP),

- environnement naturel (DT), opérateur de la forêt et de l'environnement (DAP),

- agriculture (DT), agriculteur (DAP),

- pépiniériste-paysagiste (DAP), assistant pépiniériste-paysagiste (CCP),

- fleuriste (DAP), assistant fleuriste (CCP),

- horticulture (DT),

- assistant horticulteur en production (CCP), floriculteur (DAP), maraîcher (DAP) - groupe de travail entrepreneur maraîcher (DT),

et quatre commissions nationales de formation avec des groupes de travail spécifiques, à savoir:

- Agriculture,

- Environnement naturel,

- Horticulture,

- Mécanique.

Les équipes curriculaires ainsi que les commissions nationales de formation ont été mises en place dès le début de la réforme de la formation professionnelle en 2008.

De plus, le règlement grand-ducal du 1<sup>er</sup> février 2010 portant sur 1) l'organisation des stages de formation en milieu professionnel de la formation professionnelle initiale et 2) la composition et les missions de l'office des stages, garantit qu'au sein de cet office les représentants des organismes de formation (monde du travail) ainsi que les représentants du milieu scolaire sont représentés, ce qui permet un échange régulier entre le monde scolaire et le monde du travail.

S'y ajoute que le SFP préside la commission consultative en matière de formation de demandeurs d'emploi ensemble avec l'ADEM et les Ministères du Travail et de l'Économie; ainsi les informations d'éventuelles pénuries respectivement de changements concernant la demande en main-d'œuvre qualifiée de la part du marché de l'emploi sont transmises par le biais du SFP aux équipes curriculaires.

ad 3. Les profils professionnels actuels résultent des travaux de préparation de la réforme de la formation professionnelle initiale. Ils ne mentionnent pas explicitement les tâches se référant à la digitalisation dans le secteur de l'agriculture et de la viticulture.

En effet, les textes établissent que l'agriculteur du 21<sup>e</sup> siècle devrait avoir recours à ces nouvelles méthodes de production pour pouvoir exercer son métier de façon durable, économiquement rentable, socialement responsable et responsable envers la nature. C'est ainsi qu'au

Lycée technique agricole (LTA) toutes les nouvelles technologies utiles à un tel développement durable sont définies dans les profils de formation, les programmes de formations et les référentiels d'évaluations.

Extrait du profil professionnel:

„Der Landwirt (m/w) ist Fachkraft, Betriebsleiter, Unternehmer und Personalchef zugleich.

Er ist in der Lage, selbstständig, verantwortungsbewusst, sachkundig, und sozial verträglich wettbewerbsfähig landwirtschaftliche Produktionen zu planen, vorzubereiten, auszuführen, zu überwachen und zu vermarkten. Neben den Schwerpunktproduktionen Grünlandbewirtschaftung, Getreide-, Futter- und Hackfruchtanbau im Bereich der Pflanzenproduktion, sowie Rindviehhaltung und Schweinehaltung im Bereich der Tierproduktion sind ebenfalls eine Reihe von anderen Produktionen und Dienstleistungen denkbar. Dazu gehört auch die Erschließung regenerativer Energiequellen.

Der Landwirt ist durch Sammlung und Auswertung betriebsinterner und externer Informationen befähigt, seinen Betrieb an den laufenden Produktionsfortschritt anzupassen und entsprechend der Marktlage Alternativen zu entwickeln.“

En ce qui concerne la digitalisation, il s'avère utile de signaler que:

- avec la réforme de la formation professionnelle initiale, le LTA a mis au point un module «GPS-Einsatz in der Landwirtschaft». Ce module «Global Positioning System» est accessible aussi bien aux élèves du régime de la formation DAP-agriculteur qu'aux élèves ressortissants de la formation technicien en agriculture;

- les compétences en relation avec les traitements phytosanitaires sont pratiquées par les élèves avec un équipement moderne datant de 2014. Cet équipement comprend des techniques modernes comme GPS-Switch, section-control, exportations de données numériques pour les traitements sur ordinateur, utilisation dans les carnets parcellaires...;

- afin de mieux instruire les futurs agriculteurs, le LTA s'est doté d'un nouveau tracteur ultramoderne équipé avec un système RTK. Ce système permet des passages parallèles autonomes dans les cultures (précision d'un ordre de grandeur de 2,5 cm) et le LTA envisage de réaliser des essais de désherbage avec ses élèves.

**Question 2546** (09.11.2016) de **Mme Martine Hansen**, **M. Aly Kaes**, **Marco Schank** et **Félix Eischen** (CSV) concernant la **participation des communes au Fonds pour l'emploi**:

Les différentes administrations communales viennent de recevoir par voie de circulaire ministérielle les données permettant d'établir le budget 2017.

Dans ce contexte, il échet de noter que certaines communes, surtout dans le milieu rural et possédant de grandes superficies, se voient considérablement augmenter leur participation au Fonds pour l'emploi. À titre d'exemple on peut citer la commune de Wincrange dont le montant de la contribution va passer de 61.000 à 1.670.000 euros.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Quelle est la base légale des changements au niveau de la participation des communes au Fonds pour l'emploi?

- À l'instar de l'exemple de la commune de Wincrange, comment Monsieur le Ministre justifie-t-il de telles augmentations?

**Réponse** (19.12.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

En réponse à leur question parlementaire, je tiens à informer les honorables Députés que la future participation des communes au Fonds pour l'emploi est régie par l'article 7 de la loi du 14 décembre 2016 portant création d'un fonds de dotation globale des communes qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

L'article 7 précité qui modifie la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet dispose en effet que:





«La contribution totale des communes au Fonds pour l'emploi est fixée à 2% du montant total des communes en impôt commercial. La participation de chaque commune au Fonds pour l'emploi se compose de deux contributions:

a) Une première contribution se fait par les communes dont la moyenne des recettes combinées par population ajustée dépasse de 10% au moins la moyenne nationale par population ajustée, la population ajustée étant définie à l'article 3, paragraphe 2, point 2, lettre a) de la loi portant création d'un Fonds de dotation globale des communes. La contribution correspond au montant de ce dépassement jusqu'à concurrence du montant défini à l'article 8, paragraphe 1<sup>er</sup>. Si la somme de tous les dépassements excède le montant précité, la contribution de chaque commune est réduite proportionnellement afin que les communes en question contribuent le montant défini à l'article 8, paragraphe 1<sup>er</sup>.

b) Si la somme des premières contributions des communes est insuffisante pour couvrir le montant défini à l'article 8, paragraphe 1<sup>er</sup>, une deuxième contribution s'effectue afin de combler la différence comme suit: Cette deuxième contribution incombe à l'ensemble des communes. Le pourcentage de participation de chaque commune à la deuxième contribution correspond à la part de ses recettes combinées dans les recettes combinées du pays.

Aux termes du présent paragraphe, on entend par 'recettes combinées' la somme des recettes provenant du Fonds de dotation globale des communes et des recettes de la participation directe d'une commune au produit en impôt commercial communal.»

Pour de plus amples explications, je tiens à renvoyer au commentaire de l'article précité figurant dans le projet de loi n°7036 ayant trait à la réforme des finances communales.

«Le Fonds pour l'emploi est un fonds dont la dotation et l'alimentation ont toujours été organisées selon le principe de la solidarité. Ainsi s'explique qu'historiquement, les communes ont contribué à raison de 2% par rapport à leurs recettes en impôt commercial communal. Or, force est de constater que la capacité d'une commune de participer au Fonds pour l'emploi ne se mesure pas uniquement à travers ses recettes directes en impôt commercial communal, mais également de ses recettes non affectées de l'État. Si la participation totale des communes au Fonds pour l'emploi doit toujours se faire en fonction de la situation conjoncturelle, la répartition sur les différentes communes doit aussi tenir compte des recettes en provenance du Fonds de dotation globale des communes. C'est ainsi, qu'en premier lieu, les communes disposant de recettes substantielles par habitant ajusté doivent porter la participation à ce fonds solidaire. C'est en deuxième lieu seulement que les communes participent au Fonds pour l'emploi de façon proportionnelle à leurs recettes totales par rapport aux recettes totales du pays.»

Par ailleurs, je tiens à préciser que la réforme des finances communales a notamment pour but de contrebalancer les disparités du système de financement actuellement encore en vigueur et que la future participation des communes au Fonds pour l'emploi est un élément spécifique de la réforme qui fait partie d'un tout cohérent et équilibré.

**Question 2549** (10.11.2016) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant la **réalisation de logements locatifs sociaux**:

Le mardi 8 novembre 2016, le premier coup de pelle a été donné pour la construction de trois résidences de la SNHBM à Luxembourg-Kirchberg dans le cadre du projet «Domaine du Kiem». En effet, la société réalise, en collaboration avec le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg (FUAK), un projet comprenant quelque 900 logements, dont 450 par la société, au Domaine du Kiem.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur le programme de construction de logements du FUAK pour les prochaines années et les dates respectives d'achèvement?

- Les logements qui sont réalisés par le FUAK sont-ils destinés à la vente ou à la location sociale?

- Monsieur le Ministre peut-il me fournir des précisions sur les prix de vente des logements réalisés par le FUAK?

- Sous quelles conditions un acquéreur peut-il acheter un logement auprès du FUAK?

- Les logements sont-ils vendus ou loués sur base de critères sociaux et le cas échéant lesquels?

**Réponse** (21.12.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Lies, il y a lieu de préciser que le Gouvernement a contacté le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg (FUAK) en 2014 en vue de mettre en place une politique de logement pour les terrains sur le plateau de Kirchberg.

Dans les grandes lignes, il a été défini que 50% des logements à construire sur le plateau seront des logements sociaux et 50% des logements à coût abordable. Le volet social du programme de logement sur les terrains du Fonds sera réalisé en collaboration avec un promoteur public, à savoir la Société nationale des habitations à bon marché. Le second volet, c'est-à-dire celui à coût abordable, sera exécuté par le Fonds avec recours à des promoteurs privés.

Les tableaux ci-après reprennent le programme de logement du Fonds qui sera exécuté à court terme:

PAP Domaine du Kiem Ouest:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les logements du Kiem sont, pour le volet social:

- en partie en construction (32 maisons en bande et 169 logements),
- en planification (logements restants).

Les logements du programme de logement à coût abordable sont:

- en partie en commercialisation avec début chantier pour mars 2017 (99 logements),
- en voie de commercialisation pour début 2017 (100 autres logements),
- en voie de développement à partir de 2017 avec une commercialisation envisageable pour fin 2018 (190 logements restants).

PAP Réimerwee Est Phase 2 et Ouest:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les logements du programme de logement social sont en planification avec un début chantier prévu pour septembre 2017.

Les logements du programme de logement à coût abordable sont en planification. Leur commercialisation est prévue pour fin 2018 - début 2019.

PAP JFK SUD ZONE A1:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les logements du PAP JFK Sud Zone A1 seront développés à partir de 2017 avec une commercialisation prévue à partir de 2019.

Au final, le Kirchberg comptera environ 10.300 logements, dont:

- 1.400 logements existant actuellement,
- 1.600 logements qui seront réalisés à court terme,
- 2.500 logements qui seront réalisés à moyen terme,
- 4.800 logements à réaliser à long terme.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les logements sur le plateau de Kirchberg réalisés dans le cadre de la politique de logement à coût abordable sont majoritairement destinés à la cession via bail emphytéotique.

Par immeuble résidentiel, 10% au moins des logements resteront cependant la propriété du Fonds en vue de la location, également dans le cadre d'un programme à loyer abordable.

Les logements sociaux respecteront, dans les grandes lignes, les clés suivantes: 75% de cession et 25% de location.

Pour l'ensemble des logements d'un site d'habitation, le prix du logement moyen est de 4.200<sup>1</sup> par m<sup>2</sup> de surface utile.

Le promoteur est en droit de vendre des logements avec une variation par rapport au prix moyen précité de -10% à +10%. Le prix d'un emplacement de stationnement peut varier dans la même fourchette en fonction de la taille et de la localisation de l'emplacement.

Les conditions à respecter en vue de l'acquisition d'un logement sont les suivantes:

- un seul logement à coût abordable peut être acquis par une personne physique sur le plateau de Kirchberg, tous projets d'habitation à coût abordable du Fonds confondus;

- le logement est à occuper de manière effective, personnelle, principale et permanente; la location, la non-occupation ou la mise à disposition gracieuse du logement ne sont pas autorisées;

- clause de non-propriété: Le candidat à l'acquisition d'un logement qui est propriétaire ou usufruitier d'un logement au Luxembourg ou à l'étranger doit prouver la cession du logement dont il est propriétaire endéans un délai de trois mois suivant la remise des clés du logement acquis au Kirchberg;

- condition de l'occupation rémunérée, respectivement de la résidence principale pour les personnes retraitées dans la zone définie: Le candidat-acquéreur d'un logement doit prouver qu'il dispose, au moment de l'acquisition du logement, d'une occupation rémunérée dans la zone telle que définie comme suit:

territoire de la Ville de Luxembourg, étendu du côté:

- Strassen: zone comprise entre la limite communale et l'autoroute A6,

- Howald: zone comprise entre la limite communale et l'autoroute A1,

- Niederanven et Sandweiler: zone comprise entre la limite communale, l'autoroute et l'aéroport.

Les personnes retraitées, au lieu de travailler dans la zone définie, doivent apporter la preuve quant à leur résidence principale dans la zone définie.

Les logements à coût abordable seront répartis d'après la clé suivante:

- min 45% des logements sont réservés à des candidats-acquéreurs avec enfant(s) à charge; un candidat-acquéreur avec enfant à charge peut prétendre à un logement de deux chambres, trois chambres ou quatre chambres (voire plus si disponible);

- max 10% des logements sont réservés à des personnes retraitées; un candidat-acquéreur retraité peut prétendre à un logement de une chambre ou deux chambres;

- un candidat-acquéreur sans enfant à charge peut prétendre à un logement de une chambre ou deux chambres.

Outre cette clé de répartition et les conditions à respecter en vue de l'obtention d'un logement, aucun autre critère, notamment financier ou social, n'est à remplir.

Il reste à ajouter que le Fonds dispose d'un droit de préemption/d'une option de rachat en cas de revente du logement et/ou de l'emplacement de stationnement.

Cette option de rachat s'applique sur toute la durée du bail et à toutes les aliénations: à titre onéreux (échanges, etc.), à titre gratuit, à l'exception des donations en ligne directe ou en cas de succession.

Le Fonds ou ses ayants cause est libre d'exercer ou de ne pas exercer ce droit.

**Question 2551** (10.11.2016) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant les **radars et avertissements taxés**:

Le Gouvernement a récemment dévoilé des statistiques relatives aux radars fixes et mobiles. Il note ainsi qu'«au cours des six premiers mois depuis leur mise en service, les radars automatisés ont relevé 168.345 infractions dont 18.147 ont été enregistrées au moyen des radars mobiles».

Il me revient maintenant que quelque 22.000 avertissements taxés émis à l'attention de chauffeurs de voitures immatriculées à l'étranger n'auraient pas été payés dans les délais impartis.

<sup>1</sup> y compris TVA à 3% sur le montant autorisé par la loi VEFA, hors la différence de TVA entre 17% et 3% sur les 10% de frais d'étude et hors indexation des tranches d'avancement basé sur l'indice des prix à la construction d'avril 2015

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1. Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer ces informations?

2. Messieurs les Ministres peuvent-ils me communiquer le nombre d'avertissements taxés non réglés endéans les délais légaux, en les distinguant selon le lieu de résidence de la personne concernée/le lieu d'immatriculation du véhicule concerné?

3. Combien de personnes ont contesté être l'auteur de l'infraction conformément à l'article 8 de la loi du 25 juillet 2015 portant création du système de contrôle et de sanction automatisés? Messieurs les Ministres peuvent-ils également me faire part de ces données, en les distinguant selon le lieu de résidence de la personne concernée/le lieu d'immatriculation du véhicule concerné?

4. Ces avertissements taxés non «acquittés» et non contestés ont-ils à chaque fois fait l'objet de poursuites judiciaires? Dans la négative, suivant quels critères le parquet décide-t-il de ne pas poursuivre (hauteur de l'amende à payer, lieu d'immatriculation de la voiture, etc.)?

5. Plus généralement, Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer le nombre et le type d'infractions enregistrées par les radars, de même que le type de véhicules impliqués et le lieu d'immatriculation de ceux-ci?

**Réponse** (12.12.2016) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

ad 1. Il importe de noter que le nombre d'infractions auquel se réfère l'honorable Député se rapporte aux six premiers mois de mise en service des radars fixes et des radars mobiles.

Les infractions détectées au moyen de radars, fixes et mobiles, se chiffrent actuellement autour de 194.000.

Au 23 novembre 2016, le nombre d'avertissements taxés non payés dans les délais impartis, émis sur base d'infractions relevées par le système de contrôle et de sanction automatisés (CSA) sur des véhicules immatriculés à l'étranger s'élève à 11.539.

ad 2. Au 23 novembre 2016, le nombre d'avertissements taxés non réglés endéans les délais légaux dans le cadre CSA selon le lieu d'immatriculation du véhicule s'élève à:

AT non payés	
Luxembourg:	10.258
France:	4.565
Belgique:	3.134
Allemagne:	1.785
Pays-Bas:	1.358
Pologne:	220
Espagne:	149
Roumanie:	92
Bulgarie:	71
Suède:	50
Lituanie:	33
Hongrie:	32
Lettonie:	20
Estonie:	16
Autriche:	7
Croatie:	7
Total:	21.797

ad 3. Le nombre de contestations par «désignation autre conducteur (DAC)» traitées par le Centre national de traitement s'élève actuellement à:

Nombre de DAC effectuées	
Luxembourg:	13.664
Allemagne:	1.521
France:	1.432
Belgique:	1.034
Pologne:	610
Pays-Bas:	458
Roumanie:	149
Espagne:	114
Slovaquie:	68
Lituanie:	55
Hongrie:	43
Bulgarie:	29
Croatie:	14
Lettonie:	12
Suède:	9



Autriche: 9

Estonie: 6

Total: 19.227

ad 4. Les AT non acquittés n'ont pas, à chaque fois, fait l'objet de poursuites. En application de l'article 23 du Code d'instruction criminelle, le Procureur d'État reçoit les plaintes et les dénonciations et apprécie la suite à leur donner. Le Gouvernement n'entend pas se prononcer sur l'exercice du principe de l'opportunité des poursuites en raison de la séparation des pouvoirs.

ad 5. Les radars ont enregistré des infractions aux limitations de vitesse, et plus précisément celles reprises au catalogue des avertissements sous les numéros 107-14 à 107-19 et 139-5 à 139-18. Pour le surplus il est envoyé aux réponses 1 à 4 ci-dessus.

### Question 2552 (10.11.2016) de M. André Bauler (DP) concernant les problèmes de circulation entre Warken et Erpeldange-sur-Sûre:

Depuis bon nombre d'années de plus en plus d'automobilistes recourent au chemin vicinal («In der Boels») qui relie la localité d'Erpeldange-sur-Sûre au village de Warken en passant par la rue du Château, la rue de la Croix et la rue du Pont à Erpeldange-sur-Sûre. Ainsi, les ruelles étroites du noyau historique d'Erpeldange-sur-Sûre sont utilisées comme itinéraire de délestage, ce qui provoque des situations parfois intenable en matière de sécurité routière. Ce trafic intense au vieux centre d'Erpeldange-sur-Sûre, notamment aux heures de pointe, s'explique en partie par les problèmes de circulation, dont souffre en particulier la ville d'Ettelbruck.

Il n'est donc pas étonnant que les conseils communaux d'Erpeldange-sur-Sûre (13.09.2004) et d'Ettelbruck (20.12.2004) aient proposé au Gouvernement d'étudier la possibilité de connecter le CR348 (Warken-Bourscheid) au giratoire d'Erpeldange-sur-Sûre par une nouvelle voie routière qui pourrait relier le Centre Hospitalier du Nord, la seule clinique de la région assurant un service d'urgence 24/7, par une voie alternative au réseau routier actuel.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur l'évolution du nombre de véhicules qui traversent tous les jours les ruelles concernées d'Erpeldange-sur-Sûre, le chemin repris «Goldknapp» et le chemin vicinal («In der Boels») depuis 2010?

- Selon Monsieur le Ministre, comment pourrait-on résoudre les problèmes de circulation au sein de la localité d'Erpeldange-sur-Sûre? Dans ce contexte, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a-t-il fait établir entre-temps une étude de faisabilité d'une telle liaison routière? Dans l'affirmative, quelles en seraient les conclusions?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que seul un renforcement de l'offre des transports publics au sein de la Nordstad pourra endiguer les flux de trafic entre Warken et Erpeldange-sur-Sûre?

**Réponse (14.12.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

Par sa question parlementaire, l'honorable Député s'interroge sur les problèmes de circulation dans la localité d'Erpeldange-sur-Sûre.

En ce qui concerne une mise à jour de l'évolution du trafic depuis 2010, je suis en mesure de fournir les précisions suivantes: sur le chemin repris CR351 «rue Goldknapp» entre Erpeldange-sur-Sûre et Diekirch, les comptages les plus actuels dont dispose l'Administration des ponts et chaussées révèlent un trafic journalier moyen dans les deux sens de circulation de 768 voitures en 2010 et en 2011 et de 833 voitures en 2012. Quant au chemin vicinal reliant la localité d'Erpeldange-sur-Sûre au village de Warken à travers les hauteurs du lieu-dit «Bëlz», mes services ne disposent pas de comptages et je ne suis donc pas en mesure de me prononcer sur l'évolution du nombre de véhicules sur ce tronçon de route relevant de la compétence communale. Dans ce contexte et concernant le trafic dans les ruelles étroites du noyau historique d'Erpeldange-sur-Sûre, je rends attentif que suivant le paragraphe 3 de l'article 5 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, les autorités communales ont la possibilité de réglementer la circulation sur leur propre voirie.

Quant à une éventuelle nouvelle voie routière partant du giratoire d'Erpeldange en direction de la «Haard» respectivement en direction du CR348 «avenue Salentyne» à Ettelbruck, tous les éléments de réponse ont déjà été fournis dans le cadre de la question parlementaire du 13 juillet 2011 (cf. question parlementaire n°1574, compte rendu n°17/session ordinaire 2010-2011). La priorité gouvernementale est réservée à d'autres projets comme la priorisation du bus sur la route N7 entre Ettelbruck et Diekirch, l'extension du réseau des pistes cyclables entre les différentes localités concernées ou le contournement d'Ettelbruck-Niederfeulen. Ces projets ont le potentiel nécessaire pour améliorer durablement le trafic et augmenter ainsi la qualité de vie au sein des villages.

Pour apaiser la circulation dans toute la région, il faut effectivement miser sur les projets de la Nordstad développant l'offre et la qualité des transports publics. Le futur pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck, constituant une grande amélioration pour les transports en commun en général, permettra aux instances compétentes de réaliser plus facilement des mesures supplémentaires comme la mise en place de bus locaux et le recours à des moyens de transport alternatifs (e-mobilité, car-sharing, etc.).

### Question 2555 (14.11.2016) de Mme Diane Adehm et M. Gilles Roth (CSV) concernant le transfert de données de clients de la BCEE par l'administration fiscale allemande au fisc belge:

Selon le journal belge «L'Echo», le fisc belge a obtenu de l'administration fiscale allemande des données relatives à pas moins de 49.000 numéros de comptes qui ont été «volées» à la Banque et Caisse d'Épargne de l'État. Ces données contiennent notamment les adresses des domiciles et des noms de famille des titulaires des comptes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Le Gouvernement peut-il confirmer ces informations?

- La BCEE a-t-elle porté plainte auprès des autorités judiciaires pour cause de soupçon de soustraction potentielle de données bancaires

- Le Gouvernement est-il intervenu auprès du Gouvernement belge?

**Réponse (13.12.2016) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:**

Tel qu'indiqué dans la réponse à la question parlementaire n°1537 des mêmes députés (cf. compte rendu n°3/session extraordinaire 2015-2016), la BCEE a émis en date du 31 octobre 2015 un communiqué de presse, dans lequel elle a confirmé déposer plainte contre inconnu sur base d'informations relayées par la presse selon lesquelles il ait pu y avoir une soustraction de données dans son chef.

Les autorités luxembourgeoises sont en contact régulier avec leurs homologues belges. En égard au dossier en question, l'échange sur demande des informations correspondantes est possible sur base de la législation luxembourgeoise actuellement en vigueur, conformément aux standards du «Forum mondial» sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales. Il convient de rappeler par ailleurs que le Luxembourg applique l'échange automatique d'informations en matière fiscale, y compris avec la Belgique, notamment sur base des lois du 25 novembre 2014 et du 18 décembre 2015.

### Question 2556 (16.11.2016) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant les médicaments «anti-Alzheimer»:

Les experts de la Haute Autorité de Santé (HAS) en France estiment inefficace les quatre médicaments «anti-Alzheimer», qui avaient lors de leur introduction suscité une grande vague d'espoir auprès des patients et des soignants, et qui représentent un aspect de coût non négligeable pour les organismes de sécurité sociale.

En effet, la HAS avait déjà demandé en 2007 le déremboursement de ces médicaments, qui n'auraient qu'un effet très modeste et au mieux temporaire et qui en plus présenteraient un risque non négligeable quant aux effets secondaires, surtout chez des patients polymédiqués.

Elle a réitéré cette mise en garde, après avoir passé au peigne fin une centaine d'études

scientifiques disponibles en la matière dans un rapport publié en octobre passé: «L'intérêt médical des quatre médicaments de la maladie d'Alzheimer est insuffisant pour justifier leur prise en charge par la solidarité nationale.» Ils estiment que l'efficacité est au mieux modeste pour les symptômes cognitifs, et même cette action serait limitée dans le temps («au plus un an»), ainsi qu'aux patients plus jeunes que ceux que l'on traite pour la grande majorité. Un effet sur les troubles du comportement, la qualité de vie, le délai d'entrée en institution et la mortalité par contre ne sont toujours pas établis.

La HAS préconise une prise en charge non médicamenteuse et un parcours de soins afin d'accompagner la prise en charge des patients et de leur entourage.

Ces médicaments sont commercialisés chez nous, disponibles à la prescription par tous les médecins, mais ils sont cependant soumis à un protocole de prescription, contrairement aux règlements français. Une prise en charge par les caisses de maladie doit ainsi être demandée chaque année.

Ceci pourrait éviter une prescription en cas d'effets secondaires, de combinaison médicamenteuse pouvant présenter risque, mais surtout d'inefficacité. Cependant, les médecins sont exposés à une publicité assez agressive de la part de certaines firmes pharmaceutiques, l'une d'elles ayant, pendant une conférence «scientifique», parlé de risques que présenterait un arrêt de la médication.

Devant cette déclaration claire et scientifiquement appuyée de la HAS et en présence des règles de prescription établies à Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Madame la Ministre de la Santé:

- Quel est le nombre de patients actuellement traités par un des «quatre» par rapport au nombre total de patients suivis pour démence type Alzheimer?

- Quelle est la durée de traitement moyenne par un de ces médicaments?

- Quel est le nombre de refus des prolongations de traitement par rapport au nombre de demandes soumises?

- Est-ce que Madame la Ministre de la Santé a prévu une prise en charge non médicamenteuse des malades?

- Pour quelle raison les tests neuropsychologiques pour effectuer un dépistage précoce de la maladie ne sont-ils pas pris en charge par la Caisse de santé?

- Dans le cadre du programme de prévention de la démence, quels sont les critères de recrutement, quel est le nombre de patients y enrôlés actuellement, quel est le coût actuellement engagé par patient?

- Dans le cadre de ce programme, quel rôle joue le traitement médicamenteux dont question?

**Réponse commune (15.12.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale:**

- Le nombre de patients traités par un des quatre médicaments au cours de la période analysée (de juillet 2015 à juin 2016) figure dans le tableau ci-dessous:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le grand total du nombre de patients ne correspond pas à la somme des nombres de patients par DCI (dénomination commune internationale) vu que les patients peuvent être traités par plusieurs DCI au cours de la période analysée.

- La Caisse nationale de santé n'est pas en mesure de répondre à cette question. En principe une fois le diagnostic établi, les médicaments sont pris à vie.

- Sur la période analysée (07/2015-06/2016) un total de 2.188 titres de prise en charge ont été émis par la CNS. Sur la même période quatre demandes ont été refusées. (Nouvelles demandes et demandes de prolongations confondues.)

Au 30.06.2016, 2.577 titres de prise en charge étaient en cours.

- Le Ministère de la Santé a mis en place un groupe de travail «Demenz im Krankenhaus» (DIK) qui rassemble des représentants de tous les établissements hospitaliers. Ce groupe de travail est en train d'élaborer des réflexions pour améliorer la prise en charge des personnes démentes. Pour la fin du premier trimestre 2017, il est prévu de publier une brochure, qui rassemble des propositions dans six

domaines différents. Un échange dans le groupe, sur l'implémentation de ces mesures est également prévu après la publication.

Le «programme démence prévention» (pdp) ne préconise ni des médicaments ni un traitement médicamenteux pour la prise en charge des malades. Le pdp propose une prévention secondaire individualisée portant sur les éléments ci-dessous (voir schéma) en présence d'un diagnostic si possible précoce.

Domaines dans lesquels les mesures préventives sont choisies pour le patient:

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

- L'assurance maladie prend en charge les prestations délivrées par des prestataires conventionnés pour autant que ces prestations sont prévues par une nomenclature et qu'elles sont dispensées selon les conditions et les modalités prévues.

En vertu de l'article 65, alinéa 12 du Code de la sécurité sociale, «la Commission de nomenclature peut se saisir elle-même de toute affaire relative à ses attributions. Elle peut être saisie également de toute proposition d'inscription, de modification ou de suppression d'actes, services ou fournitures par les ministres ayant dans leurs attributions la Sécurité sociale ou la Santé, le Collège médical, le Contrôle médical de la sécurité sociale, la Caisse nationale de santé, la Commission de surveillance ou encore par les parties signataires des conventions».

- Critères de recrutement pour le pdp:

• tout assuré du système de sécurité sociale luxembourgeois qui satisfait aux critères diagnostiques précis;

• les patients inclus dans le programme sont des patients atteints de démence d'Alzheimer (AD), démence vasculaire (VaD), démence mixte (mixte AD et VaD). L'inclusion dans le programme n'est possible que s'il s'agit d'une démence très légère;

• le médecin traitant effectue les mesures diagnostiques à la demande du patient, communique le diagnostic au patient et transfère le patient sur sa demande au pdp;

• les critères de diagnostic:

a) les patients peuvent être inclus, si le médecin traitant a basé son diagnostic sur un tableau clinique approprié ET sur un testing neuropsychologique adéquat selon les critères de la NIA-AA. Un diagnostic par le biais de biomarqueurs est recommandé d'après les recommandations de l'IWG I, GTI-II ou NIA-AA;

et

b) les patients précliniques (diagnostiqués seulement par les biomarqueurs) peuvent être inclus si un niveau suffisant de preuve est présent. Cela doit être discuté pour chaque cas individuel avec les responsables du pdp;

et

c) les patients atteints de démence très légère (AD, VaD; MMSE > 25, CDR 0,5) peuvent être inclus.

Le coût du testing neurocognitif complémentaire (environ 200 euros) doit être supporté par le patient lui-même. En cas de difficultés (revenu inférieur ou égal au revenu minimum légal), le programme pdp assume ces frais.

### Question 2557 (16.11.2016) de MM. Max Hahn et Alexander Krieps (DP) concernant l'amiante:

Avant l'introduction des panneaux de gypse (placoplatre), beaucoup de murs de maisons étaient construits en utilisant de l'amiante, substance prohibée depuis 2001. Les tuyaux caloporteurs étaient souvent revêtus d'un mélange de plâtre et de fibres d'amiante. Cette situation ne présente pas de danger aussi longtemps que les fibres ne sont pas exposées à l'air. Or, lors d'assainissements de bâtiments, ces matériaux doivent être évacués de façon séparée sur une décharge à part.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement et à Madame la Ministre de la Santé:

- Dans quelles années l'amiante a-t-il été utilisé dans le secteur de la construction, et surtout le secteur de l'isolation?

- Les Ministres sont-elles en mesure de nous informer quant à l'envergure du problème de l'amiante au Luxembourg (présence dans les bâtiments publics et maisons privées)?

- Étant donné que des murs contenant de l'amiante peuvent graduellement se décomposer et libérer des fibres d'amiante et ainsi poser des risques de santé aux habitants, envisagent-elles d'en informer de façon plus rigoureuse les locataires et propriétaires potentiellement exposés?

- Considérant le coût élevé de l'élimination des matériaux contenant de l'amiante, les Ministres sont-elles disposées à introduire une aide aux personnes privées lorsque celles-ci décident d'assainir une maison posant des risques?

**Réponse commune** (15.12.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

L'utilisation de l'amiante dans la construction a débuté déjà peu après la Première Guerre mondiale en Europe. Vu ses caractéristiques intéressantes et son faible coût de production, l'utilisation de l'amiante en tant qu'isolant thermique était très populaire au sein de l'industrie, mais aussi dans le domaine de la construction (publique et privée) au cours des années 60 à 80 du dernier siècle. Une autre application de l'amiante, fortement répandue dans le secteur du bâtiment, était l'amiante-ciment, dont l'utilisation se poursuivait jusqu'au début des années 90.

Or, généré par les fibres d'amiantes, le matériau s'est révélé dangereux pour la santé de l'homme, de sorte à ce que son utilisation a peu à peu été réduite dans l'Union européenne. Au Luxembourg, la mise sur le marché et l'utilisation de l'amiante en général sont interdites depuis 2001. D'ailleurs, dès 1986, la mise sur le marché et l'emploi de différents types d'amiante était déjà interdite au fur et à mesure. Ainsi, si en 1988, la projection de l'amiante par flocage a été interdite, ont été interdites, en 1994, la mise sur le marché et l'emploi de l'amiante du type crocidolite, amosite anthophyllite, actinolite et trémolite, ainsi que la mise sur le marché et l'emploi de la fibre d'amiante du type «chrysotile» et des produits la contenant.

En outre, selon l'annexe XVII du règlement européen sur les produits chimiques REACH [(CE) n°1907/2006], «la fabrication, la mise sur le marché et l'emploi de ces fibres et des articles et mélanges auxquels elles ont été délibérément ajoutées sont interdits».

Comme l'amiante était considéré à l'époque comme un matériau de construction ordinaire, on ne voyait évidemment aucune nécessité de documentation. Dans la mesure où l'utilisation de produits contenant de l'amiante n'a pas été assujettie à une autorisation préalable au Luxembourg, il n'existe donc pas de statistiques quant à l'utilisation dans le secteur de la construction et de l'isolation.

En matière d'information et de sensibilisation, l'Administration de l'environnement a pris des devants et publié des explications et recommandations quant à l'amiante sur le site Internet créé spécifiquement à cet effet: [http://deee.aev.etat.lu/kreosot\\_asbest/fr/amiante.html](http://deee.aev.etat.lu/kreosot_asbest/fr/amiante.html)

Les entreprises exécutant des travaux de démolition ou de reconstruction, susceptibles de contenir ou de libérer des fibres d'amiante, sont en général suffisamment formées/informées sur le risque lié à l'amiante. Les salariés exposés sont soumis à un examen spécifique en médecine du travail, qui englobe une radiographie pulmonaire initiale, puis des examens de contrôles à des intervalles réguliers. De même, les maladies en relation avec l'amiante peuvent être reconnues et indemnisées par l'Association d'assurance contre les accidents.

Le volet sécurité du travail et les autorisations de chantier y relatives sont couverts par l'Inspection du travail et des mines.

Actuellement, il n'est pas prévu de mettre en place des aides financières destinées à des particuliers lorsque ceux-ci souhaitent procéder à l'enlèvement d'amiante. Il faut toutefois rappeler que dans le cadre des collectes de déchets problématiques organisées par la SuperDrecks-Këscht, de petites quantités de produits contenant de l'amiante sont repris gratuitement des particuliers.

**Question 2558** (16.11.2016) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant le **Lycée technique hôtelier Alexis-Heck**:

Récemment, les élèves du Lycée technique hôtelier Alexis-Heck (LTHAH) à Diekirch se sont distingués par leur savoir-être et leur savoir-faire par l'obtention de trois médailles: or, argent et bronze en promouvant le LTHAH comme l'une des meilleures écoles en hôtellerie et tourisme parmi la centaine présente aux rencontres européennes AEHT des écoles d'hôtellerie et tourisme.

En considérant ce bilan positif du lycée, il est à remarquer dans ce contexte, que depuis janvier 2016, le LTHAH manque d'un directeur faisant fonction. Dans sa réponse à ma question orale n°212 du 5 juillet 2016 (cf. *compte rendu n°41/session ordinaire 2015-2016*), Monsieur le Ministre a fait préciser qu'un nouveau directeur ne sera proposé qu'après la mise en place du concept national pour l'ensemble du secteur Horeca en collaboration avec des partenaires externes et les lycées concernés.

Dans la mesure où le Ministre n'a pas répondu à la plupart des questions posées dans ma question parlementaire n°2386 du 19 septembre 2016 (cf. *compte rendu n°5/session ordinaire 2015-2016*), j'aimerais (re)poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

- Pour quelles raisons le poste de nouveau directeur ne sera-t-il occupé qu'après l'élaboration du concept national? Les exigences requises pour le poste en question varient-elles en fonction du concept national?

- Quand le Ministre envisage-t-il de nommer un nouveau directeur/directrice?

- Monsieur le Ministre a annoncé que le LTHAH se verrait attribuer la qualité d'un centre d'excellence. Le Ministre peut-il me fournir des informations supplémentaires sur le centre d'excellence? Quelles seront ses fonctions?

- Dans la mesure où le futur lycée à Clervaux offrira également un DAP cuisinier, est-ce que le concept national, qui réorganisera aussi l'offre en formations du LTHAH, aura été entrepris élaboré?

- Dans l'affirmative, quels sont les objectifs du nouveau concept?

**Réponse** (20.12.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

Comme réponse à la question parlementaire n°2558 de l'honorable Députée Martine Hansen, j'aimerais compléter mes prises de position antérieures [questions parlementaires n°2110 (cf. *compte rendu n°15/session ordinaire 2015-2016*) et 2386 et question orale n°212] par les précisions suivantes:

En effet, je vais soumettre au Conseil de Gouvernement une modification légale relative à l'éligibilité des candidats briguant le poste de directeur de certains lycées particulièrement spécialisés. Ceci vaut également pour le Lycée technique hôtelier Alexis-Heck. Je propose cette mesure suite aux échanges avec les représentants du secteur Horeca et afin de souligner le prestige et l'excellence dudit lycée.

L'agencement des offres scolaires du LTHAH et du futur Lycée Edward Steichen à Clervaux sera décidé le moment venu. Il faudra alors considérer l'évolution du LTHAH en ce qui concerne les deux formats de formation initiale ainsi que des BTS à concevoir dans le domaine de l'hôtellerie et du tourisme.

**Question 2559** (16.11.2016) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **N6 entre Mamer et Bertrange**:

Il s'avère que d'importants bouchons se manifestent quotidiennement dans la montée du Tasseberg sur la N6 entre Mamer et Bertrange. Ces files sont principalement dues au fait que le trafic empruntant la N6 depuis Mamer en direction de Luxembourg la phase verte des feux de signalisation situés au croisement N6/rue de Mamer/Belle Étoile à Bertrange est de 40 secondes, la phase rouge étant de 1 minute 20 secondes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quels sont les motifs du réglage des feux de signalisations «en défaveur» des automobilistes empruntant l'axe principale, à savoir la N6 en

provenance de Mamer et se dirigeant vers Luxembourg?

- Par quels moyens et endéans quel délai, le Gouvernement entend-il remédier à cette situation alors qu'aux heures de pointe les files dépassent les 3 km de longueur?

- Quelles sont les mesures concrètes que le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour assurer une plus grande fluidité du trafic automobile depuis Steinfort vers Luxembourg?

- Pour quelles raisons et malgré son engagement formel, le Gouvernement n'a-t-il jusqu'à présent pas tenu une réunion de présentation des mesures d'amélioration de la mobilité dans l'ouest du pays, cette réunion initialement fixée début juin 2016 devant à l'époque être reportée à brève échéance?

**Réponse** (22.12.2016) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations quant aux projets d'optimisation sur la N6 depuis Steinfort vers Luxembourg.

En ce qui concerne le réglage insatisfaisant de l'installation de feux tricolores au carrefour N6/CR163 au Tasseberg dans la commune de Bertrange, ce réglage est dû à un dysfonctionnement à l'époque de certains détecteurs de trafic suite à des travaux routiers. Ces détecteurs ont été réparés entre-temps par une entreprise spécialisée sous la régie du Service électro-mécanique de l'Administration des ponts et chaussées et l'installation de feux tricolores fonctionne suivant la programmation initialement prévue, avec une phase verte pour le flux de Mamer vers Bertrange de 19 à 60 secondes en fonction du trafic.

La Division de la voirie de Luxembourg est en train de planifier un projet concernant l'optimisation de la N6 entre l'École européenne et le giratoire N6/N34. Ce projet, dont le dossier de soumission est actuellement en cours de finalisation, prévoit l'optimisation de cette section par l'ajout d'une voie de circulation entre le carrefour N6/CR163 et le giratoire N6/N34 ainsi qu'une meilleure répartition des voies existantes entre le trafic individuel et les transports en commun routiers.

En ce qui concerne, les mesures pour assurer une plus grande fluidité du trafic entre Steinfort et la ville de Luxembourg, différents projets sont en cours de planification tels que l'optimisation de la traversée de Steinfort, l'optimisation du giratoire au Windhof ainsi que l'optimisation de l'échangeur autoroutier de Strassen. Une étude de trafic régionale est également en cours.

S'y ajoute le projet-pilote pour une gestion centralisée des feux tricolores sur cette section de route dans le but de mieux gérer le trafic motorisé, d'améliorer la performance du transport public par bus et de mieux tenir compte de la mobilité douce. Ce concept prévoit, d'une part, la création d'une centrale de gestion à distance du trafic auprès de l'Administration des ponts et chaussées afin de pouvoir gérer à distance toutes les installations de feux tricolores y connectées dans le pays. D'autre part, il est prévu que dans une première phase les feux tricolores sur la N6 entre la ville de Luxembourg et Capellen soient exploités par l'Administration des ponts et chaussées et connectés à la nouvelle centrale de gestion à distance du trafic. L'avantage pour les communes, à part ceux décrits ci-avant, est que les frais pour l'exploitation et la maintenance de ces feux tricolores soient repris par l'État. Le succès de ce projet-pilote est essentiellement tributaire de la collaboration des communes de Strassen, de Bertrange et de Mamer.

Finalement, la réunion de présentation concernant les mesures d'amélioration du trafic dans l'ouest du pays n'a pas encore été fixée vu que les études citées ci-avant n'ont pas encore été finalisées par les bureaux d'études spécialisés.

**Question 2560** (16.11.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **possibilité des communes de financer les édifices religieux**:

En réaction à l'avis du Syvicol relatif au projet de loi sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, Monsieur le Ministre de l'Intérieur s'est récemment exprimé de la façon suivante:

«(...) duerch mäin neie Projet de loi kréien d'Gemengen d'Méiglecheet, selwer ze décideren, ob si nach fir d'Kierch wëlle bezuelen oder net. Wa si Propriétaire ginn, da muss si bezuelen (esou wéi all Propriétaire fir säin Ob-

jet). A wa si net Propriétaire ginn, da muss een anere bezuelen. (...)»

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre entend-il soutenir les communes dans leur volonté d'acquiescer les édifices religieux situés sur leur territoire?

- Monsieur le Ministre entend-il aviser favorablement les conventions conclues en ce sens, même si ces conventions comportent des conditions telles l'inscription de ces édifices religieux à l'annexe III de la future loi? À défaut, quelles sont les motivations de Monsieur le Ministre pour ne pas les avaliser?

- Dans le cas d'un transfert au Fonds de gestion du patrimoine du culte catholique d'un édifice religieux appartenant à une commune contre le gré de cette dernière, le Gouvernement ne craint-il pas exposer l'État à des demandes en indemnisation basées sur l'article 16 de la Constitution respectivement sur la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques?

**Réponse** (29.11.2016) de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

La question parlementaire sous objet a encore trait au projet de loi n°7037 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique déposé à la Chambre des Députés depuis le 29 août 2016.

Il y a une nouvelle fois lieu de rappeler aux honorables Députés que, selon la procédure législative qui devrait bien leur être connue, il appartient à la Chambre des Députés de voter des lois en apportant aux projets déposés et examinés en commission parlementaire les amendements qu'elle juge nécessaires. Par contre, la manière d'insister sur moult détail d'un projet déterminé par le biais d'une myriade de questions parlementaires ne fait pas partie des usages en la matière.

Je me plierai néanmoins à l'exercice qui m'est demandé en fournissant aux honorables Députés les informations souhaitées. Par mes circulaires n°s 3255 et 3393, datées respectivement au 24 avril 2015 et au 9 août 2016, j'ai invité les communes à produire les titres documentant la propriété des édifices religieux implantés sur leur territoire, sinon à se mettre d'accord avec les fabriques d'église sur la propriété de ces édifices selon les intérêts locaux à apprécier entre parties.

Ces titres de propriété et conventions permettront la finalisation de l'annexe II du projet de loi précité. En effet, cette annexe est censée comporter le relevé des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique avec indication de leur lieu d'implantation, leur contenance, leur numéro cadastral (pour partie mis à jour par l'Administration du cadastre et de la topographie en vue de pouvoir réserver pour chaque édifice religieux un numéro séparé de celui valant, le cas échéant, pour les alentours) et leur propriétaire.

Il importe de distinguer en la matière entre les accords trouvés au sujet de l'attribution de la propriété des édifices religieux et les conventions ayant trait à d'autres arrangements que les communes ont pu trouver avec les fabriques d'église au sujet des fonds immobiliers dont les dernières sont, le cas échéant, les affectataires. Dans une récente lettre adressée aux communes, j'ai cru devoir particulièrement insister sur ce point, alors que l'inscription d'un édifice religieux sur l'annexe II emportera attribution de propriété, tandis que pour les autres opérations immobilières convenues entre les fabriques d'église et les communes un acte notarié restera de rigueur.

Il appartiendra finalement au législateur de déterminer quels seront les édifices religieux devant figurer à l'annexe III de la loi en projet. Dès que le contenu de l'annexe II aura pu être arrêté, je me proposerai de soumettre à la Chambre des Députés un relevé des églises censées faire l'objet de cette annexe III.

Quant à la troisième question des honorables Députés, je puis admettre que, tout en gardant à l'œil l'intérêt propre de la commune, les responsables communaux se décideront en âme et conscience soit pour la conclusion d'une convention avec la ou les fabriques d'église fonctionnant sur leur territoire, soit pour une attitude passive laissant au législateur le soin de trancher la question de la propriété des édifices religieux.

**Question 2561** (16.11.2016) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant **l'Islam radicalisé**:

«L'essentiel» a relayé hier une information diffusée par les médias allemands selon laquelle la



police allemande aurait lancé une vaste série de perquisitions contre un mouvement salafiste soupçonné d'avoir incité 140 personnes à rejoindre les rangs du groupe État islamique. Le groupe que visait la police s'appelle «Die wahre Religion».

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

1. Messieurs les Ministres disposent-ils d'informations selon lesquelles des membres du groupe susmentionné auraient établi leur résidence au Luxembourg?

2. Les opérations policières et judiciaires menées dans nos pays voisins ne risquent-elles pas d'inciter les sympathisants de l'Islam radical de chercher refuge au Luxembourg?

3. Comment le Gouvernement fait-il en sorte que des personnes radicalisées ne suivent des activités leur permettant de diffuser leur message et de recruter d'autres personnes pour leur cause (écoles, lycées, centres d'accueil pour demandeurs de protection internationale, lieux de culte, etc.)? Le Gouvernement a-t-il connaissance de tels cas?

**Réponse commune** (14.12.2016) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État, et de **M. Etienne Schneider**, Ministre de la Sécurité intérieure:

ad 1. Le Gouvernement peut confirmer les informations selon lesquelles des personnes résidant au Luxembourg ont distribué dans le passé à plusieurs reprises des corans gratuits dans des lieux publics à l'instar des distributions de corans organisées en Allemagne par les membres du mouvement «Lies!» ou «Die wahre Religion».

Comme déjà souligné dans la réponse à la question parlementaire n°0734 (cf. *compte rendu n°5/session extraordinaire 2014-2015*), les Ministres souhaitent «rappeler l'article 19 de la Constitution qui stipule que: «La liberté des cultes, celle de leur exercice public ainsi que la liberté de manifester ses opinions religieuses, sont garanties, sauf la répression de délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés» ainsi que l'article 24 de la Constitution qui prévoit que «la liberté de manifester ses opinions par la parole en toutes matières, et la liberté de la presse sont garanties, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'exercice de ces libertés. - La censure ne pourra jamais être établie».

En d'autres termes, un culte peut être exercé librement pour autant que cet exercice ne contrevienne pas à l'ordre public luxembourgeois, le respect de ce dernier relevant des attributions des autorités judiciaires et policières.

ad 2. Les autorités luxembourgeoises n'ont pas connaissance que des personnes visées par les perquisitions en Allemagne seraient venues s'établir au Luxembourg.

ad 3. Selon un communiqué publié par le Ministère de l'Intérieur allemand, le groupement «Die wahre Religion» a été interdit en Allemagne parce que des personnes ont utilisé la religion pour propager des idées extrémistes et soutenir des organisations terroristes.

Les dispositions du cadre légal luxembourgeois ne prévoient pas de possibilité d'interdiction de mouvements du type «DWR». En revanche les activités de recrutement et de provocation au terrorisme sont visées par les articles 135-11 et 135-12 du Code pénal.

Les mesures mises en place par le Gouvernement pour prévenir les phénomènes de la radicalisation sont détaillées dans la réponse à la question parlementaire n°2380 du 14 septembre 2016 de Madame la Députée Diane Adehm et de Monsieur le Député Gilles Roth (cf. *compte rendu n°2/session ordinaire 2016-2017*).

**Question 2563** (17.11.2016) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant les **espèces en danger trouvées au site «Schëttermarjal»:**

Kee Wuert ass bis elo an den Diskussiounen iwwert den „Schëttermarjal“, deem d'Gemeng Lëtzebuerg an hirem neie PAG als Bauland ausweist, oder och an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N°2322 iwwert d'Mauereidechs an d'Ringelnatter (cf. *compte rendu n°2/session extraordinaire 2015-2016*) verluer gaangen, déi op deem Site vum Ëmweltministère viru Kuerzem nogewise goufen. Béid Aarte sinn duerch d'Flora-Fauna-Habitat-Richtlinie, Anhang 4, europawäit an och zu Lëtzebuerg gesetzlech zënter 2004 geschützt.

Am Interessé vum der Biodiversitéit a vu bedreeten Déierenarten well ech dofir dës zousätzlech

nei Froen un d'Madamm Ëmweltminister riichten:

1. Kann d'Madamm Minister bestätegen, datt mat der Ringelnatter an der Mauereidechs um Site „Schëttermarjal“ zwou geschützten Déierenarten vum hirem Ministère fonnt a confirméert gi sinn?

2. Wéi ass et méiglech, datt d'Präsenz vum dësen zwou Aarten net an den Ëmweltberichten, déi fir dëse Site am Kader vum neie PAG vum der Stad Lëtzebuerg a vum hirem Ministère gemaach goufen, opdaucht?

3. Ass sécher gestallt, datt déi entsprecheend Etüden um Terrain gemaach goufen, oder baséiere si deelweis op méi alen Ënnersichungen?

4. Och wann et gutt a richtig ass ze verhënnere, datt Etüden duebel gemaach ginn, ass net d'Präsenz vum zwou neien Déierenarten e gudden Grund, fir och eng nei Etüd um Terrain ze lancéieren?

5. Kënne Kompensatiounsmaassnahmen fir Baumassnahmen um „Schëttermarjal“ iwwerhaupt nach an d'Äre gefaasst ginn, wann dës Baumassnahmen de Liewensraum vum deenen zwou rezent entdeckte bedreeten Déierenarten fir ëmmer géifen zerstéieren?

6. Gëtt net d'Präsenz vum zwou streng geschützten Déierenarten dem „Schëttermarjal“ „déi national erausstiechend ökologesch Wichtigkeet“, déi d'Madamm Minister an hirem Äntwert op meng éischt Fro nach vermësst hat?

**Réponse** (13.12.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, Ministre de l'Environnement:

ad 1. Iwwert d'Ringelnatter, déi keng Aart ass vum Anhang 4 vun der Flora-Fauna-Habitat (FFH) - Richtlinie, huet de Ministère keng Informatiounen op dësem Site.

Par contre huet d'ANF (Administration de la nature et des forêts) de Ministère am August 2016 per Mail informéiert, dass et um Site en Noweis gëtt vun der Glattnatter (och Schlingnatter genannt). Dëst ass eng Aart vum Anhang 4 vun der FFH-Richtlinie. Och d'Mauereidechs ass um Site nogewisen.

ad 2. Den Ëmweltministère mécht keen Ëmweltbericht fir Pläng vun de Gemengen. Den Auteur vum Plang ass zoustänneg laut Artikel 4 vum SUP-Gesetz vum 22. Mee 2008 fir d'SUP-Prozedur an den Ëmweltbericht, dee vun engem agreéierte Bureau gemaach gëtt. Den Ëmweltministère intervenéiert an där Prozedur mat zwee Avisen.

Laut den Informatiounen vum Ëmweltministère waren déi uewe genannten Donnéeën net bekannt zum Zeitpunkt, wéi 2013 den Ëmweltbericht am Kader vun der Modification ponctuelle um Site erstellt gouf.

An dësem Kontext huet allerdéngs den Expert, dee fir d'Fliebermausetüd am Ëmweltbericht zoustänneg war, schonns dorop higewisen, dass „trotz intensiver Suche ergab sich keine Eidechsenachweise“. Dës Dokumenter goufen der Chamber am Kader vun der Question parlementaire N°2322 zur Verfügung gestallt.

Wéinst der Configuration vum Site huet d'Ëmweltministesch am Avis vum 16. Juni 2014 iwwert deeselwechten Ëmweltbericht geschriwwen, dass «...il convient de constater que l'évaluation se sera limitée à la seule analyse des impacts potentiels pour les chiroptères à l'exclusion de toute autre espèce bénéficiant du même régime de protection et qui trouverait habitat sur le site en question».

ad 3. + 4. Laut eise Wësse si par rapport zum Ëmweltbericht vum 2013 keng zousätzlech Etüde gemaach ginn am Kader vum enger SUP-Prozedur. Et muss awer och festgehale ginn, dass opgrond vun der Enquête publique an der Consultatioun vun den Autoritéiten am Kader vun der SUP-Prozedur, déi 2016 fir de Gesamt-PAG gelaf ass, d'Präsenz vu geschützten Aarten thematiséiert ginn ass.

Am Avis nom Artikel 7.2 vum SUP-Gesetz huet d'Ëmweltministesch den 13.10.2016 geschriwwen: «... En l'état, il y a lieu de constater que le projet de PAG y prévoit la conservation de certains biotopes (pelouses sèches...) périphériques et identifie un certain nombre d'habitats protégés dans la partie plus centrale. En raison de la présence avérée d'espèces de l'annexe 6 de loi modifiée du 19 janvier 2004 (p. ex. la coronelle lisse), des évaluations plus approfondies concernant les espèces protégées sont encore nécessaires. Celles-ci devraient dès lors être abordées lors des travaux de planification en amont de la procédure de PAP y relative et le PAG devrait en faire clairement mention dans sa partie réglementaire». Et soll dann och drun erënnert ginn, dass laut Artikel 9 vum SUP-Gesetz d'Observatiounen an der Consultatioun vum Public a vun den Autoritéiten ze considéieren si bei der Ausschaffung vum Projet de plan, déi nach net ofgeschloss ass. Doriwwer eraus gesäit den Artikel 11 vum selwechte Ge-

setz vir, dass d'Autoritéit, déi responsabel ass fir d'Ëmsetzung vum PAG, de Suivi muss maachen am Fall wou duerch de Plang méiglech negativ Auswirkungen op d'Ëmwelt entstinn.

ad 5. Fir d'Éischt muss ee feststellen, dass de Projet de PAG par rapport zum PAG en vigueur, an deem dëse Site jo schonns Bauland ass, iwwer eng Servitude eng Reduktioun vun der Baufläch virgesäit.

Déi détailléiert Moosnamen, déi ze huelen sinn, hänken in fine of vum konkrete Bauprojet an de Bauräger muss sécherstellen, dass säi Projet net en infraction ass mat dem Naturschutzgesetz. Am Kader vun der Erstellung vum PAP sinn entsprecheend Moosnamen méttels Etüden um Terrain ze determinéieren.

Dës Moosnamen kënnen dann en Upasse vum Bauprojet bedeuten, en Aschränke vun der Bebaubarkeet vum Terrain oder och sougenannten CEF-Moosnamen (continuous-ecological-functionality-measures). Dëst si virgezunnene Ausgleichsmaassnahmen, déi déi ökologesche Funktionalitéit vun de geschützten Reproduktions- an Rouplaze vun dësen Aarte séchere sollen. Fir déi genannten Aarte sinn esou Moosnamen opgrond vun Erfahrungswärter aus dem Ausland machbar.

ad 6. Den neien nationalen Naturschutzplang («plan national pour la protection de la nature» - PNP), deem am Moment finaliséiert gëtt, gesäit net vir, dëse Site als nationaal Naturschutzgebiet auszewiesen. D'Prioritéitlésch aus dem PNP gouf vum Ministère zesumme mat den Experte fir déi jeeweileg Aarten an Habitaten am Kader vu Workshoppen ausgeschafft. Fir de Rescht verweisen ech op meng Äntwert an der Question parlementaire 2322.

**Question 2564** (17.11.2016) de **M. David Wagner** (déi Léng) concernant la **publication des informations pays par pays:**

Avec la directive (UE) 2016/881, la déclaration pays par pays est introduite pour les groupes d'entreprises multinationales comptant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 750 millions d'euros, obligeant celles-ci à fournir chaque année et pour chaque pays dans lequel ils sont actifs certaines données concernant principalement leurs chiffres d'affaires, leur bénéfice et les impôts payés. Au Luxembourg, il est prévu de transposer cette directive à travers le projet de loi n°7032.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'initiative anti-BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) et a comme objectif de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale, ainsi que contre l'optimisation fiscale agressive. En obligeant les grands groupes de multinationales à désagréger leur comptabilité par juridiction fiscale, de telles stratégies deviennent plus visibles et sont donc plus faciles à contrer.

Cependant, en limitant l'accès à ces données aux seules administrations fiscales, l'initiative perd beaucoup de son efficacité, puisque cela empêche un examen public (public scrutiny) de la part des citoyens, des chercheurs ou des membres d'organisations non gouvernementales. Pour cette raison, la Commission européenne a, au printemps 2016, mis sur table une proposition (COM(2016) 198 final) visant à rendre une partie des informations pays par pays accessible au public.

Selon des rapports médiatiques concordants, le Luxembourg essaierait, ensemble avec certains autres pays membres, d'empêcher que cette proposition soit formellement adoptée. Ainsi, le Luxembourg aurait œuvré afin que la question soit traitée comme relevant du domaine fiscal et exigeant dès lors l'unanimité, une position qui aurait été confirmée par un avis des services juridiques du Conseil. Les observateurs estiment qu'il s'agit là d'une stratégie pour signer l'arrêt de mort de cette proposition en donnant un droit de veto aux pays membres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Finances:

1. Le Gouvernement est-il opposé à la proposition susmentionnée et si oui, pourquoi?

2. Le Gouvernement soutient-il l'avis des services juridiques du Conseil selon lequel la proposition sur la publication des informations pays par pays relève du domaine fiscal et devrait donc être adoptée à l'unanimité (selon l'article 115 TFUE)?

3. Le Gouvernement est-il déterminé à voter contre la proposition de la Commission, indépendamment de la base légale finalement adoptée?

4. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le principe de la déclaration pays par pays gagne en efficacité si un examen public est possible et que l'Union européenne est dans la responsabi-

lité de montrer l'exemple aux autres acteurs mondiaux en allant de l'avant?

5. Monsieur le Ministre ne craint-il pas que l'opposition à la proposition de la Commission européenne mette en doute la volonté du Luxembourg d'être un acteur actif en matière de transparence financière?

**Réponse** (16.12.2016) de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances:

La déclaration pays par pays publique, telle que proposée dans le cadre de la modification de la directive comptable 2013/34/UE vise à obliger certaines entreprises multinationales à divulguer publiquement, sur base annuelle, l'impôt sur le revenu qu'elles paient ainsi que d'autres informations fiscales en se basant sur l'action 13 du plan d'action BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) de l'OCDE.

La directive européenne 2016/881/UE (déclaration pays par pays) du Conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE (assistance administrative dans le domaine fiscal) qui transpose l'action 13 du plan d'action BEPS, repose sur les articles 113 et 115 du TFUE dans la mesure où elle modifie l'échange automatique et obligatoire d'informations prévu dans la directive sur l'assistance administrative dans le domaine fiscal. Dans ce contexte, le pilier de la proposition et son contenu concernent l'harmonisation des règles fiscales, dans la mesure où l'objectif principal de la proposition est de lutter contre le risque en matière de prix de transfert et d'érosion de la base fiscale.

Lors des discussions des experts des États membres concernant le choix de la base juridique de la déclaration pays par pays publique, nombreux États membres ont estimé que la base juridique de l'article 50 TFUE sur la liberté d'établissement, telle que proposée par la Commission était inappropriée. Le Luxembourg fait confiance à l'analyse faite par le service juridique du Conseil pour qui l'article 115 TFUE constitue la base légale appropriée.

La déclaration pays par pays est conçue comme un instrument permettant d'évaluer le risque en matière de prix de transfert et d'autres risques d'érosion de la base d'imposition. Son principal objectif est de donner aux administrations fiscales une base pour mener des contrôles supplémentaires en matière de prix de transfert.

De par sa conception, la déclaration pays par pays ne fournit qu'une vue partielle de la situation de l'entreprise ce qui rend les informations ainsi obtenues difficilement comparables pour le public. Dès lors, en l'absence d'informations complémentaires, la divulgation publique de la déclaration pays par pays ne permettra généralement pas d'aboutir à une analyse pertinente de la situation fiscale d'une entreprise.

Un accord sur la divulgation publique des rapports pays par pays en vue de la lutte contre le risque en matière de prix de transfert et d'érosion de la base fiscale nécessitera un consensus politique au niveau de l'OCDE et du G20, et ce afin de préserver la compétitivité globale des entreprises multinationales soumises à cette obligation.

Partant, le Luxembourg est d'avis que les initiatives de l'Union européenne doivent s'aligner sur les standards internationaux et ne pas aller au-delà. Au fil des dernières années, le Luxembourg a démontré de manière constante son engagement en faveur de la transparence financière qui s'est traduit non seulement par l'adoption des différentes directives en matière d'assistance administrative dans le domaine fiscal mais aussi par sa contribution aux travaux techniques au sein des différents forums internationaux.

**Question 2566** (17.11.2016) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **publication des informations pays par pays:**

En avril 2016, la Commission européenne avait présenté un texte législatif pour rendre publiques, pays par pays au sein de l'Union européenne (UE), les données comptables et fiscales de multinationales dont le chiffre d'affaires annuel dépasse 750 millions d'euros. Leur chiffre d'affaires, leurs bénéfices et les impôts payés dans les différents États membres devaient être accessibles sur leurs sites Internet pour lutter contre l'opacité fiscale. La Commission européenne avait trouvé une base légale qui permettait de traiter le dossier comme une simple question de comptabilité, qui peut être

tranchée à la majorité qualifiée par les pays de l'UE.

Selon les informations récemment révélées dans la presse luxembourgeoise, le service juridique du Conseil de l'UE se montre en désaccord avec la Commission et constate que la question du «reporting public pays par pays» relève du domaine de la fiscalité et requiert donc l'unanimité des États membres.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que la base légale du dossier «reporting public pays par pays» est appropriée?

- Quel était le résultat de la discussion des experts des États membres concernant le choix de cette base juridique?

- Quelle est la position du Ministre concernant le principe du «reporting public pays par pays», notamment au regard du mécanisme du «reporting entre les administrations fiscales» qui est en train d'être transposé en droit luxembourgeois?

**Réponse** (16.12.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

La déclaration pays par pays publique, telle que proposée dans le cadre de la modification de la directive comptable 2013/34/UE vise à obliger certaines entreprises multinationales à divulguer publiquement, sur base annuelle, l'impôt sur le revenu qu'elles paient ainsi que d'autres informations fiscales en se basant sur l'action 13 du plan d'action BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) de l'OCDE.

La directive européenne 2016/881/UE (déclaration pays par pays) du Conseil du 25 mai 2016 modifiant la directive 2011/16/UE (assistance administrative dans le domaine fiscal) qui transpose l'action 13 du plan d'action BEPS, repose sur les articles 113 et 115 du TFUE dans la mesure où elle modifie l'échange automatique et obligatoire d'informations prévu dans la directive sur l'assistance administrative dans le domaine fiscal. Dans ce contexte, le pilier de la proposition et son contenu concernent l'harmonisation des règles fiscales, dans la mesure où l'objectif principal de la proposition est de lutter contre le risque en matière de prix de transfert et d'érosion de la base fiscale.

Lors des discussions des experts des États membres concernant le choix de la base juridique de la déclaration pays par pays publique, nombreux États membres ont estimé que la base juridique de l'article 50 TFUE sur la liberté d'établissement, telle que proposée par la Commission était inappropriée. Le Luxembourg fait confiance à l'analyse faite par le service juridique du Conseil pour qui l'article 115 TFUE constitue la base légale appropriée.

La déclaration pays par pays est conçue comme un instrument permettant d'évaluer le risque en matière de prix de transfert et d'autres risques d'érosion de la base d'imposition. Son principal objectif est de donner aux administrations fiscales une base pour mener des contrôles supplémentaires en matière de prix de transfert.

De par sa conception, la déclaration pays par pays ne fournit qu'une vue partielle de la situation de l'entreprise ce qui rend les informations ainsi obtenues difficilement comparables pour le public. Dès lors, en l'absence d'informations complémentaires, la divulgation publique de la déclaration pays par pays ne permettra généralement pas d'aboutir à une analyse pertinente de la situation fiscale d'une entreprise.

Un accord sur la divulgation publique des rapports pays par pays en vue de la lutte contre le risque en matière de prix de transfert et d'érosion de la base fiscale nécessitera un consensus politique au niveau de l'OCDE et du G20, et ce afin de préserver la compétitivité globale des entreprises multinationales soumises à cette obligation.

**Question 2567** (18.11.2016) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **fermeture de certaines agences de la BCEE**:

Il me revient que les agences BCEE à Wormeldange et Beaufort seraient prochainement fermées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des

Finances:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons à la base de cette décision?

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas l'accessibilité de certains services régulièrement fréquentés par les citoyens et entreprises dans l'espace rural doit être maintenue afin de garantir une proximité de ces services auprès de ceux-ci?

- Est-il prévu de fermer d'autres agences dans le milieu rural et, dans l'affirmative, lesquelles?

**Réponse** (18.12.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Il n'appartient pas au Ministre des Finances d'expliquer la stratégie commerciale de la BCEE, qui est un établissement public autonome. Sur base des éléments de réponse transmis par la banque, il est toutefois possible de fournir les précisions suivantes:

L'évolution démographique et économique, ainsi que les changements dans les habitudes et besoins des clients nécessitent une adaptation périodique de la répartition géographique des agences. Dans ce contexte, la BCEE a décidé de procéder courant 2017 à la fermeture des agences suivantes: l'agence Avenue X Septembre, l'agence Beaufort, l'agence Lintgen, l'agence Martelange, l'agence Troisvierges, l'agence Vianden et l'agence Wormeldange. L'activité de chacune de ces agences sera intégrée dans un Centre financier ou une agence géographiquement proche qui reprendra ainsi les clients concernés sans frais ni démarches pour eux.

Les employés de la BCEE affectés aux agences faisant l'objet de ces fermetures se verront offrir un nouveau défi soit au sein du réseau des agences de la BCEE soit au siège de la BCEE.

Par ailleurs, la BCEE mettra dans la mesure du possible à disposition des clients dans les localités concernées des GABs multifonctionnels offrant une large gamme de services bancaires dans un souci de garantir une proximité de ces services auprès de ces clients.

La BCEE prête une attention particulière au réseau des agences qui est et restera un point de contact privilégié de la BCEE avec sa clientèle. Il convient ainsi de noter que la BCEE continuera à investir dans le réaménagement de l'intérieur des locaux des Centres financiers et agences.

Afin de suivre le plus près possible les changements démographiques et économiques au Luxembourg, le réseau des agences de la BCEE a de tous temps connu une évolution comprenant des fermetures d'agences, mais aussi de nouvelles ouvertures dans les nouveaux centres de concentration de la vie sociale et économique du pays.

Souignons finalement que la BCEE restera l'établissement de crédit avec le plus grand nombre d'agences au Grand-Duché.

**Question 2568** (18.11.2016) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant les **systèmes de distribution de médicaments**:

Le produit AZZALURE, toxine botulinique type A, produit injectable à visée dermocosmétique, est bien inscrit comme médicament admis à la vente au Grand-Duché de Luxembourg, mais non disponible auprès des grossistes-répartiteurs luxembourgeois. Selon mes informations, ce produit serait distribué aux médecins luxembourgeois par un circuit travaillant avec des pharmacies belges comme intermédiaire. Les prix pratiqués ne seraient aucunement ceux repris au fichier national. De surcroît la vente se ferait selon un système de prix de revient dégressif en fonction de la quantité achetée.

Dans un même ordre d'idées, le produit OSTENIL, dispositif médical, est remboursé depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2016 au vu d'un profil bénéfices/risques insuffisant et selon mes informations, le producteur aurait décidé de recourir à un approvisionnement direct des médecins, via un réseau de pharmacies belges, en court-circuitant la distribution classique (grossiste-répartiteur, officine luxembourgeoise ouverte au public). Ce produit n'est certes pas un médicament, mais reste un dispositif médical injecté d'où un risque potentiel pour le consommateur s'il y a des erreurs dans la chaîne d'approvisionnement.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Madame la Ministre de la Santé:

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à de tels systèmes de distribution, ceci dans un souci de santé publique? Est-ce que ces systèmes sont en accord avec la législation

luxembourgeoise sur la distribution de tels médicaments? Est-ce que dans une telle chaîne, la sécurité du patient n'est pas potentiellement compromise?

- En ce qui concerne le produit OSTENIL, quelle est l'appréciation en matière de taxe sur la valeur ajoutée pour ces procédés de revente aux médecins? Si on considère cette médication comme une médecine de confort, quel est le taux de TVA à appliquer?

**Réponse commune** (20.12.2016) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Le système de distribution, tel que décrit par Monsieur le Député, et qui vise la distribution directe de médicaments aux médecins, constitue une pratique illicite au Luxembourg.

Les services du Ministère de la Santé, qui sont au courant de cette pratique, ont procédé immédiatement aux investigations nécessaires et ont invité la société concernée à se conformer aux dispositions légales sans délai.

En matière de dispositifs médicaux, seuls ceux qui disposent d'un marquage CE, indiquant que ces dispositifs ont fait l'objet d'une évaluation de leur conformité, peuvent être mis sur le marché. Le dispositif médical OSTENIL dispose d'un marquage CE conformément à la législation en vigueur.

En ce qui concerne les deux produits particulièrement visés par la question, il faut noter que ni le Ministère de la Sécurité sociale, ni la Caisse nationale de santé (CNS) n'ont été saisis d'une demande d'inscription du produit AZZALURE dans la liste positive des médicaments.

Le dispositif médical OSTENIL, par contre, n'est plus inscrit dans le fichier B1 de l'annexe A des statuts de la CNS depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2016, ce sur décision du comité directeur de la CNS du 15 juin 2016.

Quant à la deuxième question de Monsieur le Député, celle-ci se divise en deux volets dont l'un concerne l'appréciation en matière TVA des procédés de revente d'un produit déterminé aux médecins tandis que l'autre vise le taux de TVA à appliquer à ce produit.

Le premier volet vise la manière dont sont traitées en matière TVA les reventes, depuis la Belgique, du produit sous rubrique à destination de médecins exerçant au Grand-Duché. À cet égard, sont applicables les règles générales fixées par la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (ci-après loi TVA). Trois cas de figure sont alors envisageables. Premièrement, suivant l'article 14, paragraphes 3 et 4 de la loi TVA traitant des ventes à distance, le lieu d'imposition d'une livraison d'un bien expédié ou transporté, par le fournisseur ou par un tiers pour son compte, à partir de la Belgique à un médecin non identifié à la TVA au Grand-Duché ou qui n'a pas communiqué son numéro d'identification TVA est réputé se situer au Grand-Duché et la taxe sur la valeur ajoutée luxembourgeoise est applicable dans le chef du fournisseur qui est dès lors tenu de s'identifier au Luxembourg afin d'y déclarer et payer la taxe comme assujetti effectuant une opération taxable nationale. Deuxièmement, par dérogation à ce qui précède et à la condition que le montant global, hors taxe sur la valeur ajoutée, des livraisons de ces biens effectuées dans les prédites conditions n'ait pas excédé, dans le chef du fournisseur belge, au cours de l'année civile précédente, ou n'excède pas, pendant l'année civile en cours au moment de la livraison, le seuil fixé à 100.000 euros, le lieu d'imposition de la livraison est réputé se situer à l'endroit où le bien se trouve au moment du départ de l'expédition ou du transport à destination de l'acquéreur, donc en Belgique et le fournisseur de la livraison doit soumettre cette opération à la taxe sur la valeur ajoutée belge d'après les dispositions et taux belges. À noter que dans ce cas de figure le fournisseur a la faculté d'opter pour que le lieu de ses livraisons soit déterminé conformément aux règles définies à l'article 14 paragraphes 3 et 4. Enfin, en troisième lieu, le médecin identifié à la TVA au Grand-Duché, soit obligatoirement, soit par option, en raison de ses acquisitions intracommunautaires de biens réalisées et qui a fourni son numéro d'identification au fournisseur belge, réalise une acquisition intracommunautaire d'un bien effectuée à titre onéreux située à l'intérieur du Grand-Duché et qui y est taxable d'après les dispositions fiscales luxembourgeoises, le médecin étant tenu de déclarer et de payer la taxe luxembourgeoise afférente. L'opération effectuée dans ce contexte par le fournisseur belge rentre dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée belge, mais y est alors exonérée de la taxe en tant que livraison intracommunautaire de bien à un autre assujetti identifié à la TVA dans un autre État membre.

Concernant le deuxième volet relatif au taux de TVA applicable à une médication considérée

comme une médecine de confort, il y a lieu de rappeler de manière générale que c'est la loi TVA qui fixe, dans les limites et sous les conditions à déterminer par règlement grand-ducal, le taux de la taxe sur la valeur ajoutée à percevoir pour les livraisons de biens et les prestations de services imposables, indépendamment de l'appréciation ou du remboursement éventuel par la Caisse nationale de santé d'un produit. L'article 40 de ladite loi ainsi que le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1991 déterminant les limites et les conditions d'application des taux réduits, super-réduits et intermédiaire de la taxe sur la valeur ajoutée déterminent les produits qui bénéficient d'un taux réduit de TVA. Le produit en question n'étant pas visé par ces textes, le taux normal de TVA de 17% y est applicable.

**Question 2569** (21.11.2016) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant la **pratique des autorisations de séjour «pour raisons privées»**:

Depuis plusieurs années, le Ministère de l'Immigration propose des autorisations de séjour pour «raisons privées», à discrétion du Ministre.

Le 17 novembre 2016, le «Luxemburger Wort» rappela que déjà en 2013, le «Lëtzeburger Land» avait révélé que le précédent Ministre de l'Économie avait passé un accord avec un oligarque russe, lui accordant une autorisation de séjour en contrepartie à l'engagement de cette personne d'introduire le Ministre luxembourgeois auprès de son homologue russe titulaire du portefeuille des Finances, tout en précisant qu'il aurait été «convenu» que les deux hommes se seraient rencontrés de manière «informelle» dans un club de jazz à Moscou, pour discuter «des relations fiscales» entre les deux pays.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre ayant l'Immigration dans ses attributions les questions suivantes:

1. Cette pratique d'autorisations de séjour pour «raisons privées», telles que celle accordée par le Ministre de l'Économie précédent à un oligarque russe, est-elle bien basée sur l'article 78 paragraphe (1) point a) de loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration ou bien existent-ils d'autres dispositions légales à cet effet?

2. Quels sont les critères qui peuvent motiver le Ministre à accorder une telle autorisation de séjour pour «raisons privées»? Ces demandes émanent-elles des personnes concernées mêmes ou peuvent-elles également être introduites ou favorisées par d'autres ministères, comme dans le cas précité?

3. Ces personnes peuvent-elles également obtenir le statut de résident de longue durée prévu à l'article 80 et 81 de la loi précitée?

4. Quel est le nombre d'autorisations de séjours accordées sur base de l'article 78 depuis l'entrée en vigueur de cette loi? Pouvez-vous m'indiquer le nombre d'autorisations respectivement de prolongations séparément pour les points a), b), c) et d) du paragraphe (1) de l'article 78 de la loi précitée?

5. Monsieur le Ministre n'est-il pas d'aviso qu'une pratique favorisant spécialement des personnes fortunées ne soit contraire aux besoins d'un traitement égal de toute personne souhaitant séjourner au Luxembourg?

6. Monsieur le Ministre ne craint-il pas que la prolongation de cette pratique concernant des personnes fortunées ne fait que renforcer l'image du Luxembourg comme paradis fiscal, où des personnes fortunées peuvent cacher leur argent qu'elles ne désirent pas maintenir ou investir dans leur pays de résidence actuel? Ou bien cette réputation est-elle voulue?

**Réponse** (15.12.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. La délivrance d'une autorisation de séjour telle que prévue par la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration (ci-après «la loi»), y compris celle pour raisons privées conformément à l'article 78 de la loi, appartient au ministre ayant l'Immigration dans ses attributions. Les différentes catégories d'autorisations de séjours qui existent au Luxembourg sont regroupées au sein de l'article 38 de la loi.

Afin de bénéficier d'une autorisation de séjour, toutes les conditions prévues pour la catégorie demandée doivent être remplies ainsi que les conditions relatives à l'entrée et au séjour jusqu'à trois mois telles que prévues à l'article 34 de loi.

L'article 34 prévoit que le ressortissant de pays

tiers ne doit notamment pas faire l'objet d'un signalement aux fins de non-admission sur base de l'article 96 de la convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 et être signalé à cette fin dans le Système d'information Schengen (SIS), ne pas faire l'objet d'une décision d'interdiction d'entrée sur le territoire et ne pas être considéré comme constituant une menace pour l'ordre public, la sécurité intérieure, la santé publique ou les relations internationales du Grand-Duché de Luxembourg ou de l'un des États parties à une convention internationale relative au franchissement des frontières extérieures, liant le Grand-Duché de Luxembourg.

ad 2. Le Ministre statue sur une demande d'autorisation de séjour en vérifiant si toutes les conditions prévues pour une catégorie d'autorisation de séjour telle que prévues par la loi sont remplies.

En ce qui concerne l'autorisation de séjour pour raisons privées telle que prévue par l'article 78 de la loi, il faut distinguer entre quatre cas de figures.

- L'autorisation de séjour basée sur l'article 78, paragraphe (1), point a) de la loi est prévue pour le ressortissant de pays tiers qui rapporte la preuve qu'il peut vivre de ses seules ressources. Conformément à l'article 7 du règlement grand-ducal modifié du 5 septembre 2008 définissant les critères de ressources et de logement prévus par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, les ressources du demandeur sont évaluées par rapport à leur nature et leur régularité, ainsi que par référence au montant mensuel du salaire social minimum d'un travailleur non qualifié.

- L'autorisation de séjour prévue à l'article 78, paragraphe (1), point b) de la loi n'est envisageable que pour les membres de famille qui n'ont pas reçu de titre de séjour pour d'autres motifs que le regroupement familial. En effet, un titre de séjour autonome, indépendant de celui du regroupant, peut être délivré dans les conditions de l'article 79, au conjoint, au partenaire non marié et à l'enfant devenu majeur, et le cas échéant aux personnes visées à l'article 70, paragraphe (5), points a) et b), au plus tard après cinq ans de résidence ou lorsqu'une rupture de la vie commune survient et résulte soit du décès du regroupant ou du divorce, de l'annulation du mariage ou de la rupture du partenariat intervenus au moins trois ans suivant l'accord de l'autorisation de séjour sur le territoire au titre du regroupement familial, soit lorsque des situations particulièrement difficiles l'exigent, notamment lorsque la communauté de vie a été rompue en raison d'actes de violence domestique subis (article 76 de la loi).

- L'article 78, paragraphe (1), point c) de la loi s'applique au ressortissant de pays tiers qui ne remplit pas les conditions du regroupement familial, mais dont les liens personnels ou familiaux, appréciés notamment au regard de leur intensité, de leur ancienneté et de leur stabilité, sont tels que le refus d'autoriser son séjour porterait à son droit au respect de sa vie privée et familiale une atteinte disproportionnée au regard des motifs de refus.

- Selon l'article 78, paragraphe (3) de la loi [depuis la loi du 8 décembre 2011, auparavant paragraphe (1), point d)], une autorisation de séjour pour des motifs humanitaires d'une exceptionnelle gravité peut être accordée au ressortissant de pays tiers.

Il convient de souligner que selon l'article 7 du règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 précité, pour l'appréciation des ressources visées aux points b) et c) du paragraphe (1), sont prises en compte toutes les ressources du demandeur et, le cas échéant, de son conjoint ou autre membre de famille, de même qu'une prise en charge de ses frais de séjour par une tierce personne établie conformément aux prescriptions de l'article 4 de la loi. Ces ressources doivent atteindre un montant au moins égal au revenu minimum garanti et sont appréciées au regard des conditions de logement.

De façon générale, une demande en obtention d'une autorisation de séjour est introduite par le ressortissant du pays tiers, mais celui-ci peut mandater une tierce personne par procuration afin d'agir en son nom.

ad 3. Le titulaire d'un titre de séjour pour raisons privées n'est pas exclu de l'obtention du statut de résident de longue durée et donc d'un «permis de séjour de résident de longue durée - UE» mais doit évidemment remplir les conditions telles que prévues aux articles 80 à 82 de la loi, ainsi qu'à l'article 11 du règlement grand-ducal modifié du 5 septembre 2008 portant exécution de certaines dispositions relatives aux formalités administratives prévues par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

ad 4. Le tableau ci-dessous reprend tous les titres de séjour délivrés de 2008 à décembre 2016.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le tableau reprend le titre de séjour pour raisons privées avec la mention «autre» comprenant notamment les ressortissants de pays tiers autorisés au séjour conformément aux articles 89 (motifs exceptionnels), 91 (traitement médical), 95 (victimes de la traite des êtres humains) et 132 (raisons médicales) de la loi.

ad 5. L'article 78, paragraphe (1), point a) couvre une panoplie de ressortissants de pays tiers à côté de ceux qu'on pourrait qualifier de «personnes fortunées», dont notamment des personnes qui résident au Luxembourg (p. ex. à cause de la qualité de l'enseignement scolaire), mais qui travaillent dans un pays frontalier ou des personnes qui bénéficient d'une allocation de retraite d'un autre État, mais qui résident au Luxembourg.

ad 6. Il convient de souligner qu'en vertu du principe de libre circulation des capitaux, qui constitue notamment l'une des quatre libertés à la base du marché unique européen, chacun est libre d'investir dans le pays de son choix. L'image selon laquelle le Luxembourg serait un pays dans lequel on pourrait «cacher» de l'argent est contredite par le fait même que le Luxembourg applique pleinement l'échange automatique d'informations à des fins fiscales au niveau d'Union européenne et compte parmi les «early adopters», c'est-à-dire les pays appliquant l'échange d'informations selon le «common reporting standard» de l'OCDE. Il convient de rappeler par ailleurs que le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales a attribué au Luxembourg la note globale de «largement conforme», reconnaissant ainsi l'engagement déterminé du Luxembourg en faveur de la transparence et dans la mise en œuvre des normes internationales. Enfin, le Luxembourg dispose d'un dispositif efficace en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Ainsi, le risque de voir les mécanismes évoqués par l'honorable Député détournés à des fins illicites, pouvant porter atteinte à la réputation du pays, est des plus limités.

#### Question 2570 (18.11.2016) de M. David Wagner (déi Lénk) concernant les travaux à l'aire de Berchem:

Selon mes informations des excavations de sol importantes seraient en cours à l'aire de Berchem du côté de la plateforme Aral en direction de Dudelange. Le sol excavé n'aurait pas encore été enlevé et resterait actuellement sur place, protégé par une couverture en plastique.

1. Madame la Ministre de l'Environnement et Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures peuvent-ils me donner des indications sur la cause de ces excavations?

2. Madame et Monsieur les Ministres, peuvent-ils me confirmer que le sol excavé est contaminé? Dans l'affirmative, êtes-vous déjà en mesure de publier des précisions sur l'ampleur de la contamination?

3. Dans l'affirmative encore, le sol contaminé pourrait-il être pris en charge par les décharges de décombres existantes au Luxembourg?

4. Les travaux mentionnés ci-dessus sont-ils réalisés à la demande de l'exploitant de la station-service ou de vos ministères?

5. Quel bureau d'études est chargé des examens éventuels du sol?

6. Les frais engendrés par ces travaux, sont-ils mis à charge de l'exploitant de la station-service?

7. Au vu des travaux importants réalisés depuis plusieurs mois des deux côtés de l'aire de Berchem, n'êtes-vous pas d'avis qu'il serait approprié d'informer le public sur l'ampleur des pollutions ainsi que sur l'objet et la suite desdits travaux?

Réponse commune (19.12.2016) de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement:

Par sa question parlementaire, l'honorable Député voudrait avoir des informations complémentaires quant aux travaux actuels à l'aire de Berchem de l'autoroute A3.

Sur le côté ouest de l'aire de Berchem en direction de Dudelange, plusieurs chantiers de rénovation voire de modernisation sont en cours:

- réalisation d'un parking intelligent pour poids lourds à gestion télématique en vue de l'augmentation de la capacité de l'aire de stationnement;

- remplacement d'une installation de séparation d'hydrocarbures;

- mise en œuvre d'un béton étanche sur toute la surface du parc à réservoirs de carburants.

Les dépôts de terres bâchés proviennent des excavations réalisées dans le cadre des travaux de réalisation du parking intelligent pour poids lourds. Étant donné que les terres excavées ne proviennent pas du voisinage immédiat des installations de stockage et de distribution de carburants, elles ne présentent pas une contamination significative ou un lien avec un quelconque déversement du produit AdBlue.

Vu que le sol excavé provient d'un remblai historique se situant en partie sur une ancienne voirie de l'autoroute, il existe partiellement une pollution résiduelle de ces déblais, due à la nature des matériaux des remblais et des surfaces d'antan.

Une partie des déblais non pollués pourra être prise en charge par les décharges de déchets inertes existantes au Luxembourg; néanmoins ceux présentant une pollution résiduelle d'antan devront être évacués vers une filière spécialisée.

Le bureau Luxcontrol SA en collaboration avec le TÜV Rheinland, est chargé des examens en relation avec le traitement des déchets du projet de réaménagement de l'aire de Berchem du côté de la plateforme Aral.

Les travaux de réalisation d'un parking intelligent pour poids lourds s'inscrivent dans le cadre du plan pluriannuel du Fonds des routes.

Conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, les demandes d'autorisations ainsi que les arrêtés ministériels y relatifs sont affichés publiquement par l'administration communale.

#### Question 2573 (18.11.2016) de M. Marc Baum (déi Lénk) concernant l'Accord sur le commerce des services (TiSA):

L'Accord sur le commerce des services (ACS, sigle anglais: TiSA), en négociation depuis 2012, vise à libéraliser le commerce international des services et à limiter les réglementations publiques qui pourraient entraver les activités et objectifs commerciaux des entreprises de services. Actuellement, l'Union européenne participe à ces négociations ensemble avec 22 autres pays qui représentent au total deux tiers du PIB mondial. Selon les responsables, ces négociations sont dans leur phase finale et pourraient être clôturées avant la fin de l'année 2016.

Les négociations sur le TiSA sont caractérisées par un manque de transparence manifeste, peu de détails des pourparlers étant connus. Cependant, une fuite majeure intervenue sur des documents datant de juin 2016 montre que le champ d'application de l'accord est très vaste, couvrant entre autres les transports, l'énergie, la vente au détail, le commerce électronique, le courrier express, les télécommunications, les banques, la santé et l'éducation privée, touchant ainsi pratiquement tous les aspects de la vie et de la société.

Les analyses de ces documents fuités par des acteurs de la société civile ont fait naître de sérieuses préoccupations quant aux possibles conséquences de TiSA, notamment sur la faculté des administrations à différents niveaux à réguler dans l'intérêt public. Ainsi Sharon Burrow, secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI) a déclaré après analyse: «L'Accord sur le commerce des services est un poison pour la démocratie. S'il est adopté, les droits des travailleurs seraient érodés, les entreprises auraient leur mot à dire dans les prises de décisions économiques et une nouvelle vague de privatisations déferlerait.»

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer qu'une conclusion préliminaire des négociations pour le TiSA interviendra avant la fin de l'année 2016?

2. Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis qu'il existe un manque de transparence manifeste dans ces négociations? Si oui, est-ce que Monsieur le Ministre est prêt à s'investir afin que les députés aient accès aux textes de négociation?

3. Est-ce que Monsieur le Ministre a commandité, ou envisagé de commanditer, une étude d'impact, afin de mesurer les conséquences d'un tel accord sur les différents secteurs de l'économie luxembourgeoise et sur la faculté des autorités à réguler dans l'intérêt public?

4. Est-ce que les engagements en matière de traitement national, ainsi que les engagements en matière d'accès au marché, tels qu'envisagés actuellement dans les négociations, seront articulés à travers une approche de liste négative?

5. Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis qu'un tel accord doit impérativement garantir la possibilité de remunicipaliser ou renationaliser des services privatisés?

6. Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis qu'un tel accord ne doit en aucun cas permettre à des organes de règlement des différends commerciaux de contester les décisions réglementaires des gouvernements élus?

7. Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis qu'un tel accord ne doit en aucun cas mettre en cause la faculté des gouvernements à fournir des services publics?

8. Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis qu'un tel accord doit impérativement garantir la faculté des gouvernements à renforcer dans l'intérêt public une réglementation en rapport avec la fourniture de services?

9. Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis que ces négociations, qui excluent de facto les grands pays émergents et la quasi-totalité des pays en développement, ne sont pas de nature à favoriser une approche multilatérale aux questions commerciales et notamment à faciliter une reprise de l'actuel cycle de négociation à l'OMC?

Réponse (22.12.2016) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes:

ad 1. Non, les pourparlers sur le TiSA ne seront pas conclus d'ici la fin de l'année 2016.

ad 2. Tout d'abord et conformément à sa position consistant à demander un maximum de transparence dans de telles négociations, le Gouvernement soutient pleinement les efforts de communication et d'information déployés par la Commission européenne et qui visent à recueillir les avis et commentaires de la société civile, des entreprises et des associations industrielles de tous les États membres. En outre, la Commission européenne publie et rend par-là accessible au grand public, sur le site web de la Direction générale commerce (<http://ec.europa.eu/trade/policy/in-focus/tisa/>), l'ensemble des propositions de texte et d'offres que l'UE soumet dans le cadre des négociations sur le TiSA. La Commission y met également à disposition du public des rapports sur chaque tour de négociation qui a lieu. Par ailleurs, le Parlement européen est informé régulièrement des résultats de chaque tour de négociations et reçoit systématiquement l'ensemble des documents de négociation. Ceci étant dit, l'UE peut certes encourager mais ne peut pas engager les autres participants aux pourparlers sur le TiSA de faire preuve d'une transparence accrue en publiant leurs papiers de position respectifs.

ad 3. Force est de constater que la Commission européenne a commandité une étude d'impact exhaustive sur le potentiel économique, social et environnemental du TiSA. Le rapport intermédiaire de ladite étude, portant notamment sur le volet quantitatif, vient d'être publié. Ces premiers résultats quantitatifs seront ensuite complétés par une analyse plus qualitative des effets potentiels d'un futur accord TiSA. Le Gouvernement étudiera avec soin le rapport intermédiaire de même que les résultats finaux du rapport global avant de prendre sa décision sur l'opportunité de compléter cette évaluation d'impact par une initiative spécifique à l'économie luxembourgeoise.

ad 4. Les engagements en matière de traitement national suivent une approche de liste négative alors que ceux en matière d'accès au marché sont énumérés selon le principe d'une liste positive (tel que préconisé par l'Accord généralisé sur le commerce des services; AGCS/GATS).

ad 5. Les questions 5, 7 et 8, de même que la sous-question 3, sont regroupées puisqu'elles traitent du même sujet, à savoir le droit des pays participants au TiSA de légiférer dans l'intérêt public. Le TiSA ne se distingue pas des autres accords de libre-échange que l'UE a conclus à ce stade dans ce sens qu'aucun de ces accords ne peut contraindre les gouvernements à privatiser ou à déréglementer un ser-



vice public, que ce soit au niveau national ou local. De même, les services fournis dans l'exercice de l'autorité publique sont exclus du champ de négociation. Par conséquent, le droit des États de légiférer dans l'intérêt public n'est aucunement remis en cause dans le cadre d'un éventuel accord TiSA. Cet accord reconnaît le droit des parties à l'accord à régler la fourniture de services et à introduire de nouvelles réglementations afin de répondre à des objectifs de politique nationale. Enfin, les standards sociaux, les normes environnementales et la protection des données continueront à être réglés par la législation nationale.

ad 6. Si la sous-question de l'honorable Député se réfère à des cours d'arbitrages privées, il y a lieu de préciser que le TiSA reprend les principales dispositions de l'accord GATS et, par conséquent, il ne traitera pas de la protection des investissements ou d'un mécanisme de règlement des différends entre des investisseurs et des États qui puisse remettre en question des décisions prises pas des gouvernements dans l'intérêt public.

ad 7. Voir la réponse à la question 5.

ad 8. Idem.

ad 9. Il est vrai que l'initiative de lancer les négociations sur le TiSA a été prise face à la situation de blocages qui entourent les négociations multilatérales à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Toutefois, le TiSA ne constituera en aucun cas une alternative à ces pourparlers mais permettra de compléter les efforts déployés au niveau multilatéral à l'OMC. Ainsi, les propositions de texte sur le TiSA prévoient notamment une clause d'adhésion permettant à tout membre intéressé de l'OMC (qu'il soit industrialisé ou en développement) de s'y joindre. De même, et étant donné que l'architecture du TiSA se fonde sur le GATS, le TiSA pourrait être étendu à l'ensemble de l'OMC à partir du moment où un nombre suffisant de membres de l'OMC participent à ces négociations. L'Union européenne a par ailleurs présenté, au début des négociations, des propositions concrètes en vue d'une telle multilatéralisation future du TiSA.

**Question 2575** (21.11.2016) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**élaboration d'un dictionnaire pour le secteur de la santé**:

Cultiver davantage la pratique de la langue luxembourgeoise dans nos cliniques et structures de soins hospitaliers, telle est une demande de nombre de patients résidents qui éprouvent de sérieuses difficultés à s'exprimer dans une langue étrangère.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre sait-elle si les cliniques et structures de soins hospitaliers ont élaboré un dictionnaire pratique à l'usage des patients qui regroupe les termes essentiels du monde médical en différentes traductions afin de faciliter les échanges entre les patients et les différents personnels?

- Dans la négative, Madame la Ministre est-elle disposée à faire élaborer dans les meilleurs délais un tel document afin de soutenir les personnes concernées dans leur communication avec les spécialistes?

**Réponse** (16.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Selon les informations récoltées auprès de la Fédération des hôpitaux luxembourgeois, aucun établissement hospitalier ne dispose d'un dictionnaire pratique à l'usage des patients qui regroupe les termes essentiels du monde médical en différentes traductions.

Néanmoins, et bien que cette demande n'ait pas été formellement adressée au secteur hospitalier, de nombreux efforts sont réalisés par les établissements hospitaliers pour cultiver davantage la pratique de la langue luxembourgeoise dans ce secteur.

On peut citer en particulier:

- DeWidong (association pour la formation professionnelle dans le secteur hospitalier) a élaboré dans le cadre du projet «Moien» un cours en langue luxembourgeoise concernant la terminologie spécifique pour les soins; ce cours est actuellement offert au personnel des établissements hospitaliers;

- la langue luxembourgeoise est un critère retenu dans le processus de sélection des candidats lors du recrutement dans le secteur hospitalier;

- l'acquisition des compétences linguistiques par le personnel, et la disponibilité d'une offre de cours de luxembourgeois, sont activement promues par tous les établissements hospitaliers.

D'autres initiatives et réalisations ont pour objet de cultiver la compréhension entre les soignants et les soignés dans la langue de préférence de la personne soignée (47% de la population résidente est de nationalité étrangère en 2016):

- des notes d'informations à destination des patients sont traduites en français, allemand ou luxembourgeois; des brochures d'information/d'explications existent en plusieurs langues;

- dans certains établissements hospitaliers les explications orales concernant les différents examens et éléments de la prise en charge sont données aux patients en français ou luxembourgeois sur base d'un guide à destination des soignants;

- dans certains établissements le personnel porte un badge sur lequel figurent les drapeaux des pays dont la langue est connue et pratiquée, afin que les patients puissent facilement distinguer quelle langue est pratiquée par les soignants.

Par ailleurs, le «Lëtzebuurger Online Dictionnaire», un dictionnaire plurilingue dans lequel les termes luxembourgeois sont traduits en allemand, français, anglais et portugais et illustrés par des exemples, reprend déjà la plupart des termes courants utilisés dans le cadre des échanges en matière de santé. Il faut enfin considérer que la terminologie technique médicale et soignante évolue de manière constante et que les nouvelles dénominations reposent le plus souvent sur des termes issus du monde scientifique anglophone, univoques et universellement reconnus.

Pour tous ces motifs, il n'y a pas de véritable impératif, ni surtout d'urgence de réaliser un dictionnaire complémentaire reprenant les termes médicaux luxembourgeois et leur traduction en diverses langues.

**Question 2576** (21.11.2016) de **M. Max Hahn** (DP) concernant les **listes d'attente pour obtenir un logement social**:

En date du 16 novembre 2016, le Ministère du Logement avait invité à une table ronde au sujet du logement social («Soziale Wunnengsbau an der Zukunft»). Cette table ronde a eu comme objectif de lancer un débat entre les représentants du domaine social en ce qui concerne les différents aspects du logement social au Grand-Duché.

Lors de cet événement, certains participants ont fait remarquer qu'actuellement il existe une multitude de listes d'attente pour obtenir un logement social, celles-ci auprès des différents acteurs actifs dans ce domaine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Est-il d'avis qu'il serait possible et utile de dresser une liste unique des personnes requérant un logement social?

- Le cas échéant, quelles seraient les étapes pratiques à mettre en place afin de réaliser un tel projet?

**Réponse** (21.12.2016) de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*:

Il est certainement utile de dresser une liste unique des personnes qui recherchent un logement social au Grand-Duché.

En effet, bon nombre de personnes à la recherche d'un logement à loyer modéré, soit ne savent pas à qui s'adresser exactement pour obtenir un tel logement, soit font simultanément plusieurs demandes en ce sens auprès de différents acteurs publics œuvrant en matière de logement social (p. ex. Fonds du logement, Société nationale des habitations à bon marché, Agence immobilière sociale, communes, offices sociaux, associations).

Le Ministère du Logement envisage ainsi l'installation d'un guichet unique pour accueillir les demandeurs recherchant un logement social - à intégrer p. ex. au sein du futur «Guichet unique des aides au logement». Le fait de pouvoir déposer à un seul et même endroit leur dossier en vue de postuler pour un logement social constituera sans aucun doute une simplification administrative substantielle pour les administrés concernés.

Plusieurs acteurs publics avec lesquels le Ministère du Logement s'est récemment entretenu sur ce sujet ont bien accueilli l'idée d'une telle liste unique.

Le Ministère du Logement analyse actuellement la mise en place éventuelle et essaie de résoudre toutes sortes de questions liées à la protection des données, à l'informatisation des données à recueillir et à la transmission de données personnelles (concernant les ménages demandeurs) aux différents acteurs publics disposant de logements sociaux vacants, ainsi que de déterminer les critères objectifs à appliquer lors de l'attribution d'un logement social à un ménage donné (p. ex. en fonction de la situation financière, professionnelle, de famille, de santé ou d'autres aspects importants devant alors être pris en considération).

La mise en œuvre pratique devra se réaliser en différentes étapes.

**Question 2578** (22.11.2016) de **MM. Gérard Anzia et Henri Kox** (*déi gréng*) concernant l'**abattage de vaches gestantes**:

L'association de défense des droits des animaux française L214 a publié des images montrant l'abattage de vaches gestantes. Après la mise à mort des vaches, leurs utérus sont ouverts et les fœtus, parfois en stade de développement très avancé, sont extraits. Souvent, ces fœtus sont alors asphyxiés lentement, et terminent la majorité du temps à l'équarrissage, entre les déchets et les cadavres d'animaux. Même si l'abattage de vaches gestantes est légal, cette pratique est cause de souffrances énormes. Seul le règlement européen CE 1/2005 interdit le transport de «femelles gravides qui ont passé au moins 90% de la période de gestation».

Le Gouvernement allemand a soumis une proposition à la Commission européenne visant à interdire l'abattage des vaches lors du dernier trimestre de gestation. Le Ministre allemand de l'Agriculture Christian Schmidt envisage aussi de combattre la pratique au niveau national.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les précisions suivantes de la part de Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1. Selon l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), une étude menée au Luxembourg a montré que 10 à 15% des vaches abattues au Grand-Duché sont des vaches gestantes. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ce résultat? Existe-t-il des statistiques à ce sujet?

2. Quelles sont les possibilités de tester les vaches en vue de détecter une éventuelle grossesse, avant qu'elles ne soient transportées à l'abattoir?

3. Ne serait-il pas opportun d'inclure l'interdiction de l'abattage des vaches gestantes dans le nouveau projet de loi ayant pour objet d'assurer la dignité, la protection de la vie, la sécurité et le bien-être des animaux?

**Réponse** (21.12.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1. D'après les informations reçues des vétérinaires-inspecteurs responsables de l'inspection ante et post mortem dans les abattoirs au Luxembourg, le pourcentage de vaches gestantes se trouve aux alentours de 2 à 3%. Les vétérinaires enregistrent les cas de gestation y compris le stade de gestation dans le cadre de leur inspection post-mortem.

ad 2. En vue de la détection d'une gestation éventuelle, les vétérinaires-praticiens peuvent effectuer soit un fouiller rectal (examen de l'état de la matrice par la voie rectale) soit une échographie qui fournit la possibilité de détecter une gestation à un stade plus précoce.

ad 3. En vue de l'introduction de l'interdiction de l'abattage des vaches gestantes dans le nouveau projet de loi il faut tout d'abord définir le terme «vache gestante» c.-à-d. fixer le stade de gestation à partir duquel cette interdiction est valable. Actuellement, il existe dans la législation relative au bien-être animal lié au transport une interdiction de transporter des femelles gravides qui ont passé au moins 90% de la période de gestation c.-à-d. pour les bovins dont les femelles sont gestantes au 8<sup>e</sup> mois.

L'EFSA a reçu la demande de plusieurs État membres de fournir un avis scientifique sur les différents aspects de bien-être animal en relation avec l'abattage d'animaux gestants. L'EFSA fournira son avis pour fin mai 2017 et il est proposé d'attendre cet avis avant d'agir au niveau législatif.

**Question 2581** (22.11.2016) de **MM. Laurent Mosar et Marc Spautz** (CSV) concernant la «**citoyenneté européenne associée**»:

Cité dans plusieurs éditions de presse ce matin, l'Eurodéputé Charles Goerens a fait part de son impulsion politique consistant à créer une «citoyenneté européenne associée», afin de répondre aux 16 millions de Britanniques, qui, malgré le vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'UE en juin dernier, restent attachés aux valeurs fondamentales de l'Union européenne (UE).

Ainsi, les citoyens britanniques revendiquant ces valeurs pourraient se voir attribuer une sorte de «contrat d'association» et continuer de bénéficier des droits européens. Cette proposition soulève cependant de nombreuses questions d'ordre institutionnel et juridique.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes:

1. Le Gouvernement estime-t-il que l'idée d'une «citoyenneté européenne associée» est une bonne initiative?

2. Le cas échéant, Monsieur le Ministre entend-il s'engager en faveur d'une telle idée au niveau de l'UE?

**Réponse** (13.12.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

Réponse à la question 1:

Il semble que les travaux au sein du Parlement perdurent et que le concept d'une «citoyenneté européenne associée», tel qu'initialement présenté par l'Eurodéputé, Monsieur Charles Goerens, ne soit plus sur la table. Dès lors, il n'est pas nécessaire de porter un jugement sur l'initiative de Monsieur Goerens.

Réponse à la question 2:

Compte tenu de ce qui précède, il est prématuré de s'engager en faveur d'une telle idée au sein du Conseil des ministres. Il faut laisser au Parlement européen le temps de finaliser ses travaux avant de pouvoir se prononcer. Il est important aussi de placer l'initiative dans le contexte des pourparlers à venir dans le cadre du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Dans ce contexte, il y a lieu de rappeler que les chefs d'État et gouvernements à 27 ont décidé qu'il n'y aura aucune négociation d'aucune sorte tant que le Royaume-Uni n'a pas notifié formellement son intention de se retirer.

**Question 2582** (22.11.2016) de **MM. Claude Lambert et Max Hahn** (DP) concernant le **nouveau hall sportif de l'INS**:

Dans sa réponse à la question parlementaire n°2472 du 17 octobre 2016 relative au projet de construction d'un hall sportif supplémentaire sur le site de l'INS (cf. *compte rendu n°3/ session ordinaire 2016-2017*), Monsieur le Ministre des Sports a fait savoir qu'«un hall élargi de trois mètres ne remplirait pas les normes et standards requis pour y jouer au handball dans des conditions de sécurité appropriées».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- D'une manière générale, sur quels normes et standards Monsieur le Ministre se base-t-il pour justifier le risque de sécurité? Est-ce que les mêmes normes et standards sont appliqués dans tous les halls sportifs du pays? À qui incombe le contrôle du respect de ces normes et standards?

- Dans le cas d'un élargissement éventuel de trois mètres, quelles autres activités sportives pourraient être pratiquées dans le hall sportif de l'INS?

- Est-ce que le refus de Monsieur le Ministre d'élargir le hall en question aura des répercussions sur la stratégie de développement de l'INS? Est-ce que les projets d'élargissement du site pourraient être poursuivis? Qu'en est-il du projet de l'internat sportif?

**Réponse** (19.12.2016) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

La question de Messieurs les Députés a trait à la réponse donnée à la question parlementaire n°2472 relative au projet de construction d'un hall sportif complémentaire sur le site de l'INS et plus particulièrement à la partie de la réponse faisant référence aux normes et standards requis pour jouer au handball dans des conditions de sécurité appropriées.

Tout d'abord, je tiens à préciser encore une fois que le projet de construction du hall sportif complémentaire a été élaboré par l'Administration des bâtiments publics selon les demandes spécifiques du Sportlycée. Ce projet constitue la meilleure solution envisageable qui tient compte aussi bien des demandes du Sportlycée que de toutes les spécificités techniques du site et du bâtiment, voire des contraintes de sécurité de l'implémentation d'un chantier à proximité d'un lycée et d'un ministère devant fonctionner normalement pendant toute la période du chantier.

- À défaut de normes européennes, l'Institut national allemand (DIN) a émis des normes et standards pour des halls sportifs en relation avec les différentes activités sportives y pratiquées (DIN 18032-1).

Sur base de cette norme un hall dans lequel un terrain de handball sera configuré devra avoir les dimensions minimales de 44/22 mètres.

Pour la construction des halls par les communes et subventionnés par l'État, cette norme est appliquée par le Ministère des Sports ensemble avec les communes en question. En ce qui concerne les infrastructures appartenant à l'État, il appartient à l'Administration des bâtiments publics d'appliquer les normes et standards en vigueur. Dans ce contexte, il y a lieu de citer la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans la fonction publique de même que le règlement ministériel du 23 avril 1990 établissant les directives en matière de construction scolaires.

Tout projet de construction d'un hall sportif est soumis d'ailleurs à l'avis du Service national de la sécurité dans la fonction publique.

À relever encore qu'il appartient par la suite aux différentes fédérations d'homologuer les salles et terrains en vue de leur régularité pour les compétitions respectives.

- Le projet du hall prévoit actuellement les dimensions 33/18 mètres. En élargissant le hall de trois mètres (33/21 mètres) on pourrait configurer théoriquement six terrains de badminton (13,40/6,10 mètres) au lieu de quatre et deux terrains de volleyball (18/9 mètres) au lieu de un. Ces hypothèses ne posent cependant pas sur les normes citées ci-dessus mais sont le résultat d'un calcul arithmétique ne prenant en compte que les dimensions nettes des terrains. Ainsi pour le volleyball par exemple, il n'y aurait qu'une distance de 1,5 mètre entre la limite du terrain et le mur du hall alors que les règles du jeu prévoient au moins trois mètres. Un terrain de handball ayant les dimensions de 40/20 mètres, même un élargissement du hall de trois mètres n'aura pas comme conséquence d'avoir à disposition un terrain de handball répondant aux dimensions standards requises pour le déroulement de compétitions. En revanche, le hall tel que projeté actuellement aux dimensions de 33/18 mètres pourra servir de salle d'entraînement pour le handball au même titre qu'une salle élargie de trois mètres. Un entraînement tactique sur un but pourra donc se faire sur la largeur du hall dans les deux cas. Il n'y a pas d'autres activités sportives qui pourraient profiter d'un hall élargi de trois mètres.

- Quant à la troisième question posée par Messieurs les Députés le présent projet n'a pas de répercussions sur les projets d'élargissement du site du fait que ce projet a été élaboré sur base d'une stratégie globale de développement optimal du site de l'INS. En dernier lieu, il n'y a pas de lien direct entre le présent projet et le projet d'un internat sportif, projet qui est actuellement en phase d'analyse.

**Question 2585** (23.11.2016) de **M. Franz Fayot** (LSAP) concernant la **mésaffectation de logements**:

«myenergy» est un groupement d'intérêt économique mis en place par les trois ministères intéressés à l'utilisation optimale de l'énergie aussi bien par les entreprises que par les particuliers. Cette structure qui emploie 16 personnes selon son organigramme reproduit sur son site Internet, est installée dans une maison d'habitation sise 28, rue Michel Rodange à Luxembourg-gare.

Dans ce contexte, j'aimerais demander à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures, à Monsieur le Ministre de l'Économie et en particulier à Monsieur le Ministre du Logement, pourquoi l'État luxembourgeois continue à implanter ses bureaux dans des villas et maisons destinées à l'habitation et situées dans des quartiers de la capitale prioritairement consacrés à l'habitation.

- Le Gouvernement, en implantant «myenergy» à l'adresse indiquée, s'est-il assuré que

l'autorisation du collège échevinal a été accordée pour affecter ce bâtiment à des bureaux plutôt qu'au logement?

- Le Gouvernement entend-il s'en tenir à l'assurance, donnée itérativement dans le passé, de vouloir cesser cette pratique de méaffecter des immeubles d'habitation à des bureaux et, au contraire, de contribuer à réaffecter ces immeubles à leur destination originelle?

- Le Gouvernement est-il conscient qu'une telle politique est d'autant plus facile à mettre en œuvre à un moment où le parc immobilier de bureaux disponible dans la capitale est largement suffisant et permet ainsi de sauvegarder des maisons d'habitation pour les besoins pour lesquels elles ont été autorisées et construites?

**Réponse commune** (22.12.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*, de **M. Marc Hansen**, *Ministre du Logement*, et de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

En ce qui concerne le premier volet de la question, en 2008, l'Agence de l'énergie SA, dans laquelle l'État détenait 50% des actions, a signé un contrat de bail qui prévoyait que les lieux loués soient destinés exclusivement à usage de bureau. Après la création de «myenergy», le GIE a repris le contrat de location de l'Agence de l'énergie, qui avait quitté les locaux pour s'implanter dans des nouveaux locaux.

En 2015, les responsables de la Ville de Luxembourg ont informé par écrit les responsables de «myenergy» que l'immeuble sis à 28, rue Michel Rodange, est situé dans une «zone d'habitation 4» et fait partie d'un «ensemble sensible» du plan d'aménagement général (PAG) et est en conséquence réservé aux seules fins d'habitation collective ainsi qu'à des commerces de proximité. Dans le courrier cité, «myenergy» a été invité en tant que locataire de l'immeuble en question à faire tout le nécessaire pour libérer l'immeuble dans les meilleurs délais pour que celui-ci puisse à nouveau être mis à disposition pour l'habitat.

Les responsables de «myenergy» ont informé la Ville de Luxembourg qu'ils allaient prendre immédiatement contact avec le propriétaire pour aborder le sujet tant en informant la Ville de Luxembourg que le propriétaire a loué les lieux à titre de bureaux et que le bail viendrait à échéance le 30 juin 2017. Les responsables de «myenergy» ont entre-temps trouvé de nouveaux locaux adaptés à leurs besoins en signant un contrat de bail prenant effet le 1<sup>er</sup> février 2017. Le déménagement est prévu à partir du mois de février 2017.

En ce qui concerne le volet plus général de l'implantation des services de l'État, il y a lieu de relever que l'État a actuellement souscrit environ 100 contrats de location portant sur des immeubles ou des parties d'immeubles situés sur le territoire de la Ville de Luxembourg. Depuis les 15 dernières années, l'État, par le biais de la Commission des loyers auprès du Ministère des Finances, a poursuivi une politique de réduire le nombre d'adresses louées, de concentrer différents services publics à une même adresse et d'abandonner des adresses inappropriées pour l'usage de bureaux.

Parallèlement et pendant cette même période, l'État a veillé à ne pas prendre en location un immeuble qui aurait servi avant en tant qu'habitation.

**Question 2588** (24.11.2016) de **M. Frank Arndt** (LSAP) concernant les **assurances des exploitants d'installations nucléaires en Belgique**:

Certains bourgmestres luxembourgeois ayant introduit une citation en justice à l'encontre de l'exploitant de la centrale nucléaire de Tihange 2 et de l'autorité de sûreté belge AFCN concernant la sécurité de cette centrale viennent de recevoir un courrier d'une députée fédérale belge. Elle les informe d'un projet législatif du Gouvernement belge qui impliquerait que les exploitants d'installations nucléaires en Belgique ne seraient plus censés s'assurer contre les dommages à l'environnement consécutifs à un incident nucléaire. La responsabilité pour les lésions corporelles qui se manifesteraient plus de dix ans après un incident ne devraient plus faire l'objet d'une assurance. Le projet de loi supprimerait également la responsabilité des exploitants pour les dommages causés au sein des États membres de l'UE qui n'ont pas signé le traité du 29 juillet 1960 relatif à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire. Ceci est notamment le cas du Luxembourg.

Il semble que le Gouvernement belge utilise les difficultés rencontrées par les exploitants pour s'assurer sur le marché privé contre les risques

imprévus pour affaiblir cette obligation d'assurance.

1. Le Gouvernement luxembourgeois est-il au courant de cette initiative législative belge?

2. Est-ce qu'il prévoit d'intervenir auprès du Gouvernement belge, afin de le convaincre à exiger des exploitants de centrales nucléaires de respecter les normes de sécurité et de sûreté et de les obliger à contracter une assurance couvrant les risques mentionnés ci-dessus?

3. Le Luxembourg avait bien signé le traité du 29 juillet 1960. Pour quelles raisons le Luxembourg n'a-t-il pas ratifié ce traité? Le Gouvernement est-il d'avis qu'il serait opportun de ratifier le traité suite à l'initiative de la Belgique?

**Réponse commune** (22.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

ad 1. + 2. La sécurité nucléaire des réacteurs belges a fait l'objet de multiples interventions de la part du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. Ceci notamment dans le cadre des déficiences constatées dans la centrale nucléaire de Tihange 2.

Suite à la modification de la législation belge en matière de responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, la couverture des risques et l'indemnisation des victimes seront dorénavant abordées lors des réunions bilatérales sur le sujet.

ad 3. La Convention de Paris a été adoptée le 29 juillet 1960 et compte 16 parties contractantes. Elle a été complétée par l'adoption, le 31 janvier 1963, de la Convention complémentaire à la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire (Convention complémentaire de Bruxelles).

Le Luxembourg, tout comme d'autres pays n'ayant pas d'installation nucléaire sur leur territoire, n'a pas ratifié la convention précitée pour les raisons principales suivantes:

- selon la Convention, les tribunaux luxembourgeois ne sont pas compétents pour les questions de dédommagement;

- les montants des indemnités ne satisferont qu'une fraction minime des demandes de réparation par rapport à l'ampleur d'un accident nucléaire d'importance;

- le protocole d'amendement à la Convention de Paris (adopté en 2004 mais pas encore en vigueur) prévoit une mutualisation des risques des accidents nucléaires. Les pays n'ayant pas d'installation nucléaire sur leur territoire devraient supporter quand même les risques.

Cependant, la question du dédommagement des victimes d'un accident nucléaire fait partie des préoccupations du Gouvernement. Elle est régulièrement abordée dans des entrevues avec des pays n'ayant pas d'installation nucléaire sur leur territoire et le Gouvernement suit de près les évolutions internationales dans ce domaine.

**Question 2590** (24.11.2016) de **M. Aly Kaes** (CSV) concernant les **mesures de précaution relatives à la grippe aviaire**:

Dans le cadre de la récente propagation de la grippe aviaire en Europe, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs a instauré une obligation de confinement de la volaille pour les éleveurs professionnels et a recommandé cette obligation également aux éleveurs amateurs.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

1. Est-ce que des cas de grippe aviaire ont entre-temps été signalés au Luxembourg?

2. Pour quelles raisons, Monsieur le Ministre a-t-il formulé une simple recommandation à l'attention des personnes qui détiennent des volailles à titre privé?

3. Dans le cas d'une contamination chez un éleveur amateur, quelles sont les procédures prévues pour éviter une propagation de la grippe aviaire?

4. Si une contamination avait lieu chez un éleveur amateur qui serait situé à proximité d'un éleveur professionnel, quelles en seraient les conséquences pour cet éleveur professionnel?

5. En cas d'un abatement total de la production de volaille, les producteurs lésés seront-ils remboursés pour la perte de leur volaille en tant que telle et de leurs produits (p. ex. les œufs en cas de poules)?

**Réponse** (19.12.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1. Jusqu'à ce jour, aucune suspicion n'a été signalée, ni aucun cas de grippe aviaire n'a été diagnostiqué au Luxembourg.

ad 2. Vu l'absence de cas de grippe aviaire à l'heure actuelle, nous nous trouvons dans une phase de prévention pour laquelle une obligation de confinement est prévue à l'adresse des éleveurs professionnels alors que cette obligation est difficile à mettre en pratique pour tous les détenteurs amateurs et est pratiquement impossible à contrôler.

ad 3. En cas de diagnostic d'un cas de grippe aviaire chez la volaille d'un éleveur amateur, les procédures sont les mêmes que chez un éleveur professionnel, à savoir l'abattage des animaux sensibles et la mise en place de zones de restriction.

ad 4. Souvent, afin de limiter la propagation du virus, on pratique l'abattage des volailles dans les élevages à proximité (p. ex. 1 km) du cas de grippe aviaire. Ainsi, si un éleveur professionnel se trouve dans ce périmètre, il risquera l'abattage de ces volailles.

ad 5. Il est évident que lors de la détection d'un cas de grippe aviaire, l'abattage de tous les animaux (stamping out) est obligatoire afin d'éviter une propagation du virus. Néanmoins, la législation prévoit également des indemnités pour les animaux abattus et les produits détruits. Cependant, ces indemnités ne couvrent pas les pertes de production liées à l'abattage des animaux et au vide sanitaire à respecter. Ces dernières peuvent être couvertes par des assurances privées pour lesquelles l'État prend en charge un certain pourcentage des primes à payer.

**Question 2591** (24.11.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **découverte de plusieurs bovins morts dans une prairie**:

Un garde forestier de l'Administration de l'environnement a découvert lundi après-midi, plusieurs bovins morts dans un pâturage à Mendsdorf. D'autres bovins étaient en très mauvais état de santé. Selon mes informations, il s'agirait de bovins de l'espèce «Galloway» dans le cadre du label «Natuschutz Fleisch». L'utilisation de ce label est liée à des normes et exigences en matière de protection de la nature et soumise à des critères et contrôles à tous les niveaux de commercialisation, du pâturage au client final.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

1. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

2. Est-ce que les critères du cahier des charges énumérant les différentes dispositions pour la production de la viande «Natuschutz Fleisch» et notamment celles pour garantir le bien-être animal ont été respectés?

3. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que ces dispositions interdisent des traitements médicaux pour des bêtes malades respectivement des mesures préventives visant à empêcher l'apparition ou l'aggravation d'une maladie et le cas échéant pour quelles raisons?

4. Comment jugerait-il une telle disposition?

5. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'un tel fait de négligence, de non-traitement adéquat correspond à une maltraitance animale, sachant très bien quelles en sont les conséquences inhérentes?

6. L'état de santé des bovins est-il contrôlé à intervalles réguliers?

7. L'élevage extensif pendant toute l'année garantit-il le bien-être de l'animal?

**Réponse** (19.12.2016) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1. En date du 21 novembre 2016, l'Administration des services vétérinaires a été informée par un garde forestier de l'Administration de la nature et des forêts concernant la détention non conforme de bovins sur une pâture située à Mendsdorf qui est exploitée conjointement par deux éleveurs-agriculteurs dans le cadre du label «Natuschutz Fleisch».



Lors de la visite, effectuée sur place par un vétérinaire-inspecteur de l'Administration des services vétérinaires, les constats suivants ont été faits:

- quatre bovins sont morts et les cadavres se trouvent dans un état cachectique; des autopsies effectuées sur deux des cadavres ont révélé une infestation massive et chronique par de la douve hépatique qui est un parasite interne qui colonise le foie et qui, en absence de vermifugation, peut entraîner à long terme la mort de l'animal;

- trois bovins se trouvent dans un mauvais état de santé nécessitant un traitement d'urgence; ces trois bovins sont morts peu après leur sortie du pâturage;

- deux squelettes de bovins ont été trouvés sur le pâturage qui s'étend sur une superficie de 40 ha.

En effet, il s'agit d'un cas de négligence grave dans lequel les deux exploitants concernés n'ont pas respecté les dispositions de la législation relative au bien-être animal.

ad 2. Les bovins détenus dans le cadre de ce programme sont soumis aux conditions du cahier des charges «Naturschutz Fleisch», mais également aux dispositions de la législation concernant le bien-être animal, notamment le règlement grand-ducal du 14 avril 2000 concernant la protection des animaux dans les élevages. Ce dernier prévoit que les animaux détenus sont inspectés à des intervalles réguliers pour leur éviter toute souffrance et que tout animal qui paraît malade ou blessé doit être convenablement soigné sans délai et, au cas où un animal ne réagirait pas aux soins, un vétérinaire doit être consulté dès que possible. Or, il est établi que ces dispositions n'ont manifestement pas été respectées en l'espèce.

ad 3. + 4. Les affirmations avancées par l'honorable Députée ne peuvent être confirmées. Le cahier des charges du label «Naturschutz Fleisch» a été élaboré en étroite collaboration entre l'Administration de la nature et des forêts et l'Administration des services vétérinaires et une attention particulière a été portée au respect de la législation concernant le bien-être animal. Contrairement aux informations erronées dont dispose l'honorable Députée, le cahier des charges prévoit explicitement une vermifugation des animaux en vue du respect du bien-être animal et de l'amélioration de la qualité de la viande. Le traitement aux antibiotiques ne peut se faire qu'exclusivement sur prescription vétérinaire.

Pour certains traitements, les animaux peuvent être sortis du pâturage et hébergés dans des stabulations pendant la durée de ces traitements, y compris le délai d'attente prescrit pour les médicaments utilisés.

ad 5. Ce fait de négligence grave en matière de bien-être animal doit être assimilé à une maltraitance animale et doit être traité. D'un point de vue administratif, plusieurs dispositions prescrites par la législation concernant la conditionnalité n'ont pas été respectées ce qui conduit à une réduction des primes allouées aux exploitants des animaux. D'un point de vue pénal et vu la gravité des faits, le dossier sera transmis au parquet en vue d'une instruction judiciaire.

ad 6. La législation relative au bien-être animal dans les élevages exige une inspection régulière des animaux par le détenteur afin de constater tout signe de maladie et d'y remédier dans les meilleurs délais.

Le contrôle de l'état de santé des bovins incombe en premier lieu à l'éleveur propriétaire des bêtes.

L'autorité compétente est définie par l'article 22 de la loi du 15 mars 1983 qui stipule que «la protection de la vie et le bien-être des animaux sous tous ses aspects relève de l'Administration des services vétérinaires».

Cette dernière a pleinement exercé ses responsabilités par l'envoi d'un inspecteur sur place dès réception de la plainte afin de constater les non-conformités.

En outre les agents de la police, des douanes, de l'Administration de la nature et des forêts sont habilités à constater les infractions à la loi précitée.

ad 7. L'élevage extensif pendant toute l'année garantit le bien-être animal sous condition que les dispositions de la législation en matière de bien-être animal soient respectées: surveillance à intervalles très réguliers de l'état de nutrition et de santé des animaux et intervention dès le constat que cet état se dégrade.

Par ailleurs, il y a lieu de choisir une race de bétail qui est adaptée aux conditions physiques du terrain concerné. En effet, les prairies humides et les prairies sèches présentent des conditions de vie particulières qui ne conviennent qu'à des races particulièrement robustes. À cela s'ajoute le respect d'une densité de bétail adaptée qui se situe entre 0,5 et 0,8 unité de gros bétail par hectare, en fonction de la race de bétail et de la qualité du pâturage.

Compte tenu des faits soulevés et en tenant compte des conditions de vie particulières précitées, les services vétérinaires porteront une attention particulière sur les exploitations en question et sur les conditions dans lesquelles les animaux en question sont tenus.

## Question 2592 (24.11.2016) de MM. Edy Mertens et André Bauler (DP) concernant la fermeture des bureaux de poste de Troisvierges et de Clervaux:

Le 8 mars 2016, le Député Edy Mertens a posé une question parlementaire au sujet d'une éventuelle fermeture des bureaux de poste de Troisvierges, de Hosingen et de Clervaux. Dans sa réponse du 11 avril 2016, Monsieur le Ministre de l'Économie a affirmé que: «À ce jour, aucune autre décision quant à la future évolution du réseau de vente n'a été prise.» (cf. question parlementaire n°1873, compte rendu n°111/session ordinaire 2015-2016) Or, le quotidien «Tageblatt» affirme dans son édition d'aujourd'hui que les bureaux de poste de Troisvierges et de Clervaux fermeront bel et bien leurs portes d'ici peu. Sachant que le bureau de poste de Troisvierges n'a été ouvert que récemment et que des travaux de rénovation d'envergure ont eu lieu l'année dernière, cette information semble d'autant plus incompréhensible!

Voilà pourquoi, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les affirmations du quotidien concernant la fermeture des bureaux de poste de Troisvierges et de Clervaux?

- Dans l'affirmative, quand cette décision a-t-elle été prise?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de la fermeture de ces bureaux? Est-ce que leur fréquentation a été prise en compte dans la prise de décision?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous informer pour quand ces fermetures sont prévues?

## Réponse (22.12.2016) de M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie:

Le conseil d'administration de POST Luxembourg approuve la stratégie du réseau de vente de POST et contrôle son implémentation. Il lui appartient partant d'approuver formellement toute proposition de fermeture d'un bureau de poste. Aucune décision quant à la fermeture des bureaux de poste de Troisvierges et de Clervaux n'a été prise ni soumise au conseil pour approbation.

## Question 2598 (29.11.2016) de M. Gusty Graas (DP) concernant l'indemnisation des médecins inscrits à la formation spécifique en médecine générale:

Les médecins inscrits à la formation spécifique en médecine générale ont le statut de travailleur intellectuel indépendant et sont indemnisés par le Ministère de la Santé. Pendant toute la durée de la formation spécifique ils touchent une indemnité nette de 2.100 euros (1<sup>ère</sup> année) respectivement 2.500 euros (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année). Après déduction des cotisations de la sécurité sociale, le montant mensuel net se situe en dessous du salaire social minimum qualifié au Luxembourg, et même en dessous du salaire social non qualifié en première année de formation. L'indemnisation n'a pas été adaptée, ni indexée depuis 2008.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Est-ce que Madame la Ministre n'estime pas qu'une revalorisation de la rémunération des médecins en voie de formation en médecine générale s'impose?

- Dans l'affirmative, quelles mesures seront prises afin d'accorder aux médecins en voie de formation en médecine générale une rémunération adaptée à leur formation, soit six années

de formation de base suivies de trois années de formation spécifique?

## Réponse (16.12.2016) de Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé:

La réponse à la question de l'honorable Député est étroitement liée aux différentes études qui sont actuellement en cours concernant le développement de la formation médicale au Luxembourg. À l'heure actuelle, les analyses des deux groupes de travail sont sur le point d'être achevées. Les groupes de travail précités, rassemblant des représentants de l'Université du Luxembourg, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Ministère de la Santé et des hôpitaux luxembourgeois, ont pour mission de remettre, avant la fin de cette année, leurs rapports aux deux membres du Gouvernement plus directement concernés, à savoir la Ministre de la Santé et le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, afin de mettre le Gouvernement en mesure de prendre une décision. Les deux groupes de travail précités sont donc en train d'étudier deux volets distincts:

1. Le premier groupe est chargé d'analyser la question de savoir comment un premier cycle d'études médicales pourrait être mis en place au sein de l'Université du Luxembourg et de déterminer les coûts d'une telle formation ainsi que l'accès au deuxième cycle des études médicales, en collaboration avec une ou plusieurs universités partenaires. Ce groupe de travail est sous la tutelle directe du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Pour plus de détails concernant ce volet, il est renvoyé à la réponse de Monsieur le Ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche à la question parlementaire n°2408 de Madame la Députée Martine Hansen (cf. compte rendu n°3/session ordinaire 2015-2016).

2. Le second groupe a pour mission d'analyser la question de savoir comment la «formation spécifique en médecine générale» pourrait être professionnalisée avec son intégration définitive dans l'Université du Luxembourg et de vérifier si d'autres formations de spécialisation pourraient présenter un intérêt pour le Luxembourg. Il s'agit donc d'analyser l'opportunité de l'établissement d'une ou de plusieurs formations de spécialisation médicale dans des disciplines comme la neurologie, l'oncologie ou d'autres, sachant que la formation spécifique en médecine générale existe déjà à l'Université du Luxembourg. Il va ainsi de soi que les conditions financières, avec entre autres les indemnités prévues pour les médecins en formation, devront être non seulement cohérentes quelle que soit la spécialisation choisie, mais que ces dernières devront également être dans la même lignée que celles en vigueur dans nos pays voisins. Ce groupe de travail est sous la tutelle directe du Ministère de la Santé.

## Question 2599 (02.12.2016) de Mme Nancy Arendt (CSV) concernant le réaménagement et la modernisation du site de l'INS:

Le projet de réaménagement et de modernisation de l'INS a pour objectif d'optimiser l'offre sportive au niveau des infrastructures d'ici 2018-2019. Le programme de construction comprend deux volets: d'une part, la construction d'un second hall des sports complémentaire d'intérêt du Sportlycée et des fédérations sportives agréées et, d'autre part, la mise en conformité et la modernisation du stade d'athlétisme dans l'intérêt plus particulièrement de la fédération luxembourgeoise.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports, à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Étant donné que le stade d'athlétisme a dû être réduit de huit à six couloirs et que ces dimensions ne permettent pas la réalisation de grandes compétitions internationales, que l'INS ne fait pas du tout l'unanimité dans le monde national de l'athlétisme pour faire figure de Stade national d'athlétisme en raison de l'espace réduit et du manque de places de stationnement, ne conviendrait-il pas de revoir tout le projet, c'est-à-dire rénover le stade pour ce qui est nécessaire et concevable et travailler, ensemble avec la commune de Luxembourg sur la réalisation d'un nouveau stade national destiné également au club de la Ville de Luxembourg sur un emplacement qui rencontre l'ensemble des critères en la matière?

- Le projet actuel ne risque-t-il pas dans un proche avenir de ne plus être en mesure de suffire aux besoins du Sportlycée et du monde sportif en général, et de nécessiter alors une

nouvelle démarche qui deviendra de loin plus coûteuse que la modification avant sa réalisation du projet en question?

- Comme Madame la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg vient d'annoncer publiquement ne pas avoir de problèmes par rapport à une modification du projet en question, si besoin en était, pourquoi Monsieur le Ministre des Sports continue-t-il à vouloir absolument miser sur son projet actuel?

## Réponse commune (21.12.2016) de M. Romain Schneider, Ministre des Sports, de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

La question de Madame la Députée a trait au projet de réaménagement et de modernisation du site de l'Institut national des sports (INS).

Tout d'abord il y a lieu de rappeler que le projet actuel de réaménagement et de modernisation de l'INS est la meilleure solution envisageable qui tient compte aussi bien de toutes les spécificités techniques du site et du bâtiment, voire des contraintes de sécurité.

- Nous tenons encore une fois à préciser que, dès le premier mesurage du site, il était connu qu'il n'y avait pas assez de place pour aménager un stade avec huit couloirs sur le site de l'INS. Dès lors, il n'est pas correct de parler d'une réduction des couloirs de huit à six pistes. Comme le site de l'INS est et restera un endroit central du sport, il nous a paru logique de réaménager et de moderniser ce site afin de répondre à différentes demandes du mouvement sportif et ceci dans un laps de temps relativement court, tout en sachant que le stade d'athlétisme devra se contenter de six pistes. En cas de besoin d'un stade à huit couloirs, en vue de grandes manifestations compétitives, on pourra toujours avoir recours au stade implémenté à Diekirch.

Dès lors, il n'y a pas d'éléments nouveaux non connus lors du début de la phase de planification qui justifieraient une remise en cause du projet.

- Nous sommes persuadés que le projet actuel ne risque pas dans un proche avenir de ne plus être en mesure de suffire aux besoins du Sportlycée et du monde sportif en général.

- Le projet actuel est maintenu du fait qu'il s'agit de la meilleure solution envisageable pour le site en question. Nous sommes tout à fait disposés, en cas de demande de la Ville de Luxembourg, à participer à des discussions, comme nous le faisons d'ailleurs pour toute demande émanant d'une commune en vue d'une construction d'une infrastructure sportive.

## Question 2601 (29.11.2016) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les foyers pour personnes en détresse:

Et gëtt hei am Land eng ganz Rëtsch Foyere fir Frae mat an ouni Kanner, déi stënterlech ënnerkomme mussen wéinst familiäre Problemer oder Gewalt am Stot. Allerdéngs héiert een och vu Familljen an Nout oder vu Männer, déi och wéinst familiäre Problemer hiren Daach iwwert dem Kapp verluer hunn, déi awer net wëssen, wou se hikënnen, well fir si keng Strukture virgesi sinn. An esou Situatiounen ass et net ëmmer méiglech, sech mat der Police ze wieren, z. B. wann ee muss fäerten, datt d'Kanner da kéinte placéiert ginn.

An deem Kader wëll ech der d'Madamm Familljeminister dës Froe stellen:

1. Plangt d'Madamm Minister e Foyer fir Familljen, déi hiren Daach iwwert dem Kapp verluer hunn, wou si kéinten ënnerkommen, bis eng aner Solutioun fonnt ginn ass?

2. Plangt d'Madamm Familljeminister e Foyer fir Männer, déi wéinst familiäre Problemer oder well si d'Affer vu Gewalt am Stot gi sinn hiren Daach iwwert dem Kapp verluer hunn?

## Réponse commune (22.12.2016) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances:

ad 1. Déi vum Familljeministère konventionéiert Strukture fir erwuesse Leit huelen am Prinzip all Leit a Familljen op, déi an enger sozial prekärer Situatioun sinn a prett sinn, fir sech sozial begleeden ze loosseren, fir autonom ze ginn, an déi an enger zweeter Phas op den normale Wunnengsmaart zrëck kënnen goen.

Vun deenen Associatiounen, déi eng Konvention mam Familljeministère hunn, huele folgend Famillje mat Kanner an eenzel Leit op: CNDS Asbl, Ennerdaach Asbl, Wunnengshëllef Asbl an d'Agence immobilière sociale. Persounen ouni Kanner gi vu Caritas Accueil et So-

lidarité asbl, dem Foyer Abrisud vun der Stad Esch, Betreit Wunnen Hesper, La Main Tendue a Co-labor opgeholl.

Um Ausbau vun de Strukture mat den Associationen, déi eng Konvention mam Familljeminstère hunn, gëtt permanent geschafft. Si ginn och an Zukunft nach weider ënnerstëtzt.

ad 2. Männer, déi wéinst familiäre Problemer oder well si Affer vu Gewalt am Stot sinn, hiren Daach iwwert dem Kapp verluer hunn, kréien am Kader vun de besteende Strukture gehollef.

De Ministère fir Chancëgläichheet huet eng Konvention mat der Asbl actTogether, déi ënner anere de Konsultationsbüro fir Männer an Noutsituatiounen infoMann féiert. Dës Noutsituatiounen kënnen entstonen duerch Problemer op der Aarbecht, an der Famill, opgrond vu Gewaltsituatiounen (als Affer, awer och als Täter) oder duerch aner Situatiounen, déi Männer mat existenzielle Krise konfrontéieren. Den infoMann fonctionnéiert säit 2012 a beschäftegt niewent engem Psycholog an engem Diplompädagog och eng Assistante sociale, déi sech geziilt ëm Männer këmmert, déi ënner anere och Logementsproblemer hunn an déi iwwergangsweis eng Wunneng sichen. infoMann kooperéiert an deem Kontext mat der Lëtzebuerger Croix-Rouge zesummen, déi hirersäits zwee Studioen an der Stad Lëtzebuerg zur Verfügung stellt fir Männer an Noutsituatiounen. Doriwwer eraus huet den infoMann eng Enveloppe am Budget zur Verfügung, déi et erlaabt, och um fräie Wunnengsmaat e Logement ze lounen, fir deene Männer op deem Gebitt fir eng begrenzten Zäit e Logement zur Verfügung ze stellen. Dese Wee huet sech als dee richtige Wee erausgestallt, well et dem Ministère zesumme mam infoMann erlaabt, flexibel op Situatiounen kënnen ze reagéieren, well d'Demande fir e Logement staark variéiert. De Ministère fir Chancëgläichheet suivéiert awer d'Situatioun vun de Männer an Noutsituatiounen weiderhin am Kader vu regelméisseg Konsultatiounen mam infoMann.

**Question 2603** (30.11.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'aide sociale:

D'Ëmsetzung vum europäesche Recht gesäit vir, datt EU-Bierger oder Leit aus dem europäesche Wirtschaftsraum oder der Schwäiz, déi an engem vun deene Länner wunnen an an enger sozialer Noutlag sinn, kënnen ausgewisen an heemgeschéckt ginn. Dat kann och engem Lëtzebuerger a senger Famill geschéien.

An deem Kader hunn ech dës Froen un d'Madamm Familljeminister:

1. Am Fall, wou e Lëtzebuerger aus enger sozialer Noutlag eraus aus engem aneren EU-Land, engem Land aus dem europäesche Wirtschaftsraum oder der Schwäiz ausgewise ginn ass oder wou e Lëtzebuerger Staatsangehorege sech ouni Mëttelen no engem längeren Openthalt am Ausland hei am Land presentéiert, ouni aus engem anere Land ausgewise ginn ze sinn, wou kann där Fra oder deem Mann an hire Famillje gehollef ginn?

2. Wéi e Sozialbüro vu wéi enger Gemeng ass fir déi Persoun(en) zoustänneg?

3. Wéi ass et mat engem Lëtzebuerger, deem an Ausland op d'Welt koum, awer nach ni zu Lëtzebuerg war?

4. Gëtt et fir déi zwee Fäll Derogatiounen, déi a Kraaft trieden, oder kann déi Persoun an hir Famill de ganzen Ëmfang vun där Hëllef, esou wéi se am Art. 2 an am Art. 3 vum Gesetz iwwert d'Sozialhëllef vum 18. Dezember 2009 definiert ass, besonnesch d'Hëllef mat engem Logement, an Usproch huelen?

5. Kann den zoustännege Sozialbüro déi Hëllef net eegenem Ermessen aschränken a kann an deem Fall dee Betreffenen, esou wéi am Art. 26 vum deem Gesetz virgesinn, e Recours maachen?

6. Plangt d'Madamm Minister, fir Kloerheet bei esou Fäll ze schafen an der Realitéit vun ëmmer méi Lëtzebuerger, déi hire Wunnsätz ausserhalb vum Land hunn, Rechnung ze droen, eng Ännerung vum Gesetz iwwert d'Sozialhëllef?

**Réponse** (22.12.2016) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

ad 1. E Lëtzebuerger, deem an enger sozialer Noutlag ass an deem aus engem anere Land ausgewise ginn ass, ka sech u verschide sozial Servicer an Associationen aus dem soziale Secteur hei am Land wenden. Eng aner Léisung ka sinn, dass Familljememberen oder Frënn dës Persoun ophuelen. Wann d'Persoun dann och ugemellt ass, ka si sech bei dem zoustännege Office social mellen, deem da weider Démarché ka maachen.

ad 2. Zoustänneg ass de Sozialbüro, op deem sengem Territoire d'Persoun sech reell befënnt.

ad 3. E Lëtzebuerger, deem am Ausland op d'Welt komm ass an deem nach ni zu Lëtzebuerg war, ka sech u seng Ambassade wenden, déi da kuckt, wéi eng Hëllef méiglech ass. Generell géllt dat och fir Lëtzebuerger, déi am Ausland sinn. Fir e Rapatriement muss d'Persoun sech un d'Ambassade wenden, déi da Kontakt mam Ministère des Affaires étrangères ophëlt. De Ministère analyséiert dann d'Situatioun a kuckt, wéi eng Méiglechkeete bestinn, fir de Leit ze hëllefen.

ad 4. Wa Leit legal zu Lëtzebuerg sinn, gëlle fir si déiselwecht Bestëmmunge wéi fir d'Persounen, déi sech zënter Laangem um Territoire befannen. De Problem vum Logement gëtt hei net anescht behandelt. Wa Persounen aus dem Ausland kommen, gëtt versicht, wa keng Famill do ass oder bereet ass, dës Leit opzehuelen, fir d'Éischt an engem Foyer an Ennerdaach ze fanen, fir dann déi administrativ Démarché kënnen an d'Wee ze leeden.

ad 5. De Sozialbüro muss sech natierlech un d'Gesetz halen. Eng Décisioun vum Sozialbüro muss motivéiert sinn, an déi betrafte Persoun muss matschaffen, fir hir Situatioun ze verbesseren. Leit kënnen ëmmer e Recours maachen. De Sozialbüro weist normalerweis drop hin, dass dës Méiglechkeet besteet.

ad 6. Am Moment ass keng Ännerung vum Gesetz iwwert d'Sozialhëllef geplangt. Wann d'Leit matschaffen an Efforte maachen, fir hir Situatioun ze verbesseren, sinn nach ëmmer passend Léisunge fonnt ginn.

**Question 2604** (01.11.2016) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant l'engagement de membres de l'armée en tant que brigadiers de la Police grand-ducale:

Lors du conseil des délégués du Syndicat professionnel de la force publique (SPFP) le 29 novembre 2016, le président du SPFP a fait référence à plusieurs membres actuels de l'armée qui n'auraient pas pu être assermentés et engagés en tant que brigadiers de la Police grand-ducale à la date originellement prévue et communiquée préalablement à ces personnes. Ces personnes attendraient toujours la confirmation de la date définitive de leur engagement comme brigadiers.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent confirmer les faits reportés par le président du SPFP?

- Dans l'affirmative, quelles sont les suites données à cette situation?

- Quand est-ce qu'une date définitive pour leur engagement peut être déterminée et communiquée à ces personnes actuellement dans l'incertitude?

**Réponse commune** (07.12.2016) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*:

L'on a pris note des déclarations faites par le président du SPFP lors du conseil des délégués en date du 29 novembre 2016.

Dans le respect des procédures habituelles, les membres actuels de l'armée ayant réussi aux examens de fin de formation préparant à la carrière de brigadier ont été informés par écrit en date du 28 octobre 2016 de la date de prestation de serment. Ladite note de service précise que la prestation de serment des candidats de la 27<sup>e</sup> promotion de brigadiers aura lieu le 13 décembre 2016 à 9.00 heures à Diekirch. Les candidats de cette promotion de brigadiers seront engagés en date du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Question 2609** (01.12.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le traitement de substitution TADIAM:

Op enger Pressekonferenz am Mee 2015 an an hirer Äntwert op eng parlamentaresch Fro am September 2015 huet d'Madamm Gesondheitsminister an Aussicht gestallt, datt de Programm TADIAM nach 2016 sollt ulafen. Et geet dobäi ëm e Substitutionsprogramm bei Droguesucht op Basis vun Diacetylmorphin, rengem pharmazeuteschem Heroin also.

Zu deem Programm wollt ech der Madamm Gesondheitsminister dës Froe stellen:

1. Ass et nach ëmmer aktuell, dee Programm 2016 ulafen ze loossen. A wéi enge Raimlechkeeten?

2. Si scho Patiente fir dee Programm ausgesicht an no wéi enge Kritären ass dat geschitt (Laangzäitofhängegkeet, gesondheetlechen Zoustand, gescheitert Therapie)?

3. Wien ass zoustänneg fir d'Kontroll a fir d'Aweisung an dee Programm?

4. Wéi vill Suchtkranke kënnen an den TADIAM opgeholl ginn?

5. Leeft donieft de Methadon-Substitutionsprogramm weider?

6. Ass an der Tëschenzäit garantéiert, datt genuch Diacetylmorphin zu Lëtzebuerg zur Verfügung ass?

7. Wéi gëtt bei alle Substitutionsdroge gesécherert, datt et net zu Abuse kënn, duerch déi dës Substanzen onkontrolléiert an den Émlaf kommen?

**Réponse** (22.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé:*

D'Pilotphas vum Traitement assisté à la Diacétylmorphine (TADIAM) fënnt an de Raimlechkeete vun der Fondation Jugend- an Drogenhëllef statt, um 93, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg. 2016 sinn, wei virgesinn, déi éischt Virgesprécher mat potenzielle Patiente fir den TADIAM gefouert ginn, soudass virausichtlich ufanks 2017 d'Admissionsprozedure vun deenen éischte Patiente kënnen ofgeschloss ginn.

Am Kader vun der Pilotphas viséiert de Programm virrangeg Persounen mat enger Laangzäitofhängegkeet vun Opiacéen an/oder Opioiden ënner Berücksichtigung vun hirem Gesondheitszoustand a Patienten, bei deenen aner existéierend Behandlungsusätz keng zefriddstellend Resultater bruecht hunn.

D'Fondatioun Jugend- an Drogenhëllef ass als Träger fir d'Exekutioun vum TADIAM zréckbehale ginn an all eenzel Behandlungsufrö muss vun der Commission de surveillance du programme de substitution guttgeheescht ginn, konform zum «Règlement grand-ducal modifié du 30 janvier 2002 déterminant les modalités du Programme de traitement de la toxicomanie par substitution».

Den TADIAM ass während der Pilotphas vun zwee Joer fir e Maximum vu 25 Patienten agreeéiert.

Déi viséiert Behandlungsoptioun ass eng Erweiderung vum existéierenden nationale Substitutionsprogramm (Programme de traitement de la toxicomanie par substitution), an deem ënner anere Methadon verschriwwen gëtt an dee mëttlerweil eng 1.100 Patienten zielt a selbstverständlech weiderleeft.

De Stock vun Diacetylmorphin, dee fir den TADIAM gebraucht gëtt, ass ofhängeg vun der Zuel vun de Patienten, déi zu engem bestëmmten Zäitpunkt um Programm deelhuelen, a muss deementspreechend gefouert an ugepasst ginn. Fir d'Konstitutioun vun éischte Stock ass sech op international Erfahrungswärter bezu ginn, mat enger zousätzlecher Marge, an d'Délaie fir d'Liwierung vun Diacetylmorphin sinn ofgestëmmt ginn.

Gradesou wéi bei de Substanzen, déi schonn am aktuelle Substitutionsprogramm vun der Fondation Jugend- an Drogenhëllef délivréiert ginn, handelt et sech bei der Délivrance vun Diacetylmorphin och ëm eng Prise à vue. Dat heescht, déi viséiert Substanze mussen vun de Patienten op der Plaz an nëmmen an de Lokaler vum TADIAM-Programm consumméiert ginn.

Des Weideren ass e Regëster ze féieren, an deem all Quantitéite vu Substitutionsmëttelen, déi geliwwert ginn, an déi, déi un all eenzelen Patient erausginn, am Detail a mat Auerzäit opgefouert mussen ginn. Dëst erlaabt et och, der Division de la pharmacie et des médicaments, déi zoustänneg ass fir d'Kontroll vun dese Regëstere, all Moment an op der Plaz sécherzestellen, wéi vill vun deene Substanze geliwwert an délivréiert goufen an ob de Stock der Zuel vun de Patienten an hire Besoinen u Substitutionsmëttelen Rechnung dréit.

**Question 2610** (01.12.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la lettre de consentement pour les enfants voyageurs à l'étranger:

Et gëtt Länner, déi, wann een eleng mat sengem Kand reest, e Beweis verlaangen, datt een d'Recht huet, dat ze maachen. Bei elengerzéiden Eltere mat Kanner, déi net aus engem Bestietnis sinn a bei deenen d'Suergerecht net gerichtlich geregelt ass, kann dat zu Problemer féieren. Dës Situatioun betrëfft beson-

nesch dacks elengerzéid Mammen, déi mat hire Kanner wellen an d'Ausland reesen. Et muss och beduecht ginn, datt esou Situatiounen sech kënnen ëmmer méi dacks presentéieren, well ëmmer méi Kanner ouni Bestietnis vun hiren Eltere gebuer ginn.

Dowéinst wollt ech dem Här Minister dës Froe stellen:

1. Wär et net méiglech, am Fall, wou et keng gerichtlich Décisioun iwwert d'Suergerecht fir e Kand gëtt, fir deem Elterendeel, deem eleng d'Suergerecht huet, e Formulaire ze ginn, deem déi Situatioun certifiéiert an ausdrécklech preziséiert, datt déi Persoun och ka mat deem Kand reesen? Dat entsprécht jo där aktueller legaler Situatioun an et misst dohier och méiglech sinn, fir dat ze certifiéieren.

2. Wär et méiglech, dee Formulaire inhaltlech a sproochlech extra esou ze schreiwen, datt et sech fir Reesen an d'Ausland eegent? Gëtt et an deem Zesummenhank international Ofkommessen, déi esou Situatiounen regelen?

3. Ass et prinzipiell méiglech, fir an de Pass vun engem Kand, deem seng Situatioun net gerichtlich geregelt ass, nëmmen dee vun den Elteren androen ze loossen, deem no der aktueller Legislatioun eleng d'Suergerecht huet, fir eventuell Problemer bei Reesen ze verhënneren? Alternativ, wann déi zwee Elteren an de Pass agedroe ginn an et kee Gerichteuerteel gëtt, misst da preziséiert ginn, wien d'Suergerecht huet an also därer fräi mam Kand reesen?

**Réponse commune** (22.12.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice:*

ad 1. Ënnert der aktueller Legislatioun hu fir Kanner, déi an enger bestueter Koppel op d'Welt kommen, d'Elteren e gemeinsam Suergerecht. Do brauch keen Elterendeel d'Erlaabenis vun deem aneren, fir mam Kand ze reesen.

Aus dem gemeinsame Suergerecht ergëtt sech, dass an deem Fall och béid Elteren d'elterlech Autoritéit iwwert d'Kanner hunn.

Fir Kanner, déi an enger net bestueter Koppel op d'Welt kommen a wou d'Kand vun deenen zwee Elteren unerkannt gouf, kann déi gemeinsam elterlech Autoritéit iwwert d'Kand jiddwerzäit vun deenen zwee Eltere gemeinsam beim Juge des tutelles ugefrot ginn. Dese Richter stellt dann op Ufro vun den Elteren e Certificat fir all Elterendeel aus, dass déi zwee Elteren déi elterlech Autoritéit hunn.

Wann een Elterendeel eleng d'Suergerecht huet, huet den aneren Elterendeel am Prinzip e Besuchsrecht a kann och an deem Kader mam Kand an d'Ausland reesen.

E Formulaire ass net virgeschriwwen. Laut deenen Informatiounen, déi de Ministère huet, ginn et Gemengen, déi de Leit e Formulaire zur Verfügung stellen.

ad 2. En internationaalt Ofkommess gëtt et zurzäit net am Zesummenhank mat Formulieren. An der EU géllt jo de Prinzip vun der Bewegungsfreiheet vun de Persounen.

Et gëtt vläicht eenzel auslännesch Autoritéiten, déi verlaangen, dass den Elterendeel, deem eleng mam Kand reest, seng elterlech Autoritéit bewiese muss, mä dat ass net d'Regel an häntk vun der Legislatioun vun deem Land of. E Formulaire ass net virgeschriwwen. Laut den Informatiounen, déi de Ministère huet, ginn et Gemengen, déi de Leit e Formulaire zur Verfügung stellen.

Op Ufro vun engem oder deenen zwee Eltere kann d'elterlech Autoritéit an de Pass vum Kand geschriwwen ginn. Deen Elterendeel, deem mam Kand reest, kann ausser deem Pass vum Kand aner offiziell Dokumenter mathuelen (Gebuertsakt vum Kand...).

ad 3. Beim Pass vun de Kanner ginn op der Säit 2 d'Nimm vu béiden Eltere vermerkt, wa béid Elteren am nationale Persouneregëster agedroe sinn.

Dës Donnéeë ginn direkt aus dem nationale Persouneregëster iwwerholl an et ginn och déi komplett Informatiounen iwwerholl.

D'Suergerecht ass am nationale Persouneregëster net agedroen a gëtt net an de Pass ageschriwwen.

D'elterlech Autoritéit ass am nationale Persouneregëster net agedroen. Si kann op Ufro op der Säit 2 vum Pass vun engem Kand agedroe ginn, wa se aus dem Zivilstand vun den Eltere kloer ervirgeet oder opgrond vun zousätzlechen Dokumenter ka bewiese ginn.



**Question 2612** (05.12.2016) de **M. Claude Lamberty** (DP) concernant le **Saint Nicolas** et les **chants de Noël à l'école**:

Comme le veut la tradition, le 6 décembre le Saint Nicolas rendra visite aux enfants. Or, ces derniers jours des rumeurs courent sur les réseaux sociaux que le Saint Nicolas ainsi que les chants qui accompagnent cette partie festive de l'année seraient bannis de nos écoles et nos lycées.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse:

1. Monsieur le Ministre a-t-il pris note de ces rumeurs?
2. Est-ce que le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse a donné des instructions visant à bannir les chants de Noël ainsi que le Saint Nicolas de nos écoles?

**Réponse** (08.12.2016) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

ad 1. Les renseignements fournis par les inspecteurs de l'enseignement fondamental montrent que les rumeurs qui courent sur les réseaux sociaux, rumeurs selon lesquelles Saint Nicolas et les chants y afférents seraient bannis de nos écoles, sont sans objet. La pratique en vigueur de thématiser et de célébrer la fête du Saint Nicolas dans les écoles fondamentales demeure inchangée, sans exception, dans tous les arrondissements.

L'inspecteur de l'arrondissement 11 a cependant tenu à m'informer qu'en novembre 2015 la commune de Schifflange lui a adressé une demande officielle concernant la fête de la Saint-Nicolas. Il ressort des correspondances dont dispose le ministère, que la réponse de l'inspecteur a été sans équivoque. La commune a été informée qu'un changement de la pratique de fêter la Saint-Nicolas «n'aura certainement pas lieu». Au contraire, la commune a été incitée à continuer à fêter la Saint-Nicolas qui fait partie de «nos traditions que nous ne devons pas abandonner».

ad 2. Aucune restriction visant à bannir les chants de Noël ainsi que le Saint Nicolas de nos écoles n'a été communiquée par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Bien au contraire, le fait que les enfants de l'enseignement fondamental restent congédiés le jour de la Saint-Nicolas démontre l'importance accordée à cet aspect de la culture luxembourgeoise.

**Question 2615** (05.12.2016) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant le **parking du Rehazenter**:

Dans votre réponse du 16 novembre 2016, vous expliquez que le conseil d'administration du Rehazenter a décidé de louer «un nombre d'emplacements bien défini» vers l'extérieur, afin de tenir compte d'une «occupation horaire bien différente des emplacements de parking» (cf. *question parlementaire n°2510, compte rendu n°3/session ordinaire 2016-2017*). Vous y expliquez également qu'un nombre de places de stationnement suffisant serait garanti aux patients du Centre et qu'une attention particulière est apportée au fait qu'à tout moment un nombre d'emplacements resterait disponible aux patients et aux visiteurs du Centre.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

1. Dans votre réponse, vous faites état de 143 places de stationnement au niveau -1 du parking du Rehazenter. Combien de ces places de stationnement sont actuellement louées à des personnes de l'extérieur et sur le fondement de quels critères ces places sont-elles attribuées?
2. Combien de places de stationnement sont signalées comme «privé», respectivement «réservé» et ne sont dès lors pas à disposition des patients et visiteurs du Centre?
3. Vous expliquez que le taux d'occupation horaire du parking varie fortement. Dans ce contexte, comment est-il assuré qu'un nombre d'emplacements de parking suffisant est garanti aux patients et aux visiteurs, notamment au vu du fait qu'au cours de l'année 2014, en plus des 650 patients hebdomadaires en am-

bulatoire, le Rehazenter a réalisé 5.065 consultations médicales et 5.636 explorations fonctionnelles d'après les chiffres de 2014?

4. Est-ce qu'il a déjà été constaté, par exemple, en recourant aux données relatives aux entrées et sorties du Centre relevées par les caisses automatiques, que le nombre d'emplacements à disposition des patients et visiteurs se soit révélé insuffisant et, dans l'affirmative, quelles ont été les suites y réservées?

5. Quelle est la durée d'engagement prévue dans les contrats de location et comment le nombre d'emplacements disponibles peut-il être ajusté pour garantir qu'un nombre d'emplacements suffisant soit disponible «à tout moment» comme vous l'indiquez dans votre réponse du 16 novembre dernier?

6. Quel est le loyer mensuel perçu et sur base de quels critères celui-ci a-t-il été fixé?

7. Vous expliquez que les statuts de la CNS permettent des transports en série pour les traitements au Rehazenter et que d'autres patients se font conduire par des proches. Dans ce contexte, partagez-vous l'opinion que les patients devraient, dans la mesure du possible, être encouragés à venir de manière indépendante au Rehazenter pour assister à leur thérapie?

**Réponse** (22.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

ad 1. Au niveau -1 du parking du Rehazenter, 72 emplacements sont actuellement loués à des personnes de l'extérieur. L'attribution se fait sur la base d'inscription sur une liste d'attente.

ad 2. 72 emplacements au parking niveau -1 ne sont dès lors pas à disposition des patients et des visiteurs du Centre. À noter que ce nombre peut être ajusté en fonction des besoins nécessaires des patients et visiteurs du Centre, sachant que le parking niveau -1 disposant de 143 emplacements.

ad 3. Lors de la planification et de la construction du Rehazenter, il a été tenu compte d'une future extension du Centre de sorte que le nombre de parkings patients et visiteurs à disposition dépasse le besoin quotidien actuel. Les séances de thérapies pour les patients ambulatoires sont planifiées en semaine dans les plages horaires de 7.00 à 18.00 heures ce qui entraîne des arrivées/départs ventilés sur la journée de sorte que des emplacements se libèrent en continu. De plus, beaucoup de patients ambulatoires utilisent les transports en série accordés par la CNS, se font amener par des proches ou arrivent par le transport public. Une surveillance de l'occupation du parking permet de se rendre compte des besoins pour les patients et visiteurs et de diminuer si nécessaire le nombre d'emplacements réservés à des personnes de l'extérieur. Lors des heures de visite pour les patients stationnaires, fixées de 16.00 à 20.00 heures en semaine, le parking au niveau -1 du Rehazenter offre un large nombre d'emplacements de stationnement.

ad 4. Ce dernier temps on constate une hausse de l'occupation du parking niveau -1 lors de certains créneaux horaires, ce qui amène le Rehazenter à revoir le nombre de locations pour des personnes de l'extérieur. Il importe aux responsables du Rehazenter que le parking niveau -1 soit prioritairement à disposition des patients et des visiteurs.

ad 5. La durée d'engagement prévue dans les contrats de location est d'un an et se renouvelle tacitement d'année en année, sauf résiliation par l'une ou l'autre des parties trois mois avant la date de prise d'effet du contrat. Toute résiliation de contrat peut se faire sans indication de motifs spécifiques. Une attention particulière aux besoins des patients et visiteurs permet de réagir de façon anticipative.

ad 6. Le loyer mensuel par emplacement de stationnement à des personnes de l'extérieur est de 115,75 € (ind. 775,17) et a été fixé sur base du coût horaire des rues avoisinantes et de la situation de stationnement au quartier Kirchberg Grünewald.

ad 7. Pour des raisons médicales, un bon nombre de patients ne peuvent venir de manière indépendante au Rehazenter pour assister aux thérapies et utilisent les transports en série en taxi, les services Adapto, les transports publics ou se font amener par des proches. Selon le degré d'handicap les personnes à mobilité réduite ou en situation d'handicap peuvent demander une carte d'invalidité leur permettant d'utiliser gratuitement les transports publics. Les transports en série en taxi au Luxembourg et à l'étranger sont pris en charge à condition qu'une ordonnance médicale préalable, établie par le médecin traitant sur un formulaire spécial et acceptée préalablement par le contrôle médical, spécifie les raisons médicales pour lesquelles le déplacement par un moyen de transport public en commun n'est pas approprié. Le

Rehazenter informe et accompagne les patients pour organiser ces types de transport.

**Question 2625** (09.12.2016) de **Mme Sylvie Andrich-Duval** (CSV) concernant les **appels d'offres pour le plan national maladies rares et le plan national antibiotiques**:

Lors de la présentation du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2017, en date du 8 novembre 2016, Madame la Ministre a commenté deux nouveaux articles budgétaires s'élevant à 50.000 respectivement 75.000 euros et qui concernent des travaux de mise en œuvre d'un Plan national maladies rares (PNMR) ainsi que d'un plan national antibiotiques (PNA).

En novembre 2016, la Direction de la santé a lancé deux appels d'offres pour «des prestations de coordination et de rédaction à l'élaboration» du premier PNA et du premier PNMR. Les offres étaient à faire parvenir au plus tard pour le 5 décembre 2016 au Directeur de la santé.

Au vu de ce qui précède, et sans vouloir mettre en question le bien-fondé de ces plans nationaux, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Pour quelles raisons la Direction de la santé a-t-elle opté pour un «outsourcing» et lancé un tel appel d'offres? S'agit-il d'une démarche normale et usuelle pour ce genre de travaux? La Direction de la santé ne dispose-t-elle pas des moyens nécessaires afin d'élaborer de tels plans «in-house»?

- Pourquoi les appels d'offres ont-ils été lancés et clôturés avant le vote du budget?

- Madame la Ministre ne partage-t-elle pas l'avis que l'élaboration de plans nationaux d'une telle envergure et importance doit être réalisée par les fonctionnaires et employés de la Direction de la santé?

**Réponse** (16.12.2016) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Le recours à des compétences externes de coordination et de gestion de projets dans le cadre d'élaborations de plans nationaux est une démarche qui a fait ses preuves dans le passé, notamment pour le plan cancer. En effet, au niveau de la Direction de la santé, les ressources humaines avec des compétences spécifiques dans la coordination et la gestion de projets sont limitées et donc peu disponibles pour des activités extraordinaires comme l'élaboration des plans nationaux. Il s'agit ici d'une activité supplémentaire aux missions habituelles de la direction qui ne se présente que ponctuellement à des intervalles de plusieurs années (en général tous les cinq ans, ce qui correspond à la durée usuelle d'un plan national). Il est donc difficile d'engager du personnel permanent pour cette tâche ponctuelle.

Le fait d'avoir un coordinateur et gestionnaire de projet externe ne dispense cependant pas les fonctionnaires et employés de la Direction de la santé, experts en matière de santé publique, de collaborer activement à l'élaboration du plan national sur un plan technique. Ainsi, le contenu d'un plan national est typiquement défini par les membres de la Direction de la santé ensemble avec des parties prenantes externes (comme par exemple, les médecins, les hôpitaux, les organisations de patients et nombreux autres). Seules les activités de gestion de projet comme l'organisation des groupes de travail, la rédaction de rapports, le suivi des actions décidées dans les groupes de travail et ainsi de suite, sont externalisées. Ce qui est important dans cette démarche est que la Direction de la santé garde à tout moment le contrôle sur le contenu du plan national.

Les appels d'offres de services ont été lancés en novembre et clôturés début décembre afin de permettre d'organiser les interviews de sélection des candidats prestataires encore au mois de décembre dans l'optique de démarrer les travaux dès janvier 2017. Notamment pour le plan «antibiotiques», le Luxembourg a une obligation de résultats avant la fin de l'année 2017, en fonction d'engagements pris envers ses partenaires européens. Il n'est donc pas opportun de décaler le début des travaux.

Il est cependant évident qu'aucun engagement ferme envers un prestataire de service ne sera pris, et donc aucun contrat de sous-traitance signé, ceci avant l'adoption définitive du budget de l'État pour l'exercice 2017 par la Chambre des Députés.

Finalement, dans une perspective plus générale, il faut noter que la dotation en personnel de la Direction de la santé est actuellement insuffisante au vu des obligations et missions tou-

jours croissantes en santé publique, notamment dans le contexte d'obligations européennes. Un renforcement significatif du personnel a donc été demandé pour 2017 et les années suivantes.

**Question 2626** (09.12.2016) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **statistiques de l'immigration**:

D'Direktioun fir Immigration vum Bausseministère publizéiert all Mount d'Statistike vun de Flüchtlingen, déi zu Lëtzebuerg den internationale Schutz ufroen. An dëse Statistike feele weider eng ganz Rei Detailler, déi awer fir eng genee Beuerteelung vun der Lag wichteg sinn. Et geet dobäi méi besonnesch ëm d'Opdeelung tëschent Kanner, Männer a Fraen, d'Zuel vun de Familljen, d'Zuel vun de Leit déi als eenzel Persoun ukommen, oder och nach d'Zuel vu Mannerjäregen, déi eenzel de Schutz ufroen.

Dowéinst wéilt ech dem Här Minister dës Fro stellen:

- Wéi sinn déi détailléiert Zuele fir d'Joer 2016 insgesamt a pro Nationalitéit:

- fir Kanner, déi nach net schoufflichteg sinn,
- fir Kanner am schoufflichtegen Alter,
- fir Jugendlecher, déi net méi schoufflichteg sinn,
- fir d'Fraen;
- fir d'Männer;
- fir d'Familljen;
- fir Fraen, déi als eenzel Persoun ukomm sinn,
- fir Männer, déi als eenzel Persoun ukomm sinn,
- fir Mannerjäreger, déi als eenzel Persoun ukomm sinn?

Well dës Statistike fir d'Joren 2014 an 2015 als Äntwert op meng Fro vum 13. Januar 2016 [QP. N°1687 (cf. *compte rendu n°6/session ordinaire 2015-2016*)] schonn zur Verfügung stinn, wéilt ech de Minister bidden, en Tableau opzestelle mat de Statistike vun 2014 bis 2016.

**Réponse** (21.12.2016) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile*:

Op d'Ufro vum honorabelen Deputéierten hi sief ugemierkt, datt fir d'Joer 2016 d'Zuelen zu dësem Zäitpunkt nach net virleien an de Bausseministère eréischt Enn Januar, Ufank Februar 2017 an der Positioun wäert sinn, op dës Fro ze äntwerten.

**Question urgente 2629** (09.12.2016) de **M. Marc Lies** et **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant la **pollution du cours d'eau «Drosbach»**:

Suite à plusieurs pollutions du cours d'eau «Drosbach» depuis le début des travaux de très grande envergure au Ban de Gasperich, Madame la Ministre avait déclaré en avril 2016 que des mesures d'urgence avaient été arrêtées afin d'éviter des pollutions futures.

Or, selon nos informations, la situation ne s'est nullement améliorée, au contraire, elle s'aggrave de plus en plus.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Le Gouvernement peut-il nous confirmer la situation décrite ci-dessus?
- Dans l'affirmative, pour quelles raisons les mesures d'urgence n'ont-elles pas mené au résultat souhaité?
- De quelle manière le Gouvernement entend-il intervenir afin de mettre fin aux pollutions?

**Réponse** (13.12.2016) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Au courant de l'année 2016, quatre mesures d'urgence ont été arrêtées en relation avec des pollutions de la «Drosbach». Ces mesures d'urgence ont toutes été prises dans le cadre des maints chantiers se situant dans le bassin tributaire de ce cours d'eau. Il s'agit plus précisément d'une mesure d'urgence en relation avec les chantiers du Ban de Gasperich (réf EAU/AUT/16/0311mu du 19.05.2016), d'une mesure en relation avec un chantier dans la «rue Plantin» à Gasperich (réf EAU/AUT/16/0310mu du 19.05.2016) et de deux mesures d'urgence en relation avec un chantier à Leudelage (réf EAU/AUT/16/0525mu du 01.08.2016 et réf EAU/AUT/16/0526mu du 01.08.2016). Il y a lieu de préciser que toutes ces mesures d'urgence ont été mises en œuvre par leurs destinataires respectifs afin de remé-



dier au plus vite à ces situations insalubres. Les pollutions ayant donné lieu ont donc été adressées de façon adéquate.

En date du 30 novembre 2016, l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) a été informée par l'administration communale de Hesperange d'une nouvelle pollution dans le cours d'eau «Drosbach». Des premières investigations ont montré que cette nouvelle pollution est seulement visible en aval du passage souterrain du cours d'eau près du rond-point Gluck. Partant, il peut en être conclu que la source de la pollution provient de la canalisation d'eaux pluviales de Howald qui se déverse au milieu du passage souterrain en question dans la «Drosbach». En ce moment, une enquête pour trouver la source précise de la pollution dans le réseau des eaux pluviales de Howald a été entamée par l'Administration de la gestion de l'eau en collaboration étroite avec l'administration communale d'Hesperange et avec les agents de la Police grand-ducale du commissariat de proximité de Hesperange. Des analyses chimiques sont en cours afin de déterminer la nature des sédiments.

Pour conclure, il peut être constaté que la «Drosbach» est soumise à une très grande pression anthropogénique et a subi au courant des derniers mois plusieurs pollutions liées à des travaux de construction de grande envergure. Il s'avère donc essentiel que les mesures de prévention, telles que prescrites par les autorisations relatives à l'eau pour la phase chantier, soient respectées par les entreprises.

En analogie avec les pollutions précédentes, des mesures de prévention et de nettoyage seront décidées par voie d'arrêté ministériel dès que l'origine aura été identifiée.

**Question 2630** (12.12.2016) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **port franc du Luxembourg**:

Après le retrait de l'actionnaire majoritaire de la présidence du conseil d'administration du Freeport Luxembourg, le départ de son successeur de la présidence, c'est maintenant au tour du directeur général de quitter le Freeport Luxembourg, à en croire un communiqué de presse relayé par paperjam.lu.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que le carrousel «personnel» du Freeport soit préjudiciable pour le port franc et au final pour l'économie luxembourgeoise en termes de diversification?

- Combien d'opérateurs ont obtenu un agrément de la part de l'Administration des douanes et accises depuis la création du Freeport?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer combien de recettes fiscales ont été générées en raison de l'existence du Freeport?

**Réponse** (22.12.2016) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

Il n'appartient pas au Ministre des Finances de commenter l'évolution d'une société privée dans laquelle l'État n'a aucune participation. Au regard du niveau de diversification de plus en plus poussé de l'économie luxembourgeoise, celle-ci n'est pas susceptible d'être impactée par le développement plus ou moins favorable d'une seule société donnée.

À l'heure actuelle, trois opérateurs disposent d'un agrément de l'Administration des douanes et accises.

Au regard du secret fiscal, il n'est pas possible de fournir des chiffres quant aux recettes fiscales générées par lesdites sociétés ou l'exploitant du port franc.

**Question 2633** (14.12.2016) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant l'**Administration des services techniques de l'agriculture**:

Il me revient que Monsieur le Ministre a demandé aux responsables des antennes de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) de procéder à des économies en demandant à ce que plusieurs des ouvriers/salariés à tâche manuelle soient transférés à d'autres services étatiques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Quelles sont les antennes de l'Administration des services techniques de l'agriculture qui seront concernées par ces mesures?

- Dans quels services étatiques ces ouvriers/salariés seront-ils transférés?

**Réponse** (24.01.2017) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

En 2014, le Gouvernement a demandé la mise en oeuvre du «budget nouvelle génération» (BNG), imposant la réduction de 10% des dépenses courantes des services de l'État pour les exercices budgétaires 2015-2018.

L'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) a proposé plusieurs mesures, entre autres les deux mesures inscrites sous les numéros 217 et 218 de la loi budgétaire de 2015 qui concernent la réorganisation des bureaux régionaux de l'ASTA et des équipes de salariés de l'ASTA.

La suppression du bureau de la circonscription de Mersch (mesure BNG 217) a permis une nette économie à l'ASTA vu que les bureaux de l'ASTA à Mersch se trouvaient dans un bâtiment loué. En plus, la fusion des bureaux de Mersch et de Diekirch a engendré diverses synergies au niveau du matériel et de l'organisation.

En ce qui concerne la mesure BNG 218, la diminution du volume des demandes de la part des communes, des agriculteurs et des syndicats d'agriculteurs a substantiellement réduit les travaux généralement effectués par les équipes de salariés concernant principalement la voirie rurale, les conduites d'eau dans les parcs à bétail et les installations de drainage dans les champs.

Pour éviter une gestion déficitaire, l'ASTA a proposé de diminuer le nombre des équipes, en ne remplaçant plus les départs à la retraite ou en affectant les salariés à de nouvelles tâches, soit par un transfert dans un autre service de l'ASTA, soit par un changement d'administration.

Dans la perspective d'un changement d'administration, l'ASTA a contacté l'Administration des ponts et chaussées, l'Administration de la gestion de l'eau et l'Administration de la nature et des forêts pour envisager le transfert de quatre salariés. Les pourparlers ont abouti à un transfert définitif de deux ouvriers à l'Administration des ponts et chaussées au 1<sup>er</sup> avril 2017. Pour les deux autres ouvriers, les pourparlers avec les autres administrations se poursuivent en vue de trouver une solution avant le 31 octobre 2017. Les démarches se font en étroite collaboration avec les agents concernés et les représentants des syndicats.

**Question 2634** (14.12.2016) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **conséquences du tourisme à la pompe pour la santé**:

Die kürzlich vorgestellte Studie zum Tanktourismus unterstreicht einerseits das hohe Steuereinkommen und andererseits die Belastung der nationalen Klimabilanz. Aufgrund der seit Jahren praktizierten verbraucherfreundlichen Akzisenpolitik ergibt sich eine hohe Anziehungskraft für die Inländer, Pendler und LKW-Fahrer und im Gefolge bewegen sich die treibhaus-schädlichen CO<sub>2</sub>-Emissionen auf einem Rekordniveau.

Laut der Rifkin-Studie fließen 75% der verkauften Erdölprodukte ins Ausland und sie unterstreicht die Schiefelage zwischen dem Aufkommen für die Staatskasse und den Schäden an der Gesundheit und der Natur sowohl im Inland als auch im Ausland in Höhe von Milliarden Euro.

Dem Bericht zur Luftqualität der Europäischen Umweltagentur (EUA) in Kopenhagen entnimmt man, dass 85% der Bevölkerung in 400 ausgewählten europäischen Städten eine Feinstaubbelastung im Jahr 2014 hinnehmen mussten, die nach der Weltgesundheitsorganisation sehr schädlich ist und dem hohen Verkehrsaufkommen innerhalb der Städte zugeordnet werden muss. Die EUA schätzt, dass 467.000 Menschen aufgrund der Luftverschmutzung jedes Jahr vorzeitig sterben.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für Umwelt stellen:

- Beabsichtigt die Regierung, die Informationen aus der EUA-Studie in ihre Tank-Klima-Politik einfließen zu lassen?

- Gedenkt die Regierung, die Entkopplung der Akzisen auf dem professionell genutzten Diesel und dem privaten Diesel durchzuführen?

- Wie wird sich die Internalisierung der externen Kosten für die fossilen Brennstoffe - ein

wichtiges Element der vierten industriellen Revolution - auf den Klimawandel auswirken?

**Réponse** (19.01.2017) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*:

Die Studie über die Auswirkungen des Kraftstoffverkaufs in Luxemburg hebt wichtige Details hervor. Der Tanktourismus im engeren Sinn (4% der externen Kosten) und die Lastwagen, die einen Umweg zur Betankung in Kauf nehmen (3% der externen Kosten), sind nur noch eine Randerscheinung.

Eine der wichtigsten Feststellungen ist jedoch, dass die negativen Umwelt- und Gesundheitsfolgen, welche sowohl im Inland als auch im Ausland durch den hiesigen Kraftstoffverkauf verursacht werden, auf bis zu 3,5 Milliarden Euro geschätzt werden. Diese Summe übertrifft die durch den Verkauf erwirtschafteten Gewinne von 2,1 Milliarden erheblich. Des Weiteren beweist die Studie, dass die negativen Auswirkungen des Straßenverkehrs auf die Luftqualität in Luxemburg beträchtlich sind und größtenteils dem Diesel zuzuschreiben sind.

Eine der schon getroffenen Maßnahmen, um diesem Phänomen entgegenzuwirken, ist die Steuerreform, welche verschiedene Steuerermäßigungen vorsieht. Neben Steuererleichterungen für Privatpersonen beim Kauf eines Wasserstoff- oder Elektroautos sowie eines Fahrrads oder Pedelecs, werden auch im Bereich der Firmenwagen (Leasing) Steuervorteile für Wagen mit reduziertem CO<sub>2</sub>- und NO<sub>x</sub>-Ausstoß zugestanden. Hinzu kommen eine Verbesserung des öffentlichen Transports, des Langsamverkehrs, sowie der Aufbau eines Netzwerkes von 800 doppelten Aufladestationen, um die Elektromobilität zu fördern.

Man muss erwähnen, dass der Spritverkauf von 2012 bis 2015 um 12% gesunken ist. Um das nötige Gleichgewicht zwischen den staatlichen Einnahmen aus dem Verkauf und den internationalen Verpflichtungen im Bereich der Treibhausgase und der Luftqualität zu gewährleisten, hat die Regierung eine Arbeitsgruppe geschaffen, welche sowohl die Entwicklung der Kraftstoffverkäufe mit den erklärenden Faktoren als auch die Auswirkungen der Steuermaßnahmen begutachtet.

Diese Arbeitsgruppe soll sich auch mit einer eventuellen steuerlichen Trennung des Diesels für privaten und kommerziellen Gebrauch beschäftigen, gepaart mit einer eventuellen Erhöhung des Kyoto-Cent. Entsprechende Systeme bestehen bereits längere Zeit in Frankreich und Belgien. Zusätzlich soll diese Gruppe Überlegungen zur Besteuerung des Stroms zu Mobilitätszwecken ausarbeiten, um den langfristig sinkenden Steuereinnahmen auf fossilen Brennstoffen entgegenzuwirken. Generell soll diese Arbeitsgruppe bei sämtlichen Arbeiten und Vorschlägen die Vision einer nachhaltigen Mobilität gemäß der Strategie der dritten industriellen Revolution in Betracht ziehen.

**Question 2637** (15.12.2016) de **M. Gilles Baum** (DP) concernant la **maladie fongique des vignes (esca)**:

L'ESCA (apoplexie de la vigne) est une maladie fongique. Elle est une des plus anciennes maladies de la vigne et les Romains avaient déjà remarqué sa présence sur les ceps de l'époque. Il s'avère que les vignes de la Moselle luxembourgeoise soient de plus en plus souvent victimes de cette maladie.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

1) Quelle est l'ampleur de l'infection par l'ESCA des vignes luxembourgeoises? Quelle est l'évolution de cette maladie pendant les dernières années?

2) Existe-t-il des moyens pour combattre cette maladie?

3) Quels sont les conseils que l'Institut viti-vinicole transmet aux vigneronnes dont les vignes sont infectées par l'ESCA?

**Réponse** (20.01.2017) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*:

ad 1) L'ESCA est l'une des plus anciennes maladies de la vigne, déjà relatée du temps des Grecs et des Romains. Mais ce n'est qu'au cours des vingt dernières années que le dépérissement de la vigne dû à cette maladie prend de l'importance et inquiète particulièrement les viticulteurs. Au cours des dix dernières années, la maladie a connu également une propagation croissante au sein du vignoble luxembourgeois. Au début, la maladie se limitait surtout à des vignes âgées de plus de vingt ans et plantées avec le cépage Rivaner. Mais au cours des der-

nières années, les symptômes sont également apparus chez d'autres cépages et on observe une propagation de l'ESCA dans des vignobles de plus en plus jeunes. L'Institut viti-vinicole estime qu'actuellement entre 5% et 10% de ceps au Luxembourg sont atteints par l'ESCA.

En ce qui concerne les symptômes, il faut distinguer entre une forme foudroyante, menant à l'apoplexie du cep et une forme lente de dépérissement chronique, se manifestant essentiellement sur les feuilles. On observe que les symptômes d'apoplexie se déclenchent souvent après des conditions climatiques physiologiquement stressantes pour la vigne. Les symptômes foliaires fluctuent, c'est-à-dire disparaissent durant une période pour réapparaître ensuite. Ainsi le fait que la maladie soit présente, mais pas toujours visible, rend difficile une appréciation exacte de l'ampleur de la maladie. Il faut savoir également que plusieurs dizaines de champignons sont impliqués dans l'épidémiologie de l'ESCA, ce qui en fait une maladie complexe et toujours peu connue à ce jour.

ad 2) La lutte contre ce complexe de champignons est essentiellement prophylactique. La biologie et l'épidémiologie restent actuellement encore mal connues, donc mal maîtrisées. Une mesure très importante est l'élimination du bois et des pieds de vigne atteints et la destruction par le feu.

D'autre part, la taille d'hiver se révèle être un outil de prévention extrêmement important. En effet, les champignons formant le complexe ESCA sont capables de coloniser le bois de la vigne par des blessures de tout genre. Ainsi, il s'agit de minimiser les grandes plaies de taille dans le vieux bois, avec le but de réduire la part de bois mort et d'éliminer ainsi le terrain favorable au développement des champignons. En parallèle, les plaies de taille effectuées doivent être orientées de façon à garantir un flux de sève continu et à minimiser par-là les espaces favorables aux champignons pathogènes à l'intérieur des ceps. Il s'agit ici du concept de taille dite «douce», expérimenté actuellement dans la plupart des pays d'Europe, y inclus le Luxembourg.

Actuellement, il n'existe pas de méthode de lutte chimique contre l'ESCA au vignoble. Cependant des champignons de l'espèce *Trichoderma* semblent posséder un effet antagoniste naturel envers quelques champignons du complexe de l'ESCA. Après des années de recherche un produit naturel à base de ladite souche *Trichoderma* est arrivé sur le marché en 2016. Les trichodermes sont des champignons naturellement présents dans le vignoble et colonisant de préférence le bois de vigne. Ce produit a déjà donné des résultats prometteurs au cours de nombreux essais. Il est destiné à être pulvérisé de façon préventive dans les vignobles juste avant le débournement des vignes. L'agrément du produit pour le Luxembourg est en cours.

ad 3) Du fait de l'urgence émanant de l'ESCA, l'Institut viti-vinicole insiste dans ses conseils en particulier sur les mesures prophylactiques à suivre, afin de minimiser la propagation de la maladie. Ainsi le bois des pieds de vigne atteints doit être enlevé complètement du vignoble et détruit par le feu. En effet, les différents champignons peuvent survivre très longtemps dans les pieds atteints et représenter des foyers d'infection dangereux.

L'Institut viti-vinicole attire également l'attention des vigneronnes sur la relation démontrée entre «stress» de la vigne et développement de l'ESCA. Il s'agit par-là de facteurs comme stress hydrique dans les jeunes vignes, rendement trop élevé ou fertilisation déséquilibrée. La maîtrise de ces facteurs constitue la base fondamentale d'une gestion globale des parasites viticoles.

En parallèle, l'Institut viti-vinicole expérimente différents systèmes de taille dans ses vignobles d'essai, afin de voir dans quelle mesure une taille adéquate peut avoir une influence sur la propagation de cette maladie. Il s'agit ici du concept de taille dite «douce», visant à minimiser les plaies dans le vieux bois, à assurer un flux de sève continu et par conséquent à réduire le potentiel de contamination.

Dans ce contexte, l'Institut viti-vinicole entretient un rapport étroit avec le centre de recherche LIST (Luxembourg Institute of Science and Technology) ainsi qu'avec des instituts de recherche allemands et français.

Actuellement, l'Institut viti-vinicole prépare un projet destiné à réaliser des mesures optiques à l'aide de drones, avec le but de diagnostiquer le degré d'impact de l'ESCA dans l'ensemble des vignobles luxembourgeois.